



*S

KE

72

C36

32-1

C106-C138

C-106

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

PROJET DE LOI C-106

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-106

An Act respecting energy monitoring and to amend the Energy Supplies Emergency Act, 1979 and the Oil Substitution and Conservation Act

First reading, April 7, 1982

THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

C-106

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

PROJET DE LOI C-106

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-106

Loi concernant la surveillance du secteur énergétique et modifiant la Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie et la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout

Première lecture le 7 avril 1982

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-106

An Act respecting energy monitoring and to amend the Energy Supplies Emergency Act, 1979 and the Oil Substitution and Conservation Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Energy Monitoring Act*.

INTERPRETATION

2. (1) In this Act,

“Agency” means the Petroleum Monitoring Agency established under section 16;

“Canada” includes those submarine areas adjacent to the coast of Canada and 10 extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from baselines from which the breadth of 15 the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater;

“energy commodity” means oil and gas and any prescribed product resulting from the processing or refining of oil or gas and, 20 where there is a designation in respect of coal, thorium and uranium, or any of those substances, under section 10, includes all those substances, or the designated sub-

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-106

Loi concernant la surveillance du secteur énergétique et modifiant la Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie et la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la surveillance du secteur énergétique.*

Titre abrégé

5

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Agence» L'Agence de surveillance du secteur pétrolier constituée en vertu de l'article 16.

Définitions

«Agences»
“Agency”

10

«Canada» S'entend en outre des zones sous-marines adjacentes à la côte canadienne, s'étendant au prolongement naturel du territoire terrestre canadien jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale si le rebord de la marge continentale se trouve à une distance inférieure.

«Canada»
“Canada”

15

«entreprise énergétique» Toute personne, société, société de personnes, fiducie ou tout organisme qui se livre au Canada à la prospection, à la mise en valeur, à la pro-

«entreprise énergétique»
“energy enterprise”

20

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act respecting energy monitoring and to amend the Energy Supplies Emergency Act, 1979 and the Oil Substitution and Conservation Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant la surveillance du secteur énergétique et modifiant la Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie et la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout».

stance, as the case may be, and any prescribed product resulting from the processing or refining of the designated substance or substances;	5	duction, au traitement ou au raffinage d'un produit énergétique.
"energy enterprise" means any individual, corporation, partnership, trust or organization engaged in the exploration for, or the development, production, processing or refining of any energy commodity in Canada;	5	«gaz» Tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures à l'état gazeux à la température de 15°C et à la pression de 101,325 kPa.
"gas"	10	«Ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.
"gas"	10	«négociant en pétrole et en gaz» Toute personne ou association de personnes qui fournit, transporte ou stocke le pétrole, le gaz ou des produits pétroliers et notamment l'exportateur, l'importateur, la personne ou l'association de personnes qui traite le pétrole, le gaz ou des produits pétroliers, le raffineur, l'agent de commercialisation en gros, le sous-traitant, le distributeur, l'exploitant de terminal ou le courtier qui fournit du pétrole, du gaz ou des produits pétroliers.
"Minister"	15	«Ministre» "Minister"
"oil"	15	«organisme» A le sens que lui donnent les règlements.
"oil"	20	«pétrole» Tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures autre que le charbon ou le gaz.
"oil and gas dealer"	20	«produit énergétique» Le pétrole et le gaz et tout produit visé aux règlements et provenant du traitement ou du raffinage du pétrole ou du gaz. S'entend également du charbon, du thorium et de l'uranium ou de l'une de ces matières de même que de tout produit visé aux règlements provenant de leur traitement ou raffinage, dans les cas où celles-ci ou l'une d'entre elles font l'objet d'un décret du gouverneur en conseil sous le régime de l'article 10.
"négociant..."	25	«produit pétrolier» Tout produit visé aux règlements provenant de la production, du traitement ou du raffinage du pétrole ou du gaz.
"organization"	30	(2) Pour l'application du paragraphe 5(2) et des alinéas 6f) et 7b), a le contrôle d'une société, l'entreprise énergétique ou une autre société qui détient, ou est bénéficiaire, autrement qu'à titre de garantie seulement, des 45 valeurs mobilières conférant plus de cinquante pour cent du maximum possible des voix à l'élection des administrateurs de cette société.
"organisation"	30	«petroleum product» "petroleum product"
"petroleum product"	35	(2) For the purposes of subsection 5(2) and paragraphs 6(f) and 7(b), a corporation (in this section referred to as the "controlled corporation") is controlled by an energy enterprise or another corporation if voting securities of the controlled corporation which are attached more than fifty per cent of the votes that may be cast to elect directors are held, directly or indirectly, other
"produit pétrolier"	35	«produit énergétique» "energy commodity"
"prescribed"	40	Meaning of control
version anglaise seulement	40	Contrôle

than by way of security only, by or for the benefit of the energy enterprise or other corporation.

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada and in right of any province.

Application

4. Subject to section 7, this Act applies to every energy enterprise that has

- (a) gross annual revenues derived from the activities referred to in the definition "energy enterprise" in subsection 2(1), determined in prescribed manner, in excess of ten million dollars or such higher amount as is prescribed; or
- (b) assets related to its activities referred to in the definition "energy enterprise" in subsection 2(1), determined in prescribed manner, in excess of ten million dollars or such higher amount as is prescribed.

Return of Canadian energy enterprise

5. (1) Unless exempted by the regulations, every energy enterprise shall file with the Minister, in prescribed form and manner, for each prescribed reporting period that applies to that energy enterprise, a return setting out statistics and information relating to

- (a) its ownership and control;
- (b) its sources and application of funds;
- (c) its financial position and performance;
- (d) its exploration for, development, production, processing, refining and marketing of energy commodities;
- (e) its costs and revenues in connection with each of its activities referred to in paragraph (d);
- (f) the exploration expenditures, development expenditures, resource allowances, capital cost allowances, non-capital losses and the other deductions, credits and allowances deducted under the *Income Tax Act* in the computation of income from and taxes payable on each of its activities referred to in paragraph (d);

ENERGY ENTERPRISE MONITORING

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Assujettissement de Sa Majesté

SURVEILLANCE DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

4. Sous réserve de l'article 7, la présente loi s'applique à toute entreprise énergétique dont :

- a) les revenus annuels bruts, provenant des activités visées à la définition d'"entreprise énergétique" figurant au paragraphe 2(1) et calculés conformément aux règlements, dépassent dix millions de dollars ou tout autre montant plus élevé fixé par les règlements;
- b) la valeur des éléments d'actif se rapportant à des activités visées à la définition d'"entreprise énergétique" figurant au paragraphe 2(1) et calculée conformément aux règlements, dépassent dix millions de dollars ou tout autre montant plus élevé fixé par les règlements.

5. (1) Sauf exemption prévue par les règlements, toute entreprise énergétique doit adresser au Ministre, en la forme et selon les modalités prescrites, pour chacune de ses périodes réglementaires, un état exposant les statistiques et renseignements concernant :

- a) le droit de propriété exclusive ou le contrôle qu'exerce sur elle toute personne physique ou morale;
- b) la provenance et l'affectation de ses fonds;
- c) sa situation et son rendement financiers;
- d) ses activités quant à la prospection, la mise en valeur, la production, le traitement, le raffinage et la commercialisation de produits énergétiques;
- e) ses coûts et revenus découlant de chacune des activités visées à l'alinéa d);
- f) les frais de prospection, frais de mise en valeur, allocations relatives aux ressources, allocations du coût en capital, pertes autres que les pertes en capital, ainsi que les autres déductions, crédits et allocations

Domaine d'application de la présente loi

5

États à fournir par l'entreprise énergétique canadienne

25

30

35

40

(g) the amounts with respect to the expenditures, allowances, losses, deductions and credits referred to in paragraph (f) that can be carried forward in accordance with the provisions of the *Income Tax Act.*; 5
 (h) the distribution and disposition of its revenues and profits;
 (i) its energy commodity resources, reserves and properties;
 (j) its ownership of or interest in any corporation, partnership, trust or organization; 10
 (k) its research and development programs; and
 (l) such other matters concerning each of 15 its activities referred to in paragraph (d) and the funds derived from those activities as are prescribed.

déduits en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu provenant de chacune des activités visées à l’alinéa d) et des impôts à payer pour ces activités;

5 g) les montants afférents aux frais, allocations, pertes, déductions et crédits visés à l’alinéa f), qui peuvent être reportés à une année postérieure conformément aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*; 10
 h) la répartition et l'affectation de ses revenus et bénéfices;
 i) ses ressources, réserves et autres biens en matière de produits énergétiques;
 j) les sociétés, sociétés de personnes, fiducies ou organismes dont elle est le propriétaire ou dans lesquels elle a une participation; 15
 k) ses programmes de recherche et de développement; 20
 l) tout autre point prévu aux règlements concernant ses activités visées à l’alinéa d) et les fonds provenant de ces activités.

Additional statistics and information

(2) In addition to the statistics and information referred to in subsection (1), every 20 energy enterprise required to file a return under subsection (1) shall set out, in prescribed form and manner, in every return required by that subsection, statistics and information relating to the matters referred to in paragraphs (1)(b) to (l) in respect of every corporation it controls.

Application

(3) This section does not apply to any energy enterprise required to file a return under section 6.

Return of foreign energy enterprise

6. Unless exempted by the regulations, where an energy enterprise is
 (a) an individual not ordinarily resident in Canada,
 (b) a corporation incorporated elsewhere than in Canada, 35
 (c) a partnership all the partners of which are individuals not ordinarily resident in Canada or corporations incorporated elsewhere than in Canada, or
 (d) a trust the trustee and the beneficiary of which are, with respect to their status as

(2) Toute entreprise énergétique tenue de produire un état en vertu du paragraphe (1) 25 doit y inclure, en la forme et selon les modalités prescrites, en plus des statistiques et renseignements visés à ce paragraphe, des statistiques et renseignements relatifs aux points visés aux alinéas (1)b) à l) en ce qui a trait à toute société qu'elle contrôle. 30

Renseigne-
ments
complémentai-
res

(3) Le présent article ne s'applique pas aux entreprises énergétiques qui sont tenues 30 de fournir l'état visé à l'article 6.

Application du présent article

6. Sauf exemption prévue par les règlements, l'entreprise énergétique qui est : 35
 a) une personne physique ne résidant pas habituellement au Canada,
 b) une société constituée sous le régime d'une loi étrangère, 40
 c) une société de personnes n'ayant pour associés que des personnes physiques ne résidant pas habituellement au Canada ou des sociétés constituées sous le régime d'une loi étrangère, 45

État par
l'entreprise
énergétique
étrangère

such, governed by the laws of a jurisdiction other than that of Canada or a province,

that energy enterprise shall file with the Minister, in prescribed form and manner, for each prescribed reporting period that applies to that energy enterprise, a return setting out statistics and information relating to

- (e) its ownership and control, and
- (f) the matters set out in paragraphs 10
5(1)(b) to (l) in respect of its holdings and operations in Canada and the holdings and operations in Canada of every corporation it controls.

Minister may require return

7. Where the Minister is of the opinion 15 that it is in the public interest, he may require

- (a) any energy enterprise to which this Act does not apply to file, in prescribed form and manner, a return setting out the 20 statistics and information referred to in section 5 or 6, as the case may be; and
- (b) any corporation that controls a corporation that is an energy enterprise to file, in prescribed form and manner, a return 25 setting out statistics and information relating to the matters set out in paragraphs 5(1)(a), (b), (h) and (j).

Supplementary statistics, information and documentation

8. Every energy enterprise required to file a return by or under this Act shall submit 30 such additional statistics, information and documentation as may be required by the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Act.

Statistics, information and documentation available to Agency

9. The statistics, information and documentation obtained by the Minister under this Act that relate to energy enterprises or corporations that control energy enterprises shall be made available to the Agency forthwith on receipt thereof.

Extension

10. The Governor in Council may, by order, designate coal, thorium and uranium, or any of those substances, as an energy commodity for the purposes of this Act.

d) une fiducie dont le fiduciaire et le bénéficiaire sont dès qualités assujettis à une loi étrangère,

doit adresser au Ministre, en la forme et 5 selon les modalités prescrites, pour chacune de ses périodes réglementaires, un état exposant les statistiques et renseignements relatifs :

- e) au droit de propriété exclusive ou au contrôle qu'exerce sur elle toute personne 10 physique ou morale,
- f) aux points visés aux alinéas 5(1)b) à l) en ce qui a trait à ses avoirs en actions et activités au Canada ainsi qu'aux avoirs en actions et activités au Canada de toute 15 société qu'elle contrôle.

État exigé par le Ministre

7. Le Ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le requiert, exiger que :

- a) une entreprise énergétique non soumise à la présente loi produise l'état prévu soit à 20 l'article 5 soit à l'article 6;
- b) une société qui contrôle une entreprise énergétique constituée en société produise, en la forme et selon les modalités prescrites, les statistiques et renseignements relatifs aux points visés aux alinéas 5(1)a), b), h) et j).

Renseignements complémentaires

8. Toute entreprise énergétique tenue de produire un état en vertu de la présente loi ou de ses textes d'application doit fournir les 30 statistiques, renseignements et document complémentaires qu'exige le Ministre dans le cadre de l'application de la présente loi.

Communication de renseignements à l'Agence

9. Le Ministre met à la disposition de l'Agence, dès leur réception, les statistiques, 35 renseignements et documents relatifs à des entreprises énergétiques ou à des sociétés qui contrôlent des entreprises énergétiques et 40 qu'il obtient dans le cadre de la présente loi.

Extension du domaine d'application

10. Le gouverneur en conseil peut, par 40 décret, désigner le charbon, le thorium et l'uranium, ou l'une de ces matières, comme étant un produit énergétique pour l'application de la présente loi.

OIL AND GAS DEALER MONITORING

SURVEILLANCE DES NÉGOCIANTS EN
PÉTROLE ET EN GAZ

Application

11. Subject to section 13, this Act does not apply, with respect to any reporting period, to any oil and gas dealer who supplied, transported or stored less than one hundred million litres of oil, gas or petroleum products in the twelve months that immediately preceded that period.

Return of oil
and gas dealer

12. Unless exempted by the regulations, every oil and gas dealer shall file with the Minister, in prescribed form and manner, for each prescribed reporting period that applies to that oil and gas dealer, a return setting out statistics and information relating to

- (a) his production, processing, refining, storage, marketing, sale and use of oil, gas and petroleum products; and
- (b) his costs, revenues, prices and profits in connection with each activity referred to in paragraph (a).

Minister may
require return

13. Where the Minister is of the opinion that it is in the public interest, he may require any oil and gas dealer to whom this Act does not apply to file, in prescribed form and manner, a return setting out the statistics and information referred to in section 12.

Supplementary
statistics,
information and
documentation

14. Every oil and gas dealer required to file a return by or under this Act shall submit such additional statistics, information and documentation as may be required by the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Act.

Statistics,
information and
documentation
available to
Board

15. The Minister may make the statistics, information and documentation obtained by him under this Act that relate to oil and gas dealers available to the Energy Supplies Allocation Board established under the *Energy Supplies Emergency Act, 1979*.

Domaine
d'application de
la présente
partieÉtats à fournir
par les
négociants en
pétrole et en
gazCas spéciaux
d'application de
la présente loiRenseigne-
ments
complémentai-
resCommunication
de renseigne-
ments à l'Office

11. Sous réserve de l'article 13, la présente loi ne s'applique pas, en ce qui concerne une période réglementaire, aux négociants en pétrole et en gaz qui ont fourni, transporté ou stocké moins de cent millions de litres de pétrole, de gaz ou de produits pétroliers au cours des douze mois précédent cette période.

12. Sauf exception prévue par les règlements, tout négociant en pétrole et en gaz doit adresser au Ministre, en la forme et selon les modalités prescrites, pour chacune de ses périodes réglementaires, un état exposant les statistiques et renseignements concernant :

- a) ses activités quant à la production, au traitement, au raffinage, au stockage, à la commercialisation, à la vente et à l'utilisation de pétrole, de gaz et de produits pétroliers;
- b) ses coûts, revenus, prix et bénéfices découlant de chacune des activités visées à l'alinéa a).

13. Le Ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le requiert, exiger que n'importe quel négociant en pétrole et en gaz non soumis à la présente loi produise, en la forme et selon les modalités prescrites, un état exposant les statistiques et renseignements visés à l'article 12.

14. Tout négociant en pétrole et en gaz tenu de produire un état en vertu de la présente loi ou de ses textes d'application doit fournir les statistiques, renseignements et documents complémentaires que peut exiger le Ministre dans le cadre de l'application de la présente loi.

15. Le Ministre peut mettre à la disposition de l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie constitué en vertu de la *Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie*, les statistiques, renseignements et documents qu'il a obtenus dans le cadre de la présente loi relatifs aux négociants en pétrole et en gaz.

5

15

20

30

45

PETROLEUM MONITORING AGENCY

AGENCE DE SURVEILLANCE DU SECTEUR
PÉTROLIER

Agency established	16. There is hereby established an agency to be known as the Petroleum Monitoring Agency.	16. Est constituée l'Agence de surveillance du secteur pétrolier.	Constitution
Membership	17. The Agency shall consist of a Chairman appointed by the Governor in Council and not more than two other members appointed by the Minister.	17. L'Agence est composée d'un président nommé par le gouverneur en conseil et d'au plus deux autres membres nommés par le Ministre.	Composition
Chief executive officer	18. The Chairman is the chief executive officer of the Agency and shall preside at meetings of the Agency.	18. Le président est le premier dirigeant de l'Agence; il en préside les réunions.	Premier dirigeant
Vice-Chairman	19. One of the members of the Agency may be designated by the Minister to be Vice-Chairman thereof and in the event of the absence or incapacity of the Chairman, or if the office of Chairman is vacant, the Vice-Chairman has and may exercise all the powers and functions of the Chairman.	19. Le Ministre peut nommer un des membres de l'Agence en qualité de vice-président. En cas d'absence ou d'empêchement du président ou en cas de vacance de son poste, le vice-président assume les pouvoirs et fonctions du président.	Vice-président
Superannuation, etc.	20. (1) Each member of the Agency shall, unless the Governor in Council expressly otherwise directs, be deemed to be a person employed in the Public Service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> and shall be deemed to be a person described in paragraph 4(1)(i) of that Act.	20. (1) Les membres de l'Agence sont, à moins d'une directive expresse du gouverneur en conseil, réputés être des employés de la Fonction publique pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la Fonction publique</i> et ils sont assimilés aux personnes visées à l'alinéa 4(1)i) de cette loi.	Régime de retraite
Idem	(2) Part II of Schedule A to the <i>Public Service Superannuation Act</i> is amended by adding thereto the "Petroleum Monitoring Agency".	(2) La partie II de l'annexe A de la <i>Loi sur la pension de la Fonction publique</i> est modifiée par adjonction de l'«Agence de surveillance du secteur pétrolier».	Idem
Remuneration and expenses	21. Each member of the Agency shall be paid such remuneration as may be fixed by the Governor in Council and is entitled, within such limits as may be established by the Treasury Board, to be paid such reasonable travel and living expenses as are incurred by him in the course of his duties under this Act while absent from his ordinary place of residence.	21. Les membres de l'Agence reçoivent le traitement fixé par le gouverneur en conseil et ils ont droit, dans les limites que peut fixer le conseil du Trésor, au remboursement des frais de déplacement et de séjour, entraînés par l'accomplissement, hors de leur lieu ordinaire de résidence, des fonctions que leur confère la présente loi.	Traitements et indemnités
Principal office	22. The principal office of the Agency shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	22. Le bureau principal de l'Agence est situé dans la région de la Capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la Capitale nationale</i> .	Bureau principal
Meetings	23. The Agency may meet at such times and places as the Chairman deems advisable.	23. L'Agence se réunit aux dates et lieux que le président estime indiqués.	Réunions

By-laws

24. The Agency may make by-laws for the management of its internal affairs and generally for the conduct of its activities.

Officers and employees

25. Such officers and employees of the Department of Energy, Mines and Resources as are necessary, in the opinion of the Minister, for the proper conduct of the work of the Agency shall be made available to the Agency.

Technical assistance

26. The Agency may engage on a contractual basis the services of persons having technical or specialized knowledge to advise and assist it in the performance of its duties and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay the remuneration and expenses of such persons.

Reports and advice to Minister

27. The Agency shall make such reports and furnish such advice to the Minister as the Minister may from time to time request.

Reports

28. (1) Subject to subsection (2), the Agency may publish, on its own authority, such reports as it deems appropriate and necessary in respect of energy commodities and energy enterprises and their holdings and operations.

Disclosure of certain information only

(2) The Agency shall not disclose in any report published pursuant to subsection (1) any statistic, information or documentation obtained by it under this or any other Act of Parliament that identifies or permits the identification of the individual, corporation, partnership, trust or organization to which the statistic, information or documentation relates without the written consent of that individual, corporation, partnership, trust or organization.

Other duties

29. The Agency shall carry out such other duties and functions as the Minister may from time to time assign to the Agency.

Documents, records and books of account

30. Every energy enterprise and every oil and gas dealer required by or under this Act to file a return shall keep documents, records and books of account at his or its place of

Règlement intérieur

24. L'Agence peut, par son règlement intérieur, régir sa gestion interne et son activité.

Personnel

25. Le personnel que le Ministre estime nécessaire à l'exécution des travaux de l'Agence est choisi parmi les cadres et employés du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et détaché auprès de l'Agence.

Concours d'experts

26. L'Agence peut, par contrat, recourir aux services temporaires d'experts à titre de conseils et de collaborateurs dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions; elle peut, avec l'autorisation du conseil du Trésor, fixer leur traitement et leur accorder certaines indemnités.

Rapports et conseils au Ministre

27. A la demande du Ministre l'Agence fournit des conseils à celui-ci et établit des rapports à son intention.

Rapports

28. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence peut publier, de sa propre initiative, les rapports qu'elle juge appropriés et nécessaires sur les produits énergétiques et les entreprises énergétiques et leurs avoirs en actions et en activités.

25

Divulgation de certains renseignements uniquement

(2) L'Agence ne peut divulguer dans un rapport publié en vertu du paragraphe (1) des statistiques, renseignements ou documents qu'elle a obtenus en vertu de la présente loi ou de toute autre loi du Parlement et qui identifient ou permettent d'identifier la personne à laquelle ils se rapportent — qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'une société de personnes, d'une fiducie ou d'un organisme — sauf sur autorisation écrite de celle-ci.

Autres fonctions

29. L'Agence assume les obligations et fonctions que lui confère le Ministre.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Documents, dossiers et livres de comptabilité

Documents, dossiers et livres de comptabilité

30. Les entreprises énergétiques et les négociants en pétrole et en gaz tenus de produire un état en vertu de la présente loi ou de ses textes d'application doivent tenir à

business or other prescribed place in Canada in such form and containing such statistics and information as will enable the Minister to verify the accuracy and completeness of the statistics, information and documentation that the energy enterprise or oil and gas dealer submits to the Minister.

Disposal of records

31. Every energy enterprise and every oil and gas dealer required by section 30 to keep documents, records and books of accounts shall, unless authorized by the Minister, retain every such document, record or book of account until the expiration of six years from the end of the reporting period to which the document, record or book of account relates.

Assistance to authorized persons

32. Every energy enterprise and every oil and gas dealer required by section 30 to keep documents, records and books of account shall, for the purpose of audit or examination,

(a) make those documents, records and books of account available at all reasonable times to any person authorized by the Minister for the purpose; and

(b) give all reasonable assistance to a person authorized by the Minister to carry out the audit or examination, provide access to all relevant sites, answer, orally or in writing, as required, all questions relating to the audit or examination and provide all statistics, information, documentation and copies required for the purpose of the audit or examination.

Privilege

Disclosure of Statistics and Information

33. The statistics, information and documentation obtained by the Minister under this Act, by the Agency under section 9, by the Energy Supplies Allocation Board under section 15 or by the persons referred to in paragraphs 34(a) and (b) are privileged and shall not knowingly be or be permitted to be communicated, disclosed or made available without the written consent of the person from whom they were obtained.

leur principal établissement ou en tout autre lieu au Canada prévu par les règlements, les documents, dossiers et livres de comptabilité dont la forme et le contenu en matière de statistiques et renseignements permettent au Ministre de vérifier l'exactitude des statistiques, des renseignements et des documents qu'ils lui présentent.

31. Les entreprises énergétiques et négociants en pétrole et en gaz tenus en vertu de l'article 30 de tenir documents, dossiers et livres de comptabilité doivent, sauf autorisation à l'effet contraire du Ministre, conserver ces documents, dossiers ou livres de comptabilité pendant six ans à compter de la fin de la période réglementaire à laquelle ils se rapportent.

Conservation

32. Les entreprises énergétiques et négociants en pétrole et en gaz doivent, dans le cadre des vérifications et examens :

Collaboration

a) mettre à la disposition des personnes autorisées par le Ministre à les effectuer, les documents, dossiers et livres de comptabilité qu'ils sont requis de tenir en vertu de l'article 30;

25

b) donner à ces personnes l'assistance raisonnable à cette fin ainsi que l'accès aux lieux appropriés, répondre aux questions pertinentes, oralement ou par écrit selon la demande qui leur est faite, et fournir tous renseignements, documents et copies utiles.

30

Divulgation de statistiques et renseignements

Renseignements protégés

33. Les statistiques, renseignements et documents obtenus par le Ministre en vertu de la présente loi, par l'Agence en vertu de l'article 9, par l'Office sur les approvisionnements d'énergie en vertu de l'article 15 ou par les personnes visées aux alinéas 34a) et b) sont protégés. Nul ne peut sciemment les communiquer ou les laisser communiquer, les divulguer ou les transmettre à qui que ce soit, sauf sur autorisation écrite de la personne dont ils proviennent.

Exceptions

34. The statistics, information and documentation obtained under this Act may be communicated, disclosed or made available for the purposes of the administration or enforcement of this Act, legal proceedings related thereto or criminal proceedings under this or any other Act of Parliament and may be communicated, disclosed or made available

(a) to the Minister of Finance solely for 10 the purposes of evaluating and formulating tax policy in relation to energy matters; and

(b) to the Chief Statistician of Canada for the purposes of the *Statistics Act*. 15

Evidentiary privilege

35. Notwithstanding any other Act or law, no person who obtains any statistic, information or documentation under this Act shall be required, in connection with any legal proceedings, other than proceedings 20 relating to the administration or enforcement of this Act or criminal proceedings under this or any other Act of Parliament, to give evidence relating to any statistic, information or documentation that is privileged under this 25 Act or to produce any statement, document, writing or portion thereof containing any such statistic, information or documentation.

Disclosure to public

36. (1) Notwithstanding anything in this Act, the Minister may disclose any statistic, 30 information or documentation obtained under this Act where he considers the disclosure to be in the public interest, taking into account the competitive position of the individual, corporation, partnership, trust, 35 organization or association of persons affected by the disclosure.

Notification and opportunity to make representations

(2) Where the Minister proposes to disclose any statistic, information or documentation pursuant to subsection (1) in a form 40 that identifies or permits the identification of the individual, corporation, partnership, trust, organization or association of persons to which the statistic, information or documentation relates, the Minister shall so 45 notify that individual, corporation, partnership, trust, organization or association of per-

34. Les statistiques, renseignements et documents obtenus en vertu de la présente loi peuvent être communiqués, divulgués ou transmis, dans le cadre de l'application de la 5 présente loi, des instances qui en découlent ou des poursuites criminelles prévues par la présente loi ou par toute autre loi du Parlement, aux personnes suivantes :

a) le ministre des Finances mais uniquement en vue de l'évaluation et de la formulation de la politique fiscale en matière d'énergie;

b) le statisticien en chef du Canada en vue de l'application de la *Loi sur la statistique*.

15

Dérogation

35. Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé d'une personne qui obtient des statistiques, renseignements ou documents en vertu de la présente loi de déposer en justice au sujet des 20 statistiques, renseignements ou documents protégés en vertu de la présente loi, ni de produire tout ou partie des déclarations, écrits ou autres pièces concernant ces statistiques, renseignements ou documents, sauf à 25 l'occasion d'une instance se rapportant à l'application de la présente loi ou des poursuites criminelles prévues par la présente loi ou par toute autre loi du Parlement.

Preuve relative aux documents protégés

36. (1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, le Ministre peut divulguer des statistiques, renseignements ou documents obtenus dans le cadre de la présente loi, s'il estime, compte tenu de la situation concurrentielle de la personne physique, 35 de la société, de la société de personnes, de la fiducie, de l'organisme ou de l'association de personnes touchés par cette divulgation, que celle-ci est exigée par l'intérêt public.

Divulgation

(2) Le Ministre, avant de pouvoir, en vertu 40 du paragraphe (1), divulguer des statistiques, renseignements ou documents sous une forme qui permette d'identifier la personne visée — qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'une société de personnes, d'une fiducie, d'un organisme, ou d'une association de personnes — est tenu de l'en aviser et de lui donner l'occasion de présenter des observations quant aux éventuels effets

Avis et possibilité de faire des observations

sons and afford him or it a reasonable opportunity to make representations with respect to the effect that the disclosure of the statistic, information or documentation might have on his or its competitive position.

5

Enforcement

Obligation or duty on persons

37. (1) Any obligation or duty imposed by or under this Act on any energy enterprise that is

- (a) a partnership shall be carried out or complied with by the partners of the partnership;
- (b) a trust shall be carried out or complied with by the trustee of the trust; or
- (c) an organization shall be carried out or complied with by such persons responsible for the administration and management of the organization as are prescribed.

(2) Any obligation or duty imposed by or under this Act on any association of persons shall be carried out or complied with by the persons forming part of that association.

Idem

Failure to file return or provide supplementary information

38. Every one who

- (a) fails to file a return as and when required by this Act,
- (b) fails to comply with a requirement of the Minister pursuant to section 7 or 13,
- (c) fails to comply with sections 8, 14, 30, 31 or 32, or
- (d) contravenes or fails to comply with section 34

is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both.

35

False information

39. Every one who, under this Act, submits any statistic, information or documentation, makes any statement or answers any question, whether in connection with any return filed under this Act or any audit or examination carried out pursuant to this Act, knowing that the statistic, information, documentation, statement or answer is false or misleading or misrepresents or fails to disclose a material fact, is guilty of an offence and is liable

de cette divulgation sur sa situation concurrentielle.

5

Exécution

37. (1) Les obligations imposées à une entreprise énergétique par la présente loi ou ses textes d'application sont assumées par :

- a) les associés, s'il s'agit d'une société de personnes;
- b) le fiduciaire, s'il s'agit d'une fiducie;
- c) les personnes chargées de l'administration et de la gestion en vertu des règlements, s'il s'agit d'un organisme.

(2) Toute obligation imposée par la présente loi ou ses textes d'application à une association de personnes doit être exécutée par celles qui en font partie.

Idem

15

38. Est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars et un emprisonnement d'au plus un an ou l'une de ces peines quiconque omet selon le cas :

- a) de produire un état selon les modalités et à la date prévues par la présente loi;
- b) de se conformer à la requête du Ministre en vertu des articles 7 ou 13;
- c) de se conformer aux articles 8, 14, 30, 31 ou 32;
- d) de se conformer à l'article 34.

Défaut de produire un état ou de fournir des renseignements complémentaires

25

39. Toute personne qui, en produisant conformément à la présente loi, des statistiques, renseignements ou documents, fait une déclaration ou répond à une question se rapportant soit à un état visé à la présente loi soit à une vérification ou à un examen effectués dans le cadre de celle-ci, sachant que l'information fournie est fausse ou trompeuse ou qu'elle dénature ou omet un fait important est coupable d'une infraction et encourt :

Faux renseignements

30

35

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Officer, etc., of corporation

40. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Regulations

41. The Governor in Council may make regulations

- (a) defining the term "organization" for the purposes of this Act;
- (b) exempting any energy enterprise or oil and gas dealer, or any class thereof, from the requirement of filing a return under this Act;
- (c) prescribing any matter or thing that is by this Act to be prescribed; and
- (d) respecting such other matters or things as are necessary to carry out the provisions of this Act.

Repeal

Repeal

42. The *Petroleum Corporations Monitoring Act*, chapter 39 of the Statutes of Canada, 1977-78, is repealed.

1978-79, c. 17

AMENDMENTS TO ENERGY SUPPLIES EMERGENCY ACT, 1979

43. The definition "wholesale customer" in subsection 2(1) of the *Energy Supplies Emergency Act*, 1979 is repealed and the following substituted therefor:

- a) soit sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au plus cinquante mille dollars et un emprisonnement d'au plus six mois, ou l'une de ces peines;
- b) soit sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, une amende d'au plus deux cent mille dollars et un emprisonnement d'au plus cinq ans, ou l'une de ces peines.

40. En cas de perpétration par une société d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs, ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé sont parties à l'infraction, en sont coupables et encourrent la peine prévue, que la société ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Infraction par un dirigeant

Règlements

41. Le gouverneur en conseil peut établir 20 des règlements en vue :

- a) de définir le terme «organisme» aux fins d'application de la présente loi;
- b) d'exempter toute entreprise énergétique ou négociant en pétrole et en gaz ou des catégories de ses entreprises ou négociants de l'obligation de produire une déclaration prévue par la présente loi;
- c) de régir tout ce qui, en vertu de la présente loi, relève du domaine réglementaire;
- d) de pourvoir à la réalisation des dispositions de la présente loi.

Abrogation

42. La *Loi sur le contrôle des sociétés pétrolières*, chapitre 39 des Statuts du Canada de 1977-78, est abrogée.

Abrogation

MODIFICATIONS DE LA LOI D'URGENCE DE 1979 SUR LES APPROVISIONNEMENTS D'ÉNERGIE

1978-79, c. 17

43. La définition d'«acheteur en gros» au 35 paragraphe 2(1) de la *Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“controlled product” means any product which is controlled by law or regulation, or by the Government of Canada or any province, or by any agent thereof, or by any refiner, distributor, jobber, dealer, public utility, operator of aircraft, railways, ships, trucks and other transportation facilities or any other large volume user of the controlled product.”

Clause 47(3) distinguishes the following categories:

- (a) Persons engaged in the import or export business on behalf of the Government of Canada;
- (b) Persons engaged in the import or export business on behalf of a provincial government;
- (c) Persons engaged in the import or export business on behalf of a corporation controlled by the Government of Canada;
- (d) Persons engaged in the import or export business on behalf of a corporation controlled by a provincial government;
- (e) Persons engaged in the import or export business on behalf of a corporation controlled by a provincial government.

Clause 48. (1) Definitions and definitions and provisions follows:

- (a) “agent” means a person who acts for another in carrying out the acts of the latter;
- (b) “controlled product” means a product controlled by the Government of Canada or any province;
- (c) “import” means the bringing into the country of goods from outside;
- (d) “export” means the removal of goods from the country;
- (e) “large volume user” means a person who purchases any controlled product in bulk at the wholesale level and includes Her Majesty in right of Canada or any province, any agent thereof, and any refiners, distributors, jobbers, dealers, public utilities, operators of aircraft, railways, ships, trucks and other transportation facilities or any other large volume user of the controlled product.”

(2) Paragraph (a) of the definition of “agent” (a) defines the term “agent” to mean a person who acts for another in carrying out the acts of the latter;

Clause 43: The definition “wholesale customer” in the Energy Supplies Emergency Act, 1979 at present reads as follows:

““wholesale customer” means any person who purchases any controlled product in bulk at the wholesale level and includes Her Majesty in right of Canada or any province, any agent thereof, and any refiners, distributors, jobbers, dealers, public utilities, operators of aircraft, railways, ships, trucks and other transportation facilities or any other large volume user of the controlled product.”

““acheteur en gros” means toute personne qui achète par grosses quantités un produit contrôlé au palier du gros et comprend Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, tout mandataire de celle-ci, et tout raffineur, distributeur, sous-traitant, négociant, service-public, exploitant d'aéronefs, de chemins de fer, de navires, de camions et autres facilités de transport ou autre utilisateur de ce produit qui l'utilise en grandes quantités;»

Article 43. — Texte actuel de la définition d'«acheteur en gros» à l'article de la *Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie* :

““acheteur en gros” désigne toute personne qui achète par grosses quantités un produit contrôlé au palier du gros et comprend Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, tout mandataire de celle-ci, et tout raffineur, distributeur, sous-traitant, négociant, service-public, exploitant d'aéronefs, de chemins de fer, de navires, de camions et autres facilités de transport ou autre utilisateur de ce produit qui l'utilise en grandes quantités;»

*Article 43. — Texte actuel de la définition d'«acheteur en gros» à l'article de la *Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie* :*

““acheteur en gros” désigne toute personne qui achète par grosses quantités un produit contrôlé au palier du gros et comprend Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, tout mandataire de celle-ci, et tout raffineur, distributeur, sous-traitant, négociant, service-public, exploitant d'aéronefs, de chemins de fer, de navires, de camions et autres facilités de transport ou autre utilisateur de ce produit qui l'utilise en grandes quantités;»

"wholesale customer"
"acheteur en gros"

" "wholesale customer" means any person who purchases any controlled product in bulk at the wholesale level and includes Her Majesty in right of Canada or any province, any agent thereof and any 5 refiner, distributor, jobber, dealer, public utility, operator of aircraft, railway, ships, trucks and other transportation facilities and such other person as the Governor in Council may by regulation designate as being a large volume user of the controlled product."

44. Subsection 8(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

15

"(3) Persons engaged by the Board under subsection 5(2) shall be deemed not to form part of the Public Service for the purposes of the *Public Service Employment Act*."

20

45. (1) Subsection 9(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

By-laws

"**9.** (1) Subject to this Act, the Board may make by-laws generally for carrying 25 out the work of the Board and respecting the manner of conducting the business of the Board, the management of its affairs and the duties of its employees."

(2) Section 9 of the said Act is further 30 amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

Idem

"(2.1) The Board may in writing authorize one or more of its members or a 35 senior officer of the Board to carry out and exercise on behalf of the Board any of the powers or duties of the Board under this Act except the powers or duties of the Board relating to the making of regulations or orders."

46. (1) Paragraphs 12(2)(c) and (d) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

«acheteur en gros» désigne toute personne qui achète par grosses quantités un produit contrôlé au palier du gros et comprend Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, tout mandataire de celle-ci, et tout raffineur, distributeur, sous-traitant, négociant, service public, exploitant d'aéronefs, de chemins de fer, de navires, de camions et autres facilités de transport ou toute autre personne que le gouverneur en conseil désigne par règlement comme étant un utilisateur de ce produit qui l'utilise en grandes quantités;»

«acheteur en gros»
"wholesale..."

44. Le paragraphe 8(3) de ladite loi est 15 abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(3) Les personnes dont l'Office a retenu les services conformément au paragraphe 5(2) sont réputées ne pas faire partie de la Fonction publique pour l'application de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*."

Non-applica-
tion de la
L.E.F.P.

45. (1) Le paragraphe 9(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"**9.** (1) Sous réserve de la présente loi, 25 Règlement intérieur l'Office peut, par son règlement intérieur, régir son activité et notamment prévoir la gestion et la conduite de ses affaires et les fonctions de ses employés..»

(2) L'article 9 de ladite loi est en outre 30 modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

"(2.1) L'Office peut, par écrit, autoriser un ou plusieurs de ses membres ou un de ses cadres supérieurs à exercer pour le 35 compte de l'Office les pouvoirs et les fonctions que la présente loi lui accorde, à l'exception de ceux qui lui permettent d'établir des règlements ou de rendre des ordonnances..»

Idem

46. (1) Les alinéas 12(2)c) et d) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

40

Clause 44: Subsection 8(3) at present reads as follows:

"(3) Persons engaged by the Board under subsection 5(2) shall be deemed not to form part of the Public Service for the purposes of sections 11 and 13 of the *Public Service Employment Act*."

Clause 45: (1) Subsection 9(1) at present reads as follows:

"9. (1) Subject to this Act, the Board may make by-laws generally for carrying out the work of the Board, for the management of its internal affairs and respecting the duties of its employees."

(2) New.

Clause 46: (1) The relevant portion of subsection 12(2) at present reads as follows:

Article 44. — Texte actuel du paragraphe 8(3) :

«(3) Les personnes dont les services ont été retenus par l'Office en vertu du paragraphe 5(2) sont réputées ne pas faire partie de la Fonction publique pour l'application des articles 11 et 13 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique.»

Article 45, (1). — Texte actuel du paragraphe 9(1) :

9. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'Office peut, de façon générale, établir des règlements administratifs visant l'exécution de ses travaux et son administration interne et concernant les fonctions de ses employés.»

(2). — Nouveau.

Article 46, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 12(2) :

“(c) set out the priorities of use or supply, or both, of the controlled product; and

(d) outline a system for allocation of supplies of the controlled product.”

5

(2) Paragraph 12(4)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) by changing the priorities of use or supply, or both, of a controlled product and the outline of the system for allocation of supplies of a controlled product as set out or outlined at the commencement of the program.”

47. (1) Paragraph 16(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) respecting the accumulation, storage and disposal of reserve supplies and inventory of any controlled product;”

20

(2) Paragraph 16(1)(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(j) respecting the transfer of supplies of any controlled product between suppliers and between suppliers and wholesale customers and the transfer of wholesale customers between suppliers to achieve an equitable balance of sales among suppliers or to preserve the existing market position of suppliers so far as practicable;”

(3) Paragraph 16(1)(l) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

35

“(l) prescribing the prices at which, or a range of prices within which, any controlled product may be sold by suppliers to customers in particular market areas or generally and prescribing, except for pipeline companies governed by the National Energy Board Act, the charges

«c) établir un ordre de priorité relativement à l'usage et à l'approvisionnement du produit contrôlé, ou à l'un ou à l'autre; et

d) énoncer les grandes lignes d'un système de répartition des approvisionnements du produit contrôlé.»

(2) L'alinéa 12(4)c) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) en modifiant l'ordre de priorité relatif à l'usage et à l'approvisionnement, ou à l'un ou à l'autre, du produit contrôlé et les grandes lignes du système de répartition des approvisionnements d'un produit contrôlé qui avaient été prévus lors de la mise en application du programme.»

47. (1) L'alinéa 16(1)d) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) concernant l'accumulation de réserves et de stock d'un produit contrôlé, leur entreposage et leur écoulement;»

(2) L'alinéa 16(1)j) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«j) concernant le transfert des approvisionnements du produit contrôlé entre les fournisseurs et entre les fournisseurs et les acheteurs en gros, et la répartition des acheteurs en gros entre les fournisseurs pour parvenir à un équilibre équitable des ventes entre ces derniers ou pour éviter autant que possible de modifier la position des fournisseurs sur le marché;»

(3) L'alinéa 16(1)l) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«l) fixant les prix ou l'écart des prix auxquels un produit contrôlé pourra être vendu par les fournisseurs aux acheteurs en général ou dans certaines zones de marché et fixant, sauf pour les compagnies de pipe-line régies par la Loi sur l'Office national de l'énergie, les prix de transport entre les zones de marché;»

"(2) A mandatory allocation program shall

- (c) set out the priorities of use of the controlled product; and
- (d) provide for a systematic allocation of supplies of the controlled product."

(2) The relevant portion of subsection 12(4) at present reads as follows:

"(4) The Governor in Council may, by order, amend a mandatory allocation program

- (c) by changing the priorities of use of a controlled product and the systematic allocation of supplies of a controlled product as set out or provided for at the commencement of the program."

Clause 47: (1) to (4) Subsection 16(1) confers a number of regulation-making powers on the Energy Supplies Allocation Board.

Paragraphs 16(1)(d), (j), (l) and (r) at present read as follows:

"(d) respecting the accumulation, storage and disposal of reserve supplies of any controlled product;

(j) respecting the transfer of supplies of any controlled product between suppliers and the transfer of wholesale customers between suppliers to achieve an equitable balance of sales among suppliers or to preserve the existing market position of suppliers so far as practicable;

(l) prescribing the prices at which, or a range of prices within which, any controlled product may be sold by suppliers to wholesale customers in particular market areas or generally and prescribing, except for pipeline companies governed by the *National Energy Board Act*, the charges for transportation between market areas;

(r) providing for the making by the Board of such orders as may be necessary to effect any of the purposes for which regulations are made under this section; and"

"(2) Un programme de répartition obligatoire doit

- c) établir un ordre de priorité relativement à l'usage du produit contrôlé; et
- d) prévoir la répartition systématique des approvisionnements du produit contrôlé."

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 12(4) :

"(4) Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier un programme de répartition obligatoire

- c) en modifiant l'ordre de priorité relatif à l'usage d'un produit contrôlé et la répartition systématique des approvisionnements d'un produit contrôlé fixés ou prévus à la mise en application du programme."

Article 47, (1) à (4). — Le paragraphe 16(1) accorde certains pouvoirs de réglementation à l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie.

Texte actuel des alinéas 16(1)d), j), l) et r) :

"d) concernant l'accumulation de réserves d'un produit contrôlé, leur entreposage et leur écoulement;

j) concernant le transfert des approvisionnements du produit contrôlé entre les fournisseurs et la répartition des acheteurs en gros entre les fournisseurs pour parvenir à un équilibre équitable des ventes entre ces derniers ou pour éviter autant que possible de modifier la position des fournisseurs sur le marché;

l) fixant les prix ou l'écart des prix auxquels un produit contrôlé pourra être vendu par les fournisseurs aux acheteurs en gros en général ou dans certaines zones de marché et fixant, sauf pour les compagnies de pipe-line régies par la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, les prix de transport entre les zones de marché;

r) prévoyant l'établissement par l'Office des règlements nécessaires pour réaliser l'un quelconque des objets visés par les règlements établis en vertu du présent article; et"

for transportation between market areas;”

(4) Paragraph 16(1)(r) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(r) providing for the making by the Board of such orders as may be necessary to effect any of the purposes for which regulations may be made under this section; and”

10

48. (1) Paragraph 20(h) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(h) respecting the printing and distribution of written authorizations, coupons, permits, tickets or other documents required for the rationing program, prescribing the prices at which or the range of prices within which any such printed material may be sold and 20 providing for the use to be made of the services of the Canada Post Corporation in distributing, returning and accounting for any such printed material;

(h.1) respecting the keeping of accounts 25 relating to sales and purchases of any controlled product and the making of such accounts available to the Board and its agents;”

(2) Paragraphs 20(j) and (k) of the said 30 Act are repealed and the following substituted therefor:

“(j) providing for the making by the Board of such orders as may be necessary to effect any of the purposes for 35 which regulations may be made under this section;

(k) notwithstanding anything in any other Act, authorizing and empowering banks to which the Bank Act applies 40 and trust companies to which the Trust Companies Act applies to perform such functions and duties relating to the administration and enforcement of an order made under section 19 as are 45 specified in the regulations; and”

(4) L’alinéa 16(1)r de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

“(r) prévoyant l’établissement par l’Office des ordonnances nécessaires pour réaliser l’un quelconque des objets visés 5 par les règlements qui peuvent être établis en vertu du présent article; et»

48. (1) L’alinéa 20h) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(h) concernant l’impression et la distribution d’autorisations écrites, coupons, permis, tickets ou autres documents nécessités par le programme de rationnement, fixant les prix ou une échelle de prix pour la vente de ces imprimés et 15 prévoyant l’utilisation qui sera faite de la Société canadienne des postes pour la distribution, la restitution et le contrôle desdits imprimés;

h.1) concernant la tenue de comptes 20 portant sur la vente et l’achat de tout produit contrôlé et l’accès à ces comptes par l’Office et ces mandataires;»

(2) Les alinéas 20j) et k) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 25

“(j) prévoyant l’établissement par l’Office des ordonnances qui peuvent être nécessaires pour réaliser l’un quelconque des objets visés par les règlements qui peuvent être établis en vertu du présent 30 article;

k) nonobstant les dispositions de toute autre loi autorisant les banques que vise la Loi sur les banques et les compagnies fiduciaires, à exécuter les fonctions que le règlement précise, à l’égard de l’administration et de l’exécution d’un ordre donné en vertu de l’article 19, et leur en donnant le pouvoir; et» 40

Clause 48: The relevant portions of section 20 at present read as follows:

"20. For the purpose of implementing an order under section 19, the Board may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

(h) respecting the printing and distribution of written authorizations, coupons, permits, tickets or other documents required for the rationing program, and providing for the use to be made of the services of the *Post Office* in distributing, returning and accounting for any authorizations, coupons, permits, tickets or other documents issued by the Board under the rationing program;

(j) providing for the making by the Board of such orders as may be necessary to effect any of the purposes for which regulations are made under this section;

(k) notwithstanding any provision of the Bank Act, authorizing and empowering banks to which that Act applies to perform such functions and duties relating to the administration and enforcement of an order made under section 19 as are specified in the regulations; and"

Article 48. — Texte actuel des passages visés de l'article 20 :

«20. Aux fins de l'exécution d'un ordre donné en vertu de l'article 19, l'Office peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règlements.

h) concernant l'impression et la distribution d'autorisations écrites, coupons, permis, tickets ou autres documents nécessités par le programme de rationnement et prévoyant l'utilisation *du service* des postes pour la distribution, la restitution et le contrôle des autorisations, coupons, permis, tickets ou autres documents délivrés par l'Office dans le cadre du programme de rationnement;

j) prévoyant l'établissement, par l'Office, des ordonnances qui peuvent être nécessaires pour réaliser l'un quelconque des objets que vise l'établissement de règlements en vertu du présent article;

k) nonobstant la *Loi sur les banques*, autorisant les banques que vise cette loi à exécuter les fonctions que le règlement précise, à l'égard de l'administration et de l'exécution d'un ordre donné en vertu de l'article 19, et leur en donnant le pouvoir; et»

1980-81-82,
c. 59AMENDMENTS TO OIL SUBSTITUTION AND
CONSERVATION ACT

49. The heading preceding section 4 and sections 4 and 5 of the *Oil Substitution and Conservation Act* are repealed and the following substituted therefor:

“MARKETING AND DEVELOPMENT
ASSISTANCE

Minister may
provide
financial
assistance

4. Subject to any regulations made under this Act and in accordance with such terms and conditions, if any, as the Treasury Board may specify, the Minister may provide financial assistance by way of payments, loans or guarantees for the purpose of assisting or enabling any person, government or institution to 10

- (a) construct or extend facilities for the transmission or distribution of energy sources other than oil; 15
- (b) increase sales of energy sources other than oil;
- (c) buy, sell or transport energy sources other than oil;
- (d) conduct research related to and discover, develop, produce, acquire, store or make available or more readily available for use energy sources other than oil; or
- (e) use or effect conversions to enable 25 the use of energy sources other than oil.”

50. Section 8 of the said Act is amended by adding thereto, the following subsection:

“(3) In addition to the sums appropriated by Parliament for the purposes of this Act, the Minister may spend, for the purposes of this Act and in accordance with any agreement entered into between the Government of Canada and the government of a province relating to such pur-

Idem

MODIFICATIONS DE LA LOI SUR
L’ÉCONOMIE DE PÉTROLE ET LE
REEMPLACEMENT DU MAZOUT1980-81-82,
c. 59

49. La rubrique qui précède l'article 4 et les articles 4 et 5 de la *Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“ASSISTANCE À LA COMMERCIALISATION ET
AU DÉVELOPPEMENT

4. Sous réserve des règlements pris en application de la présente loi et conformément aux modalités que le conseil du Trésor peut éventuellement préciser, le Ministre peut fournir une assistance financière, par voie de paiements, de prêts ou de garanties, à une personne, un gouvernement ou un établissement dans le but de lui permettre 5 Assistance financière du Ministre

- a) de construire ou de développer des installations de transmission ou de distribution de sources d'énergie autres que le pétrole; 15
- b) d'augmenter la vente des sources d'énergie autres que le pétrole;
- c) d'acheter, de vendre ou de transporter des sources d'énergie autres que le pétrole; 20
- d) de découvrir, de mettre en valeur, de produire, d'acquérir, d'emmagasiner ou de mettre à la portée ou de mettre plus aisément à la portée des usagers des sources d'énergie autres que le pétrole, et de faire des recherches sur ces sources d'énergie; ou
- e) d'utiliser ou de faire les modifications nécessaires permettant d'utiliser des sources d'énergie autres que le pétrole.” 30

50. L'article 8 de ladite loi est modifié par adjonction de ce qui suit : 35

“(3) Outre les sommes que le Parlement affecte à l'application de la présente loi, le Ministre peut dépenser, pour l'application de la présente loi et en conformité avec toute entente conclue par le gouvernement du Canada et le gouvernement d'une province relativement à ladite fin les sommes

Idem

des autres à charge de contribuer à la sécurité et à l'efficacité des opérations de commerce et de transport de pétrole et de gaz naturel.

Cette clause est remplacée par la présente clause.

Article 49. — Texte actuel de la rubrique précédant l'article 4 et des articles 4 et 5 de la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout :

“DISTRIBUTION ASSISTANCE”

4. Subject to any regulations made under this Act and in accordance with such terms and conditions, if any, as the Treasury Board may specify, the Minister may enter into an agreement with any person in Canada who operates a natural gas or electrical transmission or distribution facility to provide financial assistance by way of grants, loans or guarantees to enable such operator to extend his facilities to other persons so that those persons may be provided with a heating source of natural gas or electricity.

DEVELOPMENT ASSISTANCE

5. Subject to any regulations made under this Act and in accordance with such terms and conditions, if any, as the Treasury Board may specify, the Minister may enter into an agreement with any person, government or prescribed institution in Canada to provide financial assistance by way of grants, loans or guarantees that will assist or enable the person, government or institution

- (a) to discover, develop, produce, acquire, transport, store or make available for use in Canada heating sources other than oil, natural gas or electricity;
- (b) to conduct research related to heating sources other than oil, natural gas or electricity; or
- (c) to make more readily available to the public in areas of Canada heating sources other than oil, natural gas or electricity.”

Clause 50: New.

Article 49. — Texte actuel de la rubrique précédant l'article 4 et des articles 4 et 5 de la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout :

“ASSISTANCE À LA DISTRIBUTION”

4. Sous réserve des règlements pris en application de la présente loi et conformément aux modalités que le conseil du Trésor peut éventuellement préciser, le Ministre peut conclure une entente avec toute personne qui exploite, au Canada, des installations de distribution ou de transmission de gaz naturel ou d'électricité en vue de fournir à cet exploitant une assistance financière par voie de subventions, de prêts ou de garanties, laquelle assistance est destinée à lui permettre d'améliorer ses installations en vue d'offrir à d'autres personnes la possibilité de bénéficier d'une source de chauffage de gaz naturel ou d'électricité.

ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT

5. Sous réserve des règlements pris en application de la présente loi et conformément aux modalités que le conseil du Trésor peut éventuellement préciser, le Ministre peut conclure une entente avec une personne, un gouvernement ou un établissement canadien prescrit en vue de fournir à cette personne, à ce gouvernement ou à cet établissement une assistance financière par voie de subventions, de prêts ou de garanties, laquelle assistance est destinée à lui apporter l'aide ou à lui offrir la possibilité nécessaire en vue :

- a) de découvrir, de mettre en valeur, de produire, d'acquérir, de transporter, d'emmagasiner ou de mettre à la portée des usagers, au Canada, des sources de chauffage non tirées du pétrole, du gaz naturel ou de l'énergie électrique;
- b) de faire des recherches sur des sources de chauffage non tirées du pétrole, du gaz naturel ou de l'énergie électrique;
- c) de mettre plus aisément à la portée du public des régions du Canada des sources de chauffage non tirées du pétrole, du gaz naturel ou de l'énergie électrique.”

Article 50. — Nouveau.

poses, sums paid to Canada by the province under such agreement."

COMING INTO FORCE

Commencement

51. Sections 1 to 42 shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

que la province concernée a versées au Canada aux termes de ladite entente.»

ENTRÉE EN VIGUEUR

51. Les articles 1 à 42 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en vigueur

5

C-106

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-106

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-106

An Act respecting energy monitoring and to amend the Energy Supplies Emergency Act, 1979 and the Oil Substitution and Conservation Act

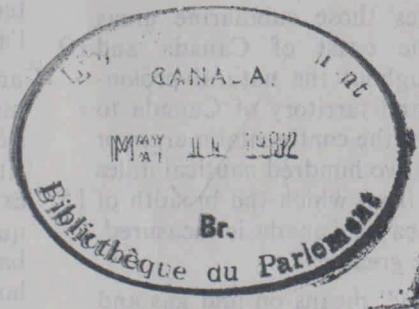
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-106

Loi concernant la surveillance du secteur énergétique et modifiant la Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie et la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout

**REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED MAY 6, 1982
BY THE STANDING COMMITTEE ON ENERGY LEGISLATION**

**RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET RAPPORTÉ LE 6 MAI
1982 PAR LE COMITÉ PERMANENT DE LA LÉGISLATION ÉNERGÉTIQUE**



THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

**LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-106

An Act respecting energy monitoring and to amend the Energy Supplies Emergency Act, 1979 and the Oil Substitution and Conservation Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Energy Monitoring Act*.

INTERPRETATION

Definitions

“Agency”
“Agence”

“Canada”
“Canada”

“energy commodity”
“produit énergétique”

2. (1) In this Act,

“Agency” means the Petroleum Monitoring Agency established under section 16;

“Canada” includes those submarine areas adjacent to the coast of Canada and 10 extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from baselines from which the breadth of 15 the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater;

“energy commodity” means oil and gas and any prescribed product resulting from the processing or refining of oil or gas and, 20 where there is a designation in respect of coal, thorium and uranium, or any of those substances, under section 10, includes all those substances, or the designated sub-

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-106

Loi concernant la surveillance du secteur énergétique et modifiant la Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie et la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la surveillance du secteur énergétique* Titre abrégé 5

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«Agence» L'Agence de surveillance du secteur pétrolier constituée en vertu de l'article 16. 10

«Canada» S'entend en outre des zones sous-marines adjacentes à la côte canadienne, s'étendant au prolongement naturel du territoire terrestre canadien jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale si le rebord de la marge continentale se trouve à une distance inférieure. 15

«entreprise énergétique» Toute personne, société, société de personnes, fiducie ou tout organisme qui se livre au Canada à la prospection, à la mise en valeur, à la pro-

«Agence»
“Agency”

«Canada»
“Canada”

«entreprise énergétique»
“energy enterprise”

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act respecting energy monitoring and to amend the Energy Supplies Emergency Act, 1979 and the Oil Substitution and Conservation Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant la surveillance du secteur énergétique et modifiant la Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie et la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout».

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

The amendments made in the Standing Committee on Energy Legislation are indicated by underlining. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par le Comité permanent de la législation énergétique sont indiquées par des soulignements. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

stance, as the case may be, and any pre-scribed product resulting from the process-ing or refining of the designated substance or substances;	duction, au traitement ou au raffinage d'un produit énergétique.
"energy enterprise" "entreprise..."	«gaz» Tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures à l'état gazeux à la température de 15°C et à la pression de 101,325 kPa.
"energy enterprise" "entreprise..."	5 «Ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.
"gas" "gaz"	10 «Ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.
"Minister" "Ministre"	15 «négociant en pétrole et en gaz» Toute personne ou association de personnes qui fournit, transporte ou stocke le pétrole, le gaz ou des produits pétroliers et notamment l'exportateur, l'importateur, la personne ou l'association de personnes qui traite le pétrole, le gaz ou des produits pétroliers, le raffineur, l'agent de commercialisation en gros, le sous-traitant, le distributeur, l'exploitant de terminal ou le courtier qui fournit du pétrole, du gaz ou des produits pétroliers.
"oil" "pétrole"	20 «organisme» A le sens que lui donnent les règlements.
"oil and gas dealer" "négociant..."	25 «pétrole» Tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures autre que le charbon ou le gaz.
"organization" "organisme"	30 «produit énergétique» Le pétrole et le gaz et tout produit visé aux règlements et provenant du traitement ou du raffinage du pétrole ou du gaz. S'entend également du charbon, du thorium et de l'uranium ou de l'une de ces matières de même que de tout produit visé aux règlements provenant de leur traitement ou raffinage, dans les cas où celles-ci ou l'une d'entre elles font l'objet d'un décret du gouverneur en conseil sous le régime de l'article 10.
"petroleum product" "produit pétrolier"	35 «produit pétrolier» Tout produit visé aux règlements provenant de la production, du traitement ou du raffinage du pétrole ou du gaz.
"prescribed" version anglaise seulement	40 (2) Pour l'application du paragraphe 5(2) et des alinéas 6f) et 7b), a le contrôle d'une société, l'entreprise énergétique ou une autre société qui détient, ou est bénéficiaire, autrement qu'à titre de garantie seulement, des 45 valeurs mobilières conférant plus de cinquante pour cent du maximum possible des voix à l'élection des administrateurs de cette société.
Meaning of control	Contrôle
(2) For the purposes of subsection 5(2) and paragraphs 6(f) and 7(b), a corporation (in this section referred to as the "controlled corporation") is controlled by an energy enterprise or another corporation if voting securities of the controlled corporation to which are attached more than fifty per cent of the votes that may be cast to elect directors are held, directly or indirectly, other	35

than by way of security only, by or for the benefit of the energy enterprise or other corporation.

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada and in right of any province.

Application

ENERGY ENTERPRISE MONITORING

4. Subject to section 7, this Act applies to every energy enterprise that has

(a) gross annual revenues derived from the activities referred to in the definition "energy enterprise" in subsection 2(1),¹⁰ determined in prescribed manner, in excess of ten million dollars or such higher amount as is prescribed; or

(b) assets related to its activities referred to in the definition "energy enterprise" in subsection 2(1),¹⁵ determined in prescribed manner, in excess of ten million dollars or such higher amount as is prescribed.

Return of Canadian energy enterprise

5. (1) Unless exempted by the regulations, every energy enterprise shall file with the Minister, in prescribed form and manner, for each prescribed reporting period that applies to that energy enterprise, a return setting out statistics and information relating to

- (a) its ownership and control;
- (b) its sources and application of funds;
- (c) its financial position and performance;
- (d) its exploration for, development, production, processing, refining and marketing of energy commodities;²⁰
- (e) its costs and revenues in connection with each of its activities referred to in paragraph (d);
- (f) the exploration expenditures, development expenditures, resource allowances,³⁰ capital cost allowances, non-capital losses and the other deductions, credits and allowances deducted under the *Income Tax Act* in the computation of income from and taxes payable on each of its activities referred to in paragraph (d);

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Assujettissement de Sa Majesté

SURVEILLANCE DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

4. Sous réserve de l'article 7, la présente loi s'applique à toute entreprise énergétique dont :

- a) les revenus annuels bruts, provenant des activités visées à la définition d'"entreprise énergétique" figurant au paragraphe 2(1) et calculés conformément aux règlements, dépassent dix millions de dollars ou tout autre montant plus élevé fixé par les règlements;
- b) la valeur des éléments d'actif se rapportant à des activités visées à la définition d'"entreprise énergétique" figurant au paragraphe 2(1) et calculée conformément aux règlements, dépassent dix millions de dollars ou tout autre montant plus élevé fixé par les règlements.

5. (1) Sauf exemption prévue par les règlements, toute entreprise énergétique doit adresser au Ministre, en la forme et selon les modalités prescrites, pour chacune de ses périodes réglementaires, un état exposant les statistiques et renseignements concernant :²⁵

- a) le droit de propriété exclusive ou le contrôle qu'exerce sur elle toute personne physique ou morale;
- b) la provenance et l'affectation de ses fonds;³⁰
- c) sa situation et son rendement financiers;
- d) ses activités quant à la prospection, la mise en valeur, la production, le traitement, le raffinage et la commercialisation de produits énergétiques;
- e) ses coûts et revenus découlant de chacune des activités visées à l'alinéa d);
- f) les frais de prospection, frais de mise en valeur, allocations relatives aux ressources, allocations du coût en capital, pertes autres que les pertes en capital, ainsi que les autres déductions, crédits et allocations

Domaine d'application de la présente loi

5

États à fournir par l'entreprise énergétique canadienne

25

30

35

40

- (g) the amounts with respect to the expenditures, allowances, losses, deductions and credits referred to in paragraph (f) that can be carried forward in accordance with the provisions of the *Income Tax Act*; 5
 (h) the distribution and disposition of its revenues and profits;
 (i) its energy commodity resources, reserves and properties;
 (j) its ownership of or interest in any corporation, partnership, trust or organization; 10
 (k) its research and development programs; and
 (l) such other matters concerning each of 15 its activities referred to in paragraph (d) and the funds derived from those activities as are prescribed.

déduits en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu provenant de chacune des activités visées à l’alinéa d) et des impôts à payer pour ces activités;

- 5 g) les montants afférents aux frais, allocations, pertes, déductions et crédits visés à l’alinéa f), qui peuvent être reportés à une année postérieure conformément aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*; 10
 h) la répartition et l'affectation de ses revenus et bénéfices;
 i) ses ressources, réserves et autres biens en matière de produits énergétiques;
 j) les sociétés, sociétés de personnes, fiducies ou organismes dont elle est le propriétaire ou dans lesquels elle a une participation; 15
 k) ses programmes de recherche et de développement; 20
 l) tout autre point prévu aux règlements concernant ses activités visées à l’alinéa d) et les fonds provenant de ces activités.

Additional statistics and information

(2) In addition to the statistics and information referred to in subsection (1), every 20 energy enterprise required to file a return under subsection (1) shall set out, in prescribed form and manner, in every return required by that subsection, statistics and information relating to the matters referred 25 to in paragraphs (1)(b) to (l) in respect of every corporation it controls.

Application

(3) This section does not apply to any energy enterprise required to file a return under section 6.

Return of foreign energy enterprise

6. Unless exempted by the regulations, where an energy enterprise is
 (a) an individual not ordinarily resident in Canada,
 (b) a corporation incorporated elsewhere than in Canada, 35
 (c) a partnership all the partners of which are individuals not ordinarily resident in Canada or corporations incorporated elsewhere than in Canada, or
 (d) a trust the trustee and the beneficiary of which are, with respect to their status as 40

(2) Toute entreprise énergétique tenue de produire un état en vertu du paragraphe (1) 25 doit y inclure, en la forme et selon les modalités prescrites, en plus des statistiques et renseignements visés à ce paragraphe, des statistiques et renseignements relatifs aux points visés aux alinéas (1)b) à l) en ce qui a 30 trait à toute société qu'elle contrôle.

Renseigne-
ments
complémentai-
res

(3) Le présent article ne s'applique pas aux entreprises énergétiques qui sont tenues 30 de fournir l'état visé à l'article 6.

Application du présent article

6. Sauf exemption prévue par les règlements, l'entreprise énergétique qui est : 35
 a) une personne physique ne résidant pas habituellement au Canada,
 b) une société constituée sous le régime d'une loi étrangère, 40
 c) une société de personnes n'ayant pour associés que des personnes physiques ne résidant pas habituellement au Canada ou des sociétés constituées sous le régime d'une loi étrangère, 45

État par
l'entreprise
énergétique
étrangère

such, governed by the laws of a jurisdiction other than that of Canada or a province,

that energy enterprise shall file with the Minister, in prescribed form and manner, for each prescribed reporting period that applies to that energy enterprise, a return setting out statistics and information relating to

- (e) its ownership and control, and
- (f) the matters set out in paragraphs 10 5(1)(b) to (l) in respect of its holdings and operations in Canada and the holdings and operations in Canada of every corporation it controls.

Minister may require return

7. Where the Minister is of the opinion 15 that it is in the public interest, he may require

- (a) any energy enterprise to which this Act does not apply to file, in prescribed form and manner, a return setting out the 20 statistics and information referred to in section 5 or 6, as the case may be; and
- (b) any corporation that controls a corporation that is an energy enterprise to file, in prescribed form and manner, a return 25 setting out statistics and information relating to the matters set out in paragraphs 5(1)(a), (b), (h) and (j).

Supplementary statistics, information and documentation

8. Every energy enterprise required to file a return by or under this Act shall submit 30 such additional statistics, information and documentation as may be required by the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Act.

Statistics, information and documentation available to Agency

9. The statistics, information and documentation obtained by the Minister under this Act that relate to energy enterprises or corporations that control energy enterprises shall be made available to the Agency forthwith on receipt thereof.

Extension

10. The Governor in Council may, by order, designate coal, thorium and uranium, or any of those substances, as an energy commodity for the purposes of this Act.

d) une fiducie dont le fiduciaire et le bénéficiaire sont ès qualités assujettis à une loi étrangère,

doit adresser au Ministre, en la forme et 5 selon les modalités prescrites, pour chacune 5 de ses périodes réglementaires, un état exposant les statistiques et renseignements relatifs :

- e) au droit de propriété exclusive ou au contrôle qu'exerce sur elle toute personne 10 physique ou morale,
- f) aux points visés aux alinéas 5(1)b) à l) en ce qui a trait à ses avoirs en actions et activités au Canada ainsi qu'aux avoirs en actions et activités au Canada de toute 15 société qu'elle contrôle.

État exigé par le Ministre

7. Le Ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le requiert, exiger que :

- a) une entreprise énergétique non soumise à la présente loi produise l'état prévu soit à 20 l'article 5 soit à l'article 6;
- b) une société qui contrôle une entreprise énergétique constituée en société produise, en la forme et selon les modalités prescrites, les statistiques et renseignements relatifs aux points visés aux alinéas 5(1)a), b), h) et j).

Renseigne-ments complémentai- res

8. Toute entreprise énergétique tenue de produire un état en vertu de la présente loi ou de ses textes d'application doit fournir les 30 statistiques, renseignements et document complémentaires qu'exige le Ministre dans le cadre de l'application de la présente loi.

Communication de renseigne-ments à l'Agence

9. Le Ministre met à la disposition de l'Agence, dès leur réception, les statistiques, 35 renseignements et documents relatifs à des entreprises énergétiques ou à des sociétés qui contrôlent des entreprises énergétiques et 40 qu'il obtient dans le cadre de la présente loi.

Extension du domaine d'application

10. Le gouverneur en conseil peut, par 40 décret, désigner le charbon, le thorium et l'uranium, ou l'une de ces matières, comme étant un produit énergétique pour l'application de la présente loi.

OIL AND GAS DEALER MONITORING

SURVEILLANCE DES NÉGOCIANTS EN
PÉTROLE ET EN GAZ

Application

11. Subject to section 13, this Act does not apply, with respect to any reporting period, to any oil and gas dealer who supplied, transported or stored less than one hundred million litres of oil, gas or petroleum products in the twelve months that immediately preceded that period.

Return of oil
and gas dealer

12. Unless exempted by the regulations, every oil and gas dealer shall file with the Minister, in prescribed form and manner, for each prescribed reporting period that applies to that oil and gas dealer, a return setting out statistics and information relating to

- (a) his production, processing, refining, storage, marketing, sale and use of oil, gas and petroleum products; and
- (b) his costs, revenues, prices and profits in connection with each activity referred to in paragraph (a).

Minister may
require return

13. Where the Minister is of the opinion that it is in the public interest, he may require any oil and gas dealer to whom this Act does not apply to file, in prescribed form and manner, a return setting out the statistics and information referred to in section 12.

Supplementary
statistics,
information and
documentation

14. Every oil and gas dealer required to file a return by or under this Act shall submit such additional statistics, information and documentation as may be required by the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Act.

Statistics,
information and
documentation
available to
Board

15. The Minister may make the statistics, information and documentation obtained by him under this Act that relate to oil and gas dealers available to the Energy Supplies Allocation Board established under the *Energy Supplies Emergency Act, 1979*.

Domaine
d'application de
la présente
partie

5

11. Sous réserve de l'article 13, la présente loi ne s'applique pas, en ce qui concerne une période réglementaire, aux négociants en pétrole et en gaz qui ont fourni, transporté ou stocké moins de cent millions de litres de pétrole, de gaz ou de produits pétroliers au cours des douze mois précédent cette période.

États à fournir
par les
négociants en
pétrole et en
gaz

15

12. Sauf exception prévue par les règlements, tout négociant en pétrole et en gaz doit adresser au Ministre, en la forme et selon les modalités prescrites, pour chacune de ses périodes réglementaires, un état exposant les statistiques et renseignements concernant :

Cas spéciaux
d'application de
la présente loi

a) ses activités quant à la production, au traitement, au raffinage, au stockage, à la commercialisation, à la vente et à l'utilisation de pétrole, de gaz et de produits pétroliers;

20

b) ses coûts, revenus, prix et bénéfices découlant de chacune des activités visées à l'alinéa a).

20

13. Le Ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le requiert, exiger que n'importe quel négociant en pétrole et en gaz non soumis à la présente loi produise, en la forme et selon les modalités prescrites, un état exposant les statistiques et renseignements visés à l'article 12.

30

Renseigne-
ments
complémentai-
res

14. Tout négociant en pétrole et en gaz tenu de produire un état en vertu de la présente loi ou de ses textes d'application doit fournir les statistiques, renseignements et documents complémentaires que peut exiger le Ministre dans le cadre de l'application de la présente loi.

Communication
de renseigne-
ments à l'Office

15. Le Ministre peut mettre à la disposition de l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie constitué en vertu de la *Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie*, les statistiques, renseignements et documents qu'il a obtenus dans le cadre de la présente loi relatifs aux négociants en pétrole et en gaz.

45

PETROLEUM MONITORING AGENCY

AGENCE DE SURVEILLANCE DU SECTEUR
PÉTROLIER

Agency established	16. There is hereby established an agency to be known as the Petroleum Monitoring Agency.	Constitution
Membership	17. The Agency shall consist of a Chairman appointed by the Governor in Council and not more than two other members appointed by the Minister.	Composition
Chief executive officer	18. The Chairman is the chief executive officer of the Agency and shall preside at meetings of the Agency.	Premier dirigeant
Vice-Chairman	19. One of the members of the Agency may be designated by the Minister to be Vice-Chairman thereof and in the event of the absence or incapacity of the Chairman, or if the office of Chairman is vacant, the Vice-Chairman has and may exercise all the powers and functions of the Chairman.	Vice-président
Superannuation, etc.	20. (1) Each member of the Agency shall, unless the Governor in Council expressly otherwise directs, be deemed to be a person employed in the Public Service for the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i> and shall be deemed to be a person described in paragraph 4(1)(i) of that Act. (2) Part II of Schedule A to the <i>Public Service Superannuation Act</i> is amended by adding thereto the "Petroleum Monitoring Agency".	Régime de retraite
Idem	 21. Each member of the Agency shall be paid such remuneration as may be fixed by the Governor in Council and is entitled, within such limits as may be established by the Treasury Board, to be paid such reasonable travel and living expenses as are incurred by him in the course of his duties under this Act while absent from his ordinary place of residence.	Idem
Remuneration and expenses	 22. The principal office of the Agency shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	Traitements et indemnités
Principal office	 23. The Agency may meet at such times and places as the Chairman deems advisable.	Bureau principal
Meetings	 22. Le bureau principal de l'Agence est situé dans la région de la Capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la Capitale nationale</i> .	Réunions
	 23. L'Agence se réunit aux date et lieu que le président estime indiqués.	

By-laws

24. The Agency may make by-laws for the management of its internal affairs and generally for the conduct of its activities.

Officers and employees

25. Such officers and employees of the Department of Energy, Mines and Resources as are necessary, in the opinion of the Minister, for the proper conduct of the work of the Agency shall be made available to the Agency.

Technical assistance

26. The Agency may engage on a contractual basis the services of persons having technical or specialized knowledge to advise and assist it in the performance of its duties and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay the remuneration and expenses of such persons.

Reports and advice to Minister

27. The Agency shall make such reports and furnish such advice to the Minister as the Minister may from time to time request.

Reports

28. (1) Subject to subsection (2), the Agency may publish, on its own authority, such reports as it deems appropriate and necessary in respect of energy commodities and energy enterprises and their holdings and operations.

Disclosure of certain information only

(2) The Agency shall not disclose in any report published pursuant to subsection (1) any statistic, information or documentation obtained by it under this or any other Act of Parliament that identifies or permits the identification of the individual, corporation, partnership, trust or organization to which the statistic, information or documentation relates without the written consent of that individual, corporation, partnership, trust or organization.

Other duties

29. The Agency shall carry out such other duties and functions as the Minister may from time to time assign to the Agency.

Documents, records and books of account

Documents, records and books of account

30. Every energy enterprise and every oil and gas dealer required by or under this Act to file a return shall keep documents, records and books of account at his or its place of

24. L'Agence peut, par son règlement intérieur, régir sa gestion interne et son activité.

25. Le personnel que le Ministre estime nécessaire à l'exécution des travaux de l'Agence est choisi parmi les cadres et employés du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et détaché auprès de l'Agence.

Règlement intérieur

Personnel

26. L'Agence peut, par contrat, recourir aux services temporaires d'experts à titre de conseils et de collaborateurs dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions; elle peut, avec l'autorisation du conseil du Trésor, fixer leur traitement et leur accorder certaines indemnités.

Concours d'experts

27. A la demande du Ministre l'Agence fournit des conseils à celui-ci et établit des rapports à son intention.

Rapports et conseils au Ministre

28. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Agence peut publier, de sa propre initiative, les rapports qu'elle juge appropriés et nécessaires sur les produits énergétiques et les entreprises énergétiques et leurs avoirs en actions et en activités.

25

(2) L'Agence ne peut divulguer dans un rapport publié en vertu du paragraphe (1) des statistiques, renseignements ou documents qu'elle a obtenus en vertu de la présente loi ou de toute autre loi du Parlement et qui identifient ou permettent d'identifier la personne à laquelle ils se rapportent — qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'une société de personnes, d'une fiducie ou d'un organisme — sauf sur autorisation écrite de celle-ci.

Divulgation de certains renseignements uniquement

29. L'Agence assume les obligations et fonctions que lui confère le Ministre.

Autres fonctions

GENERAL*Documents, dossiers et livres de comptabilité*

30. Les entreprises énergétiques et les négociants en pétrole et en gaz tenus de produire un état en vertu de la présente loi ou de ses textes d'application doivent tenir à

Documents, dossiers et livres de comptabilité

business or other prescribed place in Canada in such form and containing such statistics and information as will enable the Minister to verify the accuracy and completeness of the statistics, information and documentation that the energy enterprise or oil and gas dealer submits to the Minister.

Disposal of records

31. Every energy enterprise and every oil and gas dealer required by section 30 to keep documents, records and books of accounts shall, unless authorized by the Minister, retain every such document, record or book of account until the expiration of six years from the end of the reporting period to which the document, record or book of account relates.

Assistance to authorized persons

32. Every energy enterprise and every oil and gas dealer required by section 30 to keep documents, records and books of account shall, for the purpose of audit or examination,

- (a) make those documents, records and books of account available at all reasonable times to any person authorized by the Minister for the purpose; and
- (b) give all reasonable assistance to a person authorized by the Minister to carry out the audit or examination, provide access to all relevant sites, answer, orally or in writing, as required, all questions relating to the audit or examination and provide all statistics, information, documentation and copies required for the purpose of the audit or examination.

Privilege

33. The statistics, information and documentation obtained by the Minister under this Act, by the Agency under section 9, by the Energy Supplies Allocation Board under section 15 or by the persons referred to in paragraphs 34(a) and (b) are privileged and shall not knowingly be or be permitted to be communicated, disclosed or made available without the written consent of the person from whom they were obtained.

leur principal établissement ou en tout autre lieu au Canada prévu par les règlements, les documents, dossiers et livres de comptabilité dont la forme et le contenu en matière de statistiques et renseignements permettent au Ministre de vérifier l'exactitude des statistiques, des renseignements et des documents qu'ils lui présentent.

Transfert aux autres ministères

5

Conservation

31. Les entreprises énergétiques et négociants en pétrole et en gaz tenus en vertu de l'article 30 de tenir documents, dossiers et livres de comptabilité doivent, sauf autorisation à l'effet contraire du Ministre, conserver ces documents, dossiers ou livres de comptabilité pendant six ans à compter de la fin de la période réglementaire à laquelle ils se rapportent.

Collaboration

20

32. Les entreprises énergétiques et négociants en pétrole et en gaz doivent, dans le cadre des vérifications et examens :

- a) mettre à la disposition des personnes autorisées par le Ministre à les effectuer, les documents, dossiers et livres de comptabilité qu'ils sont requis de tenir en vertu de l'article 30;
- b) donner à ces personnes l'assistance raisonnable à cette fin ainsi que l'accès aux lieux appropriés, répondre aux questions pertinentes, oralement ou par écrit selon la demande qui leur est faite, et fournir tous renseignements, documents et copies utiles.

25

Demande à laquelle ils se rapportent —
à la personne d'une personne physique, d'un
organisme ou d'une entité de personnes, d'une
entité ou d'un organisme — sauf sur autorisation

30

Divulgation de statistiques et renseignements

Obligations et obligations de la loi
Renseignements protégés

33. Les statistiques, renseignements et documents obtenus par le Ministre en vertu de la présente loi, par l'Agence en vertu de l'article 9, par l'Office sur les approvisionnements d'énergie en vertu de l'article 15 ou par les personnes visées aux alinéas 34a) et b) sont protégés. Nul ne peut sciemment les communiquer ou les laisser communiquer, les divulguer ou les transmettre à qui que ce soit, sauf sur autorisation écrite de la personne dont ils proviennent.

35

Divulgation et transmission
Renseignements protégés

Exceptions

34. The statistics, information and documentation obtained under this Act may be communicated, disclosed or made available for the purposes of the administration or enforcement of this Act, legal proceedings related thereto or criminal proceedings under this or any other Act of Parliament and may be communicated, disclosed or made available

- (a) to the Minister of Finance solely for the purposes of evaluating and formulating tax policy in relation to energy matters; and
- (b) to the Chief Statistician of Canada for the purposes of the *Statistics Act*.

Evidentiary privilege

35. Notwithstanding any other Act or law, no person who obtains any statistic, information or documentation under this Act shall be required, in connection with any legal proceedings, other than proceedings relating to the administration or enforcement of this Act or criminal proceedings under this or any other Act of Parliament, to give evidence relating to any statistic, information or documentation that is privileged under this Act or to produce any statement, document, writing or portion thereof containing any such statistic, information or documentation.

Disclosure to public

36. (1) Notwithstanding anything in this Act, the Minister may disclose any statistic, information or documentation obtained under this Act where he considers the disclosure to be in the public interest, taking into account the competitive position of the individual, corporation, partnership, trust, organization or association of persons affected by the disclosure.

Notification and opportunity to make representations

(2) Where the Minister proposes to disclose any statistic, information or documentation pursuant to subsection (1) in a form that identifies or permits the identification of the individual, corporation, partnership, trust, organization or association of persons to which the statistic, information or documentation relates, the Minister shall so notify that individual, corporation, partnership, trust, organization or association of per-

5 34. Les statistiques, renseignements et documents obtenus en vertu de la présente loi peuvent être communiqués, divulgués ou transmis, dans le cadre de l'application de la présente loi, des instances qui en découlent 5 ou des poursuites criminelles prévues par la présente loi ou par toute autre loi du Parlement, aux personnes suivantes :

- a) le ministre des Finances mais uniquement en vue de l'évaluation et de la formulation de la politique fiscale en matière d'énergie;
- b) le statisticien en chef du Canada en vue de l'application de la *Loi sur la statistique*.

15 15

Dérogation

35. Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé d'une personne qui obtient des statistiques, renseignements ou documents en vertu de la présente loi de déposer en justice au sujet des statistiques, renseignements ou documents protégés en vertu de la présente loi, ni de produire tout ou partie des déclarations, écrits ou autres pièces concernant ces statistiques, renseignements ou documents, sauf à l'occasion d'une instance se rapportant à l'application de la présente loi ou des poursuites criminelles prévues par la présente loi ou par toute autre loi du Parlement.

Preuve relative aux documents protégés

36. (1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, le Ministre peut divulguer des statistiques, renseignements ou documents obtenus dans le cadre de la présente loi, s'il estime, compte tenu de la situation concurrentielle de la personne physique, 35 de la société, de la société de personnes, de la fiducie, de l'organisme ou de l'association de personnes touchés par cette divulgation, que celle-ci est exigée par l'intérêt public.

Divulgation

(2) Le Ministre, avant de pouvoir, en vertu du paragraphe (1), divulguer des statistiques, renseignements ou documents sous une forme qui permette d'identifier la personne visée — qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'une société de personnes, d'une fiducie, d'un organisme, ou d'une association de personnes — est tenu de l'en aviser et de lui donner l'occasion de présenter des observations quant aux éventuels effets

Avis et possibilité de faire des observations

sions and afford him or it a reasonable opportunity to make representations with respect to the effect that the disclosure of the statistic, information or documentation might have on his or its competitive position.

Enforcement

Obligation or duty on persons

37. (1) Any obligation or duty imposed by or under this Act on any energy enterprise that is

- (a) a partnership shall be carried out or complied with by the partners of the partnership;
- (b) a trust shall be carried out or complied with by the trustee of the trust; or
- (c) an organization shall be carried out or complied with by such persons responsible for the administration and management of the organization as are prescribed.

Idem

(2) Any obligation or duty imposed by or under this Act on any association of persons shall be carried out or complied with by the persons forming part of that association.

Failure to file return or provide supplementary information

38. Every one who

- (a) fails to file a return as and when required by this Act,
- (b) fails to comply with a requirement of the Minister pursuant to section 7 or 13,
- (c) fails to comply with sections 8, 14, 30, 31 or 32, or
- (d) contravenes or fails to comply with section 33

is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both.

False information

39. Every one who, under this Act, submits any statistic, information or documentation, makes any statement or answers any question, whether in connection with any return filed under this Act or any audit or examination carried out pursuant to this Act, knowing that the statistic, information, documentation, statement or answer is false or misleading or misrepresents or fails to disclose a material fact, is guilty of an offence and is liable

de cette divulgation sur sa situation concurrentielle.

5

Exécution

Personnes qui assument les obligations

37. (1) Les obligations imposées à une entreprise énergétique par la présente loi ou ses textes d'application sont assumées par :

- a) les associés, s'il s'agit d'une société de personnes;
- b) le fiduciaire, s'il s'agit d'une fiducie;
- c) les personnes chargées de l'administration et de la gestion en vertu des règlements, s'il s'agit d'un organisme.

Idem

(2) Toute obligation imposée par la présente loi ou ses textes d'application à une association de personnes doit être exécutée par celles qui en font partie.

15

Défaut de produire un état ou de fournir des renseignements complémentaires

38. Est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars et un emprisonnement d'au plus un an ou l'une de ces peines quiconque omet selon le cas :

- a) de produire un état selon les modalités et à la date prévues par la présente loi;
- b) de se conformer à la requête du Ministre en vertu des articles 7 ou 13;
- c) de se conformer aux articles 8, 14, 30, 31 ou 32;
- d) de se conformer à l'article 33.

25

Faux renseignements

39. Toute personne qui, en produisant conformément à la présente loi, des statistiques, renseignements ou documents, fait une déclaration ou répond à une question se rapportant soit à un état visé à la présente loi soit à une vérification ou à un examen effectués dans le cadre de celle-ci, sachant que l'information fournie est fausse ou trompeuse ou qu'elle dénature ou omet un fait important est coupable d'une infraction et encourt :

30

35

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Officer, etc., of corporation

40. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Regulations

41. The Governor in Council may make regulations

- (a) defining the term "organization" for the purposes of this Act;
- (b) exempting any energy enterprise or oil and gas dealer, or any class thereof, from the requirement of filing a return under this Act;
- (c) prescribing any matter or thing that is by this Act to be prescribed; and
- (d) respecting such other matters or things as are necessary to carry out the provisions of this Act.

Act referred to Committee of House of Commons

42. This Act shall be deemed to be referred, for review and report, to the first sitting of the Committee of the House of Commons that normally considers oil and gas matters, following the fifth anniversary of the coming into force of this Act.

Repeal

Repeal

43. The *Petroleum Corporations Monitoring Act*, chapter 39 of the Statutes of Canada, 1977-78, is repealed.

a) soit sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au plus cinquante mille dollars et un emprisonnement d'au plus six mois, ou l'une de ces peines;

b) soit sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, une amende d'au plus deux cent mille dollars et un emprisonnement d'au plus cinq ans, ou l'une de ces peines.

40. En cas de perpétration par une société d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs, ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé sont parties à l'infraction, en sont coupables et encourrent la peine prévue, que la société ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

10 Infraction par un dirigeant

Règlements

Règlements

41. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements en vue :

- a) de définir le terme «organisme» aux fins d'application de la présente loi;
- b) d'exempter toute entreprise énergétique ou négociant en pétrole et en gaz ou des catégories de ses entreprises ou négociants de l'obligation de produire une déclaration prévue par la présente loi;
- c) de régir tout ce qui, en vertu de la présente loi, relève du domaine réglementaire;
- d) de pourvoir à la réalisation des dispositions de la présente loi.

Renvoi de la loi à un comité de la Chambre des communes

42. Cette loi devra être envoyée, pour fin d'examen et de rapport, à la première séance du comité de la Chambre des communes qui étudie habituellement la question qui touche le pétrole et le gaz, après le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi.

Abrogation

Abrogation

43. La *Loi sur le contrôle des sociétés pétrolières*, chapitre 39 des Statuts du Canada de 1977-78, est abrogée.

40

VZ-A-BT-0021

16.9.2013 und 17.9.2013 Verteilung der Gewerbe

A. Verteilung der Gewerbe nach Branche

VZ-A-BT-0021

Im Jahr 2013 hat sich die Verteilung der Gewerbe im Vergleich zum Jahr 2012 leicht verändert. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken. Die Anzahl der Betriebe ist um 10% gesunken.

1978-79, c. 17

AMENDMENTS TO ENERGY SUPPLIES
EMERGENCY ACT, 1979

44. The definition "wholesale customer" in subsection 2(1) of the *Energy Supplies Emergency Act, 1979* is repealed and the following substituted therefor:

"wholesale customer" means any person who purchases any controlled product in bulk at the wholesale level and includes Her Majesty in right of Canada or any province, any agent thereof and any refiner, distributor, jobber, dealer, 10 public utility, operator of aircraft, railway, ships, trucks and other transportation facilities and such other person as the Governor in Council may by regulation designate as being a large volume 15 user of the controlled product."

45. Subsection 8(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) Persons engaged by the Board 20 under subsection 5(2) shall be deemed not to form part of the Public Service for the purposes of the *Public Service Employment Act*."

46. (1) Subsection 9(1) of the said Act is 25 repealed and the following substituted therefor:

9. (1) Subject to this Act, the Board may make by-laws generally for carrying out the work of the Board and respecting 30 the manner of conducting the business of the Board, the management of its affairs and the duties of its employees."

(2) Section 9 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately 35 after subsection (2) thereof, the following subsection:

"(2.1) The Board may in writing authorize one or more of its members or a senior officer of the Board to carry out and 40 exercise on behalf of the Board any of the powers or duties of the Board under this

"wholesale customer"
"acheteur en gros"

Non-application
of P.S.E.A.
to certain
persons

By-laws

Idem

MODIFICATIONS DE LA LOI D'URGENCE DE
1979 SUR LES APPROVISIONNEMENTS
D'ÉNERGIE

1978-79, c. 17

44. La définition d'"acheteur en gros" au paragraphe 2(1) de la *Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«acheteur en gros» désigne toute personne qui achète par grosses quantités un produit contrôlé au palier du gros et comprend Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, tout mandataire de celle-ci, et tout raffineur, distributeur, 10 sous-traitant, négociant, service public, exploitant d'aéronefs, de chemins de fer, de navires, de camions et autres facilités de transport ou toute autre personne que le gouverneur en conseil désigne par 15 règlement comme étant un utilisateur de ce produit qui l'utilise en grandes quantités;»

45. Le paragraphe 8(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Les personnes dont l'Office a retenu les services conformément au paragraphe 5(2) sont réputées ne pas faire partie de la Fonction publique pour l'application de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.»

Non-applica-
tion de la
L.E.F.P.

46. (1) Le paragraphe 9(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. (1) Sous réserve de la présente loi, 30 Règlement intérieur l'Office peut, par son règlement intérieur, régir son activité et notamment prévoir la gestion et la conduite de ses affaires et les fonctions de ses employés.»

(2) L'article 9 de ladite loi est en outre modifié par insertion, après le paragraphe 35 (2), de ce qui suit :

«(2.1) L'Office peut, par écrit, autoriser un ou plusieurs de ses membres ou un de ses cadres supérieurs à exercer pour le compte de l'Office les pouvoirs et les fonctions que la présente loi lui accorde, à

Idem

Act except the powers or duties of the Board relating to the making of regulations or orders.”

47. (1) Paragraphs 12(2)(c) and (d) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(c) set out the priorities of use or supply, or both, of the controlled product; and

(d) outline a system for allocation of supplies of the controlled product.”

(2) Paragraph 12(4)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) by changing the priorities of use or supply, or both, of a controlled product and the outline of the system for allocation of supplies of a controlled product as set out or outlined at the commencement of the program.”

20

48. (1) Paragraph 16(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) respecting the accumulation, storage and disposal of reserve supplies and inventory of any controlled product;”

(2) Paragraph 16(1)(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(j) respecting the transfer of supplies of any controlled product between suppliers and between suppliers and wholesale customers and the transfer of wholesale customers between suppliers to achieve an equitable balance of sales among suppliers or to preserve the existing market position of suppliers so far as practicable;”

(3) Paragraph 16(1)(l) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

l’exception de ceux qui lui permettent d’établir des règlements ou de rendre des ordonnances.»

47. (1) Les alinéas 12(2)c et d) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 5

“c) établir un ordre de priorité relativement à l’usage et à l’approvisionnement du produit contrôlé, ou à l’un ou à l’autre; et

d) énoncer les grandes lignes d’un système de répartition des approvisionnements du produit contrôlé.»

(2) L’alinéa 12(4)c) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“c) en modifiant l’ordre de priorité relatif à l’usage et à l’approvisionnement, ou à l’un ou à l’autre, du produit contrôlé et les grandes lignes du système de répartition des approvisionnements d’un produit contrôlé qui avaient été prévus lors de la mise en application du programme.»

48. (1) L’alinéa 16(1)d) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“d) concernant l’accumulation de réserves et de stock d’un produit contrôlé, leur entreposage et leur écoulement;»

(2) L’alinéa 16(1)j) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“j) concernant le transfert des approvisionnements du produit contrôlé entre les fournisseurs et entre les fournisseurs et les acheteurs en gros, et la répartition des acheteurs en gros entre les fournisseurs pour parvenir à un équilibre équitable des ventes entre ces derniers ou pour éviter autant que possible de modifier la position des fournisseurs sur le marché;»

(3) L’alinéa 16(1)l) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(l) prescribing the prices at which, or a range of prices within which, any controlled product may be sold by suppliers to customers in particular market areas or generally and prescribing, except for 5 pipeline companies governed by the *National Energy Board Act*, the charges for transportation between market areas;”

(4) Paragraph 16(1)(r) of the said Act is 10 repealed and the following substituted therefor:

“(r) providing for the making by the Board of such orders as may be necessary to effect any of the purposes for 15 which regulations may be made under this section; and”

49. (1) Paragraph 20(h) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(h) respecting the printing and distribution of written authorizations, coupons, permits, tickets or other documents required for the rationing program, prescribing the prices at which 25 or the range of prices within which any such printed material may be sold and providing for the use to be made of the services of the Canada Post Corporation in distributing, returning and account- 30 ing for any such printed material;

(h.1) respecting the keeping of accounts relating to sales and purchases of any controlled product and the making of such accounts available to the Board 35 and its agents;”

(2) Paragraphs 20(j) and (k) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(j) providing for the making by the 40 Board of such orders as may be necessary to effect any of the purposes for which regulations may be made under this section;

(k) notwithstanding anything in any 45 other Act, authorizing and empowering banks to which the *Bank Act* applies and trust companies to which the *Trust*

«l) fixant les prix ou l'écart des prix auxquels un produit contrôlé pourra être vendu par les fournisseurs aux acheteurs en général ou dans certaines zones de marché et fixant, sauf pour les compagnies de pipe-line régies par la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, les prix de transport entre les zones de marché;»

(4) L’alinéa 16(1)r) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

«r) prévoyant l’établissement par l’Office des ordonnances nécessaires pour réaliser l’un quelconque des objets visés par les règlements qui peuvent être établis en vertu du présent article; et» 15

49. (1) L’alinéa 20h) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«h) concernant l'impression et la distribution d'autorisations écrites, coupons, permis, tickets ou autres documents nécessités par le programme de rationnement, fixant les prix ou une échelle de prix pour la vente de ces imprimés et prévoyant l'utilisation qui sera faite de la Société canadienne des postes pour la 25 distribution, la restitution et le contrôle desdits imprimés;

h.1) concernant la tenue de comptes portant sur la vente et l'achat de tout produit contrôlé et l'accès à ces comptes 30 par l'Office et ces mandataires;»

(2) Les alinéas 20j) et k) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«j) prévoyant l’établissement par l’Office des ordonnances qui peuvent être 35 nécessaires pour réaliser l’un quelconque des objets visés par les règlements qui peuvent être établis en vertu du présent article;

k) nonobstant les dispositions de toute 40 autre loi autorisant les banques que vise la *Loi sur les banques* et les compagnies

Companies Act applies to perform such functions and duties relating to the administration and enforcement of an order made under section 19 as are specified in the regulations; and”

5

fiduciaires que vise la *Loi sur les compagnies fiduciaires*, à exécuter les fonctions que le règlement précise, à l'égard de l'administration et de l'exécution d'un ordre donné en vertu de l'article 19, 5 et leur en donnant le pouvoir; et»

1980-81-82,
c. 59

AMENDMENTS TO OIL SUBSTITUTION AND
CONSERVATION ACT

50. The heading preceding section 4 and sections 4 and 5 of the *Oil Substitution and Conservation Act* are repealed and the following substituted therefor:

“MARKETING AND DEVELOPMENT
ASSISTANCE

Minister may
provide
financial
assistance

4. Subject to any regulations made 10 under this Act and in accordance with such terms and conditions, if any, as the Treasury Board may specify, the Minister may provide financial assistance by way of payments, loans or guarantees for the pur- 15 pose of assisting or enabling any person, government or institution to

- (a) construct or extend facilities for the transmission or distribution of energy sources other than oil; 20
- (b) increase sales of energy sources other than oil;
- (c) buy, sell or transport energy sources other than oil;
- (d) conduct research related to and dis- 25 cover, develop, produce, acquire, store or make available or more readily available for use energy sources other than oil; or
- (e) use or effect conversions to enable 30 the use of energy sources other than oil.”

51. Section 8 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

MODIFICATIONS DE LA LOI SUR
L'ÉCONOMIE DE PÉTROLE ET LE
REEMPLACEMENT DU MAZOUT

1980-81-82,
c. 59

50. La rubrique qui précède l'article 4 et les articles 4 et 5 de la *Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout* sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 10

«ASSISTANCE À LA COMMERCIALISATION ET
AU DÉVELOPPEMENT

Assistance
financière du
Ministre

4. Sous réserve des règlements pris en application de la présente loi et conformément aux modalités que le conseil du Trésor peut éventuellement préciser, le Ministre peut fournir une assistance financière, par voie de paiements, de prêts ou de garanties, à une personne, un gouvernement ou un établissement dans le but de lui permettre

- a) de construire ou de développer des installations de transmission ou de distribution de sources d'énergie autres que le pétrole;
- b) d'augmenter la vente des sources d'énergie autres que le pétrole; 25
- c) d'acheter, de vendre ou de transporter des sources d'énergie autres que le pétrole;
- d) de découvrir, de mettre en valeur, de produire, d'acquérir, d'emmagasiner ou de mettre à la portée ou de mettre plus aisément à la portée des usagers des sources d'énergie autres que le pétrole, et de faire des recherches sur ces sources d'énergie; ou 30
- e) d'utiliser ou de faire les modifications nécessaires permettant d'utiliser des sources d'énergie autres que le pétrole.» 35

51. L'article 8 de ladite loi est modifié par 40 adjonction de ce qui suit :

Idem

5

"(3) In addition to the sums appropriated by Parliament for the purposes of this Act, the Minister may spend, for the purposes of this Act and in accordance with any agreement entered into between the Government of Canada and the government of a province relating to such purposes, sums paid to Canada by the province under such agreement."

COMING INTO FORCE

Commence- ment

52. Sections 1 to 43 shall come into force 10 on a day or days to be fixed by proclamation.

«(3) Outre les sommes que le Parlement affecte à l'application de la présente loi, le Ministre peut dépenser, pour l'application de la présente loi et en conformité avec toute entente conclue par le gouvernement du Canada et le gouvernement d'une province relativement à ladite fin les sommes que la province concernée a versées au Canada aux termes de ladite entente.»

ENTRÉE EN VIGUEUR

52. Les articles 1 à 43 entrent en vigueur 20 Entrée en
à la date ou aux dates fixées par proclamation-
tion. vigueur

C-107

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-107

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-107

An Act respecting motor vehicle fuel consumption standards

First reading, April 7, 1982

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-107

Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles

Première lecture le 7 avril 1982

THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

**LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES**

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-107

PROJET DE LOI C-107

An Act respecting motor vehicle fuel consumption standards

Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

Definitions

“company”
“compagnie”

2. In this Act,

“company” means a person

(a) engaged in the business of manufacturing motor vehicles in Canada,
(b) engaged in the business of importing motor vehicles into Canada, or
(c) engaged in the business of selling to other persons, principally for the purpose of resale, motor vehicles obtained directly from a person described in paragraph (a) or his agent;

“company average fuel consumption” means, in relation to a given company, the average fuel consumption of all motor vehicles of a prescribed class, calculated in accordance with section 10;

“fuel” means gasoline, diesel oil or any other combustible matter and includes any other prescribed form of energy;

“fuel consumption” means the quantity of fuel used by a motor vehicle when driven a given distance;

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«année» L'année civile.

Définitions

«année»
“year”

«carburant»
“fuel”

«carburant» L'essence, le carburant-diesel et les autres combustibles. Sont incluses dans la présente définition les autres formes d'énergie prescrites.

«compagnie» La personne dont l'entreprise consiste :

- a) soit à fabriquer des véhicules automobiles au Canada;
- b) soit à importer des véhicules automobiles au Canada;
- c) soit à vendre, généralement à des revendeurs, des véhicules automobiles qu'elle obtient directement d'une personne visée à l'alinéa a) ou de son mandataire.

«consommation de carburant» La quantité de carburant qu'utilise un véhicule automobile.

«consommation de carburant»
“fuel consumption”

“company average fuel consumption”
“moyenne...”

“fuel”
“carburant”

“fuel consumption”
“consommation...”

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act respecting motor vehicle fuel consumption standards".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles».

01
02
03
04
05
06
07
08
09
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
839
840
841
842
843
844
845
846
847
848
849
849
850
851
852
853
854
855
856
857
858
859
859
860
861
862
863
864
865
866
867
868
869
869
870
871
872
873
874
875
876
877
878
879
879
880
881
882
883
884
885
886
887
888
889
889
890
891
892
893
894
895
896
897
898
899
899
900
901
902
903
904
905
906
907
908
909
909
910
911
912
913
914
915
916
917
918
919
919
920
921
922
923
924
925
926
927
928
929
929
930
931
932
933
934
935
936
937
938
939
939
940
941
942
943
944
945
946
947
948
949
949
950
951
952
953
954
955
956
957
958
959
959
960
961
962
963
964
965
966
967
968
969
969
970
971
972
973
974
975
976
977
978
979
979
980
981
982
983
984
985
986
987
988
989
989
990
991
992
993
994
995
996
997
998
999
999
1000
1001
1002
1003
1004
1005
1006
1007
1008
1009
1009
1010
1011
1012
1013
1014
1015
1016
1017
1018
1019
1019
1020
1021
1022
1023
1024
1025
1026
1027
1028
1029
1029
1030
1031
1032
1033
1034
1035
1036
1037
1038
1039
1039
1040
1041
1042
1043
1044
1045
1046
1047
1048
1049
1049
1050
1051
1052
1053
1054
1055
1056
1057
1058
1059
1059
1060
1061
1062
1063
1064
1065
1066
1067
1068
1069
1069
1070
1071
1072
1073
1074
1075
1076
1077
1078
1079
1079
1080
1081
1082
1083
1084
1085
1086
1087
1088
1089
1089
1090
1091
1092
1093
1094
1095
1096
1097
1098
1099
1099
1100
1101
1102
1103
1104
1105
1106
1107
1108
1109
1109
1110
1111
1112
1113
1114
1115
1116
1117
1118
1119
1119
1120
1121
1122
1123
1124
1125
1126
1127
1128
1129
1129
1130
1131
1132
1133
1134
1135
1136
1137
1138
1139
1139
1140
1141
1142
1143
1144
1145
1146
1147
1148
1149
1149
1150
1151
1152
1153
1154
1155
1156
1157
1158
1159
1159
1160
1161
1162
1163
1164
1165
1166
1167
1168
1169
1169
1170
1171
1172
1173
1174
1175
1176
1177
1178
1179
1179
1180
1181
1182
1183
1184
1185
1186
1187
1188
1189
1189
1190
1191
1192
1193
1194
1195
1196
1197
1198
1199
1199
1200
1201
1202
1203
1204
1205
1206
1207
1208
1209
1209
1210
1211
1212
1213
1214
1215
1216
1217
1218
1219
1219
1220
1221
1222
1223
1224
1225
1226
1227
1228
1229
1229
1230
1231
1232
1233
1234
1235
1236
1237
1238
1239
1239
1240
1241
1242
1243
1244
1245
1246
1247
1248
1249
1249
1250
1251
1252
1253
1254
1255
1256
1257
1258
1259
1259
1260
1261
1262
1263
1264
1265
1266
1267
1268
1269
1269
1270
1271
1272
1273
1274
1275
1276
1277
1278
1279
1279
1280
1281
1282
1283
1284
1285
1286
1287
1288
1289
1289
1290
1291
1292
1293
1294
1295
1296
1297
1298
1299
1299
1300
1301
1302
1303
1304
1305
1306
1307
1308
1309
1309
1310
1311
1312
1313
1314
1315
1316
1317
1318
1319
1319
1320
1321
1322
1323
1324
1325
1326
1327
1328
1329
1329
1330
1331
1332
1333
1334
1335
1336
1337
1338
1339
1339
1340
1341
1342
1343
1344
1345
1346
1347
1348
1349
1349
1350
1351
1352
1353
1354
1355
1356
1357
1358
1359
1359
1360
1361
1362
1363
1364
1365
1366
1367
1368
1369
1369
1370
1371
1372
1373
1374
1375
1376
1377
1378
1379
1379
1380
1381
1382
1383
1384
1385
1386
1387
1388
1389
1389
1390
1391
1392
1393
1394
1395
1396
1397
1398
1399
1399
1400
1401
1402
1403
1404
1405
1406
1407
1408
1409
1409
1410
1411
1412
1413
1414
1415
1416
1417
1418
1419
1419
1420
1421
1422
1423
1424
1425
1426
1427
1428
1429
1429
1430
1431
1432
1433
1434
1435
1436
1437
1438
1439
1439
1440
1441
1442
1443
1444
1445
1446
1447
1448
1449
1449
1450
1451
1452
1453
1454
1455
1456
1457
1458
1459
1459
1460
1461
1462
1463
1464
1465
1466
1467
1468
1469
1469
1470
1471
1472
1473
1474
1475
1476
1477
1478
1479
1479
1480
1481
1482
1483
1484
1485
1486
1487
1488
1489
1489
1490
1491
1492
1493
1494
1495
1496
1497
1498
1499
1499
1500
1501
1502
1503
1504
1505
1506
1507
1508
1509
1509
1510
1511
1512
1513
1514
1515
1516
1517
1518
1519
1519
1520
1521
1522
1523
1524
1525
1526
1527
1528
1529
1529
1530
1531
1532
1533
1534
1535
1536
1537
1538
1539
1539
1540
1541
1542
1543
1544
1545
1546
1547
1548
1549
1549
1550
1551
1552
1553
1554
1555
1556
1557
1558
1559
1559
1560
1561
1562
1563
1564
1565
1566
1567
1568
1569
1569
1570
1571
1572
1573
1574
1575
1576
1577
1578
1579
1579
1580
1581
1582
1583
1584
1585
1586
1587
1588
1589
1589
1590
1591
1592
1593
1594
1595
1596
1597
1598
1599
1599
1600
1601
1602
1603
1604
1605
1606
1607
1608
1609
1609
1610
1611
1612
1613
1614
1615
1616
1617
1618
1619
1619
1620
1621
1622
1623
1624
1625
1626
1627
1628
1629
1629
1630
1631
1632
1633
1634
1635
1636
1637
1638
1639
1639
1640
1641
1642
1643
1644
1645
1646
1647
1648
1649
1649
1650
1651
1652
1653
1654
1655
1656
1657
1658
1659
1659
1660
1661
1662
1663
1664
1665
1666
1667
1668
1669
1669
1670
1671
1672
1673
1674
1675
1676
1677
1678
1679
1679
1680
1681
1682
1683
1684
1685
1686
1687
1688
1689
1689
1690
1691
1692
1693
1694
1695
1696
1697
1698
1699
1699
1700
1701
1702
1703
1704
1705
1706
1707
1708
1709
1709
1710
1711
1712
1713
1714
1715
1716
1717
1718
1719
1719
1720
1721
1722
1723
1724
1725
1726
1727
1728
1729
1729
1730
1731
1732
1733
1734
1735
1736
1737
1738
1739
1739
1740
1741
1742
1743
1744
1745
1746
1747
1748
1749
1749
1750
1751
1752
1753
1754
1755
1756
1757
1758
1759
1759
1760
1761
1762
1763
1764
1765
1766
1767
1768
1769
1769
1770
1771
1772
1773
1774
1775
1776
1777
1778
1779
1779
1780
1781
1782
1783
1784
1785
1786
1787
1788
1789
1789
1790
1791
1792
1793
1794
1795
1796
1797
1798
1799
1799
1800
1801
1802
1803
1804
1805
1806
1807
1808
1809
1809
1810
1811
1812
1813
1814
1815
1816
1817
1818
1819
1819
1820
1821
1822
1823
1824
1825
1826
1827
1828
1829
1829
1830
1831
1832
1833
1834
1835
1836
1837
1838
1839
1839
1840
1841
1842
1843
1844
1845
1846
1847
1848
1849
1849
1850
1851
1852
1853
1854
1855
1856
1857
1858
1859
1859
1860
1861
1862
1863
1864
1865
1866
1867
1868
1869
1869
1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1899
1900
1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1939
1

“fuel consumption number” «cote de...»	“fuel consumption number” means a number that represents the fuel consumption of a motor vehicle under controlled test conditions;	bile pour parcourir une distance déterminée.
“fuel consumption standard” «norme de...»	“fuel consumption standard” means a standard prescribed pursuant to section 3;	5 «cote de consommation de carburant» La cote représentant la consommation de carburant d'un véhicule automobile obtenue dans des conditions d'essai contrôlées.
“inspector” «inspecteur»	“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to subsection 23(1);	10 «inspecteur» L'inspecteur désigné conformément au paragraphe 23(1).
“Minister” «Ministre»	“Minister” means the Minister of Transport;	15 «Ministre» Le ministre des Transports.
“motor vehicle” «véhicule automobile»	“motor vehicle” means any vehicle designed to be driven or drawn on roads by any means other than exclusively by muscular power, and includes pedal cycles with auxiliary motors, minibikes and motorized snow vehicles, but does not include any vehicle designed for running exclusively on rails;	10 “moyenne de consommation de carburant d'une compagnie» Relativement à une compagnie donnée, la moyenne de consommation de carburant de tous les véhicules automobiles d'une catégorie prescrite, calculée conformément à l'article 10.
“prescribed” «prescrit»	“prescribed” means prescribed by regulation;	15 “norme de consommation de carburant» La norme prescrite en vertu de l'article 3.
“year” «année»	“year” means a calendar year.	20 “prescrit» Prescrit par les règlements.

FUEL CONSUMPTION STANDARDS

Fuel consumption standards

3. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and the Minister of Energy, Mines and Resources, make regulations prescribing, for the purposes of section 11, a fuel consumption standard for any prescribed class of motor vehicle for any year.

Publication of proposed regulations

4. (1) Subject to subsection (2), a copy of each regulation that the Governor in Council proposes to make under section 3 or section 37 shall be published in the *Canada Gazette* at least ninety days before the proposed effective date thereof, and a reasonable opportunity within those ninety days shall be

NORMES DE CONSOMMATION DE CARBURANT

3. Le gouverneur en conseil peut, pour l'application de l'article 11, sur recommandation du Ministre et du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, prescrire, 20 par règlement, pour une année, une norme de consommation de carburant à l'égard de toute catégorie prescrite de véhicules automobiles.

4. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les projets des règlements que le gouverneur en conseil se propose de prendre en vertu des articles 3 ou 37 sont publiés dans la *Gazette du Canada* au moins quatre-vingt-dix jours avant la date où ils sont prévus entrer en vigueur et les compagnies et les autres inté-

«cote de consommation de carburant»
5 “fuel consumption number”

“inspecteur”
“inspector”

“Ministre”
“Minister”

“moyenne de consommation de carburant d'une compagnie»
“company average...”

“moyenne de consommation de carburant”
“fuel consumption standard”

“prescrit”
“prescribed”

“véhicule automobile”
“motor...”

Normes de consommation de carburant

Publication des projets de règlements

afforded to companies and other interested persons to make representations to the Minister with respect thereto.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a proposed regulation that

- (a) has previously been published pursuant to that subsection, whether or not it has been changed as a result of representations made pursuant to that subsection; or
- (b) makes no substantive change to an existing regulation.

Validity of fuel consumption standard

5. A fuel consumption standard prescribed under section 3 for a particular year is not valid unless one of the following conditions is met:

- (a) the fuel consumption standard has been published in the *Canada Gazette* before the end of the third year preceding that year;
- (b) the fuel consumption standard is no more stringent than the fuel consumption standard applicable to the preceding year; or
- (c) no objections by a company were received by the Minister during the ninety-day period following publication of the proposed fuel consumption standard under subsection 4(1).

Interprovincial trade and imports

6. (1) No company shall, for the purpose of sale,

(a) ship a motor vehicle of a prescribed class from the province in which it was manufactured to another province, or

(b) import into Canada a motor vehicle of a prescribed class

unless

(c) a fuel consumption number in respect of that motor vehicle is registered pursuant to section 7,

(d) a label setting out the prescribed information relating to fuel consumption is affixed to the motor vehicle in the prescribed manner, and

(e) the motor vehicle is, according to its manufacturer's specifications and accord-

ressés doivent avoir la possibilité de présenter au Ministre des observations à leur sujet.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un projet de règlement qui :

- a) soit a déjà été publié conformément à ce paragraphe, qu'il ait ou non été modifié à la suite des observations qui y sont visées;
- b) soit n'apporte aucune modification importante au fond de la réglementation existante.

Exceptions

5. Une norme de consommation de carburant prescrite pour une année donnée aux termes de l'article 3 n'est en vigueur que si elle remplit une des conditions suivantes :

- a) elle a été publiée dans la *Gazette du Canada* avant la fin de la troisième année précédant cette année-là;
- b) elle n'est pas plus rigoureuse que la norme de consommation de carburant applicable l'année précédente;
- c) le Ministre n'a reçu des compagnies aucune opposition pendant la période de quatre-vingt-dix jours suivant la date où ont été publiées, conformément au paragraphe 4(1), les normes de consommation de carburant proposées.

Validité des normes de consommation de carburant

Commerce interprovincial et importations

PROHIBITIONS

INTERDICTIONS

6. (1) Il est interdit à une compagnie :

a) soit d'expédier de sa province de fabrication dans une autre province, pour le vendre, un véhicule automobile d'une catégorie prescrite,

b) soit d'importer au Canada, pour le vendre, un véhicule automobile d'une catégorie prescrite

à moins

c) qu'une cote de consommation de carburant n'ait été enregistrée à l'égard de ce véhicule automobile conformément à l'article 7;

d) qu'une étiquette où figurent les renseignements prescrits sur la consommation de carburant n'ait été apposée sur le véhicule automobile de la façon prescrite;

With 16 weeks less Current Status will take approximately 13 days to complete. This will be done in two parts. The first part will be to determine the extent of the damage. The second part will be to repair the damage.

Repairing Damage

The repair work will be carried out in two phases. The first phase will consist of repairing the damage to the roof and exterior walls. The second phase will consist of repairing the interior walls and ceiling. The repair work will be carried out by a team of experienced workers. The repair work will be completed in approximately 10 days. The repair work will be carried out in two phases. The first phase will consist of repairing the damage to the roof and exterior walls. The second phase will consist of repairing the interior walls and ceiling. The repair work will be completed in approximately 10 days.

Restoration Work

The restoration work will be carried out in two phases. The first phase will consist of repairing the damage to the roof and exterior walls. The second phase will consist of repairing the interior walls and ceiling. The restoration work will be completed in approximately 10 days. The restoration work will be carried out in two phases. The first phase will consist of repairing the damage to the roof and exterior walls. The second phase will consist of repairing the interior walls and ceiling. The restoration work will be completed in approximately 10 days.

Conclusion

In conclusion, the damage to the building has been assessed and it is believed that the repair work will be completed in approximately 10 days. The restoration work will be completed in approximately 10 days. The repair work will be completed in approximately 10 days. The restoration work will be completed in approximately 10 days.

Report prepared by:
John Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Jane Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Mike Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Sarah Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
David Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Emily Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Robert Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Sarah Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
David Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Emily Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Robert Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Sarah Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
David Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Emily Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Robert Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Sarah Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
David Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Emily Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Robert Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Sarah Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
David Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Emily Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Robert Doe
Date: 12/31/2023

Report prepared by:
Sarah Doe
Date: 12/31/2023

ing to the prescribed rules, substantially similar to the motor vehicle or vehicles used to establish the registered fuel consumption number.

Saving provision

(2) No violation of subsection (1) shall be deemed to be committed by a company if the requirements of paragraphs (1)(c) to (e) are met before the motor vehicle leaves the possession of that company or its consignee.

Application for registration

REGISTRATION OF FUEL CONSUMPTION NUMBERS

7. (1) Where a company has established a fuel consumption number in accordance with the prescribed procedure, it may submit an application to the Minister, in prescribed form and containing the prescribed information, requesting registration of that fuel consumption number in respect of the motor vehicles described in the application.

Prescribed procedure must be used

(2) A company shall not submit an application under subsection (1) where the fuel consumption number was not established in accordance with the prescribed procedure.

Minister to register fuel consumption number

(3) Where the Minister receives a duly completed application under subsection (1), he shall forthwith register the fuel consumption number set out in the application.

Prohibition orders re advertising

8. (1) The Minister may, by order, prohibit the use by any company of

(a) a registered fuel consumption number, and
 (b) fuel consumption information related to that registered fuel consumption number

in advertising or other representations to the public relating to a motor vehicle if the Minister has reasonable grounds to believe

(c) that the motor vehicle is not, according to its manufacturer's specifications and according to the prescribed rules, substantially similar to the motor vehicle or vehicles used to establish the registered fuel consumption number,

e) que le véhicule automobile ne soit, aux termes des spécifications du fabricant et des règles prescrites, comparable à celui ou à ceux qui ont été utilisés pour déterminer la cote de consommation de carburant enregistrée.

5 (2) La compagnie qui importe au Canada un véhicule automobile n'est pas censée enfreindre le paragraphe (1) si les conditions posées par les alinéas (1)c) à e) sont remplies 10 avant que celle-ci ou son dépositaire ne se déssaisissent de ce véhicule automobile.

Exception relative à l'importation

ENREGISTREMENT DES COTES DE CONSOMMATION DE CARBURANT

7. (1) La compagnie qui a déterminé une cote de consommation de carburant conformément aux méthodes prescrites peut en demander l'enregistrement au Ministre; la demande doit avoir la forme et le contenu prescrits et mentionner les véhicules automobiles qu'elle vise.

Demande d'enregistrement

20 (2) La compagnie ne peut présenter la demande visée au paragraphe (1) que si la cote de consommation de carburant a été déterminée conformément aux méthodes prescrites.

Méthodes prescrites

25 (3) Le Ministre enregistre sans délai la cote de consommation de carburant figurant à la demande, dûment remplie, présentée conformément au paragraphe (1).

Enregistrement de la cote de consommation de carburant par le Ministre

8. (1) Le Ministre peut, par arrêté, interdire à une compagnie de se servir dans sa publicité ou les indications qu'elle donne au public sur un véhicule automobile :

Arrêtés interdisant la publicité

- a) soit d'une cote de consommation de carburant enregistrée,
- b) soit des renseignements sur la consommation de carburant relatifs à cette cote de consommation de carburant enregistrée,
- s'il est fondé à croire
- c) soit que le véhicule automobile n'est pas, aux termes des spécifications du fabricant et des règles prescrites, comparable à celui ou à ceux qui ont été utilisés pour déterminer la cote de consommation de carburant enregistrée,

(b) Not all of the evidence is unequivocal that the components of the vaccine can have an evolutionary effect on the pathogen.

(c) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(d) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(e) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(f) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(g) Data for quantitative inference are not available for most of the evidence.

(h) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(i) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(j) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(k) An older study suggests that the outcome of the study is not clear.

(l) While the evidence for the vaccine having an effect on the pathogen is not clear, it is based on a single study.

(m) While a combination of studies supports section (l), the combination of studies does not support section (l).

(n) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(o) Not all of the evidence is clear about the mechanism by which the vaccine may affect the pathogen.

(d) that the application for registration of the fuel consumption number contained false or misleading information, or

(e) that the fuel consumption number was not established in accordance with the prescribed procedure,

and that, as a result, the registered fuel consumption number does not correctly represent the fuel consumption of that motor vehicle.

d) soit que la demande d'enregistrement de la cote de consommation de carburant contient des renseignements faux ou trompeurs,

e) soit que la cote de consommation de carburant n'a pas été déterminée conformément aux méthodes prescrites,

et qu'en conséquence, la cote de consommation de carburant enregistrée ne représente

pas correctement la consommation de carburant de ce véhicule automobile.

When order takes effect

(2) An order under subsection (1) takes effect sixty days after the order is made or on such later date as is fixed by the order.

Entrée en vigueur de l'arrêté

15

Revised fuel consumption number

(3) Where the Minister has made an order under subsection (1), the company that had obtained that registered fuel consumption number under section 7 may apply to the Minister for registration of a revised fuel consumption number, and subsections 7(1) and (2) apply to such an application.

(3) La compagnie qui s'est vue accorder l'enregistrement d'une cote de consommation de carburant conformément à l'article 7 peut, lorsque le Ministre a pris un arrêté aux termes du paragraphe (1), lui présenter une demande d'enregistrement d'une cote de consommation de carburant révisée; les paragraphes 7(1) et (2) s'appliquent à une telle demande.

Cote de consommation de carburant révisée

Minister's discretion

(4) Where a company applies under subsection (3) for registration of a revised fuel consumption number, the Minister is not required to register that number if he has reasonable grounds to believe that it does not correctly represent the fuel consumption of the motor vehicle.

(4) Le Ministre n'est pas tenu d'enregistrer la cote de consommation de carburant révisée dont une compagnie demande l'enregistrement conformément au paragraphe (3) s'il a des motifs sérieux de croire que cette cote ne représente pas correctement la consommation de carburant du véhicule automobile.

Appréciation du Ministre

Where order deemed not to be contravened

(5) In any prosecution under paragraph 30(1)(b) for contravention of an order made under subsection (1), a company shall be deemed not to have contravened the order if it establishes that it took all reasonable measures

(5) Dans les poursuites intentées en vertu de l'alinéa 30(1)b), la compagnie n'est pas censée avoir enfreint l'arrêté pris aux termes du paragraphe (1) si elle prouve qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires pour :

Cas de non-application

(a) to withdraw the offending advertising or representations; and

a) retirer la publicité ou les indications interdites;

(b) to substitute new advertising or representations, with similar distribution, using a registered revised fuel consumption number obtained pursuant to this section.

b) offrir une nouvelle publicité ou de nouvelles indications, de diffusion comparable, où figure la cote de consommation de carburant révisée enregistrée prévue au présent article.

CALCULATION OF COMPANY AVERAGE
FUEL CONSUMPTION

Company's
annual report to
Minister

9. (1) Every company shall, before the prescribed time, submit to the Minister a report with respect to each year, in prescribed form, setting out, by registered fuel consumption number, with respect to all motor vehicles to which registered fuel consumption numbers apply, the aggregate of

- (a) the number of those motor vehicles that it has manufactured in Canada in that year for the purpose of sale in a province other than the province of manufacture;
- (b) the number of those motor vehicles that it has imported into Canada in that year for the purpose of sale in Canada;
- (c) in accordance with subsection 19(2), the number of those motor vehicles that it has manufactured in Canada in that year for the purpose of sale in Canada, other than motor vehicles described in paragraph (a), and to which has been applied a national fuel consumption mark described in section 17.

Year of
manufacture or
importation of
motor vehicle

(2) For the purposes of subsection (1), a motor vehicle shall be deemed to have been manufactured or imported either in the year in which it was in fact manufactured or imported, as the case may be, or in the following year, at the option of the company.

Calculation of
company
average fuel
consumption

10. For each prescribed class of motor vehicle, the Minister shall calculate for each year, in litres per one hundred kilometres (L/100 km), according to the prescribed method of calculation, the company average fuel consumption for each company, based on

- (a) the information contained in the annual report submitted by the company pursuant to section 9; and
- (b) prescribed equivalence factors, in the case of motor vehicles that use fuels other than the prescribed reference gasoline.

CALCUL DE LA MOYENNE DE
CONSOMMATION DE CARBURANT DES
COMPAGNIES

Rapport annuel
des compagnies
au Ministre

9. (1) Chaque compagnie doit, avant la date prescrite, chaque année, soumettre au Ministre un rapport établi en la forme prescrite, indiquant, à l'égard de chaque cote de consommation de carburant enregistrée, le nombre total des véhicules automobiles assujettis aux cotes de consommation de carburant,

- a) qu'elle a fabriqués au Canada cette année-là pour vendre dans une province autre que celle de leur fabrication;
- b) qu'elle a importés au Canada cette année-là pour les y vendre;
- c) calculé conformément au paragraphe 19(2), qu'elle a fabriqués au Canada cette année-là pour les y vendre et auxquels a été apposée une marque nationale de consommation de carburant conformément à l'article 17, à l'exception de ceux qui sont visés à l'alinéa a).

Année de
fabrication ou
d'importation
d'un véhicule
automobile

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un véhicule automobile est censé avoir été fabriqué ou importé, selon le cas, soit l'année où il l'a effectivement été, soit l'année suivante, au choix de la compagnie.

25

10. Le Ministre calcule, pour chaque année, à l'égard de chaque catégorie prescrite de véhicules automobiles, en litres aux 100 kilomètres (L/100 km), conformément aux méthodes prescrites, la moyenne de consommation de carburant de chaque compagnie, sur la base :

Calcul de la
moyenne de
consommation
de carburant
d'une
compagnie

- a) des renseignements contenus dans le rapport annuel soumis par la compagnie conformément à l'article 9;
- b) des facteurs d'équivalence prescrits, dans le cas des véhicules automobiles qui utilisent d'autres carburants que l'essence étalon prescrite.

40

35

ENFORCEMENT OF FUEL CONSUMPTION STANDARDS

Company average fuel consumption not to exceed fuel consumption standard

11. (1) A company that

- (a) ships motor vehicles of a prescribed class from the province in which they were manufactured to another province,
- (b) imports into Canada motor vehicles of a prescribed class,
- (c) applies to motor vehicles of a prescribed class any national fuel consumption mark, or
- (d) sells, offers for sale, has in possession for sale or delivers for sale motor vehicles of a prescribed class to which has been applied any national fuel consumption mark

shall ensure that, for that class of motor vehicle, its company average fuel consumption for any particular year does not exceed the fuel consumption standard for that year.

Penalty where company exceeds fuel consumption standard

(2) Subject to section 16, where, for any year, for a particular prescribed class of motor vehicle, the company average fuel consumption of a company exceeds the fuel consumption standard, the Minister shall issue an assessment against that company imposing, subject to subsection (3), a penalty equal to the product obtained by multiplying

- (a) \$1 for every one-hundredth of a litre per 100 kilometres by which the company average fuel consumption exceeds the fuel consumption standard

by

- (b) the aggregate number of motor vehicles set out in the report submitted pursuant to section 9.

Credits will reduce penalty

(3) The penalty calculated under subsection (2) shall be reduced by an amount equal to the product obtained by multiplying

- (a) \$1 for every one-hundredth of a litre per 100 kilometres by which the company average fuel consumption for the same prescribed class of motor vehicle is lower than the fuel consumption standard

APPLICATION DES NORMES DE CONSOMMATION DE CARBURANT

11. (1) La compagnie qui :

- a) expédie de leur province de fabrication dans une autre province des véhicules automobiles d'une catégorie prescrite,
- b) importe au Canada des véhicules automobiles d'une catégorie prescrite,
- c) appose sur des véhicules automobiles d'une catégorie prescrite une marque nationale de consommation de carburant,
- d) vend, met en vente, possède ou livre en vue de la vente des véhicules automobiles d'une catégorie prescrite auxquels a été apposée une marque nationale de consommation de carburant

doit s'assurer que sa moyenne de consommation de carburant pour une année donnée à l'égard de cette catégorie de véhicules automobiles ne dépasse pas la norme de consommation de carburant prévue pour cette année-là.

La moyenne de consommation de carburant d'une compagnie ne doit pas dépasser la norme de consommation de carburant

5

20

(2) Sous réserve de l'article 16, si une année, la moyenne de consommation de carburant d'une compagnie à l'égard d'une catégorie prescrite de véhicules automobiles dépasse la norme de consommation de carburant, le Ministre établit une cotisation imposant à cette compagnie, sous réserve du paragraphe (3), une amende égale au produit de la multiplication des facteurs suivants :

- a) le nombre de dollars égal à l'excédent, en centièmes de litre aux 100 kilomètres, de la moyenne de consommation de carburant de la compagnie sur la norme de consommation de carburant

par

35

- b) le nombre total de véhicules automobiles mentionné au rapport soumis conformément à l'article 9.

35

(3) L'amende calculée conformément au paragraphe (2) doit être réduite d'un montant égal au produit de la multiplication des facteurs suivants :

Réduction de l'amende

- a) le nombre de dollars égal à la différence, en centièmes de litre aux 100 kilomètres, entre la moyenne de consommation de carburant de la compagnie à l'égard de la même catégorie prescrite de

Amende à la compagnie qui dépasse la norme de consommation de carburant

by

(b) the aggregate number of motor vehicles set out in the report submitted pursuant to section 9

in respect of

(c) any or all of the three years preceding the year for which the penalty is imposed, and

(d) the year immediately following the year for which the penalty is imposed.

A credit usable
only once

(4) An amount used under subsection (3) to reduce a penalty is not available to reduce a subsequent penalty.

When penalty
payable

12. A penalty imposed under section 11 is payable to the Receiver General one year after the notice of assessment has been served on the company under subsection 13(1).

Notice of
assessment

13. (1) Where the Minister issues an assessment against a company under section 11, he shall forthwith serve a notice of the assessment on the company and cause notice of the assessment to be published in the *Canada Gazette*.

Objection to
assessment

(2) A company that objects to an assessment under section 11 may, within thirty days from the day on which it is served with the notice of assessment, serve on the Minister a notice of objection, in prescribed form, setting out the reasons for objecting to the assessment.

Reconsideration
of assessment

(3) On receipt of a notice of objection under subsection (2), the Minister shall forthwith

- (a) reconsider the assessment objected to;
- (b) confirm, cancel or vary the assessment; and
- (c) serve a copy of his decision on the company.

Considerations

(4) The Minister's decision under subsection (3) to confirm, cancel or vary an assessment shall be based solely on the following criteria:

véhicules automobiles et la norme de consommation de carburant

par

b) le nombre total de véhicules automobiles mentionné au rapport soumis conformément à l'article 9,

à l'égard des années suivantes :

c) les trois années précédant celle pour laquelle l'amende est imposée ou l'une d'entre elles;

d) l'année suivant celle pour laquelle l'amende est imposée.

5

10

10

Déduction

15

15

Date à laquelle
l'amende est
payable

12. L'amende imposée en vertu de l'article 11 est payable au receveur général un an après qu'est signifié à la compagnie, conformément au paragraphe 13(1), l'avis de cotisation.

20

Avis de
cotisation

13. (1) Le Ministre, lorsqu'il impose à une compagnie une cotisation en vertu de l'article 11, lui signifie sans délai un avis de cotisation qu'il publie dans la *Gazette du Canada*.

Opposition à la
cotisation

(2) La compagnie qui s'oppose à la cotisation visée à l'article 11 peut, dans les trente jours suivant la date où lui a été signifié l'avis de cotisation, signifier de la forme prescrite au Ministre un avis d'opposition énonçant les raisons de son opposition à la cotisation.

25

Réexamen de la
cotisation

(3) Sur réception de l'avis d'opposition visé au paragraphe (2), le Ministre doit, sans délai,

- a) réexaminer la cotisation;
- b) confirmer, annuler ou modifier la cotisation;
- c) signifier une expédition de sa décision à la compagnie.

35

Critères

(4) La décision du Ministre de confirmer, d'annuler ou de modifier en vertu du paragraphe (3) une cotisation ne doit être fondée que sur les critères suivants :

- a) l'exactitude des renseignements sur lesquels se fondait la cotisation originale;

40

45

(a) whether the information on which the original assessment was based was correct; and

(b) whether this Act and the regulations were correctly applied to that information.

Methods of service

(5) Documents required to be served under this section may be served personally or by registered mail, and, if served by registered mail, shall be deemed to have been served on the day of actual receipt.

Right of appeal

14. (1) Where the Minister confirms or varies an assessment, the company may, within thirty days of being served with the Minister's decision, appeal the Minister's decision to the Federal Court - Trial Division.

Institution of appeal

(2) An appeal to the Federal Court under subsection (1) shall be instituted in the manner set forth in section 48 of the *Federal Court Act*.

Disposal of appeal

(3) The Federal Court shall dispose of an appeal under this section by confirming, cancelling or varying the assessment, and shall base its decision solely on the criteria set out in paragraphs 13(4)(a) and (b).

Debt due Her Majesty

15. A penalty payable under section 12 is a debt due to Her Majesty in right of Canada and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

Applications for exemption from fuel consumption standard

16. (1) On application by a company in the prescribed form and containing the prescribed information, the Governor in Council may, by order, in respect of up to three years,

(a) exempt from a fuel consumption standard up to 1,000 motor vehicles per year manufactured by a manufacturer whose world production was less than 10,000 motor vehicles in the second year preceding the year in respect of which the application for exemption is made, if the Governor in Council is of the opinion that

b) la juste application de la présente loi et de ses règlements à ces renseignements.

5

(5) Les documents qui doivent être signifiés aux termes du présent article peuvent l'être personnellement ou par courrier recommandé; dans ce dernier cas la signification est censée avoir été faite à la date où les documents ont effectivement été reçus.

Modes de signification

5

14. (1) La compagnie, lorsque le Ministre confirme ou modifie la cotisation, peut interjeter appel de cette décision à la Cour fédérale — Division d'appel — dans les trente 10 jours suivant la date où elle lui a été signifiée.

Droit d'appel

(2) Les appels interjetés à la Cour fédérale en vertu du paragraphe (1) sont formés de la façon prévue à l'article 48 de la *Loi sur la Cour fédérale*.

Formation de l'appel

(3) La Cour fédérale doit statuer sur un appel interjeté en vertu du présent article en 20 confirmant, annulant ou modifiant la cotisation, sur le seul fondement des critères énumérés aux alinéas 13(4)a) et b).

Décision en appel

15. Les amendes payables en vertu de l'article 12 constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale ou tout autre tribunal compétent.

Créance de Sa Majesté

EXEMPTION FROM FUEL CONSUMPTION STANDARD

DISPENSE D'UNE NORME DE CONSOMMATION DE CARBURANT

16. (1) Sur présentation par une compagnie d'une demande ayant la forme et le contenu prescrits, le gouverneur en conseil peut, par décret, pour au plus trois ans :

Demandes de dispense d'une norme de consommation de carburant

35 a) dispenser, par année, d'une norme de consommation de carburant, s'il estime qu'il ne serait pas opportun de les y assujettir, jusqu'à 1,000 véhicules automobiles du fabricant dont la production mondiale était, la seconde année précédant celle à l'égard de laquelle la demande est présentée, de moins de 10,000 véhicules automobiles;

it would not be desirable to have the fuel consumption standard apply to those motor vehicles; and

(b) exempt from a fuel consumption standard any or all vehicles manufactured or imported by a company, where the Governor in Council is of the opinion that compliance with the fuel consumption standard would

(i) create substantial financial hardship for the company, or

(ii) prevent the development of new kinds of motor vehicles.

New fuel consumption standard may be imposed

(2) The Governor in Council may, by order, in respect of a company that has been granted an exemption under subsection (1), impose a new fuel consumption standard applicable to the motor vehicles exempted under subsection (1).

Effect of exemption

(3) Where all the motor vehicles manufactured or imported by a company are exempted under paragraph (1)(a) or (b) and no new fuel consumption standard is imposed under subsection (2), sections 11 to 15 do not apply in respect of that company.

Idem

(4) Where all the motor vehicles manufactured or imported by a company are exempted under paragraph (1)(a) or (b) and a new fuel consumption standard is imposed under subsection (2), sections 11 to 15 apply in respect of that company, but a reference in subsection 11(1) or (2) to "fuel consumption standard" shall be read as a reference to the new fuel consumption standard imposed under subsection (2).

Idem

(5) Where some but not all of the motor vehicles manufactured or imported by a company are exempted under paragraph (1)(a) or (b), then

(a) the Minister shall calculate, in respect of that company, in the same manner as he would calculate the company average fuel consumption,

b) dispenser d'une norme de consommation de carburant une partie ou la totalité des véhicules automobiles fabriqués ou importés par une compagnie, s'il estime que leur assujettissement aux normes de consommation de carburant :

(i) soit occasionnerait de sérieuses difficultés d'ordre financier à la compagnie,

(ii) soit entraverait le développement de nouveaux types de véhicules automobiliques.

~~qui ont effectivement été reçus~~

~~Le compagnie lorsque le ministre~~

~~peut d'après~~

~~les termes de la~~

~~de la compagnie~~

~~de consommation~~

~~de carburant~~

(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, imposer à la compagnie qui s'est vue accorder une dispense en vertu du paragraphe (1) une nouvelle norme de consommation de carburant à l'égard des véhicules automobiles qui font l'objet de la dispense prévue à ce paragraphe.

(3) Les articles 11 à 15 ne s'appliquent pas à une compagnie si tous les véhicules automobiles qu'elle a fabriqués ou importés font l'objet de la dispense prévue aux alinéas (1)a) ou b) et qu'aucune nouvelle norme de consommation de carburant n'a été imposée en vertu du paragraphe (2).

Effet de la dispense

~~de la compagnie~~

~~de la compagnie~~

~~de la compagnie~~

(4) Les articles 11 à 15 s'appliquent à une compagnie si tous les véhicules automobiles qu'elle a fabriqués ou importés font l'objet de la dispense prévue aux alinéas (1)a) ou b) et qu'une nouvelle norme de consommation de carburant a été imposée en vertu du paragraphe (2), sauf que la mention aux paragraphes 11(1) ou (2) de la «norme de consommation de carburant» doit s'interpréter comme une mention de la nouvelle norme de consommation de carburant imposée en vertu du paragraphe (2).

Idem

(5) Lorsqu'une partie seulement des véhicules automobiles fabriqués ou importés par une compagnie fait l'objet de la dispense prévue aux alinéas (1)a) ou b) :

Idem

a) le Ministre doit calculer, à l'égard de cette compagnie, de la façon dont il calculerait la moyenne de consommation de carburant de cette compagnie :

45

(i) une moyenne partielle de consommation de carburant de la compagnie,

- (i) a partial company average fuel consumption, based on the motor vehicles other than those exempted, and
- (ii) where applicable, a second partial company average fuel consumption, 5 based on the exempted vehicles for which a new fuel consumption standard has been imposed under subsection (2);
- (b) a penalty under subsection 11(2) shall be calculated on the basis of the partial 10 company average fuel consumption described in subparagraph (a)(i); and
- (c) where a new fuel consumption standard has been imposed under subsection (2) and the partial company average fuel con-15 sumption described in subparagraph (a)(ii) exceeds that new fuel consumption standard,
- (i) the Minister shall issue an assessment against the company imposing a 20 penalty, subject to subsection (6), equal to the product obtained by multiplying
- (A) \$1 for every one-hundredth of a litre per 100 kilometres by which that partial company average fuel con-25 sumption exceeds the new fuel consumption standard
- by
- (B) the aggregate number of motor vehicles to which the new fuel con-30 sumption standard applies, and
- (ii) subsections 11(3) and (4) and sections 12 to 15 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a penalty imposed under sub-35 paragraph (i).
- (6) A penalty imposed under subparagraph (5)(c)(i) shall not exceed the penalty that would have been imposed had no exemption been granted under subsection (1).

Maximum
penaltyNational fuel
consumption
marks

sur la base des véhicules automobiles qui ne font pas l'objet de la dispense,

(ii) s'il y a lieu, une seconde moyenne partielle de consommation de carburant de la compagnie, sur la base des véhicules automobiles qui font l'objet de la dispense et auxquels a été imposée une nouvelle norme de consommation de carburant en vertu du paragraphe (2);

b) l'amende prévue au paragraphe 11(2) 10 doit être calculée sur la base de la moyenne partielle visée au sous-alinéa a)(i);

c) si une nouvelle norme de consommation de carburant a été imposée en vertu du 15 paragraphe (2) et que la moyenne partielle visée au sous-alinéa a)(ii) dépasse cette nouvelle norme de consommation de carburant :

(i) le Ministre doit établir une cotisation imposant à la compagnie, sous réserve du paragraphe (6), une amende égale au produit de la multiplication des facteurs suivants :

(A) le nombre de dollars égal à l'ex-25 cédent, en centièmes de litre aux 100 kilomètres, de la moyenne partielle de consommation de carburant de la compagnie sur la nouvelle norme de consommation de carburant

30

par

(B) le nombre total des véhicules automobiles assujettis à la nouvelle norme de consommation de carburant,

35

(ii) les paragraphes 11(3) et (4) et les articles 12 à 15 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'amende imposée en vertu du sous-alinéa (i).

40

(6) L'amende imposée en vertu du sous-alinéa (5)c(i) ne peut dépasser celle qui aurait été imposée si la dispense prévue au 40 paragraphe (1) n'avait pas été accordée.

Amende
maximale

NATIONAL FUEL CONSUMPTION MARKS

17. The words "Canada Motor Vehicle Fuel Consumption Standard" and "Normes

MARQUES NATIONALES DE CONSOMMATION DE CARBURANT

17. Les expressions «Normes de consom-45 Marques
mation de carburant des véhicules automobi-
lées» et «Norme nationale de consommation de carburant»

in le Canada et à Québec. Mais alors que l'ordre national dépendait de la volonté des citoyens pour que soit créée une nation, il fut nécessaire de faire face à l'opposition des citoyens pour que soit créée une nation. Les deux sont liés par la volonté des citoyens pour que soit créée une nation.

Le deuxième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le troisième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le quatrième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le cinquième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le sixième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le septième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le huitième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le neuvième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le dixième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le onzième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le douzième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le treizième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le quatorzième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le quinzième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

Le seizeième élément est que les citoyens ont été convaincus de ce qu'il fallait faire pour développer une culture canadienne forte et distincte.

de consommation de carburant des véhicules automobiles du Canada", and any abbreviations thereof, shall be national trade marks and, except as provided in this Act, the exclusive property in and right to the use of those marks (referred to in sections 18, 19 and 20 as "national fuel consumption marks") is hereby declared to be vested in Her Majesty in right of Canada.

Prohibition

18. No person shall use any national fuel 10 consumption mark except in accordance with section 19 and the regulations thereunder.

Conditions for use of national fuel consumption marks

19. (1) No person shall

(a) apply to a motor vehicle of a prescribed class any national fuel consumption mark, or 15

(b) sell, offer for sale, have in possession for sale or deliver for sale a motor vehicle of a prescribed class to which has been applied any national fuel consumption 20 mark

unless

(c) a fuel consumption number in respect of that motor vehicle is registered pursuant to section 7, 25

(d) a label setting out the prescribed information relating to fuel consumption is affixed to the motor vehicle in the prescribed manner,

(e) the motor vehicle is, according to its 30 manufacturer's specifications and according to the prescribed rules, substantially similar to the motor vehicle or vehicles used to establish the registered fuel consumption number, and 35

(f) the national fuel consumption mark is in the prescribed form and is applied to the motor vehicle in the prescribed manner and at the prescribed place on the vehicle.

(2) It is a further condition of the use of 40 any national fuel consumption mark that, where a national fuel consumption mark has been applied to a motor vehicle of a prescribed class, other than a motor vehicle exported from Canada, that motor vehicle 45 shall be included in the aggregate set out in the report under section 9 and shall be taken

les du Canada» et «Canada Motor Vehicle Fuel Consumption Standard» et leurs abréviations sont des marques de commerce nationales, et, sauf disposition contraire de la présente loi, la propriété exclusive de ces 5 marques (appelées aux articles 18, 19 et 20 «marques nationales de consommation de carburant») et le droit de les utiliser sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

18. Il est interdit d'utiliser une marque 10 Interdiction nationale de consommation de carburant si ce n'est que conformément à l'article 19 et aux règlements pris pour son application.

19. (1) Il est interdit :

a) soit d'apposer sur un véhicule automobile d'une catégorie prescrite une marque nationale de consommation de carburant, 15

b) soit de vendre, mettre en vente, posséder ou livrer en vue de la vente un véhicule automobile d'une catégorie prescrite 20 auquel a été apposée une marque nationale de consommation de carburant,

à moins

c) qu'une cote de consommation de carburant n'ait été enregistrée à l'égard de ce 25 véhicule automobile conformément à l'article 7;

d) qu'une étiquette où figurent les renseignements prescrits sur la consommation de carburant n'ait été apposée sur le véhicule 30 automobile de la façon prescrite;

e) que le véhicule automobile ne soit, aux termes des spécifications du fabricant et des règles prescrites, comparable à celui ou à ceux qui ont été utilisés pour déterminer 35 la cote de consommation de carburant enregistrée;

f) que la marque nationale de consommation de carburant n'ait la forme prescrite et ne soit apposée sur le véhicule automobile de la façon et à l'endroit prescrits. 40

Conditions à l'utilisation des marques nationales de consommation de carburant

(2) Il est posé comme condition supplémentaire à l'utilisation d'une marque nationale de consommation de carburant, si elle a été apposée à un véhicule automobile d'une 45 catégorie prescrite, à l'exception d'un véhicule automobile exporté du Canada, que celui-ci soit inclus dans le total figurant au rapport prévu à l'article 9 et soit pris en

into account for purposes of the calculation of the company average fuel consumption under section 10 and any assessment of a penalty under section 11.

Use of similar marks prohibited

20. No person shall use a mark or designation so closely resembling a national fuel consumption mark as to be likely to be mistaken therefor.

Company to keep records

21. (1) A company shall maintain records in prescribed form containing the prescribed information relating to

- (a) the procedure by which it established each registered fuel consumption number;
- (b) details of the manufacture of each motor vehicle to which a registered fuel consumption number applies;
- (c) applications made to the Minister for registration of each fuel consumption number;
- (d) applications made to the Governor in Council for exemptions under section 16;
- (e) interim statistics and forecasts of the information to be contained in the annual reports to the Minister under section 9; and
- (f) the company's annual reports to the Minister under section 9.

25

Minister may examine records

(2) When the Minister so requests, a company shall provide him forthwith with any information contained in the records described in subsection (1).

Records to be kept five years

(3) A company shall keep the records described in subsection (1) for a period of five years from the end of the year to which such records relate.

TEST VEHICLES

Minister may examine test vehicle or component

22. (1) The Minister may request a company to make available, at such place as the Minister requests, a motor vehicle or any component thereof that

compte lors du calcul de la moyenne de consommation de carburant d'une compagnie prévue à l'article 10 et de l'établissement de l'amende prévue à l'article 11.

20. Il est interdit d'utiliser une marque ou une indication si semblable à la marque nationale de consommation de carburant qu'elles puissent être confondues.

5 Marques semblables interdites

RECORDS

DOSSIERS

21. (1) Une compagnie doit conserver des dossiers concernant :

10

- a) ses méthodes de détermination de chaque cote de consommation de carburant enregistrée;
- b) les détails de fabrication de chaque véhicule automobile auquel une cote de consommation de carburant enregistrée s'applique;
- c) les demandes d'enregistrement de chaque cote de consommation de carburant présentée au Ministre;
- d) les demandes de dispense présentées au gouverneur en conseil en vertu de l'article 16;
- e) des statistiques temporaires et des prévisions des renseignements à inclure aux rapports annuels soumis au Ministre en vertu de l'article 9;
- f) les rapports annuels de la compagnie soumis au Ministre en vertu de l'article 9.

20

25

30

35

Examen des dossiers

Ces dossiers doivent avoir la forme et le contenu prescrits.

(2) La compagnie doit remettre sans délai au Ministre, lorsque ce dernier en fait la demande, les renseignements contenus aux dossiers visés au paragraphe (1).

35

(3) La compagnie doit conserver les dossiers visés au paragraphe (1) pendant les cinq années suivant celle à laquelle ils ont trait.

Conservation des dossiers pendant cinq ans

VÉHICULES D'ESSAIS

22. (1) Le Ministre peut exiger d'une compagnie qu'elle mette à sa disposition, à l'endroit qu'il indique, un véhicule automobile ou une pièce de véhicule automobile qui :

Examen d'un véhicule d'essai ou d'une pièce

se ha visto que tanto las estrategias de control social como las estrategias de control personal son más efectivas que las estrategias de control cognitivo. Sin embargo, se han visto diferencias entre los tipos de estrategias de control social. Así, por ejemplo, las estrategias de control social basadas en la autoridad y el control han sido más efectivas que las estrategias basadas en la amistad y el apoyo.

En resumen, las estrategias de control social tienen un efecto moderado en la actividad física.

(C) La motivación personal es también importante para la actividad física. Los factores que impulsan la actividad física incluyen la motivación intrínseca (que proviene de la propia persona) y la motivación extrínseca (que proviene de factores externos).

La motivación intrínseca es la motivación que proviene de la propia persona.

La motivación extrínseca es la motivación que proviene de factores externos. Los factores externos que impulsan la actividad física incluyen la motivación social (que proviene de la familia, los amigos y los compañeros), la motivación económica (que proviene de la necesidad de mantenerse saludable) y la motivación profesional (que proviene de la necesidad de mantenerse saludable).

En resumen, la motivación personal es importante para la actividad física.

(D) La actividad física tiene numerosos beneficios para la salud.

Los beneficios de la actividad física incluyen la reducción del riesgo de enfermedades crónicas (como el colesterol alto, la diabetes y el cáncer), la mejora de la salud mental (como la reducción del estrés y la ansiedad) y la mejoría de la calidad de vida.

En resumen, la actividad física tiene numerosos beneficios para la salud.

(E) La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

En resumen, la actividad física tiene numerosos beneficios para la salud. Los beneficios de la actividad física incluyen la reducción del riesgo de enfermedades crónicas, la mejora de la salud mental y la mejoría de la calidad de vida. La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

(F) La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

La actividad física es una actividad social que implica la participación de otras personas.

(a) was used in tests conducted to establish a registered fuel consumption number, or

(b) is representative of a motor vehicle or component that was used in tests conducted to establish a registered fuel consumption number,

and the company shall forthwith comply with the Minister's request.

(2) Where a company makes available to the Minister a motor vehicle or a component thereof pursuant to subsection (1), the Minister may

(a) dismantle and examine the motor vehicle or the component; and

(b) conduct all necessary tests to verify the accuracy of tests conducted by the company to establish the fuel consumption number.

(3) A motor vehicle or component made available to the Minister under this section shall not be detained by the Minister after the expiration of thirty days after the completion of the examination and tests referred to in subsection (2) unless, before that time, proceedings have been instituted in respect of an offence under this Act, in which case the motor vehicle or component may be detained until the proceedings are finally concluded.

INSPECTORS

Inspectors

23. (1) The Minister may designate as an inspector for the purposes of this Act any person who, in his opinion, is qualified to be so designated.

(2) An inspector shall be furnished with a certificate of his designation as an inspector and on entering any place described in subsection 24(1) shall, if so required, produce the certificate to the person in charge.

24. (1) An inspector may at any reasonable time enter any place in which he reasonably believes that there is

(a) a motor vehicle of a class for which a fuel consumption standard has been prescribed and that is

(i) owned by, or

a) soit ont été utilisés dans les essais effectués pour déterminer la cote de consommation de carburant enregistrée,

b) soit correspondent à un véhicule automobile ou à une pièce utilisés dans les essais effectués pour déterminer la cote de consommation de carburant enregistrée; la compagnie doit se conformer sans délai aux exigences du Ministre.

(2) Le Ministre, lorsqu'une compagnie met à sa disposition un véhicule automobile ou une pièce de véhicule automobile conformément au paragraphe (1), peut :

a) démonter et examiner le véhicule automobile ou la pièce;

b) effectuer les essais nécessaires à la vérification de l'exactitude des essais effectués par la compagnie pour déterminer la cote de consommation de carburant enregistrée.

Démontage et examen d'un véhicule automobile ou d'une pièce

15

20

20

(3) Le Ministre ne doit pas retenir le véhicule automobile ou la pièce mis à sa disposition conformément au présent article plus de trente jours après la fin de l'examen ou des essais visés au paragraphe (2) si des procédures judiciaires ne sont pas intentées en vertu de la présente loi dans ce délai; dans le cas contraire, le véhicule automobile ou la pièce peuvent être retenus jusqu'à la fin des procédures.

Remise du véhicule automobile ou de la pièce

30

INSPECTEURS

Inspecteurs

23. (1) Le Ministre peut désigner toute personne qu'il estime compétente pour remplir les fonctions d'inspecteur dans le cadre de la présente loi.

(2) L'inspecteur reçoit un certificat de sa nomination; à son arrivée sur les lieux visés au paragraphe 24(1), il est tenu, si la demande lui en est faite, de présenter ce certificat au responsable.

Certificat de nomination

24. (1) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, en se fondant sur des motifs valables, pénétrer dans les lieux où se trouvent :

a) soit un véhicule automobile d'une catégorie à l'égard de laquelle une norme de consommation de carburant est prescrite, et qui :

Pouvoirs des inspecteurs

Certificate of designation

Powers of inspectors

- (ii) situated on the premises of a company or a consignee of imported motor vehicles,
- (b) a component of a motor vehicle of a class for which a fuel consumption standard has been prescribed, or
- (c) any record described in section 21,
and may
- (d) examine any motor vehicle, any component of a motor vehicle or any records found in such place;
- (e) open and examine any package found therein that he has reason to believe contains any component of a motor vehicle or any records; and
- (f) require any person to produce for inspection any books, reports, test data, control records, shipping bills, bills of lading or other documents or papers that on reasonable grounds he believes contain any information relevant to the administration or enforcement of this Act, and make copies thereof or extracts therefrom.

(2) The owner or person in charge of a place entered by an inspector pursuant to subsection (1) and every person found therein shall give the inspector all reasonable assistance in his power to enable the inspector to carry out his duties under this Act, and shall furnish him with such information with respect to the administration or enforcement of this Act as he may reasonably require.

Assistance to inspectors

Obstruction of inspectors

False statements

Disclosure is not warranty

25. (1) No person shall obstruct or hinder an inspector in carrying out his duties under this Act.

(2) No person shall knowingly make any false or misleading statement, either orally or in writing, to any inspector engaged in carrying out his duties under this Act.

GENERAL

26. A disclosure relating to fuel consumption that is required to be made by a company under this Act in respect of tests conducted in accordance with this Act does not

- (i) soit serait la propriété,
(ii) soit serait situé dans les locaux d'un dépositaire de véhicule automobile importés ou d'une compagnie,
- b) soit des pièces de véhicule automobile d'une catégorie à l'égard de laquelle une norme de consommation de carburant est prescrite,
- c) soit des dossiers visés à l'article 21, il peut aussi
- d) examiner le véhicule automobile, les pièces de véhicule automobile ou les dossiers trouvés sur les lieux;
- e) ouvrir et examiner tout colis trouvé sur les lieux qui contiendrait, en se fondant sur des motifs valables, une pièce de véhicule automobile ou des dossiers;
- f) exiger de toute personne qu'elle remette pour inspection les livres, rapports, données d'essais, fiches de contrôle, connaissances, feuilles d'expédition ou autres documents ou papiers qui, en se fondant sur des motifs valables, contiendraient des renseignements pertinents à l'application de la présente loi, et en prendre des copies ou des extraits.

(2) Le propriétaire ou responsable des lieux que visite l'inspecteur en vertu du paragraphe (1) ou la personne qui s'y trouve sont tenues, dans la mesure du possible, de lui prêter assistance dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir tous les renseignements dont il peut vraisemblablement avoir besoin pour l'application de la présente loi.

Assistance

25. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur qui agit dans l'exercice de ses fonctions.

(2) Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à l'inspecteur qui agit dans l'exercice de ses fonctions.

Fausses déclarations

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

26. Les renseignements relatifs à la consommation de carburant qu'une compagnie est tenue de divulguer aux termes de la présente loi à l'égard des essais effectués confor-

Aucune garantie

deze resultaten en het stellen van de conclusie dat er een belangrijke invloed moet zijn van de oefeningen op de ontstaan en de ontwikkeling van de cervicale spondylosis.

Deze resultaten wijzen op de volgende belangrijke verschillen (tabel 1) in de verschillende groepen en leeftijden:

D1: de oudere groepen vertonen meer dan de jongere groepen een aantal kenmerken die kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis. De oudere groepen vertonen meer dan de jongere groepen een aantal kenmerken die kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

D2: de oudere groepen vertonen meer dan de jongere groepen een aantal kenmerken die kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

D3: de oudere groepen vertonen meer dan de jongere groepen een aantal kenmerken die kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

D4: de oudere groepen vertonen meer dan de jongere groepen een aantal kenmerken die kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

D5: de oudere groepen vertonen meer dan de jongere groepen een aantal kenmerken die kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

De gevonden verschillen in leeftijd en geslacht kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

Hierbij zijn de verschillen in leeftijd en geslacht te vergelijken met de verschillen in leeftijd en geslacht van de jongere groepen (tabel 1).

De gevonden verschillen in leeftijd en geslacht kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

De gevonden verschillen in leeftijd en geslacht kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

De gevonden verschillen in leeftijd en geslacht kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

De gevonden verschillen in leeftijd en geslacht kunnen worden beschouwd als voorwaarden voor de ontstaan van de cervicale spondylosis.

create an express or implied warranty by anyone that the fuel consumption established by such tests will be achieved under conditions of actual use.

Privileged information

27. (1) Except as provided in this section, information obtained by the Minister under this Act or by the Minister of Energy, Mines and Resources under subsection (2) is privileged and shall not knowingly be or be permitted to be communicated, disclosed or made available without the written consent of the person from whom it was obtained.

Certain exceptions

(2) Information obtained under this Act may be communicated, disclosed or made available for the purposes of the administration or enforcement of this Act, legal proceedings related thereto or criminal proceedings under an Act of Parliament, and may be communicated, disclosed or made available to the Minister of Energy, Mines and Resources.

Minister may disclose certain information

(3) The Minister may disclose

- (a) registered fuel consumption numbers or fuel consumption numbers derived therefrom;
- (b) descriptions of the motor vehicles to which any number referred to in paragraph (a) relates; and
- (c) the company average fuel consumption of any company.

Disclosure of other information

(4) In addition to the right to disclose information described in subsection (3), the Minister may, where in his opinion it is in the public interest and will not unduly impair a company's competitive position, disclose any information obtained under this Act.

Notification and opportunity to make representations

(5) Where the Minister proposes to disclose information pursuant to subsection (4) in a form that identifies or permits the identification of the company to which the information relates, he shall so notify the company and afford it a reasonable opportunity to make representations as to the effect that

mément à la présente loi ne constituent nullement une garantie, expresse ou implicite, de la part de qui que ce soit que la consommation de carburant déterminée lors de ces essais sera celle obtenue lors de l'usage réel 5 du véhicule.

Renseigne-ments protégés

27. (1) Sauf disposition contraire du présent article, les renseignements obtenus par le Ministre dans le cadre de la présente loi et les renseignements obtenus par le ministre de 10 l'Énergie, des Mines et des Ressources en vertu du paragraphe (2), sont protégés. Nul ne peut, sciemment, les communiquer ou les laisser communiquer, sauf sur autorisation écrite de la personne dont ils proviennent. 15

Exceptions

(2) Les renseignements protégés peuvent toutefois être communiqués dans le cadre de 15 l'application de la présente loi, des instances qui en découlent ou des poursuites criminelles prévues par une loi du Parlement; ils 20 peuvent en outre être communiqués au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le Ministre peut divulguer certains renseignements

(3) Le Ministre peut divulguer :

- a) les cotes de consommation de carburant enregistrées et les cotes de consommation de carburant qui sont obtenues à partir de celles-ci;
- b) la description des véhicules automobiles que visent les cotes mentionnées à l'alinéa 30 a);
- c) la moyenne de consommation de carburant d'une compagnie.

Divulgation d'autres renseignements

(4) Outre les divulgations qu'il peut faire en vertu du paragraphe (3), le Ministre peut 35 divulguer, dans l'intérêt public, s'il estime que la compétitivité de la compagnie n'en sera pas indûment diminuée, les renseignements qu'il a obtenus en vertu de la présente loi. 40

Avis et présentation d'observations

(5) Le Ministre, s'il se propose de divulguer des renseignements en vertu du paragraphe (4) sous une forme qui identifie ou permet d'identifier la compagnie à laquelle ils ont trait, doit en aviser cette dernière et 45 lui donner la possibilité de présenter des observations sur les conséquences que cette

the disclosure of the information might have on the company's competitive position.

Evidentiary privilege

28. Notwithstanding any other Act or law, no person who obtains information under this Act shall be required, in connection with any legal proceedings, other than proceedings relating to the administration or enforcement of this Act or criminal proceedings under an Act of Parliament, to give evidence relating to any information that is privileged under this Act or to produce any statement, document, writing or portion thereof containing any such information.

Research and equipment

29. The Minister may

- (a) conduct such research, studies and evaluations as he deems necessary for the administration or enforcement of this Act;
- (b) purchase or lease such equipment as he deems necessary in order to carry out tests under this Act;
- (c) have tests related to this Act carried out by any person; and
- (d) lease or loan equipment owned by Her Majesty to any person, for periods not exceeding twelve months, for testing or research related to this Act.

20

Dérogation

divulgation pourrait avoir sur sa compétitivité.

28. Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, il ne peut être exigé d'une personne qui obtient des renseignements dans le cadre de la présente loi de déposer en justice au sujet des renseignements protégés au titre de la présente loi, ni de produire tout ou partie des déclarations, écrits ou autres pièces concernant ces renseignements, sauf lors d'une instance se rapportant à l'application de la présente loi ou d'une poursuite criminelle prévue par une loi du Parlement.

5

29. Le Ministre peut :

- a) faire les recherches, les études ou les évaluations qu'il estime nécessaires à l'application de la présente loi;
- b) acheter ou louer le matériel qu'il estime nécessaire pour effectuer les essais prévus à la présente loi;
- c) faire effectuer les essais prévus à la présente loi par qui que ce soit;
- d) louer ou emprunter, pendant au plus douze mois, le matériel appartenant à Sa Majesté qu'il estime nécessaire pour effectuer les essais ou les recherches prévus à la présente loi.

Recherche et équipement

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

25

20

</div

Continuing
offences

imprisonment for a term not exceeding five years, or to both.

(2) Where an offence under subsection (1) is committed on more than one day or is continued for more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

Offence by
employee or
agent

31. In any prosecution for an offence under subsection 30(1), it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.

Officers, etc., of
corporation

32. Where a corporation has committed an offence under subsection 30(1), any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Contravention
of subsection
27(1)

33. Every person who contravenes subsection 27(1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Time limit

34. Any proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Trial of
offences

35. A complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a court if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of that court, although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

Company to
give notice of
defects
affecting fuel
consumption

CORRECTION OF DEFECTS

36. (1) Where a company has been convicted of an offence for contravening section 45

plus un million de dollars et un emprisonnement d'au plus cinq ans, ou l'une de ces peines.

(2) Il est compté une infraction distincte au paragraphe (1) pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infractions
continues

31. Dans les poursuites pour infraction au paragraphe 30(1), il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'accusé, que cet employé ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

Preuve

32. En cas de perpétration par une société d'une infraction au paragraphe 30(1), ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé sont parties à l'infraction, en sont coupables et encourrent la peine prévue, que la société ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Applicabilité
aux dirigeants,
etc. de sociétés

33. Toute personne qui enfreint le paragraphe 27(1) commet une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

Infraction au
paragraphe
27(1)

34. Les poursuites visant une infraction à la présente loi intentées par voie de déclaration sommaire de culpabilité se prescrivent par deux ans à compter de sa perpétration.

Prescription

35. Est compétent pour connaître de toute plainte ou dénonciation en matière d'infraction à la présente loi, indépendamment du lieu de sa perpétration, le tribunal dans le ressort duquel l'accusé réside ou exerce ses activités.

Tribunal
compétent

CORRECTION DES DÉFAUTS

36. (1) Le tribunal qui a déclaré une compagnie coupable d'une infraction à l'article 6

La compagnie
doit donner avis
des défauts qui
touchent la
consommation
de carburant

6 or subsection 19(1) on the basis of paragraph 6(1)(e) or 19(1)(e), as the case may be, and the convicting court is of the opinion that the dissimilarity was in the nature of a defect the result of which is that the registered fuel consumption number does not correctly represent the fuel consumption of that motor vehicle, the court may order the company to give notice forthwith, in the prescribed manner, containing a statement of 10 the means to be taken to correct the defect at the company's expense, to

- (a) the person who has obtained that motor vehicle from the company for the purpose of sale or resale; 15
- (b) the current owner of that motor vehicle as determined

(i) from any warranty by the manufacturer, distributor or importer of that motor vehicle with respect to the functioning of that motor vehicle that has, to the company's knowledge, been given, sold or transferred to the current owner, or 20

(ii) from provincial motor vehicle registration records; and 25

- (c) the Minister.

(2) Where the court makes an order against a company under subsection (1), the company shall, forthwith after giving notice 30 pursuant to that order, correct the defect at its own expense in respect of motor vehicles described in the order

- (a) in accordance with its usual warranty procedures; or 35
- (b) in such manner as the Minister may direct.

(3) A company's obligation under subsection (2) does not extend to a motor vehicle presented to the company for correction of 40 the defect more than two years after the company gave notice in respect of that motor vehicle pursuant to the court order made under subsection (1).

(4) Where it is made to appear to the 45 satisfaction of the Minister that the name of the current owner of a motor vehicle cannot reasonably be determined in the manner provided under paragraph (1)(b),

Company to correct defects at its own expense

Two-year limitation

Notice by publication in newspapers

ou au paragraphe 19(1) sur le fondement des alinéas 6(1)e ou 19(1)e, selon le cas, peut, s'il estime que le véhicule automobile n'était pas comparable à cause d'un défaut rendant 5 incorrecte la représentation de la consommation de carburant par la cote de consommation de carburant enregistrée, ordonner à la compagnie de donner sans délai, de la façon prescrite, un avis énonçant les moyens qu'elle entend prendre, à ses frais, pour corriger ce 10 défaut, aux personnes suivantes :

- a) la personne qui a obtenu ce véhicule automobile de la compagnie pour le vendre ou le revendre;
- b) le dernier propriétaire de ce véhicule 15 dont le nom figure :
 - (i) soit sur la garantie du fabricant, du distributeur ou de l'importateur relative au fonctionnement du véhicule et qui, à sa connaissance, lui a été donnée, 20 vendue ou transférée,
 - (ii) soit sur les registres provinciaux d'immatriculation des véhicules automobiles;
- c) le Ministre.

La compagnie doit corriger les défauts à ses frais

(2) Lorsqu'un tribunal rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) contre une compagnie, celle-ci doit, immédiatement après avoir donné l'avis conformément à l'ordonnance, corriger à ses frais le défaut des 30 véhicules automobiles qui y sont visés :

- a) soit conformément aux modalités prévues par la garantie habituelle;
- b) soit de la façon qu'ordonne le Ministre.

(3) Une compagnie n'est pas tenue aux 35 Limite de deux ans termes du paragraphe (2) de corriger le défaut d'un véhicule automobile qui lui est retourné plus de deux ans après qu'elle a donné, conformément à l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), l'avis relatif à ce 40 véhicule automobile.

(4) Le Ministre peut, s'il est convaincu qu'il est, dans des conditions normales, trop difficile de trouver le nom du dernier propriétaire d'un véhicule automobile de la 45 façon prévue à l'alinéa (1)b) :

Publication de l'avis

(a) the Minister may order notice to be given by publication in the prescribed form for a period of five consecutive days in two major daily newspapers in each of the six regions of Canada, namely, the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, British Columbia, and the Yukon Territory and Northwest Territories, or by an alternative medium for such period as he deems expedient, and such notice shall be deemed to be notice given in the manner prescribed for the purpose of subsection (1); or

(b) the Minister may, in his discretion, order that the current owner need not be notified and that the obligation to notify the current owner of any defect under subsection (1) has been discharged.

Quarterly reports to be submitted

(5) Every company that gives a notice mentioned in subsection (1) to the Minister shall submit to the Minister, in the prescribed form and manner, quarterly reports containing prescribed information relating to the defect.

Idem

(6) Unless the Minister otherwise directs, the quarterly reports referred to in subsection (5) shall be submitted to the Minister for a period of two years from the date of the notice mentioned in subsection (1).

Regulations

37. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations

- (a) prescribing anything that is by this Act to be prescribed; and
- (b) respecting such other matters or things as are necessary to carry out the provisions of this Act.

REPORT TO PARLIAMENT

Annual report

38. The Minister and the Minister of Energy, Mines and Resources shall, as soon as possible after the end of each year, prepare and cause to be laid before Parliament a report on the administration and enforcement of this Act for that year.

a) soit ordonner la publication de l'avis, en la forme prescrite, pendant cinq jours consécutifs, dans deux quotidiens à tirage important de chacune des six régions suivantes : les provinces de l'Atlantique, de Québec, d'Ontario, les provinces des Prairies, de la Colombie-Britannique, le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest, ou sa diffusion par d'autres moyens d'information pendant la période qu'il juge indiquée; l'avis est alors censé avoir été donné conformément au paragraphe (1);
 b) soit décider que, n'y ayant pas lieu d'aviser le dernier propriétaire, l'obligation visée au paragraphe (1) a été exécutée.

5

10

15

Rapports trimestriels

(5) La compagnie qui donne au Ministre l'avis prévu au paragraphe (1) doit lui présenter tous les trimestres selon les modalités prescrites, un rapport contenant les renseignements relatifs au défaut.

20

25

Autres règlements

(6) Les rapports trimestriels visés au paragraphe (5) sont présentés, sauf décision à l'effet contraire du Ministre, durant les deux ans suivant la date de l'avis prévu au paragraphe (1).

30

RÈGLEMENTS

37. Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Ministre, prendre des règlements :

- a) prescrivant tout ce qui, aux termes de la présente loi, doit être prescrit;
- b) pourvoyant à la réalisation des dispositions de la présente loi.

Rapport annuel

38. Au début de chaque année, le Ministre et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources établissent dans les meilleurs délais un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'année précédente et le déposent immédiatement devant le Parlement.

35

COMING INTO FORCE

Coming into force

39. (1) This Act, except sections 3, 5 and 11 to 16, shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

Idem

(2) Sections 3, 5 and 11 to 16 shall come into force on a day, not earlier than the day fixed under subsection (1), to be fixed by proclamation on the recommendation of the Minister and the Minister of Energy, Mines and Resources.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

39. (1) La présente loi, à l'exception des articles 3, 5 et 11 à 16, entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

(2) Les articles 3, 5 et 11 à 16 entrent en vigueur à la date fixée par proclamation, sur recommandation du Ministre et du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources; cette date ne peut cependant être antérieure à celle fixée en vertu du paragraphe (1).

Idem

5

Il est décret que, n'y ayant pas lieu d'autre le fermier propriétaire, l'obligation visée au paragraphe (1) va être exécutée.

Rapport trimestriel

(7) Les ministres qui deviennent ministre l'année suivante au paragraphe (1) doit lui présenter ses rapports trimestriels selon les modalités prescrites, un rapport contenant les renseignements relatifs au défaut.

20

(8) Les rapports trimestriels faits au paragraphe (7) sont présentés aux éléctions à l'Assemblée législative du Manitoba, au cours des deux ans suivant la date de l'entrée en vigueur du paragraphe (1).

Non

25

RÈGLEMENTS

37. Le Gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Ministre, prendre des règlements.

- a) prescrivant tout ce qui, aux termes de la présente loi, doit être prescrit;
- b) pour assurer à la réalisation des dispositions de la présente loi,

autres règlements

30

Report annuel

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Offert un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'année précédente et le déposer immédiatement devant le Parlement.

C-108

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-108

An Act to amend the National Energy Board Act (No. 3)

First reading, April 7, 1982

THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

C-108

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-108

Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie (n° 3)

Première lecture le 7 avril 1982

**LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-108

An Act to amend the National Energy Board
Act (No. 3)

R.S. c. N-6; cc.
10, 27, 44 (1st
Supp.); c. 10
(2nd Supp.);
1973-74, c. 52;
1974-75-76, c.
33; 1977-78, c.
20; 1978-79, c.
9; 1980-81-82,
cc. 80, 84

1974-75-76, c.
33, s. 265

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

"company"
"compagnie"

1. (1) All that portion of the definition
"company" in section 2 of the *National
Energy Board Act* preceding paragraph (b)
thereof is repealed and the following sub-
stituted therefor:

"company" means

(a) a person having authority under a 10
Special Act to construct or operate a
pipeline, or

c.27 (1st
Supp.), s.1(1)

"export"
"exportation"

(2) The definition "export" in section 2 of
the said Act is repealed and the following
substituted therefor:

"export" means, with reference to

(a) power, to send from Canada by a
line of wire or other conductor power
produced in Canada,
(b) oil,

(i) to export within the meaning of
any provision of the *Petroleum
Administration Act* that defines
export for the purposes of any
charge imposed under that Act in 25
relation to fuel for use by an air-
craft or vessel, or

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

S.R., c. N-6; c.
10, 27, 44 (1^{er}
suppl.); c. 10
(2nd suppl.);
1973-74, c. 52;
1974-75-76, c.
33; 1977-78, c.
20; 1978-79, c.
9; 1980-81-82,
cc. 80, 84

1. (1) La partie de la définition de «com-
pagnie» à l'article 2 de la *Loi sur l'Office
national de l'énergie* qui précède l'alinéa b)
est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«compagnie» désigne

a) toute personne autorisée par une
loi spéciale à construire ou à exploiter 10
un pipe-line, ou

"compagnie"
"company"

(2) La définition d'«exportation» à l'article
2 de ladite loi est abrogée et remplacée par
15 ce qui suit :

«exportation» signifie, à l'égard

a) de la force motrice, le fait d'en-
voyer du Canada au moyen d'une
ligne de fil métallique ou d'un autre
conducteur de la force motrice pro-
duite au Canada,

b) du pétrole,

(i) le fait d'exporter au sens donné
à ce verbe dans toute disposition de
la *Loi sur l'administration du
pétrole* portant sur toute redevance 25
prévue par cette loi relativement au

c. 27 (1^{er}
suppl.), par.
1(1)

15 «exportation»
"export"

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act to amend the National Energy Board Act (No. 3)".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie (n° 3)».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) The definition "company" in section 2 at present reads as follows:

"company includes

- (a) a person having authority under a special act to construct or operate a pipeline, and
- (b) a body corporate incorporated or continued under the *Canada Business Corporations Act* and not discontinued under that Act;"

(2) The relevant portion of the definition "export" at present reads as follows:

"export" means

- (a) with reference to power, to send from Canada by a line of wire or other conductor power produced in Canada, and
- (b) with reference to gas or oil, to send from Canada by any means;"

NOTES EXPLICATIVES

Article 1, (1). — Texte actuel de la définition de «compagnie» à l'article 2 :

«compagnie» comprend

- a) une personne ayant l'autorité sous une loi spéciale de construire ou d'exploiter un pipe-line, et
- b) une personne morale dont l'existence est prorogée en tant que corporation sous l'autorité de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, qui n'a pas été discontinuée conformément à cette loi;»

(2). — Texte actuel de la définition d'«exportation» à l'article 2 :

«exportation» signifie

- a) à l'égard de la force motrice, le fait d'envoyer du Canada au moyen d'une ligne de fil métallique ou d'un autre conducteur de la force motrice produite au Canada, et
- b) à l'égard du gaz ou de pétrole, le fait d'envoyer du Canada par un moyen quelconque;»

(ii) to send or take by any means
 (A) from Canada, or
 (B) to a place outside Canada
 from any area of land not within
 a province that belongs to Her 5
 Majesty in right of Canada or in
 respect of which Her Majesty in
 right of Canada has the right to
 dispose of or exploit the natural
 resources and that is situated in 10
 those submarine areas adjacent
 to the coast of Canada and
 extending throughout the natural
 prolongation of the land territory
 of Canada to the outer edge of 15
 the continental margin or to a
 distance of two hundred nautical
 miles from the baselines from
 which the breadth of the territorial
 sea of Canada is measured, 20
 whichever is greater, or

(c) gas, to send or take by any means
 (i) from Canada, or
 (ii) to a place outside Canada from
 any area of land not within a prov- 25
 ince that belongs to Her Majesty in
 right of Canada or in respect of
 which Her Majesty in right of
 Canada has the right to dispose of
 or exploit the natural resources and 30
 that is situated in those submarine
 areas adjacent to the coast of
 Canada and extending throughout
 the natural prolongation of the land
 territory of Canada to the outer 35
 edge of the continental margin or to
 a distance of two hundred nautical
 miles from the baselines from
 which the breadth of the territorial
 sea of Canada is measured, which- 40
 ever is greater;"

c.27 (1st
Supp.), s.1(1)

(3) The definition "gas" in section 2 of the
 said Act is repealed and the following sub-
 stituted therefor:

"gas" means any hydrocarbon or mixture 45
 of hydrocarbons that, at a temperature

"gas"
"gaz"

carburant destiné aux aéronefs et
 aux navires, ou

(ii) le fait de l'envoyer ou de l'ap-
 porter par un moyen quelconque

(A) du Canada, ou 5

(B) à l'extérieur du Canada à
 partir de toute étendue de terre,

hors du territoire d'une province,
 qui appartient à Sa Majesté du

chef du Canada ou dont cette 10
 dernière peut exploiter les res-
 sources naturelles ou en disposer,

et qui est située dans les zones
 sous-marines adjacentes à la côte
 canadienne, s'étendant au pro- 15

longement naturel du territoire
 terrestre canadien jusqu'au
 rebord externe de la marge conti- 20

ntinentale, ou jusqu'à deux cents
 milles marins des lignes de base à 20

partir desquelles est mesurée la
 largeur de la mer territoriale si le
 rebord de la marge continentale 25

se trouve à une distance infé-
 rieure; ou

25

c) du gaz, le fait de l'envoyer ou de
 l'apporter par un moyen quelconque

(i) du Canada, ou

(ii) à l'extérieur du Canada à partir
 de toute étendue de terre, hors du 30

territoire d'une province, qui appar-
 tient à Sa Majesté du chef du

Canada ou dont cette dernière peut
 exploiter les ressources naturelles
 ou en disposer, et qui est située 35

dans les zones sous-marines adjac-
 entes à la côte canadienne, s'éten-
 dant au prolongement naturel du

territoire terrestre canadien jusqu'au
 rebord externe de la marge 40

continentale, ou jusqu'à deux cents
 milles marins des lignes de base à

partir desquelles est mesurée la lar-
 geur de la mer territoriale si le

rebord de la marge continentale se 45

trouve à une distance inférieure;»

c. 27 (1^{er}
suppl.), par.
1(1)

(3) La définition de «gaz» à l'article 2 de
 ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui
 suit :

«gaz» désigne tout hydrocarbure ou 50 "gaz"
 mélange d'hydrocarbures à l'état gazeux

any of 1 to 101, or otherwise to a
gas which is not LEL,101 or non
flammable hydrocarbon which is not
aromatic and which does not have
the properties of a flammable

gas (L,101 to 27,1) or
any hydrocarbon which is not a
gas having any of the following
properties which are not mentioned

(4) Non-flammable hydrocarbon which is not LEL,101 or
other hydrocarbon which is not
flammable and which has no
other properties than those
of a gas, but which is not
flammable.

(5) The definition is equally applicable to
any subsequent regulation to the effect that
the hydrocarbon

which shall not contain "gasoline"
or LEL to 101 or other flammable

(6) Any hydrocarbon which is not
flammable and which is not
hydrocarbon which is not
flammable and which has no
other properties than those
of a gas, but which is not
flammable.

50 (7) Any hydrocarbon which is not
flammable and which is not
hydrocarbon which is not
flammable and which has no
other properties than those
of a gas, but which is not
flammable.

55 (8) Any hydrocarbon which is not
flammable and which is not
hydrocarbon which is not
flammable and which has no
other properties than those
of a gas, but which is not
flammable.

60 (9) Any hydrocarbon which is not
flammable and which is not
hydrocarbon which is not
flammable and which has no
other properties than those
of a gas, but which is not
flammable.

(3) The definition "gas" at present reads as follows:
"gas except for the purposes of Part VI, means natural gas or other
hydrocarbon or mixture of hydrocarbons that is in a gaseous state;"

65 (10) This definition is also applicable to
any hydrocarbon which is not a
gas having any of the following
properties which are not mentioned

"These shall not be included in the definition"

"hydrocarbon"

70 (11) In addition to the definition of (1)
given above, the hydrocarbon which is not
flammable shall be included in the definition

"These shall not be included in the definition"
"L,101 to 17,1"

75 (12) In addition to the definition of (1)
given above, the hydrocarbon which is not
flammable shall be included in the definition

"These shall not be included in the definition"
"L,101 to 17,1"

80 (13) In addition to the definition of (1)
given above, the hydrocarbon which is not
flammable shall be included in the definition

"These shall not be included in the definition"
"L,101 to 17,1"

85 (14) In addition to the definition of (1)
given above, the hydrocarbon which is not
flammable shall be included in the definition

"These shall not be included in the definition"
"L,101 to 17,1"

90 (15) In addition to the definition of (1)
given above, the hydrocarbon which is not
flammable shall be included in the definition

"These shall not be included in the definition"
"L,101 to 17,1"

95 (16) In addition to the definition of (1)
given above, the hydrocarbon which is not
flammable shall be included in the definition

"These shall not be included in the definition"
"L,101 to 17,1"

(3). — Texte actuel de la définition de «gaz» :

«gaz» signifie, sauf aux fins de la Partie VI, le gaz naturel ou tout autre hydrocarbre ou mélange d'hydrocarbures à l'état gazeux;»

of 15°C and a pressure of 101.325 kPa is in a gaseous state and includes any product designated as a gas product by regulations made under section 89;”

(4) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition “gas”, the following definition:

““hydrocarbon” does not include coal;”

(5) The definition “licence” in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

““licence” means a licence issued under Part VI or VI.1;”

(6) The definition “oil” in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

““oil” means any hydrocarbon or mixture of hydrocarbons other than gas and includes any product designated as an oil product by regulations made under section 89;”

(7) The definition “pipeline” in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

““pipeline” means a line for the transmission of gas or oil connecting a province with any other or others of the provinces, or extending beyond the limits of a province or the offshore area as defined in section 87, and includes all branches, extensions, tanks, reservoirs, storage facilities, pumps, racks, compressors, loading facilities, interstation systems of communication by telephone, telegraph or radio, and real and personal property and works connected therewith;”

“hydrocarbon”
“hydrocarbure”

“licence”
“licence”

c.27 (1st Supp.), s.1(3)

“oil”
“pétrole”

c.27 (1st Supp.), s.1(3)

“pipeline”
“pipe-line”

1977-78, c. 20,
s. 39

“toll”
“droits”

(8) The definition “toll” in section 2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

““toll” includes any toll, rate, charge or allowance charged or made

à la température de 15°C et à la pression de 101,325 kPa, et s'entend en outre de tout produit qualifié de produit gazeux par les règlements pris en vertu de l'article 89;”

5

(4) L'article 2 de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «gaz», de ce qui suit :

““hydrocarbure» ne comprend pas le charbon;”

“hydrocarbure”
“hydrocarbon”

10

(5) La définition de «licence» à l'article 2 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

““licence» désigne une licence délivrée selon la Partie VI ou VI.1;”

“licence”
“licence”

c. 27 (1^{er} suppl.), par. 1(3)

(6) La définition de «pétrole» à l'article 2 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

““pétrole» désigne tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures autre que le gaz et s'entend en outre de tout produit qualifié de produit pétrolier par les règlements pris en vertu de l'article 89;”

“pétrole”
“oil”

(7) La définition de «pipe-line» à l'article 2 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

c. 27 (1^{er} suppl.) par. 1(3)

““pipe-line» signifie une canalisation pour la transmission du gaz ou du pétrole, reliant une province à une autre ou à d'autres provinces, ou s'étendant au-delà des limites d'une province ou d'un endroit au large des côtes, selon la définition donnée à cette expression à l'article 87, et comprend tous les branchements, extensions, citernes, réservoirs, installations d'emmagasinage, pompes, rampes de chargement, compresseurs, moyens de chargement, systèmes de communication entre stations par téléphone, télégraphe ou radio, ainsi que les biens immeubles ou meubles et les ouvrages connexes;”

“pipe-line”
“pipeline”

15

(8) La définition de «droit» à l'article 2 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

45

““droit» comprend tout droit, taux, prix ou frais exigé ou établi

1977-78, c. 20,
art. 39

“droit”
“toll”

(4) New.

(5) This amendment would add the underlined reference.

(6) The definition "oil" at present reads as follows:

"oil", except for the purposes of Part VI, means crude oil or other hydrocarbon or mixture of hydrocarbons that is in a liquid state;"

(7) This amendment would add the underlined words and reference.

(8) The definition "toll" at present reads as follows:

"toll" includes

(a) any toll, rate, charge or allowance charged or made for the shipment, transportation, transmission, care, handling or delivery of hydrocarbons, or for storage or demurrage or the like, and

(4). — Nouveau.

(5). — Adjonction du renvoi souligné.

(6). — Texte actuel de la définition de «pétrole» :

«pétrole» signifie, sauf aux fins de la Partie VI, le pétrole brut ou tout autre hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures à l'état liquide;

(7). — Adjonction des mots et du renvoi soulignés.

(8). — Texte actuel de la définition de «droit» :

«droit» comprend

a) tout droit, taux, prix ou frais exigés pour l'expédition, le transport, le transmission, la garde, la manutention ou la livraison d'hydrocarbure, ou pour l'emmagasinage, les surestaries et autres choses analogues; et

(a) for the shipment, transportation, transmission, care, handling or delivery of hydrocarbons, or for storage or demurrage or the like,
 (b) for the provision of a pipeline 5 when the pipeline is available and ready to provide for the transmission of oil or gas, and
 (c) in respect of the purchase and sale of gas that is the property of a 10 company and that is transmitted by the company through its pipeline, excluding the cost to the company of the gas at the point where it enters the pipeline." 15

1973-74, c. 52,
s. 36(1)

2. (1) Subsection 3(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Board established

"3. (1) There shall be a Board, to be called the National Energy Board, consisting of eleven members to be appointed by the Governor in Council."

(2) Subsection 3(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 25

Eligibility

"(5) A person is not eligible to be appointed or to continue as a member of the Board if he is not a Canadian citizen or if, as owner, shareholder, director, officer, partner or otherwise, he is engaged in 30 the business of producing, selling, buying, transmitting, exporting, importing or otherwise dealing in hydrocarbons or power or if he holds any bond, debenture or other security of a corporation engaged 35 in any such business."

1973-74, c. 52,
s. 36(2)

3. (1) Subsection 5(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Chairman,
Vice-Chairman
and Associate
Vice-Chairmen

"5. (1) The Governor in Council shall 40 designate one of the members to be Chairman of the Board, one of the members to be Vice-Chairman of the Board and three of the members to be Associate Vice-Chairmen of the Board." 45

a) pour l'expédition, le transport, la transmission, la garde, la manutention ou la livraison d'hydrocarbure, ou pour l'emmagasinage, les surestaries et autres choses analogues; 5

b) pour la fourniture des services d'un pipe-line lorsque ce dernier est terminé et en mesure d'acheminer le pétrole ou le gaz; et

c) relativement à l'achat et à la vente 10 de gaz appartenant à une compagnie qui l'achemine au moyen de son pipe-line, à l'exclusion du coût du gaz pour la compagnie au point où il pénètre dans le pipe-line;" 15

2. (1) Le paragraphe 3(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1973-74, c. 52,
par. 36(1)

"3. (1) Est institué un Office appelé Office national de l'énergie et composé de onze membres que nommera le gouverneur 20 en conseil."

(2) Le paragraphe 3(5) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(5) Une personne ne peut être nommée ni demeurer membre de l'Office si elle 25 n'est pas un citoyen canadien ou si, en qualité de propriétaire, actionnaire, administrateur, dirigeant, associée ou d'autre façon, elle se livre à la production, vente, achat, transmission, exportation ou importation 30 d'hydrocarbures ou de force motrice, ou si elle en pratique autrement le commerce, ou si elle détient quelque obligation, débenture ou autre titre d'une société qui se livre à une telle entreprise." 35

3. (1) Le paragraphe 5(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1973-74, c. 52,
par. 36(2)

"5. (1) Le gouverneur en conseil doit désigner deux membres de l'Office pour occuper les postes de président et de vice- 40 président de l'Office et trois membres de l'Office pour occuper les postes de vice-présidents associés de ce dernier."

Établissement
de l'Office

Admissibilité

Président,
vice-président
et vice-prési-
dents associés

(b) any toll, rate, charge or allowance charged or made for the provision of a pipeline when the pipeline is available and ready to provide for the transmission of oil or gas."

b) tout droit, taux, prix ou frais exigés ou établis relativement à la fourniture des services du pipe-line lorsque ce dernier est terminé et en mesure d'acheminer le pétrole ou le gaz;

Clause 2. (1) This amendment would increase the number of members of the Board from nine to eleven.

Article 2, (1). — Cette modification porte de neuf à onze le nombre des membres de l'Office.

Clause 3. (1) This amendment would increase the number of Vice-Chairmen of the Board from two to three.

(2) Subsection 3(5) at present reads as follows:

"(5) A person is not eligible to be appointed or to continue as a member of the Board if he is not a Canadian citizen or if as owner, shareholder, director, officer, partner or otherwise, he is engaged in the business of producing, selling, buying, transmitting, exporting, importing or otherwise dealing in hydrocarbons or power or if he holds any bond, debenture or other security of a company."

(2). — Texte actuel du paragraphe 3(5) :

«(5) Une personne ne peut être nommée ni demeurer membre de l'Office si elle n'est pas un citoyen canadien ou si, en qualité de propriétaire, actionnaire, administrateur, *fonctionnaire*, associé ou d'autre façon, elle se livre à l'*entreprise* de production, vente, achat, transmission, exportation ou importation d'hydrocarbures ou de force motrice, ou si elle en pratique autrement le commerce, ou si elle détient quelque obligation, débenture ou autre titre d'une *compagnie*.»

Clause 3. (1) This amendment would increase the number of Vice-Chairmen of the Board from two to three.

Article 3, (1). — Cette modification porte de deux à trois le nombre des vice-présidents de l'Office.

1973-74, c. 52,
s. 36(3)

(2) Subsections 5(4) and (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Duties of Associate Vice-Chairmen

“(4) If the Vice-Chairman is absent or unable to act or if the office is vacant, any Associate Vice-Chairman has and may exercise all the powers and functions of the Vice-Chairman, and if more than one Associate Vice-Chairman is present and able to act, the Associate Vice-Chairman 10 earliest appointed to that position has and may exercise those powers and functions.

Acting Chairman

(5) The Board may authorize one or more of its members to act as Chairman for the time being in the event that the 15 Chairman, Vice-Chairman and all Associate Vice-Chairmen are absent or unable to act or if the offices are vacant.”

4. Subsection 14(1) of the said Act is repealed and the following substituted 20 thereof:

Powers of single member

“14. (1) The Board or the Chairman may authorize any one of the members to report to the Board upon any question or matter arising in connection with the business of or any application or proceeding before the Board, and the person so authorized has all the powers of the Board for the purpose of taking evidence or acquiring the necessary information for 30 the purpose of such report, and when such a report is made to the Board, it may be adopted as the decision or order of the Board or otherwise dealt with as the Board considers advisable.”

35

5. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 16 thereof, the following sections:

Conditional orders, etc.

“16.1 (1) Without limiting the generality of any provision of this Act that 40 authorizes the Board to impose terms and conditions in respect of a certificate, licence or order issued by the Board, the Board may direct in any certificate, licence or order that the certificate, licence 45 or order or any portion or provision thereof shall come into force at a future time or on the happening of any contingency, event or

(2) Les paragraphes 5(4) et (5) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1973-74, c. 52,
par. 36(3)

Attribution des vice-présidents associés

“(4) Si le vice-président est absent ou incapable d'agir, ou si le poste est vacant, chacun des vice-présidents associés possède et peut exercer tous les pouvoirs et fonctions du vice-président et si plus d'un vice-président associé est présent et non empêché d'agir, celui qui a été nommé le premier à ce poste possède et peut exercer ces 10 pouvoirs et fonctions.

5

(5) L'Office peut autoriser un ou plusieurs de ses membres à faire fonction de président à l'époque considérée, au cas où le président, le vice-président et les trois 15 vice-présidents associés sont absents ou incapables d'agir, ou si leurs postes sont vacants.”

Président intérimaire

4. Le paragraphe 14(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20

Pouvoirs d'un membre isolément

“14. (1) L'Office ou le président peut autoriser n'importe lequel des membres à faire un rapport à l'Office sur tout sujet ou question découlant des opérations de l'Office ou des demandes ou procédures dont il 25 est saisi, et la personne ainsi autorisée a tous les pouvoirs de l'Office pour recueillir des témoignages ou acquérir les renseignements nécessaires aux fins de ce rapport. Sur présentation d'un tel rapport à l'Office, on peut l'adopter à titre de décision ou d'ordonnance de l'Office ou il peut être autrement statué sur ledit rapport selon que l'Office l'estime opportun.”

30

5. Ladite loi est en outre modifiée par 35 insertion, après l'article 16, de ce qui suit :

Ordonnances conditionnelles, etc.

“16.1 (1) L'Office peut préciser dans les certificats et les licences qu'il délivre et dans les ordonnances qu'il rend que leur entrée en vigueur, en tout ou en partie, est 40 reportée à une date ultérieure ou est assujettie à certaines modalités qu'il énonce, notamment: l'arrivée d'un événement, certain ou incertain, ou d'une condition, ou la réalisation, à sa satisfaction, d'une condition déterminée; il peut en outre décider

S-81185

(2) Consequential on the amendment proposed under subclause (1).

Clause 4: This amendment would add the underlined words.

Clause 5: New.

(2). — Découle de la modification proposée par le paragraphe (1).

Article 4. — Adjonction des mots soulignés.

Article 5. — Nouveau.

condition specified in the certificate, licence or order or on the performance to the satisfaction of the Board of any conditions that the Board may impose in the certificate, licence or order, and the Board 5 may direct that the whole or any portion of the certificate, licence or order shall have force for a limited time or until the happening of a specified event.

Interim orders

(2) The Board may, instead of making 10 an order final in the first instance, make an interim order, and may reserve its decision pending further proceedings in connection with any matter.

Granting of relief may be partial

16.2 On any application made to the 15 Board, the Board may make a decision or order granting the whole or part only of such application, or may grant such further or other related relief, in addition to that applied for, as to the Board may seem 20 just and proper, to the same extent as if such application had been for such partial or related relief."

c. 27 (1st Supp.), s. 1(3)

6. Subsection 22(2) of the said Act is repealed and the following substituted 25 therefor:

Request of Minister

"(2) The Board shall, with respect to energy matters and sources of energy,

- (a) provide the Minister with such advice as he may request, including 30 advice relating to the export pricing of oil and gas;
- (b) prepare such studies and reports as the Minister may request; and
- (c) recommend to the Minister the 35 making of such arrangements as it considers desirable for cooperation with governmental or other agencies in or outside Canada."

7. Paragraph 25(3)(c) of the said Act is 40 repealed and the following substituted therefor:

- "(c) a person, other than a company,
 - (i) operating a pipeline constructed before the 1st day of October, 1953, or 45
 - (ii) constructing or operating a pipeline exempted from subsection (1) by

que la totalité ou une partie de ces certificats, licences ou ordonnances ne produira d'effets que pendant un certain temps ou jusqu'à l'arrivée d'un événement déterminé. Le présent paragraphe n'apporte 5 aucune restriction à la portée des dispositions de la présente loi qui autorisent l'Office à assortir de conditions les certificats, licences ou ordonnances.

(2) L'Office peut, au lieu d'une décision 10 Ordonnances provisoires au fond, rendre une ordonnance provisoire; il peut reporter sa décision tant que certaines procédures concernant une question quelconque sont encore pendantes.

16.2 L'Office peut rendre une décision 15 Le redressement peut être partielle fait en tout ou en partie à la demande dont il est saisi; il peut accorder en sus ou à la place du redressement désiré, le redressement pertinent qu'il estime indiqué tout comme s'il 20 faisait l'objet de la demande.»

c. 27 (1^{er} suppl.), par. 1(3)

6. Le paragraphe 22(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) L'Office doit, sur toute question relative à l'énergie et aux sources d'énergie, Demande du Ministre

- a) donner au Ministre les avis qu'il demande, notamment sur le prix à l'exportation du pétrole et du gaz;
- b) préparer les études et rapports que 30 demande le Ministre; et
- c) recommander au Ministre l'élaboration des arrangements que l'Office juge souhaitables aux fins d'une coopération avec des organismes gouvernementaux 35 ou autres, à l'intérieur ou hors du Canada.»

7. L'alinéa 25(3)c) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- «c) une personne autre qu'une compagnie
 - (i) exploitant un pipe-line construit avant le 1^{er} octobre 1953, ou

des modifications ou modifications (ii)
qui sont faites à l'occasion de
l'application (i) ou l'application de
l'ordre réglementaire en vertu de la
clause 4(1)(c).

Clause 4. ~~Section 19 de l'ordonnance 920, telles qu'elles étaient au 1er octobre 1953, sont remplacées par les dispositions suivantes :~~

"7. Except as otherwise provided in this Act, a person shall not begin the construction, enlargement or reconstruction of a pipeline unless he has obtained a certificate of public utility from the Board."

10

Clause 5. ~~Section 25 de l'ordonnance 920, telles qu'elles étaient au 1er octobre 1953, sont remplacées par les dispositions suivantes :~~

Public Utility

~~Section 25 de l'ordonnance 920, telles qu'elles étaient au 1er octobre 1953, sont remplacées par les dispositions suivantes :~~

"2. (1) Le conseil du Canada peut, à tout moment, faire à la demande du conseil des ministres, une recommandation au sujet de la construction d'un pipeline et de l'exploitation de ce pipeline, dans le but de promouvoir la sécurité publique.

Clause 6: Subsection 22(2) at present reads as follows:

"(2) The Board shall, at the request of the Minister, prepare studies and reports on any matter relating to energy or sources of energy, and shall recommend to the Minister the making of such arrangements as it considers desirable for cooperation with governmental or other agencies in or outside Canada in respect of matters relating to energy and sources of energy."

Clause 7. ~~Section 25 de l'ordonnance 920, telles qu'elles étaient au 1er octobre 1953, sont remplacées par les dispositions suivantes :~~

Construction and Operation of International Pipelines

"3. Pour la construction et l'exploitation d'un pipeline international, le conseil du Canada peut, à tout moment, faire à la demande du conseil des ministres une recommandation au sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international, dans le but de promouvoir la sécurité publique et de faciliter la construction et l'exploitation d'un pipeline international.

"4. Le conseil du Canada peut, à tout moment, faire à la demande du conseil des ministres une recommandation au sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international, dans le but de promouvoir la sécurité publique et de faciliter la construction et l'exploitation d'un pipeline international.

Clause 7: The relevant portion of subsection 25(3) at present reads as follows:

"(3) For the purpose of this Act,
(c) a person, other than a company, operating a pipeline constructed before the 1st day of October 1953,
is deemed to be a company."

à l'ordre de la sécurité publique au
sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international.

bulletin de la sécurité publique au
sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international.

bulletin de la sécurité publique au
sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international.

Recommendations of Council of Ministers

bulletin de la sécurité publique au
sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international.

Article 6. — Texte actuel du paragraphe 22(2) :

"(2) L'Office, sur la demande du Ministre, doit préparer des études et rapports sur toute question relative à l'énergie ou aux sources d'énergie. Il doit lui recommander l'élaboration des arrangements qu'il juge désirables aux fins d'une coopération avec des organismes gouvernementaux ou autres, à l'intérieur ou hors du Canada, en ce qui concerne l'énergie et les sources d'énergie."

bulletin de la sécurité publique au
sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international.

bulletin de la sécurité publique au
sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international.

bulletin de la sécurité publique au
sujet de la construction et de l'exploitation d'un pipeline international.

Article 7. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 25(3) :

"(3) Aux fins de la présente loi,
(c) une personne, autre qu'une compagnie, exploitant un pipe-line construit avant le premier octobre 1953,
est réputé être une compagnie."

an order of the Board made under subsection 49(1),"

8. Section 27 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following paragraph:

"(a.1) the company has complied with all applicable terms and conditions to which the certificate is subject;"

9. The heading preceding section 39 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"Regulation of Construction, etc."

10. Subsection 39(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(2) The Board may, with the approval of the Governor in Council, make regulations governing the design, construction, operation and abandonment of a pipeline and providing for the protection of property and the environment and the safety of the public and of the company's employees in the construction, operation and abandonment of a pipeline."

11. The heading preceding section 40 and sections 40 to 42 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"Construction of International Power Lines"

40. Except as otherwise provided in this Act, no person shall begin the construction of a section or part of an international power line unless

(a) the Board has by the issue of a certificate authorized the construction thereof;

(b) the person has complied with all applicable terms and conditions to which the certificate is subject;

(c) the plan, profile and book of reference of the section or part of the pro-

(ii) construisant ou exploitant un pipe-line soustrait à l'application du paragraphe (1) par ordonnance de l'Office rendue en vertu du paragraphe 49(1),»

5

8. L'article 27 de ladite loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

«a.1) que si la compagnie a satisfait à toutes les modalités dont le certificat est assorti;»

10

9. La rubrique qui précède l'article 39 de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"Réglementation de la construction, etc."

10. Le paragraphe 39(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Règlements sur la sécurité

«(2) L'Office peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements visant le plan, la construction, l'exploitation et l'abandon d'un pipe-line, la protection des biens et de l'environnement et la sécurité du public et des employés de la compagnie, en ce qui a trait à la construction, l'exploitation et l'abandon d'un pipe-line.»

11. La rubrique qui précède l'article 40 et 25 les articles 40 à 42 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"Construction de lignes internationales de transmission de force motrice"

40. Sous réserve des dispositions différentes de la présente loi, personne ne doit commencer la construction d'une section ou d'une partie d'une ligne internationale de transmission de force motrice à moins que

Approbation de l'Office

a) l'Office n'en ait autorisé la construction par la délivrance d'un certificat;

35

b) la personne concernée n'ait satisfait à toutes les modalités applicables dont le certificat est assorti;

c) le plan, le profil et le livre de renvoi de la section ou de la partie de la ligne

40

Article 27. Except as otherwise provided in this Act, a company shall not begin the construction of a section or part of a pipeline until

Clause 8: New. The relevant portion of section 27 at present reads as follows:

“27. Except as otherwise provided in this Act, a company shall not begin the construction of a section or part of a pipeline until”

Clause 9: The heading preceding section 39 at present reads as follows:

“*Public Safety*”

Clause 10: Subsection 39(2) at present reads as follows:

“(2) The Board may, with the approval of the Governor in Council, make regulations providing for the protection of property and the safety of the public and of the company's employees in the operation of a pipeline.”

Clause 11: The heading preceding section 40 and sections 40 to 42 at present read as follows:

“Construction and Operation of International Power Lines”

40. Except as otherwise provided in this Act, no person shall begin the construction of any international power line unless the Board has by the issue of a certificate authorized the construction thereof.

41. A person applying for a certificate for an international power line shall furnish to the Board such plans, documents, information and other materials as are prescribed by the Board.

42. The Board may, with the approval of the Governor in Council, make regulations respecting the location of international power lines, the registration of plans, profiles, books of reference or other documents and the correction of errors therein and the duties of registrars of deeds with respect thereto, deviations, changes or alterations in international power lines and the diversion of international power lines.”

Article 27. Except as otherwise provided in this Act, a company shall not begin the construction of a section or part of a pipeline until

Article 27. Except as otherwise provided in this Act, a company shall not begin the construction of a section or part of a pipeline until

Article 27. Except as otherwise provided in this Act, a company shall not begin the construction of a section or part of a pipeline until

Article 8. — Nouveau. Texte actuel du passage visé de l'article 27 :

“27. Sauf les dispositions différentes énoncées dans la présente loi, une compagnie ne doit commencer la construction d'une section ou partie de pipe-line»

Article 9. — Texte actuel de la rubrique précédant l'article 39 :

«*Sécurité publique*»

Article 10. — Texte actuel du paragraphe 39(2) :

“(2) L'Office peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, édicter des règlements visant la protection des biens et la sécurité du public, ainsi que des employés de la compagnie, en ce qui a trait à l'exploitation d'un pipe-line.”

Article 11. — Texte actuel de la rubrique précédant l'article 40 et des articles 40 à 42 :

“Construction et exploitation de lignes internationales de transmission de force motrice”

40. Sauf les dispositions différentes énoncées dans la présente loi, aucune personne ne doit commencer la construction d'une ligne internationale de transmission de force motrice tant que l'Office, au moyen de la délivrance d'un certificat, n'en aura pas autorisé la construction.

41. Une personne qui demande un certificat visant une ligne internationale de transmission de force motrice doit fournir à l'Office les plans, documents, renseignements et autres données que prescrit l'Office.

42. L'Office peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règlements concernant l'emplacement des lignes internationales de transmission de force motrice, l'enregistrement des plans, profils et livres de renvoi ou autres documents et la correction des erreurs qui s'y trouvent, ainsi que les devoirs des registreurs d'actes à cet égard, les déviations, changements ou modifications de lignes internationales de transmission de force motrice et le détournement de telles lignes.”

posed line have been approved by the Board; and

(d) copies of the plan, profile and book of reference so approved, duly certified as such by the Secretary, have been deposited in the offices of the registrars of deeds for the districts or counties through which such section or part of the international power line is to pass.

Application of provisions to certain power lines

41. The provisions of sections 28 to 37 and section 39 that apply in respect of the pipeline of a company apply in respect of an international power line of a person as if the reference in those sections

- (a) to "pipeline" were a reference to "international power line"; and
- (b) to "company" were a reference to "person".

c. 27 (1st Supp.), s. 11

Application of provisions to power lines

12. Section 43 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

"(4) The provisions of Part V that apply in respect of a pipeline and the powers, rights, duties and liabilities of a company set out in that Part in respect of a pipeline, except sections 63 and 80 thereof, apply in respect of an international power line of a person as if the reference in that Part

- (a) to "company" were a reference to "person", and
- (b) to "pipeline" were a reference to "international power line"

and in the application of the provisions of that Part to a person in respect of an international power line, the expression "power" shall be substituted for the expression "hydrocarbons" in paragraph 62(1)(h)."

13. Subsection 46(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

projetée n'aient été approuvés par l'Office; et

d) des copies du plan, du profil et du livre de renvoi approuvés, dûment authentifiées par le secrétaire, n'aient été déposées au bureau des registrateurs d'actes pour les districts où comtés que doit traverser la section ou la partie de la ligne internationale de transmission de force motrice.

10

41. Les dispositions des articles 28 à 37 et de l'article 39 applicables au pipe-line d'une compagnie s'appliquent également aux lignes internationales de transmission de force motrice appartenant à une personne comme si toute mention dans ces articles

- a) d'un «pipe-line» était la mention d'une «ligne internationale de transmission de force motrice»; et
- b) d'une «compagnie» était la mention d'une «personne».

20

12. L'article 43 de ladite loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

c. 27 (1^{er} suppl.), art. 11

"(4) Les dispositions de la Partie V applicables aux pipe-lines et les pouvoirs, les droits, les devoirs et les obligations d'une compagnie énoncés dans cette Partie relativement à un pipe-line, à l'exception des articles 63 et 80, s'appliquent aux lignes internationales de transmission de force motrice appartenant à une personne comme si toute mention dans cette Partie

- a) d'une «compagnie» était la mention d'une «personne»; et
- b) d'un «pipe-line» était la mention d'une «ligne internationale de transmission de force motrice».

Application des dispositions aux lignes de transmission de force motrice

Toutefois en appliquant à une personne les dispositions de cette Partie relatives aux lignes internationales de transmission de force motrice, l'expression «force motrice» doit être substituée à l'expression «hydrocarbures» à l'alinéa 62(1)h.).

13. Le paragraphe 46(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

45

Clause 12: New.

Article 12. — Nouveau.

Article 13. — Texte actuel du paragraphe 46(1) :

«46. (1) L'Office peut délivrer un certificat sous réserve de telles modalités et conditions qu'il estime nécessaires ou opportunes pour donner effet aux fins et dispositions de la présente loi.»

Clause 13: Subsection 46(1) at present reads as follows:

“46. (1) The Board may issue a certificate subject to such terms and conditions as it considers necessary or desirable *in order to give effect to the purposes and provisions of this Act.*”

Terms and conditions of certificates

“46. (1) The Board may issue a certificate subject to such terms and conditions as the Board considers necessary or desirable in the public interest.”

14. (1) Subparagraph 49(1)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) pipelines or branches or extensions to pipelines, not exceeding in any case forty kilometres in length, 10 and”

(2) Paragraph 49(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) exempting international power lines or parts thereof, not exceeding in any case an operating voltage of fifty kilovolts, from any or all of

(i) the provisions of sections 40 and 43, or
(ii) the provisions referred to in section 41.”

c. 27 (1st Supp.), s. 16

15. Subsection 51(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Tolls to be filed

“51. (1) A company shall not charge any tolls except tolls that are

(a) specified in a tariff that has been filed with the Board and is in effect; or
(b) approved by an order of the Board.”

16. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 52 thereof, the following sections:

Board determinations

“52.1 The Board may determine, as questions of fact, whether or not traffic is 35 or has been carried under substantially similar circumstances and conditions referred to in section 52, whether in any case a company has or has not complied with the provisions of that section, and 40 whether there has, in any case, been unjust discrimination within the meaning of section 55.

Conditions attachées aux certificats

“46. (1) L'Office peut délivrer un certificat sous réserve des modalités et conditions qu'il estime nécessaires ou souhaitables dans l'intérêt public.”

14. (1) Le sous-alinéa 49(1)a(i) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(i) les pipe-lines ou embranchements ou extensions de pipe-lines, qui n'excèdent en aucun cas une longueur de quarante kilomètres, et”

(2) L'alinéa 49(1)b de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) qui exemptent les lignes internationales de transmission de force motrice, ou toute partie de ces lignes, dont la tension de service n'excède en aucun cas cinquante kilovolts, de l'une quelconque ou de la totalité

(i) des dispositions des articles 40 et 43, ou
(ii) des dispositions visées à l'article 41.”

c. 27 (1^{er} suppl.), art. 16

15. Le paragraphe 51(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“51. (1) Une compagnie ne doit pas 25 imposer de droits, sauf les droits qui sont

a) soit spécifiés dans un tarif produit auprès de l'Office et en vigueur;
b) soit approuvés par ordonnance de l'Office.”

Les droits doivent être produits

16. Ladite loi est en outre modifiée par insertion, après l'article 52, de ce qui suit :

“52.1 L'Office peut déterminer, comme questions de fait, si le mouvement a été ou est opéré dans les circonstances et conditions fondamentalement semblables à celles visées à l'article 52, si dans un cas donné une compagnie a oui ou non satisfait aux dispositions dudit article, et si dans un cas donné il y a eu différenciation 40 injuste au sens de l'article 55.

Détermination par l'Office

Clause 14: (1) The relevant portion of subsection 49(1) at present reads as follows:

“**49.** (1) The Board may make orders

(a) exempting

(i) pipelines or branches or extensions to pipelines, not exceeding in any case *twenty-five miles* in length, and”

(2) Paragraph 49(1)(b) at present reads as follows:

“(b) exempting international power lines or parts thereof, not exceeding in any case a *maximum transfer capacity of five thousand kilowatts*, from any or all of the provisions of sections 40, 41 and 43.”

Clause 15: Subsection 51(1) at present reads as follows:

“**51.** (1) A company shall not charge any tolls except tolls specified in a tariff that has been filed with the Board and is in effect.”

Clause 16: New.

“**Article 14.** (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 49(1) :

“**49.** (1) L’Office peut rendre des ordonnances

a) qui exemptent

(i) les pipe-lines ou embranchements ou extensions de pipe-lines, qui n’excèdent en aucun cas une longueur de *vingt-cinq milles*, et”

(2). — Texte actuel de l’alinéa 49(1)b) :

“b) qui exemptent les lignes internationales de transmission de force motrice, ou toute partie de ces lignes, dont la *capacité maximum de transmission* n’excède en aucun cas *cinq mille kilowatts*, de l’une quelconque ou de la totalité des dispositions des articles 40, 41 et 43.”

Article 15. — Texte actuel du paragraphe 51(1) :

“**51.** (1) Une compagnie ne doit pas imposer de droits, sauf les droits que spécifie un tarif produit auprès de l’Office et en vigueur.”

Article 16. — Nouveau.

Interim tolls

52.2 Where the Board has made an interim order authorizing a company to charge tolls until a specified time or the happening of a specified event, the Board may, in any subsequent order, direct the company

(a) to refund, in a manner satisfactory to the Board, such part of the tolls charged by the company under the interim order as is in excess of the tolls determined by the Board to be just and reasonable, together with interest on the amount so refunded; or

(b) to recover in its tolls, in a manner satisfactory to the Board, the amount by which the tolls determined by the Board to be just and reasonable exceed the tolls charged by the company under the interim order, together with interest on the amount so recovered." 20

Droits provisoires

52.2 Lorsque l'Office a rendu une ordonnance provisoire autorisant une compagnie à imposer des droits pendant une période déterminée ou jusqu'à l'arrivée d'un événement déterminé, il peut, dans toute ordonnance postérieure, ordonner à la compagnie

a) de rembourser, d'une façon qui convient à l'Office, la partie des droits, imposés par la compagnie conformément à l'ordonnance provisoire, qui dépasse les droits dont il a par ailleurs reconnu le bien-fondé, ainsi que l'intérêt sur la somme remboursée; ou

b) de recouvrer au moyen des droits qu'elle impose, d'une façon qui convient à l'Office, la partie des droits, dont il a par ailleurs reconnu le bien-fondé, qui dépasse les droits imposés par la compagnie conformément à l'ordonnance provisoire, ainsi que l'intérêt sur la somme recouvrée..»

c. 27 (1st Supp.), s. 17

17. The heading preceding section 59 and section 59 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

c. 27 (1^{er} suppl.), art. 17

"Transmission, etc. of Oil or Gas"

Duty of pipeline company

59. (1) Subject to such exemptions, conditions or regulations as the Board may prescribe, a company operating a pipeline for the transmission of oil shall, according to its powers, without delay and with due care and diligence, receive, transport and deliver all oil offered for transmission by means of its pipeline.

Devoirs d'une compagnie de pipe-line

Orders re transmission of gas, etc.

(2) The Board may, by order, on such terms and conditions as it may specify in the order, require a company operating a pipeline for the transmission of gas to receive, transport and deliver gas offered by a person for transmission by means of the pipeline.

Ordonnances relatives à la transmission du gaz

Extension of facilities

(3) The Board may, if it considers it necessary or desirable to do so in the public interest, require a company operating a pipeline for the transmission of oil or for the transmission of gas to provide adequate and suitable facilities for the receiv-

17. L'article 59 de ladite loi et la rubrique qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

25

"Transmission, etc. du pétrole ou du gaz"

59. (1) Sous réserve des exceptions, conditions ou règlements que l'Office peut prescrire, une compagnie exploitant un pipe-line en vue de la transmission du pétrole doit, conformément à ses pouvoirs, sans délai et avec le soin et la diligence voulus, recevoir, transporter et livrer tout le pétrole offert pour transmission au moyen de son pipe-line.

(2) L'Office peut, par ordonnance et selon les modalités qui y sont énoncées, ordonner à une compagnie qui exploite un pipe-line pour la transmission du gaz de recevoir, transporter et livrer le gaz qu'une personne est disposée à acheminer par ce pipe-line.

Ordonnances relatives à la transmission du gaz

(3) L'Office peut, s'il l'estime nécessaire ou opportun dans l'intérêt public, exiger qu'une compagnie exploitant un pipe-line en vue de la transmission du pétrole ou du gaz fournit des facilités suffisantes et appropriées pour la réception, la transmis-

Extension des aménagements

Clause 17: The heading preceding section 59 and section 59 at present read as follows:

“Transmission of Oil

59. (1) Subject to such *exceptions*, conditions or regulations as the Board may prescribe or approve, a company operating a pipeline for the transmission of oil shall, according to its powers, without delay and with due care and diligence, receive, transport and deliver all oil offered for transmission by means of its pipeline.

(2) The Board may, if it considers it necessary or desirable to do so in the public interest, require a company operating a pipeline for the transmission of oil to provide adequate and suitable facilities for the receiving, transmission and delivering of all oil offered for transmission by means of its pipeline and adequate and suitable facilities for the storage of oil and the junction of its line with other facilities for the transmission of oil, if the Board finds that no undue burden will be placed upon the company thereby."

Article 17. — Texte actuel de la rubrique précédant l'article 59 et de l'article 59 :

«Transmission de pétrole

59. (1) Sous réserve des exceptions, conditions ou règlements que l'Office peut prescrire ou approuver, une compagnie exploitant un pipe-line pour la transmission du pétrole doit, en conformité de ses pouvoirs, sans délai et avec le soin et la diligence voulus, recevoir, transporter et livrer tout le pétrole offert pour transmission au moyen de son pipe-line.

(2) L'Office peut, s'il l'estime nécessaire ou opportun dans l'intérêt public, exiger qu'une compagnie exploitant un pipe-line en vue de la transmission du pétrole fournisse des facilités suffisantes et appropriées pour la réception, la transmission et la livraison de tout le pétrole offert pour transmission au moyen de son pipe-line, et des facilités suffisantes et appropriées pour l'emmagasinage du pétrole ainsi que le raccordement de sa canalisation à d'autres facilités de transmission de pétrole, si l'Office estime qu'il n'en résultera, pour la compagnie, aucun fardeau injustifié.»

ing, transmission and delivering of oil or gas, as the case may be, offered for transmission by means of its pipeline and adequate and suitable facilities for the storage of oil or gas and the junction of its pipeline with other facilities for the transmission of oil or the transmission of gas, if the Board finds that no undue burden will be placed upon the company thereby."

18. The heading preceding section 60 of 10 the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"Transmission and Sale of Gas"

19. Subsections 70(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

15
"70. (1) No person shall work or prospect for mines or minerals lying under a pipeline or any of the works connected therewith, or within forty metres therefrom, until leave therefor has been obtained from the Board.

Protection of pipeline from mining operations

Use of oil and gas

c. 27(Ist Supp.),
s. 23

Leave to excavate, etc.

Exception

Terms and conditions

(2) Notwithstanding subsection (1), leave from the Board is not required in the case of a well taking oil or gas from lands lying under a pipeline or any of the works connected therewith if the well is not drilled within forty metres of the pipeline."

20. Subsections 77(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

30
"(1.1) Subject to subsection (2), no person shall, except by leave of the Board, excavate the right of way of a pipeline or construct or place any structure on the right of way of a pipeline.

40
(2) The Board may make orders or regulations prescribing the circumstances or conditions under which leave need not be obtained for the purposes of subsections (1) and (1.1).

(3) On granting an application for leave under this section, the Board may impose

sion et la livraison de tout le pétrole ou le gaz, selon le cas, offert pour transmission au moyen de son pipe-line, et des facilités suffisantes et appropriées pour l'emmagasinage du pétrole ou du gaz ainsi que le raccordement de sa canalisation à d'autres facilités de transmission de pétrole ou de gaz, s'il estime qu'il n'en résultera, pour la compagnie, aucun fardeau injustifié.»

18. La rubrique qui précède l'article 60 de 10 ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"Transmission et vente du gaz"

19. Les paragraphes 70(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

15 Protection du pipe-line contre les opérations minières
"70. (1) Nul ne doit exploiter des mines ou minéraux gisant sous un pipe-line ou sous l'un des ouvrages qui en dépendent, ou se trouvant à une distance d'au plus quarante mètres dudit pipe-line ou ouvrage, ni prospector pour en trouver, avant d'avoir obtenu de l'Office une autorisation à cet effet.

25
(2) Nonobstant le paragraphe (1), l'autorisation de l'Office n'est pas requise dans le cas d'un puits prenant du pétrole ou du gaz dans des terrains situés sous un pipe-line ou l'un quelconque des ouvrages s'y rattachant si le puits n'est pas foré dans les quarante mètres du pipe-line.»

20. Les paragraphes 77(2) et (3) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

30 c. 27 (1^{er} suppl.), art. 23
"(1.1) Sous réserve du paragraphe (2), nul ne doit, sans l'autorisation de l'Office, excaver les terrains affectés à l'emprise d'un pipe-line ni y construire ou y placer une construction quelconque.

35
(2) L'Office peut rendre des ordonnances ou prendre des règlements prescrivant les circonstances ou les conditions dans lesquelles il n'est pas nécessaire d'obtenir le consentement prévu aux fins des paragraphes (1) et (1.1).

40
(3) L'Office peut assortir l'autorisation qu'il accorde conformément au présent

Utilisation du pétrole et du gaz

Autorisation d'excav., etc.

Exception

Modalités

the statute of limitations for the recovery of damages for damage to the gas or hydrocarbons.

(3) Any statute of limitations applicable to the recovery of damages for damage to the gas or hydrocarbons under section 108 shall be extended by one year for the recovery of damages for damage to the gas or hydrocarbons other than oil.

(4) Any statute of limitations applicable to the recovery of damages for damage to the gas or hydrocarbons

Clause 18: The heading preceding section 60 at present reads as follows:

“Transmission of Gas”

Clause 19: This amendment would substitute the word “metres” for the word “yards”.

— si ce sont les deux dernières années pour lesquelles il n'y a pas eu de concurrence dans le secteur.

— si l'Office a émis une ordonnance réglementant la tarification des services de transport et de stockage de gaz naturel ou de gaz naturel liquéfié dans un secteur où il n'y a pas de concurrence dans le secteur.

(3) tout permis d'hydrocarbures dans un secteur d'hydrocarbures où il n'y a pas de concurrence dans le secteur.

Article 18. — Texte actuel de la rubrique précédant l'article 60 :

“Transmission du gaz”

Article 19. — Substitution du mot «mètres» aux mots «yards (verges)».

Clause 20: This amendment would amend section 77 as follows:

(1) Saisie de la réglementation dans les cas suivants :
 (a) par le conseil régional pour la sécurité et la qualité de l'eau ;
 (b) par le conseil régional pour la sécurité et la qualité de l'eau ;
 (c) par le conseil régional pour la sécurité et la qualité de l'eau ;
 (d) à la demande d'un autre autorité compétente.

Clause 20: Subsections 77(2) and (3) at present read as follows:

“(2) The Board may issue orders or make regulations prescribing the circumstances or conditions in which leave need not be obtained for the purposes of subsection (1).

(3) Upon application for leave, the Board may grant the application in whole or in part and upon such terms and conditions as the Board considers proper.”

Article 20. — Texte actuel des paragraphes 77(2) et (3) :

“(2) L'Office peut rendre des ordonnances ou établir des règlements prescrivant les circonstances ou les conditions dans lesquelles il n'est pas nécessaire d'obtenir le consentement prévu aux fins du paragraphe (1).

(3) Lorsqu'il est saisi d'une telle demande d'autorisation, l'Office peut l'agrérer en totalité ou en partie et sous réserve de telles conditions qu'il peut juger opportunes.”

c. 27 (1st
Supp.), s. 26

such terms and conditions as it considers proper."

21. The heading preceding section 80.1 and section 80.1 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"PART VI"

EXPORTS AND IMPORTS

Oil, Gas and Power"

22. Section 81 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"81. Except as otherwise authorized by or under the regulations, no person shall export any oil, gas or power or import any oil or gas except under the authority of and in accordance with a licence issued under this Part."

23. Subsections 82(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

82. (1) Subject to the regulations, the Board may, on such terms and conditions as it may impose, issue licences

- (a) for the exportation of power, oil or gas; and
- (b) for the importation of oil or gas."

24. Section 83 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

83. On an application for a licence, the Board shall have regard to all considerations that appear to it to be relevant and, without limiting the generality of the foregoing, the Board shall

- (a) satisfy itself that the quantity of oil, gas or power to be exported does not exceed the surplus remaining after due allowance has been made for the reasonably foreseeable requirements for use in Canada having regard, in the case of an application to export oil or gas, to the trends in the discovery of oil or gas in Canada;

article des conditions qu'il estime indiquées.»

21. La rubrique qui précède l'article 80.1 et l'article 80.1 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

c. 27 (1^{er}
suppl.), art. 26
5

"PARTIE VI"

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

Pétrole, gaz et force motrice»

22. L'article 81 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"81. Sauf ce qui est autorisé sous le régime des règlements, une personne ne doit exporter du pétrole, du gaz ou de la force motrice, ou importer du pétrole ou du gaz, que sous l'autorité et en vertu d'une licence délivrée selon la présente Partie.»

Licence requise

23. Les paragraphes 82(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

82. (1) Sous réserve des règlements, l'Office peut délivrer des licences, aux conditions qu'il impose

- a) pour l'exportation de la force motrice, du pétrole ou du gaz; et
- b) pour l'importation du pétrole ou du gaz.»

Délivrance de licences

24. L'article 83 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c. 27 (1^{er}
suppl.), art. 28
25

83. Lorsqu'une demande de licence lui est présentée, l'Office doit tenir compte de toutes les considérations qui lui semblent pertinentes; il doit notamment

- a) s'assurer que la quantité de pétrole, de gaz ou de force motrice à exporter ne dépasse pas l'excédent après la déduction voulue pour les besoins d'utilisation raisonnablement prévisibles au Canada, eu égard, dans le cas d'une demande d'exportation de pétrole ou de gaz, à l'orientation de la découverte du pétrole ou du gaz au Canada;
- b) s'assurer que le prix devant être exigé par le requérant, pour de la force

Considération applicable à la délivrance de licences

(b) au sujet de la réglementation sur les hydrocarbures et le gaz naturel.

Clause 21: Section 80.1 reads as follows:

“**80.1** For the purposes of this Part,

“gas” means natural gas or any fluid hydrocarbon or any fluid mixture of hydrocarbons other than oil;

“oil” means

(a) any crude oil or other hydrocarbon or mixture of hydrocarbons that is or may be recovered in liquid or solid state from a natural reservoir,

(b) any hydrocarbon or mixture of hydrocarbons, either in a liquid or solid state, resulting from the processing or refining of crude oil or other hydrocarbon or mixture of hydrocarbons described in paragraph (a), and

(c) any natural gasoline or condensate resulting from the production, processing or refining of gas.”

Clause 22: This amendment would add the underlined words to section 81, which at present reads as follows:

“**81.** Except as provided in the regulations, no person shall export any gas or power or import any gas except under the authority of and in accordance with a licence issued under this Part.”

Clause 23: Subsections 82(1) and (2) at present read as follows:

“**82.** (1) Subject to the regulations, the Board may issue licences, upon such terms and conditions *as are prescribed by the regulations*,

(a) for the exportation of power or gas, and

(b) for the importation of gas.

(2) A licence issued under this Part may be restricted or limited as to area, quantity or time or as to class or kind of products.”

Clause 24: Section 83 at present reads as follows:

“**83.** Upon an application for a licence the Board shall have regard to all considerations that appear to it to be relevant and, without limiting the generality of the foregoing, the Board shall satisfy itself that

(a) the quantity of gas or power to be exported does not exceed the surplus remaining after due allowance has been made for the reasonably foreseeable requirements for use in Canada having regard, in the case of an application to export gas, to the trends in the discovery of gas in Canada; and

(b) the price to be charged by an applicant for gas or power exported by him is just and reasonable in relation to the public interest.”

Article 21. — Texte actuel de l’article 80.1 :

“**80.1** Aux fins de la présente Partie

“gaz» signifie le gaz naturel ou tout hydrocarbure fluide ou tout mélange fluide d’hydrocarbures autres que le pétrole;

«pétrole» signifie

a) tout pétrole brut ou autre hydrocarbure ou mélange d’hydrocarbures qui est ou peut être récupéré à l’état liquide ou à l’état solide d’un réservoir naturel,

b) tout hydrocarbure ou mélange d’hydrocarbures, soit à l’état liquide soit à l’état solide, résultant du traitement ou du raffinage du pétrole brut ou d’un autre hydrocarbure ou mélange d’hydrocarbures décrits à l’alinéa a), et

c) toute essence naturelle ou tout condensat résultant de la production, du traitement ou du raffinage du gaz.”

Article 22. — Adjonction des passages soulignés à l’article 81.

Texte actuel de cet article :

“**81.** Sauf ce que prévoient les règlements, une personne ne doit exporter du gaz ou de la force motrice, ou importer du gaz, que sous l’autorité et conformément à une licence délivrée selon la présente Partie.”

Article 23. — Texte actuel des paragraphes 82(1) et (2) :

“**82.** (1) Sous réserve des règlements, l’Office peut délivrer des licences, aux conditions que prescrivent les règlements,

a) pour l’exportation de la force motrice ou du gaz, et

b) pour l’importation du gaz.

(2) Une licence délivrée selon la présente Partie peut être restreinte ou limitée à l’égard de la région, de la quantité ou de l’époque ou relativement à la catégorie ou nature des produits.”

Article 24. — Texte actuel de l’article 83 :

“**83.** Lorsqu’une demande de licence lui est présentée, l’Office doit tenir compte de toutes les considérations qui lui semblent pertinentes et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, l’Office doit s’assurer

a) que la quantité de gaz ou de force motrice à exporter ne dépasse pas l’excédent après la déduction voulue pour les besoins d’utilisation raisonnablement prévisibles au Canada, eu égard, dans le cas d’une demande d’exportation de gaz, à l’orientation de la découverte du gaz au Canada; et

b) que le prix devant être exigé par l’auteur de la demande, pour du gaz ou de la force motrice par lui exportés, est juste et raisonnable en fonction de l’intérêt public.”

(b) satisfy itself that the price to be charged by an applicant for power exported by him is just and reasonable in relation to the public interest; and

(c) where oil or gas is to be exported and subsequently imported or where oil or gas is to be imported, have regard to the equitable distribution of oil or gas, as the case may be, in Canada."

c. 27 (1st Supp.), s. 29

25. Subsections 84(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Revocation and suspension of licences

"**84.** (1) Subject to subsection (2) and the regulations, the Board may by order, with the approval of the Governor in Council, revoke or suspend a licence if

(a) any term or condition thereof has not been complied with or has been contravened; or

(b) in the opinion of the Board, the public convenience and necessity so requires.

Notice to licence holder

(2) No order shall be made under subsection (1) unless the Board has, in a notice sent to the holder of the licence, advised him of

(a) the term or condition of the licence that it is alleged has not been complied with or has been contravened, or

(b) the reasons upon which the opinion of the Board referred to in paragraph (1)(b) is based,

as the case may be, and the Board has afforded the holder a reasonable opportunity to be heard."

35

26. (1) Paragraphs 85(b) to (e) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(b) the duration of licences, not exceeding twenty-five years, from a date to be fixed in the licence, the approval required in respect of the issue of licences, the quantities that may be exported or imported under licences and any other terms and conditions to which licences may be subject;

motrice par lui exportée, est juste et raisonnable en fonction de l'intérêt public; et

c) lorsque du pétrole ou du gaz doit être importé ou qu'il doit être exporté et par la suite importé, l'Office doit tenir compte de la distribution équitable du pétrole ou du gaz, selon le cas, au Canada.»

5

25. Les paragraphes 84(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Révocation et suspension des licences

"**84.** (1) Sous réserve du paragraphe (2) et des règlements, l'Office peut, au moyen d'une ordonnance, avec l'approbation du gouverneur en conseil, révoquer ou suspendre une licence si

a) l'une quelconque de ses modalités ou conditions n'a pas été observée ou a été enfreinte; ou

b) s'il estime que la commodité et la nécessité publiques le requièrent.

Avis au titulaire de la licence

(2) Aucune ordonnance ne doit être rendue aux termes du paragraphe (1) à moins que l'Office n'ait adressé un avis au titulaire de la licence

25

a) de la prétendue inobservation ou infraction, ou

b) des motifs sur lesquels se fonde l'opinion de l'Office visée à l'alinéa (1)b),

selon le cas, et que l'Office ne lui ait donné une occasion convenable de se faire entendre.»

30

26. (1) Les alinéas 85b) à e) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"b) la durée des licences, d'au plus vingt-cinq ans à compter d'une date qui sera fixée dans la licence, l'approbation requise pour la délivrance des licences, les quantités exportables ou importables en vertu de licences et toutes autres modalités et conditions auxquelles elles peuvent être assujetties;

40

and the regulations, and the Board may, subject to the regulations, revoke or suspend a licence if any term or condition thereof has not been complied with or has been violated.

Clause 25: Subsections 84(1) and (2) at present read as follows:

“**84.** (1) Subject to subsection (2) and the regulations, the Board may by order, with the approval of the Governor in Council, revoke or suspend a licence if any term or condition thereof has not been complied with or has been violated.

(2) No order shall be made under subsection (1) unless *notice of the alleged non-compliance or violation has been given to the holder of the licence and the Board has afforded him an opportunity to be heard.*”

(2) New subsection 84(2) to be substituted for subsection 84(2) is as follows:

“**84.** (1) Sous réserve du paragraphe (2) et des règlements, l’Office peut, au moyen d’une ordonnance, avec l’approbation du gouverneur en conseil, révoquer ou suspendre une licence si l’une quelconque de ses modalités ou conditions n’a pas été observée ou a été enfreinte.

(2) Aucune ordonnance ne doit être rendue aux termes du paragraphe (1) à moins qu’un avis de la prétenue inobservation ou infraction n’ait été donné au titulaire de la licence et que l’Office ne lui ait *fourni l’occasion de se faire entendre.*”

Clause 27: To add new subsection 85(1) to Part II, amending for offence of violation by order, notice and opportunity for enforcement provisions.

The heading preceding section 85 at present reads as follows:

Clause 26: (1) The relevant portion of section 85 at present reads as follows:

“**85.** The Governor in Council may make regulations for carrying into effect the purposes and provisions of this Part and, without restricting the generality of the foregoing, make regulations respecting

(b) the duration of licences, not exceeding twenty-five years, from a date to be fixed in the licence, the quantities that may be exported or imported under licences and any other terms or conditions to which licences may be subject;

(c) units of measurement and measuring instruments or devices to be used in connection with the exportation of gas or power or the importation of gas;

Article 25. — Texte actuel des paragraphes 84(1) et (2) :

“**84.** (1) Sous réserve du paragraphe (2) et des règlements, l’Office peut, au moyen d’une ordonnance, avec l’approbation du gouverneur en conseil, révoquer ou suspendre une licence si l’une quelconque de ses modalités ou conditions n’a pas été observée ou a été enfreinte.

(2) Aucune ordonnance ne doit être rendue aux termes du paragraphe (1) à moins qu’un avis de la prétenue inobservation ou infraction n’ait été donné au titulaire de la licence et que l’Office ne lui ait *fourni l’occasion de se faire entendre.*”

Article 26, (1). — Texte actuel du passage visé de l’article 85 :

“**85.** Le gouverneur en conseil peut édicter des règlements pour l’accomplissement des fins et dispositions de la présente Partie et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, il peut en établir en ce qui regarde

b) la durée des licences, d’au plus vingt-cinq ans à compter d’une date qui sera fixée dans la licence, les quantités exportables ou importables en vertu de licences et toutes autres modalités ou conditions auxquelles elles peuvent être assujetties;

c) les unités de mesure et les instruments ou appareils de mesure employables quant à l’exportation du gaz ou de la force motrice ou à l’importation du gaz;

(c) units of measurement and measuring instruments or devices to be used in connection with the exportation of oil, gas or power or the importation of oil or gas;

(d) the inspection of any instruments, devices, plant, equipment, books, records or accounts or any other thing used for or in connection with the exportation of oil, gas or power or the importation of oil or gas;

(e) the immediate disposition of oil or gas seized by an officer referred to in section 86.1; and

(f) the circumstances in which and the terms and conditions subject to which the Board may make orders authorizing the exportation of oil, gas or power or the importation of oil or gas."

5

c) les unités de mesure et les instruments ou appareils de mesure qu'on doit utiliser relativement à l'exportation du pétrole, du gaz ou de la force motrice ou à l'importation du pétrole ou du gaz;

d) l'inspection de tous instruments, appareils, usines, matériel, livres, registres ou comptes ou de toute autre chose servant ou se rattachant à l'exportation du pétrole, du gaz ou de la force motrice ou à l'importation du pétrole ou du gaz;

e) la disposition immédiate du pétrole ou du gaz saisi par un préposé visé à l'article 86.1; et

f) les circonstances dans lesquelles l'Office peut rendre des ordonnances autorisant l'exportation du pétrole, du gaz ou de la force motrice ou l'importation du pétrole ou du gaz et les modalités dont des ordonnances peuvent être assorties.»

5

10

20

(2) Section 85 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Regulations re price

"(2) The Governor in Council may make regulations prescribing, in respect of oil or gas the export of which is authorized under this Part or any quality, kind or class of such oil or gas or type of service in relation thereto, the price at which such oil or gas shall be sold or the range of prices within which it shall be sold."

30

Règlements concernant le prix

27. The heading preceding section 86 and section 86 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"Offences and Enforcement"

Offence and punishment

86. (1) Every person who contravenes any of the provisions of this Part or the regulations made under this Part is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or

(2) L'article 85 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

"(2) Le gouverneur en conseil peut fixer par règlement, relativement au pétrole ou au gaz dont l'exportation est autorisée en vertu de la présente Partie ou à toute quantité, variété ou catégorie de ce pétrole ou de ce gaz , et relativement à tout genre de service qui s'y rapporte, soit le prix, soit l'échelle des prix applicables à la vente desdits gaz ou pétrole.»

Règlements concernant le prix

27. L'article 86 de ladite loi et la rubrique qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"Infractions et application"

86. (1) Quiconque contrevient à l'une des dispositions de la présente Partie ou de ses règlements d'application est coupable d'une infraction et passible,

a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal d'un an ou de l'une de ces peines; ou

b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une

Infractions et peines

peines

40

45

(d) the inspection of any instruments, devices, plant, equipment, books, records or accounts or any other thing used for or in connection with the exportation of gas or power or the importation of gas; and

(e) reports or other information to be supplied by persons to whom licences have been issued and any other matter associated with their use."

d) l'inspection de tous instruments, appareils, *installations*, matériel, livres, registres ou comptes ou de toute autre chose servant ou se rattachant à l'exportation du gaz ou de la force motrice ou à l'importation du gaz; et

e) les rapports ou autres renseignements que doivent fournir les personnes auxquelles des licences ont été délivrées, et toute autre matière liée à leur usage.»

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 27: This amendment would increase the punishment for offences provided for in section 86 and add enforcement provisions.

The heading preceding section 86 and section 86 at present read as follows:

"Penalties

86. (1) Every person who violates any of the provisions of this Part or the regulations made under this Part is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) Every person who violates section 81 is guilty of a separate offence for each day on which such violation takes place."

Article 27. — Imposition de peines plus sévères à l'article 86 et introduction de dispositions visant l'application de la loi.

Texte actuel de l'article 86 et de la rubrique qui le précède :

"Peines

86. (1) Toute personne qui viole l'une quelconque des dispositions de la présente Partie ou des règlements établis sous son régime, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(2) Toute personne qui viole l'article 81 est coupable d'une infraction distincte pour chaque jour où cette violation se produit.»

to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Officers, etc., of corporation

(2) Where a corporation commits an offence under this Part, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted. 5

Proof of offence

(3) In any prosecution for an offence under this Part, it is sufficient proof of the offence to show that it was committed by 15 an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his 20 knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.

Continuing offence

(4) Where an offence under this Part is committed on more than one day, it shall 25 be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

Limitation

(5) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under 30 this Part may be instituted at any time within but not after one year after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Powers of certain officers

86.1 An officer as defined in the *Customs Act* has, in respect of the exportation or importation of oil or gas, all the powers of an officer under the *Customs Act* and, except to the extent that they are inconsistent with any regulations made under 40 this Part relating to the immediate disposition of oil or gas seized, the provisions of that Act and any regulations made thereunder respecting search, detention, seizure, forfeiture, condemnation and disposition 45 apply, with such modifications as the circumstances require, to oil or gas tendered for export or import or exported or import-

amende maximale de un million de dollars et d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou de l'une de ces peines.

(2) En cas de perpétration par une société d'une infraction à la présente Partie, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé sont parties à l'infraction, en sont coupables et sont passibles de la peine prévue, 10 que la société ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable. 5

Dirigeants, etc.
de sociétés

(3) Dans les poursuites pour infraction à la présente Partie, il suffit, pour établir l'infraction, de prouver qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'accusé, que cet employé ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que l'infraction a été perpétrée à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher. 15 20

Preuve de l'infraction

(4) Il est compté une infraction distincte à la présente Partie pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction. 25

Infractions continues

(5) Les poursuites par voie de déclaration sommaire de culpabilité visant une infraction à la présente Partie se prescrivent par un an à compter de sa 30 perpétration.

Prescription

86.1 Le préposé au sens de la définition de cette expression dans la *Loi sur les douanes* dispose, en matière d'importation ou d'exportation du pétrole ou du gaz, de 35 tous les pouvoirs des préposés au sens de la *Loi sur les douanes*; sauf dans la mesure de leur incompatibilité avec les règlements pris en vertu de la présente Partie sur la disposition immédiate du pétrole ou du gaz 40 saisi, les dispositions de cette loi et de ses règlements d'application en matière de perquisition, de détention, de saisie, de confiscation, de condamnation et de disposition s'appliquent, compte tenu des adap- 45

Pouvoirs de certains préposés

ed or otherwise dealt with contrary to this Part."

28. The heading preceding section 87 and section 87 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"PART VI.1

INTERPROVINCIAL OIL AND GAS TRADE

Interpretation

Definitions

"movement"

"offshore area"

87. In this Part,

"movement", in respect of oil or gas, excludes an export thereof;

"offshore area" means Sable Island or any area of land not within a province that belongs to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has the right to dispose of or exploit the natural resources and that is situated in those submarine areas adjacent to the coast of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is greater.

Control by Board

Direction to Board

87.1 (1) The Governor in Council may by order direct that the Board assume supervision and control of the movement of oil or gas, or both, or any quality or kind thereof (hereinafter in this Part called "designated oil or gas") out of a province or the offshore area or both (hereinafter in this Part called the "designated province or area").

tations de circonstance, au pétrole et au gaz importé ou exporté ou offert à l'importation ou à l'exportation ou dont il est autrement disposé en contravention de la présente Partie.»

5

28. L'article 87 de ladite loi et la rubrique qui le précède sont abrogés et remplacés par

5 ce qui suit :

"PARTIE VI.1

MARCHÉ INTERPROVINCIAL DU PÉTROLE ET DU GAZ

Définitions

87. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente Partie.

"acheminement" du pétrole ou du gaz, exclut leur exportation.

"endroit au large des côtes" désigne l'Île de Sable ou toute étendue de terre, hors des limites d'une province, qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou dont cette dernière peut exploiter les ressources naturelles ou en disposer et qui est situé dans les zones sous-marines adjacentes à la côte canadienne, s'étendant au prolongement naturel du territoire terrestre canadien jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale si le rebord de la marge continentale se trouve à une distance inférieure.

Contrôle exercé par l'Office

Définitions

10

"acheminement"

«endroit au large des côtes»

87.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner à l'Office d'exercer la surveillance et le contrôle de l'acheminement du pétrole ou du gaz, ou de l'un et l'autre, ou de toute qualité ou variété de pétrole ou de gaz (ci-après appelés dans la présente Partie «le pétrole ou le gaz désignés») à l'extérieur d'une province ou d'un endroit au large des côtes, ou l'un et l'autre, (ci-après appelés dans la présente Partie «la province ou l'endroit désignés»).

Ordre donné à l'Office

Clause 28: This amendment would enact a new Part VI.1 in the place of the spent provisions of section 87. Section 87 previously provided for a proclamation extending the provisions of the Act to oil.

Article 28. — Donne effet à une nouvelle partie VI.1 en remplacement des dispositions périmées de l'article 87. L'article 87 prévoit actuellement qu'une proclamation peut rendre la loi applicable au pétrole.

Licence required

(2) Where an order has been made under subsection (1) and while it remains in force, no person shall, except as otherwise authorized by the regulations, move designated oil or gas out of the designated province or area except under the authority of and in accordance with a licence issued under this Part.

Licence requise

Issue of licences

87.2 (1) Subject to the regulations, the Board may, on such terms and conditions as it may impose, issue a licence to any person permitting the movement of designated oil or gas out of the designated province or area.

Délivrance des licences

Compliance

(2) Every licence is subject to the conditions that

(2) Aussi longtemps que reste en vigueur le décret visé au paragraphe (1), personne ne doit, sans y être autorisé par les règlements, acheminer du pétrole ou du gaz désignés à l'extérieur de la province ou de l'endroit désignés si ce n'est en vertu et en conformité d'une licence délivrée selon la présente Partie.

5

- (a) the provisions of this Act and the regulations in force on the date of issue of the licence and as subsequently enacted, made or amended, as well as every order made under this Act, will be complied with; and
- (b) the provisions of the *Petroleum Administration Act* and the regulations, if any, made thereunder applicable to the designated oil or gas in respect of which the licence is issued will be complied with.

Délivrance des licences

87.2 (1) Sous réserve des règlements l'Office peut, selon les modalités qu'il peut imposer, délivrer à toute personne une licence autorisant l'acheminement du pétrole ou du gaz désignés à l'extérieur de la province ou de l'endroit désignés.

Observation

Considerations applicable to issue of licences

87.3 (1) On an application for a licence, the Board shall have regard to all considerations that appear to it to be relevant including, without limiting the generality of the foregoing, the equitable distribution of designated oil or gas in Canada.

Considérations applicables à la délivrance d'une licence

Revocation and suspension of licences

(2) Section 84 applies in respect of a licence issued under this Part.

87.3 (1) Lorsqu'une demande de licence lui est présentée, l'Office doit tenir compte de toutes les considérations qui lui semblent pertinentes, notamment, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, la distribution équitable au Canada du pétrole et du gaz désignés.

30

Regulations

87.4 The Governor in Council may make regulations for carrying into effect the purposes and provisions of this Part and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations respecting

(2) L'article 84 s'applique aux licences délivrées en vertu de la présente Partie.

Révocation et suspension des licences

Regulations

87.4 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour l'application de la présente Partie et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, il peut prendre des règlements concernant

Règlements

- a) les renseignements exigés à l'égard des demandes de licences et les formalités

45

- (a) the information to be furnished by applicants for licences and the procedure to be followed in applying for licences and in issuing licences; 5
- (b) the duration of licences from a date to be fixed in the licence, the quantities that may be moved out of the designated province or area under the authority of a licence, and any other terms or conditions to which licences may be subject; 10
- (c) units of measurement and measuring instruments or devices to be used in connection with the movement of designated oil or gas out of the designated province or area; and 15
- (d) the inspection of any instruments, devices, plant, equipment, books, records or accounts or any other thing used for or in connection with the movement of designated oil or gas out of the designated province or area. 20

Offences and Enforcement

Offence and punishment

87.5 (1) Every person who contravenes any of the provisions of this Part or the regulations made under this Part is guilty of an offence and is liable 25

- (a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or
 (b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

(2) The provisions of subsections 86(2) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an offence under this Part.”

29. Paragraph 88(1)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 40

- “(d) requiring
 (i) companies that have been authorized under Part III to construct or operate a pipe-line,

- tés applicables aux demandes et à la délivrance de ces licences;
 b) la durée des licences, à compter d'une date qui sera fixée dans la licence, les quantités acheminables à l'extérieur de la province ou de l'endroit désignés en vertu d'une licence et les autres modalités ou conditions auxquelles les licences peuvent être assujetties;
 c) les unités de mesure et les instruments ou appareils de mesure à utiliser relativement à l'acheminement du pétrole ou du gaz désignés à l'extérieur de la province ou de l'endroit désignés; et 15
 d) l'inspection de tous instruments, appareils, usines, matériel, livres, registres ou comptes ou de toute autre chose servant ou se rattachant à l'acheminement du pétrole ou du gaz désignés à l'extérieur de la province ou de l'endroit désignés. 20

Infractions et application

Infraction et peine

87.5 (1) Quiconque contrevient aux dispositions de la présente Partie ou de ses règlements d'application est coupable d'une infraction et passible, 25

- a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus cent mille dollars et d'un emprisonnement d'au plus un an, ou de l'une de ces peines; ou 30
 b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une amende d'au plus un million de dollars et d'un emprisonnement d'au plus cinq ans, ou de l'une de ces peines. 35

(2) Les dispositions des paragraphes 86(2) à (5) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux infractions visées par la présente Partie.”

Application des dispositions de l'article 86

29. L'alinéa 88(1)d) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- “d) exigeant
 (i) que les compagnies autorisées sous le régime de la Partie III à construire ou à exploiter un pipe-line, 45

Clause 29: The relevant portion of subsection 88(1) at present reads as follows:

"88. (1) The Board may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

(d) requiring companies and persons exporting gas or power or importing gas to furnish returns and information respecting capital, traffic, revenues, expenses and such other information as may be required for the purposes of this Act."

Article 29. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 88(1) :

«88. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, l'Office peut établir des règlements

d) exigeant que les compagnies et les personnes exportant du gaz ou de la force motrice, ou important du gaz, fournissent des déclarations et des renseignements sur le capital, le mouvement, les revenus, les dépenses de même que les autres renseignements qui peuvent être requis aux fins de la présente loi.

(ii) persons exporting oil, gas or power or importing oil or gas, and
 (iii) persons holding a licence under Part VI or VI.1,

to keep and make available to the Board 5 for inspection by the Board or a person authorized by the Board at a place of business in Canada such records, books of account and other documents in such form as may be prescribed by the regulations and submit to the Board, at such times and in such form as may be so prescribed, returns and information respecting capital, traffic, revenues, expenses and other matters so prescribed and deemed by the Board to be matters that should be considered by it in carrying out its powers and duties under this Act in relation to those companies and persons." 20

30. Sections 89 and 90 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"**89.** (1) The Governor in Council may make regulations for carrying the purposes 25 and provisions of this Act into effect and may, by such regulations,

- (a) designate any product resulting from the processing or refining of oil or coal as an oil product; and 30
- (b) designate any product resulting from the processing of gas as a gas product.

(2) The Governor in Council may by regulation exempt any oil or gas or any 35 kind, quality or class thereof or any area or transaction from the operation of all or any of the provisions of this Act.

Status of Act

90. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada and in right of any 40 province.

General regulations

Exemptions

Her Majesty bound

(ii) que les personnes exportant du pétrole, du gaz ou de la force motrice ou important du pétrole ou du gaz, et
 (iii) que les personnes titulaires d'une licence aux termes de la Partie VI ou VI.1 5

tiennent et mettent à la disposition de l'Office, aux fins d'examen par ce dernier ou son mandataire, à un bureau d'affaires au Canada, des registres, 10 livres de comptes et autres documents réglementaires en la forme prévue aux règlements, et qu'elles soumettent à l'Office, au moment et en la forme prévue aux règlements, des déclarations 15 et des renseignements sur le capital, le mouvement, les revenus, les dépenses et autres sujets déterminés par règlement dont l'Office estime qu'il doit tenir compte dans l'exercice des pouvoirs et 20 fonctions que lui accorde ou lui impose la présente loi relativement à ces compagnies et ces personnes.»

30. Les articles 89 et 90 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 25

"**89.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure utile à la mise en œuvre de la présente loi, notamment:

- a) qualifier de produit pétrolier tout 30 produit obtenu par le traitement ou le raffinage du pétrole ou du charbon;
- b) qualifier de produit gazeux tout produit obtenu par le traitement du gaz.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par 35 Exemption règlement, exempter de l'application de l'ensemble ou d'une partie de la présente loi une région ou une opération données et tout pétrole ou gaz ou toute variété, qualité ou catégorie de pétrole ou de gaz. 40

Règlements généraux

Obligation de Sa Majesté

90. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province. 40

Obligation de Sa Majesté

the Parliament, upon recommendation,
and by a vote of the members present.

Amendment proposed in Committee at L. 68
 Proposed amendment to Article 89 adds
 the following words after the word
 "any" and before the word "or":
 "or such other person or corporation as may
 be authorized by law to do business with
 the corporation, and if so authorized
 by the Minister concerned, the Minister
 may require such other person or corporation
 to furnish such information as may be
 necessary for the purpose of carrying out
 the objects of this Act." The Minister
 may also require such other person or
 corporation to furnish such information
 as may be necessary for the purpose of
 carrying out the objects of this Act.

Clause 30: The amendment to section 89 would add the underlined and sidelonged words. Section 90 at present reads as follows:

"90. Her Majesty is bound by this Act."

Proposed amendment to Article 90

Amendment proposed in Committee at L. 68
 Proposed amendment to Article 90 adds
 the following words after the word
 "any" and before the word "or":
 "or such other person or corporation as may be
 authorized by law to do business with
 the corporation, and if so authorized
 by the Minister concerned, the Minister
 may require such other person or corporation
 to furnish such information as may be
 necessary for the purpose of carrying out
 the objects of this Act." The Minister
 may also require such other person or
 corporation to furnish such information
 as may be necessary for the purpose of
 carrying out the objects of this Act.

Article 30. — Adjonction des passages soulignés et marqués d'un trait vertical en vertu de la modification de l'article 89.

Texte actuel de l'article 90 :

«90. La présente loi lie Sa Majesté.»

Extension to Interprovincial Power Facilities

Extension by order

90.1 The Governor in Council may by order designate any facility that is to be constructed and operated for the purpose of transmitting power from a place in a province to a place in Canada outside that province as a facility to which the provisions of sections 20, 40 to 45, subsection 46(1) and sections 47 to 49 shall apply and, where any such designation is made, those provisions shall apply in respect of 10 the designated facility and the expression "international power line" wherever it appears in any of those provisions shall in each case be read as including a reference to the designated facility." 15

Coming into force

31. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Application aux installations interprovinciales de force motrice

Application par décret

90.1 Le gouverneur en conseil peut prévoir par décret l'application des dispositions des articles 20, 40 à 45, 47 à 49 et du paragraphe 46(1) à toute installation qui doit être construite et exploitée aux fins de 5 transmission de la force motrice d'un endroit situé dans une province à un autre endroit au Canada situé à l'extérieur de cette province; en tel cas, ces dispositions s'appliquent à l'installation visée par le 10 décret et l'expression «ligne internationale de transmission de force motrice», partout où elle se trouve dans ces dispositions, s'entend de cette installation.» 15

31. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation. 15 Entrée en vigueur

C-109

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-109

An Act to provide for payments to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation

First reading, April 27, 1982

THE MINISTER OF CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS

C-109

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-109

Loi d'aide financière touchant les habitations isolées à la mousse d'urée-formol

Première lecture le 27 avril 1982

LE MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-109

An Act to provide for payments to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Urea Formaldehyde Insulation Act*. 5

INTERPRETATION

Definition of "Minister"

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Consumer and Corporate Affairs.

PAYMENTS

Application for payment

3. On application to the Minister by a person who provides evidence in the form and manner prescribed by the regulations that he is, pursuant to the regulations, qualified to receive a payment in respect of a dwelling insulated with urea formaldehyde foam insulation, the Minister may, subject to the regulations, make a payment to the person of an amount not exceeding such amount as is prescribed by the regulations. 10

Powers of Minister

4. The Minister may conduct such training programs and provide such inspection, testing, advisory and auditing services as he deems necessary to carry out the provisions of this Act and may 20

GENERAL

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-109

Loi d'aide financière touchant les habitations isolées à la mousse d'urée-formol

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur l'isolation à l'urée-formol.*

Titre abrégé

DÉFINITION

2. Dans la présente loi, «Ministre» s'entend du ministre de la Consommation et des Corporations. 5 Définition de «Ministre»

AIDE FINANCIÈRE

3. Le Ministre, sur demande de la personne qui établit, selon les modalités réglementaires, qu'elle est admissible, aux termes des règlements, à une aide financière pour une habitation isolée à la mousse d'urée-formol, peut lui verser, sous réserve des règlements, un montant qui ne dépasse pas le montant maximal prévu par les règlements. 10 15

Demande d'aide

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4. Le Ministre peut mettre en œuvre les programmes de formation et fournir les services d'inspection, d'analyse, de consultation et de vérification qu'il estime nécessaires à l'application de la présente loi; il peut aussi : 20

Pouvoirs du Ministre

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to provide for payments to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation".

RECOMMENDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi d'aide financière touchant les habitations isolées à la mousse d'urée-formol».

THE HOUSE OF COMMONS

That the Governor General be requested to appropriate to the sum of \$1,000,000, or so much thereof as may be necessary, to be expended by the Minister of National Health and Welfare in respect of the amounts of money paid to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation.

That the Governor General be requested to appropriate to the sum of \$1,000,000, or so much thereof as may be necessary, to be expended by the Minister of National Health and Welfare in respect of the amounts of money paid to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation.

The Minister of State (Finance), The Hon.

THE MINISTER OF STATE (FINANCE)

That the Governor General be requested to appropriate to the sum of \$1,000,000, or so much thereof as may be necessary, to be expended by the Minister of National Health and Welfare in respect of the amounts of money paid to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation.

That the Governor General be requested to appropriate to the sum of \$1,000,000, or so much thereof as may be necessary, to be expended by the Minister of National Health and Welfare in respect of the amounts of money paid to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation.

That the Governor General be requested to appropriate to the sum of \$1,000,000, or so much thereof as may be necessary, to be expended by the Minister of National Health and Welfare in respect of the amounts of money paid to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation.

That the Governor General be requested to appropriate to the sum of \$1,000,000, or so much thereof as may be necessary, to be expended by the Minister of National Health and Welfare in respect of the amounts of money paid to persons in respect of dwellings insulated with urea formaldehyde foam insulation.

Payment
exempt from
income tax

Payment not
bar to
proceedings

Regulations

Moneys

Idem

Coming into
force

(a) enter into agreements with persons authorizing them to carry out on behalf of the Minister such programs and services; and

(b) authorize the payment of the fees, costs and expenses of such persons in carrying out such programs and services.

5. An amount paid to a person under section 3 is exempt from income tax under the *Income Tax Act*.

6. Notwithstanding anything in any other Act of Parliament, a payment or eligibility for a payment under section 3 shall not constitute a bar to any proceedings against Her Majesty in right of Canada in respect of urea formaldehyde foam insulation.

7. The Governor in Council may make regulations prescribing anything that by this Act is to be prescribed and providing for all other matters and things deemed necessary to carry out the provisions of this Act.

8. (1) In respect of the period between the date this Act comes into force and December 31, 1982, there is hereby appropriated for the purposes of this Act, fifty-five million dollars to be paid out of the Consolidated Revenue Fund from time to time as required.

(2) Additional sums required for the purposes of this Act shall be paid out of moneys appropriated by Parliament for the purpose.

9. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

a) sous-traiter l'exécution de ces programmes ou la fourniture de ces services;
b) autoriser le paiement des rémunérations et indemnités correspondantes.

5. Les aides financières reçues au titre de l'article 3 ne sont pas assujetties à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. 5 Dérogation

6. Par dérogation à toute autre loi du Parlement, l'attribution d'aides financières au titre de l'article 3 ou le droit à ces aides sont inopposables aux actions intentées contre Sa Majesté du chef du Canada en matière d'isolation à la mousse d'urée-formol. Inopposabilité

7. Le gouverneur en conseil peut procéder à toute mesure à prendre par règlement aux termes de la présente loi et prendre par règlement toute autre mesure qu'il estime nécessaire à l'exécution de la présente loi. 15 Règlements

8. (1) Est affecté à l'application de la présente loi, pour la période s'étendant de sa date d'entrée en vigueur au 31 décembre 1982, un crédit de cinquante-cinq millions de dollars à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins. 20 Crédits

(2) Les fonds supplémentaires nécessaires à l'application de la présente loi sont prélevés sur les crédits affectés à cette fin par le Parlement. 25 Idem

9. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation. 30 Entrée en vigueur

C-110

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-110

An Act to amend the Export Development Act

First reading, April 30, 1982

C-110

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-110

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations

Première lecture le 30 avril 1982

THE MINISTER OF STATE (INTERNATIONAL TRADE)

LE MINISTRE D'ÉTAT (COMMERCE INTERNATIONAL)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-110

An Act to amend the Export Development
Act

R.S., c.E-18;
c.8(2nd Supp.);
1970-71-72, cc.
43, 63;
1973-74, c.13;
1974-75-76,
c.17; 1976-77,
cc. 17, 28, 34;
1977-78, c.38;
1980-81-82,
c.47

c.8(2nd Supp.)
s.1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Corporation established

1. Sections 3 and 4 of the *Export Development Act* are repealed and the following substituted therefor:

"3. A corporation is hereby established to be known as the Export Development Corporation, consisting of a Board of Directors composed of a Chairman and fourteen other directors, to be appointed by the Governor in Council as provided in section 4.

Appointment of Chairman

4. (1) The Chairman shall be appointed by the Governor in Council from among 15 persons employed in the public service of Canada.

Appointments during pleasure

(1) The Chairman and any other director who is appointed from among persons employed in the public service of Canada shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure and any director appointed from among persons not so employed shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for a term not exceeding five years.

S.R., c.E-18;
c.8(2^e suppl.);
1970-71-72,
c.43, 63;
1973-74, c.13;
1974-75-76,
c.17; 1976-77,
c.17, 28, 34;
1977-78, c.38;
1980-81-82,
c.47

c.8 (2^e suppl.),
art. 1

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. Les articles 3 et 4 de la *Loi sur l'expansion des exportations* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

3. Est par les présentes créée une corporation appelée la Société pour l'expansion des exportations formée d'un conseil d'administration de quinze administrateurs, dont le président du Conseil, nommés par le gouverneur en conseil conformément à l'article 4.

4. (1) Le président du Conseil, nommé par le gouverneur en conseil, est choisi 15 parmi les employés de la fonction publique du Canada.

(2) Le président du Conseil ainsi que les administrateurs qui sont choisis parmi les employés de la fonction publique du Canada sont nommés par le gouverneur en conseil à titre amovible et les autres administrateurs sont nommés par le gouverneur en conseil à titre amovible pour un mandat d'au plus cinq ans.

Création de la Société

Président du Conseil

Nomination à titre amovible

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and amounts and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act to amend the Export Development Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière, selon les montants prescrits et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: This amendment would

- (a) increase the number of members of the Board of Directors from twelve to fifteen;
- (b) remove the requirement that six directors other than the Chairman are to be appointed from among persons employed in the public service of Canada;
- (c) remove certain other limitations with respect to appointment of directors from among persons not employed in the public service of Canada; and
- (d) remove the age limit of seventy years on the terms of office of directors.

Sections 3 and 4 at present read as follows:

"3. A corporation is hereby established to be known as the Export Development Corporation, consisting of a Board of Directors composed of a Chairman, a Vice-Chairman and ten other directors.

4. (1) The Chairman and six other directors shall be appointed by the Governor in Council from among persons employed in the public service of Canada.

(2) The Vice-Chairman shall be elected by the Board from among its members.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Objet de la modification :

- a) faire passer de 12 à 15 l'effectif du conseil d'administration;
- b) supprimer l'exigence selon laquelle six administrateurs, à part le président du Conseil, doivent être choisis parmi les employés de la fonction publique du Canada;
- c) supprimer d'autres restrictions à la nomination d'administrateurs en dehors de la fonction publique du Canada;
- d) supprimer la limite d'âge de soixante-dix ans pour l'exercice du mandat d'administrateur.

Texte actuel des articles 3 et 4 :

"3. Est par les présentes créée une corporation appelée la Société pour l'expansion des exportations, formée d'un conseil d'administration comprenant un président du Conseil, un vice-président du Conseil et dix autres administrateurs.

4. (1) Le président du Conseil et six autres administrateurs sont nommés par le gouverneur en conseil et choisis parmi les employés de la fonction publique du Canada.

(2) Le Conseil doit élire un vice-président du Conseil choisi parmi ses membres.

Vice-Chairman

(3) The Vice-Chairman shall be elected by the Board from among its members."

2. Section 6 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Chairman to preside at meetings

"**6.** (1) The Chairman shall preside at meetings of the Board and of the Executive Committee.

(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairman or if the office of Chairman is vacant, the Vice-Chairman shall perform the functions of the Chairman during the absence, incapacity or vacancy.

(3) Where the Vice-Chairman is, by reason of circumstances referred to in subsection (2), authorized by that subsection to act as Chairman but the Vice-Chairman is himself absent or incapacitated or the office of Vice-Chairman is vacant, such of the other directors as are present at a meeting shall, if they constitute a quorum of the Board or of the Executive Committee, select a director to act as Chairman and the director so selected shall perform the functions of the Chairman until such time as the Chairman or Vice-Chairman is available to perform them."

3. Subsection 7(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Executive Committee

"**7.** (1) There shall be an Executive Committee of the Board consisting of the Chairman and four other directors selected by the Board."

4. (1) Paragraphs 10(1)(b) and (c) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(b) as security for any loan made, guarantee given or other liability assumed under this Act, take, hold and sell mortgages on, interests in or title to real and personal property;

(c) acquire, hold, sell, lease or otherwise dispose of any real and personal property mortgaged to the Corporation or in which the Corporation has taken any interest or to which it has taken title;"

(3) Le Conseil doit élire un vice-président du Conseil choisi parmi ses membres."

2. L'article 6 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"6. (1) Le président du Conseil préside les réunions du Conseil et du comité de direction.

(2) En cas d'absence ou d'incapacité du président du Conseil, ou si le poste est vacant, le vice-président du Conseil assure la suppléance.

(3) En cas d'absence ou d'incapacité du vice-président du Conseil, ou de vacance de son poste, pendant la période de suppléance visée au paragraphe (2), les autres administrateurs présents à une réunion, pourvu qu'ils constituent le quorum du Conseil ou du comité de direction, choisissent un administrateur pour exercer les fonctions de président du Conseil jusqu'à ce que le président du Conseil ou le vice-président du Conseil soit en mesure de les exercer."

3. Le paragraphe 7(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"7. (1) Est établi un comité de direction du Conseil, formé du président du Conseil et de quatre autres administrateurs choisis par le Conseil."

4. (1) Les alinéas 10(1)b) et c) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"b) à titre de sûreté pour tout prêt consenti, pour toute garantie donnée ou pour toute responsabilité assumée en vertu de la présente loi, prendre, détenir et vendre des nantissements, hypothèques ou autres droits, y compris celui de propriété, sur des biens mobiliers et immobiliers;

c) acquérir, détenir, vendre ou céder à bail tous biens mobiliers et immobiliers

Vice-président du Conseil

Présidence des réunions du Conseil

Absence du président

Absence du suppléant

Comité de direction

30

40

(3) The five directors not appointed from among persons employed in the public service of Canada shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for such term, not exceeding five years, as will ensure as far as possible the expiration in any one year of the term of not more than one such appointee.

(4) Subject to subsection (5), each director not appointed from among persons employed in the public service of Canada is eligible for re-appointment upon the expiration of his term of office, but any such director who has served two consecutive terms is not, during the twelve months following the completion of his second term, eligible to be re-appointed a director of the Corporation.

(5) A director ceases to be a director of the Corporation upon attaining the age of seventy years."

Clause 2: This amendment would require the Chairman to preside at meetings of the Executive Committee and would authorize the directors to select one of their number to act as Chairman whenever both the Chairman and the Vice-Chairman are unavailable.

Section 6 at present reads as follows:

"6. The Chairman shall preside at meetings of the Board but in the event of the absence or incapacity of the Chairman, or if the office of Chairman is vacant, the Vice-Chairman shall *preside at such meetings.*"

Clause 3: This amendment would remove the requirement that the President be a member of the Executive Committee.

Clause 4: (1) and (2). These amendments would make it clear that the Corporation may take security in the form of title to real and personal property and would authorize the Corporation to invest in securities of or guaranteed by the governments of countries other than Canada.

The relevant portion of subsection 10(1) at present reads as follows:

"10. (1) The Corporation is established for the purposes of facilitating and developing trade between Canada and other countries by means of the financial and other powers provided in this Act, and for such purposes the Corporation may

(b) as *additional* security for any loan made or guarantee given under this Act, take, hold and sell mortgages on real and personal property and any other security;

(3) Les *cinq* administrateurs qui ne sont pas choisis parmi les employés de la fonction publique du Canada sont nommés à titre amovible par le gouverneur en conseil pour un mandat d'au plus cinq ans *calculé autant que possible de telle façon qu'au cours d'une même année le mandat de pas plus d'un de ces derniers ne vienne à expiration.*

(4) Sous réserve du paragraphe (5), tout administrateur qui n'est pas choisi parmi les employés de la fonction publique du Canada peut être nommé de nouveau à l'expiration de son mandat, mais, lorsqu'il a rempli deux mandats consécutifs, il ne peut, pendant les douze mois qui suivent la fin de son second mandat, être nommé de nouveau à titre d'administrateur de la Société.

(5) Un administrateur de la Société cesse d'occuper son poste lorsqu'il atteint l'âge de soixante-dix ans."

Article 2. — La modification prévoit que le président du Conseil doit présider les réunions du comité de direction et autorise les administrateurs à choisir un président du Conseil intérimaire en l'absence du président et du vice-président.

Texte actuel de l'article 6 :

"6. Le président du Conseil préside les réunions du Conseil, *mais*, en cas d'absence ou d'incapacité du président du Conseil, ou si le poste est vacant, le vice-président du Conseil *préside ces réunions.*"

Article 3. — La modification supprime l'exigence selon laquelle le Président doit être membre du comité de direction.

Article 4, (1) et (2). — Ces modifications précisent le pouvoir qu'a la Société de prendre comme sûreté des droits à des biens mobiliers et immobiliers et autorise la Société à investir dans des valeurs émises ou garanties par des gouvernements de pays autres que le Canada.

Texte actuel du passage visé du paragraphe 10(1) :

"10. (1) La Société est créée aux fins de faciliter et d'accroître le commerce entre le Canada et les autres pays à l'aide des pouvoirs financiers et autres prévus par la présente loi, et, à ces fins, la Société peut

b) à titre de *garantie supplémentaire* pour tout prêt consenti ou pour toute garantie donnée en vertu de la présente loi, prendre, détenir et vendre des nantissements ou hypothèques sur des biens mobiliers et immobiliers et toute autre garantie;

(2) Paragraph 10(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e) invest moneys of the Corporation in bonds, stocks, debentures or other securities of or guaranteed by
 (i) the Government of Canada, or
 (ii) the government of a country other than Canada if
 (A) the country and the currency in which the value of the security is expressed have been prescribed by the Minister of Finance for the purposes of this subparagraph, and
 (B) the security will mature within a period prescribed for that type of security by the Minister of Finance for the purposes of this subparagraph;”

1977-78, c.38,
s.1

5. (1) Subsection 11(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Authorized capital

“11. (1) The authorized capital of the Corporation is two billion dollars, divided into 20,000,000 shares of the par value of one hundred dollars each.”

c.8(2nd Supp.),
s.2(2)

(2) Subsection 11(3) of the said Act is repealed.

6. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Borrowing

“12. The Corporation may, with the approval of the Minister of Finance, borrow money by any means, including issuing and selling bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness of the Corporation.”

1974-75-76,
c.17, s.2

7. Section 14 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Maximum borrowings of Corporation

“14. The aggregate amount of borrowings of the Corporation pursuant to sections 12 and 13 and outstanding shall not

qui sont grevés de nantissements ou d'hypothèques en faveur de la Société ou sur lesquels la Société a un droit, y compris celui de propriété, ou autrement en disposer;»

(2) L'alinéa 10(1)e) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) placer des fonds de la Société dans des obligations, actions, débentures ou autres valeurs émises ou garanties par:

(i) le gouvernement du Canada, ou
 (ii) le gouvernement d'un pays autre que le Canada pourvu

(A) que ce pays et la monnaie dans laquelle le montant de la valeur est établi aient été prescrits par le ministre des Finances aux fins du présent sous-alinéa, et

(B) que la valeur vienne à échéance dans une période prescrite par le ministre des Finances à l'égard de ce genre de valeur aux fins du présent sous-alinéa;»

5. (1) Le paragraphe 11(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c.38,
art. 1

“11. (1) Le capital autorisé de la Société est de deux milliards de dollars, réparti en 20,000,000 d'actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune.»

(2) Le paragraphe 11(3) de ladite loi est abrogé.

c.8 (2^e suppl.),
par. 2(2)

6. L'article 12 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“12. La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, emprunter des fonds de toute manière, notamment par l'émission et la vente d'obligations, de débentures, de billets et autres titres de créance de la Société.»

7. L'article 14 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1974-75-76, c.
17, art. 2

“14. Le total non remboursé des emprunts de la Société faits en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser

Maximum des emprunts de la Société

(c) acquire, by foreclosure or other proceedings or in any other manner, and hold any real and personal property mortgaged to the Corporation and sell, lease or otherwise dispose of such property;

(e) invest moneys of the Corporation in bonds, stocks, debentures or other securities of or guaranteed by the Government of Canada;"

c) acquérir, par saisie ou autres procédures ou de toute autre manière, et détenir tous biens mobiliers et immobiliers grevés de nantissements ou hypothèques en faveur de la Société et les vendre, céder à bail ou autrement en disposer;

e) placer des fonds de la Société dans des obligations, actions, débentures ou autres valeurs émises ou garanties par le gouvernement du Canada;

Clause 5. (1) The amendment to subsection 11(1) would increase the authorized capital of the Corporation and the repeal of subsection 11(3) is consequential on clause 24.

Subsections 11(1) and (3) at present read as follows:

"**11.** (1) The authorized capital of the Corporation is one billion dollars, divided into 10,000,000 shares of the par value of one hundred dollars each.

(3) Whenever the Minister of Finance pays any part of a subscription for shares pursuant to subsection (2), he shall in addition pay to the Corporation out of the Consolidated Revenue Fund an equal amount to be credited to the capital surplus account of the Corporation, except that where the account would thereby exceed in the aggregate twenty-five million dollars, the Minister of Finance shall not pay to the Corporation any amount by which the account would thereby exceed twenty-five million dollars."

Clause 6: Section 12 at present reads as follows:

"**12.** The Corporation may, with the approval of the Minister of Finance, issue and sell bonds, debentures and other evidences of indebtedness of the Corporation."

Clause 7: Consequential on clause 24.

Section 14 at present reads as follows:

"**14.** The aggregate amount of borrowings of the Corporation pursuant to sections 12 and 13 and outstanding shall not exceed an amount equal to ten times the aggregate of the authorized capital and the amount credited to the capital surplus account of the Corporation."

Article 5, (1) et (2). — La modification du paragraphe 11(1) augmente le capital autorisé de la Société et l'abrogation du paragraphe 11(3) découle de l'article 24 du projet de loi.

Texte actuel des paragraphes 11(1) et (3) :

"**11.** (1) Le capital autorisé de la Société est de *un milliard* de dollars, réparti en *10,000,000* d'actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune.

(3) Dans tous les cas où le ministre des Finances verse une partie du montant d'une souscription d'actions en application du paragraphe (2), il doit en plus verser à la Société, sur le Fonds du revenu consolidé, un montant égal qui sera crédité au compte de l'excédent de capital de la Société, sauf que, lorsque le compte dépasserait de ce fait au total vingt-cinq millions de dollars, le ministre des Finances ne doit pas verser à la Société tout montant qui amènerait le compte à dépasser vingt-cinq millions de dollars."

Article 6. — Texte actuel de l'article 12 :

"**12.** La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, émettre et vendre des obligations, des débentures et autres titres de créance de la Société."

Article 7. — Découle de l'article 24 du projet de loi.

Texte actuel de l'article 14 :

"**14.** Le total non remboursé des emprunts de la Société faits en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à dix fois *le total obtenu en ajoutant le capital autorisé au montant crédité au compte de l'excédent de capital de la Société.*"

exceed an amount equal to ten times the authorized capital of the Corporation.”

8. Subsection 16(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

“(c.1) delegating, subject to any terms and conditions specified in the by-laws and notwithstanding any delegation of such authority to the Executive Committee pursuant to paragraph (a), to any one or more officers of the Corporation, jointly or severally, any authority to authorize the Corporation to exercise a power under this Act that is given specifically to the Board by any provision of this Act;”

9. (1) All that portion of section 23 of the said Act preceding the definition “export credits agency” is repealed and the following substituted therefor:

“23. (1) In this Part,”

(2) The definition “export transaction” in section 23 of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(e) the purchase in Canada by a person carrying on business or other activities in Canada of goods that that person will use out of Canada or will lease to another person, including a foreign government, for use out of Canada;”

(3) Paragraphs (c) and (d) of the definition “investment in a foreign country” in section 23 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(c) the lending of money or extension of credit, by any means, to a person in a

un montant égal à dix fois celui du capital autorisé de la Société.»

8. Le paragraphe 16(1) de ladite loi est modifié par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit :

“(c.1) déléguant, nonobstant délégation au comité de direction conformément à l'alinéa a), à un ou plusieurs membres de la direction, conditionnellement ou non et à titre individuel ou collectif, des pouvoirs particuliers que lui confère la présente loi d'autoriser la Société à agir;”

9. (1) Le passage de l'article 23 de ladite loi qui précède la définition d’«ancienne loi» est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“23. (1) Dans la présente Partie”

(2) Les alinéas c) et d) de la définition d’«investissement dans un pays étranger» à l'article 23 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(c) le prêt d'argent ou l'octroi de crédit, de toute manière, à une personne dans un pays étranger pour l'usage de cette personne dans ou pour une entreprise qu'elle exploite ou se propose d'exploiter dans ce pays,

d) le transfert de fonds ou l'expédition de marchandises ou d'équipement à un pays étranger en vue de leur utilisation dans ou pour une entreprise exploitée ou qu'on se propose d'exploiter dans ce pays,»

(3) Les sous-alinéas e)(i) et (ii) de la définition d’«investissement dans un pays étranger» à l'article 23 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(i) de gérer cette entreprise,

Clause 8: New. The proposed subsections 29(3), 33(2) and 34(2), contained in subclauses 15(2) and 19(3) and clause 20, respectively, would provide that the Corporation may act in certain instances only with the authorization of the Board. This amendment would permit the Board to delegate its authority to authorize the Corporation to act in those instances.

Clause 9: (1) This amendment, which would renumber section 23 as subsection 23(1), is consequential on the new subsection 23(2) proposed by subclause (6).

(2) New.

(3) and (4). The relevant portions of the definition "investment in a foreign country" at present read as follows:

"(c) the lending of money to a person in a foreign country for use by him in or in connection with a business carried on, or proposed to be carried on, by him in that country,

(d) the transferring of any money or the shipping of goods or equipment, to a foreign country for use in or in connection with a

Article 8. — Nouveau. Les nouveaux paragraphes 29(3), 33(2) et 34(2) (édictés aux paragraphes 15(2) et 19(3) et à l'article 20 du projet de loi) prévoient que dans certains cas la Société ne peut agir qu'avec l'autorisation du Conseil; la modification proposée au présent article permet au Conseil de déléguer son pouvoir d'autorisation.

Article 9, (1). — Substitution, à l'actuel numéro d'article 23, du numéro de paragraphe 23(1). Découle de l'adjonction du paragraphe 23(2) (paragraphe 9(6) du projet de loi).

(2) et (3). — Texte actuel du passage visé de la définition d'«investissement dans un pays étranger» :

«c) le prêt d'argent à une personne dans un pays étranger pour l'usage de cette personne dans ou pour une entreprise qu'elle exploite ou se propose d'exploiter dans ce pays,

d) le transfert de fonds ou l'expédition de marchandises ou d'équipement à un pays étranger en vue de leur utilisation dans ou pour une entreprise que la personne qui transfère les fonds ou expédie les marchandises ou l'équipement exploite ou se propose d'exploiter dans ce pays;

e) l'acquisition, par accord écrit, à l'égard d'une entreprise exploitée, ou qu'on se propose d'exploiter, dans un pays étranger, d'un droit

(i) de gérer cette entreprise *contre des honoraires*,

(ii) de fournir des services consultatifs d'ordre administratif, financier, technique ou en général à cette entreprise *contre des honoraires*,»

(4). — Objet de cette modification de la définition d'«investissement dans un pays étranger» :

«a) suppression, à l'alinéa f) de la définition, de la disposition qui subordonne la reconnaissance d'un investissement étranger au fait que la garantie de paiement doit être fournie par une personne «faisant des affaires ou ayant d'autres activités au Canada»;

foreign country for use by him in or in connection with a business carried on, or proposed to be carried on, by him in that country,

(d) the transferring of any money, or the shipping of goods or equipment, to a foreign country for use in or in connection with a business carried on, or proposed to be carried on, in that country,"

1974-75-76,
c.17, s.3(3)

(4) Subparagraphs (e)(i) and (ii) of the definition "investment in a foreign country" in section 23 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(i) to manage such business,
(ii) to furnish administrative, financial, technical or general advisory services to such business,"

(5) The definition "investment in a foreign country" in section 23 of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (e) thereof and by repealing paragraph (f) thereof and substituting the following therefor:

"(f) the giving by a person of a guarantee of payment of an amount payable as a result of an investment set out in paragraphs (a) to (e) where such investment is made by another person in a business carried on, or proposed to be carried on, in a foreign country and the guarantee is given to that other person, or

(g) where there is a series of two or more guarantees each of which, except

(ii) de fournir des services consultatifs d'ordre administratif, financier, technique ou en général à cette entreprise,"

(4) La définition d'"investissement dans un pays étranger" à l'article 23 de ladite loi est en outre modifiée par suppression de «ou» à la fin de l'alinéa e) et par abrogation de l'alinéa f), auquel est substitué ce qui suit :

«f) la garantie donnée par une personne, à l'égard du versement d'une somme payable par suite d'un investissement visé aux alinéas a) à e), lorsque cet investissement est fait par une autre personne dans une entreprise exploitée, ou qu'on se propose d'exploiter, dans un pays étranger et que la garantie est donnée à cette autre personne; ou

g) dans les cas d'au moins deux garanties en série, dont chacune, sauf la première, est donnée à l'égard d'une garantie précédente, toute garantie donnée dans la série, pourvu que la première garantie soit un investissement dans un pays étranger aux termes de l'alinéa f);»

(5) La définition d'"opération d'exportation" à l'article 23 de ladite loi est modifiée par suppression de «ou» à la fin de l'alinéa c), par insertion de «ou» à la fin de l'alinéa d) et par adjonction de ce qui suit :

«e) l'achat, fait au Canada par une personne faisant des affaires ou ayant d'autres activités au Canada, de marchandises que cette personne utilisera hors du Canada ou louera à une autre personne, y compris un gouvernement étranger, pour utilisation hors du Canada;»

1974-75-76,
c.17, par. 3(3)

the first, is given in respect of a preceding guarantee in the series, the giving of any guarantee in the series if the first such guarantee is an investment in a foreign country by reason of paragraph (f);”

(6) Section 23 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Idem

“(2) Notwithstanding the definition 10 “foreign customer” in subsection (1), the expression “foreign customer”, in relation to an export transaction described in paragraph (e) of the definition “export transaction” in that subsection, means the person 15 referred to in that paragraph as carrying on business or other activities in Canada.

Governor in
Council may
prescribe
conditions

(3) Notwithstanding any provision of this Act, the Corporation shall, in exercising any power conferred on it by or pursuant to this Act in relation to an export transaction described in paragraph (e) of the definition “export transaction” in subsection (1), comply with such conditions of general application as the Governor in Council may prescribe.”

1974-75-76,
c.17, s.4

10. Paragraphs 24(1)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(a) enter into a contract of insurance 30 with a person carrying on business or other activities in Canada to insure that person (hereinafter referred to as the “insured”) against any risk of loss under or in respect of an export transaction, or 35 a transaction that is related to or could result in an export transaction, from any cause not avoidable by him or his foreign affiliate, if any;

(b) issue guarantees, by appropriate 40 endorsement of instruments or otherwise, to any person in connection with a transaction in respect of which a contract of insurance has been or could be entered into under paragraph (a); and ” 45

11. Section 25 of the said Act is repealed.

5

(6) L’article 23 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

“(2) Nonobstant la définition de «client étranger» au paragraphe (1), ce terme désigne, dans le cas d’une opération d’exportation visée à l’alinéa e) de la définition d’«opération d’exportation» à ce paragraphe, la personne qui fait des affaires ou a des activités au Canada.

Idem

(3) Nonobstant la présente loi, la 10 Société doit, dans l’exercice des pouvoirs que lui confère la présente loi en ce qui concerne une opération d’exportation prévue à l’alinéa e) de la définition d’«opération d’exportation» au paragraphe (1), 15 respecter les conditions d’application générale que peut prescrire le gouverneur en conseil.”

Pouvoir du
gouverneur en
conseil de
prescrire des
conditions

10. Les alinéas 24(1)a et b) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1974-75-76,
c.17, art. 4

“a) conclure un contrat d’assurance avec une personne faisant des affaires ou ayant d’autres activités au Canada afin d’assurer cette personne (ci-après appelée «l’assuré») contre tout risque de 25 perte résultant, dans le cadre d’une opération d’exportation ou d’une opération reliée à une opération d’exportation ou qui pourrait résulter en une opération d’exportation, d’une cause qui ne peut 30 être éliminée ni par elle ni, le cas échéant, par son affilié étranger;

b) fournir à une personne, au moyen de l’endossement approprié d’effets ou autrement, des garanties relatives à une 35 opération pour laquelle un contrat d’assurance a été ou pourrait être conclu en vertu de l’alinéa a); et»

11. L’article 25 de ladite loi est abrogé.

(6) New. Certain provisions of the Act authorize loans, etc., to be made to foreign customers in respect of export transactions. The proposed subsection 23(2) would provide that loans, etc., in relation to an export transaction described in the proposed new paragraph (e) of the definition "export transaction" contained in subclause (2) may be made to the person referred to in that paragraph as "carrying on business or other activities in Canada" and the proposed subsection 23(3) would require the Corporation, in exercising its powers in relation to such an export transaction, to comply with conditions of general application prescribed by the Governor in Council.

Clause 10: The relevant portion of subsection 24(1) at present reads as follows:

"24. (1) For the purpose of facilitating and developing trade between Canada and any foreign country, the Corporation may

(a) enter into a contract of insurance with a person carrying on business or other activities in Canada to insure that person (hereinafter referred to as the "insured") against any risk of loss under or in respect of an export transaction from any cause not avoidable by him or his foreign affiliate, if any;

(b) issue guarantees, by appropriate endorsement of instruments or otherwise, to any person in connection with an *export* transaction in respect of which a contract of insurance has been or could be entered into under paragraph (a); and"

Clause 11: The substance of section 25 is included in the new section 39 proposed by clause 23.

(6). — Nouveau. Certaines dispositions de la loi autorisent l'octroi de prêts, etc. à des clients étrangers en matière d'opérations d'exportations. Le paragraphe 23(2) prévoit l'octroi de prêts, etc. à des personnes «faisant des affaires ou ayant d'autres activités au Canada» dans le cas d'une opération d'exportation visée au nouvel alinéa e) de la définition d'*«opération d'exportation»* (paragraphe 9(5) du projet de loi). Selon le paragraphe 23(3), la Société doit, en exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés en ce qui concerne une opération d'exportation visée, respecter les conditions d'application générale prescrites par le gouverneur en conseil.

Article 10. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 24(1) :

"24. (1) En vue de faciliter et d'accroître le commerce entre le Canada et un pays étranger, la Société peut

a) conclure un contrat d'assurance avec une personne faisant des affaires ou ayant d'autres activités au Canada afin d'assurer cette personne (ci-après appelée «l'assuré») contre tout risque de perte résultant, dans le cadre d'une opération d'exportation, d'une cause qui ne peut être éliminée ni par elle ni, le cas échéant, par son affilié étranger;

b) fournir à une personne, au moyen de l'endossement approprié d'effets ou autrement, des garanties relatives à une opération d'*exportation* pour laquelle un contrat d'assurance a été ou *pouvait* être conclu en vertu de l'alinéa a); et"

Article 11. — Les dispositions de fond de l'article 25 sont reprises dans le nouvel article 39 (article 23 du projet de loi).

1977-78, c.38,
s.3

12. (1) All that portion of section 26 of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Liability under contracts, guarantees, etc., outstanding

“26. (1) Subject to subsections (2) and (3), the total of

(a) the contingent liability of the Corporation under contracts of insurance and other agreements entered into and guarantees issued under sections 24 and 10 34 of this Act and sections 13 and 13A of the former Act and outstanding,”

1977-78, c.38,
s.3

(2) Section 26 of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraphs:

“(d) the contingent liability of the Corporation under all contracts entered into under subsection 39(3) and outstanding, 20 and

(e) where the Corporation enters into an agreement pursuant to subsection 39(4) to participate in a pooling arrangement described in that subsection, a portion of the contingent liability of the Corporation resulting from such agreement equal to the proportion that

(i) the total of

(A) all contingent liabilities 30 described in paragraph (a) to which the arrangement applies, and

(B) all liabilities described in paragraph (b) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived, and

(C) all potential liabilities described in paragraph (c) from 40 which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived,

is of

45

(ii) the total of

(A) all contingent liabilities described in paragraph (a) or

1977-78, c.38,
art. 3

12. (1) Le passage de l'article 26 de ladite loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5 Limite de responsabilité

“26. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le total

a) de la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des contrats d'assurance et des autres ententes conclus et des garanties fournies en vertu des articles 24 et 34 de la présente loi et des 10 articles 13 et 13A de l'ancienne loi et qui sont en cours,»

(2) L'article 26 de ladite loi est en outre modifié par suppression de «et» à la fin de l'alinéa b) et par insertion, après l'alinéa c), 15 de ce qui suit :

1977-78, c. 38,
art. 3

“(d) de la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des contrats conclus en vertu du paragraphe 39(3) et qui sont en cours, et

e) lorsque la Société conclut une entente de mise en commun en vertu du paragraphe 39(4), de la partie de la responsabilité éventuelle de la Société découlant de l'entente qui, par rapport à cette responsabilité, est dans la même proportion que

(i) le total

(A) des responsabilités éventuelles visées à l'alinéa a) et auxquelles s'applique l'entente,

(B) des responsabilités visées à l'alinéa b) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente, et

(C) des responsabilités éventuelles visées à l'alinéa c) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente,

est par rapport

(ii) au total

(A) des responsabilités éventuelles visées aux alinéas a) ou 28(1)a) et auxquelles s'applique l'entente,

Section 25 reads as follows:

“25. For the purpose of facilitating and developing trade between Canada and any foreign country, the Corporation may enter into a contract of insurance with any export credits agency whereby

(a) the Corporation will undertake to insure that agency against its liability to any person carrying on business or other activities in the country in which that agency is incorporated or established, as a result of loss arising out of an export transaction; or

(b) that agency will undertake to insure the Corporation against its liability to a person carrying on business or other activities in Canada under a contract of insurance entered into under section 24 or 27 as a result of a loss arising out of an export transaction.”

Clause 12: (1) This amendment is consequential on the new subsections 39(3), (4) and (5) proposed by clause 23, the repeal of section 25 proposed by clause 11 and the amendment to section 34 proposed by clause 20.

Section 26 at present reads as follows:

“26. The total of

(a) the contingent liability of the Corporation under contracts of insurance and other agreements entered into and guarantees issued under sections 24 and 25 of this Act and sections 13 and 13A of the former Act and outstanding,

(b) the liability of foreign customers for the payment of the unpaid principal amount under all instruments guaranteed by the Corporation pursuant to section 29 of this Act or section 21A of the former Act, and

(c) where the Corporation has entered into a written agreement to guarantee an instrument pursuant to section 29, the potential liability of foreign customers for the payment of the unpaid principal amount under such instruments

shall not at any time exceed an amount equal to ten times the authorized capital of the Corporation.”

(2) New. Consequential on the new subsections 39(3), (4) and (5) proposed by clause 23.

Texte actuel de l’article 25 :

“25. En vue de faciliter et d'accroître le commerce entre le Canada et un pays étranger, la Société peut conclure avec un organisme de crédit à l'exportation un contrat

a) par lequel la Société s'engagera à assurer cet organisme, quant à sa responsabilité envers toute personne faisant des affaires ou ayant d'autres activités dans le pays où cet organisme est établi ou constitué en corporation, en raison d'une perte résultant d'une opération d'exportation; ou

b) par lequel cet organisme s'engagera à assurer la Société, quant à sa responsabilité envers une personne faisant des affaires ou ayant d'autres activités au Canada, aux termes d'un contrat d'assurance conclu en vertu de l'article 24 ou 27, en raison d'une perte résultant d'une opération d'exportation.”

Article 12, (1). — Découle de l'adjonction des paragraphes 39(3), (4) et (5) (article 23 du projet de loi), de l'abrogation de l'article 25 (article 11 du projet de loi) et de la modification de l'article 34 (article 20 du projet de loi).

Texte actuel de l’article 26 :

“26. Le total

a) de la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des contrats d'assurance et des autres ententes conclus et des garanties fournies en vertu des articles 24 et 25 de la présente loi et des articles 13 et 13A de l'ancienne loi et qui sont en cours,

b) de la responsabilité des clients étrangers au titre du paiement de la partie non payée du principal de l'ensemble des effets garantis par la Société en conformité de l'article 29 de la présente loi ou de l'article 21A de l'ancienne loi, et

c) lorsque la Société a convenu par un accord écrit de garantir un effet en conformité de l'article 29, de la responsabilité éventuelle des clients étrangers au titre du paiement de la partie non payée du principal de ces effets

ne doit jamais dépasser un montant égal à dix fois le capital autorisé de la Société.”

(2). — Nouveau. Découle de l'adjonction des paragraphes 39(3), (4) et (5) (article 23 du projet de loi).

28(1)(a) to which the arrangement applies,
 (B) all liabilities described in paragraph (b) or 28(1)(b) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived, and
 (C) all potential liabilities described in paragraph (c) or 10 28(1)(c) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived" 15

(3) Section 26 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Limitation

"(2) Where the Corporation enters into a contract under subsection 39(2) with another person with respect to
 (a) a contingent liability described in paragraph (1)(a), or
 (b) a contingent liability derived directly or indirectly from a liability or potential liability described in paragraph (1)(b) or (c),
 the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account as follows for the purpose of subsection (1), namely,
 (c) where, under the contract, the other person insures or reinsures the Corporation against or assumes from the Corporation the whole of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b), no part of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account, and
 (d) where, under the contract, the other person insures or reinsures the Corporation against or assumes from the Corporation a part only of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b), there shall be taken into account only a percentage of the contingent lia- 50

(B) des responsabilités visées aux alinéas b) ou 28(1)b) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente, et
 (C) des responsabilités éventuelles visées aux alinéas c) ou 28(1)c) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éven- 10 tuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente» 5

(3) L'article 26 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

«(2) Lorsque la Société conclut un con- 15 Restriction trat en vertu du paragraphe 39(2) avec une autre personne au sujet

- a) d'une responsabilité éventuelle visée à l'alinéa (1)a), ou
- b) d'une responsabilité éventuelle de la 20 Société découlant, directement ou indirectement, d'une responsabilité ou d'une responsabilité éventuelle visée aux ali- nées (1)b) ou c),

le montant entrant en ligne de compte aux 25 fins du paragraphe (1) quant à la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou à la responsabilité ou responsabilité éven- tuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, s'établit de la façon suivante: 30

- c) si, aux termes du contrat, la responsabilité éventuelle de la Société est assumée, assurée ou réassurée en totalité par l'autre personne, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) 35 ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre pas en ligne de compte, et
- d) si, aux termes du contrat, la responsabilité éventuelle de la Société n'est 40 assumée, assurée ou réassurée par l'autre personne qu'en partie, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'ali- née a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), 45 selon le cas, n'entre en ligne de compte

du 9 octobre 2010 au document de la
Commission parlementaire sur les
droits et libertés fondamentaux

qui intitule le document (a) à la
Commission parlementaire sur les
droits et libertés fondamentaux
et qui intitule le document (b) à la
Commission parlementaire sur les
droits et libertés fondamentaux

Annexe 1 : Combinaison

- (3) New. Consequential on the new subsections 39(2)
and (4) proposed by clause 23.

(3) Même disposition de la loi
modifiée proposée au chapitre 10
de la Constitution canadienne

(3). — Nouveau. Découle de l'adjonction des paragra-
phes 39(2) et (4) (article 23 du projet de loi).

bility referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, equal to the percentage of the contingent liability against which the other person has not insured or reinsured the Corporation or that he has not assumed from the Corporation.

Idem

(3) Where, pursuant to a pooling arrangement described in subsection 10 39(4), the Corporation is entitled to be compensated if it incurs an actual liability as a result of

(a) a contingent liability described in paragraph (1)(a), or 15

(b) a contingent liability derived directly or indirectly from a liability or potential liability described in paragraph (1)(b) or (c),

the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account as follows for the purpose of subsection (1), namely,

25

(c) where the Corporation is entitled to be compensated up to the full amount of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b) if, as a result of the contingent liability, it incurs an actual 30 liability, no part of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account, and 35

(d) where the Corporation is not entitled to be compensated up to the full amount of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b) if, as a result of the contingent liability, it 40 incurs an actual liability, there shall be taken into account only a percentage of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph 45 (b), as the case may be, equal to the percentage of the contingent liability in respect of which the Corporation is not entitled to be compensated."

qu'à concurrence du pourcentage de la responsabilité éventuelle de la Société qui n'est pas assumé, assuré ni réassuré.

(3) Lorsque, en vertu d'une entente de mise en commun visée au paragraphe 5 39(4), la Société a droit à une compensation en cas de responsabilité réelle résultant

Idem

a) d'une responsabilité éventuelle visée à l'alinéa (1)a), ou 10

b) d'une responsabilité éventuelle de la Société découlant, directement ou indirectement, d'une responsabilité ou d'une responsabilité éventuelle visée aux alinéas (1)b) ou c),

15

le montant entrant en ligne de compte aux fins du paragraphe (1) quant à la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou à la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, s'établit de la façon suivante:

c) si la Société a droit à une compensation entière quant à la responsabilité éventuelle visée aux alinéas a) ou b) dans les cas où la responsabilité éventuelle deviendrait réelle, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre pas en ligne de 30 compte, et

d) si la Société n'a pas droit à une compensation entière quant à la responsabilité éventuelle visée aux alinéas a) ou b) dans les cas où la responsabilité éventuelle deviendrait réelle, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre en ligne de 40 compte qu'à concurrence du pourcentage de la responsabilité éventuelle pour lequel la Société n'a pas droit à une compensation.»

the original language was substituted. It was voted to add new and additional parts:

(1) A new part I, consisting of 200 words, is to be incorporated. It is to consist of the following language:

The Office of the Comptroller of the Currency is authorized to issue, in its discretion, to associations composed by chartered national banks, or to others who are subscribers thereto, any or all of the following modifications:

Section 29. Amendments to sections 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 998, 999, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1098, 1099, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1198, 1199, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1298, 1299, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1398, 1399, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1498, 1499, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1598, 1599, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1698, 1699, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1798, 1799, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1898, 1899, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955

1977-78, c.38,
s.3Contracts
authorized by
Governor in
Council

13. Section 27 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**27.** (1) Where the Minister reports to the Governor in Council that

(a) the Board is of the opinion that a proposed contract of insurance or other agreement or guarantee of the kind described in section 24 or contract of a kind described in subsection 39(3) would, if entered into or issued, impose upon the Corporation a liability for a term or in an amount in excess of that which the Corporation would normally undertake in relation to any one contract, person, commodity, service or country or in relation to a particular contract, person, commodity, service or country, or

(b) the Corporation proposes to enter into a contract of a kind described in subsection 39(2) with respect to a contingent liability incurred by the Corporation pursuant to this section or section 31 or 34.1 and the Board is of the opinion that it is desirable to have the authorization of the Governor in Council to do so,

and, in the opinion of the Minister, it is in the national interest that the proposed contract of insurance or other agreement be entered into, the proposed guarantee be issued or that any combination thereof be done or that the contract of a kind described in subsection 39(2) or (3) be entered into, the Governor in Council may authorize the Corporation to

(c) enter into the proposed contract of insurance or other agreement, issue the proposed guarantee or do any combination thereof, or

(d) enter into the contract of a kind described in subsection 39(2) or (3).

(2) Where, pursuant to an authorization of the Governor in Council under subsection (1), the Corporation enters into an agreement, the Corporation may, without further authorization of the Governor in Council, at any time thereafter amend or vary the agreement, with the concurrence of the other party thereto or in accordance

1977-78, c.38,
art. 3Contrats
autorisés par le
gouverneur en
conseil

13. L’article 27 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**27.** (1) Lorsque le Ministre signale au gouverneur en conseil

a) que le Conseil est d’avis qu’un contrat d’assurance ou une autre entente ou une garantie projetés du genre visé à l’article 24 ou qu’un contrat du genre visé au paragraphe 39(3) imposeraient à la Société, si le contrat ou l’entente étaient conclus ou la garantie fournie, une responsabilité pour une période ou un montant dépassant ce à quoi la Société s’engagerait normalement en ce qui concerne un contrat, une personne, un article, un service ou un pays quelconque ou en ce qui concerne un contrat, une personne, un article, un service ou un pays particuliers, ou

b) que la Société se propose de conclure un contrat du genre visé au paragraphe 39(2) relativement à une responsabilité éventuelle encourue par elle aux termes du présent article ou des articles 31 ou 34.1 et que le Conseil est d’avis qu’il serait souhaitable d’obtenir l’autorisation du gouverneur en conseil à cet effet, et que, de l’avis du Ministre, il est dans l’intérêt national de conclure le contrat d’assurance ou l’autre entente projetés ou de fournir la garantie projetée ou que plusieurs de ces actes soient posés ou que le contrat du genre visé aux paragraphes 39(2) ou (3) soit conclu, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société

35

c) à conclure le contrat d’assurance projeté ou l’autre entente, à fournir la garantie projetée ou à poser plusieurs de ces actes, selon le cas, ou

d) à conclure le contrat du genre visé aux paragraphes 39(2) ou (3).

(2) Lorsqu’elle conclut une entente en vertu d’une autorisation du gouverneur en conseil donnée conformément au paragraphe (1), la Société peut, sans autre autorisation de celui-ci, modifier l’entente avec le consentement de l’autre partie ou conformément aux clauses de l’entente qui ont trait à sa modification pourvu que l’en-

Amendment
without
authorizationModification
sans autorisa-
tion

Clause 13: The proposed subsections 27(2) and (3) are new and would permit the Corporation to amend or vary, without further authorization of the Governor in Council, a contract, agreement or guarantee that had previously been authorized by the Governor in Council under subsection 27(1). The other amendments proposed to section 27 are consequential on the new subsections 39(2) and (3) proposed by clause 23. The proposed subsections 27(4) to (6) are subsections 27(2) to (4) in the present Act, with some modifications.

Section 27 at present reads as follows:

“**27.** (1) Where the Minister reports to the Governor in Council that
 (a) the Board is of opinion that a proposed contract of insurance or other agreement or guarantee of the kind described in section 24 or 25 would, if entered into or issued, impose upon the Corporation a liability for a term or in an amount in excess of that which the Corporation would normally undertake in relation to any one contract, person, commodity, service or country or in relation to a particular contract, person, commodity, service or country, and
 (b) in the opinion of the Minister it is in the national interest that the proposed contract or other agreement be entered into or the proposed guarantee be issued or that any combination thereof be done,

the Governor in Council may authorize the Corporation to enter into the proposed contract of insurance or other agreement, *to issue the proposed guarantee or to do any combination thereof, as the case may be.*

(2) All moneys required by the Corporation to discharge its liabilities under contracts of *insurance* or other agreements entered into or guarantees issued under this section or section 21 of the former Act shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund.

(3) The Corporation shall maintain a separate account of all moneys received by way of receipts and recoveries and of all disbursements made in connection with contracts of *insurance* and other agreements entered into and guarantees issued under this section and section 21 of the former Act and shall, subject to subsection (4), pay to the Receiver General all such receipts and recoveries.

(4) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries described in subsection (3) such part thereof as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of contracts of *insurance*, guarantees and other agreements described in that subsection.”

Article 13. — Les nouveaux paragraphes 27(2) et (3) permettent à la Société de modifier un contrat, une entente ou une garantie autorisés par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 27(1) sans devoir recourir à une autre autorisation. Les autres modifications de l'article 27 découlent de l'adjonction des paragraphes 39(2) et (3) (article 23 du projet de loi). Les paragraphes 27(4) à (6) reprennent les paragraphes 27(2) à (4) de la loi actuelle, avec certaines modifications.

Texte actuel de l'article 27 :

“**27.** (1) Lorsque le Ministre signale au gouverneur en conseil
 a) que le Conseil est d'avis qu'un contrat d'assurance ou autre entente ou une garantie projetés du genre visé à l'article 24 ou 25 imposeraient à la Société, si le contrat ou l'entente étaient conclus ou la garantie fournie, une responsabilité pour une période ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement en ce qui concerne un contrat, une personne, un article, un service ou un pays quelconque ou en ce qui concerne un contrat, une personne, un article, un service ou un pays particuliers, et
 b) que, de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national de conclure le contrat ou l'autre entente projetés ou de fournir la garantie projetée ou que plusieurs de ces actes soient posés,

le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à conclure le contrat d'assurance projeté ou l'autre entente, à fournir la garantie projetée ou à poser plusieurs de ces actes, selon les cas.

(2) Tous les fonds, dont la Société a besoin pour s'acquitter de ses obligations aux termes d'un contrat d'assurance ou d'une autre entente conclus ou d'une garantie fournie en vertu du présent article ou de l'article 21 de l'ancienne loi doivent être payés à la Société par le ministre des Finances sur le Fonds du revenu consolidé.

(3) La Société doit tenir un compte distinct de tous les fonds perçus à titre de recettes et de recouvrements et de tous les déboursés, afférents aux contrats d'assurance et aux autres ententes conclus et aux garanties fournies en vertu du présent article et de l'article 21 de l'ancienne loi et elle doit, sous réserve du paragraphe (4), payer au receveur général toutes ces recettes et tous ces recouvrements.

(4) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir la partie des recettes et recouvrements visés au paragraphe (3) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant des contrats d'assurance, des garanties et des autres ententes visés dans ce paragraphe.”

with any term thereof relating to amendment, in any way that does not cause the agreement to become an agreement that is inconsistent with the authorization of the Governor in Council.

tente ainsi modifiée ne devienne pas incompatible avec l'autorisation.

Definition of "agreement"

(3) In subsection (2), "agreement" means a contract of insurance, other agreement or guarantee referred to in paragraph (1)(c) and a contract referred to in paragraph (1)(d).

5

10

Définition d'«entente»

Moneys required to discharge liabilities to be paid out of C.R.F.

(4) All moneys required by the Corporation to discharge its liabilities under contracts or other agreements entered into or guarantees issued under this section or section 21 of the former Act shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund.

Les fonds requis pour l'acquittement des obligations seront payés sur le F.R.C.

Separate account

(5) The Corporation shall maintain a separate account of all moneys received by way of receipts and recoveries and of all disbursements made in connection with contracts and other agreements entered into and guarantees issued under this section and section 21 of the former Act and shall, subject to subsection (6), pay to the Receiver General all such receipts and recoveries.

10 Compte distinct

Expenses and overhead

(6) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries described in subsection (5) such part thereof

Dépenses et frais généraux

(a) as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of contracts, other agreements and guarantees described in that subsection; and

a) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant des contrats, des garanties et des autres ententes visés dans ce paragraphe; et

(b) as the Corporation requires to pay premiums under contracts of insurance or reinsurance of a kind described in subsection 39(2) that the Corporation enters into under this section."

b) dont la Société a besoin pour acquitter les primes d'assurance ou de réassurance exigibles en vertu des contrats d'assurance ou de réassurance du genre visé au paragraphe 39(2) que la Société conclut aux termes du présent article.»

1977-78, c.38,
s.3

14. Section 28 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

14. L'article 28 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"28. (1) Subject to subsections (2) and (3), the total of

1977-78, c.38,
art. 3

«28. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le total

Limit of liability

Limite de responsabilité

Clause 14: The proposed subsection 28(1) is the present section 28 renumbered and in amended form. The amendments proposed to subsection 28(1) would increase the ceiling fixed by the present section 28 from three billion five hundred million dollars to ten billion dollars and are in

Article 14. — Substitution, à l'actuel numéro d'article 28, du numéro de paragraphe 28(1). Relèvement du plafond fixé à l'article 28 de trois milliards cinq cents millions de dollars à dix milliards de dollars. Modifications découlant en partie des modifications du paragraphe 27(1) (art.

(a) the contingent liability of the Corporation under all contracts and other agreements entered into and guarantees issued under section 27 of this Act and section 21 of the former Act and outstanding and contracts of insurance entered into under section 34.1 and outstanding,

(b) the liability of foreign customers for the payment of the unpaid principal amount under all instruments guaranteed by the Corporation pursuant to section 31,

(c) where the Corporation has entered into a written agreement to guarantee an instrument pursuant to section 31, the potential liability of foreign customers for the payment of the unpaid principal amount under such instruments, and

(d) where the Corporation enters into an agreement pursuant to subsection 39(4) to participate in a pooling arrangement described in that subsection, a portion of the contingent liability of the Corporation resulting from such agreement equal to the proportion that

(i) the total of

(A) all contingent liabilities described in paragraph (a) to which the arrangement applies,

(B) all liabilities described in paragraph (b) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived, and

(C) all potential liabilities described in paragraph (c) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived,

is of

(ii) the total of

(A) all contingent liabilities described in paragraph (a) or 45 26(1)(a) to which the arrangement applies,

(B) all liabilities described in paragraph (b) or 26(1)(b) from which 50 outstanding contingent liabilities of

a) de la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des contrats et des autres ententes conclus et des garanties fournies en vertu de l'article 27 de la présente loi et de l'article 21 de l'ancienne loi et qui sont en cours et aux termes des contrats d'assurance conclus en vertu de l'article 34.1 et qui sont en cours,

b) de la responsabilité des clients étrangers au titre du paiement de la partie non payée du principal de l'ensemble des effets garantis par la Société en conformité de l'article 31,

c) lorsque la Société a convenu par un accord écrit de garantir un effet en conformité de l'article 31, de la responsabilité éventuelle des clients étrangers au titre du paiement de la partie non payée du principal de ces effets, et

d) lorsque la Société conclut une entente de mise en commun en vertu du paragraphe 39(4), de la partie de la responsabilité éventuelle de la Société découlant de l'entente qui, par rapport à cette responsabilité, est dans la même proportion que

(i) le total

(A) des responsabilités éventuelles visées à l'alinéa a) et auxquelles s'applique l'entente,

(B) des responsabilités visées à l'alinéa b) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente, et
(C) des responsabilités éventuelles visées à l'alinéa c) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente,

est par rapport

(ii) au total

(A) des responsabilités éventuelles visées aux alinéas a) ou 26(1)a) et auxquelles s'applique l'entente,

(B) des responsabilités visées aux alinéas b) ou 26(1)b) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en

part consequential on the amendment to subsection 27(1) proposed by clause 13 and in part consequential on the new section 34.1 proposed by clause 20.

The proposed subsections 28(2) and (3) are new and are consequential on the new subsections 39(4) and (5) proposed by clause 23.

Section 28 at present reads as follows:

“28. The total of

- (a) the contingent liability of the Corporation under contracts of insurance and other agreements entered into and guarantees issued under section 27 of this Act and section 21 of the former Act and outstanding and contracts of insurance entered into under sections 34 and 39 and outstanding,
- (b) the liability of foreign customers for the payment of the unpaid principal amount under all instruments guaranteed by the Corporation pursuant to section 31, and
- (c) where the Corporation has entered into a written agreement to guarantee an instrument pursuant to section 31, the potential liability of foreign customers for the payment of the unpaid principal amount under such instruments

shall not at any time exceed three billion five hundred million dollars.”

cle 13 du projet de loi) et en partie du nouvel article 34.1 (article 20 du projet de loi).

Les nouveaux paragraphes 28(2) et (3) découlent des nouveaux paragraphes 39(4) et (5) (article 23 du projet de loi).

Texte actuel de l’article 28 :

“28. Le total

- a) de la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des contrats *d'assurance* et des autres ententes conclus et des garanties fournies en vertu de l'article 27 de la présente loi et de l'article 21 de l'ancienne loi et qui sont en cours et aux termes des contrats d'assurance conclus en vertu des articles 34 et 39 et qui sont en cours,
- b) de la responsabilité des clients étrangers au titre du paiement de la partie non payée du principal de l'ensemble des effets garantis par la Société en conformité de l'article 31, et
- c) lorsque la Société a convenu par un accord écrit de garantir un effet en conformité de l'article 31, de la responsabilité éventuelle des clients étrangers au titre du paiement de la partie non payée du principal de ces effets

ne doit jamais dépasser *trois milliards cinq cents millions de dollars.*»

the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived, and

(C) all potential liabilities described in paragraph (c) or 5 26(1)(c) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived

10

shall not at any time exceed ten billion dollars.

Limitation

(2) Where, pursuant to an authorization of the Governor in Council under subsection 27(1), the Corporation enters into a 15 contract of a kind described in subsection 39(2) with another person with respect to

(a) a contingent liability described in paragraph (1)(a), or

(b) a contingent liability derived directly or indirectly from a liability or potential liability described in paragraph 20 (1)(b) or (c),

the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account as follows for the purpose of subsection (1), namely,

(c) where, under the contract, the other 30 person insures or reinsures the Corporation against or assumes from the Corporation the whole of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b), no part of the contingent liability 35 referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account, and

(d) where, under the contract, the other 40 person insures or reinsures the Corporation against or assumes from the Corporation a part only of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b), there shall be taken into account 45 only a percentage of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, equal to the percentage of the contin-

50 cours de la Société auxquelles s'applique l'entente, et

(C) des responsabilités éventuelles visées aux alinéas c) ou 26(1)c) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente

ne doit jamais dépasser dix milliards de dollars.

Restriction

(2) Lorsque la Société conclut, avec l'autorisation du gouverneur en conseil prévue au paragraphe 27(1), un contrat du genre visé au paragraphe 39(2) avec une autre personne au sujet

15

a) d'une responsabilité éventuelle visée à l'alinéa (1)a), ou

b) d'une responsabilité éventuelle de la Société découlant, directement ou indirectement, d'une responsabilité ou d'une 20 responsabilité éventuelle visée aux alinéas (1)b) ou c),

le montant entrant en ligne de compte aux fins du paragraphe (1) quant à la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou à 25 la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, s'établit de la façon suivante:

c) si, aux termes du contrat, la responsabilité éventuelle de la Société est assumée, assurée ou réassurée en totalité par l'autre personne, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le 35 cas, n'entre pas en ligne de compte, et

d) si, aux termes du contrat, la responsabilité éventuelle de la Société n'est assumée, assurée ou réassurée par l'autre personne qu'en partie, le montant de 40 la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre en ligne de compte qu'à concurrence du pourcentage de la 45 responsabilité éventuelle de la Société qui n'est pas assumé, assuré ni réassuré.

gent liability against which the other person has not insured or reinsured the Corporation or that he has not assumed from the Corporation.

Idem

(3) Where, pursuant to a pooling arrangement described in subsection 39(4), the Corporation is entitled to be compensated if it incurs an actual liability as a result of

(a) a contingent liability described in paragraph (1)(a), or

(b) a contingent liability derived directly or indirectly from a liability or potential liability described in paragraph (1)(b) or (c),

the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account as follows for the purpose of subsection (1), 20 namely,

(c) where the Corporation is entitled to be compensated up to the full amount of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b) if, as a result of the 25 contingent liability, it incurs an actual liability, no part of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, 30 shall be taken into account, and

(d) where the Corporation is not entitled to be compensated up to the full amount of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b) if, as 35 a result of the contingent liability, it incurs an actual liability, there shall be taken into account only a percentage of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, equal to the percentage of the contingent liability in respect of which the Corporation is not entitled to be compensated.” 45

15. (1) All that portion of subsection 29(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Lorsque, en vertu d'une entente de mise en commun visée au paragraphe 39(4), la Société a droit à une compensation en cas de responsabilité réelle résultant

Idem

a) d'une responsabilité éventuelle visée à l'alinéa (1)a), ou

b) d'une responsabilité éventuelle de la Société découlant, directement ou indirectement, d'une responsabilité ou d'une responsabilité éventuelle visée aux alinéas (1)b) ou c),

le montant entrant en ligne de compte aux fins du paragraphe (1) quant à la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou à 15 la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, s'établit de la façon suivante:

c) si la Société a droit à une compensation entière quant à la responsabilité éventuelle visée aux alinéas a) ou b) dans les cas où la responsabilité éventuelle deviendrait réelle, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre pas en ligne de compte, et

d) si la Société n'a pas droit à une compensation entière quant à la responsabilité éventuelle visée aux alinéas a) ou b) dans les cas où la responsabilité éventuelle deviendrait réelle, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre en ligne de compte qu'à concurrence du pourcentage de la responsabilité éventuelle pour lequel la Société n'a pas droit à une compensation.”

15. (1) Le passage du paragraphe 29(1) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 15: (1) and (2). These amendments would remove from subsection 29(1) the requirement that, before the Corporation may exercise any of the powers set out in that subsection, the Board must be of the opinion that the exercise of the power would be conducive to the develop-

Article 15, (1) et (2). — Remplacement, au paragraphe 29(1), de la disposition qui subordonne l'exercice par la Société des pouvoirs qui y sont prévus au fait que, de l'avis du Conseil, cela favoriserait l'expansion du commerce entre

Power to lend,
guarantee, etc.

"29. (1) Subject to subsection (3), the Corporation may,"

(2) Section 29 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Exercise of
power
authorized by
Board

"(3) The Corporation shall not, in any case, exercise any power conferred on it by subsection (1) unless the Board, for the purpose of facilitating and developing trade between Canada and any foreign country, authorizes the Corporation to exercise the power in that case."

1977-78, c.38,
s.4(1)

16. (1) Subsection 30(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraphs:

"(c) in the case of agreements entered into by the Corporation pursuant to section 33 to purchase instruments issued or to be issued by foreign customers or interests in any such instruments, the liability or potential liability of all the foreign customers, determined on the basis of the terms and conditions of the agreements, for repayment of the principal amounts evidenced or that will be evidenced by the instruments or the interests therein, as the case may be, that the Corporation has agreed to purchase,

(d) in the case of agreements entered into by the Corporation pursuant to paragraph 33(1)(c) to lend money to the holders of instruments, the potential liability of the holders for repayment of the principal amounts under such loans,

(e) the liability of all foreign customers for repayment of the principal amounts evidenced by instruments or interests therein purchased by the Corporation pursuant to agreements referred to in paragraph (c), and

(f) the liability of the holders of instruments for repayment of the principal amounts under all loans made pursuant to paragraph 33(1)(c),"

(2) Section 30 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

«29. (1) Sous réserve du paragraphe (3), la Société peut»

(2) L'article 29 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

5

"(3) La Société ne peut, dans un cas donné, exercer tout pouvoir visé au paragraphe (1) que si le Conseil, en vue de faciliter et d'accroître le commerce entre le Canada et un pays étranger, autorise la Société à l'exercer dans ce cas." 10

5 Autorisation du
Conseil
obligatoire

16. (1) Le paragraphe 30(1) de ladite loi est modifié par suppression de «et» à la fin de l'alinéa a) et par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

1977-78, c.38,
par.4(1)

"c) dans le cas des ententes conclues par la Société en vertu de l'article 33 pour l'achat d'effets émis ou à l'être par des clients étrangers ou de droits y afférents, de la responsabilité ou de la responsabilité éventuelle de tous les clients étrangers, déterminée d'après les modalités des ententes, au titre du remboursement du principal des effets ou des droits y afférents, selon le cas, que la Société a convenu d'acheter,

25

d) dans le cas des ententes conclues par la Société en vertu de l'alinéa 33(1)c) pour le prêt de fonds aux détenteurs d'effets, de la responsabilité éventuelle des détenteurs au titre du remboursement du principal de ces prêts,

e) de la responsabilité de tous les clients étrangers au titre du remboursement du principal des effets ou des droits y afférents achetés par la Société en vertu des ententes visées à l'alinéa c), et

f) de la responsabilité des détenteurs d'effets au titre du remboursement du principal de tous les prêts consentis en vertu de l'alinéa 33(1)c),» 40

(2) L'article 30 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

40

ment of trade between Canada and a foreign country and would substitute for that requirement the requirement set out in proposed new subsection 29(3).

Le Canada et un pays étranger par la disposition contenue au paragraphe 29(3).

Article 16. (1) New. This amendment would provide that, as a consequence of activities of the Corporation under section 33, certain additional liabilities and potential liabilities would constitute charges on the ceiling fixed by subsection 30(1).

Subsection 30(1) at present reads as follows:

“30. (1) The total of

(a) the liability of foreign customers for the repayment of the principal amount under all loans made by the Corporation pursuant to section 29 of this Act or section 21A of the former Act, and

(b) where the Corporation has entered into a written agreement to make a loan pursuant to section 29, the potential liability of foreign customers for the repayment of the principal amount under such loans

shall not at any time exceed an amount equal to ten times the authorized capital of the Corporation.”

le Canada et un pays étranger par la disposition contenue au paragraphe 29(3).

Article 16. (1) (1) New. This amendment would provide that, as a consequence of activities of the Corporation under section 33, certain additional liabilities and potential liabilities would constitute charges on the ceiling fixed by subsection 30(1).

Article 16, (1). — Nouveau. Cette modification prévoit l'adjonction aux montants dont le total ne doit pas dépasser le plafond fixé par le paragraphe 30(1) des responsabilités ou responsabilités éventuelles découlant des activités de la Société visées à l'article 33.

Texte actuel du paragraphe 30(1) :

“30. (1) Le total

a) de la responsabilité des clients étrangers au titre du remboursement du principal de l'ensemble des prêts consentis par la Société en conformité de l'article 29 de la présente loi ou de l'article 21A de l'ancienne loi, et

b) lorsque la Société a convenu par un accord écrit de consentir un prêt en conformité de l'article 29, de la responsabilité éventuelle des clients étrangers au titre du remboursement du principal de ces prêts ne doit jamais dépasser un montant égal à dix fois le capital autorisé de la Société.»

“(c) et (e) Nouveaux alinéas 30(1)(c) et (e)

Article 16. (2) — Nouveau. Découle des nouveaux alinéas 30(1)c et e (paragraphe 16(1) du projet de loi).

Determination
of liability
where
instrument
purchased

“(5) For the purposes of subsection (1), where, pursuant to an agreement referred to in paragraph (1)(c), the Corporation purchases an instrument or an interest therein and resells without recourse the 5 instrument or interest therein or an interest in such instrument or interest, no amount shall be taken into account pursuant to paragraph (1)(c) or (e) in respect of the potential liability or liability of a foreign customer for repayment of the principal amount evidenced by the instrument, interest therein or interest in such instrument or interest, as the case may be.”

17. (1) All that portion of subsection 15 31(1) following paragraph (b) thereof and subsections 31(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“the Governor in Council may authorize 20 the Corporation

(c) to make the proposed loan or give the proposed guarantee, and

(d) to act as agent for a person, a government or an agency of a government 25 in respect of the export transaction to which the proposed loan or guarantee relates or to authorize a person, a government or an agency of a government to act as agent for the Corporation in 30 respect of the making of the proposed loan or giving of the proposed guarantee.

Moneys
required for
making loans,
etc., to be paid
out of C.R.F.

(2) All moneys required by the Corporation for making loans or implementing 35 guarantees issued under this section or for doing any other thing under this section shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund. 40

Separate
account

(3) The Corporation shall maintain a separate account of all moneys received by way of receipts and recoveries and of all disbursements made in connection with anything done under subsection (1) and 45 shall, subject to subsection (4), pay to the Receiver General all such receipts and recoveries.

«(5) Aux fins du paragraphe (1), dans les cas où, en vertu d'une entente visée à l'alinéa (1)c), la Société achète un effet ou un droit y afférent et vend sans recours l'effet ou le droit ou un droit dans l'effet 5 ou le droit, il n'est pas tenu compte, pour la détermination du montant visé aux alinéas (1)c) ou e), de la responsabilité éventuelle ou responsabilité d'un client étranger au titre du remboursement, selon le 10 cas, du principal de l'effet, du droit y afférent ou du droit dans l'effet ou le droit.»

Détermination
de la responsa-
bilité en cas
d'achat d'un
effet

17. (1) Le passage du paragraphe 31(1) qui suit l'alinéa b) et les paragraphes 31(2) à 15 (4) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«le gouverneur en conseil peut autoriser la Société

c) à consentir le prêt projeté ou à four-20 nir la garantie projetée, et

d) à agir à titre de mandataire pour une personne, un gouvernement ou un organisme d'un gouvernement en ce qui concerne l'opération d'exportation à 25 laquelle le prêt ou la garantie projetés se rapportent ou à autoriser toute personne, tout gouvernement ou tout organisme d'un gouvernement à agir à titre de mandataire de la Société pour con-30 sentir le prêt projeté ou fournir la garan-
tie projetée.

(2) Tous les fonds dont la Société a besoin pour consentir des prêts ou exécuter des garanties fournies en vertu du présent 35 article ou pour effectuer toute autre opération visée au présent article doivent être payés à la Société par le ministre des Finances sur le Fonds du revenu consolidé.

Les fonds
requis pour les
prêts, etc.
seront payés sur
le F.R.C.

(3) La Société doit tenir un compte 40 Compte distinct distinct de tous les fonds perçus à titre de recettes et de recouvrements et de tous les déboursés, afférents aux opérations visées au paragraphe (1) et elle doit, sous réserve du paragraphe (4), payer au receveur 45 général toutes ces recettes et tous ces recouvrements.

Clause 17: (1) Paragraph 31(1)(d) is new and would provide in subsection 31(1) powers substantially parallel to those presently found in paragraphs 29(1)(c) and (d). The amendments to subsections 31(2) to (4) are consequential on this proposed paragraph.

Subsections 31(1) to (4) at present read as follows:

"31. (1) Where the Minister reports to the Governor in Council that

(a) the Board is of opinion that a proposed loan or guarantee of the kind described in section 29 would, if made or issued, be for a term or in an amount in excess of that which the Corporation would normally undertake in relation to any one export transaction, person, country, government or agency thereof or in relation to a particular export transaction, person, country, government or agency thereof, and

(b) in the opinion of the Minister it is in the national interest that the proposed loan be made or guarantee issued.

the Governor in Council may authorize the Corporation to make the proposed loan or give the proposed guarantee, as the case may be.

(2) All moneys required by the Corporation for making loans or implementing a guarantee issued under this section shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund.

(3) The Corporation shall maintain a separate account of all moneys received by way of receipts and recoveries and of all disbursements made in connection with *loans made and guarantees issued under this section* and shall, subject to subsection (4), pay to the Receiver General all such receipts and recoveries.

(4) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries described in subsection (3) such part thereof as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of loans and guarantees described in that subsection."

Article 17, (1). — Le nouvel alinéa 31(1)*d*) prévoit, pour l'application du paragraphe 31(1), des pouvoirs essentiellement parallèles à ceux qui sont prévus aux alinéas 29(1)*c* et *d*). Les modifications des paragraphes 31(2) à (4) découlent de ce nouvel alinéa.

Texte actuel des paragraphes 31(1) à (4) :

•31. (1) Lorsque le Ministre signale au gouverneur en conseil
a) que le Conseil est d'avis qu'un prêt ou une garantie projetés du genre visé à l'article 29, s'ils étaient consentis ou fournis, le seraient pour une période ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement en ce qui concerne une opération d'exportation, une personne, un pays, un gouvernement ou un organisme gouvernementale quelconques ou en ce qui concerne une opération d'exportation, une personne, un pays, un gouvernement ou un orga-

nisme gouvernemental particuliers, et
b) que, de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national de consentir le prêt projeté ou de fournir la garantie projetée,
le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir le prêt projeté ou à fournir la garantie projetée, selon la cas.

(2) Tous les fonds dont la Société a besoin pour consentir des prêts ou exécuter une garantie fournie en vertu du présent article doivent être payés à la Société par le ministre des Finances sur le Fonds du revenu consolidé.

(3) La Société doit tenir un compte distinct de tous les fonds perçus à titre de recettes et de recouvrements et de tous les déboursés, afférents aux prêts consentis et aux garanties fournies en vertu du présent article et elle doit, sous réserve du paragraphe (4), payer au receveur général toutes ces recettes et tous ces recouvrements.

(4) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir la partie des recettes et recouvrements visés au paragraphe (3) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant *des prêts et garanties visés dans ce paragraphe*.

Expenses and overhead

(4) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries described in subsection (3) such part thereof as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of things done by the Corporation under subsection (1)."

(2) Section 31 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Amendment without authorization

"(6) Notwithstanding subsection (5), where, pursuant to subsection (1), the Governor in Council authorizes the Corporation to make a proposed loan, give a proposed guarantee or do any other thing and the Corporation, pursuant to that authorization, enters into an agreement with respect to the loan, guarantee or other thing, the Corporation may, without further authorization of the Governor in Council, at any time thereafter amend or vary that agreement, with the concurrence of the other party thereto or in accordance with any term thereof relating to amendment, in any way that does not cause the agreement to become an agreement that is inconsistent with the authorization of the Governor in Council.

Definition of "agreement"

(7) In subsection (6), "agreement", in relation to a loan or guarantee, includes an instrument that embodies the agreement or that is provided for in the agreement."

1977-78, c.38, s.5

18. All that portion of subsection 32(1) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"shall not at any time exceed ten billion dollars."

19. (1) All that portion of section 33 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"**33.** (1) Subject to subsection (2), the Corporation may, with the approval of the Minister of Finance,"

Power to purchase, sell, etc., instruments

(4) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir la partie des recettes et recouvrements visés au paragraphe (3) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant des opérations visées au paragraphe (1)."

Dépenses et frais généraux

(2) L'article 31 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

"(6) Nonobstant le paragraphe (5), lorsque le gouverneur en conseil autorise la Société, en vertu du paragraphe (1), à consentir un prêt projeté, à fournir une garantie projetée ou à effectuer toute autre opération et que la Société conclut une entente en vertu de cette autorisation, la Société peut, sans autre autorisation du gouverneur en conseil, modifier l'entente avec le consentement de l'autre partie ou conformément aux clauses de l'entente qui ont trait à sa modification pourvu que l'entente ainsi modifiée ne devienne pas incompatible avec l'autorisation.

Modification sans autorisation

(7) Au paragraphe (6), «entente» s'appliquant à un prêt ou à une garantie, s'entend notamment d'un effet qui contient l'entente ou qui est prévu dans une entente.»

Définition d'«entente»

18. Le passage du paragraphe 32(1) de ladite loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"ne doit jamais dépasser dix milliards de dollars."

19. (1) Le passage de l'article 33 de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"**33.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances,»

Pouvoir d'acheter, de vendre, etc. les effets

~~and to amend section 31(1) so that it may be exercised without the written consent of the Governor in Council if the Corporation has given notice to the Governor in Council that it proposes to do so.~~ These amendments are intended to make the proposed new subsection 31(1)(b) reflect the intent of the Minister of Finance for the purpose of section 31(1).

(2) New. This amendment would permit the Corporation to amend or vary, without further authorization of the Governor in Council, any agreement entered into by the Corporation pursuant to an authorization of the Governor in Council under subsection 31(1).

Clause 18: This amendment would increase the ceiling fixed by subsection 32(1) from two billion five hundred million dollars to ten billion dollars.

Subsection 32(1) at present reads as follows:

“32. (1) The total of

(a) the liability of foreign customers for the repayment of the principal amount under all loans made by the Corporation pursuant to section 31, and

(b) where the Corporation has entered into a written agreement to make a loan pursuant to section 31, the potential liability of foreign customers for the repayment of the principal amount under such loans

shall not at any time exceed *two billion five hundred million dollars.*”

Clause 19: (1), (2) and (3). The amendments proposed by subclauses (1) and (3) would remove from section 33 the requirement that, before the Corporation may exercise

the powers set out in subsection 32(1), it must obtain the written consent of the Governor in Council. The amendment proposed by clause (2) would add a new paragraph 32(1)(b) which would permit the Corporation to amend or vary any agreement entered into by it with a foreign customer without the written consent of the Governor in Council if the Corporation has given notice to the Governor in Council that it proposes to do so.

(2). — Nouveau. Cette modification permet à la Société de modifier, sans avoir à demander une nouvelle autorisation, les ententes conclues par la Société avec l'autorisation du gouverneur en conseil donnée conformément au paragraphe 31(1).

Article 18. — Relèvement du plafond fixé au paragraphe 32(1) de deux milliards cinq cents millions de dollars à dix milliards de dollars.

Texte actuel du paragraphe 32(1) :

“32. (1) Le total

a) de la responsabilité des clients étrangers au titre du remboursement du principal de l'ensemble des prêts consentis par la Société en conformité de l'article 31, et,

b) lorsque la Société a convenu par un accord écrit de consentir un prêt en conformité de l'article 31, de la responsabilité éventuelle des clients étrangers au titre du remboursement du principal de ces prêts ne doit jamais dépasser *deux milliards cinq cents millions de dollars.*»

Article 19, (1), (2) et (3). — Les modifications visées aux paragraphes (1) et (3) suppriment, à l'article 33, la disposition qui subordonne l'exercice par la Société des pouvoirs

c.8(2nd Supp.),
s.8

(2) Subparagraph 33(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) an instrument made payable to the Corporation by endorsement or otherwise or an interest in any such instrument, or ”

(3) Section 33 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Limitation

“(2) The Corporation shall not, in any case, exercise any power conferred on it by subsection (1) unless the Board, either before or after the Minister of Finance has given his approval, authorizes the Corporation to exercise the power in that case.

Approval of
Minister of
Finance

(3) For the purposes of subsection (1), the approval of the Minister of Finance may be given

- (a) for a specific transaction,
- (b) for a class or classes of transactions, or
- (c) generally

subject to such conditions or restrictions, if any, as he considers appropriate.”

1974-75-76,
c.17, s.10(2)

20. Subsection 34(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Contract
authorized by
Board

“(2) The Corporation shall not, in any case, enter into any contract of insurance pursuant to subsection (1) unless the Board authorizes it to do so in that case.

Contracts of
insurance
authorized by
Governor in
Council

34.1 (1) Where the Minister reports to the Governor in Council that

- (a) the Board is of the opinion that a proposed contract of insurance of the kind described in section 34 would, if entered into, impose on the Corporation a liability for a term or in an amount in excess of that which the Corporation would normally undertake in relation to any one investor, investment or foreign country or in relation to a particular investor, investment or foreign country, and

1974-75-76,
c.17, par.10(2)

10

(2) Le sous-alinéa 33a)(ii) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c.8 (2^e suppl.),
art. 8

“(ii) un effet dont la Société est bénéficiaire, par endossement ou autrement, ou un droit y afférent, ou”

5

(3) L'article 33 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

10

“(2) La Société ne peut, dans un cas donné, exercer tout pouvoir visé au paragraphe (1) que si le Conseil, avant ou après l'approbation du ministre des Finances, autorise la Société à l'exercer dans ce cas.

Restriction

(3) Aux fins du paragraphe (1), l'approbation du ministre des Finances peut être donnée

Approbation du
ministre des
Finances

- a) pour une opération particulière,
- b) pour une ou plusieurs catégories d'opérations, ou
- c) généralement

sous réserve des conditions ou restrictions, s'il y a lieu, qu'il estime indiquées.”

20

20. Le paragraphe 34(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1974-75-76,
c.17, par.10(2)

“(2) La Société ne peut, dans un cas donné, conclure un contrat d'assurance en vertu du paragraphe (1) que si le Conseil l'autorise à le conclure dans ce cas.

Autorisation du
Conseil
obligatoire

34.1 (1) Lorsque le Ministre signale au gouverneur en conseil

30

a) que le Conseil est d'avis qu'un contrat d'assurance projeté du genre visé à l'article 34, s'il était conclu, imposerait à la Société une responsabilité pour une période ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement en ce qui concerne un investisseur, un investissement ou un pays étranger quelconque ou en ce qui concerne un investisseur, un investissement ou un pays étranger particuliers, et

Autorisation du
gouverneur en
conseil pour
certains
contrats
d'assurance

45

any of the powers set out in section 33, the Board must first be of the opinion that the exercise of the power would be conducive to the carrying on of the business of the Corporation and would substitute for that requirement the requirement set out in the proposed new subsection 33(2). Those amendments would also, by means of the proposed new subsection 33(3), provide that the approval of the Minister of Finance for the purpose of section 33 may be given for a specific transaction or otherwise. The amendment proposed by subclause (2) would make it clear that the Corporation may purchase an instrument regardless of the means by which it is made payable to the Corporation.

The relevant portion of section 33 at present reads as follows:

"33. Where, in the opinion of the Board, it would be conducive to the carrying on of the business of the Corporation, the Corporation may, with the approval of the Minister of Finance,

(a) negotiate, sell or otherwise dispose of

(ii) an instrument made payable to the Corporation or an interest in any such instrument, or "

Clause 20: New. Subsection 34(2) at present imposes several limitations on the exercise by the Corporation of its power under subsection 34(1) to enter into contracts of insurance. This amendment would repeal the present subsection 34(2) and substitute for it a new subsection 34(2) and a new section 34.1. The proposed subsection 34(2) would, in lieu of the several limitations referred to, substitute the single limitation that the authorization of the Board must be obtained for each contract of insurance that the Corporation proposes to enter into under subsection 34(1). The proposed section 34.1 would provide that, in certain specified types of cases, the Minister may seek the authorization of the Governor in Council for the Corporation to enter into a contract of a kind described in section 34.

Subsection 34(2) at present reads as follows:

"(2) The Corporation shall not enter into a contract of insurance pursuant to subsection (1)

(a) in respect of any investment in a foreign country that will not provide economic advantages to Canada or contribute to the economic growth and development of the country in which it is made;

(b) that would insure an investor against the risk of loss of or in respect of any investment in a foreign country unless the investor files

qui y sont mentionnés au fait que le Conseil doit d'abord être d'avis que l'exercice de ceux-ci favoriserait la marche des affaires de la Société et la remplacent par celle qui est proposée au nouveau paragraphe 33(2). Le nouveau paragraphe 33(3) prévoit de plus que l'approbation du ministre des Finances, dans le cadre de l'article 33, peut être donnée pour une opération particulière ou autrement. La modification proposée au paragraphe (2) précise que la Société peut acheter un effet indépendamment de la façon dont elle en est constituée bénéficiaire.

Texte actuel du passage visé de l'article 33 :

"33. Lorsque le Conseil est d'avis que cela favoriserait la marche des affaires de la Société, cette dernière peut, avec l'approbation du ministre des Finances,

- a) négocier, vendre ou autrement aliéner
- . . .
- (ii) un effet dont la Société est bénéficiaire, ou un droit y afférent, ou»

Article 20. — Nouveau. Le paragraphe 34(2) impose actuellement plusieurs restrictions à l'exercice des pouvoirs qui sont conférés à la Société en matière de contrat d'assurance en vertu du paragraphe 34(1). La modification substitue, à l'actuel paragraphe 34(2), un nouveau paragraphe 34(2) et le nouvel article 34.1. Le nouveau paragraphe 34(2) remplace les nombreuses restrictions déjà mentionnées par une seule : l'obtention de l'autorisation du Conseil pour chacun des contrats d'assurance que la Société se propose de conclure conformément au paragraphe 34(1). Le nouvel article 34.1 prévoit que, dans certaines catégories de cas, le Ministre peut demander l'autorisation du gouverneur en conseil pour permettre à la Société de conclure un contrat du genre visé à l'article 34.

Texte actuel du paragraphe 34(2) :

"(2) La Société ne peut conclure, en application du paragraphe (1), de contrat d'assurance

- a) en ce qui concerne un investissement dans un pays étranger qui n'offrira pas d'avantages économiques pour le Canada ou ne contribuera pas à l'expansion économique du pays dans lequel il est fait;
- b) qui assurerait un investisseur contre le risque de perte d'un investissement fait dans un pays étranger ou d'une perte afférente à un tel investissement à moins que l'investisseur ne remette à la

Amendment without authorization

1974-75-76,
c.17, s.11

Foreign investment by related corporation

Definitions
"ownership interest"

(b) in the opinion of the Minister it is in the national interest that the proposed contract of insurance be entered into, the Governor in Council may authorize the Corporation to enter into the proposed contract of insurance.

(2) Where, pursuant to an authorization of the Governor in Council under subsection (1), the Corporation enters into a contract of insurance, the Corporation may, without further authorization of the Governor in Council, at any time thereafter amend or vary the contract, with the concurrence of the other party thereto or in accordance with any term thereof relating to amendment, in any way that does not cause the contract to become a contract that is inconsistent with the authorization of the Governor in Council."

21. Section 35 of the said Act is repealed 20 and the following substituted therefor:

"35. (1) In entering into a contract of insurance pursuant to subsection 34(1) or 34.1(1), the Corporation may agree with an investor that an investment in a foreign country by a corporation in which the investor has an ownership interest will be treated as an investment in a foreign country by the investor but the Corporation shall not enter into a contract to insure a greater percentage of such investment than the percentage, as determined by the Corporation, that

(a) the portion of the net assets of the corporation to which the investor would, 35 by virtue of his ownership interest in the corporation, be entitled directly or indirectly in the event of the dissolution thereof

is of 40

(b) the total net assets of the corporation.

(2) In this section,

"ownership interest", in relation to a corporation, means a direct or indirect entitlement, in the event of the dissolution of the corporation, to a determinable portion of the net assets thereof;

b) que, de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national de conclure le contrat d'assurance projeté,

le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à conclure le contrat d'assurance projeté.

(2) Lorsqu'elle conclut un contrat d'assurance en vertu d'une autorisation du gouverneur en conseil donnée conformément au paragraphe (1), la Société peut, 10 sans autre autorisation de celui-ci, modifier le contrat avec le consentement de l'autre partie ou conformément aux clauses de l'entente qui ont trait à sa modification pourvu que le contrat ainsi modifié ne 15 devienne pas incompatible avec l'autorisation.»

Modification sans autorisation

1974-75-76,
c.17, art.11

21. L'article 35 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"35. (1) La Société peut, lorsqu'elle 20 Investissement étranger par une corporation apparentée conclut un contrat d'assurance en conformité des paragraphes 34(1) ou 34.1(1), convenir avec un investisseur qu'un investissement fait dans un pays étranger par une corporation dans laquelle l'investisseur 25 a une participation sera traité comme un investissement fait par l'investisseur dans un pays étranger, mais le pourcentage de cet investissement qui peut être couvert par un contrat d'assurance conclu par la 30 Société ne doit pas dépasser le pourcentage, déterminé par la Société, que représente

a) la partie de l'actif net de la corporation à laquelle l'investisseur aurait droit 35 directement ou indirectement en cas de dissolution, en raison de sa participation

par rapport à

b) l'actif total net de la corporation.

(2) Dans le présent article,

«corporation» désigne toute entreprise qui constitue une entité juridique;

«participation» s'appliquant à une corporation, désigne le droit d'en recevoir directement ou indirectement une partie 45

40 Définitions

«corporation»

«participation»

a notice of intention to make such an investment with the Corporation before he makes the investment and the Corporation accepts in writing such notice of intention:

(c) that would insure an investor against the risk of loss in any country for a period of more than fifteen years;

(d) that would insure an investor against the risk of loss of or in respect of an investment in a foreign country unless

(i) the Minister is satisfied that the interests of the Corporation in investments in that country will be protected, and

(i) the Minister is satisfied that the interests of the Corporation in investments in that country will be protected, and

(ii) the investment is one that is not prohibited by the laws of that country or the government of that country has signified its approval of the investment by that investor; or

(e) without the approval of the Governor in Council, where the maximum liability that the Corporation could incur under such contract exceeds such amount as may be prescribed from time to time by the Governor in Council."

Clause 21: This amendment would broaden the application of section 35 and is in part consequential on the new section 34.1 proposed by clause 20.

Section 35 at present reads as follows:

"35. (1) The Corporation may, in entering into a contract of insurance pursuant to subsection 34(1), agree with an investor that an investment in a foreign country by a corporation in which the investor owns *voting shares* will be treated as an investment in a foreign country by the investor but the Corporation shall not enter into a contract to insure a greater percentage of such investment than the percentage that

(a) the number of votes attached to the issued and outstanding shares of the corporation that the investor would be entitled to cast in respect of voting shares that he owns directly or indirectly

is of

(b) the total number of votes attached to the issued and outstanding voting shares of the corporation.

(2) In this section, "voting share" means a share of a corporation carrying, at the date a contract of insurance is entered into pursuant to this section, a right to vote under all circumstances."

Société, avant de faire cet investissement, un avis de son intention de le faire, et que la Société n'accepte par écrit cet avis;

c) qui assurerait un investisseur contre le risque de perte dans tout pays pendant une période supérieure à quinze ans;

d) qui assurerait un investisseur contre le risque de perte d'un investissement fait dans un pays étranger ou d'une perte afférente à un tel investissement, à moins que

(i) le Ministre ne soit convaincu que les intérêts de la Société dans les investissements faits dans ce pays seront protégés, et que

(ii) l'investissement ne soit de ceux que les lois de ce pays n'interdisent pas ou que le gouvernement de ce pays n'ait signifié son approbation de l'investissement de cet investisseur; ni

e) sans l'approbation du gouverneur en conseil, lorsque la responsabilité maximum que la Société pourrait encourir en vertu de ce contrat dépasse le montant que peut prescrire à l'occasion le gouverneur en conseil.»

Article 21. — Extension de l'application de l'article 35.
écoule en partie du nouvel article 34.1 (article 20 du
projet de loi).

Texte actuel de l'article 35 :

35. (1) La Société peut, lorsqu'elle conclut un contrat d'assurance en conformité du paragraphe 34(1), convenir avec un investisseur qu'un investissement fait dans un pays étranger par une corporation dans laquelle l'investisseur possède des actions comportant droit de vote sera traité comme un investissement fait par l'investisseur dans un pays étranger, mais le pourcentage de cet investissement qui peut être couvert par un contrat d'assurance conclu par la Société ne doit pas dépasser le pourcentage que représente

a) le nombre de voix attachées aux actions émises et en circulation de la corporation que l'investisseur aurait le droit d'exprimer au titre des actions comportant droit de vote qu'il possède directement ou indirectement

par rapport au

b) nombre total de voix attachées aux actions comportant droit de vote émises et en circulation de la corporation.

(2) Dans le présent article, «action comportant droit de vote» désigne une action d'une corporation qui, à la date où un contrat d'assurance est conclu en conformité du présent article, comporte un droit de vote en toutes circonstances».

"corporation"

1974-75-76,
c.17, s.12Moneys to be
paid out of
C.R.F.

"corporation" means any enterprise that is a legal entity."

22. Section 36 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"36. (1) There shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund

(a) all moneys required by the Corporation to discharge its liabilities under contracts of insurance entered into under section 34.1; and

(b) where the Corporation contributes an amount of money to the pool of funds referred to in subsection 39(4) in respect of a pooling arrangement described in that subsection, an amount of money that is the same percentage of the amount so contributed as, in relation to that pooling arrangement, the total described in subparagraph 28(1)(d)(i) is 20 of the total described in subparagraph 28(1)(d)(ii).

(2) The Corporation shall maintain a separate account of

(a) all moneys received by way of receipts and recoveries in connection with contracts of insurance entered into under section 34.1;

(b) all disbursements made in connection with contracts of insurance referred to in paragraph (a); and

(c) all amounts of money contributed to any pooling arrangement described in subsection 39(4);

and, subject to subsection (3), shall pay to the Receiver General all receipts and recoveries referred to in paragraph (a).

Expenses and
overhead

(3) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries referred to in paragraph (2)(a) such part thereof as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of

(a) contracts of insurance referred to in that paragraph; or

portion of the net assets thereof;

déterminable de l'actif net, en cas de dissolution.)

22. L'article 36 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«36. (1) Doivent être payés à la Société par le ministre des Finances sur le Fonds du revenu consolidé

a) tous les fonds dont la Société a besoin pour s'acquitter de ses obligations aux termes des contrats d'assurance conclus en vertu de l'article 34.1; et

b) lorsque la Société contribue au fonds commun visé au paragraphe 39(4) dans le cadre d'une entente de mise en commun prévue à ce paragraphe, le montant qui, divisé par le montant contribué, donne une fraction égale à celle qui est constituée, relativement à l'entente, par le total visé au sous-alinéa 28(1)d)(i) sur le total visé au sous-alinéa 28(1)d)(ii).

(2) La Société doit tenir un compte distinct

a) de tous les fonds perçus à titre de recettes et de recouvrements afférents aux contrats d'assurance conclus en vertu de l'article 34.1;

b) de tous les débours afférents aux contrats d'assurance visés à l'alinéa a); et

c) de tous les montants qui ont été contribués à une entente de mise en commun visée au paragraphe 39(4),

et elle doit, sous réserve du paragraphe (3), payer au receveur général toutes les recettes et tous les recouvrements visés à l'alinéa a).

(3) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir la partie des recettes et recouvrements visés à l'alinéa (2)a) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant

a) des contrats d'assurance visés dans cet alinéa; ou

b) de l'inclusion dans une entente de mise en commun visée au paragraphe

1974-75-76,
c.17, art.12

5 Les fonds doivent être payés sur le F.R.C.

Compte distinct

Dépenses et
frais généraux

45

Clause 22: Consequential on the amendments proposed by clauses 20 and 23.

Section 36 at present reads as follows:

"36. (1) All moneys required by the Corporation to discharge its liabilities under contracts of insurance entered into under sections 34 and 39 shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund.

(2) The Corporation shall maintain a separate account of all moneys received by way of receipts and recoveries and of all disbursements made in connection with contracts of insurance entered into under sections 34 and 39 and shall, subject to subsection (3), pay to the Receiver General all such receipts and recoveries.

(3) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries described in subsection (2) such part thereof

(a) as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of contracts of insurance described in that subsection; and

(b) as the Corporation requires to pay premiums under contracts of insurance described in paragraph 39(1)(b)."

Article 22. — Découle des modifications proposées par les articles 20 et 23 du projet de loi.

Texte actuel de l'article 36 :

«36. (1) Tous les fonds dont la Société a besoin pour s'acquitter de ses obligations aux termes des contrats d'assurance conclus en vertu des articles 34 et 39 doivent être payés à la Société par le ministre des Finances sur le Fonds du revenu consolidé.

(2) La Société doit tenir un compte distinct de tous les fonds perçus à titre de recettes et de recouvrements et de tous les débours, afférents aux contrats d'assurance conclus en vertu des articles 34 et 39 et elle doit, sous réserve du paragraphe (3), payer au receveur général toutes ces recettes et tous ces recouvrements.

(3) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir la partie des recettes et recouvrements visés au paragraphe (2)

a) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant des contrats d'assurance visés dans ce paragraphe; et

b) dont la Société a besoin pour payer les primes que prévoient les contrats d'assurance visés à l'alinéa 39(1)b.»

1974-75-76,
c.17, s.14

Definitions

"contingent
liability"

"person"

Reinsurance
and assignment
of contingent
liability

Idem

Pooling
arrangement

(b) the inclusion in a pooling arrangement described in subsection 39(4) of contingent liabilities referred to in subsection 39(5)."

23. Section 39 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"**39.** (1) In this section,

"contingent liability" means, in respect of the Corporation, a contingent liability incurred by the Corporation as a result of a contract of insurance or other agreement made or guarantee issued by the Corporation pursuant to any provision of this Part other than this section;

"person" includes an enterprise whether incorporated or not and an export credits agency.

(2) Where the Corporation has incurred a contingent liability, the Corporation may enter into a contract with any person carrying on business in or out of Canada

(a) to insure or reinsurance the Corporation against, or

(b) under which such person assumes from the Corporation,

the whole or any part of that contingent liability.

(3) Where, as a direct or indirect consequence of an export transaction or investment in a foreign country, a person carrying on business in or out of Canada incurs a contingent liability, the Corporation may enter into a contract with that person whereby the Corporation

(a) insures or reinsures that person against, or

(b) assumes from that person, the whole or any part of that contingent liability.

(4) The Corporation may enter into an agreement with one or more persons carrying on business in or out of Canada to participate with such persons in a pooling

39(4) des responsabilités éventuelles prévues au paragraphe 39(5)."

23. L'article 39 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"**39.** (1) Dans le présent article,

«personne» comprend une entreprise, constituée ou non en corporation ainsi qu'un organisme de crédit à l'exportation;

«responsabilité éventuelle» désigne, à l'égard de la Société, une responsabilité éventuelle encourue par elle aux termes d'un contrat d'assurance ou d'une autre entente conclus par elle ou d'une garantie fournie par elle, en vertu des autres dispositions de la présente partie.

1974-75-76, c.
17, art. 14

5 Définitions

«personne»

«responsabilité
éventuelle»

15

Réassurance et
prise en charge
d'une
responsabilité
éventuelle

(2) Dans les cas où elle a encouru une responsabilité éventuelle, la Société peut conclure un contrat avec toute personne faisant des affaires au Canada ou à l'étranger

a) pour assurer ou réassurer totalement ou partiellement la Société contre la responsabilité éventuelle; ou

b) pour faire assumer totalement ou partiellement par cette personne la responsabilité éventuelle.

20

Idem

(3) Lorsqu'une opération d'exportation ou un investissement dans un pays étranger a comme conséquence directe ou indirecte pour une personne faisant des affaires au Canada ou à l'étranger une responsabilité éventuelle, la Société peut conclure avec cette personne un contrat pour

a) assurer ou réassurer totalement ou partiellement cette personne contre la responsabilité éventuelle; ou

b) assumer totalement ou partiellement la responsabilité éventuelle.

35

30

(4) La Société peut conclure une entente avec une ou plusieurs personnes faisant des affaires au Canada ou à l'étranger pour participer avec ces personnes

40

45

Entente de mise
en commun

Clause 23: New.

Article 23. — Nouveau.

arrangement with respect to contingent liabilities whereby

(a) a pool of funds is established and maintained by means of the contribution from time to time by each participant of an amount of money to such pool; and

(b) payments are made out of the pool referred to in paragraph (a) to compensate a participant, in whole or in part, for an actual liability incurred by the participant as a result of a contingent liability to which the arrangement applies.

(5) Where the Minister reports to the Governor in Council that

(a) the Board is of the opinion that a contingent liability incurred by the Corporation as a result of a contract or other agreement entered into or guarantee issued under section 27, 31 or 34.1 should be included in a pooling arrangement described in subsection (4), and

(b) in the opinion of the Minister it is in the national interest that the contingent liability be so included,

the Governor in Council may authorize the Corporation to include the contingent liability in the pooling arrangement.

(6) The Corporation shall not include or agree to include in a pooling arrangement described in subsection (4) any contingent liability referred to in subsection (5) except with the authorization of the Governor in Council."

24. (1) On the coming into force of this Act, any amount standing to the credit of the capital surplus account referred to in subsection 11(3) of the *Export Development Act* shall be transferred out of that account and credited in the accounts of the Corporation as though it had been paid to the Corporation out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to subsection 11(2) of that Act and a number of shares of the Corporation equal to the number of dollars obtained by dividing that amount by one hundred shall be issued to the Minister as though he had subscribed for that number of shares pursuant to subsection 11(2) of that Act.

Where
authorization of
Governor in
Council
required

Limitation

Transfer out of
capital surplus
account

nes à une entente de mise en commun prévoyant, relativement à des responsabilités éventuelles,

a) la création et l'approvisionnement d'un fonds commun par les contributions des participants; et

b) le paiement sur le fonds visé à l'alinéa a) d'un montant compensatoire total ou partiel au participant dont la responsabilité éventuelle prévue dans l'entente devient une responsabilité réelle.

(5) Lorsque le Ministre signale au gouverneur en conseil

a) que le Conseil est d'avis qu'une responsabilité éventuelle encourue par la Société et provenant d'un contrat, d'une autre entente ou d'une garantie prévus aux articles 27, 31 ou 34.1 devrait être incluse dans une entente de mise en commun prévue au paragraphe (4), et

b) que, de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national que la responsabilité éventuelle soit incluse dans l'entente,

le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à inclure la responsabilité éventuelle dans l'entente de mise en commun.

(6) La Société ne peut inclure ni convenir d'inclure une responsabilité éventuelle visée au paragraphe (5) dans une entente de mise en commun visée au paragraphe (4) qu'avec l'autorisation du gouverneur en conseil.»

Autorisation du
gouverneur en
conseil
obligatoire

Restriction

Transfert du
compte de
l'excédent de
capital

24. (1) Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, le solde créditeur du compte de l'excédent de capital visé au paragraphe 11(3) de la *Loi sur l'expansion des exportations* est transféré au compte de la Société comme si ce solde avait été versé à la Société sur le Fonds du revenu consolidé en vertu du paragraphe 11(2) de cette loi; il est émis au profit du Ministre un nombre d'actions égal au nombre de dollars qui composent le centième du solde comme si le Ministre y avait souscrit en vertu du paragraphe 11(2) de cette loi.

45

Definitions

(2) In this section, the words "Corporation" and "Minister" have the same meaning as in the *Export Development Act*.

Il est entendu que les termes "Corporation" et "Minister" ont la même signification qu'ils ont dans la loi sur le développement des exportations.

Les paiements sont ceux qui sont faits conformément à la partie II ou à une partie de la partie II du contrat ou autre arrangement conclu ou garantissant jusqu'à l'application de l'article 27, 31 ou 34, 1) lorsque le ministre a signé un arrangement dans lequel les dispositions ci-dessous sont énumérées;

a) Where the Minister agrees to the following in writing:

(a) the Corporation or someone else is entitled to receive, by the Corporation, in respect of a contract or other arrangement, funds or guarantees against which the Minister, 27, 31 or 34, 1) would be entitled to sign or countersign, subject to subsection 3(1)(a);

(b) to the amount of any obligation to the public entered into under any arrangement described in (a);

the Corporation Council may authorise the Corporation to include the amounts payable in the funding arrangements;

(c) the Corporation shall not be liable to agree to include in a funding arrangement described in (a), (b) any contingent liability referred to in subsection 3(1) except with the approbation of the Governor in Council."

24. (1) On the coming into force of the Act, any amount owing to the credit of the capital surplus account referred to in subsection 11(3) of the *Export Development Act* shall be transferred out of that account and credited in the account of the Corporation as though it had been paid to the Corporation out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to subsection 11(1) of that Act and a number of shares of the Corporation equal to the number of dollars obtained by dividing that amount by one hundred shall be issued to the Minister as though he had subscribed

(2) Au présent article, «Société» et «Ministre» s'entendent au sens de ces mots dans la Loi sur l'expansion des exportations.

Il est entendu que les termes "Société" et "Ministre" ont la même signification qu'ils ont dans la loi sur l'expansion des exportations.

b) le paiement sur le fonds versé à l'administration d'un montant compensatoire total au profit du participant dans la responsabilité éventuelle prévue dans l'article 10 devient une responsabilité réelle.

(3) Lorsque le Ministre signe un paiement en écriture:

a) il devra faire en sorte d'avoir en son possession un certificat signé par le Ministre et portant d'un nom, d'une date exacte ou d'une période précisant l'article 27, 31 ou 34, 1) devant être versé dans une somme de mille ou cent mille pesos ou paragraphe (4), (5), (7),

b) que, de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national que la responsabilité éventuelle soit reçue dans l'œuvre,

le gouverneur en conseil peut décider la Société à負ir la responsabilité éventuelle dans l'œuvre au nom commun.

(4) La Société ne peut inclure si nécessaire d'inclure une responsabilité financière dans un paragraphe (3) dans une entente de crédit en commun sous un paragraphe 39(4) qu'avec l'autorisation du gouverneur en conseil.

24. (1) Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, le solde courant du compte de l'équivalent de capital versé au paragraphe 35(1)(a) de la loi sur l'expansion des exportations est transféré au compte de la Société comme si ce solde avait été versé à la Société sur le Fond de revenu consolidé au titre du paragraphe 11(3) de cette loi; il est ainsi au profit de l'administre un nombre d'actions égal au nombre de dollars qui composent le capital de la Société comme si le Ministre y avait consenti en vertu du paragraphe 11(3) de cette loi.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

C-110

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31-32 Elizabeth II, 1980-81-82-83

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-110

An Act to amend the Export Development Act

C-110

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31-32 Elizabeth II, 1980-81-82-83

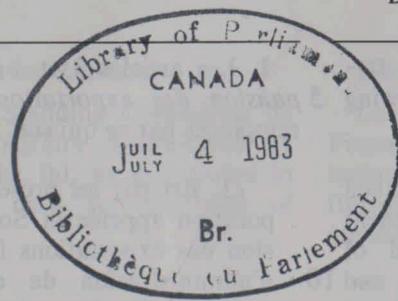
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-110

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JUNE 28, 1983
BY THE STANDING COMMITTEE ON FINANCE, TRADE
AND ECONOMIC AFFAIRS

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET RAPPORTÉ LE 28 JUIN
1983 PAR LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES,
DU COMMERCE ET DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES



THE MINISTER OF STATE (INTERNATIONAL TRADE)

LE MINISTRE D'ÉTAT (COMMERCE INTERNATIONAL)

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31-32 Elizabeth II, 1980-81-82-83

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31-32 Elizabeth II, 1980-81-82-83

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-110

An Act to amend the Export Development
Act

R.S., c.E-18;
c.8(2nd Supp.);
1970-71-72, cc.
43, 63;
1973-74, c.13;
1974-75-76,
c.17; 1976-77,
cc. 17, 28, 34;
1977-78, c.38;
1980-81-82,
c.47

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

c.8(2nd Supp.)
s.1

1. Sections 3 and 4 of the *Export De-
velopment Act* are repealed and the following
substituted therefor:

Corporation
established

“3. A corporation is hereby established
to be known as the Export Development
Corporation, consisting of a Board of
Directors composed of a Chairman and 10
fourteen other directors, to be appointed
by the Governor in Council as provided in
section 4.

Appointment of
Chairman

4. (1) Any director who is appointed
from among persons employed in the 15
public service of Canada shall be appoint-
ed by the Governor in Council to hold
office during pleasure and any director
appointed from among persons not so
employed shall be appointed by the Gover- 20
nor in Council to hold office during pleas-
ure for a term not exceeding five years.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-110

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des
exportations

S.R., c.E-18;
c.8(2^e suppl.);
1970-71-72,
c.43, 63;
1973-74, c.13;
1974-75-76,
c.17; 1976-77,
c.17, 28, 34;
1977-78, c.38;
1980-81-82,
c.47

Sa Majesté, sur l'avis et avec le conseil-
ement du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

1. Les articles 3 et 4 de la *Loi sur l'ex-
pansion des exportations* sont abrogés et 5
remplacés par ce qui suit : c.8 (2^e suppl.),
art. 1

«3. Est par les présentes créée une cor-
poration appelée la Société pour l'expansion
des exportations formée d'un conseil
d'administration de quinze administra- 10
teurs, dont le président du Conseil,
nommés par le gouverneur en conseil con-
formément à l'article 4.

Création de la
Société

4. (1) Les administrateurs qui sont 15
choisis parmi les employés de la fonction
publique du Canada sont nommés par le
gouverneur en conseil à titre amovible et
les autres administrateurs sont nommés
par le gouverneur en conseil à titre amovi-
ble pour un mandat d'au plus cinq ans. 20

Président du
Conseil

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and amounts and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act to amend the Export Development Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière, selon les montants prescrits et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations».

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

The amendment made in the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs is indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

La modification apportée par le Comité permanent des Finances, du commerce et des questions économiques est indiquée par des soulignements et des lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au bill tel qu'il a été distribué en première lecture.

Vice-Chairman	(2) The Vice-Chairman shall be elected by the Board from among its members."	(2) Le Conseil doit élire un vice-président du Conseil choisi parmi ses membres.»	Vice-président du Conseil
	2. Section 6 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	2. L'article 6 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	5
Chairman to preside at meetings	"6. (1) The Chairman shall preside at meetings of the Board and of the Executive Committee.	6. (1) Le président du Conseil préside les réunions du Conseil et du comité de direction.	Présidence des réunions du Conseil
Absence, etc., of Chairman	(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairman or if the office of Chairman is vacant, the Vice-Chairman shall perform the functions of the Chairman during the absence, incapacity or vacancy.	(2) En cas d'absence ou d'incapacité du président du Conseil, ou si le poste est vacant, le vice-président du Conseil assure la suppléance.	Absence du président
Absence, etc., of Chairman and Vice-Chairman	(3) Where the Vice-Chairman is, by reason of circumstances referred to in subsection (2), authorized by that subsection to act as Chairman but the Vice-Chairman is himself absent or incapacitated or the office of Vice-Chairman is vacant, such of the other directors as are present at a meeting shall, if they constitute a quorum of the Board or of the Executive Committee, select a director to act as Chairman and the director so selected shall perform the functions of the Chairman until such time as the Chairman or Vice-Chairman is available to perform them."	(3) En cas d'absence ou d'incapacité du vice-président du Conseil, ou de vacance de son poste, pendant la période de suppléance visée au paragraphe (2), les autres administrateurs présents à une réunion, pourvu qu'ils constituent le quorum du Conseil ou du comité de direction, choisissent un administrateur pour exercer les fonctions de président du Conseil jusqu'à ce que le président du Conseil ou le vice-président du Conseil soit en mesure de les exercer.»	Absence du suppléant
	3. Subsection 7(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	3. Le paragraphe 7(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	30
Executive Committee	"7. (1) There shall be an Executive Committee of the Board consisting of the Chairman and four other directors selected by the Board."	7. (1) Est établi un comité de direction du Conseil, formé du président du Conseil et de quatre autres administrateurs choisis par le Conseil.»	Comité de direction
	4. (1) Paragraphs 10(1)(b) and (c) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:	4. (1) Les alinéas 10(1)b) et c) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	30
	"(b) as security for any loan made, guarantee given or other liability assumed under this Act, take, hold and sell mortgages on, interests in or title to real and personal property;	"b) à titre de sûreté pour tout prêt consenti, pour toute garantie donnée ou pour toute responsabilité assumée en vertu de la présente loi, prendre, détenir et vendre des nantissements, hypothèques ou autres droits, y compris celui de propriété, sur des biens mobiliers et immobiliers;	35
	(c) acquire, hold, sell, lease or otherwise dispose of any real and personal property mortgaged to the Corporation or in which the Corporation has taken any interest or to which it has taken title;"	c) acquérir, détenir, vendre ou céder à bail tous biens mobiliers et immobiliers	40

(2) Paragraph 10(1)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e) invest moneys of the Corporation in bonds, stocks, debentures or other securities of or guaranteed by
 (i) the Government of Canada, or
 (ii) the government of a country other than Canada if
 (A) the country and the currency in which the value of the security is expressed have been prescribed by the Minister of Finance for the purposes of this subparagraph, and
 (B) the security will mature within a period prescribed for that type of security by the Minister of Finance for the purposes of this subparagraph;”

5. (1) Subsection 11(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**11.** (1) The authorized capital of the Corporation is two billion dollars, divided into 20,000,000 shares of the par value of one hundred dollars each.”

c.8(2nd Supp.), s.2(2) (2) Subsection 11(3) of the said Act is repealed.

6. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**12.** The Corporation may, with the approval of the Minister of Finance, borrow money by any means, including issuing and selling bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness of the Corporation.”

Borrowing

1974-75-76, c.17, s.2

Maximum borrowings of Corporation

7. Section 14 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**14.** The aggregate amount of borrowings of the Corporation pursuant to sections 12 and 13 and outstanding shall not

qui sont grevés de nantissements ou d'hypothèques en faveur de la Société ou sur lesquels la Société a un droit, y compris celui de propriété, ou autrement en disposer;»

5

(2) L’alinéa 10(1)e) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“e) placer des fonds de la Société dans des obligations, actions, débentures ou autres valeurs émises ou garanties par:

(i) le gouvernement du Canada, ou
 (ii) le gouvernement d'un pays autre que le Canada pourvu

(A) que ce pays et la monnaie dans laquelle le montant de la valeur est établi aient été prescrits par le ministre des Finances aux fins du présent sous-alinéa, et

(B) que la valeur vienne à échéance dans une période prescrite par le ministre des Finances à l'égard de ce genre de valeur aux fins du présent sous-alinéa;”

5. (1) Le paragraphe 11(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c.38, art. 1

“**11.** (1) Le capital autorisé de la Société est de deux milliards de dollars, réparti en 20,000,000 d'actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune.”

Capital autorisé

(2) Le paragraphe 11(3) de ladite loi est abrogé.

c.8 (2^e suppl.), par. 2(2)

6. L'article 12 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**12.** La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, emprunter des fonds de toute manière, notamment par l'émission et la vente d'obligations, de débentures, de billets et autres titres de créance de la Société.”

Emprunt

7. L'article 14 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1974-75-76, c.17, art. 2

“**14.** Le total non remboursé des emprunts de la Société faits en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser

Maximum des emprunts de la Société

exceed an amount equal to ten times the authorized capital of the Corporation.”

8. Subsection 16(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraph:

“(c.1) delegating, subject to any terms and conditions specified in the by-laws and notwithstanding any delegation of such authority to the Executive Committee pursuant to paragraph (a), to any one or more officers of the Corporation, jointly or severally, any authority to authorize the Corporation to exercise a power under this Act that is given specifically to the Board by any provision of this Act;”

9. (1) All that portion of section 23 of the said Act preceding the definition “export credits agency” is repealed and the following substituted therefor:

“23. (1) In this Part,”

(2) The definition “export transaction” in section 23 of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(e) the purchase in Canada by a person carrying on business or other activities in Canada of goods that that person will use out of Canada or will lease to another person, including a foreign government, for use out of Canada;”

35

(3) Paragraphs (c) and (d) of the definition “investment in a foreign country” in section 23 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(c) the lending of money or extension of credit, by any means, to a person in a

un montant égal à dix fois celui du capital autorisé de la Société.”

8. Le paragraphe 16(1) de ladite loi est modifié par insertion, après l’alinéa c), de ce qui suit :

5

“(c.1) déléguant, nonobstant délégation au comité de direction conformément à l’alinéa a), à un ou plusieurs membres de la direction, conditionnellement ou non et à titre individuel ou collectif, des pouvoirs particuliers que lui confère la présente loi d’autoriser la Société à agir;”

9. (1) Le passage de l’article 23 de ladite loi qui précède la définition d’«ancienne loi» est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“23. (1) Dans la présente Partie”

Définitions

(2) Les alinéas c) et d) de la définition d’investissement dans un pays étranger à l’article 23 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(c) le prêt d’argent ou l’octroi de crédit, de toute manière, à une personne dans un pays étranger pour l’usage de cette personne dans ou pour une entreprise qu’elle exploite ou se propose d’exploiter dans ce pays,

d) le transfert de fonds ou l’expédition de marchandises ou d’équipement à un pays étranger en vue de leur utilisation dans ou pour une entreprise exploitée ou qu’on se propose d’exploiter dans ce pays,»

(3) Les sous-alinéas e)(i) et (ii) de la définition d’investissement dans un pays étranger à l’article 23 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1974-75-76,
c.17, par.3(3)

“(i) de gérer cette entreprise,

foreign country for use by him in or in connection with a business carried on, or proposed to be carried on, by him in that country,

(d) the transferring of any money, or the shipping of goods or equipment, to a foreign country for use in or in connection with a business carried on, or proposed to be carried on, in that country,"

1974-75-76,
c.17, s.3(3)

(4) Subparagraphs (e)(i) and (ii) of the definition "investment in a foreign country" in section 23 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(i) to manage such business,
(ii) to furnish administrative, financial, technical or general advisory services to such business,"

(5) The definition "investment in a foreign country" in section 23 of the said Act is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (e) thereof and by repealing paragraph (f) thereof and substituting the following therefor:

"(f) the giving by a person of a guarantee of payment of an amount payable as a result of an investment set out in paragraphs (a) to (e) where such investment is made by another person in a business carried on, or proposed to be carried on, in a foreign country and the guarantee is given to that other person, or

(g) where there is a series of two or more guarantees each of which, except

(ii) de fournir des services consultatifs d'ordre administratif, financier, technique ou en général à cette entreprise,»

(4) La définition d'"investissement dans un pays étranger" à l'article 23 de ladite loi est en outre modifiée par suppression de «ou» à la fin de l'alinéa e) et par abrogation de l'alinéa f), auquel est substitué ce qui suit :

"f) la garantie donnée par une personne, à l'égard du versement d'une somme payable par suite d'un investissement visé aux alinéas a) à e), lorsque cet investissement est fait par une autre personne dans une entreprise exploitée, ou qu'on se propose d'exploiter, dans un pays étranger et que la garantie est donnée à cette autre personne; ou
g) dans les cas d'au moins deux garanties en série, dont chacune, sauf la première, est donnée à l'égard d'une garantie précédente, toute garantie donnée dans la série, pourvu que la première garantie soit un investissement dans un pays étranger aux termes de l'alinéa f);»

(5) La définition d'"opération d'exportation" à l'article 23 de ladite loi est modifiée par suppression de «ou» à la fin de l'alinéa c), par insertion de «ou» à la fin de l'alinéa d) et par adjonction de ce qui suit :

"e) l'achat, fait au Canada par une personne faisant des affaires ou ayant d'autres activités au Canada, de marchandises que cette personne utilisera hors du Canada ou louera à une autre personne, y compris un gouvernement étranger, pour utilisation hors du Canada;»

the case in favor of a reversal of a conviction because the trial judge failed to instruct the jury to disregard evidence of the defendant's prior convictions. The court held that the trial judge's failure to instruct the jury to disregard evidence of the defendant's prior convictions violated Article 37(1) of the Constitution of Chile, which provides that "[t]he law shall not prescribe punishment for acts committed before the date of promulgation of the law".

"(3) Minimization of delimiting the function of criminal justice to the protection of society, in detriment to the prevention of crime, to the exclusion of the detection and punishment of offenders, leaving aside the objective of retribution and the protection of society." The court held that the trial judge violated Article 37(1) of the Constitution of Chile by failing to instruct the jury to disregard evidence of the defendant's prior convictions.

"(4) Minimization of delimiting the function of criminal justice to the protection of society, in detriment to the prevention of crime, to the exclusion of the detection and punishment of offenders, leaving aside the objective of retribution and the protection of society." The court held that the trial judge violated Article 37(1) of the Constitution of Chile by failing to instruct the jury to disregard evidence of the defendant's prior convictions.

"(5) Minimization of delimiting the function of criminal justice to the protection of society, in detriment to the prevention of crime, to the exclusion of the detection and punishment of offenders, leaving aside the objective of retribution and the protection of society." The court held that the trial judge violated Article 37(1) of the Constitution of Chile by failing to instruct the jury to disregard evidence of the defendant's prior convictions.

"(6) Minimization of delimiting the function of criminal justice to the protection of society, in detriment to the prevention of crime, to the exclusion of the detection and punishment of offenders, leaving aside the objective of retribution and the protection of society." The court held that the trial judge violated Article 37(1) of the Constitution of Chile by failing to instruct the jury to disregard evidence of the defendant's prior convictions.

"(7) Minimization of delimiting the function of criminal justice to the protection of society, in detriment to the prevention of crime, to the exclusion of the detection and punishment of offenders, leaving aside the objective of retribution and the protection of society." The court held that the trial judge violated Article 37(1) of the Constitution of Chile by failing to instruct the jury to disregard evidence of the defendant's prior convictions.

"(8) Minimization of delimiting the function of criminal justice to the protection of society, in detriment to the prevention of crime, to the exclusion of the detection and punishment of offenders, leaving aside the objective of retribution and the protection of society." The court held that the trial judge violated Article 37(1) of the Constitution of Chile by failing to instruct the jury to disregard evidence of the defendant's prior convictions.

III. The Courts' Role in Protecting the Constitutional Right to a Fair Trial

Article 252 of the Constitution of Chile ("Art. 252")

provides that "[t]he courts shall exercise their

judicial power in accordance with the principles of justice, equality, and

impartiality, and shall guarantee the right to a

fair trial, in accordance with the principles of

justice, equality, and

impartiality, and shall guarantee the right to a

the first, is given in respect of a preceding guarantee in the series, the giving of any guarantee in the series if the first such guarantee is an investment in a foreign country by reason of paragraph 5 (f);”

(6) Section 23 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Idem

“(2) Notwithstanding the definition 10 “foreign customer” in subsection (1), the expression “foreign customer”, in relation to an export transaction described in paragraph (e) of the definition “export transaction” in that subsection, means the person 15 referred to in that paragraph as carrying on business or other activities in Canada.

Governor in Council may prescribe conditions

(3) Notwithstanding any provision of this Act, the Corporation shall, in exercising any power conferred on it by or pursuant to this Act in relation to an export transaction described in paragraph (e) of the definition “export transaction” in subsection (1), comply with such conditions of general application as the Governor in Council may prescribe.”

1974-75-76,
c.17, s.4

10. Paragraphs 24(1)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(a) enter into a contract of insurance 30 with a person carrying on business or other activities in Canada to insure that person (hereinafter referred to as the “insured”) against any risk of loss under or in respect of an export transaction, or 35 a transaction that is related to or could result in an export transaction, from any cause not avoidable by him or his foreign affiliate, if any;

(b) issue guarantees, by appropriate 40 endorsement of instruments or otherwise, to any person in connection with a transaction in respect of which a contract of insurance has been or could be entered into under paragraph (a); and ” 45

11. Section 25 of the said Act is repealed.

“(a) de faire des opérations consistant à une administration, l'exploitation, la vente ou en général à cette entreprise,

(6) L'article 23 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

“(2) Nonobstant la définition de «client étranger» au paragraphe (1), ce terme désigne, dans le cas d'une opération d'exportation visée à l'alinéa e) de la définition d'«opération d'exportation» à ce paragraphe, la personne qui fait des affaires ou a des activités au Canada.

Idem

(3) Nonobstant la présente loi, la 10 Société doit, dans l'exercice des pouvoirs que lui confère la présente loi en ce qui concerne une opération d'exportation prévue à l'alinéa e) de la définition d'«opération d'exportation» au paragraphe (1), 15 respecter les conditions d'application générale que peut prescrire le gouverneur en conseil.”

Pouvoir du gouverneur en conseil de prescrire des conditions

10. Les alinéas 24(1)a et b) de ladite loi 1974-75-76,
c.17, art. 4 sont abrogés et remplacés par ce qui suit : 20

“(a) conclure un contrat d'assurance avec une personne faisant des affaires ou ayant d'autres activités au Canada afin d'assurer cette personne (ci-après appelée «l'assuré») contre tout risque de 25 perte résultant, dans le cadre d'une opération d'exportation ou d'une opération reliée à une opération d'exportation ou qui pourrait résulter en une opération d'exportation, d'une cause qui ne peut 30 être éliminée ni par elle ni, le cas échéant, par son affilié étranger;

b) fournir à une personne, au moyen de l'endossement approprié d'effets ou autrement, des garanties relatives à une 35 opération pour laquelle un contrat d'assurance a été ou pourrait être conclu en vertu de l'alinéa a); et»

11. L'article 25 de ladite loi est abrogé.

1977-78, c.38,
s.3

12. (1) All that portion of section 26 of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Liability under contracts, guarantees, etc., outstanding

"26. (1) Subject to subsections (2) and 5
(3), the total of

(a) the contingent liability of the Corporation under contracts of insurance and other agreements entered into and guarantees issued under sections 24 and 10 34 of this Act and sections 13 and 13A of the former Act and outstanding,"

1977-78, c.38,
s.3

(2) Section 26 of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (c) thereof, the following paragraphs:

"(d) the contingent liability of the Corporation under all contracts entered into under subsection 39(3) and outstanding, 20 and

(e) where the Corporation enters into an agreement pursuant to subsection 39(4) to participate in a pooling arrangement described in that subsection, a portion of the contingent liability of the Corporation resulting from such agreement equal to the proportion that

(i) the total of

(A) all contingent liabilities 30 described in paragraph (a) to which the arrangement applies, and

(B) all liabilities described in paragraph (b) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived, and

(C) all potential liabilities described in paragraph (c) from 40 which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived,

is of

45

(ii) the total of

(A) all contingent liabilities described in paragraph (a) or

12. (1) Le passage de l'article 26 de ladite loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c.38,
art. 3

«26. (1) Sous réserve des paragraphes 5 (2) et (3), le total

a) de la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des contrats d'assurance et des autres ententes conclus et des garanties fournies en vertu des articles 24 et 34 de la présente loi et des 10 articles 13 et 13A de l'ancienne loi et qui sont en cours,»

(2) L'article 26 de ladite loi est en outre modifié par suppression de «et» à la fin de 15 l'alinéa b) et par insertion, après l'alinéa c), 15 de ce qui suit :

1977-78, c. 38,
art. 3

«d) de la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des contrats conclus en vertu du paragraphe 39(3) et qui sont en cours, et

20

e) lorsque la Société conclut une entente de mise en commun en vertu du paragraphe 39(4), de la partie de la responsabilité éventuelle de la Société découlant de l'entente qui, par rapport à 25 cette responsabilité, est dans la même proportion que

(i) le total

(A) des responsabilités éventuelles visées à l'alinéa a) et auxquelles s'applique l'entente,

(B) des responsabilités visées à l'alinéa b) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société

auxquelles s'applique l'entente, et

(C) des responsabilités éventuelles visées à l'alinéa c) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente,

est par rapport

(ii) au total

(A) des responsabilités éventuelles visées aux alinéas a) ou 28(1)a) et auxquelles s'applique l'entente,

28(1)(a) to which the arrangement applies,
 (B) all liabilities described in paragraph (b) or 28(1)(b) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived, and
 (C) all potential liabilities described in paragraph (c) or 10 28(1)(c) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived" 15

(3) Section 26 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Limitation

"(2) Where the Corporation enters into a contract under subsection 39(2) with another person with respect to

- (a) a contingent liability described in paragraph (1)(a), or
- (b) a contingent liability derived directly or indirectly from a liability or potential liability described in paragraph (1)(b) or (c),

the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account as follows for the purpose of subsection (1), namely,

(c) where, under the contract, the other person insures or reinsures the Corporation against or assumes from the Corporation the whole of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b), no part of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account, and

(d) where, under the contract, the other person insures or reinsures the Corporation against or assumes from the Corporation a part only of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b), there shall be taken into account only a percentage of the contingent lia-

5
 10
 15
 20
 25
 30
 35
 40
 45
 50

(B) des responsabilités visées aux alinéas b) ou 28(1)b) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente, et
 (C) des responsabilités éventuelles visées aux alinéas c) ou 28(1)c) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente»

(3) L'article 26 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

«(2) Lorsque la Société conclut un contrat en vertu du paragraphe 39(2) avec une autre personne au sujet

- a) d'une responsabilité éventuelle visée à l'alinéa (1)a), ou
- b) d'une responsabilité éventuelle de la Société découlant, directement ou indirectement, d'une responsabilité ou d'une responsabilité éventuelle visée aux alinéas (1)b) ou c),

le montant entrant en ligne de compte aux fins du paragraphe (1) quant à la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou à la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, s'établit de la façon suivante:

- c) si, aux termes du contrat, la responsabilité éventuelle de la Société est assumée, assurée ou réassurée en totalité par l'autre personne, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre pas en ligne de compte, et
- d) si, aux termes du contrat, la responsabilité éventuelle de la Société n'est assumée, assurée ou réassurée par l'autre personne qu'en partie, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre en ligne de compte

bility referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, equal to the percentage of the contingent liability against which the other person has not insured or reinsured the Corporation or that he has not assumed from the Corporation.

Idem

(3) Where, pursuant to a pooling arrangement described in subsection 10 39(4), the Corporation is entitled to be compensated if it incurs an actual liability as a result of

(a) a contingent liability described in paragraph (1)(a), or 15

(b) a contingent liability derived directly or indirectly from a liability or potential liability described in paragraph (1)(b) or (c),

the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account as follows for the purpose of subsection (1), namely, 25

(c) where the Corporation is entitled to be compensated up to the full amount of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b) if, as a result of the contingent liability, it incurs an actual 30 liability, no part of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account, and 35

(d) where the Corporation is not entitled to be compensated up to the full amount of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b) if, as a result of the contingent liability, it incurs an actual liability, there shall be taken into account only a percentage of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph 45 (b), as the case may be, equal to the percentage of the contingent liability in respect of which the Corporation is not entitled to be compensated."

qu'à concurrence du pourcentage de la responsabilité éventuelle de la Société qui n'est pas assumé, assuré ni réassuré.

(3) Lorsque, en vertu d'une entente de mise en commun visée au paragraphe 5 39(4), la Société a droit à une compensation en cas de responsabilité réelle résultant

a) d'une responsabilité éventuelle visée à l'alinéa (1)a), ou 10

b) d'une responsabilité éventuelle de la Société découlant, directement ou indirectement, d'une responsabilité ou d'une responsabilité éventuelle visée aux alinéas (1)b) ou c), 15

le montant entrant en ligne de compte aux fins du paragraphe (1) quant à la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou à la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, s'établit de la façon suivante:

c) si la Société a droit à une compensation entière quant à la responsabilité éventuelle visée aux alinéas a) ou b) dans les cas où la responsabilité éventuelle deviendrait réelle, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre pas en ligne de 30 compte, et

d) si la Société n'a pas droit à une compensation entière quant à la responsabilité éventuelle visée aux alinéas a) ou b) dans les cas où la responsabilité éventuelle deviendrait réelle, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre en ligne de 40 compte qu'à concurrence du pourcentage de la responsabilité éventuelle pour lequel la Société n'a pas droit à une compensation.»

1977-78, c.38,
s.3

Contracts
authorized by
Governor in
Council

13. Section 27 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"27. (1) Where the Minister reports to the Governor in Council that

(a) the Board is of the opinion that a proposed contract of insurance or other agreement or guarantee of the kind described in section 24 or contract of a kind described in subsection 39(3) would, if entered into or issued, impose upon the Corporation a liability for a term or in an amount in excess of that which the Corporation would normally undertake in relation to any one contract, person, commodity, service or country or in relation to a particular contract, person, commodity, service or country, or

(b) the Corporation proposes to enter into a contract of a kind described in subsection 39(2) with respect to a contingent liability incurred by the Corporation pursuant to this section or section 31 or 34.1 and the Board is of the opinion that it is desirable to have the authorization of the Governor in Council to do so,

and, in the opinion of the Minister, it is in the national interest that the proposed contract of insurance or other agreement be entered into, the proposed guarantee be issued or that any combination thereof be done or that the contract of a kind described in subsection 39(2) or (3) be entered into, the Governor in Council may authorize the Corporation to

(c) enter into the proposed contract of insurance or other agreement, issue the proposed guarantee or do any combination thereof, or

(d) enter into the contract of a kind described in subsection 39(2) or (3).

(2) Where, pursuant to an authorization of the Governor in Council under subsection (1), the Corporation enters into an agreement, the Corporation may, without further authorization of the Governor in Council, at any time thereafter amend or vary the agreement, with the concurrence of the other party thereto or in accordance

Amendment
without
authorization

13. L'article 27 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"27. (1) Lorsque le Ministre signale au gouverneur en conseil

a) que le Conseil est d'avis qu'un contrat d'assurance ou une autre entente ou une garantie projetés du genre visé à l'article 24 ou qu'un contrat du genre visé au paragraphe 39(3) imposeraient à la Société, si le contrat ou l'entente étaient conclus ou la garantie fournie, une responsabilité pour une période ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement en ce qui concerne un contrat, une personne, un article, un service ou un pays quelconque ou en ce qui concerne un contrat, une personne, un article, un service ou un pays particuliers, ou

b) que la Société se propose de conclure un contrat du genre visé au paragraphe 39(2) relativement à une responsabilité éventuelle encourue par elle aux termes du présent article ou des articles 31 ou 34.1 et que le Conseil est d'avis qu'il serait souhaitable d'obtenir l'autorisation du gouverneur en conseil à cet effet,

et que, de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national de conclure le contrat d'assurance ou l'autre entente projetés ou de fournir la garantie projetée ou que plusieurs de ces actes soient posés ou que le contrat du genre visé aux paragraphes 39(2) ou (3) soit conclu, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société

35

c) à conclure le contrat d'assurance projeté ou l'autre entente, à fournir la garantie projetée ou à poser plusieurs de ces actes, selon le cas, ou

d) à conclure le contrat du genre visé aux paragraphes 39(2) ou (3).

(2) Lorsqu'elle conclut une entente en vertu d'une autorisation du gouverneur en conseil donnée conformément au paragraphe (1), la Société peut, sans autre autorisation de celui-ci, modifier l'entente avec le consentement de l'autre partie ou conformément aux clauses de l'entente qui ont trait à sa modification pourvu que l'en-

1977-78, c.38,
art. 3

Contrats
autorisés par le
gouverneur en
conseil

5

Modification
sans autorisa-
tion

Definition of "agreement"

with any term thereof relating to amendment, in any way that does not cause the agreement to become an agreement that is inconsistent with the authorization of the Governor in Council.

5

(3) In subsection (2), "agreement" means a contract of insurance, other agreement or guarantee referred to in paragraph (1)(c) and a contract referred to in paragraph (1)(d).

10

Moneys required to discharge liabilities to be paid out of C.R.F.

(4) All moneys required by the Corporation to discharge its liabilities under contracts or other agreements entered into or guarantees issued under this section or section 21 of the former Act shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund.

Separate account

(5) The Corporation shall maintain a separate account of all moneys received by way of receipts and recoveries and of all disbursements made in connection with contracts and other agreements entered into and guarantees issued under this section and section 21 of the former Act and shall, subject to subsection (6), pay to the Receiver General all such receipts and recoveries.

Expenses and overhead

(6) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries described in subsection (5) such part thereof

- (a) as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of contracts, other agreements and guarantees described in that subsection; and
- (b) as the Corporation requires to pay premiums under contracts of insurance or reinsurance of a kind described in subsection 39(2) that the Corporation enters into under this section."

1977-78, c.38, s.3

14. Section 28 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Limit of liability

"**28.** (1) Subject to subsections (2) and (3), the total of

tente ainsi modifiée ne devienne pas incompatible avec l'autorisation.

Contrôle exercé par le gouverneur en conseil

(3) Au paragraphe (2), «entente» désigne un contrat d'assurance, une autre entente ou une garantie visés à l'alinéa (1)c) et un contrat visé à l'alinéa (1)d).

Définition d'«entente»

(4) Tous les fonds, dont la Société a besoin pour s'acquitter de ses obligations aux termes d'un contrat ou d'une autre entente conclus ou d'une garantie fournie en vertu du présent article ou de l'article 21 de l'ancienne loi doivent être payés à la Société par le ministre des Finances sur le Fonds du revenu consolidé.

Les fonds requis pour l'acquittement des obligations seront payés sur le F.R.C.

(5) La Société doit tenir un compte distinct de tous les fonds perçus à titre de recettes et de recouvrements et de tous les déboursés, afférents aux contrats et aux autres ententes conclus et aux garanties fournies en vertu du présent article et de l'article 21 de l'ancienne loi et elle doit, sous réserve du paragraphe (6), payer au receveur général toutes ces recettes et tous ces recouvrements.

(6) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir la partie des recettes et recouvrements visés au paragraphe (5)

Dépenses et frais généraux

- a) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant des contrats, des garanties et des autres ententes visés dans ce paragraphe; et
- b) dont la Société a besoin pour acquitter les primes d'assurance ou de réassurance exigibles en vertu des contrats d'assurance ou de réassurance du genre visé au paragraphe 39(2) que la Société conclut aux termes du présent article.»

14. L'article 28 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c.38, art. 3

«28. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le total

Limite de responsabilité

(a) the contingent liability of the Corporation under all contracts and other agreements entered into and guarantees issued under section 27 of this Act and section 21 of the former Act and outstanding and contracts of insurance entered into under section 34.1 and outstanding,

(b) the liability of foreign customers for the payment of the unpaid principal amount under all instruments guaranteed by the Corporation pursuant to section 31,

(c) where the Corporation has entered into a written agreement to guarantee an instrument pursuant to section 31, the potential liability of foreign customers for the payment of the unpaid principal amount under such instruments, and

(d) where the Corporation enters into an agreement pursuant to subsection 39(4) to participate in a pooling arrangement described in that subsection, a portion of the contingent liability of the Corporation resulting from such agreement equal to the proportion that

(i) the total of

(A) all contingent liabilities described in paragraph (a) to which the arrangement applies,

(B) all liabilities described in paragraph (b) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived, and

(C) all potential liabilities described in paragraph (c) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived,

is of

(ii) the total of

(A) all contingent liabilities described in paragraph (a) or 45 26(1)(a) to which the arrangement applies,

(B) all liabilities described in paragraph (b) or 26(1)(b) from which 50 outstanding contingent liabilities of

a) de la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des contrats et des autres ententes conclus et des garanties fournies en vertu de l'article 27 de la présente loi et de l'article 21 de l'ancienne loi et qui sont en cours et aux termes des contrats d'assurance conclus en vertu de l'article 34.1 et qui sont en cours,

b) de la responsabilité des clients étrangers au titre du paiement de la partie non payée du principal de l'ensemble des effets garantis par la Société en conformité de l'article 31,

c) lorsque la Société a convenu par un accord écrit de garantir un effet en conformité de l'article 31, de la responsabilité éventuelle des clients étrangers au titre du paiement de la partie non payée du principal de ces effets, et

d) lorsque la Société conclut une entente de mise en commun en vertu du paragraphe 39(4), de la partie de la responsabilité éventuelle de la Société découlant de l'entente qui, par rapport à 25 cette responsabilité, est dans la même proportion que

(i) le total

(A) des responsabilités éventuelles visées à l'alinéa a) et auxquelles s'applique l'entente,

(B) des responsabilités visées à l'alinéa b) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente, et

(C) des responsabilités éventuelles visées à l'alinéa c) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente,

est par rapport

(ii) au total

(A) des responsabilités éventuelles visées aux alinéas a) ou 26(1)a) et auxquelles s'applique l'entente,

(B) des responsabilités visées aux alinéas b) ou 26(1)b) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en

the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived, and
 (C) all potential liabilities described in paragraph (c) or 5 26(1)(c) from which outstanding contingent liabilities of the Corporation to which the arrangement applies are directly or indirectly derived

10

shall not at any time exceed ten billion dollars.

Limitation

(2) Where, pursuant to an authorization of the Governor in Council under subsection 27(1), the Corporation enters into a contract of a kind described in subsection 39(2) with another person with respect to

- (a) a contingent liability described in paragraph (1)(a), or
- (b) a contingent liability derived directly or indirectly from a liability or potential liability described in paragraph (1)(b) or (c),

the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account as follows for the purpose of subsection (1), namely,

(c) where, under the contract, the other person insures or reinsures the Corporation against or assumes from the Corporation the whole of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b), no part of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account, and

(d) where, under the contract, the other person insures or reinsures the Corporation against or assumes from the Corporation a part only of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b), there shall be taken into account only a percentage of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, equal to the percentage of the contin-

cours de la Société auxquelles s'applique l'entente, et (C) des responsabilités éventuelles visées aux alinéas c) ou 26(1)c) dont découlent directement ou indirectement les responsabilités éventuelles en cours de la Société auxquelles s'applique l'entente ne doit jamais dépasser dix milliards de dollars.

5

10

(2) Lorsque la Société conclut, avec l'autorisation du gouverneur en conseil prévue au paragraphe 27(1), un contrat du genre visé au paragraphe 39(2) avec une autre personne au sujet

Restriction

- a) d'une responsabilité éventuelle visée à l'alinéa (1)a), ou
- b) d'une responsabilité éventuelle de la Société découlant, directement ou indirectement, d'une responsabilité ou d'une responsabilité éventuelle visée aux alinéas (1)b) ou c),

le montant entrant en ligne de compte aux fins du paragraphe (1) quant à la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou à 25 la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, s'établit de la façon suivante:

- c) si, aux termes du contrat, la responsabilité éventuelle de la Société est assumée, assurée ou réassurée en totalité par l'autre personne, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre pas en ligne de compte, et
- d) si, aux termes du contrat, la responsabilité éventuelle de la Société n'est assumée, assurée ou réassurée par l'autre personne qu'en partie, le montant de 40 la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre en ligne de compte qu'à concurrence du pourcentage de la 45 responsabilité éventuelle de la Société qui n'est pas assumé, assuré ni réassuré.

gent liability against which the other person has not insured or reinsured the Corporation or that he has not assumed from the Corporation.

Idem

(3) Where, pursuant to a pooling arrangement described in subsection 39(4), the Corporation is entitled to be compensated if it incurs an actual liability as a result of

(a) a contingent liability described in paragraph (1)(a), or

(b) a contingent liability derived directly or indirectly from a liability or potential liability described in paragraph (1)(b) or (c),

the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account as follows for the purpose of subsection (1), namely,

(c) where the Corporation is entitled to be compensated up to the full amount of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b) if, as a result of the contingent liability, it incurs an actual liability, no part of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, shall be taken into account, and

(d) where the Corporation is not entitled to be compensated up to the full amount of the contingent liability referred to in paragraph (a) or (b) if, as a result of the contingent liability, it incurs an actual liability, there shall be taken into account only a percentage of the contingent liability referred to in paragraph (a) or the liability or potential liability referred to in paragraph (b), as the case may be, equal to the percentage of the contingent liability in respect of which the Corporation is not entitled to be compensated."

45

15. (1) All that portion of subsection 29(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Lorsque, en vertu d'une entente de mise en commun visée au paragraphe 39(4), la Société a droit à une compensation en cas de responsabilité réelle résultant

Idem

a) d'une responsabilité éventuelle visée à l'alinéa (1)a), ou

b) d'une responsabilité éventuelle de la Société découlant, directement ou indirectement, d'une responsabilité ou d'une responsabilité éventuelle visée aux alinéas (1)b) ou c),

le montant entrant en ligne de compte aux fins du paragraphe (1) quant à la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou à 15 la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, s'établit de la façon suivante:

c) si la Société a droit à une compensation entière quant à la responsabilité éventuelle visée aux alinéas a) ou b) dans les cas où la responsabilité éventuelle deviendrait réelle, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre pas en ligne de compte, et

d) si la Société n'a pas droit à une compensation entière quant à la responsabilité éventuelle visée aux alinéas a) ou b) dans les cas où la responsabilité éventuelle deviendrait réelle, le montant de la responsabilité éventuelle visée à l'alinéa a) ou de la responsabilité ou responsabilité éventuelle visée à l'alinéa b), selon le cas, n'entre en ligne de compte qu'à concurrence du pourcentage de la responsabilité éventuelle pour lequel la Société n'a pas droit à une compensation.»

15. (1) Le passage du paragraphe 29(1) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Power to lend,
guarantee, etc.

"29. (1) Subject to subsection (3), the Corporation may,"

(2) Section 29 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Exercise of
power
authorized by
Board

"(3) The Corporation shall not, in any case, exercise any power conferred on it by subsection (1) unless the Board, for the purpose of facilitating and developing trade between Canada and any foreign country, authorizes the Corporation to exercise the power in that case."

1977-78, c.38,
s.4(1)

16. (1) Subsection 30(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph

(b) thereof, the following paragraphs:

"(c) in the case of agreements entered into by the Corporation pursuant to section 33 to purchase instruments issued or to be issued by foreign customers or interests in any such instruments, the liability or potential liability of all the foreign customers, determined on the basis of the terms and conditions of the agreements, for repayment of the principal amounts evidenced or that will be evidenced by the instruments or the interests therein, as the case may be, that the Corporation has agreed to purchase,

(d) in the case of agreements entered into by the Corporation pursuant to paragraph 33(1)(c) to lend money to the holders of instruments, the potential liability of the holders for repayment of the principal amounts under such loans,

(e) the liability of all foreign customers for repayment of the principal amounts evidenced by instruments or interests therein purchased by the Corporation pursuant to agreements referred to in paragraph (c), and

(f) the liability of the holders of instruments for repayment of the principal amounts under all loans made pursuant to paragraph 33(1)(c),"

(2) Section 30 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

5

"29. (1) Sous réserve du paragraphe (3), la Société peut"

(2) L'article 29 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

"(3) La Société ne peut, dans un cas donné, exercer tout pouvoir visé au paragraphe (1) que si le Conseil, en vue de faciliter et d'accroître le commerce entre le Canada et un pays étranger, autorise la Société à l'exercer dans ce cas."

10

Pouvoir de
prêter, garantir,
etc.

16. (1) Le paragraphe 30(1) de ladite loi est modifié par suppression de «et» à la fin de l'alinéa a) et par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

1977-78, c.38,
par.4(1)

"c) dans le cas des ententes conclues par la Société en vertu de l'article 33 pour l'achat d'effets émis ou à l'être par des clients étrangers ou de droits y afférents, de la responsabilité ou de la responsabilité éventuelle de tous les clients étrangers, déterminée d'après les modalités des ententes, au titre du remboursement du principal des effets ou des droits y afférents, selon le cas, que la Société a convenu d'acheter,

25

d) dans le cas des ententes conclues par la Société en vertu de l'alinéa 33(1)c) pour le prêt de fonds aux détenteurs d'effets, de la responsabilité éventuelle des détenteurs au titre du remboursement du principal de ces prêts,

e) de la responsabilité de tous les clients étrangers au titre du remboursement du principal des effets ou des droits y afférents achetés par la Société en vertu des ententes visées à l'alinéa c), et

f) de la responsabilité des détenteurs d'effets au titre du remboursement du principal de tous les prêts consentis en vertu de l'alinéa 33(1)c),"

40

(2) L'article 30 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

Determination
of liability
where
instrument
purchased

“(5) For the purposes of subsection (l), where, pursuant to an agreement referred to in paragraph (1)(c), the Corporation purchases an instrument or an interest therein and resells without recourse the instrument or interest therein or an interest in such instrument or interest, no amount shall be taken into account pursuant to paragraph (1)(c) or (e) in respect of the potential liability or liability of a foreign customer for repayment of the principal amount evidenced by the instrument, interest therein or interest in such instrument or interest, as the case may be.”

17. (1) All that portion of subsection 31(1) following paragraph (b) thereof and subsections 31(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“the Governor in Council may authorize 20 the Corporation

(c) to make the proposed loan or give the proposed guarantee, and

(d) to act as agent for a person, a government or an agency of a government 25 in respect of the export transaction to which the proposed loan or guarantee relates or to authorize a person, a government or an agency of a government to act as agent for the Corporation in 30 respect of the making of the proposed loan or giving of the proposed guarantee.

(2) All moneys required by the Corporation for making loans or implementing 35 guarantees issued under this section or for doing any other thing under this section shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund. 40

Moneys
required for
making loans,
etc., to be paid
out of C.R.F.

Separate
account

(3) The Corporation shall maintain a separate account of all moneys received by way of receipts and recoveries and of all disbursements made in connection with anything done under subsection (1) and 45 shall, subject to subsection (4), pay to the Receiver General all such receipts and recoveries.

“(5) Aux fins du paragraphe (1), dans les cas où, en vertu d'une entente visée à l'alinéa (1)c), la Société achète un effet ou un droit y afférent et vend sans recours l'effet ou le droit ou un droit dans l'effet 5 ou le droit, il n'est pas tenu compte, pour la détermination du montant visé aux alinéas (1)c) ou e), de la responsabilité éventuelle ou responsabilité d'un client étranger au titre du remboursement, selon le 10 cas, du principal de l'effet, du droit y afférent ou du droit dans l'effet ou le droit.”

Détermination
de la responsa-
bilité en cas
d'achat d'un
effet

17. (1) Le passage du paragraphe 31(1) qui suit l'alinéa b) et les paragraphes 31(2) à 15 (4) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«le gouverneur en conseil peut autoriser la Société

c) à consentir le prêt projeté ou à four- 20 nir la garantie projetée, et

d) à agir à titre de mandataire pour une personne, un gouvernement ou un organisme d'un gouvernement en ce qui concerne l'opération d'exportation à 25 laquelle le prêt ou la garantie projetés se rapportent ou à autoriser toute personne, tout gouvernement ou tout organisme d'un gouvernement à agir à titre de mandataire de la Société pour con- 30 sentir le prêt projeté ou fournir la garan- tie projetée.

(2) Tous les fonds dont la Société a besoin pour consentir des prêts ou exécuter des garanties fournies en vertu du présent 35 article ou pour effectuer toute autre opération visée au présent article doivent être payés à la Société par le ministre des Finances sur le Fonds du revenu consolidé.

Les fonds
requis pour les
prêts, etc.
seront payés sur
le F.R.C.

(3) La Société doit tenir un compte 40 Compte distinct distinct de tous les fonds perçus à titre de recettes et de recouvrements et de tous les déboursés, afférents aux opérations visées au paragraphe (1) et elle doit, sous réserve du paragraphe (4), payer au receveur 45 général toutes ces recettes et tous ces recouvrements.

Expenses and overhead

(4) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries described in subsection (3) such part thereof as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of things done by the Corporation under subsection (1)."

(2) Section 31 of the said Act is further amended by adding thereto the following 10 subsections:

Amendment without authorization

"(6) Notwithstanding subsection (5), where, pursuant to subsection (1), the Governor in Council authorizes the Corporation to make a proposed loan, give a proposed guarantee or do any other thing and the Corporation, pursuant to that authorization, enters into an agreement with respect to the loan, guarantee or other thing, the Corporation may, without further authorization of the Governor in Council, at any time thereafter amend or vary that agreement, with the concurrence of the other party thereto or in accordance with any term thereof relating to amendment, in any way that does not cause the agreement to become an agreement that is inconsistent with the authorization of the Governor in Council.

Definition of "agreement"

(7) In subsection (6), "agreement", in relation to a loan or guarantee, includes an instrument that embodies the agreement or that is provided for in the agreement."

1977-78, c.38,
s.5

18. All that portion of subsection 32(1) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"shall not at any time exceed ten billion dollars."

19. (1) All that portion of section 33 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"**33.** (1) Subject to subsection (2), the Corporation may, with the approval of the Minister of Finance,"

Power to purchase, sell, etc., instruments

(4) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir la partie des recettes et recouvrements visés au paragraphe (3) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant des opérations visées au paragraphe (1)."

(2) L'article 31 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

"(6) Nonobstant le paragraphe (5), lorsque le gouverneur en conseil autorise la Société, en vertu du paragraphe (1), à consentir un prêt projeté, à fournir une garantie projetée ou à effectuer toute autre opération et que la Société conclut une entente en vertu de cette autorisation, la Société peut, sans autre autorisation du gouverneur en conseil, modifier l'entente avec le consentement de l'autre partie ou conformément aux clauses de l'entente qui ont trait à sa modification pourvu que l'entente ainsi modifiée ne devienne pas incompatible avec l'autorisation.

(7) Au paragraphe (6), «entente» s'appliquant à un prêt ou à une garantie, s'entend notamment d'un effet qui contient l'entente ou qui est prévu dans une entente."

18. Le passage du paragraphe 32(1) de ladite loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"ne doit jamais dépasser dix milliards de dollars."

19. (1) Le passage de l'article 33 de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"**33.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances,"

Dépenses et frais généraux

Modification sans autorisation

Définition d'entente*

art. 5

1977-78, c. 38,

art. 5

Pouvoir d'acheter, de vendre, etc. les effets

c.8(2nd Supp.),
s.8

(2) Subparagraph 33(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) an instrument made payable to the Corporation by endorsement or otherwise or an interest in any such instrument, or”

(3) Section 33 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

10

Limitation

“(2) The Corporation shall not, in any case, exercise any power conferred on it by subsection (1) unless the Board, either before or after the Minister of Finance has given his approval, authorizes the Corporation to exercise the power in that case.”

15

Approval of
Minister of
Finance

(3) For the purposes of subsection (1), the approval of the Minister of Finance may be given

(a) for a specific transaction,

20

(b) for a class or classes of transactions, or

(c) generally

subject to such conditions or restrictions, if any, as he considers appropriate.”

25

1974-75-76,
c.17, s.10(2)

20. Subsection 34(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Contract
authorized by
Board

“(2) The Corporation shall not, in any case, enter into any contract of insurance pursuant to subsection (1) unless the Board authorizes it to do so in that case.”

30

Contracts of
insurance
authorized by
Governor in
Council

34.1 (1) Where the Minister reports to the Governor in Council that

(a) the Board is of the opinion that a proposed contract of insurance of the kind described in section 34 would, if entered into, impose on the Corporation a liability for a term or in an amount in excess of that which the Corporation would normally undertake in relation to any one investor, investment or foreign country or in relation to a particular investor, investment or foreign country, and

45

(2) Le sous-alinéa 33a)(ii) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c.8 (2^e suppl.),
art. 8

“(ii) un effet dont la Société est bénéficiaire, par endossement ou autrement, ou un droit y afférent, ou”

5

(3) L'article 33 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

«(2) La Société ne peut, dans un cas donné, exercer tout pouvoir visé au paragraphe (1) que si le Conseil, avant ou 10 après l'approbation du ministre des Finances, autorise la Société à l'exercer dans ce cas.

Restriction

(3) Aux fins du paragraphe (1), l'approbation du ministre des Finances peut être 15 donnée

Approbation du
ministre des
Finances

a) pour une opération particulière,
b) pour une ou plusieurs catégories d'opérations, ou

c) généralement sous réserve des conditions ou restrictions, s'il y a lieu, qu'il estime indiquées.”

20

20. Le paragraphe 34(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1974-75-76,
c.17, par.10(2)

«(2) La Société ne peut, dans un cas donné, conclure un contrat d'assurance en vertu du paragraphe (1) que si le Conseil l'autorise à le conclure dans ce cas.”

Autorisation du
Conseil
obligatoire

34.1 (1) Lorsque le Ministre signale au gouverneur en conseil

30

a) que le Conseil est d'avis qu'un contrat d'assurance projeté du genre visé à l'article 34, s'il était conclu, imposerait à la Société une responsabilité pour une période ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement en ce qui concerne un investisseur, un investissement ou un pays étranger quelconque ou en ce qui concerne un investisseur, un investissement ou un pays étranger particuliers, et

Autorisation du
gouverneur en
conseil pour
certains
contrats
d'assurance

(b) in the opinion of the Minister it is in the national interest that the proposed contract of insurance be entered into,
the Governor in Council may authorize the Corporation to enter into the proposed 5 contract of insurance.

Amendment without authorization

(2) Where, pursuant to an authorization of the Governor in Council under subsection (1), the Corporation enters into a contract of insurance, the Corporation 10 may, without further authorization of the Governor in Council, at any time thereafter amend or vary the contract, with the concurrence of the other party thereto or in accordance with any term thereof relating to amendment, in any way that does not cause the contract to become a contract that is inconsistent with the authorization of the Governor in Council."

1974-75-76,
c.17, s.11

21. Section 35 of the said Act is repealed 20 and the following substituted therefor:

Foreign investment by related corporation

"35. (1) In entering into a contract of insurance pursuant to subsection 34(1) or 34.1(1), the Corporation may agree with an investor that an investment in a foreign 25 country by a corporation in which the investor has an ownership interest will be treated as an investment in a foreign country by the investor but the Corporation shall not enter into a contract to insure a 30 greater percentage of such investment than the percentage, as determined by the Corporation, that

(a) the portion of the net assets of the corporation to which the investor would, 35 by virtue of his ownership interest in the corporation, be entitled directly or indirectly in the event of the dissolution thereof

is of 40

(b) the total net assets of the corporation.

(2) In this section,

"ownership interest", in relation to a corporation, means a direct or indirect entitlement, in the event of the dissolution of the corporation, to a determinable portion of the net assets thereof;

Definitions
"ownership interest"

b) que, de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national de conclure le contrat d'assurance projeté,

le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à conclure le contrat d'assurance 5 projeté.

Modification sans autorisation

(2) Lorsqu'elle conclut un contrat d'assurance en vertu d'une autorisation du gouverneur en conseil donnée conformément au paragraphe (1), la Société peut, 10 sans autre autorisation de celui-ci, modifier le contrat avec le consentement de l'autre partie ou conformément aux clauses de l'entente qui ont trait à sa modification pourvu que le contrat ainsi modifié ne 15 devienne pas incompatible avec l'autorisation.»

1974-75-76,
c.17, art.11

21. L'article 35 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"35. (1) La Société peut, lorsqu'elle 20 Investissement étranger par une corporation apparentée conclut un contrat d'assurance en conformité des paragraphes 34(1) ou 34.1(1), convenir avec un investisseur qu'un investissement fait dans un pays étranger par une corporation dans laquelle l'investisseur 25 a une participation sera traité comme un investissement fait par l'investisseur dans un pays étranger, mais le pourcentage de cet investissement qui peut être couvert par un contrat d'assurance conclu par la 30 Société ne doit pas dépasser le pourcentage, déterminé par la Société, que représente

a) la partie de l'actif net de la corporation à laquelle l'investisseur aurait droit 35 directement ou indirectement en cas de dissolution, en raison de sa participation par rapport à

b) l'actif total net de la corporation.

(2) Dans le présent article, 40 Définitions «corporation» désigne toute entreprise qui *corporation* constitue une entité juridique; «participation» s'appliquant à une corporation, désigne le droit d'en recevoir directement ou indirectement une partie 45 *participation*

"corporation"

"corporation" means any enterprise that is a legal entity."

1974-75-76,
c.17, s.12

22. Section 36 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Moneys to be paid out of C.R.F.

"36. (1) There shall be paid to the Corporation by the Minister of Finance out of the Consolidated Revenue Fund

(a) all moneys required by the Corporation to discharge its liabilities under contracts of insurance entered into under section 34.1; and

(b) where the Corporation contributes an amount of money to the pool of funds referred to in subsection 39(4) in respect of a pooling arrangement described in that subsection, an amount of money that is the same percentage of the amount so contributed as, in relation to that pooling arrangement, the total described in subparagraph 28(1)(d)(i) is of the total described in subparagraph 28(1)(d)(ii).

Separate account

(2) The Corporation shall maintain a separate account of

(a) all moneys received by way of receipts and recoveries in connection with contracts of insurance entered into under section 34.1;

(b) all disbursements made in connection with contracts of insurance referred to in paragraph (a); and

(c) all amounts of money contributed to any pooling arrangement described in subsection 39(4);

and, subject to subsection (3), shall pay to the Receiver General all receipts and recoveries referred to in paragraph (a).

Expenses and overhead

(3) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from any receipts and recoveries referred to in paragraph (2)(a) such part thereof as he considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of

(a) contracts of insurance referred to in that paragraph; or

déterminable de l'actif net, en cas de dissolution.»

22. L'article 36 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1974-75-76,
c.17, art.12

«36. (1) Doivent être payés à la Société par le ministre des Finances sur le Fonds du revenu consolidé

5 Les fonds doivent être payés sur le F.R.C.

a) tous les fonds dont la Société a besoin pour s'acquitter de ses obligations aux termes des contrats d'assurance conclus en vertu de l'article 34.1; et

b) lorsque la Société contribue au fonds commun visé au paragraphe 39(4) dans le cadre d'une entente de mise en commun prévue à ce paragraphe, le montant qui, divisé par le montant contribué, donne une fraction égale à celle qui est constituée, relativement à l'entente, par le total visé au sous-alinéa 28(1)d)(i) sur le total visé au sous-alinéa 28(1)d)(ii).

(2) La Société doit tenir un compte distinct

Compte distinct

a) de tous les fonds perçus à titre de recettes et de recouvrements afférents aux contrats d'assurance conclus en vertu de l'article 34.1;

b) de tous les débours afférents aux contrats d'assurance visés à l'alinéa a); et

30

c) de tous les montants qui ont été contribués à une entente de mise en commun visée au paragraphe 39(4),

et elle doit, sous réserve du paragraphe (3), payer au receveur général toutes les recettes et tous les recouvrements visés à l'alinéa a).

35 Dépenses et frais généraux

(3) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir la partie des recettes et recouvrements visés à l'alinéa (2)a) qu'il estime nécessaire pour couvrir les dépenses et les frais généraux de la Société résultant

a) des contrats d'assurance visés dans cet alinéa; ou

45

b) de l'inclusion dans une entente de mise en commun visée au paragraphe

1974-75-76,
c.17, s.14

Definitions

"contingent
liability"

"person"

Reinsurance
and assignment
of contingent
liability

Idem

Pooling
arrangement

(b) the inclusion in a pooling arrangement described in subsection 39(4) of contingent liabilities referred to in subsection 39(5)."

23. Section 39 of the said Act is repealed 5 and the following substituted therefor:

"**39.** (1) In this section, "contingent liability" means, in respect of the Corporation, a contingent liability incurred by the Corporation as a result 10 of a contract of insurance or other agreement made or guarantee issued by the Corporation pursuant to any provision of this Part other than this section; "person" includes an enterprise whether 15 incorporated or not and an export credits agency.

(2) Where the Corporation has incurred a contingent liability, the Corporation may enter into a contract with any person 20 carrying on business in or out of Canada

(a) to insure or reinsurance the Corporation against, or
(b) under which such person assumes from the Corporation, 25

the whole or any part of that contingent liability.

(3) Where, as a direct or indirect consequence of an export transaction or investment in a foreign country, a person carrying on business in or out of Canada incurs a contingent liability, the Corporation may enter into a contract with that person whereby the Corporation

(a) insures or reinsures that person 35 against, or
(b) assumes from that person, the whole or any part of that contingent liability.

(4) The Corporation may enter into an 40 agreement with one or more persons carrying on business in or out of Canada to participate with such persons in a pooling

39(4) des responsabilités éventuelles prévues au paragraphe 39(5)."

23. L'article 39 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«39. (1) Dans le présent article, «personne» comprend une entreprise, constituée ou non en corporation ainsi qu'un organisme de crédit à l'exportation; «responsabilité éventuelle» désigne, à l'égard de la Société, une responsabilité éventuelle encourue par elle aux termes d'un contrat d'assurance ou d'une autre entente conclus par elle ou d'une garantie fournie par elle, en vertu des autres dispositions de la présente partie.

(2) Dans les cas où elle a encouru une responsabilité éventuelle, la Société peut conclure un contrat avec toute personne faisant des affaires au Canada ou à l'étranger

a) pour assurer ou réassurer totalement ou partiellement la Société contre la responsabilité éventuelle; ou
b) pour faire assumer totalement ou partiellement par cette personne la responsabilité éventuelle.

(3) Lorsqu'une opération d'exportation ou un investissement dans un pays étranger a comme conséquence directe ou indirecte pour une personne faisant des affaires au Canada ou à l'étranger une responsabilité éventuelle, la Société peut conclure avec cette personne un contrat pour

a) assurer ou réassurer totalement ou partiellement cette personne contre la responsabilité éventuelle; ou
b) assumer totalement ou partiellement la responsabilité éventuelle.

(4) La Société peut conclure une entente avec une ou plusieurs personnes faisant des affaires au Canada ou à l'étranger pour participer avec ces personnes

1974-75-76,
c.17, art. 14

5 Définitions

«personne»

«responsabilité
éventuelle»

15

Réassurance et
prise en charge
d'une
responsabilité
éventuelle

20

Idem

30

35

40

Entente de mise
en commun

45

arrangement with respect to contingent liabilities whereby

(a) a pool of funds is established and maintained by means of the contribution from time to time by each participant of 5 an amount of money to such pool; and

(b) payments are made out of the pool referred to in paragraph (a) to compensate a participant, in whole or in part, for an actual liability incurred by the 10 participant as a result of a contingent liability to which the arrangement applies.

(5) Where the Minister reports to the Governor in Council that 15

(a) the Board is of the opinion that a contingent liability incurred by the Corporation as a result of a contract or other agreement entered into or guarantee issued under section 27, 31 or 34.1 20 should be included in a pooling arrangement described in subsection (4), and

(b) in the opinion of the Minister it is in the national interest that the contingent liability be so included, 25

the Governor in Council may authorize the Corporation to include the contingent liability in the pooling arrangement.

Where
authorization of
Governor in
Council
required

Limitation

Transfer out of
capital surplus
account

(6) The Corporation shall not include or agree to include in a pooling arrangement 30 described in subsection (4) any contingent liability referred to in subsection (5) except with the authorization of the Governor in Council."

24. (1) On the coming into force of this 35 Act, any amount standing to the credit of the capital surplus account referred to in subsection 11(3) of the *Export Development Act* shall be transferred out of that account and credited in the accounts of the Corporation 40 as though it had been paid to the Corporation out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to subsection 11(2) of that Act and a number of shares of the Corporation equal to the number of dollars obtained by dividing 45 that amount by one hundred shall be issued to the Minister as though he had subscribed for that number of shares pursuant to subsection 11(2) of that Act.

nes à une entente de mise en commun prévoyant, relativement à des responsabilités éventuelles,

a) la création et l'approvisionnement d'un fonds commun par les contributions des participants; et 5

b) le paiement sur le fonds visé à l'alinéa a) d'un montant compensatoire total ou partiel au participant dont la responsabilité éventuelle prévue dans l'entente 10 devient une responsabilité réelle.

(5) Lorsque le Ministre signale au gouverneur en conseil

a) que le Conseil est d'avis qu'une responsabilité éventuelle encourue par la 15 Société et provenant d'un contrat, d'une autre entente ou d'une garantie prévus aux articles 27, 31 ou 34.1 devrait être incluse dans une entente de mise en commun prévue au paragraphe (4), et 20

b) que, de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national que la responsabilité éventuelle soit incluse dans l'entente,

le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à inclure la responsabilité éven-25 tuelle dans l'entente de mise en commun.

Autorisation du
gouverneur en
conseil
obligatoire

Restriction

(6) La Société ne peut inclure ni convenir d'inclure une responsabilité éventuelle visée au paragraphe (5) dans une entente de mise en commun visée au paragraphe 30 (4) qu'avec l'autorisation du gouverneur en conseil.»

24. (1) Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, le solde créditeur du compte de l'excédent de capital visé au paragraphe 35 11(3) de la *Loi sur l'expansion des exportations* est transféré au compte de la Société comme si ce solde avait été versé à la Société sur le Fonds du revenu consolidé en vertu du paragraphe 11(2) de cette loi; il est émis au 40 profit du Ministre un nombre d'actions égal au nombre de dollars qui composent le centième du solde comme si le Ministre y avait souscrit en vertu du paragraphe 11(2) de cette loi. 45

Transfert du
compte de
l'excédent de
capital

ability to require certain members of the Board to provide information to the Minister of Natural Resources on the basis of their knowledge and experience with respect to the particular issue or subject matter.

First Reading, First Stage, Standing Senate Committee on Energy, Environment and Natural Resources, Ottawa, Ontario, April 11, 2012

PROPOSALS FOR AMENDMENTS TO THE LGI

CHAMBRE DES COMMUNES ET DES SENATEURS

BILL C-411

An Act to provide supplementary borrowing authority for the Minister of Natural Resources

PROJET DE LGI C-411

Loi visant à donner au ministre d'un droit supplémentaire de prêter de l'argent

Second Reading, Standing Senate Committee on Energy, Environment and Natural Resources, Ottawa, Ontario, April 11, 2012

Procès-verbal du 11 avril 2012

Document released under the
Access to Information Act

Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Definitions

(2) In this section, the words "Corporation" and "Minister" have the same meaning as in the *Export Development Act*.

(3) "Participation" means the right and maintained by a party to receive 10% from the proceeds of any loan or loan of all kinds of money or credit given, and

(4) "payments" includes any of the kind referred to in paragraph (3) by way of compensation, payment or otherwise in part, for a contribution received by the 10 members of the Corporation contingently liability to them by arrangements

to which the Minister agrees in the Government of Canada that

(5) the Agent of the Minister that a member of the Corporation referred to in paragraph (3) and any other person referred to in sections 27, 31 or 34.1(2) shall be liable under a pooling arrangement described in subsection (3), and

(6) up to the amount of the Minister's in the usual general way the contingent liability referred to in subsection

(7) the amount of money so authorized by the Corporation to provide the contingent liability referred to in subsection

(8) the contingent liability incurred by a party referred to in paragraph (4) by way of contingent liability referred to in subsection (3) except with the understanding of the Government of Canada.

(9) (1) On the passing into force of this Act, any money owing to the credit of the capital surpluses account referred to in subsection 10(1) of the *Export Development Act* shall be transferred out of that account and credited to the account of the Corporation by though it had been paid to the Corporation by the Canadian Revenue Board pursuant to subsection 10(1) of that Act and in amounts of shares of the Corporation equal to the amount of money retained by dividing 45 that amount by one hundred shall be issued

(2) Au présent article, «Société» et «Ministre» s'entendent au sens de ces mots dans la *Loi sur l'expansion des exportations*.

Définitions

(3) la création de l'appropriement d'un fonds mentionné par les termes à l'heure des modifications;

(4) le placement sur le fonds que le ministre ou l'organisme compétent a fait au profit du participant dont la responsabilité éventuelle prévue dans l'arrangement devient une responsabilité réelle;

(5) lorsque le Ministre signale au gouvernement un accord;

(6) que le Conseil fait d'un tel usage responsabilité éventuelle prévue par la loi communale ou provinciale ou fédérale d'une administration ou d'un organisme désigné aux articles 27, 31 ou 34.1 peuvent être inclus dans une ou plusieurs des clauses de convention prévues du paragraphe (3), et

(7) que de l'avis du Ministre, il est dans l'intérêt national que la responsabilité soit indépendante dans l'arrangement.

Le gouvernement peut autoriser la Société à inscrire la responsabilité dans l'accord dans l'arrangement de tout ou aucun.

(8) Le fonds ne peut donner naissance à l'écoulement de responsabilité éventuelle prévue au paragraphe (5) dépendamment de celle en vertu de celle prévue au paragraphe 10(1) ou avec l'autorisation du gouvernement communal;

(9) (1) Loi de l'entrée en vigueur de la présente loi, le reste crediteur du compte de l'écoulement de capital visé au paragraphe 35(1) de la *Loi sur l'expansion des exportations* qui transfère au compte de la Société le montant de toute somme versé à la Société sur le fonds du revenu corrigé en vertu du paragraphe 10(1) de cette loi, il est fait au profit du Ministre un nombre d'actions ayant un nombre de dollars qui occupent le vingt-huitième de cette somme et le Ministre pourra exercer ce droit au terme du paragraphe 10(7) de

C-111

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-111

An Act to provide supplementary borrowing authority

First reading, May 10, 1982

THE MINISTER OF STATE (FINANCE)

C-111

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-111

Loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire

Première lecture le 10 mai 1982

LE MINISTRE D'ÉTAT (FINANCES)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-111

An Act to provide supplementary borrowing authority

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-111

Loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Borrowing Authority Act, 1982-83*.

Borrowing authority

2. (1) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, in addition to the sums now remaining unborrowed and negotiable of the loans authorized by any Act of Parliament heretofore passed, borrow, under the *Financial Administration Act*, by the issue and sale of securities of Canada, such sum or sums of money, not exceeding in the whole, six billion six hundred million dollars, as may be required for public works and general purposes.

Expiration

(2) All borrowing authority conferred by subsection (1) that remains unused and in respect of which no action has been taken by the Governor in Council pursuant to section 37 of the *Financial Administration Act* shall expire on March 31, 1983.

Currency

(3) For greater certainty, any amount borrowed under this section or any other authority conferred by Parliament before the coming into force of this section may be borrowed in a currency other than that of Canada and may be repaid in the currency in which it was borrowed.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. Titre abrégé : «*Loi de 1982-83 sur le pouvoir d'emprunt*».

Titre abrégé
5

2. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut, en sus de la fraction non encore placée des emprunts autorisés par toute loi du Parlement déjà adoptée, emprunter, selon les dispositions de la *Loi sur l'administration financière*, les sommes nécessaires, jusqu'à concurrence de six milliards six cent millions de dollars, à la réalisation de travaux publics et à des fins diverses. Ces emprunts sont effectués par voie d'émissions de titres du Canada destinés à la vente.

Pouvoir d'emprunt

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet le 31 mars 1983 pour toute fraction de l'emprunt maximal autorisé pour laquelle le gouverneur en conseil n'a pris aucune mesure dans le cadre de l'article 37 de la *Loi sur l'administration financière*.

Cessation d'effet

(3) Les emprunts autorisés en vertu du présent article ou de tout autre pouvoir conféré par le Parlement avant l'entrée en vigueur de cet article peuvent s'effectuer en devises étrangères et être remboursés dans ces devises.

Devises étrangères

C-112

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-112

SR-13-0301-H-11-12-25

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

PROJET DE LOI C-112

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

An Act to amend the statute law relating to certain taxes

BILL C-112

An Act to amend the statute law relating to certain taxes

First reading, May 10, 1982

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Loi modifiant certaines lois fiscales

PROJET DE LOI C-112

Première lecture le 10 mai 1982

THE MINISTER OF STATE (FINANCE)

LE MINISTRE D'ÉTAT (FINANCES)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-112

An Act to amend the statute law relating to certain taxes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. E-13; c.
10 (2nd Supp.);
1970-71-72, c.
62; 1973-74,
cc.12, 24, 53;
1974-75-76, cc.
24, 62;
1976-77, cc.6,
10, 15, 28;
1977-78, cc. 22,
42; 1980-
81-82, cc.
47, 68

PART I

EXCISE TAX ACT

1980-81-82, c.
68, s. 4

1. Subsection 17(4) of the *Excise Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

Penalty for default

“(4) Subject to subsection (5), on default by the licensed air carrier in remitting, within the time prescribed by subsection (3) or (3.1), any tax or portion thereof collected or collectible by him under this Part, he shall pay, in addition to the amount of the default, a penalty of one and one-half per cent, in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, calculated on the total tax and penalty outstanding.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-112

Loi modifiant certaines lois fiscales

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

PARTIE I

LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

S.R., c. E-13; c.
10 (2^e suppl.);
1970-71-72, c.
62; 1973-74, c.
12, 24, 53;
1974-75-76, c.
24, 62;
1976-77, c. 6,
10, 15, 28;
1977-78, c. 22,
42; 1980-81-82,
c. 47, 68

1980-81-82, c.
68, art. 4

1. Le paragraphe 17(4) de la *Loi sur la taxe d'accise* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(4) Sous réserve du paragraphe (5), à défaut par le transporteur aérien titulaire d'un permis de remettre dans le délai prescrit par le paragraphe (3) ou (3.1) toute taxe ou fraction de celle-ci qu'il a perçue ou qu'il devait percevoir en vertu de la présente Partie, ce dernier devra verser, en plus du montant du défaut, une amende égale à un et demi pour cent du montant en souffrance pour chaque mois ou fraction de mois durant lequel le défaut se poursuit, calculée en fonction de la somme totale de la taxe et de l'amende restant impayée.”

Amende pour défaut

EXPLANATORY NOTES

PART I

This Part would implement the Ways and Means Motion to amend the *Excise Tax Act* (1) tabled by the Minister of Finance on November 12, 1981 (hereinafter referred to as the "Excise Tax Motion").

NOTES EXPLICATIVES

PARTIE I

Cette partie donne effet à la Motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise (1), déposée par le ministre des Finances le 12 novembre 1981 (ci-après appelée la «Motion sur la taxe d'accise»).

(1) This amendment to section 15(1) of the Act to amend the Excise Tax Act (1) was introduced by the Minister of Finance on November 12, 1981 (hereinafter referred to as the "Excise Tax Motion"). It amends section 15(1) of the Excise Tax Act so as to give effect to the motion of the Minister of Finance to increase the amount of the penalty for default in payment or remittance of any tax or portion thereof payable, collected or collectible under the Act within the time prescribed by subsection 49.2(2) of the Act to one and one-half per cent per month, calculated on the total tax and penalty outstanding.

That subsection 15(1) of the Act be amended by adding thereto at the end thereof the following:

"15. That the penalty for default in payment or remittance of any tax or portion thereof payable, collected or collectible under the Act within the time prescribed be increased to one and one-half per cent per month, calculated on the total tax and penalty outstanding."

Clause 1: This amendment, together with those proposed in clauses 6, 12 (in respect of subsection 49.2(2) of the Act) and 13, would implement paragraph 15 of the Excise Tax Motion, which reads as follows:

“15. That the penalty for default in payment or remittance of any tax or portion thereof payable, collected or collectible under the Act within the time prescribed be increased to one and one-half per cent per month, calculated on the total tax and penalty outstanding.”

Subsection 17(4) at present reads as follows:

“(4) Subject to subsection (5), on default by the licensed air carrier in remitting, within the time prescribed by subsection (3) or (3.1), any tax or portion thereof collected or collectible by him under this Part, there shall be paid, in addition to the amount of the default, a penalty of one per cent, in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, calculated on the total balance outstanding.”

NOTES EXPLICATIVES

PARTIE I

Cette partie donne effet à la Motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise (1), déposée par le ministre des Finances le 12 novembre 1981 (ci-après appelée la «Motion sur la taxe d'accise»).

(1) La présente modification de même que celles proposées aux articles 6, 12 (relativement au paragraphe 49.2(2) de la loi) et 13 donnent effet à l'article 15 de la Motion sur la taxe d'accise :

Article 1. — Cette modification de même que celles proposées aux articles 6, 12 (relativement au paragraphe 49.2(2) de la loi) et 13 donnent effet à l'article 15 de la Motion sur la taxe d'accise :

«15. Que l'amende pour défaut de paiement ou remise de toute taxe ou fraction de celle-ci payable, perçue ou recouvrable en vertu de la Loi dans le délai prescrit soit portée à un et demi pour cent par mois, calculée en fonction de la somme de la taxe et de l'amende impayées.»

Texte actuel du paragraphe 17(4) :

«(4) Sous réserve du paragraphe (5), à défaut par le transporteur aérien titulaire d'un permis de remettre dans le délai prescrit par le paragraphe (3) ou (3.1) toute taxe ou fraction de celle-ci qu'il a perçue ou qu'il devait percevoir en vertu de la présente Partie, ce dernier devra verser, en plus du montant du défaut, une amende égale à un pour cent du montant en souffrance pour chaque mois ou fraction de mois durant laquelle le défaut se poursuit, calculée en fonction de la somme totale restant impayée.»

1980-81-82, c.
68, s. 7(3)

2. Paragraph 24(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) a tax of one and one-tenth cents per litre on wines of all kinds containing not more than one and two-tenths per cent of absolute ethyl alcohol by volume; 5

(a.1) a tax of thirteen and two-tenths cents per litre on wines of all kinds containing more than one and two-tenths per cent of absolute ethyl alcohol by volume but not more than seven per cent of absolute ethyl alcohol by volume; and” 15

1980-81-82, c.
68, s. 43

3. (1) Subsection 25.1(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after the definition “natural reservoir in Canada”, the following definition:

“offshore area”
“endroit...”

““offshore area” means Sable Island or 20 any area of land that belongs to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has the right to dispose of or exploit the natural resources and that is 25 situated in the submarine areas adjacent to the coasts of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a 30 distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is greater;”

1980-81-82, c.
68, s. 43

(2) Subsections 25.1(2) to (7) of the said 35 Act are repealed and the following substituted therefor:

Presumption

“(2) Where any marketable pipeline gas in respect of which no tax has been imposed under this Part is exported from 40 Canada for use outside Canada pursuant to a licence issued under Part VI of the *National Energy Board Act* or pursuant to any other authority under that Act, the exporter of that gas is, for the purposes of 45 this Part, deemed to be the distributor of that gas and to have received that gas at the time he exports it.

2. L’alinéa 24(1)a de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1980-81-82, c.
68, par. 7(3)

“a) une taxe d’un cent et un dixième le litre sur les vins de toute espèce contenant au plus un et deux dixièmes pour cent d’alcool éthylique absolu en volume;

a.1) une taxe de treize cents et deux dixièmes le litre sur les vins de toute espèce contenant plus d’un et deux 10 dixièmes pour cent d’alcool éthylique absolu en volume mais au plus sept pour cent d’alcool éthylique absolu en volume;»

3. (1) Le paragraphe 25.1(1) de ladite loi 15 1980-81-82, c.
68, art. 43 est modifié par insertion, après la définition de «distributeur», de ce qui suit :

««endroit au large des côtes» désigne l’Île de Sable ou toute étendue de terre qui appartient à Sa Majesté du chef du 20 Canada ou dont cette dernière peut exploiter les ressources naturelles ou en disposer, située dans les fonds sous-marins contigus au littoral canadien, et qui s’étend à travers le prolongement 25 naturel du territoire terrestre du Canada jusqu’à la limite extérieure de la lisière continentale ou jusqu’à une distance de deux cents milles marins des bases à partir desquelles est mesurée la largeur 30 de la mer territoriale du Canada, la distance la plus grande étant à retenir;»

«endroit au
large des côtes»
“offshore ...”

(2) Les paragraphes 25.1(2) à (7) de 35 1980-81-82, c.
68, art. 43 ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(2) Dans le cas où du gaz commercialisable acheminé par pipeline, relativement auquel aucune taxe n’a été imposée aux termes de la présente Partie, est exporté depuis le Canada en vue de son utilisation 40 à l’extérieur du Canada et ce, en conformité avec une licence délivrée aux termes de la Partie VI de la *Loi sur l’Office national de l’énergie* ou en conformité 45 avec toute autre autorisation aux termes de cette même loi, l’exportateur de gaz est, aux fins de la présente Partie, réputé être

Présomption

Clause 2: This amendment, which adds the underlined and sidelined words, would implement paragraph 16 of the Excise Tax Motion.

Paragraph 16 of the Excise Tax Motion reads as follows:

“16. That the rate of excise tax on wines of all kinds containing not more than one and two-tenths per cent of absolute ethyl alcohol by volume be set at one and one-tenth cents per litre and be made subject to the tax adjustment provisions prescribed in subsection 24(2) of the Act.”

Clause 3: (1) New. This amendment would implement paragraph 1 of the Excise Tax Motion, which reads as follows:

“1. That subsection 25.1(1) of the Act be amended by adding thereto, immediately after the definition “natural reservoir in Canada” the following:

“offshore area” means Sable Island or any area of land that belongs to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has the right to dispose of or exploit the natural resources and that is situated in the submarine areas adjacent to the coasts of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is greater.”

(2) This amendment, which substitutes the word “imposed” for the word “paid”, would implement paragraph 10 of the Excise Tax Motion.

Paragraph 10 of the Excise Tax Motion reads as follows:

“10. That the provisions of subsections 25.1(2), (3), (4), (5), and (6) of the Act be amended to apply only to marketable pipeline gas in respect of which no tax has been imposed and the provisions of 25.1(7) of the Act be likewise limited to natural gas liquids in respect of which no tax has been imposed.”

Article 2. — Adjonction des passages soulignés et marqués d'un trait vertical. Donne effet à l'article 16 de la Motion sur la taxe d'accise :

“16. Que le taux de la taxe d'accise sur les vins de toute espèce contenant au plus un et deux dixièmes pour cent d'alcool éthylique absolu en volume soit établi à un et un dixième cent le litre et soit assujetti aux dispositions de rajustement de la taxe prescrites au paragraphe 24(2) de la Loi.”

Article 3, (1). — Nouveau. Donne effet à l'article 1 de la Motion sur la taxe d'accise :

“1. Que le paragraphe 25.1(1) de la Loi soit modifié par insertion, immédiatement après la définition de «distributeur», de ce qui suit:

«**endroit au large des côtes**» désigne l'île de Sable ou toute étendue de terre qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou dont cette dernière peut exploiter les ressources naturelles ou en disposer, située dans les fonds sous-marins contigus au littoral canadien, et qui s'étend à travers le prolongement naturel du territoire terrestre du Canada jusqu'à la limite extérieure de la lisière continentale ou jusqu'à une distance de deux cents milles marins des bases à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Canada, la distance la plus grande étant à retenir;»

(2). — Remplacement du mot «payée» par le mot «imposée». Donne effet à l'article 10 de la Motion sur la taxe d'accise :

“10. Que les dispositions des paragraphes 25.1(2), (3), (4), (5) et (6) de la Loi soient modifiées afin de ne s'appliquer qu'au gaz commercialisable acheminé par pipeline à l'égard duquel aucune taxe n'a été imposée et que les dispositions du paragraphe 25.1(7) de la Loi ne s'appliquent qu'aux liquides extraits du gaz naturel à l'égard desquels aucune taxe n'a été imposée.”

Idem

(3) Where any marketable pipeline gas in respect of which no tax has been imposed under this Part is received for export by a person on behalf of a distributor, broker or gas producer and is in exchange for natural gas of foreign origin delivered in Canada, that distributor, broker or gas producer is, for the purposes of this Part, deemed to be the distributor of that marketable pipeline gas and to have received it at the time it is received for export by that person.

Idem

(4) Where any marketable pipeline gas in respect of which no tax has been imposed under this Part is received by a person, other than a distributor, at the direction of or on behalf of a distributor, that distributor is, for the purposes of this Part, deemed to be the distributor of that gas and to have received that gas at the time it is received by that person and that person is deemed not to have received that gas.

Idem

(5) Where any marketable pipeline gas in respect of which no tax has been imposed under this Part is held in inventory by a person at the time, after November 1, 1980, he becomes a distributor, that person is, for the purposes of this Part, deemed to be the distributor of that gas and to have received that gas at the time he becomes a distributor.

Idem

(6) Where any marketable pipeline gas in respect of which no tax has been imposed under this Part is consumed by a gas producer or broker, he is, for the purposes of this Part, deemed to be the distributor of that gas and to have received that gas at the time he appropriated it for his own consumption.

le distributeur de ce même gaz et avoir reçu ce même gaz au moment où il l'exporte.

(3) Dans le cas où du gaz commercialisable acheminé par pipeline, relativement auquel aucune taxe n'a été imposée aux termes de la présente Partie, est reçu en vue de son exportation par une personne pour le compte d'un distributeur, d'un courtier ou d'un producteur de gaz et ce, en échange de gaz naturel d'origine étrangère livré au Canada, ce distributeur, courtier ou producteur de gaz est, aux fins de la présente Partie, réputé être le distributeur de ce gaz commercialisable acheminé par pipeline et l'avoir reçu au moment où cette personne le reçoit aux fins d'exportation.

(4) Dans le cas où du gaz commercialisable acheminé par pipeline, relativement auquel aucune taxe n'a été imposée aux termes de la présente Partie, est reçu par une personne, autre qu'un distributeur, sur les ordres ou pour le compte d'un distributeur, ce même distributeur est, aux fins de la présente Partie, réputé être le distributeur de ce gaz et avoir reçu ce gaz au moment où cette personne le reçoit.

(5) Dans le cas où du gaz commercialisable acheminé par pipeline, relativement auquel aucune taxe n'a été imposée aux termes de la présente Partie, est stocké en réservoir par une personne au moment, postérieur au 1^{er} novembre 1980, où elle devient un distributeur, cette personne est, aux fins de la présente Partie, réputée être le distributeur de ce même gaz et avoir reçu ce gaz au moment où elle devient distributeur.

(6) Dans le cas où du gaz commercialisable acheminé par pipeline, relativement auquel aucune taxe n'a été imposée aux termes de la présente Partie, est consommé par un producteur de gaz, ou par un courtier, celui-ci est, aux fins de la présente Partie, réputé être le distributeur de ce gaz et avoir reçu ce gaz au moment où il l'a affecté à sa propre consommation.

Idem

5

Idem

20

Idem

30

Idem

40

45

Idem

(7) Where any natural gas liquids in respect of which no tax has been imposed under this Part are consumed at a gas processing plant or a gas reprocessing plant, the operator of the plant is, for the purposes of this Part, deemed to have first received the natural gas liquids so consumed for removal from the plant and to have owned them at the time they are deemed to have been received." 10

1980-81-82, c.
68, s. 43

4. Subsection 25.13(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Rate of tax

"(5) Tax shall be imposed under this section at 15

- (a) the rate of twenty-eight cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after October 31, 1980 and before July 1, 1981;
- (b) the rate of forty-two cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after June 30, 1981 and before February 1, 1982;
- (c) the rate of sixty-three cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after January 31, 1982 and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to paragraph (d); and
- (d) the rate prescribed by regulations made pursuant to paragraph 25.19(d), in the case of marketable pipeline gas received in the period during which the regulations are applicable. 30

Zero rate of tax

(5.1) Notwithstanding subsection (5), where any marketable pipeline gas is exported from Canada after September 30, 1981 and before January 1, 1987 in circumstances where the exporter of the gas is deemed by subsection 25.1(2) to be the distributor of the gas, the rate of tax imposed under this section in respect of the gas shall be deemed to be zero. 35 40 45

(7) Dans le cas où des liquides extraits du gaz naturel, relativement auxquels aucune taxe n'a été imposée aux termes de la présente Partie, sont consommés, dans un établissement de traitement ou de retraitement du gaz, l'exploitant de l'établissement est, aux fins de la présente Partie, réputé avoir reçu pour la première fois en vue de l'enlèvement de ceux-ci de l'établissement, les liquides, extraits du gaz naturel, ainsi consommés et en avoir été le propriétaire au moment où ils sont réputés avoir été reçus." 5 10 15

4. Le paragraphe 25.13(5) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

1980-81-82, c.
68, art. 43

«(5) Il est imposé, aux termes du présent article, une taxe au taux

Taux d'imposition
tion

- a) de vingt-huit cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 31 octobre 1980 et avant le 1^{er} juillet 1981;
- b) de quarante-deux cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} février 1982; 25
- c) de soixante-trois cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 31 janvier 1982 et avant qu'un taux d'imposition n'entre en vigueur pour la première fois aux termes de l'alinéa d); et 30
- d) au taux prescrit par les règlements établis en vertu de l'alinéa 25.19d), lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu pendant la durée d'application des règlements. 35

(5.1) Nonobstant le paragraphe (5), lorsque du gaz commercialisable acheminé par pipeline est exporté du Canada après le 30 septembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 40 1987, dans des circonstances où l'exportateur du gaz est réputé en être le distributeur aux termes du paragraphe 25.1(2), le taux de taxe imposé à l'égard de ce gaz, en vertu du présent article, est réputé être 45 zéro.

Taux d'imposi-
tion de zéro

Clause 4: This amendment would implement paragraphs 2 and 3 of the Excise Tax Motion, which read as follows:

“2. That the rates of tax specified in subsection 25.13(5) of the Act be set at the following rates in respect of marketable pipeline gas received after June 30, 1981:

(a) a rate of 42 cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after June 30, 1981 and before February 1, 1982;

(b) a rate of 63 cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after January 31, 1982, and before such time as a new rate of tax becomes applicable for the first time pursuant to any enactment founded on subparagraph 2(c) of this motion, and

(c) such rate per gigajoule as the Governor in Council may by regulation prescribe, on the recommendation of the Minister of Finance, in the case of marketable pipeline gas received in the period during which the regulations are applicable.

3. That the rate of tax applicable to marketable pipeline gas exported from Canada after September 30, 1981 and before January 1, 1987 by a person who is deemed to be a distributor pursuant to subsection 25.1(2) of the Act for use outside Canada be zero except in the case of

(a) marketable pipeline gas exported from Canada for use outside Canada in the process of transporting marketable pipeline gas to Canada through a pipeline,

(b) marketable pipeline gas exported from Canada for use outside Canada by or on behalf of a distributor, broker or gas producer, under an arrangement whereby that marketable pipeline gas is exchanged for natural gas of foreign origin delivered and consumed in Canada, or

(c) exports of marketable pipeline gas derived from gas taken or removed from a natural reservoir situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or an offshore area.”

Subsection 25.13(5) at present reads as follows:

“(5) Tax shall be imposed under this section at the rate of

(a) twenty-eight cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after October 31, 1980 and before July 1, 1981;

(b) forty-two cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after June 30, 1981 and before January 1, 1982;

(c) fifty-six cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after December 31, 1981 and before January 1, 1983; and

(d) seventy cents per gigajoule, in the case of marketable pipeline gas received after December 31, 1982.”

Article 4. — Donne effet aux articles 2 et 3 de la Motion sur la taxe d'accise :

«2. Que les taux de la taxe prévus au paragraphe 25.13(5) de la Loi soient établis de la façon suivante en ce qui concerne le gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 30 juin 1981:

a) un taux de 42 cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} février 1982;

b) un taux de 63 cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 31 janvier 1982 et avant la date à laquelle un nouveau taux de la taxe devient applicable pour la première fois conformément à tout texte législatif fondé sur le paragraphe 2c) de cette motion, et

c) un taux le gigajoule que le gouverneur en conseil peut, par voie de règlement, prescrire, sur la recommandation du ministre des Finances, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline reçu au cours de la période d'application des règlements.

3. Que le taux de la taxe à l'égard du gaz commercialisable acheminé par pipeline exporté après le 30 septembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1987 par une personne qui est réputée être un distributeur conformément au paragraphe 25.1(2) de la Loi, pour utilisation à l'extérieur du Canada, soit nul, sauf lorsqu'il s'agit

a) de gaz commercialisable acheminé par pipeline exporté pour utilisation à l'extérieur du Canada dans le transport par pipeline de gaz commercialisable acheminé par pipeline au Canada,

b) de gaz commercialisable acheminé par pipeline exporté pour utilisation à l'extérieur du Canada par ou au nom d'un distributeur, d'un courtier ou d'un producteur de gaz, en vertu d'un accord selon lequel le gaz commercialisable acheminé par pipeline est échangé pour du gaz naturel d'origine étrangère livré et consommé au Canada, ou

c) d'exportations de gaz commercialisable acheminé par pipeline tiré du gaz provenant d'un réservoir naturel situé dans le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou un endroit au large des côtes.»

Texte actuel du paragraphe 25.13(5) :

«(5) Il est imposé, aux termes du présent article, une taxe au taux

a) de vingt-huit cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 31 octobre 1980 et avant le 1^{er} juillet 1981;

b) de quarante-deux cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} janvier 1982;

Exceptions

(5.2) Subsection (5.1) does not apply in respect of marketable pipeline gas

- (a) that is exported from Canada for use outside Canada in the process of transporting marketable pipeline gas to Canada through a pipeline;
- (b) that is exported from Canada by or on behalf of a distributor, broker or gas producer under an arrangement whereby the marketable pipeline gas is in exchange for natural gas of foreign origin delivered and consumed in Canada; or
- (c) that is derived from gas taken or removed from a natural reservoir situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or an offshore area."

1980-81-82, c.
68, s. 43

5. Subsection 25.14(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5.2) Le paragraphe (5.1) ne s'applique pas à l'égard du gaz commercialisable acheminé par pipeline

- a) exporté du Canada pour être utilisé à l'extérieur du Canada pour le transport au Canada par pipeline de gaz commercialisable;
- b) exporté du Canada par un distributeur, un courtier ou un producteur de gaz, ou pour son compte, aux termes d'une entente selon laquelle le gaz commercialisable acheminé par pipeline est en échange de gaz naturel d'origine étrangère livré et consommé au Canada; ou
- c) provenant de gaz récupéré ou extrait à partir d'un réservoir naturel situé dans le territoire du Yukon, dans les territoires du Nord-Ouest ou dans un endroit au large des côtes.»

Exceptions

Rate of tax

"(4) Tax shall be imposed under this section at

- (a) in the case of ethane,
 - (i) the rate of five dollars and eighteen cents per cubic metre, where the ethane is received after October 31, 1980 and before July 1, 1981,
 - (ii) the rate of seven dollars and seventy-six cents per cubic metre, where the ethane is received after June 30, 1981 and before February 1, 1982,
 - (iii) the rate of eleven dollars and sixty-five cents per cubic metre, where the ethane is received after January 31, 1982 and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (iv), and
 - (iv) the rate prescribed by regulations made pursuant to paragraph 25.19(e), where the ethane is received in the period during which the regulations are applicable;
- (b) in the case of propane,
 - (i) the rate of seven dollars and eleven cents per cubic metre, where

20

5. Le paragraphe 25.14(4) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) Il est imposé, aux termes du présent article, une taxe,

- a) lorsqu'il s'agit de l'éthane,
 - (i) au taux de cinq dollars et dix-huit cents le mètre cube, reçu après le 31 octobre 1980 et avant le 1^{er} juillet 1981,
 - (ii) au taux de sept dollars et soixante-seize cents le mètre cube, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} février 1982,
 - (iii) au taux de onze dollars et soixante-cinq cents le mètre cube, reçu après le 31 janvier 1982 et avant qu'un taux d'imposition n'entre en vigueur pour la première fois aux termes du sous-alinéa (iv), et
 - (iv) au taux prescrit par les règlements établis en vertu de l'alinea 25.19(e) pour l'éthane reçu pendant la durée d'application des règlements;
- b) lorsqu'il s'agit du propane,
 - (i) au taux de sept dollars et onze cents le mètre cube, reçu après le 31 octobre 1980 et avant le 1^{er} juillet 1981,

1980-81-82, c.
68, art. 43

Taux d'imposition

- c) de cinquante-six cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 31 décembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1983; et
- d) de soixante-dix cents le gigajoule, lorsqu'il s'agit de gaz commercialisable acheminé par pipeline, reçu après le 31 décembre 1982.»

Submission [REDACTED] *for the 1982-83 Budget* *and Statement* [REDACTED]

- (14) Tax on propane, where the propane is received after January 31, 1982, and before such time as a new rate of tax becomes applicable pursuant to any enactment founded on clause (iii) of subparagraph 5(a) of this motion, and
- (i) such rate per cubic metre as the Governor in Council may by regulation prescribe on the recommendation of the Minister of Finance, in the case of propane received in the period during which the regulations are applicable;

Clause 5: This amendment would implement paragraph 5 of the Excise Tax Motion, which reads as follows:

“5. That the rates of tax specified in subsection 25.14(4) of the Act be set at the following rates in respect of ethane, propane, butanes or natural gas liquids containing a mixture of two or more of ethane, propane and butanes, received after June 30, 1981:

(a) in the case of ethane,

- (i) a rate of \$7.76 per cubic metre, where the ethane is received after June 30, 1981 and before February 1, 1982,
- (ii) a rate of \$11.65 per cubic metre, where the ethane is received after January 31, 1982 and before such time as a new rate of tax becomes applicable pursuant to any enactment founded on clause (iii) of subparagraph 5(a) of this motion, and
- (iii) such rate per cubic metre as the Governor in Council may by regulation prescribe on the recommendation of the Minister of Finance, in the case of ethane received in the period during which the regulations are applicable;

(b) in the case of propane,

- (i) a rate of \$10.66 per cubic metre, where the propane is received after June 30, 1981 and before February 1, 1982,
- (ii) a rate of \$16.00 per cubic metre, where the propane is received after January 31, 1982 and before such time as a new rate of tax becomes applicable pursuant to any enactment founded on clause (iii) of subparagraph 5(b) of this motion, and
- (iii) such rate per cubic metre as the Governor in Council may by regulation prescribe on the recommendation of the Minister of Finance, in the case of propane received in the period during which the regulations are applicable;

(c) in the case of butanes,

- (i) a rate of \$11.90 per cubic metre, where the butanes are received after June 30, 1981 and before February 1, 1982,
- (ii) a rate of \$17.85 per cubic metre, where the butanes are received after January 31, 1982 and before such time as a new rate

Article 5. — Donne effet à l'article 5 de la Motion sur la taxe d'accise :

“5. Que les taux de la taxe prévus au paragraphe 25.14(4) de la Loi soient établis de la façon suivante en ce qui concerne l'éthane, le propane et le butane ou les liquides extraits du gaz naturel composés d'au moins deux des substances précédentes, reçus après le 30 juin 1981:

a) dans le cas de l'éthane,

- (i) un taux de \$7.76 le mètre cube d'éthane reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} février 1982,
- (ii) un taux de \$11.65 le mètre cube d'éthane reçu après le 31 janvier 1982 et avant la date à laquelle un nouveau taux de la taxe devient applicable conformément à tout texte législatif fondé sur l'alinéa (iii) du paragraphe 5a) de cette motion, et
- (iii) un taux le mètre cube que le gouverneur en conseil peut, par voie de règlement, prescrire, sur la recommandation du ministre des Finances, lorsqu'il s'agit d'éthane reçu au cours de la période d'application des règlements;

b) dans le cas du propane,

- (i) un taux de \$10.66 le mètre cube de propane reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} février 1982,
- (ii) un taux de \$16.00 le mètre cube de propane reçu après le 31 janvier 1982 et avant la date à laquelle un nouveau taux de la taxe devient applicable conformément à tout texte législatif fondé sur l'alinéa (iii) du paragraphe 5b) de cette motion, et
- (iii) un taux le mètre cube que le gouverneur en conseil peut, par voie de règlement, prescrire, sur la recommandation du ministre des Finances, lorsqu'il s'agit de propane reçu au cours de la période d'application des règlements;

c) dans le cas du butane,

- (i) un taux de \$11.90 le mètre cube de butane reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} février 1982,
- (ii) un taux de \$17.85 le mètre cube de butane reçu après le 31 janvier 1982 et avant la date à laquelle un nouveau taux de la taxe

the propane is received after October 31, 1980 and before July 1, 1981,
 (ii) the rate of ten dollars and sixty-six cents per cubic metre, where the propane is received after June 30, 5
 1981 and before February 1, 1982,
 (iii) the rate of sixteen dollars per cubic metre, where the propane is received after January 31, 1982 and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (iv), and
 (iv) the rate prescribed by regulations made pursuant to paragraph 25.19(f), where the propane is received in the period during which the regulations are applicable;

- (c) in the case of butanes,
 (i) the rate of seven dollars and ninety-three cents per cubic metre, where the butanes are received after October 31, 1980 and before July 1, 1981,
 (ii) the rate of eleven dollars and ninety cents per cubic metre, where the butanes are received after June 30, 1981 and before February 1, 1982,
 (iii) the rate of seventeen dollars and eighty-five cents per cubic metre, where the butanes are received after January 31, 1982 and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (iv), and
 (iv) the rate prescribed by regulations made pursuant to paragraph 25.19(g), where the butanes are received in the period during which the regulations are applicable; and

- (d) in the case of natural gas liquids containing a mixture of two or more of ethane, propane and butanes, an amount computed on the basis of the rate of tax applicable to each component of that mixture under paragraph (a), (b) or (c) in the proportion that such component is of the entire mixture."

- (ii) au taux de dix dollars et soixante-six cents le mètre cube, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} février 1982,
 (iii) au taux de seize dollars le mètre cube, reçu après le 31 janvier 1982 et avant qu'un taux d'imposition n'entre en vigueur pour la première fois aux termes du sous-alinéa (iv), et
 (iv) au taux prescrit par les règlements établis en vertu de l'alinéa 25.19f) pour le propane reçu pendant la durée d'application des règlements;
- c) lorsqu'il s'agit du butane,
 (i) au taux de sept dollars et quatre-vingt-treize cents le mètre cube, reçu après le 31 octobre 1980 et avant le 1^{er} juillet 1981,
 (ii) au taux de onze dollars et quatre-vingt-dix cents le mètre cube, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} février 1982,
 (iii) au taux de dix-sept dollars et quatre-vingt-cinq cents le mètre cube, reçu après le 31 janvier 1982 et avant qu'un taux d'imposition n'entre en vigueur pour la première fois aux termes du sous-alinéa (iv), et
 (iv) au taux prescrit par les règlements établis en vertu de l'alinéa 25.19g) pour le butane reçu pendant la durée d'application des règlements; et

- d) dans le cas des liquides extraits du gaz naturel, formant un mélange d'au moins deux des gaz éthane, propane et butane, un montant dont le calcul est fondé sur le taux d'imposition applicable à chacun des composants dudit mélange aux termes de l'alinéa a), b) ou c), selon la proportion dudit composant que comporte la totalité dudit mélange.»

of tax becomes applicable pursuant to any enactment founded on clause (iii) of subparagraph 5(c) of this motion, and

(iii) such rate per cubic metre as the Governor in Council may by regulation prescribe on the recommendation of the Minister of Finance, in the case of butanes received in the period during which the regulations are applicable; and

(d) in the case of natural gas liquids containing a mixture of two or more of ethane, propane and butanes, an amount computed on the basis of the rates of tax applicable to each component of that mixture in the proportion that such component is of the entire mixture.”

Subsection 25.14(4) at present reads as follows:

“(4) Tax shall be imposed under this section at the rate of

(a) in the case of ethane,

(i) five dollars and eighteen cents per cubic metre, where the ethane is received after October 31, 1980 and before July 1, 1981,
 (ii) seven dollars and seventy-six cents per cubic metre, where the ethane is received after June 30, 1981 and before January 1, 1982,
 (iii) ten dollars and thirty-five cents per cubic metre, where the ethane is received after December 31, 1981 and before January 1, 1983, and

(iv) twelve dollars and ninety-four cents per cubic metre, where the ethane is received after December 31, 1982;

(b) in the case of propane,

(i) seven dollars and eleven cents per cubic metre, where the propane is received after October 31, 1980 and before July 1, 1981,
 (ii) ten dollars and sixty-six cents per cubic metre, where the propane is received after June 30, 1981 and before January 1, 1982,

(iii) fourteen dollars and twenty-two cents per cubic metre, where the propane is received after December 31, 1981 and before January 1, 1983, and

(iv) seventeen dollars and seventy-seven cents per cubic metre, where the propane is received after December 31, 1982;

(c) in the case of butanes,

(i) seven dollars and ninety-three cents per cubic metre, where the butanes are received after October 31, 1980 and before July 1, 1981,

(ii) eleven dollars and ninety cents per cubic metre, where the butanes are received after June 30, 1981 and before January 1, 1982,

(iii) fifteen dollars and eighty-six cents per cubic metre, where the butanes are received after December 31, 1981 and before January 1, 1983, and

(iv) nineteen dollars and eighty-three cents per cubic metre, where the butanes are received after December 31, 1982; and

(d) in the case of natural gas liquids containing a mixture of two or more of ethane, propane and butanes, an amount computed on the basis of the rate of tax applicable to each component of that mixture under paragraph (a), (b) or (c) in the proportion that such component is of the entire mixture.”

Clause 6: See the note to clause 1.

Subsection 25.18(4) at present reads as follows:

devient applicable conformément à tout texte législatif fondé sur l’alinéa (iii) du paragraphe 5c de cette motion, et

(iii) un taux de mètre cube que le gouverneur en conseil peut, par voie de règlement, prescrire, sur la recommandation du ministre des Finances, lorsqu'il s'agit de butane reçu au cours de la période d'application des règlements; et

d) dans le cas de liquides extraits du gaz naturel formant un mélange d’au moins deux des gaz éthane, propane et butane, un montant dont le calcul est fondé sur le taux d’imposition applicable à chacun des composants dudit mélange selon la proportion dudit composant que comporte la totalité dudit mélange.”

Texte actuel du paragraphe 25.14(4) :

“(4) Il est imposé, aux termes du présent article, une taxe,

a) lorsqu'il s'agit de l'éthane,

(i) au taux de cinq dollars et dix-huit cents le mètre cube, reçu après le 31 octobre 1980 et avant le 1^{er} juillet 1981,
 (ii) au taux de sept dollars et soixante-seize cents le mètre cube, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} janvier 1982,
 (iii) au taux de dix dollars et trente-cinq cents le mètre cube, reçu après le 31 décembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1983, et
 (iv) au taux de douze dollars et quatre-vingt-quatorze cents le mètre cube, reçu après le 31 décembre 1982;

b) lorsqu'il s'agit du propane,

(i) au taux de sept dollars et onze cents le mètre cube, reçu après le 31 octobre 1980 et avant le 1^{er} juillet 1981,
 (ii) au taux de dix dollars et soixante-six cents le mètre cube, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} janvier 1982,
 (iii) au taux de quatorze dollars et vingt-deux cents le mètre cube, reçu après le 31 décembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1983, et
 (iv) au taux de dix-sept dollars et soixante-dix-sept cents le mètre cube, reçu après le 31 décembre 1982;

c) lorsqu'il s'agit de butane,

(i) au taux de sept dollars et quatre-vingt-treize cents le mètre cube, reçu après le 31 octobre 1980 et avant le 1^{er} juillet 1981,
 (ii) au taux de onze dollars et quatre-vingt-dix cents le mètre cube, reçu après le 30 juin 1981 et avant le 1^{er} janvier 1982,
 (iii) au taux de quinze dollars et quatre-vingt-six cents le mètre cube, reçu après le 31 décembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1983, et
 (iv) au taux de dix-neuf dollars et quatre-vingt-trois cents le mètre cube, reçu après le 31 décembre 1982; et

d) dans le cas des liquides extraits du gaz naturel, formant un mélange d’au moins deux des gaz éthane, propane et butane, un montant dont le calcul est fondé sur le taux d’imposition applicable à chacun des composants dudit mélange aux termes de l’alinéa a), b), ou c), selon la proportion dudit composant que comporte la totalité dudit mélange.”

Article 6. — Voir la note visant l'article 1.

Texte actuel du paragraphe 25.18(4) :

Penalty for default

“(4) Subject to subsection (5), on default of a licensee in remitting within the time prescribed by subsection (3) any tax or portion thereof payable, collected or collectible by him under this Part, he shall pay, in addition to the amount of the default, a penalty of one and one-half per cent, in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, calculated on the total tax and 10 penalty outstanding.”

1980-81-82, c.
68, s. 43

7. (1) Section 25.19 of the said Act is renumbered as subsection 25.19(1).

1980-81-82, c.
68, s. 43

(2) Section 25.19 of the said Act is further amended by striking out the word “and” at 15 the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

“(d) prescribing, for the purposes of paragraph 25.13(5)(d), a rate of tax, not exceeding four dollars per gigajoule, 20 and the date on which the rate becomes applicable;

(e) prescribing, for the purposes of subparagraph 25.14(4)(a)(iv), a rate of tax, not exceeding seventy-five dollars per 25 cubic metre, and the date on which the rate becomes applicable;

(f) prescribing, for the purposes of subparagraph 25.14(4)(b)(iv), a rate of tax, not exceeding one hundred and five dollars per cubic metre, and the date on which the rate becomes applicable; and

(g) prescribing, for the purposes of subparagraph 25.14(4)(c)(iv), a rate of tax, not exceeding one hundred and fifteen dollars per cubic metre, and the date on which the rate becomes applicable.”

1980-81-82, c.
68, s. 43

(3) Section 25.19 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

“(2) A regulation may be made pursuant to paragraph (1)(d), (e), (f) or (g) only on the recommendation of the Minister of Finance.”

1980-81-82, c.
68, s. 8(3)

8. All that portion of the definition “prix de vente” following subparagraph (b)(iii)

«(4) Sous réserve du paragraphe (5), à défaut par le titulaire d'une licence de remettre, dans le délai prescrit par le paragraphe (3), une taxe ou fraction de celle-ci dont il était redevable, qu'il avait perçue ou qu'il était tenu de percevoir aux termes de la présente Partie, ledit titulaire doit verser, outre le montant du défaut, une amende égale à un et demi pour cent du montant en souffrance et ce, pour chaque 10 mois ou fraction de mois pendant lequel le défaut se prolonge, calculée sur la somme totale de la taxe et de l'amende impayée.»

7. (1) L'article 25.19 de ladite loi devient 1980-81-82, c.
68, art. 43

(2) L'article 25.19 de ladite loi est en 1980-81-82, c.
68, art. 43

“(d) prescrivant, aux fins de l'alinéa 20 25.13(5)d), un taux d'imposition n'excédant pas quatre dollars le gigajoule et la date d'entrée en vigueur du taux;

e) prescrivant, aux fins du sous-alinéa 25.14(4)a(iv), un taux d'imposition 25 n'excédant pas soixante quinze dollars le mètre cube et la date d'entrée en vigueur du taux;

f) prescrivant, aux fins du sous-alinéa 30 25.14(4)b(iv), un taux d'imposition 30 n'excédant pas cent cinq dollars le mètre cube et la date d'entrée en vigueur du taux;

g) prescrivant, aux fins du sous-alinéa 35 25.14(4)c(iv), un taux d'imposition 35 n'excédant pas cent quinze dollars le mètre cube et la date d'entrée en vigueur du taux.”

(3) L'article 25.19 de ladite loi est en 1980-81-82, c.
68, art. 43

“(2) Un règlement ne peut être établi en vertu de l'alinéa (1)d), e), f) ou g) que sur la recommandation du ministre des Finances.»

8. La partie de la définition de «prix de 45 1980-81-82, c.
68, par. 8(3)

Recommendation of Minister of Finance

Recommendation du ministre des Finances

"(4) Subject to subsection (5), on default of a licensee in remitting within the time prescribed by subsection (3) any tax or portion thereof payable, collected or collectible by him under this Part, *there shall be paid*, in addition to the amount of the default, a penalty of one per cent of the amount in default in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, calculated on the *balance outstanding.*"

«(4) Sous réserve du paragraphe (5), à défaut par le titulaire d'une licence de remettre, dans le délai prescrit par le paragraphe (3), une taxe ou fraction de celle-ci dont il était redevable, qu'il avait perçue ou qu'il était tenu de percevoir aux termes de la présente Partie, ledit titulaire doit verser, outre le montant du défaut, une amende égale à un pour cent du montant en souffrance et ce, pour chaque mois ou fraction de mois pendant *laquelle* le défaut se prolonge, calculée sur *le solde impayé.*»

Clause 7: (1) to (3) New. These amendments would implement paragraph 6 of the Excise Tax Motion, which reads as follows:

"6. That the Governor in Council be authorized to prescribe, on the recommendation of the Minister of Finance:

- (a) a rate of tax per gigajoule on marketable pipeline gas, not exceeding \$4 per gigajoule,
- (b) a rate of tax per cubic metre of ethane, not exceeding \$75 per cubic metre,
- (c) a rate of tax per cubic metre of propane, not exceeding \$105 per cubic metre,
- (d) a rate of tax per cubic metre of butanes, not exceeding \$115 per cubic metre, and
- (e) in the case of any rate prescribed pursuant to any enactment founded on subparagraphs 6(a) to (d) of this motion, the date on and after which such rate shall be applicable."

Article 7, (1) à (3). — Nouveaux. Donnent effet à l'article 6 de la Motion sur la taxe d'accise :

«6. Que le gouverneur en conseil soit autorisé à prescrire, sur la recommandation du ministre des Finances:

- a) un taux de taxe le gigajoule à l'égard du gaz commercialisable acheminé par pipeline ne dépassant pas \$4,
- b) un taux de taxe le mètre cube d'éthane ne dépassant pas \$75,
- c) un taux de taxe le mètre cube de propane ne dépassant pas \$105,
- d) un taux de taxe le mètre cube de butane ne dépassant pas \$115, et
- e) dans le cas de tout taux prescrit conformément à tout texte législatif fondé sur les paragraphes 6a) à d) de cette motion, la date à compter de laquelle ce taux doit s'appliquer.»

Clause 8: This amendment, which substitutes the words "de vente" for the words "d'achat" in the French version,

Article 8. — Remplacement de l'expression «d'achat» par l'expression «de vente» dans la version française afin de

thereof in subsection 26(1) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“et, dans le cas de vins importés, le prix de vente est réputé être l’ensemble de leur valeur à l’acquitté et du montant de la taxe d’accise payable conformément à l’article 24;”

9. Subsection 29(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

29. (1) The tax imposed by section 27 does not apply to the sale or importation of the goods mentioned in Schedule III, other than those goods mentioned in Part XIII of Schedule III that are sold to or imported by persons exempt from consumption or sales tax under subsection 31(2).“

10. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 47 20 insertion, après l’article 47, de ce qui suit :

47.1 (1) Where any marketable pipeline gas has been exported after September 30, 1981 and before January 1, 1987 from Canada for use outside Canada pursuant to a licence issued under Part VI of the *National Energy Board Act* or pursuant to any other authority under that Act and the tax imposed by Part IV.1 has been paid in respect of the gas, the Minister may, on application by the exporter in such form and manner as the Minister prescribes, made to the Minister within four years from the time the gas was exported, pay to the exporter an amount equal to that tax.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of marketable pipeline gas

- (a) that is exported from Canada for use outside Canada in the process of transporting marketable pipeline gas to Canada through a pipeline;
- (b) that is exported from Canada by or on behalf of a distributor, broker or gas producer under an arrangement where-

26(1)b)(iii) de la version française de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“et, dans le cas de vins importés, le prix de vente est réputé être l’ensemble de leur valeur à l’acquitté et du montant de la taxe d’accise payable conformément à l’article 24;”

9. Le paragraphe 29(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

29. (1) La taxe imposée par l’article 27 ne s’applique pas à la vente ou à l’importation des marchandises mentionnées à l’annexe III sauf les marchandises mentionnées à la partie XIII de l’annexe III qui sont vendues ou importées par des personnes exemptées du paiement de la taxe de consommation ou de vente en application du paragraphe 31(2).

10. Ladite loi est en outre modifiée par insertion, après l’article 47, de ce qui suit :

47.1 (1) Lorsque du gaz commercialisable acheminé par pipeline a été exporté du Canada après le 30 septembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1987 pour être utilisé à l’extérieur du Canada, conformément à une licence délivrée en vertu de la Partie VI de la *Loi sur l’Office national de l’énergie* ou conformément à une autre autorisation aux termes de cette loi et que la taxe imposée en vertu de la Partie IV.1 à l’égard de ce gaz a été acquittée, le Ministre peut, lorsque, en la forme et de la manière qu’il prescrit, l’exportateur lui en fait la demande dans les quatre années suivant l’exportation du gaz, payer à l’exportateur un montant égal à cette taxe.

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas à l’égard du gaz commercialisable acheminé par pipeline

- a) exporté du Canada pour être utilisé à l’extérieur du Canada pour le transport au Canada par pipeline de gaz commercialisable;
- b) exporté du Canada par un distributeur, un courtier ou un producteur de

Goods
exempted

Payment to
exporter of
marketable
pipeline gas of
amount equal
to tax

Exceptions

Marchandises
non assujetties
à la taxe

Paiement à
l’exportateur de
gaz commer-
cialisable
acheminé par
pipeline d’un
montant égal à
la taxe

Exceptions

would correct a minor error that was made in the last amendment to the definition "prix de vente".

corriger une erreur mineure survenue lors de la dernière modification de la définition de «prix de vente».

Clause 9: This amendment, which substitutes the word "goods" for the word "articles" and adds the sidelined and underlined words, would, together with the amendments proposed in clause 14, implement paragraph 11 of the Excise Tax Motion.

Paragraph 11 of the Excise Tax Motion reads as follows:

"**11.** That persons exempt from payment of the consumption or sales tax under subsection 31(2) of the Act not be granted exemption from the consumption or sales tax on goods listed in Part XIII (Production Equipment, Processing Materials and Plans) of Schedule III to the Act."

Clause 10: New. The proposed subsections 47.1(1) and (2) would implement paragraph 4 of the Excise Tax Motion, while the proposed subsection 47.1(3) would implement paragraph 7 of that Motion, the proposed subsection 47.1(4) would implement paragraph 8 of that Motion and the proposed section 47.2 would implement paragraph 12 of that Motion.

Paragraphs 4, 7, 8 and 12 of the Excise Tax Motion read as follows:

"4. That where marketable pipeline gas other than

- (a) marketable pipeline gas for use outside Canada in the process of transporting marketable pipeline gas to Canada through a pipeline,
- (b) marketable pipeline gas for use outside Canada by or on behalf of a distributor, broker or gas producer, under an arrangement whereby that marketable pipeline gas is exchanged for natural gas of foreign origin delivered and consumed in Canada, or
- (c) marketable pipeline gas derived from gas taken or removed from a natural reservoir situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or an offshore area,

has been exported from Canada after September 30, 1981 and before January 1, 1987 by a person for use outside Canada, pursuant to a licence issued under Part VI of the National Energy Board Act, and the tax imposed by Part IV.I of the Excise Tax Act has been paid in respect of the gas, the Minister of National Revenue be authorized to pay to the exporter an amount equal to that tax, on application by the exporter to the Minister within four years from the time the gas was exported, in such form and manner as the Minister may prescribe.

7. That where ethane has been exported from Canada after September 30, 1981 and before January 1, 1987 by a person for use outside Canada, pursuant to a licence to export ethane issued under Part VI of the National Energy Board Act or pursuant to any other authority to export ethane under that Act, and the tax imposed by Part IV.I of the

Article 9. — Remplacement du mot «articles» par le mot «marchandises». Adjonction des passages soulignés et marqués d'un trait vertical qui donnent effet, avec les modifications proposées par l'article 14, à l'article 11 de la Motion sur la taxe d'accise :

"11. Que les personnes exemptées du paiement de la taxe de consommation ou de vente en vertu du paragraphe 31(2) de la Loi ne bénéficient pas d'une exemption de la taxe de consommation ou de vente à l'égard des marchandises énumérées à la Partie XIII (Matériel de production, matières de conditionnement et plans) de l'annexe III de la Loi.»

Article 10. — Nouveau. Les paragraphes 47.1(1) et (2) donnent effet à l'article 4 de la Motion sur la taxe d'accise, le paragraphe 47.1(3) donne effet à l'article 7 de ladite motion, le paragraphe 47.1(4) donne effet à l'article 8 de ladite motion et l'article 47.2 donne effet à l'article 12 de ladite motion.

Texte des articles 4, 7, 8 et 12 de la Motion sur la taxe d'accise :

"4. Que, lorsque du gaz commercialisable acheminé par pipeline, sauf a) du gaz commercialisable acheminé par pipeline destiné à être utilisé à l'extérieur du Canada dans le transport par pipeline de gaz commercialisable acheminé par pipeline au Canada,

b) du gaz commercialisable acheminé par pipeline destiné à être utilisé à l'extérieur du Canada par ou pour le compte d'un distributeur, d'un courtier ou d'un producteur de gaz, en vertu d'un accord selon lequel le gaz commercialisable acheminé par pipeline est échangé pour du gaz naturel d'origine étrangère livré et consommé au Canada, ou

c) du gaz commercialisable acheminé par pipeline tiré du gaz provenant d'un réservoir naturel situé dans le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou un endroit au large des côtes,

a été exporté du Canada, après le 30 septembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1987, par une personne pour être utilisé à l'extérieur du Canada, conformément à une licence émise en vertu de la Partie VI de la Loi sur l'Office national de l'énergie ou conformément à toute autre autorisation en vertu de cette Loi, et que la taxe imposée en vertu de la Partie IV.I de la Loi sur la taxe d'accise a été acquittée à l'égard du gaz, le ministre du Revenu national soit autorisé à verser à l'exportateur une somme égale à la taxe sur demande de l'exportateur au ministre dans les quatre ans de la date d'exportation du gaz, en la forme et la manière que le ministre peut prescrire.

Payment to exporter of ethane of amount equal to tax

by the marketable pipeline gas is in exchange for natural gas of foreign origin delivered and consumed in Canada; or

(c) that is derived from gas taken or removed from a natural reservoir situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or an offshore area.

Deduction in lieu of payment of amount equal to tax

(3) Where any ethane has been exported after September 30, 1981 and before January 1, 1987 from Canada for use outside Canada pursuant to a licence to export ethane issued under Part VI of the *National Energy Board Act* or pursuant to any other authority to export ethane under that Act and the tax imposed by Part IV.1 has been paid in respect of the ethane, the Minister may, on application by the exporter in such form and manner as the Minister prescribes, made to the Minister within four years from the time the ethane was exported, pay to the exporter an amount equal to that tax.

Definition of "qualifying goods"

(4) Where a person who is entitled to receive a payment under subsection (1) or (3) holds a licence issued pursuant to section 25.16, the Minister may, in lieu of the payment, authorize that person to deduct, on such terms and conditions as the Minister may prescribe, an amount equal to the amount of the payment from any taxes remittable by that person under Part IV.1.

47.2 (1) In this section, "qualifying goods" means the goods mentioned in Part XIII of Schedule III, but does not include

- (a) photocopies or other office type reproduction equipment for use by persons whose principal business is other than printing; and
- (b) for greater certainty, goods that are expressly excluded or not included in that Part.

gaz, ou pour son compte, aux termes d'une entente selon laquelle le gaz commercialisable acheminé par pipeline est en échange de gaz naturel d'origine étrangère livré et consommé au Canada; ou

c) provenant de gaz récupéré ou extrait à partir d'un réservoir naturel situé dans le territoire du Yukon, dans les territoires du Nord-Ouest ou dans un endroit au large des côtes.

(3) Lorsque de l'éthane a été exporté du Canada après le 30 septembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1987 pour être utilisé à l'extérieur du Canada, conformément à une licence délivrée en vertu de la Partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* ou conformément à une autre autorisation d'exporter l'éthane aux termes de cette loi et que la taxe imposée en vertu de la Partie IV.1 à l'égard de cet éthane a été acquittée, le Ministre peut, lorsque, en la forme et de la manière qu'il prescrit, l'exportateur lui en fait la demande dans les quatre années suivant l'exportation de l'éthane, payer à l'exportateur un montant égal à cette taxe.

(4) Le Ministre peut, aux conditions qu'il prescrit, autoriser une personne, fondée à recevoir un paiement aux termes des paragraphes (1) ou (3) et titulaire d'une licence délivrée en application de l'article 25.16, à effectuer une déduction tenant lieu de paiement, des taxes dont il doit faire la remise en application de la Partie IV.1, d'un montant égal au montant du paiement qu'il est fondé à recevoir.

47.2 (1) Dans le présent article, «marchandises admissibles» désigne les marchandises mentionnées à la partie XIII de l'annexe III mais ne comprend pas

- a) les photocopieurs et autre matériel de bureau servant à la reproduction et destinés à être utilisés par des personnes dont l'activité principale n'est pas l'imprimerie; et
- b) pour plus de certitude, les marchandises explicitement exclues ou omises de cette Partie.

Paiement à l'exportateur d'éthane d'un montant égal à la taxe

Dédiction tenant lieu de paiement d'un montant égal à la taxe

Définition de «marchandises admissibles»

Excise Tax Act has been paid in respect of the ethane exported, the Minister of National Revenue be authorized to pay to the exporter an amount equal to that tax, on application by the exporter to the Minister within four years from the time the gas was exported, in such form and manner as the Minister may prescribe.

8. That where a person entitled to receive a payment on the basis of any enactment founded on paragraphs 4 or 7 of this motion holds a licence pursuant to Part IV.1 of the Act, the Minister of National Revenue be authorized, in lieu of making such a payment, to allow the person to deduct, from any taxes otherwise remittable by that person pursuant to Part IV.1, an amount equal to the amount of the payment, under such terms and conditions as the Minister may prescribe.

12. That upon receipt of an application made in such form and such manner as he may provide, the Minister of National Revenue be authorized to pay an amount equal to the tax paid on qualifying production equipment, processing materials and plans listed in Part XIII of Schedule III to the Act, other than in respect of photocopiers and other office type reproduction equipment for use by persons whose principal business is other than printing, when such goods are purchased or imported by a person who is a member of any class of small manufacturer or producer as may be prescribed for purposes of such a payment by regulation of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance and the Minister of National Revenue, for his own use and not for resale, the tax imposed under Part V of the Act has been paid in respect of the goods and the said application has been made within four years of when the goods were first acquired."

7. Que, lorsque de l'éthane a été exporté du Canada, après le 30 septembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1987, par une personne pour utilisation à l'extérieur du Canada, conformément à une licence d'exportation d'éthane émise en vertu de la Partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* ou conformément à toute autre autorisation d'exportation d'éthane en vertu de cette Loi, et que la taxe imposée en vertu de la Partie IV.1 de la *Loi sur la taxe d'accise* a été acquittée à l'égard de l'éthane exporté, le ministre du Revenu national soit autorisé à verser à l'exportateur une somme égale à cette taxe sur demande de l'exportateur au ministre dans les quatre ans de la date d'exportation de l'éthane, en la forme et la manière que le ministre peut prescrire.

8. Que, lorsqu'une personne admissible à recevoir un paiement en vertu de tout texte législatif fondé sur les articles 4 ou 7 de cette motion détient une licence conformément à la Partie IV.1 de la Loi, le ministre du Revenu national soit autorisé, au lieu de verser un tel paiement, à permettre à la personne de déduire une somme égale au montant du paiement des taxes qui doivent par ailleurs être remises par cette personne conformément à la Partie IV.1, selon les conditions et de la manière qu'il peut prescrire.

12. Que, sur réception d'une demande en la forme et la manière qu'il peut prescrire, le ministre du Revenu national soit autorisé à verser un montant égal à la taxe payée sur le matériel de production, les matières de conditionnement et les plans admissibles énumérés à la Partie XIII de l'annexe III de la Loi, sauf lorsqu'il s'agit de photocopieurs et autre matériel de bureau servant à la reproduction utilisés par des personnes dont l'activité principale n'est pas l'imprimerie, lorsque ces marchandises sont achetées ou importées par une personne qui appartient à toute classe de petits fabricants ou producteurs que peut prescrire aux fins d'un tel paiement un règlement du gouverneur en conseil, sur avis conforme du ministre des Finances et du ministre du Revenu national, pour son propre usage et non pour la revente et que la taxe imposée en application de la Partie V de la Loi a été acquittée à l'égard de ces marchandises et que ladite demande a été faite dans les quatres années qui suivent l'acquisition des marchandises.»

Payment to
small manufac-
turer of amount
equal to tax

(2) Where any qualifying goods have been purchased or imported by a person of a class prescribed pursuant to subsection (3) for the sole use of that person and not for resale and the tax imposed by Part V has been paid in respect of such goods, the Minister may, on application by that person in such form and manner as the Minister prescribes, made to the Minister within four years from the time the goods were purchased or imported, pay to that person an amount equal to that tax.

Regulations

(3) The Governor in Council may, on the joint recommendation of the Minister of Finance and the Minister of National Revenue, make regulations prescribing any class of small manufacturer or producer for the purposes of this section."

1980-81-82, c.
68, s. 18

11. Section 49.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Rejection of
application

"49.1 (1) Where the Minister rejects in whole or in part an application under section 45, 46, 47, 47.1, 47.2 or 49 for payment of an amount equal to tax paid, the application ceases to have effect, for the purposes of determining whether the amount may be paid, ninety days after notice of the rejection is sent to the applicant, unless, within that ninety day period, an application in respect of the amount is made to the Tariff Board under section 59 or to the Federal Court under section 28 of the *Federal Court Act*.

Acceptance of
application

(2) Where the Minister approves an application under section 45, 46, 47, 47.1, 47.2 or 49 for payment of an amount equal to tax paid, the application ceases to have effect, for the purposes of determining whether the amount may be paid, ninety days after payment of the amount is sent to the applicant, unless, within that ninety day period, an application in respect of the amount is made to the Tariff Board under section 59 or to the Federal Court under section 28 of the *Federal Court Act*."

(2) Lorsque des marchandises admissibles ont été achetées ou importées par une personne d'une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (3), pour l'usage exclusif de cette personne et non pour la revente, et que la taxe imposée en application de la Partie V a été acquittée à l'égard de ces marchandises, le Ministre peut, lorsque, en la forme et de la manière qu'il prescrit, cette personne lui en fait la demande dans les quatre années suivant l'achat ou l'importation des marchandises, verser à cette personne un montant égal à cette taxe.

(3) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation conjointe du ministre des Finances et du ministre du Revenu national, établir des règlements prescrivant une catégorie de petits fabricants ou producteurs aux fins du présente article.»

11. L'article 49.1 de ladite loi est abrogé 20 1980-81-82, c. 68, art. 18 et remplacé par ce qui suit :

«49.1 (1) Lorsque le Ministre rejette en totalité ou en partie la demande visée aux articles 45, 46, 47, 47.1, 47.2 ou 49 portant sur le paiement d'un montant égal à la taxe payée, la demande cesse d'avoir effet, aux fins de décider si le montant peut être payé, quatre-vingt-dix jours après que l'avis du rejet a été envoyé au demandeur, à moins que pendant ce délai une demande portant sur le montant ne soit présentée à la Commission du tarif conformément à l'article 59 ou à la Cour fédérale conformément à l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*.»

35

Approbation de
la demande

(2) Lorsque le Ministre approuve la demande visée aux articles 45, 46, 47, 47.1, 47.2 ou 49 portant sur le paiement d'un montant égal à la taxe payée, la demande cesse d'avoir effet aux fins de décider si le montant peut être payé, quatre-vingt-dix jours après l'envoi du montant au demandeur, à moins que pendant ce délai une demande portant sur le montant ne soit présentée à la Commission du tarif conformément à l'article 59 ou à la Cour fédérale conformément à l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*.»

Paiement au
petit fabricant
d'un montant
égal à la taxe

Règlements

Rejet de la
demande

11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
839
840
841
842
843
844
845
846
847
848
849
849
850
851
852
853
854
855
856
857
858
859
859
860
861
862
863
864
865
866
867
868
869
869
870
871
872
873
874
875
876
877
878
879
879
880
881
882
883
884
885
886
887
888
889
889
890
891
892
893
894
895
896
897
898
899
899
900
901
902
903
904
905
906
907
908
909
909
910
911
912
913
914
915
916
917
918
919
919
920
921
922
923
924
925
926
927
928
929
929
930
931
932
933
934
935
936
937
938
939
939
940
941
942
943
944
945
946
947
948
949
949
950
951
952
953
954
955
956
957
958
959
959
960
961
962
963
964
965
966
967
968
969
969
970
971
972
973
974
975
976
977
978
979
979
980
981
982
983
984
985
986
987
988
989
989
990
991
992
993
994
995
996
997
998
999
999
1000
1001
1002
1003
1004
1005
1006
1007
1008
1009
1009
1010
1011
1012
1013
1014
1015
1016
1017
1018
1019
1019
1020
1021
1022
1023
1024
1025
1026
1027
1028
1029
1029
1030
1031
1032
1033
1034
1035
1036
1037
1038
1039
1039
1040
1041
1042
1043
1044
1045
1046
1047
1048
1049
1049
1050
1051
1052
1053
1054
1055
1056
1057
1058
1059
1059
1060
1061
1062
1063
1064
1065
1066
1067
1068
1069
1069
1070
1071
1072
1073
1074
1075
1076
1077
1078
1079
1079
1080
1081
1082
1083
1084
1085
1086
1087
1088
1089
1089
1090
1091
1092
1093
1094
1095
1096
1097
1098
1099
1099
1100
1101
1102
1103
1104
1105
1106
1107
1108
1109
1109
1110
1111
1112
1113
1114
1115
1116
1117
1118
1119
1119
1120
1121
1122
1123
1124
1125
1126
1127
1128
1129
1129
1130
1131
1132
1133
1134
1135
1136
1137
1138
1139
1139
1140
1141
1142
1143
1144
1145
1146
1147
1148
1149
1149
1150
1151
1152
1153
1154
1155
1156
1157
1158
1159
1159
1160
1161
1162
1163
1164
1165
1166
1167
1168
1169
1169
1170
1171
1172
1173
1174
1175
1176
1177
1178
1179
1179
1180
1181
1182
1183
1184
1185
1186
1187
1188
1189
1189
1190
1191
1192
1193
1194
1195
1196
1197
1198
1199
1199
1200
1201
1202
1203
1204
1205
1206
1207
1208
1209
1209
1210
1211
1212
1213
1214
1215
1216
1217
1218
1219
1219
1220
1221
1222
1223
1224
1225
1226
1227
1228
1229
1229
1230
1231
1232
1233
1234
1235
1236
1237
1238
1239
1239
1240
1241
1242
1243
1244
1245
1246
1247
1248
1249
1249
1250
1251
1252
1253
1254
1255
1256
1257
1258
1259
1259
1260
1261
1262
1263
1264
1265
1266
1267
1268
1269
1269
1270
1271
1272
1273
1274
1275
1276
1277
1278
1279
1279
1280
1281
1282
1283
1284
1285
1286
1287
1288
1289
1289
1290
1291
1292
1293
1294
1295
1296
1297
1298
1299
1299
1300
1301
1302
1303
1304
1305
1306
1307
1308
1309
1309
1310
1311
1312
1313
1314
1315
1316
1317
1318
1319
1319
1320
1321
1322
1323
1324
1325
1326
1327
1328
1329
1329
1330
1331
1332
1333
1334
1335
1336
1337
1338
1339
1339
1340
1341
1342
1343
1344
1345
1346
1347
1348
1349
1349
1350
1351
1352
1353
1354
1355
1356
1357
1358
1359
1359
1360
1361
1362
1363
1364
1365
1366
1367
1368
1369
1369
1370
1371
1372
1373
1374
1375
1376
1377
1378
1379
1379
1380
1381
1382
1383
1384
1385
1386
1387
1388
1389
1389
1390
1391
1392
1393
1394
1395
1396
1397
1398
1399
1399
1400
1401
1402
1403
1404
1405
1406
1407
1408
1409
1409
1410
1411
1412
1413
1414
1415
1416
1417
1418
1419
1419
1420
1421
1422
1423
1424
1425
1426
1427
1428
1429
1429
1430
1431
1432
1433
1434
1435
1436
1437
1438
1439
1439
1440
1441
1442
1443
1444
1445
1446
1447
1448
1449
1449
1450
1451
1452
1453
1454
1455
1456
1457
1458
1459
1459
1460
1461
1462
1463
1464
1465
1466
1467
1468
1469
1469
1470
1471
1472
1473
1474
1475
1476
1477
1478
1479
1479
1480
1481
1482
1483
1484
1485
1486
1487
1488
1489
1489
1490
1491
1492
1493
1494
1495
1496
1497
1498
1499
1499
1500
1501
1502
1503
1504
1505
1506
1507
1508
1509
1509
1510
1511
1512
1513
1514
1515
1516
1517
1518
1519
1519
1520
1521
1522
1523
1524
1525
1526
1527
1528
1529
1529
1530
1531
1532
1533
1534
1535
1536
1537
1538
1539
1539
1540
1541
1542
1543
1544
1545
1546
1547
1548
1549
1549
1550
1551
1552
1553
1554
1555
1556
1557
1558
1559
1559
1560
1561
1562
1563
1564
1565
1566
1567
1568
1569
1569
1570
1571
1572
1573
1574
1575
1576
1577
1578
1579
1579
1580
1581
1582
1583
1584
1585
1586
1587
1588
1589
1589
1590
1591
1592
1593
1594
1595
1596
1597
1598
1599
1599
1600
1601
1602
1603
1604
1605
1606
1607
1608
1609
1609
1610
1611
1612
1613
1614
1615
1616
1617
1618
1619
1619
1620
1621
1622
1623
1624
1625
1626
1627
1628
1629
1629
1630
1631
1632
1633
1634
1635
1636
1637
1638
1639
1639
1640
1641
1642
1643
1644
1645
1646
1647
1648
1649
1649
1650
1651
1652
1653
1654
1655
1656
1657
1658
1659
1659
1660
1661
1662
1663
1664
1665
1666
1667
1668
1669
1669
1670
1671
1672
1673
1674
1675
1676
1677
1678
1679
1679
1680
1681
1682
1683
1684
1685
1686
1687
1688
1689
1689
1690
1691
1692
1693
1694
1695
1696
1697
1698
1699
1699
1700
1701
1702
1703
1704
1705
1706
1707
1708
1709
1709
1710
1711
1712
1713
1714
1715
1716
1717
1718
1719
1719
1720
1721
1722
1723
1724
1725
1726
1727
1728
1729
1729
1730
1731
1732
1733
1734
1735
1736
1737
1738
1739
1739
1740
1741
1742
1743
1744
1745
1746
1747
1748
1749
1749
1750
1751
1752
1753
1754
1755
1756
1757
1758
1759
1759
1760
1761
1762
1763
1764
1765
1766
1767
1768
1769
1769
1770
1771
1772
1773
1774
1775
1776
1777
1778
1779
1779
1780
1781
1782
1783
1784
1785
1786
1787
1788
1789
1789
1790
1791
1792
1793
1794
1795
1796
1797
1798
1799
1799
1800
1801
1802
1803
1804
1805
1806
1807
1808
1809
1809
1810
1811
1812
1813
1814
1815
1816
1817
1818
1819
1819
1820
1821
1822
1823
1824
1825
1826
1827
1828
1829
1829
1830
1831
1832
1833
1834
1835
1836
1837
1838
1839
1839
1840
1841
1842
1843
1844
1845
1846
1847
1848
1849
1849
1850
1851
1852
1853
1854
1855
1856
1857
1858
1859
1859
1860
1861
1862
1863
1864
1865
1866
1867
1868
1869
1869
1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1899
1900
1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016

1980-81-82, c.
68, s. 18

12. Section 49.2 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Overpayment
deemed tax
payable

“49.2 (1) Any refund, deduction, drawback or amount paid to a person pursuant to section 44, 45, 46, 47, 47.1, 47.2, 48 or 49 in excess of the refund, deduction, drawback or amount to which that person was entitled shall be deemed to be a tax under this Act payable by that person not later than the last day of the first month succeeding that in which the refund, deduction, drawback or amount was paid and the provisions of this Act relating to the assessment and collection of taxes apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the tax so deemed and, in the case of subsections 52(6), (7) and (8), to that person as if he were a licensee.

5 10 15 20

Additional
penalties on
default

(2) On default of payment of the tax or any portion thereof payable under subsection (1), the person liable to pay such tax or portion shall pay, in addition to the amount of the default, a penalty of one and one-half per cent, in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, calculated on the total tax and penalty outstanding.”

1980-81-82, c.
68, s. 19

13. All that portion of subsection 50(4) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Additional
penalties on
default

“(4) Subject to subsection (5), upon default in payment of the tax or any portion thereof payable under Part III, IV or V within the time prescribed by subsection (3), the person liable to pay such tax or portion shall pay, in addition to the amount of the default, a penalty of one and one-half per cent, in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, calculated on the total tax and penalty outstanding; and for the purposes of this subsection and subsection (3), default shall be deemed to have commenced”

12. L’article 49.2 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1980-81-82, c.
68, art. 18

“49.2 (1) L’excédent de la remise, de la déduction, du drawback ou du montant payé conformément à l’article 44, 45, 46, 47, 47.1, 47.2, 48 ou 49 est réputé être une taxe sous le régime de la présente loi payable par le bénéficiaire de l’excédent au plus tard le dernier jour du premier mois suivant celui au cours duquel la remise, la déduction, le drawback ou le montant a été payé, et les dispositions de la présente loi relatives à la fixation et à la perception des taxes s’appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l’excédent réputé être une taxe et, dans le cas des paragraphes 52(6), (7) et (8), au bénéficiaire de l’excédent comme s’il était muni d’une licence.

Le paiement en trop est réputé être une taxe exigible

(2) En cas de défaut de paiement de la taxe visée au paragraphe (1), en totalité ou en partie, la personne responsable du paiement total ou partiel de cette taxe doit verser, en sus du montant en souffrance, une amende de un et demi pour cent pour chaque mois ou fraction de mois que dure l’infraction, calculée en fonction de la somme totale de la taxe et de l’amende due.»

Peines supplémentaires pour défaut de paiement

13. La partie du paragraphe 50(4) de ladite loi qui précède l’alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1980-81-82, c.
68, art. 19

“(4) Sous réserve du paragraphe (5), à défaut de paiement de la taxe ou de toute partie de celle-ci, exigible en vertu des Parties III, IV ou V dans le délai prescrit par le paragraphe (3), la personne responsable du paiement total ou partiel de cette taxe doit verser, en sus du montant en souffrance, une amende de un et demi pour cent du montant en souffrance à l’égard de chaque mois ou fraction de mois pendant lequel le défaut de paiement se continue, calculée en fonction de la somme totale de la taxe et de l’amende due; et aux fins du présent paragraphe et du paragraphe (3), le défaut de paiement est réputé avoir commencé»

Peines supplémentaires pour défaut de paiement

Clause 12: See the notes to clauses 1 and 11. This amendment would add the underlined references to subsection 49.2(1).

Subsection 49.2(2) at present reads as follows:

“(2) On default of payment of the tax or any portion thereof payable under subsection (1), there shall be paid in addition to the amount of the default a penalty of one per cent, in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, calculated on the total *balance* outstanding.”

Article 12. — Voir les notes visant les articles 1 et 11. Ajoute les passages soulignés au paragraphe 49.2(1).

Texte actuel du paragraphe 49.2(2) :

«(2) En cas de défaut de paiement de la taxe visée au paragraphe (1), en totalité ou en partie, *il doit être versé*, en sus du montant en souffrance, une amende de un pour cent pour chaque mois ou fraction de mois que dure l’infraction, calculée en fonction du *solde dû*.»

Clause 13: See the note to clause 1.

The relevant portion of subsection 50(4) at present reads as follows:

“(4) Subject to subsection (5), upon default in payment of the tax or any portion thereof payable under Part III, IV or V within the time prescribed by subsection (3), there shall be paid in addition to the amount of the default a penalty of one per cent, in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, calculated on the total *balance* outstanding; and for the purposes of this subsection and subsection (3), default shall be deemed to have commenced”

Article 13. — Voir la note visant l’article 1.

Texte actuel du passage visé du paragraphe 50(4) :

«(4) Sous réserve du paragraphe (5), à défaut de paiement de la taxe ou de toute partie de celle-ci, exigible en vertu des Parties III, IV ou V dans le délai prescrit par le paragraphe (3), *il doit être versé*, en sus du montant en souffrance, une amende de un pour cent du montant en souffrance à l’égard de chaque mois ou fraction de mois pendant lequel le défaut de paiement se continue, calculée en fonction du *solde dû*; et aux fins du présent paragraphe et du paragraphe (3), le défaut de paiement est réputé avoir commencé»

1980-81-82, c.
68, s. 38(2)

14. Paragraphs 1(p) to (r) of Part XIII of Schedule III to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

- “(p) office equipment; or
- (q) motor vehicles except those described in paragraphs (e) and (h).”

Coming into Force

Commencement

15. (1) Section 3, subsections 25.13(5.1) and (5.2) of the *Excise Tax Act*, as enacted by section 4 of this Act, section 47.1 of the said Act, as enacted by section 10 of this Act, section 11 and subsection 49.2(1) of the said Act, as enacted by section 12 of this Act, shall be deemed to have come into force on October 1, 1981, except that in the period commencing on October 1, 1981 and ending on November 12, 1981, section 49.1 of the said Act, as enacted by section 11 of this Act, and subsection 49.2(1) of the said Act, as enacted by section 12 of this Act, shall be read and construed without the reference therein to section 47.2.

Idem

(2) Section 2, subsection 25.13(5) of the *Excise Tax Act*, as enacted by section 4 of this Act, sections 5, 7 and 9, section 47.2 of the said Act, as enacted by section 12 of this Act, and section 14 shall be deemed to have come into force on November 13, 1981 and, for greater certainty, shall apply to all goods mentioned therein imported or taken out of warehouse for consumption on or after that day and to all goods previously lawfully imported for which no entry for consumption was made before that day.

Idem

(3) Sections 1 and 6, subsection 49.2(2) of the *Excise Tax Act*, as enacted by section 12 of this Act, and section 13 shall be deemed to have come into force on December 1, 1981.

1980-81-82, c.
68, par. 38(2)

14. Les alinéas 1p) à r) de la partie XIII de l'annexe III de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- «p) matériel de bureau; ou
- q) véhicules automobiles, sauf ceux visés aux alinéas e) et h).»

Entrée en vigueur

15. (1) L'article 3, les paragraphes 25.13(5.1) et (5.2) de la *Loi sur la taxe d'accise*, édictés par l'article 4 de la présente loi, l'article 47.1 de ladite loi, édicté par l'article 10 de la présente loi, l'article 11 et le paragraphe 49.2(1) de ladite loi, édictés par l'article 12 de la présente loi, sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} octobre 1981 sauf que pour la période commençant le 1^{er} octobre 1981 et se terminant le 12 novembre 1981, l'article 49.1 de ladite loi, édicté par l'article 11 de la présente loi, et le paragraphe 49.2(1) de ladite loi, édicté par l'article 12 de la présente loi, doivent être interprétés sans tenir compte de l'article 47.2.

Entrée en vigueur

(2) L'article 2, le paragraphe 25.13(5) de la *Loi sur la taxe d'accise*, édictés par l'article 4 de la présente loi, les articles 5, 7 et 9, l'article 47.2 de ladite loi, édictés par l'article 12 de la présente loi, et l'article 14 sont réputés être entrés en vigueur le 13 novembre 1981 et, ils s'appliquent, pour plus de certitude, à toutes les marchandises qui y sont visées et qui sont importées ou sorties d'en-trepôt pour la consommation à compter de cette date et aux marchandises qui ont déjà été légalement importées et pour lesquelles aucune déclaration pour la consommation n'a été faite avant cette date.

Idem

(3) Les articles 1 et 6, le paragraphe 49.2(2) de la *Loi sur la taxe d'accise*, édictés par l'article 12 de la présente loi, et l'article 13 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} décembre 1981.

Idem

40

Clause 14: See the note to clause 9. Paragraphs 1(p) to (r) at present read as follows:

- “(p) photocopiers and other office type reproduction equipment for use by persons exempt from consumption or sales tax under subsection 31(2) and whose principal business is other than printing; office equipment;
- (q) motor vehicles except those described in paragraphs (e) and (h); or
- (r) goods for use by persons exempt from consumption or sales tax under subsection 31(2), other than those persons prescribed by regulation of the Governor in Council, which regulations may be made effective with reference to any period commencing on or after November 17, 1978.”

Clause 15: This clause would implement paragraph 17 of the Excise Tax Motion, which reads as follows:

“17. That any enactment founded on

- (a) paragraphs 1, 3, 4 and 7 to 10 be effective October 1, 1981;
- (b) paragraphs 2, 5, 6, 11 to 14 and 16 be effective November 13, 1981; and
- (c) paragraph 15 be effective December 1, 1981.”

Article 14. — Voir la note visant l’article 9.

Texte actuel des alinéas 1p) à r) :

«p) les photocopieurs et autre matériel de bureau servant à la reproduction, utilisés par des personnes exemptées de la taxe de consommation ou de vente en vertu du paragraphe 31(2) et dont l’activité principale n’est pas l’imprimerie; du matériel de bureau;

q) les véhicules à moteur, à l’exception des véhicules désignés aux alinéas e) et h); ou

r) des marchandises devant être utilisées par des personnes exemptées du paiement de la taxe de consommation ou de vente en vertu du paragraphe 31(2), sauf les personnes prescrites par règlement du gouverneur en conseil, règlement qui peut prendre effet pour toute période commençant à compter du 17 novembre 1978.»

Article 15. — Donne effet à l’article 17 de la Motion sur la taxe d’accise :

«17. Que tout texte législatif fondé sur

- a) les articles 1, 3, 4 et 7 à 10 prenne effet le 1^{er} octobre 1981;
- b) les articles 2, 5, 6, 11 à 14 et 16 prenne effet le 13 novembre 1981; et
- c) l’article 15 prenne effet le 1^{er} décembre 1981.»

1980-81-82, c.
68, Part IV

PART II

PETROLEUM AND GAS REVENUE
TAX ACT

16. (1) Subsection 79(1) of *An Act to amend the Excise Tax Act and the Excise Act and to provide for a revenue tax in respect of petroleum and gas* is amended by adding thereto, immediately before the definition "crude oil", the following definition:

"Crown
royalty"
«redevance à la
Couronne»

"Crown royalty" of a person for a taxation year in respect of the production in the year of petroleum or gas from a well or bituminous sands, oil sands or oil shale deposit or the ownership of a natural reservoir of gas or petroleum in Canada or a bituminous sands, oil sands or oil shale deposit in Canada means the amount, if any, by which the aggregate 15 of the amounts,

- (a) paid, payable or receivable as prescribed in respect of such production or ownership,
- (b) included in computing his income 20 for the year by virtue of paragraph 12(1)(o) of the *Income Tax Act* in respect of such production or ownership,
- (c) that were not deductible in com- 25 putting his income for the year by virtue of paragraph 18(1)(m) of the *Income Tax Act* in respect of such production or ownership,
- (d) by which, in respect of the dispo- 30 sition by him of such production, his proceeds of disposition were increased by virtue of subsection 69(6) of the *Income Tax Act*, and
- (e) by which, in respect of the acqui- 35 sition by him of such production, his cost was reduced by virtue of subsection 69(7) of the *Income Tax Act*

exceeds the aggregate of all reimbursements referred to in section 80.2 of the 40 *Income Tax Act* received or receivable by him for the year in respect of such production or ownership;"

1980-81-82, c.
68, Partie IV

PARTIE II

LOI DE L'IMPÔT SUR LES REVENUS
PÉTROLIERS

16. (1) Le paragraphe 79(1) de la *Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur l'accise et prévoyant un impôt sur les revenus pétroliers* est modifié par insertion, 5 après la définition de «recettes pétrolières supplémentaires imposables», de ce qui suit :

« «redevance à la Couronne» ou «redevance en faveur de la Couronne» d'une personne pour une année d'imposition relativement à la production de pétrole ou 10 de gaz dans l'année à partir d'un puits ou d'un gisement de sables bitumineux, de sables pétrolifères ou de schistes bitumineux ou au droit de propriété d'une personne sur un réservoir naturel de gaz 15 ou de pétrole situé au Canada ou d'un gisement de sables bitumineux, de sables pétrolifères ou de schistes bitumineux, désigne l'excédent éventuel du total des sommes

- a) payées, payables ou à recevoir, tel qu'il est prescrit relativement à cette production ou ce droit de propriété,
- b) incluses dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à 25 cette production en vertu de l'alinéa 12(1)o de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,
- c) qui, en vertu de l'alinéa 18(1)m de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, 30 n'étaient pas déductibles dans le calcul de son revenu pour l'année relativement à cette production ou ce droit de propriété,
- d) par lesquelles ses produits de dis- 35 position ont été augmentés en vertu du paragraphe 69(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, relativement à la disposition par ladite personne de cette production,
- e) par lesquelles son coût a été réduit en vertu du paragraphe 69(7) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, relativement à l'acquisition par ladite personne de cette production,

sur le total de tous les remboursements visés à l'article 80.2 de la *Loi de l'impôt*

«redevance à la
Couronne»
"Crown..."

20

40

45

PART II

The amendments to the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* would implement the Ways and Means Motion to amend the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* tabled by the Minister of Finance on January 27, 1982 (hereinafter referred to as the "PGRT Motion").

Clause 16: Except for the definition "resource royalty", all the definitions proposed by this amendment are new and are consequential on the other amendments proposed under the PGRT Motion.

The amendment to the definition "resource royalty" in subsection 16(10) would implement paragraph (15) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(15) That the definition "resource royalty" in section 79 of the Act be amended to exclude any royalty computed by reference to the amount or value of production after December 31, 1981 in respect of which the recipient is subject to a Crown royalty."

PARTIE II

Les modifications de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* donnent effet à la motion des voies et moyens visant à modifier ladite loi, déposée le 27 janvier 1982 par le ministre des Finances (ci-après appelée la «motion IRP»).

Article 16. — Exception faite de la définition de «redevance pétrolière», toutes les définitions proposées par la présente modification sont nouvelles et découlent des autres modifications que propose la motion IRP.

La modification de la nouvelle définition de «redevance pétrolière» au paragraphe 16(10) donne effet à l'article (15) de la motion IRP, dont voici le texte :

«(15) Que la définition de «redevance pétrolière» à l'article 79 de la Loi soit modifiée de façon à exclure toute redevance calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la production après le 31 décembre 1981 pour laquelle le bénéficiaire est assujetti à une redevance à la Couronne.»

(2) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "gas", the following definition:

“‘incremental Crown royalty’ of a person for a taxation year, in respect of the production of old oil in the year from a well or mineral resource, means the amount, if any, by which his Crown royalty in respect thereof for the year exceeds that proportion of the Crown royalty that the amount that would have been his gross revenue for the year from the disposition of old oil from the well or resource, if that old oil had been disposed of at its old oil base price, is of his gross revenue for the year from the disposition of that old oil;”

(3) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "incremental Crown royalty", the following definition:

"incremental oil revenue" of a person for a taxation year means the aggregate of amounts received or receivable by him as incremental production royalties for the year and the amount, if any, by which

(a) his gross revenue for the year
from the disposition of old oil 30

exceeds

(b) the amount that would have been his gross revenue for the year from the disposition of old oil if the oil had been disposed of at its old oil base price;"

(4) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "incremental oil revenue", the following definition: 40

sur le revenu reçus ou à recevoir par ladite personne pour l'année relativement à cette production ou ce droit de propriété.»

(2) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «redevance pétrolière supplémentaire», de ce qui suit :

«redevance supplémentaire à la Couronne» ou «redevance supplémentaire en faveur de la Couronne» d'une personne pour une année d'imposition, relativement à la production d'ancien pétrole dans l'année à partir d'un puits ou d'une ressource minérale, désigne l'excédent éventuel de sa redevance à la Couronne relativement à cette production pour l'année sur la fraction de cette redevance représentée par le rapport existant entre le montant de son revenu brut pour l'année provenant de la disposition de l'ancien pétrole tiré du puits ou de la ressource minérale, calculé à partir du prix de base de l'ancien pétrole, et le montant de son revenu brut pour l'année provenant de la disposition de ce pétrole.»

(3) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «prix de base de l'ancien pétrole», 30 de ce qui suit :

«recettes pétrolières supplémentaires»
d'une personne pour une année d'imposition désigne le total des montants reçus ou à recevoir par la personne à 35
titre de redevances supplémentaires de production et l'excédent éventuel de

a) son revenu brut pour l'année provenant de la disposition d'ancien pétrole

sur

b) le montant qui représenterait son revenu brut pour l'année provenant de la disposition d'ancien pétrole s'il était calculé à partir du prix de base de 45 l'ancien pétrole.»

(4) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «reversement», de ce qui suit :

“incremental payout”
“reversement supplémentaire”

““incremental payout”, in respect of an incremental resource royalty, has the meaning assigned by subsection 99(5);”

“«reversement supplémentaire» Cette expression, lorsqu’elle se rapporte à une redevance pétrolière supplémentaire, a le sens que lui donne le paragraphe 99(5).»

“reversement supplémentaire”
“incremental payout”

5

(5) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition “incremental payout”, the following definition:

““incremental production royalty” means the amount, if any, by which a production royalty in respect of the production of old oil exceeds the amount that would be the production royalty in respect thereof if the old oil were valued at its old oil base price;”

(5) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «redévance supplémentaire à la Couronne», de ce qui suit :

“«redévance supplémentaire de production» L’excédent éventuel de la redevance de production relativement à la production d’ancien pétrole sur le montant qui représenterait la redevance de production relativement au pétrole si la production était calculée à partir du prix de base de l’ancien pétrole.»

“redévance supplémentaire de production”
“incremental production ...”

10

(6) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition “incremental production royalty”, the following definition:

““incremental resource royalty” means the amount, if any, by which a resource royalty in respect of the production of old oil exceeds the amount that would be the resource royalty in respect thereof if the old oil were valued at its old oil base price;”

25

(6) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «redévance pétrolière», de ce qui suit :

“«redévance pétrolière supplémentaire» L’excédent éventuel de la redevance pétrolière relativement à la production d’ancien pétrole sur le montant qui représenterait la redevance pétrolière relativement au pétrole si la production était calculée à partir du prix de base de l’ancien pétrole.»

“redévance pétrolière supplémentaire”
“incremental resource ...”

20

(7) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition “Minister”, the following definition:

““old oil” means 30

(a) crude oil or heavy oil recovered after 1981 from a natural reservoir in Canada that was known, before January 1, 1981, to be capable of production in commercial quantities, and 35

(b) the prescribed percentage of petroleum produced from a mine in a bituminous sands deposit that came into production in reasonable commercial quantities before January 1, 1976, 40

but does not include

(c) the incremental production of petroleum, determined in such a manner as may be prescribed, that is recovered from a natural reservoir or portion 45

(7) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, avant la définition d’«année d’imposition», de ce qui suit :

“«ancien pétrole» Désigne

“ancien pétrole”
“old oil”

a) le pétrole brut ou le pétrole lourd extrait, après 1981, d’un réservoir naturel situé au Canada dont on avait reconnu, avant le 1^{er} janvier 1981, la capacité d’exploitation industrielle;

b) le pourcentage prescrit du pétrole extrait d’une mine située dans un gisement de sables bitumineux et entrée en production, avant le 1^{er} janvier 1976, à un rythme d’exploitation industrielle suffisant,

mais ne comprend pas

c) la production supplémentaire de pétrole, établie en la manière prescrite, qui est extraite d’un réservoir naturel ou d’une partie de ce réservoir entré en

45

thereof under a project that commenced operation after December 31, 1980 that is certified by the Minister of Energy, Mines and Resources to be a qualified tertiary oil recovery project, or

(d) petroleum produced from a prescribed experimental plant;"

(8) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "old oil", the following definition:

" "old oil base price", in respect of old oil of a particular quality from a well or mineral resource, means such amount as is prescribed to be the base price of that quality of oil;"

(9) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "production revenue", the following definition:

" "production royalty" means an amount computed by reference to the amount or value of production after December 31, 1981 of petroleum or gas, including any minimum or advance royalty payment with respect to the amount or value of production, but does not include

(a) a resource royalty, or
 (b) an amount to which paragraph 83(e) applies paid to a person referred to therein;"

(10) The definition "resource royalty" in subsection 79(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

" "resource royalty" means an amount (other than production revenue) computed by reference to the amount or value of production after December 31, 1980 of petroleum or gas, including any minimum or advance royalty payment with respect to the amount or value of production, but does not include

(a) an amount to which paragraph 83(e) applies, paid to a person referred to therein, or

"old oil base price"
 "prix de base de l'ancien pétrole"

"production royalty"
 "redevance de production"

"resource royalty"
 "redevance pétrolière"

exploitation après le 31 décembre 1980, dans le cadre d'un projet que le ministre de l'Énergie des Mines et des Ressources a certifié acceptable comme projet de récupération tertiaire;

d) le pétrole produit dans des installations expérimentales prescrites.»

(8) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «pétrole brut», de ce qui suit :

« «prix de base de l'ancien pétrole» Relativement à l'ancien pétrole d'une qualité déterminée provenant d'un puits ou d'une ressource minérale, désigne le montant prescrit comme étant le prix de base de l'ancien pétrole de cette qualité.»

•prix de base de l'ancien pétrole
 "old oil base..."

(9) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «redevance à la Couronne», de ce qui suit :

« «redevance de production» Montant calculé par rapport à la quantité ou à la valeur de la production après le 31 décembre 1981, de pétrole ou de gaz, et, notamment, tout paiement de redevance minimal ou paiement de redevance par anticipation, relatif à la quantité ou à la valeur de la production, mais ne comprend pas:

a) une redevance pétrolière,
 b) un montant auquel s'applique l'alinea 83e), payé à une personne qui y est visée.»

•redevance de production
 "production royalty"

(10) La définition de «redevance pétrolière» au paragraphe 79(1) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« «redevance pétrolière» Montant (autre qu'un revenu de production) calculé par rapport à la quantité ou à la valeur de la production après le 31 décembre 1980, de pétrole ou de gaz et, notamment, tout paiement de redevance minimal ou paiement de redevance par anticipation, relatif à la quantité ou à la valeur de la production, mais ne comprend pas:

a) un montant auquel s'applique l'alinea 83e), payé à une personne qui y est visée,

•redevance pétrolière
 "resource..."

(b) an amount in respect of production for which the recipient is subject to a Crown royalty;"

(11) Subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "resource royalty", the following definition:

"taxable incremental oil revenue" has the meaning assigned by section 83.1;"

"taxable
incremental oil
revenue"
"recettes
pétrolières
supplémentaires
imposables"

17. The headings preceding section 81 and section 81 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Division I

REVENUE TAX

Tax and Computation

Tax payable

81. A tax shall be paid as required by this Division on the production revenue and on the taxable incremental oil revenue of every person for each taxation year."

Production
revenue
interpreted

18. (1) All that portion of subsection 82(1) of the said Act preceding paragraph (f) thereof is repealed and the following substituted therefor:

20

82. (1) Petroleum and gas production revenue of a taxpayer for a taxation year is the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is his income for the year from a source that is

25

(a) the production of petroleum or gas,
(b) the processing in Canada of petroleum to any stage that is not beyond the stage of crude oil or its equivalent, or

30

(b.1) an amount received or receivable by him as a production royalty, exceeds

(c) the aggregate of all amounts each of which is his loss for the year from a source referred to in paragraph (a), (b) or (b.1),

computed in accordance with the *Income Tax Act*, if that Act were read without

b) un montant relatif à la production à l'égard duquel le bénéficiaire est assujetti à une redevance à la Couronne.»

(11) Le paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après la définition de «recettes pétrolières supplémentaires», de ce qui suit :

«recettes pétrolières supplémentaires imposables» A le sens donné à l'article 10 83.1.»

«recettes pétrolières supplémentaires imposables»
"taxable ..."

17. La rubrique précédant l'article 81 et l'article 81 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Section I

IMPÔT SUR LE REVENU ET LES RECETTES

Impôt et calcul

81. Est payé un impôt sur le revenu de production et sur les recettes pétrolières supplémentaires imposables de toute personne pour chaque année d'imposition, ainsi que l'exige la présente section.»

18. (1) La partie du paragraphe 82(1) de ladite loi qui précède l'alinéa f) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

82. (1) Le revenu de production provenant du pétrole ou du gaz d'un contribuable pour une année d'imposition est l'excédent éventuel du total de tous les montants dont chacun constitue son revenu pour l'année tiré

a) de la production de pétrole ou de gaz,

30

b) du traitement au Canada de pétrole jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui de pétrole brut ou de son équivalent,

b.1) du montant reçu ou à recevoir par lui à titre de redevance de production,

35

sur

c) le total de tous les montants dont chacun représente ses pertes pour l'année provenant d'une source visée aux alinéas a), b) ou b.1),

40

répondu à la fin de la transposition fiscale
canadienne, mais aussi au cours de l'année
à l'appui de la motion, et surtout en
l'absence de tout autre moyen de faire
autre chose pour assurer la sécurité sociale.
Il est à lui un honnête homme qui le
voit faire des obligations et sans réfléchir

à ce qu'il a fait pour nous tous. (1)
C'est pourquoi il faut faire tout ce que
nous pouvons pour assurer la sécurité sociale
et l'autonomie dans nos affaires.

Clause 17: This amendment would implement subparagraph (8)(a) of the PGRT Motion, which reads as follows:

“(8) That for the 1982 and subsequent taxation years, an additional tax be introduced

(a) in Division I of the Act at a rate of 50% of the taxable incremental oil revenue of a taxpayer, and”

De ce que nous avons dit jusqu'à présent, il résulte que (a) lorsque le contribuable a reçu ou sera en mesure de recevoir une somme d'argent en vertu de la production pétrolière supplémentaire, il devra verser une taxe supplémentaire à la section I de la loi fiscale canadienne.

Clause 18: (1) This amendment would implement paragraphs (3), (4) and (5) of the PGRT Motion, which read as follows:

“(3) That for the 1982 and subsequent taxation years, the petroleum and gas production revenue of a taxpayer for a year include all production royalties received or receivable by him for the year and be reduced by all production royalties paid or payable by him for the year.

(4) That for the 1982 and subsequent taxation years, the amount by which the taxpayer's incremental oil revenue for a year from the production of old oil in Canada exceeds all amounts paid or payable by him for the year as an incremental resource royalty or incremental production royalty be included in his petroleum and gas production revenue for the year.

(5) That for the 1981 and subsequent taxation years, paragraph 82(1)(d) of the Act be amended to permit a deduction for amounts described in paragraph 20(1)(ii) of the *Income Tax Act* in computing the petroleum and gas production revenue of a taxpayer for a year.”

(3) This amendment would implement paragraphs (3), (4) and (5) of the PGRT Motion, which read as follows:

(3) That for the 1982 and subsequent taxation years, the petroleum and gas production revenue of a taxpayer for a year include all production royalties received or receivable by him for the year and be reduced by all production royalties paid or payable by him for the year.

(4) That for the 1982 and subsequent taxation years, the amount by which the taxpayer's incremental oil revenue for a year from the production of old oil in Canada exceeds all amounts paid or payable by him for the year as an incremental resource royalty or incremental production royalty be included in his petroleum and gas production revenue for the year.

(5) That for the 1981 and subsequent taxation years, paragraph 82(1)(d) of the Act be amended to permit a deduction for amounts described in paragraph 20(1)(ii) of the *Income Tax Act* in computing the petroleum and gas production revenue of a taxpayer for a year.”

Journal) (4)(a)(i) être établi et conservé
dans un lieu désigné dans lequel il sera
posé et où il sera accessible au public
et où il sera conservé au moins une
année à la fin de laquelle il sera détruit

ou détruit par le moyen le plus sûr.

Article 17. — Application du paragraphe (8)a) de la Motion IRP, dont voici le texte :

«(8) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, un impôt spécial soit prévu

a) à la Section I de la Loi, égal à 50% des recettes pétrolières supplémentaires imposables d'un contribuable, et»

Article 18, (1). — Application des articles (3), (4) et (5) de la Motion IRP, dont voici le texte :

«(3) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, le revenu de production provenant du pétrole et du gaz d'un contribuable, pour une année d'imposition, comprenne toute redevance de production reçue ou à recevoir par le contribuable pour l'année et qu'on y retranche toute redevance de production payée ou payable par le contribuable pour l'année.

(4) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, l'excédent des recettes pétrolières supplémentaires d'un contribuable pour une année provenant de la production d'ancien pétrole au Canada sur l'ensemble des montants payés ou payables par lui pour l'année au titre de redevance pétrolière supplémentaire ou redevance supplémentaire de production, soit inclus dans son revenu de production provenant du pétrole ou du gaz pour l'année.

(5) Que, pour les années d'imposition 1981 et suivantes, l'alinéa 82(1)d) de la Loi soit modifié de façon à permettre une déduction pour les montants décrits à l'alinéa 20(1)(ii) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dans le calcul de son revenu de production provenant du pétrole ou du gaz pour l'année.»

reference to paragraph 81(1)(r) thereof, on the assumption that he had during the year no income or loss except from such sources and was allowed no deduction in computing his income for the year in respect of

(d) any amount, other than a prescribed amount, deductible in computing the taxpayer's income for the year by virtue of section 20 (other than paragraph 10 (1)(q), (s), (w), (x), (y) or (ii) thereof), 37 or 37.1, subsection 104(6) or (12) or Subdivision e of Division B of Part I of the *Income Tax Act* or the *Income Tax Application Rules, 1971*,

(e) the amount of any consideration paid or payable (other than a resource royalty or a production royalty) that may reasonably be considered to be for the use of, the right to use, or the preservation of any rights in respect of, property,"

(2) Subsection 82(2) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) thereof, by adding 25 the word "and" at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(e) there may be deducted such amount as an allowance, if any, in 30 respect of his income for the year from a source referred to in paragraph (1)(a), (b) or (b.1) as is allowed to the taxpayer by regulation."

(3) Section 82 of the said Act is further 35 amended by adding thereto the following subsection:

"(4) Notwithstanding subsections (1) and (3), not more than one-half of any resource royalty computed by reference to 40 the amount or value of production before 1982 may be deducted in computing the production revenue of a taxpayer that may

calculé conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu abstraction faite de l'alinéa 81(1)r* de ladite loi, étant admis qu'il n'a pas tiré de revenu ni subi de perte au cours de l'année, sauf en provenance de ces sources, et qu'aucune déduction ne lui a été accordée dans le calcul de son revenu pour l'année:

d) au titre de tout montant, à l'exclusion d'un montant prescrit, déductible 10 dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en vertu des articles 20 (à l'exclusion des alinéas (1)q, s), w), x), y) ou ii)), 37 ou 37.1, des paragraphes 104(6) ou (12) ou de la sous-section e de 15 la section B de la Partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou les *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu*,

e) au titre du montant de toute contre- 20 partie payée ou payable (à l'exclusion d'une redevance pétrolière ou d'une redevance de production) que l'on peut raisonnablement considérer comme se rapportant à l'utilisation de biens, 25 comme donnant droit de les utiliser ou comme servant à la protection de droits y afférents,

(2) Le paragraphe 82(2) de ladite loi est modifié par adjonction de ce qui suit : 30

"e) peut être déduit à titre de déduction relative à son revenu pour l'année provenant d'une source visée aux alinéas (1)a), b) ou b.1), le montant que les règlements prévoient à l'égard du 35 contribuable."

(3) L'article 82 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

"(4) Par dérogation aux paragraphes (1) et (3), au plus la moitié d'une redevance pétrolière calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la production avant 1982 peut être déduite dans le calcul du revenu de production du contribuable

(2) This amendment would implement paragraph (2) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(2) That for the 1982 and subsequent taxation years, subsection 82(2) of the Act be amended to permit the deduction of
(a) a resource allowance, and
(b) a special allowance for a prescribed investment in a tar sands plant, heavy oil plant or other facility
in computing the petroleum and gas production revenue of a taxpayer for a year."

(3) This amendment would implement paragraph (6) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(6) That in computing the petroleum and gas production revenue of a taxpayer after 1981, the deduction in respect of any resource royalty computed by reference to the amount or value of production before 1982 be restricted to one-half the amount of the royalty."

(2). — Application de l'article (2) de la Motion IRP, dont voici le texte :

«(2) Que pour les années d'imposition 1982 et suivantes, le paragraphe 82(2) de la Loi soit modifié de façon à prévoir

- a) une déduction à l'égard des ressources, et
- b) une déduction spéciale à l'égard d'un placement prescrit dans un établissement de traitement de sables pétrolifères, de pétrole lourd ou autre établissement

dans le calcul du revenu de production d'un contribuable provenant du pétrole et du gaz pour une année».

petrole et du gaz pour une annnee.»

(3). — Application de l'article (6) de la Motion IRP, dont voici le texte :

«(6) Que, dans le calcul du revenu de production provenant du pétrole et du gaz d'un contribuable après 1981, la déduction à l'égard de toute redevance pétrolière calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la production d'avant 1982 soit limitée à la moitié du montant de la redevance.»

reasonably be attributed to a period after 1981.”

19. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 83 thereof, the following section:

Taxable
incremental oil
revenue

“**83.1** (1) The taxable incremental oil revenue of a taxpayer for a taxation year is the amount, if any, by which

(a) his incremental oil revenue for the year,

exceeds the aggregate of all amounts paid or payable by him each of which is

(b) an incremental production royalty or incremental resource royalty in respect of the production of oil from a well or mineral resource in the year, or

(c) an incremental Crown royalty in respect of the production of oil from a well or mineral resource in the year.

Incremental
resource royalty
deduction

(2) In computing the taxable incremental oil revenue of a taxpayer for a taxation year, no amount may be deducted for any incremental resource royalty in respect of the year that was not paid on or before the day that is sixty days after the end of the year.

Idem

(3) Where an incremental resource royalty is not deductible in computing the taxable incremental oil revenue of a taxpayer for a taxation year by virtue only of subsection (2), the royalty may be deducted by him in computing his taxable incremental oil revenue for the subsequent taxation year in which the royalty is paid.”

Amount of tax

20. (1) Subsection 84(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**84.** (1) The tax payable under this Division for a taxation year in respect of a person is the aggregate of

qui peut raisonnablement être attribué à une période postérieure à 1981.”

19. Ladite loi est en outre modifiée par insertion, après l'article 83, de ce qui suit :

5

“**83.1** (1) Les recettes pétrolières supplémentaires imposables d'un contribuable relativement à une année d'imposition sont l'excédent éventuel de

a) ses recettes pétrolières supplémentaires pour l'année,

sur le total de tous les montants versés ou à être versés par lui dont chacun représente

b) une redevance pétrolière supplémentaire ou une redevance supplémentaire de production au titre de la production de pétrole à partir d'un puits ou d'une ressource minérale au cours de l'année; ou

c) une redevance supplémentaire à la Couronne au titre de la production de pétrole à partir d'un puits ou d'une ressource minérale au cours de l'année.

(2) Dans le calcul des recettes pétrolières supplémentaires imposables d'un contribuable pour une année d'imposition, il ne peut être déduit aucun montant au titre d'une redevance pétrolière supplémentaire relativement à l'année si elle n'a pas été versée au plus tard le soixantième jour suivant la fin de l'année.

5 Recettes
pétrolières
supplémentaires
imposables

Déduction au
titre d'une
redevance
pétrolière
supplémentaire

Idem

(3) La redevance pétrolière supplémentaire qui, du seul fait du paragraphe (2), ne peut être déduite dans le calcul des recettes pétrolières supplémentaires imposables d'un contribuable pour une année d'imposition donnée peut être déduite dans le calcul de ses recettes pétrolières supplémentaires imposables pour l'année d'imposition postérieure au cours de laquelle la redevance est versée.”

20. (1) Le paragraphe 84(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**84.** (1) L'impôt payable en vertu de la présente section à l'égard d'une personne

Montant de
l'impôt

45

Clause 19: New. This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 17. It will also implement paragraph (9) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(9) That for the 1982 and subsequent taxation years, an incremental resource royalty not paid on or before the day that is 60 days after the end of the year to which it relates be deductible only in the year in which it is paid."

Clause 20: (1) This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 17 and would also implement paragraph (1) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(1) That for the 1981 and subsequent taxation years, the rate of tax payable under Division I of the Act in respect of petroleum and gas production revenue after 1981 be increased to 16%."

Clause 20: (1) This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 17 and would also implement paragraph (1) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(1) That the rate of tax payable under Division I of the Act in respect of petroleum and gas production revenue after 1981 be increased to 16%."

Article 19. — Nouveau. Découle de la modification proposée par l'article 17. Donne effet à l'article (9) de la Motion IRP, dont voici le texte :

«(9) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, une redevance pétrolière supplémentaire qui n'a pas été versée au plus tard le soixantième jour suivant la fin de l'année à laquelle elle se rapporte, ne soit déductible que dans l'année où elle est versée.»

Article 20. — Découle de la modification proposée par l'article 17 et donne effet à l'article (1) de la Motion IRP, dont voici le texte :

«(1) Que le taux de l'impôt payable en vertu de la Section I de la Loi à l'égard du revenu de production provenant du pétrole et du gaz après 1981, soit augmenté à 16%.»

- (a) 16% of his production revenue for the year; and
 (b) 50% of his taxable incremental oil revenue for the year."

(2) Section 84 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

"(2.1) Notwithstanding paragraph (1)(a), where the production revenue of a person for a taxation year includes production revenue for a period part of which is before January 1, 1982 and part of which is after December 31, 1981, the tax payable by him for the year on the production revenue is the aggregate of

- (a) 8% of that portion of the amount that would be his production revenue for the year if subsection 82(2) were read without reference to paragraph (e) thereof that may reasonably be attributed to that part of the period that is before January 1, 1982; and
 (b) 16% of the amount, if any, by which his production revenue for the year exceeds the portion determined under paragraph (a)."

(3) Subsection 84(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer on his production revenue for a taxation year, an amount not exceeding his exploration and development expense tax credit at the end of the year."

(4) Subparagraph 84(4)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) would have been eligible to receive in respect of outlays or expenses made or incurred by him before the end of the taxation year

pour une année d'imposition est le total formé par:

- a) 16% de son revenu de production pour l'année;
 b) 50% de ses recettes pétrolières supplémentaires imposables pour l'année." 5

(2) L'article 84 de ladite loi est en outre modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Par dérogation à l'alinéa (1)a), 10 Impôt sur le revenu de production, 1981 lorsque le revenu de production d'une personne pour une année d'imposition comprend un revenu de production pour une période se situant en partie avant le 1^{er} janvier 1982 et en partie après le 31 décembre 1981, l'impôt que doit payer ladite personne sur son revenu de production pour l'année se compose du total des sommes suivantes:

- a) 8% de la fraction du montant qui constituerait son revenu de production pour l'année si l'on faisait abstraction au paragraphe 82(2) de tout renvoi à l'alinéa e), que l'on peut raisonnablement attribuer à la partie de ladite période située avant le 1^{er} janvier 1982;
 b) 16% de l'excédent éventuel de son revenu de production pour l'année sur la fraction déterminée en conformité avec l'alinéa a).» 30

(3) Le paragraphe 84(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable sur son revenu de production pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas celui de son crédit d'impôt au titre des dépenses d'exploration et d'aménagement à la fin de l'année.» 35

(4) Le sous-alinéa 84(4)a)(i) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) aurait été admissible à recevoir au titre des débours ou dépenses qu'il a faits ou engagés avant la fin de l'année d'imposition dans le cadre 45

(2) Consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).

(2) Consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).

(3) This amendment would implement paragraph (10) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(10) That for the 1981 and subsequent taxation years, the exploration and development expense tax credit described in subsection 84(3) of the Act be available only in respect of the tax on production revenue."

(4) This amendment would implement paragraph (11) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(11) That for the 1981 and subsequent taxation years, amounts that a taxpayer has waived his right to receive under a prescribed provincial program providing for incentives for exploration and development expenses be eligible for the exploration and development expense tax credit under subsection 84(3) of the Act."

(2). — Découle de la modification proposée par l'article (1).

(3). — Donne effet à l'article (10) de la Motion IRP dont voici le texte :

«(10) Que, pour les années d'imposition 1981 et suivantes, le crédit d'impôt au titre des dépenses d'exploration et d'aménagement visé au paragraphe 84(3) de la Loi, s'applique uniquement à l'égard de l'impôt sur le revenu de production.»

(4). — Donne effet à l'article (11) de la Motion IRP dont voici le texte :

«(11) Que, pour les années d'imposition 1981 et suivantes, les montants qu'un contribuable a renoncé à recevoir dans le cadre d'un programme prescrit du gouvernement d'une province prévoyant des stimulants à l'exploration et à l'aménagement soient admissibles aux fins du crédit d'impôt au titre des dépenses d'exploration et d'aménagement visé au paragraphe 84(3) de la Loi.»

under a prescribed program of the Government of Canada or of a province providing incentives for the exploration for and development of petroleum and gas in Canada, and" 5

21. Section 85 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Return of taxable incremental oil revenue

"(4) Every person who, after this subsection comes into force, is required under subsection (1), (2) or (3) to file a return of production revenue shall file a return of production revenue that includes a return in prescribed form of the taxable incremental oil revenue of that person for the taxation year in respect of which the return of production revenue is filed, and a reference to a return of production revenue in this Part (other than this section) or in any other Act of Parliament or in any document, instrument or regulation shall be held, as regards any transaction, matter or thing subsequent to the coming into force of this subsection, to be a reference to a return of production revenue and taxable incremental oil revenue." 25

22. All that portion of subsection 87(5) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Non-inclusion of certain amounts

"(5) Notwithstanding subsection (4), 30 there shall not be included in computing the production revenue or taxable incremental oil revenue of a taxpayer, for the purposes of any reassessment, additional assessment or assessment of tax, interest or 35 penalties under this Division that is made after the expiration of four years from the day referred to in subparagraph (4)(a)(ii),

(a) any amount that was not included in computing his production revenue or 40 taxable incremental oil revenue for the purposes of an assessment of tax under this Division made before the expiration of four years from that day;"

d'un programme prescrit du gouvernement du Canada ou d'une province prévoyant des stimulants à l'exploration et à l'aménagement visant le pétrole et le gaz au Canada, et» 5

5

21. L'article 85 de ladite loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Déclaration des recettes pétrolières supplémentaires imposables

"(4) Quiconque est tenu, après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, de produire, conformément aux paragraphes (1), 10 (2) ou (3), une déclaration de revenu de production doit en produire une qui contient une déclaration, rédigée en la forme prescrite, de ses recettes pétrolières supplémentaires imposables pour l'année d'imposition faisant l'objet de la déclaration de revenu de production, et tout renvoi à une déclaration de revenu de production dans la présente partie (à l'exception du présent article) ou dans toute autre loi du Parlement, ou dans tout document, acte juridique ou règlement est réputé, à l'égard de toute transaction ou chose subséquente à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, être un renvoi à une déclaration de revenu de production et des recettes pétrolières supplémentaires imposables." 25

22. La partie du paragraphe 87(5) de ladite loi qui précède l'alinéa b) est abrogée et remplacée par ce qui suit : 30

Exclusions

"(5) Nonobstant le paragraphe (4), ne doit pas être inclus dans le calcul du revenu de production d'un contribuable ni dans le calcul de ses recettes pétrolières supplémentaires imposables en vue de 35 toute nouvelle cotisation, de toute cotisation supplémentaire ou de toute cotisation relative à l'impôt, aux intérêts ou aux pénalités et établie, en vertu de la présente section, après l'expiration d'un délai de 40 quatre ans à compter de la date visée au sous-alinéa (4)a)(ii), tout montant:

a) qui n'a pas été inclus dans le calcul du revenu de production, ou des recettes pétrolières supplémentaires imposables 45 en vue d'une cotisation établie, en vertu de la présente section, avant l'expiration

Clauses 21 and 22: Consequential on the amendment proposed by clause 17.

Articles 21 et 22. — Découlent de la modification proposée par l'article 17.

23. (1) Subsection 88(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

By whom payable

“88. (1) Every person who has production revenue or taxable incremental oil revenue shall pay the tax required by this Division to be paid thereon.”

(2) Paragraph 88(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) on or before the last day of each month in the year, an amount equal to 1/12 of the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the amount estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3),”

(3) All that portion of subsection 88(2) of the said Act following paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“and shall, on or before the last day of the period, pay to the Receiver General the remainder of the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the amount estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3).”

(4) Section 88 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

Idem

“(2.1) Every corporation, commission, association and trust shall, during the period commencing on the later of the first day of March, 1982 and the first day of the third month of a taxation year and ending one month after the end of the year, pay to the Receiver General on or

d'un délai de quatre ans à compter de cette date;»

23. (1) Le paragraphe 88(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“88. (1) Quiconque a un revenu de production ou des recettes pétrolières supplémentaires imposables doit payer l'impôt qu'exige la présente section sur ce revenu ou ces recettes.”

(2) L'alinéa 88(2)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) au plus tard le dernier jour de chaque mois de l'année, un montant égal à 1/12 de l'excédent éventuel du montant qu'elles estiment être l'impôt qu'elles doivent payer au titre de leur revenu de production pour l'année, sur le montant qu'elles estiment être déductible de l'impôt qu'elles doivent par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3),”

(3) La partie du paragraphe 88(2) de ladite loi qui suit l'alinéa c) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“et elles doivent, au plus tard le dernier jour de la période, verser au receveur général le solde de l'excédent éventuel du montant qu'elles estiment être l'impôt payable au titre de leur revenu de production pour l'année sur le montant qu'elles estiment être déductible de l'impôt qu'elles doivent par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3).”

(4) L'article 88 de ladite loi est en outre modifié par insertion, après le paragraphe 35 (2), de ce qui suit :

“(2.1) Les corporations, commissions, associations et *trusts* doivent, pendant la période commençant soit le 1^{er} mars 1982, soit le premier jour du troisième mois d'une année d'imposition, la date postérieure étant à retenir, et se terminant un mois après la fin de l'année, verser au

5 Paiement de l'impôt

Idem

Clause 23: (1) Consequential on the amendment proposed by clause 17.

(2) and (3) These amendments would implement paragraph (13) of the PGRT Motion, which reads as follows:

“(13) That for the 1981 and subsequent taxation years, any instalment or payment of tax on production revenue be determined by reference to the amount of tax payable after any deduction allowed under subsection 84(3) of the Act.”

(13) Consequential on the amendment proposed by clause 17.

(2) and (3) These amendments would implement paragraph (13) of the PGRT Motion, which reads as follows:

“(13) Que, pour les années 1981 et suivantes, tout acompte provisionnel ou tout versement de l’impôt payable sur le revenu de production soit établi par rapport au montant de l’impôt payable après toute déduction permise au paragraphe 84(3) de la Loi.”

(4) This amendment would implement paragraph (12) of the PGRT Motion, which reads as follows:

“(12) That for taxation years ending after 1981, every corporation, commission, association or trust be required to pay monthly instalments of its additional tax on taxable incremental oil revenues for a taxation year in an amount for each month equal to the lesser of

- (a) 50% of its actual taxable incremental oil revenue for that month, and
- (b) 1/12 of 90% of its tax payable for the year on its taxable incremental oil revenue,

which shall be payable within two months from the end of the month and any balance of the tax for the year owing by any such person be required to be paid within two months from the end of the year.”

Article 23, (1) — Découle de la modification proposée par l’article 17.

(2) et (3). — Donnent effet à l’article (13) de la Motion IRP dont voici le texte :

“(13) Que, pour les années 1981 et suivantes, tout acompte provisionnel ou tout versement de l’impôt payable sur le revenu de production soit établi par rapport au montant de l’impôt payable après toute déduction permise au paragraphe 84(3) de la Loi.”

(4). — Application de l’article (12) de la Motion IRP, dont voici le texte :

“(12) Que, pour les années d’imposition se terminant après 1981, toute corporation, commission, association ou fiducie soit tenue de verser des acomptes provisionnels mensuels, relativement à son impôt additionnel sur les recettes pétrolières supplémentaires imposables pour l’année, en une mensualité égale au moindre de

- a) 50% de ses recettes pétrolières supplémentaires imposables réelles, ou
- b) 1/12 de 90% de son impôt payable pour l’année relativement à ses recettes pétrolières supplémentaires imposables,

laquelle mensualité devra être versée dans les deux mois suivant la fin du mois (pour lequel elle est calculée) et tout solde d’impôt impayé pour l’année devra aussi être versé par ces personnes dans les deux mois suivant la fin de l’année.”

before the last day of each month in the period, an amount equal to the lesser of

(a) 50% of its taxable incremental oil revenue for the second month preceding the month of payment, and

(b) 1/12 of 90% of the amount estimated by it to be the tax payable by it on its taxable incremental oil revenue for the year,

and shall, on or before the last day of the second month after the end of the year, pay to the Receiver General the remainder of the amount estimated by it to be the tax payable on its taxable incremental oil revenue for the year."

5

15

(5) Subsection 88(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) Every individual other than a trust, shall pay to the Receiver General

20

(a) on or before March 31, June 30, September 30 and December 31, in each taxation year, an amount equal to 1/4 of

(i) the amount, if any, by which the amount estimated by the individual to be the tax payable under this Division by him for the year exceeds the amount estimated by him to be deductible from his tax otherwise payable for the year under subsection 84(3), or

(ii) his instalment base for the year; and

(b) on or before the day on which he is required to file his return of production revenue for the year, the remainder of the amount, if any, by which the amount estimated by him to be the tax payable under this Division by him for the year exceeds the amount estimated by him to be deductible from his tax otherwise payable for the year under subsection 84(3).

(3.1) Every individual that is a trust shall pay to the Receiver General

Individuals,
when payable

Where
individual a
trust

receveur général au plus tard le dernier jour de chaque mois compris dans ladite période, une somme égale au moindre des montants suivants:

a) 50% de leurs recettes pétrolières supplémentaires imposables pour le second mois précédent le mois au cours duquel le versement a été fait,

b) 1/12 de 90% du montant qu'ils estiment être l'impôt qu'ils doivent payer au titre de leurs recettes pétrolières supplémentaires imposables pour l'année, et doivent, au plus tard le dernier jour du second mois suivant la fin de l'année, verser au receveur général le solde du 15 montant qu'ils estiment être l'impôt à payer au titre de leurs recettes pétrolières supplémentaires imposables pour l'année.»

(5) Le paragraphe 88(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

20

"(3) Tout particulier, autre qu'une fiducie, doit payer au receveur général:

Particuliers

a) au plus tard le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre de chaque année d'imposition, une somme égale à 1/4

(i) soit de l'excédent, le cas échéant, du montant que ce particulier estime être l'impôt qu'il doit payer pour l'année en vertu de la présente section, sur le montant qu'il estime être déductible de l'impôt qu'il doit par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3),
(ii) soit de la base de ses acomptes provisionnels pour l'année;

b) au plus tard à la date à laquelle il doit produire sa déclaration de revenu de production pour l'année, le solde de l'excédent, le cas échéant, du montant qu'il estime être l'impôt qu'il doit payer pour l'année en vertu de la présente section, sur le montant qu'il estime être déductible de l'impôt qu'il doit par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3).

(3.1) Tout particulier qui est une fiducie doit payer au receveur général:

Particulier qui
est une fiducie

(5) Consequential on the amendments proposed under paragraphs (12) and (13) of the PGRT Motion.

(5) Découle des modifications proposées par les articles (12) et (13) de la Motion IRP.

(a) on or before March 31, June 30, September 30 and December 31, in each taxation year, an amount equal to 1/4 of

- (i) the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the amount estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3), or
- (ii) its instalment base for the year; and

(b) on or before the day on which it is required to file its return of production revenue for the year, the remainder of the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the amount estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3)."

(6) Section 88 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Definition of "taxable incremental oil revenue"

"(10) In this section and section 89, "taxable incremental oil revenue" for a particular month means the amount that would be calculated under section 83.1 if the references therein to a taxation year or a year were read as references to the particular month."

24. (1) Subsection 89(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Deemed liability of individual

"(3) For the purposes of subsection (2), where an individual, other than a trust, is required to pay a part or an instalment of tax for a taxation year computed by reference to

(a) the amount, if any, by which the amount estimated by him to be the tax payable under this Division by him for the year exceeds the amount estimated by him to be deductible from his tax

a) au plus tard le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre de chaque année d'imposition, une somme égale à 1/4

- (i) soit de l'excédent, le cas échéant, du montant que la fiducie estime être l'impôt qu'elle doit payer au titre de son revenu de production pour l'année sur le montant qu'elle estime être déductible de l'impôt qu'elle doit par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3),
- (ii) soit de la base de ses acomptes provisionnels pour l'année;

b) au plus tard à la date à laquelle elle doit produire sa déclaration de revenu de production pour l'année, le solde de l'excédent, le cas échéant, du montant que la fiducie estime être l'impôt qu'elle doit payer au titre de son revenu de production pour l'année sur le montant qu'elle estime être déductible de l'impôt qu'elle doit par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3)."

25

(6) L'article 88 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

"(10) Au présent article et à l'article 89, «recettes pétrolières supplémentaires imposables» pour un mois déterminé désigne le montant qui serait calculé conformément à l'article 83.1 si les mentions qui y sont faites d'une année d'imposition ou d'une année s'interprétaient comme visant le mois déterminé."

35

Définition de «recettes pétrolières supplémentaires imposables»

24. (1) Le paragraphe 89(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(3) Pour l'application du paragraphe (2), lorsqu'un particulier, autre qu'une fiducie, est tenu de payer, au titre d'une année d'imposition, un acompte provisionnel ou une fraction de l'impôt, calculés:

Responsabilité présumée du particulier

- a) soit sur l'excédent, le cas échéant, du montant qu'il a estimé être l'impôt payable par lui, au titre de l'année, en vertu de la présente section, sur le montant qu'il a estimé être déductible de

otherwise payable for the year under subsection 84(3), or

(b) his instalment base for the year,

he shall be deemed to have been liable to pay a part or an instalment computed by reference to the lesser of

(c) the amount, if any, by which the tax payable under this Division by him for the year exceeds the amount deducted under subsection 84(3) from his tax otherwise payable, and

(d) his instalment base for the year.

Where
individual a
trust

(3.1) For the purposes of subsection (2), where an individual that is a trust is required to pay a part or an instalment of tax for a taxation year computed by reference to

(a) the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the amount estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3), or

(b) its instalment base for the year,

it shall be deemed to have been liable to pay a part or an instalment computed by reference to the lesser of

(c) the amount, if any, by which the tax payable by it on its production revenue for the year exceeds the amount deducted under subsection 84(3) from its tax otherwise payable, and

(d) its instalment base for the year."

(2) Paragraph 89(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the amount, if any, by which the tax payable by it on its production reve-

l'impôt qu'il doit par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3),

b) soit sur la base de ses acomptes provisionnels, au titre de l'année,

il est réputé avoir été tenu de payer un acompte provisionnel ou une fraction de l'impôt, calculés sur le moins élevé des montants suivants:

c) l'excédent, le cas échéant, de l'impôt payable par lui, au titre de l'année, en vertu de la présente section, sur le montant déduit en vertu du paragraphe 84(3) de l'impôt qu'il doit par ailleurs payer; et

d) la base de ses acomptes provisionnels au titre de l'année.

Particulier qui
est une fiducie

(3.1) Pour l'application du paragraphe (2), lorsqu'un particulier qui est une fiducie est tenu de payer, au titre d'une année d'imposition, un acompte provisionnel ou une fraction de l'impôt, calculés:

a) soit sur l'excédent, le cas échéant, du montant qu'elle a estimé être l'impôt payable par elle au titre de son revenu de production pour l'année sur le montant qu'elle estime être déductible de l'impôt qu'elle doit par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3),

b) soit sur la base de ses acomptes provisionnels, au titre de l'année,

elle est réputée avoir été tenue de payer un acompte provisionnel ou une fraction de l'impôt, calculés sur le moins élevé des montants suivants:

c) l'excédent, le cas échéant de l'impôt payable par elle pour l'année au titre de son revenu de production sur le montant déduit en vertu du paragraphe 84(3) de l'impôt qu'elle doit par ailleurs payer, et

d) la base de ses acomptes provisionnels au titre de l'année.»

(2) L'alinéa 89(4)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

45

«a) sur l'excédent éventuel de l'impôt qu'elle doit payer au titre de son revenu

nue for the year exceeds the amount deducted under subsection 84(3) from its tax otherwise payable.”

(3) Section 89 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Idem

“(5) For the purposes of subsection (2), where a corporation, commission, association or trust is required to pay a part or an instalment of tax for a taxation year computed by reference to the method described in subsection 88(2.1), it shall be deemed to have been liable to pay a part or an instalment computed by reference to

- (a) the tax payable by it on its taxable incremental oil revenue for the year, or
- (b) 50% of its taxable incremental oil revenue for the relevant month in the year,

whichever method gives rise to the least amount required to be paid by it on or before the days referred to in subsection 88(2.1).”

25. (1) Paragraph 90(3)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the tax for the year that would be payable under this Division by him if his production revenue, or taxable incremental oil revenue, as the case may be, for the year were computed by adding to such revenue reported by him in his return for the year that portion of his understatement of such revenue for the year that is reasonably attributable to the false statement or omission”

(2) Subsection 90(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(4) For the purposes of subsection (3), the production revenue or taxable incremental oil revenue reported by a person in his return for a taxation year shall be

Understatement
of revenue

de production pour l’année sur le montant déduit en vertu du paragraphe 84(3) de l’impôt qu’elle doit par ailleurs payer,»

(3) L’article 89 de ladite loi est en outre 5 modifié par adjonction de ce qui suit :

“(5) Pour l’application du paragraphe (2), les corporations, commissions, associations ou *trusts* tenus de payer, au titre d’une année d’imposition, un acompte provisionnel ou une fraction de l’impôt calculés conformément à la méthode visée au paragraphe 88(2.1) sont réputés avoir été tenus de payer un acompte provisionnel ou une fraction calculés

a) soit sur l’impôt qu’ils doivent payer sur leurs recettes pétrolières supplémentaires imposables pour l’année,

b) soit sur 50% de leurs recettes pétrolières supplémentaires imposables pour le mois pertinent de l’année,

la méthode qui leur permet de verser le moindre montant au plus tard aux jours visés au paragraphe 88(2.1) étant applicable.”

15

25

25. (1) L’alinéa 90(3)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) de l’impôt qu’elle devrait payer pour l’année en vertu de la présente section si le calcul de son revenu de production ou de ses recettes pétrolières supplémentaires imposables pour l’année, selon le cas, comportait la somme dudit revenu ou desdites recettes qu’elle a mentionnées dans sa déclaration pour l’année et de la fraction dudit revenu ou desdites recettes pour l’année déclarée en moins et qui peut raisonnablement être attribuée à un faux énoncé ou une omission,»

(2) Le paragraphe 90(4) de ladite loi est 40 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(4) Pour l’application du paragraphe (3), le revenu de production ou les recettes pétrolières supplémentaires imposables déclarés par une personne dans sa déclara-

Revenu déclaré
en moins

45

Clause 25: Consequential on the amendment proposed by clause 17.

Article 25. — Découle de la modification proposée par l'article 17.

Article 17. (1) no more than one-half of the amount of the
annual gross revenue for the year to
accrue until December 31.

deemed not to be less than nil and the understatement of production revenue or taxable incremental oil revenue, as the case may be, for the year of a person means the aggregate of

5

- (a) the amount, if any, by which
 - (i) the aggregate of amounts that were not reported by him in his return and that were required to be included in computing such revenue for the 10 year

exceeds

- (ii) the aggregate of such of the amounts deductible by him in computing such revenue for the year 15 under this Division as were wholly applicable to the amounts referred to in subparagraph (i) and were not deducted by him in computing such revenue for the year reported by him 20 in his return; and

- (b) the amount, if any, by which
 - (i) the aggregate of amounts deducted by him in computing such revenue for the year reported by him in his 25 return

exceeds

- (ii) the aggregate of such of the amounts referred to in subparagraph (i) as were deductible by him in computing such revenue for the year in accordance with this Division."

26. The headings preceding section 99 and section 99 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

35

"Division II
ROYALTIES TAX
Tax and Computation

Tax payable

Amount of tax

99. (1) Every person (in this section referred to as the "recipient") shall pay a tax on every amount received by him as, on account of or in lieu of payment of, or in satisfaction of, a resource royalty or an 40 incremental resource royalty.

(1.1) The tax payable by a person under this Divison in respect of a resource royal-

tion pour une année d'imposition sont réputés ne pas être inférieurs à zéro et le revenu de production ou les recettes pétrolières supplémentaires imposables déclarés en moins d'une personne pour l'année désignent le total:

a) de l'excédent éventuel

- (i) du total des montants qu'elle n'a pas mentionnés dans sa déclaration mais qui devaient être inclus dans le 10 calcul dudit revenu ou desdites recettes pour l'année,

sur

- (ii) le total des montants, déductibles par elle dans le calcul dudit revenu ou desdites recettes pour l'année en vertu de la présente section qui étaient entièrement applicables aux montants visés au sous-alinéa (i) et qu'elle n'a pas déduits dans le calcul dudit revenu ou desdites recettes pour l'année dans sa déclaration; et

b) de l'excédent éventuel

- (i) du total des montants qu'elle a déduits dans le calcul dudit revenu ou desdites recettes pour l'année dans sa déclaration,

sur

- (ii) le total des montants mentionnés au sous-alinéa (i) qu'elle pouvait déduire, aux termes de la présente section, dans le calcul dudit revenu ou desdites recettes pour l'année.»

26. La rubrique qui précède l'article 99 et l'article 99 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«Section II
IMPÔT SUR LES REDEVANCES

Impôt et calcul

99. (1) Toute personne (appelée dans le présent article le «bénéficiaire») doit payer un impôt sur chaque montant qu'elle reçoit au titre ou en paiement intégral ou partiel 40 d'une redevance pétrolière ou d'une redevance pétrolière supplémentaire.

Impôt payable

(1.1) L'impôt payable en vertu de la présente section à l'égard d'une redevance

Montant de la taxe

6: This amendment would implement paragraph (8)(b) of the PGRT Motion, which nows:

"(7) That the rate of the tax under Division II of the Act on any amount received in respect of a resource royalty computed by reference to the amount or value of production of petroleum or gas after 1981 be increased to 16%.

(8) That for the 1982 and subsequent taxation years, an additional tax be introduced.

(b) in Division II of the Act at a rate of 50% of each incremental resource royalty received by a taxpayer."

Article 26. — Application de l'article (7) et du paragraphe (8)b) de la Motion IRP, dont voici le texte :

«(7) Que le taux de l'impôt en vertu de la Section II de la Loi, à l'égard de tout montant reçu relativement à une redevance pétrolière calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la production de pétrole et de gaz après 1981, soit augmenté à 16%.

(8) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, un impôt spécial soit prévu.

b) à la Section II de la Loi, égal à 50% de chacune des redevances régulières supplémentaires reçues par un contribuable;

ty shall be 16% of the amount of such resource royalty and, in respect of an incremental resource royalty, 50% of the amount of such incremental resource royalty.

5

(1.2) Notwithstanding subsection (1.1), the tax payable in respect of a resource royalty computed by reference to the amount or value of production before 1982 shall be 8% of the amount of such royalty.

10

(2) A person who pays a resource royalty or an incremental resource royalty on which a tax is payable under this Division shall, notwithstanding any agreement or law to the contrary, deduct or withhold therefrom the tax payable under this Division and, except as provided in paragraph (4)(b) or (5)(b), the amount so deducted or withheld shall be deemed to have been paid on behalf of the recipient on account of his tax.

Deduction or withholding required

Amount to be remitted

(3) A person who has deducted or withheld tax from a royalty as required by subsection (2) shall, on or before the fifteenth day of the month next following the month in which the royalty was paid, remit the amount deducted or withheld, accompanied by a return in prescribed form, to the Receiver General.

Payout rules

(4) Where the recipient of a resource royalty calculated by reference to the amount or value of production of petroleum or gas is, in respect of that royalty, required to pay to any other person a resource royalty calculated by reference to the amount or value of the same production (in this section referred to in respect of the royalty as the "payout"), the following rules apply:

(a) for the purposes of subsection (1), (1.1) and (1.2), the amount of the royalty received by the recipient shall be deemed to be the amount, if any, by which the amount thereof paid to him as a resource royalty exceeds the aggregate of all payouts by him in respect of the royalty;

pétrolière correspond à 16% du montant de cette redevance, et l'impôt payable en vertu de la présente section à l'égard d'une redevance pétrolière supplémentaire correspond à 50% du montant de cette 5 redevance.

(1.2) Par dérogation au paragraphe (1.1), l'impôt payable à l'égard d'une redevance pétrolière calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la production 10 avant 1982 correspond à 8% du montant de cette redevance.

Idem

(2) Une personne qui verse une redevance pétrolière ou une redevance pétrolière supplémentaire sur laquelle est payable un impôt en vertu de la présente section doit, nonobstant tout accord ou toute loi à l'effet contraire, déduire ou retenir de ce versement l'impôt payable en vertu de la présente section et, sous réserve des 20 alinéas (4)b) ou (5)b), le montant ainsi déduit ou retenu est réputé avoir été versé pour le compte du bénéficiaire au titre de son impôt.

Deduction ou retenue

(3) Une personne qui a déduit ou retenu l'impôt d'une redevance ainsi que l'exige le paragraphe (2) doit, au plus tard le quinzième jour du mois qui suit le mois du versement de la redevance, remettre au receveur général le montant déduit ou 30 retenu, accompagné d'une déclaration selon la forme prescrite.

Somme à remettre

(4) Lorsque le bénéficiaire d'une redevance pétrolière calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la production de 35 pétrole ou de gaz doit, à l'égard de cette redevance, verser à une autre personne une redevance pétrolière calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la même production (appelée dans le présent article 40 à l'égard de la redevance, le «reversement»), les règles suivantes s'appliquent:

Reversement

a) pour l'application des paragraphes (1), (1.1) et (1.2), le montant de la redevance reçue par le bénéficiaire est 45 réputé être l'excédent éventuel du paiement qu'il a reçu à titre de redevance pétrolière sur la somme de tous les reversements qu'il a effectués à l'égard de la redevance;

50

(b) for the purpose of subsection (2), the amount of tax paid on behalf of the recipient of the royalty shall be deemed to be the amount, if any, by which the tax deducted or withheld from the royalty received exceeds the aggregate of all amounts each of which is the tax deducted or withheld by the recipient from a payout in respect of the royalty; and

10

(c) notwithstanding subsection (3), the recipient of the royalty is not required to remit the amount of any tax deducted or withheld by him on the payout in respect of the royalty and, for the purposes of subsection 101(9), that amount shall be deemed to have been received by the Minister.

(5) Where the recipient of an incremental resource royalty calculated by reference to the amount or value of production of old oil is, in respect of that royalty, required to pay to any other person an incremental resource royalty calculated by reference to the amount or value of the same production (in this section referred to in respect of the incremental resource royalty as the "incremental payout") the following rules apply:

(a) for the purposes of subsections (1) and (1.1), the amount of the incremental resource royalty received by the recipient shall be deemed to be the amount, if any, by which the amount thereof paid to him as an incremental resource royalty exceeds the aggregate of all incremental payouts by him in respect of the royalty;

(b) for the purpose of subsection (2), the amount of tax paid on behalf of the recipient of the incremental resource royalty shall be deemed to be the amount, if any, by which the tax deducted or withheld from the royalty received exceeds the aggregate of all amounts each of which is the tax deducted or withheld by the recipient from an incremental payout in respect of the royalty; and

b) pour l'application du paragraphe (2), le montant d'impôt payé pour le compte du bénéficiaire de la redevance est réputé être l'excédent éventuel de l'impôt déduit ou retenu de la redevance 5 reçue sur la somme de tous les montants dont chacun représente l'impôt déduit ou retenu d'un versement à l'égard de la redevance par le bénéficiaire;

c) nonobstant le paragraphe (3), le 10 bénéficiaire de la redevance n'est pas obligé de remettre le montant de tout impôt déduit ou retenu par lui sur le versement à l'égard de la redevance et, pour l'application du paragraphe 15 101(9), ce montant est réputé avoir été reçu par le Ministre.

Idem

Idem

(5) Lorsque le bénéficiaire d'une redevance pétrolière supplémentaire calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de 20 la production d'ancien pétrole doit, à l'égard de cette redevance, verser à une autre personne une redevance pétrolière supplémentaire calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la même production (appelée dans le présent article le «versement supplémentaire» en ce qui concerne une redevance pétrolière supplémentaire), les règles suivantes s'appliquent:

30

a) pour l'application des paragraphes (1) et (1.1), le montant de la redevance pétrolière supplémentaire reçue par le bénéficiaire est réputé être l'excédent éventuel du paiement qu'il a reçu à titre 35 de redevance pétrolière supplémentaire sur la somme de tous les versements supplémentaires qu'il a effectués à l'égard de la redevance;

b) pour l'application du paragraphe (2), 40 le montant d'impôt payé pour le compte du bénéficiaire de la redevance pétrolière supplémentaire est réputé être l'excédent éventuel de l'impôt déduit ou retenu de la redevance reçue sur la 45 somme de tous les montants dont chacun représente l'impôt déduit ou retenu d'un versement supplémentaire

21. que se pode dizer de um paciente que
22. tem febre e dor de cabeça?

23. (A) que o paciente está com infecção
24. (B) que o paciente está com infecção
25. (C) que o paciente está com infecção
01 (D) que o paciente está com infecção
02 (E) que o paciente está com infecção

26. O que é que é comum em um paciente que tem infecção?

27. (A) febre, dor de cabeça e dor de estômago.
28. (B) dor de estômago, dor de cabeça e dor de estômago.
29. (C) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

30. (D) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
31. (E) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

32. (F) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
33. (G) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
34. (H) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
35. (I) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
36. (J) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

37. (K) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
38. (L) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
39. (M) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

40. (N) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
41. (O) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
42. (P) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

43. (Q) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
44. (R) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

45. (S) que o paciente está com infecção (T) que
46. o paciente está com infecção (U) que o paciente
47. está com infecção (V) que o paciente está com infecção
48. (W) que o paciente está com infecção (X) que o paciente
49. está com infecção (Y) que o paciente está com infecção
50. (Z) que o paciente está com infecção

51. O que é que é comum em um paciente que tem infecção?

52. (A) febre, dor de cabeça e dor de estômago.
53. (B) dor de estômago, dor de cabeça e dor de estômago.
54. (C) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

55. (D) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
56. (E) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

57. (F) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
58. (G) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
59. (H) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

60. (I) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
61. (J) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
62. (K) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
63. (L) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
64. (M) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

65. (N) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
66. (O) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
67. (P) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
68. (Q) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
69. (R) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

70. (S) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
71. (T) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
72. (U) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
73. (V) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
74. (W) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

75. (X) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
76. (Y) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.
77. (Z) dor de estômago, dor de estômago e dor de estômago.

(c) notwithstanding subsection (3), the recipient of the incremental resource royalty is not required to remit the amount of any tax deducted or withheld by him on the incremental payout in respect of the royalty and, for the purposes of subsection 101(9), that amount shall be deemed to have been received by the Minister."

27. (1) Subsections 100(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"100. (1) When tax has been deducted or withheld from a royalty as required by subsection 99(2), it shall be deemed to have been received at that time by the person to whom the royalty was paid.

(2) For the purposes of subsections 99(2) and (3), where a trustee who is administering, managing, distributing, winding up, controlling or otherwise dealing with the property, business, estate or income of another person authorizes or otherwise causes a resource royalty or an incremental resource royalty to be paid on behalf of that other person, the trustee shall be deemed to be a person making the payment and the trustee and that other person shall be jointly and severally liable in respect of the amount required by subsection 99(3) to be remitted on account of any amount required by subsection 99(2) to be deducted or withheld from the payment."

(2) All that portion of subsection 100(3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(3) Every person who pays a resource royalty or an incremental resource royalty in a calendar year shall"

(3) Paragraph 100(3)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

à l'égard de la redevance par le bénéficiaire;

c) nonobstant le paragraphe (3), le bénéficiaire de la redevance pétrolière supplémentaire n'est pas tenu de remettre le montant de tout impôt déduit ou retenu par lui sur le versement supplémentaire à l'égard de la redevance et, pour l'application du paragraphe 101(9), ce montant est réputé avoir été reçu par le Ministre.»

27. (1) Les paragraphes 100(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"100. (1) Lorsque l'impôt a été déduit 15 Impôt réputé reçu ou retenu sur une redevance ainsi que l'exige le paragraphe 99(2), il est réputé avoir été reçu à cette date par la personne à qui la redevance a été payée.

(2) Pour l'application des paragraphes 99(2) et (3), lorsqu'un fiduciaire qui administre, gère, distribue, liquide ou contrôle les biens, les affaires, la succession ou le revenu d'une personne ou, d'une façon générale, s'occupe des biens, des affaires, de la succession ou du revenu d'une personne, autorise le versement d'une redevance pétrolière, ou d'une redevance pétrolière supplémentaire ou fait verser cette redevance, pour le compte de cette autre personne, le fiduciaire est réputé être la personne qui fait le versement et le fiduciaire et cette autre personne sont solidai- 20 Fiduciaires, etc. rement responsables du montant qui doit être remis en vertu du paragraphe 99(3) au titre de tout montant qui doit être déduit ou retenu du versement en vertu du paragraphe 99(2).»

(2) La partie du paragraphe 100(3) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"(3) Toute personne qui verse une redevance pétrolière ou une redevance pétrolière supplémentaire au cours d'une année civile doit:»

(3) L'alinéa 100(3)c) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 27: Consequential on the amendments proposed by clause 26.

Article 27. — Découle des modifications proposées par l'article 26.

"(c) forward to each taxpayer, in respect of whose resource royalty or incremental resource royalty the return relates, at his latest known address or deliver to him in person, one copy of the portion of the return relating to the taxpayer on or before the date the return is required to be filed with the Minister."

28. Section 103 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"103. Sections 221, 222, 224, 225, 226, 230, 232 and 241 of the *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the administration and enforcement of this Part."

29. Subsection 113(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"113. (1) The tax imposed under Division I in respect of the production revenue of a person is applicable to the 1981 and subsequent taxation years, and in respect of the taxable incremental oil revenue is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

(1.1) The tax imposed under Division II in respect of any amount paid as, on account of or in lieu of payment of, or in satisfaction of, a resource royalty is applicable to any such amount paid after December 31, 1980 and in respect of any amount paid as, on account of or in lieu of payment of, or in satisfaction of, an incremental resource royalty is applicable to any such amount paid after December 31, 1981."

Coming into Force

30. (1) Subject to subsection (2), sections 16 to 25 are applicable to the 1982 and subsequent taxation years, and subject to subsection (3), sections 26 to 29 shall be deemed to have come into force on January 1, 1982.

(2) Paragraph 82(1)(d) of the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* as enacted by

«c) envoyer à chaque contribuable, dont la redevance pétrolière ou la redevance pétrolière supplémentaire est visée par la déclaration, à sa dernière adresse connue, ou lui remettre en personne une copie de la partie de la déclaration qui se rapporte au contribuable au plus tard à la date à laquelle la déclaration doit être produite auprès du Ministre.»

28. L'article 103 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"103. Les articles 221, 222, 224, 225, 226, 230, 232 et 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent pour l'exécution de la présente partie, compte tenu des adaptations de circonstance.»

29. Le paragraphe 113(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"113. (1) L'impôt établi par la section I à l'égard du revenu de production s'applique aux années d'imposition 1981 et suivantes, et l'impôt établi par la même section à l'égard des recettes pétrolières supplémentaires imposables s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes.

(1.1) L'impôt établi par la section II à l'égard de tout montant versé au titre ou en paiement intégral ou partiel d'une redevance pétrolière s'applique audit montant versé après le 31 décembre 1980, et l'impôt établi par la même section à l'égard de tout montant versé au titre ou en paiement intégral ou partiel d'une redevance pétrolière supplémentaire s'applique audit montant versé après le 31 décembre 1981.»

Entrée en vigueur

30. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les articles 16 à 25 s'appliquent pour les années d'imposition 1982 et suivantes, et sous réserve du paragraphe (3), les articles 26 à 29 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1982.

(2) L'alinéa 82(1)d) de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* édicté par le para-

et au fait d'entretenir des livres de comptes et de tenir des registres de façon à assurer la vérification et l'authenticité des écritures et des déclarations faites par les contribuables.

Clause 28: This amendment would implement paragraph (14) of the PGRT Motion, which reads as follows:

"(14) That for the 1981 and subsequent taxation years, a provision similar to section 230 of the *Income Tax Act* be introduced relating to the obligation to keep records and books of account."

Clause 29: Consequential on the amendments proposed by clauses 17 and 26.

introduire une disposition similaire à l'article 230 de la *Loi sur le revenu* pour les années d'imposition 1981 et suivantes.

Introduire une disposition similaire à l'article 230 de la *Loi sur le revenu* pour les années d'imposition 1981 et suivantes.

Introduire une disposition similaire à l'article 230 de la *Loi sur le revenu* pour les années d'imposition 1981 et suivantes.

Article 28. — Application de l'article (14) de la Motion IRP, dont voici le texte :

«(14) Que, pour les années d'imposition 1981 et suivantes, une disposition, semblable à l'article 230 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, soit prévue en rapport avec l'obligation de tenir des registres et des livres de comptes.»

Article 29. — Découle des modifications proposées par les articles 17 et 26.

subsection 18(1) of this Act and subsections 20(3) and (4), 23(2), (3) and (5) and 24(1) and (2) of this Act are applicable to the 1981 and subsequent taxation years.

Idem

(3) Section 28 is applicable to the 1981 and subsequent taxation years.

Related Amendments to Income Tax Act

R.S. 1952, c.
148

31. (1) Subsection 81(1) of the *Income Tax Act* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (p) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (q) thereof, the following paragraphs:

"(r) an amount determined under section 83.1 of the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* for the year computed without reference to paragraph (1)(c) thereof; or

(s) the amount, if any, by which the amount of an incremental resource royalty received by the taxpayer in the year exceeds the aggregate of all incremental 20 payouts by him in respect of the royalty."

(2) Section 81 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following 25(1), de ce qui suit :

"(1.1) In paragraph (1)(s), "incremental payout" and "incremental resource royalty" have the same meanings as in the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*."

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

32. (1) All that portion of subsection 208(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following 35 substituted therefor:

“208. (1) Where in a taxation year an amount (other than an amount to which paragraph 18(1)(m) applies) was paid, payable, distributed or distributable in any 40 manner whatever by a person (other than a prescribed person) who was exempt from the tax under Part I on his taxable income to another person in respect of any reve-

graphe 18(1) de la présente loi et les paragraphes 20(3) et (4), 23(2), (3) et (5) et 24(1) et (2) de la présente loi s'appliquent aux années d'imposition 1981 et suivantes.

5 (3) L'article 28 s'applique aux années 5 Idem d'imposition 1981 et suivantes.

Modifications corrélatives de la Loi de l'impôt sur le revenu

S.R. 1952, c.
148

31. (1) Le paragraphe 81(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa p), et par adjonction de ce qui suit :

10

“(r) une somme déterminée conformément à l'article 83.1 de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* pour l'année calculée sans avoir égard à l'alinéa (1)c) de cet article; ou

15

s) l'excédent éventuel du montant d'une redevance pétrolière supplémentaire reçue par le contribuable au cours de l'année sur l'ensemble de tous les reversements supplémentaires qu'il a faits à 20 l'égard de la redevance.»

(2) L'article 81 de ladite loi est en outre modifié par insertion, après le paragraphe 25(1), de ce qui suit :

“(1.1) A l'alinéa (1)s), les expressions 25 Interprétation «reversement supplémentaire» et «redérence pétrolière supplémentaire» ont le sens qui leur est donné dans la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*.»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent 30 aux années d'imposition 1982 et suivantes.

32. (1) La partie du paragraphe 208(1) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée 35 et remplacée par ce qui suit :

“208. (1) Lorsque, au cours d'une année 35 Impôt payable d'imposition, un montant (autre qu'un par des personnes exonérées d'impôt) a été payé, payable, distribué ou distribuable de quelque manière que ce soit par une personne (autre qu'une personne 40 prescrite) qui était exonérée de l'impôt, en vertu de la Partie I, sur son revenu imposa-

Interpretation

Tax payable by
exempt persons

Clauses 31 to 33: These amendments to the *Income Tax Act* would implement the Notice of Ways and Means Motion to Amend the *Income Tax Act* (2) tabled by the Minister of Finance on November 12, 1981.

This Motion reads as follows:

"That it is expedient to amend the *Income Tax Act* to provide among other things:

(1) That for the 1982 and subsequent taxation years, in computing the income of a taxpayer for a taxation year and the amount subject to tax under Part XII of the Act for a taxation year, a deduction be provided for the amount by which the taxpayer's incremental oil revenue for the year from the production of old oil in Canada exceeds all amounts paid or payable by him for the year as an incremental resource royalty or an incremental production royalty.

(2) That for the 1982 and subsequent taxation years, in computing the income of a taxpayer for a taxation year, a deduction be provided for the amount by which the incremental resource royalties included in his income for the year exceeds the payouts by him in respect of such royalties.

(3) That incremental production royalties and incremental resource royalties paid or credited after 1981 be exempt from the non-resident withholding tax under Part XIII of the Act."

Articles 31 à 33. — Modifications apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu donnant effet à la motion des voies et moyens visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu (2), déposée par le ministre des Finances le 12 novembre 1981.

Texte de la motion :

«Qu'il y a lieu de modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de prévoir entre autres choses:

(1) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition et du montant imposable en vertu de la partie XII de la Loi pour une année d'imposition, une déduction soit permise relativement au montant de l'excédent des recettes pétrolières supplémentaires du contribuable pour l'année provenant de la production d'ancien pétrole au Canada sur tout montant payé ou payable par lui, pour l'année, à titre d'une redevance pétrolière supplémentaire ou d'une redevance supplémentaire de production.

(2) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, une déduction soit permise relativement au montant de l'excédent des redevances pétrolières supplémentaires qui ont été incluses dans son revenu pour l'année sur les reversements faits par le contribuable relativement à ces redevances.

(3) Que les redevances supplémentaires de production et les redevances pétrolières supplémentaires payées ou créditées après 1981 soient exonérées de la retenue de l'impôt de non-résidents visé à la partie XIII de la Loi ».

nue, production or income that may reasonably be regarded as attributable to the production from a Canadian resource property of the person or a property that would have been a Canadian resource property of the person if it had been acquired after 1971, of petroleum, natural gas or other related hydrocarbons or of metals or minerals to any stage that is not beyond the prime metal stage or its equivalent, the person shall, in respect of the taxation year, pay a tax under this Part equal to $33\frac{1}{3}\%$ of the amount by which the lesser of"

(2) Subsection 208(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following:

"exceeds the amount determined under section 83.1 of the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* for the year computed without reference to paragraph (1)(c) thereof."

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

33. (1) All that portion of paragraph 212(1)(d) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(d) rent, royalty or similar payment (other than an incremental resource royalty or an incremental production royalty within the meaning of subsection 79(1) of the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*) including, but not so as to restrict the generality of the foregoing, any payment"

(2) Subsection (1) is applicable in respect of amounts paid or credited after 1981.

ble, à toute autre personne à l'égard des recettes, de la production ou du revenu qui peuvent raisonnablement être considérés attribuables à la production de pétrole, de gaz naturel ou d'autres hydrocarbures apparentés, ou à la production de métaux ou de minerais jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui du métal pur ou de son équivalent, extraits de son avoir minier canadien ou d'un bien qui aurait été son avoir minier canadien s'il avait été acquis après 1971, cette personne doit, relativement à cette année d'imposition, payer un impôt égal à $33\frac{1}{3}\%$ de l'excédent éventuel du moins élevé des deux montants suivants:»

(2) Le paragraphe 208(1) de ladite loi est en outre modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

«sur le montant déterminé conformément à l'article 83.1 de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* pour l'année calculé sans avoir égard à l'alinéa (1)c) de cet article.»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1982 et suivantes.

33. (1) La partie de l'alinéa 212(1)d) de ladite loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«d) du loyer, de la redevance ou d'un semblable paiement (à l'exception d'une redevance pétrolière supplémentaire ou d'une redevance supplémentaire de production au sens donné au paragraphe 79(1) de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*) y compris, mais sans restreindre la portée générale de ce qui précède, tout paiement fait»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants payés ou crédités après 1981.

Rents,
royalties, etc.

C-113

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-113

An Act to amend the Canada Elections Act (No.2)

First reading, May 14, 1982

Subsequent to the first reading of this Bill, the Standing Senate Committee on Procedure and the Practice of the Senate, in accordance with section 10(1) of the Standing Senate Committee on Procedure and the Practice of the Senate Act, has examined the Bill and made recommendations concerning its procedure and practice.

THE PRESIDENT OF THE PRIVY COUNCIL

C-113

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-113

Loi n° 2 modifiant la Loi électorale du Canada

Première lecture le 14 mai 1982

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL PRIVÉ

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-113

R.S., c.14 (1st Supp.);
1973-74, c.51;
1974, c.5;
1974-75-76,
cc.19,48,66,
108;1977-78,
cc.3,8; 1978-79,
c.11; 1980-81,
cc.47,50,51

An Act to amend the Canada Elections Act
(No.2)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. All that portion of subsection 4(4) of the *Canada Elections Act* following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“the Chief Electoral Officer may extend the hours of voting at the polling station to allow votes to be cast on the ordinary 10 polling day after the hour fixed by or pursuant to this Act for the closing of the poll at the polling station, but shall not, in so doing, permit votes to be cast at the polling station during an aggregate period of more than ten hours.¹⁵”

2. Subsection 33(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(5) Each poll governed by a time set out in this subsection shall be opened and kept open on polling day during the hours set out in respect of that time:

- (a) Newfoundland Time - from 12 noon to 10:00 p.m.;
(b) Atlantic Time - from 11:30 a.m. to 9:30 p.m.,

Loi n^o 2 modifiant la Loi électorale du Canada

S.R., c. 14 (1^{er} suppl.);
1973-74, c. 51;
1974, c. 5;
1974-75-76, c.
19, 48, 66, 108;
1977-78, c. 3, 8;
1978-79, c. 11;
1980-81, c. 47,
50, 51

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. La partie du paragraphe 4(4) de la *Loi électorale du Canada* qui suit l'alinéa b) est abrogée et remplacée par ce qui suit :⁵

«le directeur général des élections peut prolonger les heures du scrutin au bureau de scrutin pour permettre que soient donnés les votes le jour ordinaire 10 du scrutin après l'heure fixée en vertu ou en application de la présente loi pour la fermeture du scrutin au bureau de scrutin, mais ne doit pas permettre de donner des votes au bureau de scrutin 15 durant une période globale de plus de dix heures.»

2. Le paragraphe 33(5) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c. 3,
par. 24(1)

“(5) Chaque bureau de scrutin ouvre et 20 Heures de scrutin reste ouvert le jour du scrutin durant les heures indiquées ci-après:

- a) de 12 h à 22 h, heure de Terre-Neuve;
b) de 11 h 30 à 21 h 30, heure de l'Atlantique;
c) de 10 h 30 à 20 h 30, heure de l'Est;

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: This amendment, which would substitute "ten" hours for "eleven" hours, is consequential on the amendments proposed by clause 2.

Clause 2: This amendment would provide for the simultaneous closing of polls throughout Canada on the day of a general election.

Subsection 33(5) at present reads as follows:

"(5) The poll shall be opened at the hour of nine o'clock in the forenoon and kept open until eight o'clock in the afternoon of the same day, and each deputy returning officer shall, during that time, in the polling station assigned to him, receive in the manner prescribed in this Act the votes of the electors qualified to vote at the polling station."

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Découle des modifications proposées par l'article 2. Substitue «dix» heures à «onze» heures.

Article 2. — La modification prévoit que tous les bureaux de scrutin, à travers le Canada, ferment en même temps.

Texte actuel du paragraphe 33(5) :

«(5) Le bureau de scrutin ouvre à neuf heures du matin et reste ouvert jusqu'à huit heures du soir le même jour, et, dans le bureau de scrutin qui lui est assigné, chaque scrutateur reçoit durant ce temps, de la manière prescrite dans la présente loi, les suffrages des électeurs habiles à voter à ce bureau.»

- (c) Eastern Time - from 10:30 a.m. to 8:30 p.m.,
 - (d) Central Time - from 9:30 a.m. to 7:30 p.m.,
 - (e) Mountain Time - from 8:30 a.m. to 5:30 p.m.,
 - (f) Pacific Time - from 7:30 a.m. to 5:30 p.m., and
 - (g) Yukon Time - from 7:30 a.m. to 5:30 p.m.,
- 10

and each deputy returning officer shall, during those hours, in the polling station assigned to him, receive in the manner prescribed in this Act the votes of the electors qualified to vote at the polling station.

(5.1) Where the Chief Electoral Officer is of the opinion that, in order to ensure that polls open and close simultaneously throughout Canada, the hours of polling in any area should not be governed by local time, he shall direct the returning officer to indicate in the proclamation in Form 2 of Schedule I that the hours of polling in that area are governed other than by local time and the returning officer shall thereupon indicate in the proclamation the time specified by the Chief Electoral Officer that is to govern those hours of polling."

3. (1) Subsection 48(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“48. (1) Every employee who is qualified to vote shall, while the polls are open on

35

- (a) polling day, or
- (b) one of the days fixed for the advance poll that is a normal working day of the employee,

have four consecutive hours for the purpose of casting his vote and, if the hours of his employment do not allow for such four consecutive hours, his employer shall allow him such additional time for voting as may be necessary to provide those four consecutive hours.”

- d) de 9 h 30 à 19 h 30, heure du Centre;
 - e) de 8 h 30 à 18 h 30, heure des Rocheuses;
 - f) de 7 h 30 à 17 h 30, heure du Pacifique; et
 - g) de 7 h 30 à 17 h 30, heure du Yukon; et, dans le bureau de scrutin qui lui est assigné, chaque scrutateur reçoit durant ces heures, de la manière prescrite dans la présente loi, les suffrages des électeurs habiles à voter à ce bureau.
- 5

(5.1) Lorsque, afin de garantir que tous les bureaux de scrutin, à travers le Canada, ouvrent et ferment en même temps, le directeur général des élections est d'avis que les heures de scrutin d'une région ne doivent pas être régies par l'heure locale, il doit enjoindre le président d'élection d'inscrire, dans la formule de proclamation, soit la formule 2 de l'annexe I, que les heures de scrutin dans cette région ne sont pas régies par l'heure locale et le président d'élection doit inscrire dans la proclamation l'heure indiquée par le directeur général des élections pour régir ces heures de scrutin.»

3. (1) Le paragraphe 48(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“48. (1) Tout employé, qui est habile à voter, doit disposer, pendant les heures d'ouverture des bureaux de scrutin

- a) le jour du scrutin, ou
 - b) l'un des jours fixés comme jour de scrutin spécial et qui est un jour normal de travail de l'employé,
- 35

de quatre heures consécutives pour aller voter, et s'il ne peut disposer de quatre heures consécutives à cause de ses heures de travail, son employeur doit lui accorder le temps qu'il lui faudra de façon à ce qu'il dispose de quatre heures consécutives pour aller voter.»

proposes that he receives off until (1) is no more than one hour or two hours if the employee has been granted leave to vote on the day of the election. It also proposes that the employee is entitled to receive four hours consecutive time off to vote either on the day of an advance poll or on the day of the election.

Chairwoman, I would like to add that the proposed amendment 3 is not up to the agenda at

the moment. Instead, it is up to the (1) to propose that the employee is entitled to receive four hours consecutive time off to vote either on the day of an advance poll or on the day of the election.

Clause 3: (1) This amendment would provide that an employee may be given the mandatory consecutive four hours time off to vote either on the day of an advance poll or on the day of the election.

Chairwoman, I would like to add that the proposed amendment 3 is not up to the agenda at the moment. Instead, it is up to the (1) to propose that the employee is entitled to receive four hours consecutive time off to vote either on the day of an advance poll or on the day of the election. It also proposes that the employee is entitled to receive four hours consecutive time off to vote either on the day of an advance poll or on the day of the election.

Chairwoman, I would like to add that the proposed amendment 3 is not up to the agenda at the moment. Instead, it is up to the (1) to propose that the employee is entitled to receive four hours consecutive time off to vote either on the day of an advance poll or on the day of the election.

Chairwoman, I would like to add that the proposed amendment 3 is not up to the agenda at the moment. Instead, it is up to the (1) to propose that the employee is entitled to receive four hours consecutive time off to vote either on the day of an advance poll or on the day of the election.

Article 3, (1). — La modification prévoit qu'un employé doit disposer de quatre heures consécutives pour aller voter, soit le jour fixé comme jour de scrutin spécial ou le jour du scrutin, lors d'une élection.

1977-78, c. 3,
s.31(2)

(2) Subsection 48(7) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Hourly,
piece-work or
other basis of
employment

“(7) For the purposes of this section, where an employee is normally paid on an hourly, piece-work or other basis, the hours of employment on polling day or on the day of an advance poll, whichever day is applicable in the circumstances, are the hours that he would normally work on that 10 day if it were not polling day or the day of an advance poll, as the case may be and, if, subject to subsection (3), the employee is absent at any time during the consecutive hours that the employer is required to 15 allow the employee pursuant to subsection (1), the employer shall be deemed to have made a deduction from the employee's pay if the employer does not pay the employee the amount that the employee would nor- 20 mally have earned during that time if he had worked during that time.”

1977-78, c. 3,
s.50(2)

4. Subparagraph 92(3)(a)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

25

“(iv) that the counting referred to in subparagraph (iii) shall take place one hour after the close of the polls on the ordinary polling day,”

1977-78, c. 3,
s.54(6)

5. Subsection 95(7) of the said Act is 30 repealed and the following substituted therefor:

Counting of
votes on the
ordinary polling
day

“(7) The deputy returning officer shall, not earlier than one hour after the close of the polls on the ordinary polling day, 35 attend with his poll clerk at the place mentioned in the Notice of Holding of Advance Poll, given pursuant to paragraph 92(3)(a), and there, in the presence of such of the candidates and their agents as 40 may attend, open the ballot box and the sealed envelopes containing ballot papers, count the votes and take all other proceedings that, pursuant to this Act, are to be taken by deputy returning officers and poll 45 clerks in connection with the conduct of an election after the close of the ordinary poll, except that such statements and other documents as other provisions of this Act

(2) Le paragraphe 48(7) de la version anglaise de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c. 3,
par. 31(2)5 Hourly, piece-
work or other
basis of
employment

“(7) For the purposes of this section, where an employee is normally paid on an hourly, piece-work or other basis, the hours of employment on polling day or on the day of an advance poll, whichever day is applicable in the circumstances, are the hours that he would normally work on that 10 day if it were not polling day or the day of an advance poll, as the case may be and, if, subject to subsection (3), the employee is absent at any time during the consecutive hours that the employer is required to 15 allow the employee pursuant to subsection (1), the employer shall be deemed to have made a deduction from the employee's pay if the employer does not pay the employee the amount that the employee would nor- 20 mally have earned during that time if he had worked during that time.”

4. Le sous-alinéa 92(3)a(iv) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c. 3,
par. 50(2)

“(iv) que le dépouillement mentionné au 25 sous-alinéa (iii) doit avoir lieu une heure après la fermeture des bureaux de scrutin le jour ordinaire du scrutin,»

5. Le paragraphe 95(7) de ladite loi est 30 abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c. 3,
par. 54(6)

30

“(7) Le scrutateur doit au plus tôt une heure après la fermeture des bureaux de scrutin le jour ordinaire du scrutin, être présent avec son greffier du scrutin à l'endroit mentionné dans l'avis de la tenue 35 d'un bureau spécial de scrutin, donné en conformité de l'alinéa 92(3)a). Là, en présence des candidats et de leurs représentants qui peuvent s'y trouver, il doit ouvrir la boîte de scrutin et les enveloppes scellées 40 contenant les bulletins, compter les votes et faire toutes les autres opérations que, conformément à la présente loi, les scrutateurs et greffiers du scrutin doivent faire relativement à la conduite d'une élection 45 après la fermeture du scrutin ordinaire. Toutefois, les relevés et autres documents

Dépouillement
du scrutin le
jour ordinaire
du scrutin

(2) Consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).

(2). — Découle de la modification proposée par le paragraphe (1).

~~the amendment proposed by sub-clause (1) is consequential on the amendment proposed by clause (1). The amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1). The amendment proposed by sub-clause (1) is consequential on the amendment proposed by clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

CHAMBERS BILL CLAUSE 2

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

Clauses 4, 5 and 6: Consequential on the amendments proposed by clause 2.

Articles 4, 5 et 6. — Découlent des modifications proposées par l'article 2.

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

~~the amendment proposed by clause (1) is consequential on the amendment proposed by sub-clause (1).~~

may require to be made and to be written in or attached to the poll book shall be made in a special book of statements and oaths relating to advance polls prescribed by the Chief Electoral Officer.”

1977-78, c.3,
s.56

6. (1) Subsection 97(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**97.** (1) Subject to this section, sections 45 and 51 and subsections 92(3) and (4) shall, in so far as they are applicable, apply in respect of voting in the office of the returning officer pursuant to this section, except that for such purpose paragraph 92(3)(a) shall be read as though the following subparagraphs were substituted for subparagraphs (i) to (iv) thereof:

“(i) the location of the office of the returning officer, and
 (ii) that the counting of the votes cast in the office of the returning officer shall take place in that office as soon as possible after the close of the polls on the ordinary polling day;”.

Voting in the office of the returning officer

1977-78, c.3,
s.56

(2) Subsection 97(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(9) In the intervals between voting hours in the office of the returning officer and until one hour before the close of the polls on the ordinary polling day, the sealed ballot box shall be kept under lock and key in the custody of the returning officer.”

(3) All that portion of subsection 97(17) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(17) As soon as possible after the close of the polls on the ordinary polling day, the deputy returning officer, assisted by the poll clerk, shall, in the presence of such of the persons referred to in subsection (16) as are then present, but, in any event, in the presence of two electors,”

Custody of ballot box

1977-78, c.3,
s.56

Counting of ballots

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

5

que d'autres dispositions de la présente loi peuvent prescrire d'établir ou de rédiger dans le cahier du scrutin ou d'y annexer, doivent être établis dans un livre spécial des déclarations et serments relatifs aux bureaux spéciaux, prescrit par le directeur général des élections.”

5

6. (1) Le paragraphe 97(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c. 3,
art. 56

“**97.** (1) Sous réserve du présent article, les articles 45 et 51 et les paragraphes 92(3) et (4) s'appliquent, dans la mesure du possible, au vote dans le bureau du président d'élection, prévu au présent article; à ces fins, toutefois, l'alinéa 92(3)a) se lit comme si les sous-alinéas (i) à (iv) étaient remplacés par ce qui suit:

Vote dans le bureau du président d'élection

“(i) l'emplacement du bureau du président d'élection, et
 (ii) que le dépouillement des votes donnés au bureau du président d'élection doit avoir lieu dans ce bureau le plus tôt possible après la fermeture des bureaux de scrutin le jour ordinaire du scrutin;».

25

(2) Le paragraphe 97(9) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1977-78, c. 3,
art. 56

“(9) Dans les intervalles entre les heures du scrutin au bureau du président d'élection et jusqu'à une heure avant la fermeture des bureaux de scrutin le jour ordinaire du scrutin, la boîte de scrutin scellée doit être gardée sous clé en la garde du président d'élection..”

Garde de la boîte de scrutin

(3) La partie du paragraphe 97(17) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1977-78, c. 3,
art. 56

“(17) Le plus tôt possible après la fermeture des bureaux de scrutin le jour ordinaire du scrutin, le scrutateur, assisté du greffier du scrutin, doit, devant ceux, visés au paragraphe (16), qui sont présents, et, dans tous les cas, en présence de deux électeurs,”

Dépouillement du scrutin

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada.
Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

45

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-115

An Act to establish a national program for occupational training

First reading, May 21, 1982

THE MINISTER OF EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-115

Loi constituant un programme national de formation professionnelle

Première lecture le 21 mai 1982

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-115

An Act to establish a national program for
occupational training

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *National
Training Act*.
5

INTERPRETATION

Definitions

“adult”
“adulte”

“Commission”
“Commission”

“course”
“cours”

“occupational
training”
“formation...”

“officer”
“agent”

“public
authority”
“administration
...”

Applicable
courses

2. (1) In this Act,
“adult” means a person who is not required
by law in the province in which he resides
to attend school;
“Commission” means the Canada Employ- 10
ment and Immigration Commission;
“course” means a course of occupational
training;
“occupational training” means any instruc- 15
tion, other than university instruction, that provides a person with skills for, or
improves a person’s skills in, an occupa-
tion;
“officer” means such officer of the Commis- 20
sion as is designated in writing by the Chairman thereof to act as an officer for the purposes of this Act;
“public authority” means a provincial or municipal authority or a public education-
al authority.
25
(2) This Act applies only in respect of the

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-115

Loi constituant un programme national de
formation professionnelle

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi nationale sur la formation.*

Titre abrégé

CHAMP D’APPLICATION

2. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.
“administration publique” Administration provinciale, municipale ou scolaire.
“adulte” Personne qui n’est pas légalement tenue, dans sa province de résidence, de fréquenter l’école.
“agent” Agent de la Commission désigné par écrit par le président de celle-ci.
“Commission” La Commission de l’emploi et de l’immigration du Canada.
“cours” Cours de formation professionnelle.
“formation professionnelle” Enseignement qui vise à donner ou à augmenter les qualifications nécessaires à l’exercice d’une profession, à l’exclusion de l’enseignement universitaire.
20
(2) La présente loi ne s’applique qu’aux cours suivants :
Cours visés

et les cours de formation professionnelle
ment à faire plus d'un million de dollars
de chômeurs dans plusieurs provinces et districts
pour quelques années à venir démontrent la
nécessité d'un programme national.

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act to establish a national program for occupational training".

Il convient que l'ordre du jour
soit fixé pour la mise en œuvre de
cette recommandation.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi constituant un programme national de formation professionnelle».

INTITULÉ DE L'ACTE

3. L'Intitulé de l'acte sera :
«An Act to establish a national program for occupational training».

INTITULÉ DE L'ACTE

3. The title of this Act is to designate a
national program of public education
arranged for the need for eligible citizens to
obtain suitable occupations so as
to improve their economic security.

INTITULÉ

4. (1) L'intitulé sera : «An Act to establish a
national program for occupational training».
(a) Il convient que l'intitulé soit suivi de
l'indication que ce programme est
destiné à l'éducation des personnes qui
sont éligibles à une formation professionnelle
dans leur secteur d'activité ou de
l'industrie.

(b) Il convient que l'intitulé soit suivi de
l'indication que ce programme est
destiné à l'éducation des personnes qui
sont éligibles à une formation professionnelle
dans leur secteur d'activité ou de
l'industrie.

INTITULÉ

4. (1) An Act to establish a
national program of public education
arranged for the need for eligible citizens to
obtain suitable occupations so as to
improve their economic security.

(a) The title of the Act shall be followed by the words
«An Act to establish a national program for occupational training».

(b) The title of the Act shall be followed by the words
«An Act to establish a national program for occupational training».

INTITULÉ

(1) Le titre de l'acte sera : «An Act to establish a national program for occupational training».

(2) Le titre de l'acte sera : «An Act to establish a national program for occupational training».

(3) L'intitulé doit être suivi de l'indication que ce programme est destiné à l'éducation des personnes qui sont éligibles à une formation professionnelle.

(4) L'intitulé doit être suivi de l'indication que ce programme est destiné à l'éducation des personnes qui sont éligibles à une formation professionnelle.

(a) courses that provide not more than fifty-two weeks of full-time instruction or that provide more than fifty-two weeks of such instruction and are approved in writing by the Commission; and

(b) courses that provide not more than 1,820 hours of part-time instruction.

Occupation of
national
importance

(3) For the purposes of this Act, the Commission may, after consultation with the governments of such provinces as it considers will be most affected thereby, declare any occupation to be an occupation of national importance, if it is satisfied that there is or will be a national or regional shortage of workers in that occupation sufficiently serious to justify special action.

Purpose of Act

3. The purpose of this Act is to establish a national program to provide occupational training for the labour force and thereby to better meet the need for skills created by a changing economy and to increase the earning and employment potential of individual workers.

Conditions

4. (1) An officer may, on the request of an adult, arrange for the enrolment of that adult in a course, if the officer is satisfied

(a) that the adult has not attended school on a regular basis for any period of twelve consecutive months since he became an adult; and

(b) that the course is suited to the needs of the adult and is likely to increase his earning and employment potential.

Waiver

(2) The Commission may, in respect of any occupation, establish terms and conditions under which an officer may waive the condition set out in paragraph (1)(a), if it is satisfied that the need for workers with skills in that occupation so warrants.

Limitation

(3) An officer may, pursuant to subsection 40(1), arrange for the enrolment of an adult

a) les cours qui comportent un enseignement à temps plein d'une durée maximale de cinquante-deux semaines ou d'une durée supérieure s'ils sont approuvés par écrit par la Commission;

b) les cours qui comportent un enseignement à temps partiel d'une durée maximale de mille huit cent vingt heures.

5

5

Professions
d'importance
nationale

(3) Pour l'application de la présente loi, la Commission peut, après consultation avec le 10 gouvernement des provinces qui, selon elle, seront le plus touchées, déclarer d'importance nationale une profession où elle constate, ou pour laquelle elle prévoit, une pénurie de personnel à l'échelle nationale ou 15 régionale suffisamment grave pour y justifier une action spéciale.

PURPOSE OF ACT

OBJECTIF

Objectif

3. La présente loi a pour objectif de mettre sur pied, à l'échelle nationale, un programme de formation professionnelle qui 20 favorise l'adaptation des qualifications professionnelles de la population active aux besoins et à l'évolution de l'économie et augmente les chances d'emploi ou de rémunération.

25

ENROLMENT

INSCRIPTION

Conditions

4. (1) L'agent peut, à la demande d'un adulte, le faire inscrire à un cours dans le cas suivant :

a) il constate que l'intéressé, depuis qu'il est adulte, n'a pas fréquenté l'école d'une 30 façon régulière pendant une période de douze mois consécutifs;

b) il estime que le cours correspond aux besoins de l'intéressé et augmentera vraisemblablement ses chances d'emploi ou de 35 rémunération.

30

Dispense

(2) La Commission peut fixer, si elle estime que les besoins en personnel qualifié dans une profession donnée l'exigent, les modalités selon lesquelles l'agent peut écartier la condition mentionnée à l'alinéa (1)a) dans le cas de cette profession.

Réserve

(3) L'inscription d'un adulte ne peut se faire qu'à un cours donné dans sa province de

only in a course given in the province in which the adult resides and by a public authority of that province, unless

- (a) no such course suitable for that adult is being given at or in the vicinity of his place of residence; or
- (b) a course suitable for that adult is being given by an organization, other than a public authority, and the cost to the Commission of that course is less than that for a similar course being given at or in the vicinity of his place of residence by a public authority.

Idem

(4) No officer may, pursuant to subsection (1), arrange for the enrolment of an adult in a course given in a province by an organization, other than a public authority, unless the organization has been registered, licensed or otherwise authorized by the government of the province to give courses.

5

20

résidence par une administration publique de celle-ci, sauf si :

- a) aucun cours adéquat n'est donné dans sa localité de résidence ou dans les environs;
- b) un cours adéquat est donné par un organisme, à l'exclusion d'une administration publique, et qu'il coûte moins cher à la Commission qu'un cours semblable donné par une administration publique dans sa localité de résidence ou dans les environs.

5

Idem

(4) L'inscription d'un adulte à un cours donné par un organisme, à l'exclusion d'une administration publique, ne peut se faire que si l'organisme est agréé, par permis, enregistrement ou autrement, par le gouvernement de la province où se donne le cours.

FINANCIAL ASSISTANCE

Training allowances

5. The Commission may, in accordance with the regulations, pay a training allowance to

- (a) any adult who is being trained in a course and whose enrolment therein was arranged by an officer; or
- (b) any adult who is being trained in a course for apprentices that is the subject of an agreement under subsection 7(2).

Payment of tuition

6. Where an officer arranges for the enrolment of an adult in a course given by an organization, other than a public authority, the Commission may, subject to the regulations, pay all or any part of the tuition or other charges incurred for the training of that adult in the course.

5. La Commission peut verser une allocation, conformément aux règlements, aux adultes qui suivent

- a) soit un cours auquel ils ont été inscrits par l'intermédiaire d'un agent,
- b) soit un cours réservé à des apprentis, si ce dernier cours fait l'objet d'un accord visé au paragraphe 7(2).

Allocation

Prise en charge des frais

6. La Commission peut, sous réserve des règlements, prendre en charge, totalement ou partiellement, les frais de scolarité et autres engagés pour un cours donné par un organisme, à l'exclusion d'une administration publique, à un adulte inscrit par l'intermédiaire de l'agent.

Agreements with provinces

7. (1) The Commission may enter into an agreement with the government of a province to remunerate the province, in the manner specified in the agreement on either a fixed rate basis or on a basis of reimbursement for costs incurred, for all or any part of the cost of any course given in the province by a public authority of the province to an adult

AGREEMENTS

7. (1) La Commission peut conclure avec le gouvernement d'une province un accord prévoyant la prise en charge, totale ou partielle, par elle-même du coût des cours donnés dans la province par une administration publique de cette province à des adultes inscrits par l'intermédiaire de l'agent, la prise en charge pouvant se faire, selon les clauses

Accords avec les provinces

whose enrolment in the course was arranged by an officer.

Idem

(2) The Commission may enter into an agreement as described in subsection (1) with the government of a province in respect of any course for apprentices given in the province to an adult whose enrolment in the course was not arranged by an officer.

Agreements with employers

8. (1) The Commission may enter into an agreement with any employer, or group of employers, that gives or undertakes to give a course to, or arranges or undertakes to arrange a course for, any adult employed by the employer or group or any member of the group, as the case may be, to remunerate the employer, group or member, in the manner specified in the agreement, for all or any part of the cost of the course.

Agreements with other persons

(2) Where an employer or group of employers is not able to give or arrange, or to undertake to give or arrange, a course referred to in subsection (1), the Commission may enter into an agreement with any person who, in its opinion, is able to do so to remunerate that person, in the manner specified in the agreement, for all or any part of the cost of any such course.

Provincial participation

(3) An agreement under subsection (1) or (2) may be entered into with the government of any province.

Limitation

(4) The Commission may not enter into an agreement, other than an agreement with the government of a province, pursuant to subsection (1) or (2), unless the content of each course that is to be the subject of the agreement or the content of a course similar thereto has been the subject of consultation with the government of the province in which the course is given or is to be given or, in the case of a course given or to be given outside Canada, with the government of the province in which the adults to be trained in the course are employed.

Related agreements

(5) The Commission may enter into an agreement with the government of a province to remunerate the province, in the manner specified in the agreement on a fixed rate basis, for all or any part of the cost of any

de l'accord, par versements de sommes d'après un barème déterminé ou par remboursement des dépenses engagées.

(2) La Commission peut conclure avec le gouvernement d'une province un accord comparable à celui qui est visé au paragraphe (1) dans le cas de cours réservés à des apprentis, donnés à des adultes dont l'inscription n'a pas été faite par l'intermédiaire de l'agent.

Idem

5

8. (1) La Commission peut conclure avec un employeur ou un groupe d'employeurs qui donne ou fait donner, ou s'y engage, un cours à ses employés adultes ou à ceux d'un membre du groupe un contrat prévoyant le versement par elle à son cocontractant ou à un autre employeur membre du groupe de sommes couvrant, selon les clauses du contrat, totalement ou partiellement le coût du cours.

Contrats avec les employeurs

10

(2) Faute de pouvoir trouver un cocontractant qui réunit les conditions visées au paragraphe (1), la Commission peut conclure avec toute personne qui, selon elle, réunit ces conditions un contrat prévoyant le versement par elle à cette personne, selon les clauses du contrat, de sommes couvrant, totalement ou partiellement le coût du cours offert aux employés adultes visés au paragraphe (1).

Contrats de remplacement

15

(3) Les contrats visés au présent article peuvent être conclus avec le gouvernement d'une province.

Non-exclusion des provinces

30

(4) La Commission ne peut conclure les contrats visés aux paragraphes (1) ou (2) que si le programme du cours en cause, ou d'un cours semblable, a fait l'objet de consultations avec le gouvernement de la province où il se donne ou doit se donner, ou avec celui de la province où sont employés les adultes qui doivent le suivre dans le cas d'un cours donné à l'étranger. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux contrats conclus avec le gouvernement d'une province.

Restriction

35

(5) La Commission peut conclure avec le gouvernement d'une province un accord prévoyant la prise en charge, totale ou partielle, par elle-même du coût des services que fournit la province à l'égard des cours qui font

Accords connexes

45

services provided by the province in connection with any course that is the subject of an agreement under subsection (1) or (2).

9. (1) The Commission may enter into an agreement with the government of a province to provide the province with financial assistance, as set out in the agreement,

(a) for the purchase, erection or conversion of buildings, machinery, equipment or other facilities for use in occupational training for an occupation of national importance;

(b) for the initial operation of the facilities referred to in paragraph (a), if the government of the province is not remunerated for the costs associated therewith pursuant to an agreement under section 7; and

(c) for the development of courses to be given in connection with the facilities referred to in paragraph (a).

(2) The Commission may enter into an agreement with a non-profit organization established to give courses to provide the organization with financial assistance, as set out in the agreement,

(a) for the purchase, erection or conversion of buildings, machinery, equipment or other facilities for use in occupational training for an occupation of national importance or for any occupation suitable for adults with special training needs;

(b) for the initial operation of the facilities referred to in paragraph (a), if the costs associated therewith are not paid pursuant to section 6; and

(c) for the development of courses to be given in connection with the facilities referred to in paragraph (a).

(3) Before entering into an agreement pursuant to subsection (2), the Commission shall consult with the government of the province in which the facilities that are to be the subject of the agreement are or are to be situated.

l'objet d'un contrat, la prise en charge se faisant par versement de sommes d'après un barème déterminé.

9. (1) La Commission peut conclure avec le gouvernement d'une province une entente prévoyant sa propre participation financière, dans une proportion déterminée :

a) aux frais d'immobilisation ou d'acquisition entraînés par la mise sur pied ou la réaffectation des moyens matériels — locaux, appareils, outillage et autres installations — servant à la formation professionnelle pour une profession d'importance nationale;

b) aux frais de premier établissement relatifs aux moyens visés à l'alinéa a), si leur remboursement au gouvernement de la province ne fait pas l'objet de l'accord prévu à l'article 7;

c) à l'élaboration des cours donnés grâce aux moyens visés à l'alinéa a).

(2) La Commission peut conclure avec un organisme privé à but non lucratif dont la vocation est de donner des cours un contrat prévoyant sa propre participation financière, dans une proportion déterminée :

a) aux frais d'immobilisation ou d'acquisition entraînés par la mise sur pied ou la réaffectation des moyens matériels — locaux, appareils, outillage et autres installations — servant à la formation professionnelle pour une profession d'importance nationale ou qui convient à des adultes ayant des besoins de formation particuliers;

b) aux frais de premier établissement relatifs aux moyens visés à l'alinéa a) si leur remboursement à l'organisme ne fait pas l'objet d'une prise en charge prévue à l'article 6;

c) à l'élaboration des cours donnés grâce aux moyens visés à l'alinéa a).

Amendment of
agreement

10. Where an agreement with the government of a province under this Act does not contain a provision for the amendment of any term thereof, that term may be amended only with the mutual consent of the parties to the agreement and with the approval of the Governor in Council.

Regulations

GENERAL

11. (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) defining, for the purposes of this Act, the following terms:
 - (i) "university instruction",
 - (ii) "full-time instruction", and
 - (iii) "part-time instruction";
- (b) specifying the circumstances in which an adult is deemed not to have attended school on a regular basis for any period;
- (c) prescribing the rates of training allowances that may be paid under section 5, the terms and conditions under which any such rate is applicable and the time and manner for payment of such allowances;
- (d) providing for the adjustment of the rates of training allowances that may be paid under section 5;
- (e) governing the payment of tuition or other charges pursuant to section 6; and
- (f) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Application to
provinces and
regions

(2) The Governor in Council may, after consultation with the government of a province, make any regulations made pursuant to paragraph (1)(c) applicable specifically to that province or to any region thereof.

Joint commit-
tees

12. The Commission may establish with the government of a province a joint committee to assess the requirements of the labour market for skilled workers and the means necessary to meet such requirements.

Debt due to
Her Majesty

13. (1) Where a person has received a training allowance to which he is not entitled or in excess of the training allowance to which he is entitled, the amount of the allowance or excess, as the case may be, is a debt due to Her Majesty and is recoverable as

Modification
des accords, etc.

10. Les dispositions des accords, des ententes ou des contrats conclus avec le gouvernement d'une province en vertu de la présente loi et qui ne comportent pas de clause de modification ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement des parties et celui du gouverneur en conseil.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir les expressions suivantes :
 - (i) «enseignement universitaire»,
 - (ii) «enseignement à temps plein»,
 - (iii) «enseignement à temps partiel»;
- b) préciser les circonstances dans lesquelles un adulte est réputé ne pas avoir fréquenté l'école d'une façon régulière pendant une certaine période;
- c) prévoir les taux des allocations visées à l'article 5 et leurs modalités d'application et celles du versement des allocations;
- d) prévoir le réajustement des taux des allocations visées à l'article 5;
- e) prévoir les frais de scolarité et autres frais de formation professionnelle qui peuvent être pris en charge en vertu de l'article 6;
- f) d'une façon générale, veiller à l'application de la présente loi.

Règlements

Application
provinciale ou
régionale

(2) Un règlement pris en vertu de lalinéa (1)c) peut, après consultation avec le gouvernement d'une province, s'appliquer uniquement à la province ou à une région de celle-ci.

Comités mixtes

12. La Commission peut collaborer avec le gouvernement d'une province pour constituer un comité mixte chargé d'évaluer les besoins du marché du travail en personnel qualifié, ainsi que les moyens nécessaires pour les satisfaire.

Créances de Sa
Majesté

13. (1) Les allocations reçues sous le régime de la présente loi et auxquelles l'allocation n'a pas droit en tout ou en partie constituent des créances de Sa Majesté, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale du Canada ou tout

entre l'importante contribution de la province au développement régional et à l'industrialisation. Il est donc nécessaire de faire un effort pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

10. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

11. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

12. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

13. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

14. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

15. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

16. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

17. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

18. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

19. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

20. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

21. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

22. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

23. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

24. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

25. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

26. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

27. Pour l'amélioration de l'environnement des citoyens, il faut faire des efforts supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des travailleurs dans les zones rurales et urbaines.

such in the Federal Court of Canada or any other court of competent jurisdiction or may be deducted, in whole or in part, from any subsequent amount payable to that person as a training allowance or as a benefit under the *Unemployment Insurance Act, 1971*.

Limitation period

(2) No proceedings to recover an amount due as a debt under subsection (1) shall be commenced after thirty-six months from the day the liability arose.

Offence

14. (1) Every person who, for the purpose of obtaining training in a course or a training allowance under this Act, knowingly makes a false or misleading statement is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Idem

(2) Every employer who, for the purpose of obtaining any payment pursuant to an agreement with the Commission under this Act, knowingly furnishes false or misleading information is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

Appropriation by Parliament

15. All expenditures for the purposes of this Act shall be paid out of moneys appropriated by Parliament therefor.

Transition

16. All regulations, agreements or documents that are made or entered into pursuant to the *Adult Occupational Training Act* and that are in force on the coming into force of this Act continue in force thereafter as though made or entered into pursuant to this Act.

R.S., c.A-2

17. The *Adult Occupational Training Act* is repealed.

1976-77, c. 54, s. 41

18. Subsection 39(4) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

Rates of benefit

“(4) Notwithstanding section 24, the rates of weekly benefit payable to claimants who are attending courses or pro-

autre tribunal compétent; elles peuvent en outre être déduites, en tout ou en partie, des allocations ou des prestations qui sont éventuellement payables à l'allocataire en vertu de la présente loi ou de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*.

(2) Les poursuites en recouvrement des créances visées au paragraphe (1) se prescrivent par trente-six mois à compter de la date où elles ont pris naissance.

Prescription

Infraction

14. (1) Quiconque fait, sciemment, une déclaration fausse ou trompeuse dans le but de suivre un cours ou de recevoir des allocations sous le régime de la présente loi est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(2) L'employeur qui, sciemment, fournit un renseignement faux ou trompeur pour obtenir une somme d'argent en vertu d'un contrat ou d'une entente conclus avec la Commission sous le régime de la présente loi est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende de cinq mille dollars.

Idem

15. Les sommes d'argent nécessaires à l'application de la présente loi sont prélevées sur les crédits que le Parlement affecte à cette fin.

Affectation des crédits par le Parlement

30

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATIVES ET MODIFICATIVES

16. Les règlements, ententes, contrats, accords et autres actes pris ou conclus en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et en cours de validité lors de l'entrée en vigueur de la présente loi restent valides comme s'ils étaient pris ou conclus en vertu de la présente loi.

Disposition transitoire

17. La *Loi sur la formation professionnelle des adultes* est abrogée.

S.R., c. A-2

18. Le paragraphe 39(4) de la *Loi de 1976-77, c. 54, art. 41* sur l'assurance-chômage est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) Par dérogation à l'article 24, le taux des prestations hebdomadaires payables aux prestataires qui suivent des cours

45

Taux de prestation

the Adult Occupational Training Act, and references to the National Training Act in the Unemployment Insurance Act, the Income Tax Act and the Labour Adjustment Benefits Act would be substituted by references to the National Training Act.

The bill also makes changes in the Unemployment Insurance Act to provide that the Minister of National Training may make regulations to implement the provisions of the Act relating to the Unemployment Insurance Fund. The Minister of National Training may also make regulations to implement the provisions of the Act relating to the Employment Protection Fund.

As far as the Unemployment Insurance Act is concerned, the Minister of National Training may make regulations to implement the provisions of the Act relating to the Unemployment Insurance Fund.

Under the Income Tax Act, the Minister of National Training may make regulations to implement the provisions of the Act relating to the Employment Protection Fund.

Under the Labour Adjustment Benefits Act, the Minister of National Training may make regulations to implement the provisions of the Act relating to the Employment Protection Fund.

EXPLANATORY NOTE

The proposed amendments to the *Unemployment Insurance Act*, 1971, the *Income Tax Act* and the *Labour Adjustment Benefits Act* would, in each instance, substitute a reference to the *National Training Act* for a reference to the *Adult Occupational Training Act*.

Par contre, dans tous les autres cas, les références à la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* seraient remplacées par des références à la *Loi nationale sur la formation*.

Ensuite, la Ministre de l'assurance-chômage (1) pourra établir des règlements pour l'application des dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation.

CHAMBERS DÉPARTEMENTAUX ET COMITÉS

Le Ministre de l'assurance-chômage (1) pourra établir des règlements pour l'application des dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation dans le cas où il est nécessaire de faire en sorte que les dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation soient appliquées de manière à assurer la sécurité sociale et la protection sociale.

Le Ministre de l'assurance-chômage (1) pourra également établir des règlements pour l'application des dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation dans le cas où il est nécessaire de faire en sorte que les dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation soient appliquées de manière à assurer la sécurité sociale et la protection sociale.

Le Ministre de l'assurance-chômage (1) pourra également établir des règlements pour l'application des dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation dans le cas où il est nécessaire de faire en sorte que les dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation soient appliquées de manière à assurer la sécurité sociale et la protection sociale.

Le Ministre de l'assurance-chômage (1) pourra également établir des règlements pour l'application des dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation dans le cas où il est nécessaire de faire en sorte que les dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation soient appliquées de manière à assurer la sécurité sociale et la protection sociale.

Le Ministre de l'assurance-chômage (1) pourra également établir des règlements pour l'application des dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation dans le cas où il est nécessaire de faire en sorte que les dispositions de la Loi sur la formation professionnelle des adultes et de la Loi nationale sur la formation soient appliquées de manière à assurer la sécurité sociale et la protection sociale.

NOTE EXPLICATIVE

Modification de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de la *Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs* par remplacement, dans chacune d'elles, du renvoi à la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* par un renvoi à la *Loi nationale sur la formation*.

grams to which they have been referred under subsection (1) shall be prescribed amounts not exceeding the greater of the rates payable under section 24 and the rates payable under the *National Training Act.*"

19. (1) Paragraph 56(1)(m) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(m) amounts received by the taxpayer in the year as or on account of a training allowance paid to him under the *National Training Act*, except to the extent that they were paid to him as or on account of an allowance for his personal or living expenses while he was away from home;"

(2) Clause 63(3)(a)(ii)(C) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(C) to undertake an occupational training course in respect of which he received a training allowance paid to him under the *National Training Act*, or"

(3) Paragraph 153(1)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) a training allowance under the *National Training Act,*"

20. Subparagraph 17(1)(b)(iv) of the *Labour Adjustment Benefits Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(iv) a training allowance under the *National Training Act,"*

COMMENCEMENT

21. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

1980-81-82,
c. 89

Commencement

ou programmes vers lesquels ils ont été dirigés en vertu du paragraphe (1) est un montant prescrit qui ne peut dépasser le plus élevé des taux suivants : le taux prévu à l'article 24 et celui prévu par la *Loi nationale sur la formation.*"

19. (1) L'alinéa 56(1)m de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"m) toutes sommes reçues dans l'année 10 Allocations par le contribuable à titre ou au titre d'allocations versées en vertu de la *Loi nationale sur la formation*, sauf dans la mesure où ces sommes lui ont été versées à titre ou au titre d'indemnité pour 15 frais personnels ou de subsistance lorsqu'il vivait hors de chez lui;"

(2) La disposition 63(3)a(ii)(C) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"(C) d'entreprendre un cours de 20 formation professionnelle à l'égard duquel il a reçu une allocation en vertu de la *Loi nationale sur la formation*, ou"

(3) L'alinéa 153(1)i de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(i) une allocation en vertu de la *Loi nationale sur la formation,*"

20. Le sous-alinéa 17(1)b(iv) de la *Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(iv) soit d'allocations versées en vertu de la *Loi nationale sur la formation,*"

ENTRÉE EN VIGUEUR

21. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en vigueur

C-114

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-114

An Act to amend the Unemployment Insurance Act, 1971
(No. 2)

First reading, May 21, 1982

C-114

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-114

Loi n° 2 modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

Première lecture le 21 mai 1982

THE MINISTER OF EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-114

1970-71-72,
c.48; 1973-74,
c.2; 1974-75-
76, cc. 66, 80;
1976-77, cc. 33,
34, 54;
1977-78, c.22;
1978-79, c.7;
1980-81-82,
c.35

An Act to amend the Unemployment Insurance Act, 1971 (No. 2)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1980-81-82,
c.35, s.1(1)

1. (1) All that portion of subsection 17(6) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Qualifying weeks

“(6) During the period of sixty-six months that begins on December 4, 1977, the number of weeks that an insured person, other than a new entrant or re-entrant to the labour force, shall have in order to qualify for benefits shall be based on the regional rate of unemployment that applies to him, and”

1980-81-82,
c.35, s.1(2)

(2) Subsection 17(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Extension

“(7) The Commission may, with the approval of the Governor in Council and subject to affirmative resolution of Parliament, extend the period of sixty-six months mentioned in subsection (6).”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-114

Loi n^o 2 modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

1970-71-72, c.
48; 1973-74,
c.2; 1974-
75-76, c. 66, 80;
1976-77, c. 33,
34, 54;
1977-78, c. 22;
1978-79, c.7;
1980-81-82,
c. 35

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. (1) La partie du paragraphe 17(6) de la 5 1980-81-82 c.
Loi de 1971 sur l'assurance-chômage qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(6) Pendant la période de soixante-six mois qui commence le 4 décembre 1977, le nombre de semaines d'emploi assurable qu'un assuré, autre qu'une personne qui devient ou redevient membre de la population active, doit avoir à son actif pour recevoir des prestations est fonction du taux régional de chômage applicable, et» 15

(2) Le paragraphe 17(7) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Semaines de référence

1980-81-82 c.
35, par. 1(2)

«(7) La Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et sous réserve de résolution affirmative du Parlement, prolonger la période de soixante-six mois prévue au paragraphe (6).»

Prolongation

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act to amend the Unemployment Insurance Act, 1971 (No. 2)".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi n° 2 modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage».

BILL C-115**PROJET DE LOI C-115**

An Act to establish a national program for vocational training.

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) This amendment would extend the application of subsection 17(6) from June, 1982 to June, 1983.

Loi constituant un programme national de formation professionnelle.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Cette modification prolonge l'application du paragraphe 17(6) de juin 1982 à juin 1983.

(2) Consequential on the amendment proposed in sub-clause (1).

(2). — Découle de la modification proposée par le paragraphe (1).

C-115

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-115

An Act to establish a national program for occupational training

C-115

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-115

Loi constituant un programme national de formation professionnelle

REPRINT AS AMENDED AND REPORTED JUNE 18, 1982 BY
THE STANDING COMMITTEE ON LABOUR, MANPOWER
AND IMMIGRATION

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET RAPPORTÉ LE 18 JUIN
1982 PAR LE COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE
LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'IMMIGRATION



THE MINISTER OF EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-115

PROJET DE LOI C-115

An Act to establish a national program for
occupational training

Loi constituant un programme national de
formation professionnelle

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *National Training Act*.
5

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi nationale sur la formation.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

2. (1) In this Act,
“adult” means a person who is no longer required by law in the province in which he resides to attend school;
“Commission” means the Canada Employment and Immigration Commission;
“course” means a course of occupational training;
“occupational training” means any instruction, other than university instruction, that provides a person with skills for, or improves a person’s skills in, an occupation;
“officer” means such officer of the Commission as is designated in writing by the Chairman thereof to act as an officer for the purposes of this Act;
“public authority” means a provincial or municipal authority or a public educational authority.
(2) This Act applies only in respect of the following courses:

25

2. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.
«administration publique» Administration provinciale, municipale ou scolaire.
«adulte» Personne qui n'est plus légalement tenue, dans sa province de résidence, de fréquenter l'école.
«agent» Agent de la Commission désigné par écrit par le président de celle-ci.
15 «Commission» La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.
«cours» Cours de formation professionnelle.
«formation professionnelle» Enseignement qui vise à donner ou à augmenter les qualifications nécessaires à l'exercice d'une profession, à l'exclusion de l'enseignement universitaire.
(2) La présente loi ne s'applique qu'aux cours suivants :
Cours visés

Short title

Definitions
“adult”
“adulte”

“Commission”
“Commission”

“course”
“cours”

“occupational training”
“formation ...”

“officer”
“agent”

“public authority”
“administration ...”

Applicable courses

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled: "An Act to establish a national program for occupational training".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi constituant un programme national de formation professionnelle».

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

The amendments made in the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration are indicated by underlining. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par le Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration sont indiquées par des soulignements. Aux fins de comparaison on peut se reporter au projet de loi tel qu'il a été distribué en première lecture.

(a) courses that provide not more than fifty-two weeks of full-time instruction or that provide more than fifty-two weeks of such instruction and are approved in writing by the Commission; and

(b) courses that provide not more than 1,820 hours of part-time instruction.

Occupation of national importance

(3) For the purposes of this Act, the Commission may, after consultation, through the joint committees, if any, established pursuant to section 12, with the governments of such provinces as it considers will be most affected thereby, declare any occupation to be an occupation of national importance, if it is satisfied that there is or will be a national or regional shortage of workers in that occupation sufficiently serious to justify special action.

PURPOSE OF ACT

Purpose of Act

3. The purpose of this Act is to establish a national program to provide occupational training for the labour force and thereby to better meet the need for skills created by a changing economy and to increase the earning and employment potential of individual workers.

ENROLMENT

Conditions

4. (1) An officer may, on the request of an adult, arrange for the enrolment of that adult in a course, if the officer is satisfied

- (a) that the adult has not attended school on a regular basis for any period of twelve consecutive months since he became an adult; and
- (b) that the course is suited to the needs of the adult and is likely to increase his earning and employment potential.

Waiver

(2) The Commission may, in respect of any occupation, establish terms and conditions under which an officer may waive the condition set out in paragraph (1)(a), if it is satisfied that the need for workers with skills in that occupation so warrants.

a) les cours qui comportent un enseignement à temps plein d'une durée maximale de cinquante-deux semaines ou d'une durée supérieure s'ils sont approuvés par écrit par la Commission;

b) les cours qui comportent un enseignement à temps partiel d'une durée maximale de mille huit cent vingt heures.

Professions d'importance nationale

(3) Pour l'application de la présente loi, la Commission peut, après consultation, par l'intermédiaire des comités mixtes qui ont, le cas échéant, été constitués en vertu de l'article 12, avec le gouvernement des provinces qui, selon elle, seront le plus touchées, déclarer d'importance nationale une profession où elle constate, ou pour laquelle elle prévoit, une pénurie de personnel à l'échelle nationale ou régionale suffisamment grave pour y justifier une action spéciale.

OBJECTIF

3. La présente loi a pour objectif de mettre sur pied, à l'échelle nationale, un programme de formation professionnelle qui favorise l'adaptation des qualifications professionnelles de la population active aux besoins et à l'évolution de l'économie et augmente les chances d'emploi ou de rémunération.

INSCRIPTION

4. (1) L'agent peut, à la demande d'un adulte, le faire inscrire à un cours dans le cas suivant :

- a) il constate que l'intéressé, depuis qu'il est adulte, n'a pas fréquenté l'école d'une façon régulière pendant une période de douze mois consécutifs;
- b) il estime que le cours correspond aux besoins de l'intéressé et augmentera vraisemblablement ses chances d'emploi ou de rémunération.

Conditions

30

(2) La Commission peut fixer, si elle estime que les besoins en personnel qualifié dans une profession donnée l'exigent, les modalités selon lesquelles l'agent peut écartier la condition mentionnée à l'alinéa (1)a) dans le cas de cette profession.

Dispense

Limitation	(3) An officer may, pursuant to subsection (1) arrange for the enrolment of an adult, <u>whether handicapped or not</u> , only in a course given in the province in which the adult resides and by a public authority of that province, unless	(3) L'inscription d'un adulte, <u>qu'il soit ou non un handicapé</u> , ne peut se faire qu'à un cours donné dans sa province de résidence par une administration publique de celle-ci, 5 sauf si :	Réserve
	(a) no such course suitable for that adult is being given at or in the vicinity of his place of residence; or	a) aucun cours adéquat n'est donné dans sa localité de résidence ou dans les environs;	
	(b) a course suitable for that adult is 10 being given by an organization, other than a public authority, and the cost to the Commission of that course is less than that for a similar course being given at or in the vicinity of his place of residence by a 15 public authority.	b) un cours adéquat est donné par un organisme, à l'exclusion d'une administration publique, et qu'il coûte moins cher à la Commission qu'un cours semblable donné par une administration publique dans sa localité de résidence ou dans les environs. 15	
Idem	(4) No officer may, pursuant to subsection (1), arrange for the enrolment of an adult in a course given in a province by an organization, other than a public authority, if	(4) L'inscription d'un adulte à un cours donné par un organisme, à l'exclusion d'une administration publique ne peut se faire si 20 l'une des conditions suivantes existe :	Idem
	(a) the organization has not been registered, licensed or otherwise authorized by the government of the province to give courses; or	(a) l'organisme n'est pas agréé, par 20 permis, enregistrement ou autrement, par le gouvernement de la province où se donne le cours;	
	(b) the government of the province has 25 been notified, pursuant to subsection (5), in respect of the course and disapproves of the course.	(b) le gouvernement de la province a été avisé conformément au paragraphe (5) et 25 désapprouve le cours.	
	(5) Where the Commission intends to arrange for the enrolment of adults in a course referred to in subsection (4), it shall notify the government of the province of its intention, and that government may, within the period specified in the agreement entered into by the government under section 7, dis- 35 approve of such course.	(5) La Commission avise le gouvernement de la province de son intention de faire inscrire des adultes à un cours visé au paragraphe (4); ce gouvernement peut, dans le délai 30 prévu à l'accord qu'il a conclu en vertu de l'article 7, désapprouver le cours. 30	
	FINANCIAL ASSISTANCE	AIDE FINANCIÈRE	
Training allowances	5. The Commission may, in accordance with the regulations, pay a training allowance to	5. La Commission peut verser une allocation, conformément aux règlements, aux adultes qui suivent :	Allocation 35
	(a) any adult who is being trained in a course and whose enrolment therein was arranged by an officer; or	a) soit un cours auquel ils ont été inscrits par l'intermédiaire d'un agent,	
	(b) any adult who is being trained in a course for apprentices that is the subject of an agreement under subsection 7(2). 45	b) soit un cours réservé à des apprentis, si ce dernier cours fait l'objet d'un accord visé au paragraphe 7(2). 40	
Payment of tuition	6. Where an officer arranges for the enrolment of an adult in a course given by an	6. La Commission peut, sous réserve des règlements, prendre en charge, totalement ou	Prise en charge des frais

organization, other than a public authority, the Commission may, subject to the regulations, pay all or any part of the tuition or other charges incurred for the training of that adult in the course.

Agreements with provinces

AGREEMENTS

7. (1) The Commission may enter into an agreement with the government of a province to remunerate the province, in the manner specified in the agreement on either a fixed rate basis or on a basis of reimbursement for costs incurred, for all or any part of the cost of any course given in the province by a public authority of the province to an adult whose enrolment in the course was arranged by an officer.

Idem

(2) The Commission may enter into an agreement as described in subsection (1) with the government of a province in respect of any course for apprentices given in the province to an adult whose enrolment in the course was not arranged by an officer.

Agreements with employers

8. (1) The Commission may enter into an agreement with any employer, or group of employers, that gives or undertakes to give a course to, or arranges or undertakes to arrange a course for, any adult employed by the employer or group or any member of the group, as the case may be, to remunerate the employer, group or member, in the manner specified in the agreement, for all or any part of the cost of the course.

Agreements with other persons

(2) Where an employer or group of employers is not able to give or arrange, or to undertake to give or arrange, a course referred to in subsection (1), the Commission may enter into an agreement with any person who, in its opinion, is able to do so to remunerate that person, in the manner specified in the agreement, for all or any part of the cost of any such course.

Provincial participation

(3) An agreement under subsection (1) or (2) may be entered into with the government of any province.

Limitation

(4) The Commission may not enter into an agreement, other than an agreement with the government of a province, pursuant to sub-

partiellement, les frais de scolarité et autres engagés pour un cours donné par un organisme, à l'exclusion d'une administration publique, à un adulte inscrit par l'intermédiaire de l'agent.

5

ACCORDS, CONTRATS ET ENTENTES

Accords avec les provinces

7. (1) La Commission peut conclure avec le gouvernement d'une province un accord prévoyant la prise en charge, totale ou partielle, par elle-même du coût des cours donnés dans la province par une administration publique de cette province à des adultes inscrits par l'intermédiaire de l'agent, la prise en charge pouvant se faire, selon les clauses de l'accord, par versements de sommes d'après un barème déterminé ou par remboursement des dépenses engagées.

Idem

(2) La Commission peut conclure avec le gouvernement d'une province un accord comparable à celui qui est visé au paragraphe (1) dans le cas de cours réservés à des apprentis et donnés à des adultes dont l'inscription n'a pas été faite par l'intermédiaire de l'agent.

Idem

8. (1) La Commission peut conclure avec un employeur ou un groupe d'employeurs qui donne ou fait donner, ou s'y engage, un cours à ses employés adultes ou à ceux d'un membre du groupe un contrat prévoyant le versement par elle à son cocontractant ou à un autre employeur membre du groupe de sommes couvrant, selon les clauses du contrat, totalement ou partiellement le coût du cours.

Contrats avec les employeurs

(2) Faute de pouvoir trouver un cocontractant qui réunisse les conditions visées au paragraphe (1), la Commission peut conclure avec toute personne qui, selon elle, réunit ces conditions un contrat prévoyant le versement par elle à cette personne, selon les clauses du contrat, de sommes couvrant totalement ou partiellement le coût du cours offert aux employés adultes visés au paragraphe (1).

Contrats de remplacement

(3) Les contrats visés au présent article peuvent être conclus avec le gouvernement d'une province.

Non-exclusion des provinces

(4) La Commission ne peut conclure les contrats visés aux paragraphes (1) ou (2) que si le programme du cours en cause, ou d'un

Restriction

section (1) or (2), unless the content of each course that is to be the subject of the agreement or the content of a course similar thereto has been the subject of consultation with the government of the province in which the course is given or is to be given or, in the case of a course given or to be given outside Canada, with the government of the province in which the adults to be trained in the course are employed.

10

Related agreements

(5) The Commission may enter into an agreement with the government of a province to remunerate the province, in the manner specified in the agreement on a fixed rate basis, for all or any part of the cost of any services provided by the province in connection with any course that is the subject of an agreement under subsection (1) or (2).

15

Financial assistance for the development of occupational training

9. (1) The Commission may enter into an agreement with the government of a province to provide the province with financial assistance, as set out in the agreement,

20

(a) for the purchase, erection or conversion of buildings, machinery, equipment or other facilities for use in occupational training for an occupation of national importance including such facilities as may be required for the training in such an occupation of adults with special training needs;

30

(b) for the initial operation of the facilities referred to in paragraph (a), if the government of the province is not remunerated for the costs associated therewith pursuant to an agreement under section 7; and

(c) for the development of courses to be given in connection with the facilities referred to in paragraph (a).

Idem

(2) The Commission may enter into an agreement with a non-profit organization established to give courses to provide the organization with financial assistance, as set out in the agreement,

(a) for the purchase, erection or conversion of buildings, machinery, equipment or other facilities for use in occupational training for an occupation of national

cours semblable, a fait l'objet de consultations avec le gouvernement de la province où il se donne ou doit se donner, ou avec celui de la province où sont employés les adultes qui doivent le suivre dans le cas d'un cours donné à l'étranger. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux contrats conclus avec le gouvernement d'une province.

5

10

Accords connexes

(5) La Commission peut conclure avec le gouvernement d'une province un accord prévoyant la prise en charge, totale ou partielle, par elle-même du coût des services que fournit la province à l'égard des cours qui font l'objet d'un contrat, la prise en charge se faisant par versement de sommes d'après un barème déterminé.

15

9. (1) La Commission peut conclure avec le gouvernement d'une province une entente prévoyant sa propre participation financière, dans une proportion déterminée :

20

a) aux frais d'immobilisation ou d'acquisition entraînés par la mise sur pied ou la réaffectation des moyens matériels — locaux, appareils, outillage et autres installations — servant à la formation professionnelle pour une profession d'importance nationale, notamment ceux qui servent à la formation professionnelle, dans une profession d'importance nationale, des adultes ayant des besoins de formations particuliers;

b) aux frais de premier établissement relatifs aux moyens visés à l'alinéa a), si leur remboursement au gouvernement de la province ne fait pas l'objet de l'accord prévu à l'article 7;

c) à l'élaboration des cours donnés grâce aux moyens visés à l'alinéa a).

25

30

35

40

45

Participation financière à la formation professionnelle

(2) La Commission peut conclure avec un organisme privé à but non lucratif dont la vocation est de donner des cours un contrat prévoyant sa propre participation financière, dans une proportion déterminée :

Idem

a) aux frais d'immobilisation ou d'acquisition entraînés par la mise sur pied ou la réaffectation des moyens matériels — locaux, appareils, outillage et autres instal-

importance or for any occupation suitable for adults with special training needs;

(b) for the initial operation of the facilities referred to in paragraph (a), if the costs associated therewith are not paid pursuant to section 6; and

(c) for the development of courses to be given in connection with the facilities referred to in paragraph (a).

lations — servant à la formation professionnelle pour une profession d'importance nationale ou qui convient à des adultes ayant des besoins de formation particuliers;

b) aux frais de premier établissement relatifs aux moyens visés à l'alinéa a), si leur remboursement à l'organisme ne fait pas l'objet d'une prise en charge prévue à l'article 6;

c) à l'élaboration des cours donnés grâce aux moyens visés à l'alinéa a).

Consultation

(3) Before entering into an agreement pursuant to subsection (2), the Commission shall consult, through the joint committee, if any, established pursuant to section 12, with the government of the province in which the facilities that are to be the subject of the agreement are or are to be situated and, in the case of an agreement for the purchase or erection of a building, shall give public notice of its intention to enter into such agreement.

(4) No agreement for the purchase or erection of a building shall be entered into if, during the forty day period following the day on which public notice was given pursuant to subsection (3), the government of the province in which the building is or is to be situated notifies the Commission in writing of its objection to the agreement.

10. Where an agreement with the government of a province under this Act does not contain a provision for the amendment of any term thereof, that term may be amended only with the mutual consent of the parties to the agreement and with the approval of the Governor in Council.

(3) La Commission, avant de conclure un contrat prévu au paragraphe (2), doit, par l'intermédiaire du comité mixte qui a, le cas échéant, été constitué en vertu de l'article 12, consulter le gouvernement de la province où sont ou seront situés les moyens visés par ce contrat, ainsi que, dans le cas d'un contrat prévoyant l'achat ou la construction de locaux, rendre publique son intention de conclure ce contrat.

(4) La Commission ne peut conclure un contrat d'achat ou de construction de locaux si, dans les quarante jours suivant la date où, conformément au paragraphe (3), elle a rendu publique son intention à cet égard, le gouvernement de la province où sont ou seront situés les locaux l'avise par écrit de son opposition au contrat.

Consultation

Participation
dans les cours
de formation
pour adultesModification
des accords, etc.

10. Les dispositions des accords, des ententes ou des contrats conclus avec le gouvernement d'une province en vertu de la présente loi et qui ne comportent pas de clause de modification ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement des parties et celui du gouverneur en conseil.

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Regulations

11. (1) The Governor in Council may make regulations

(a) defining, for the purposes of this Act, the following terms:

- (i) "university instruction",
- (ii) "full-time instruction", and
- (iii) "part-time instruction";

40

11. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir les expressions suivantes :
 - (i) «enseignement universitaire»,
 - (ii) «enseignement à temps plein»,
 - (iii) «enseignement à temps partiel»;
- b) préciser les circonstances dans lesquelles un adulte est réputé ne pas avoir fré-

Règlements

40

-45

10. (A) Réduire l'effet d'un effet de levier négatif pour faire une croissance plus forte
 (B) Réduire le taux d'endettement et la dette par action
 (C) Acheter des actions pour augmenter les parts sociales et réduire l'effet de levier
 (D) Acheter des actions pour augmenter la rentabilité de l'entreprise
 (E) Acheter des actions pour augmenter les performances du bien-être social dans la communauté et faire un effet de levier positif sur les résultats financiers
11. (A) Offrir des services à bas prix à l'échelle mondiale
 (B) Offrir des services à bas prix à l'échelle régionale
 (C) Offrir des services à bas prix à l'échelle nationale
 (D) Offrir des services à bas prix à l'échelle régionale
 (E) Offrir des services à bas prix à l'échelle mondiale

12. (A) La délocalisation offre de meilleures opportunités pour développer des partenariats internationaux
 (B) La délocalisation offre de meilleures opportunités pour développer des partenariats internationaux
 (C) La délocalisation offre de meilleures opportunités pour développer des partenariats internationaux
 (D) La délocalisation offre de meilleures opportunités pour développer des partenariats internationaux
 (E) La délocalisation offre de meilleures opportunités pour développer des partenariats internationaux
13. (A) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (B) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (C) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (D) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (E) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux

14. (A) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (B) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (C) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (D) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (E) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
15. (A) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (B) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (C) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (D) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux
 (E) Les partenaires locaux sont moins nombreux que les partenaires internationaux

16. (A) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
 (B) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
 (C) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
 (D) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
 (E) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
17. (A) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
 (B) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
 (C) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
 (D) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients
 (E) Offrir des services à bas prix pour attirer de nouveaux clients

(b) specifying the circumstances in which an adult is deemed not to have attended school on a regular basis for any period;
 (c) prescribing the rates of training allowances that may be paid under section 5, the terms and conditions under which any such rate is applicable and the time and manner for payment of such allowances;
 (d) providing for the adjustment of the rates of training allowances that may be paid under section 5;
 (e) governing the payment of tuition or other charges pursuant to section 6; and
 (f) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

15

Application to provinces and regions

(2) The Governor in Council may, after consultation with the government of a province, make any regulations made pursuant to paragraph (1)(c) applicable specifically to that province or to any region thereof.

Joint committees

12. The Commission shall invite the government of a province to cooperate in the establishment of a joint committee to assess the requirements of the labour market for skilled workers and the means necessary to meet such requirements.

Debt due to Her Majesty

13. (1) Where a person has received a training allowance to which he is not entitled or in excess of the training allowance to which he is entitled, the amount of the allowance or excess, as the case may be, is a debt due to Her Majesty and is recoverable as such in the Federal Court of Canada or any other court of competent jurisdiction or may be deducted, in whole or in part, from any subsequent amount payable to that person as a training allowance or as a benefit under the *Unemployment Insurance Act, 1971*.

Limitation period

(2) No proceedings to recover an amount due as a debt under subsection (1) shall be commenced after thirty-six months from the day the liability arose.

Offence

14. (1) Every person who, for the purpose of obtaining training in a course or a training allowance under this Act, knowingly makes a false or misleading statement is guilty of an offence punishable on summary conviction.

quenté l'école d'une façon régulière pendant une certaine période;
 c) prévoir les taux des allocations visées à l'article 5 et leurs modalités d'application et celles du versement des allocations;
 d) prévoir le réajustement des taux des allocations visées à l'article 5;
 e) prévoir les frais de scolarité et autres frais de formation professionnelle qui peuvent être pris en charge en vertu de l'article 6;
 f) d'une façon générale, veiller à l'application de la présente loi.

5

15

(2) Un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)c) peut, après consultation avec le gouvernement d'une province, s'appliquer uniquement à la province ou à une région de celle-ci.

Application provinciale ou régionale

12. La Commission invite le gouvernement d'une province à collaborer pour constituer un comité mixte chargé d'évaluer les besoins du marché du travail en personnel qualifié, ainsi que les moyens nécessaires pour les satisfaire.

Comités mixtes

13. (1) Les allocations reçues sous le régime de la présente loi et auxquelles l'allocataire n'a pas droit en tout ou en partie constituent des créances de Sa Majesté, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale du Canada ou tout autre tribunal compétent; elles peuvent en outre être déduites, en tout ou en partie, des allocations ou des prestations qui sont éventuellement payables à l'allocataire en vertu de la présente loi ou de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*.

Créances de Sa Majesté

(2) Les poursuites en recouvrement des créances visées au paragraphe (1) se prescrivent par trente-six mois à compter de la date où elles ont pris naissance.

40

14. (1) Quiconque fait, sciemment, une déclaration fausse ou trompeuse dans le but de suivre un cours ou de recevoir des allocations sous le régime de la présente loi est coupable d'une infraction punissable sur 45

Prescription

Infraction

Idem

(2) Every employer who, for the purpose of obtaining any payment pursuant to an agreement with the Commission under this Act, knowingly furnishes false or misleading information is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

Appropriation
by Parliament

15. All expenditures for the purposes of this Act shall be paid out of moneys appropriated by Parliament therefor.

Transition

TRANSITIONAL, REPEAL AND AMENDMENT PROVISIONS

R.S., c.A-2

16. All regulations, agreements or documents that are made or entered into pursuant to the *Adult Occupational Training Act* and that are in force on the coming into force of this Act continue in force thereafter as though made or entered into pursuant to this Act.

1976-77, c. 54,
s. 41

17. The *Adult Occupational Training Act* is repealed.

Rates of benefit

18. Subsection 39(4) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

“(4) Notwithstanding section 24, the rates of weekly benefit payable to claimants who are attending courses or programs to which they have been referred under subsection (1) shall be prescribed amounts not exceeding the greater of the rates payable under section 24 and the rates payable under the *National Training Act*.”

19. (1) Paragraph 56(1)(m) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(m) amounts received by the taxpayer in the year as or on account of a training allowance paid to him under the *National Training Act*, except to the extent that they were paid to him as or on account of an allowance for his personal

déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(2) L'employeur qui, sciemment, fournit un renseignement faux ou trompeur pour obtenir une somme d'argent en vertu d'un contrat ou d'une entente conclus avec la Commission sous le régime de la présente loi est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende de cinq mille dollars.

Idem

15. Les sommes d'argent nécessaires à l'application de la présente loi sont prélevées sur les crédits que le Parlement affecte à cette fin.

Affectation des
crédits par le
Parlement

15

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATIVES ET MODIFICATIVES

16. Les règlements, ententes, contrats, accords et autres actes pris ou conclus en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et en cours de validité lors de l'entrée en vigueur de la présente loi restent valides comme s'ils étaient pris ou conclus en vertu de la présente loi.

Disposition
transitoire

17. La *Loi sur la formation professionnelle des adultes* est abrogée.

S.R., c. A-2

18. Le paragraphe 39(4) de la *Loi de 1976-77, c. 54, art. 41* sur l'assurance-chômage est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(4) Par dérogation à l'article 24, le taux des prestations hebdomadaires payables aux prestataires qui suivent des cours ou programmes vers lesquels ils ont été dirigés en vertu du paragraphe (1) est un montant prescrit qui ne peut dépasser le plus élevé des taux suivants : le taux prévu à l'article 24 et celui prévu par la *Loi nationale sur la formation*.”

Taux de
prestation

19. (1) L'alinéa 56(1)m) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(m) toutes sommes reçues dans l'année 40 Allocations par le contribuable à titre ou au titre d'allocations versées en vertu de la *Loi nationale sur la formation*, sauf dans la mesure où ces sommes lui ont été versées à titre ou au titre d'indemnité pour 45

or living expenses while he was away from home;"

(2) Clause 63(3)(a)(ii)(C) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(C) to undertake an occupational training course in respect of which he received a training allowance paid to him under the National Training Act, or"

(3) Paragraph 153(1)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) a training allowance under the National Training Act,"

20. Subparagraph 17(1)(b)(iv) of the *Labour Adjustment Benefits Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(iv) a training allowance under the National Training Act,"

COMMENCEMENT

Commencement

21. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

frais personnels ou de subsistance lorsqu'il vivait hors de chez lui;»

(2) La disposition 63(3)a)(ii)(C) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(C) d'entreprendre un cours de formation professionnelle à l'égard duquel il a reçu une allocation en vertu de la Loi nationale sur la formation, ou»

(3) L'alinéa 153(1)i) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) une allocation en vertu de la Loi nationale sur la formation,»

20. Le sous-alinéa 17(1)b)(iv) de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) soit d'allocations versées en vertu de la Loi nationale sur la formation,»

ENTRÉE EN VIGUEUR

21. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en vigueur

C-116

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-116

An Act to establish the Cooperative Energy Corporation
and the Cooperative Energy Development Corporation

First reading, June 8, 1982

THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

C-116

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-116

Loi constituant la Société coopérative de l'énergie et la
Société coopérative de développement énergétique

Première lecture le 8 juin 1982

**LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-116

An Act to establish the Cooperative Energy Corporation and the Cooperative Energy Development Corporation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Cooperative Energy Act*.

INTERPRETATION

Definitions

“Agreement”
“Entente”

“central
cooperative
credit society”
“société
coopérative de
crédit centrale”

2. (1) In this Act,
“Agreement” means the Canada/Cooperative Energy Investment Agreement entered into between certain cooperatives and Her Majesty The Queen in right of Canada, represented by the Minister, bearing the formal date of the 18th day of December, 1981, tabled in the House of Commons on May 17, 1982 as Sessional Paper No. 321—7/53 and all amendments thereto made from time to time that are not inconsistent with the purpose, intent and objectives set out therein;

“central cooperative credit society” means a cooperative organization incorporated or organized by or pursuant to an Act of Parliament or of the legislature of a province, the membership or shareholders of which consist wholly or substantially of local cooperative credit societies and the principal purpose of which is to provide services to its members or shareholders;

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-116

Loi constituant la Société coopérative de l'énergie et la Société coopérative de développement énergétique

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les coopératives de l'énergie.*

Titre abrégé

5

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions
“coopérative”
“cooperative”

a) Organisme régi par une loi fédérale ou provinciale et formant coopérative simple ou société, association ou fédération coopérative. Sont compris parmi les coopératives :

- (i) les groupements de producteurs de grain, les coopératives de commercialisation des grains et les coopératives de commercialisation des produits agricoles,
- (ii) les sociétés coopératives de crédit locales, les sociétés coopératives de crédit centrales ou les fédérations de sociétés coopératives de crédit.

b) Sont assimilés aux coopératives :

- (i) les établissements financiers ou les compagnies d'assurance régis par une loi fédérale ou provinciale et dont l'objet principal est de fournir des ser-

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and amounts and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish the Cooperative Energy Corporation and the Cooperative Energy Development Corporation".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes, dans les circonstances, l'affectation de crédits sur le Fonds du revenu consolidé selon les modalités et pour les fins énoncées dans la Loi constituant la Société coopérative de l'énergie et la Société coopérative de développement énergétique.

“cooperative”	“cooperative” means	vices financiers aux coopératives ou aux coopérateurs, ou de les assurer,
“coopérative”	(a) any organization incorporated, continued or organized by or pursuant to an Act of Parliament or of the legislature of a province as a cooperative or a cooperative society, association or federation, including, without limiting the generality of the foregoing,	(ii) les sociétés régies par une loi fédérale ou provinciale et dont les actions émises, exclusion faite du minimum à détenir éventuellement par les administrateurs, appartiennent à des coopératives.
	(i) a wheat pool, a grain trading cooperative or an agricultural product trading cooperative, and	«débenture à participation» Débenture de la Société portant la mention «débenture à participation» et émise, en application de l’Entente, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Ministre, ou au profit d’une coopérative.
	(ii) a local cooperative credit society, central cooperative credit society or federation of cooperative credit societies,	«débenture à participation à
	(b) a financial service corporation or an insurance corporation, incorporated by or pursuant to an Act of Parliament or of the legislature of a province, the principal purpose of which is to provide financial services to, or to insure, cooperatives and members of cooperatives, and	“Equity ...”
	(c) any corporation, incorporated by or pursuant to an Act of Parliament or of the legislature of a province, all of the issued shares of which, other than the minimum number of shares of the corporation, if any, that are required to be held by directors thereof, are owned by cooperatives;	15 «Directeur» Le Directeur au sens de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.
	“Corporation” means the corporation incorporated by Part I;	«Entente» Le texte original de l’Entente Canada-coopératives d’investissement énergétique conclue entre Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Ministre, et certaines coopératives, et portant la date officielle du 18 décembre 1981, déposé devant la Chambre des communes le 17 mai 1982 et constituant le document parlementaire n° 321—7/53, ainsi que ses modifications, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les objectifs du texte original.
	“Development Corporation” means the corporation incorporated by Part II;	15 «Ministre» Le ministre de l’Énergie, des Mines et des Ressources.
	“Director” has the same meaning as in the <i>Canada Business Corporations Act</i> ;	35 «Société» La société constituée par la partie I.
	“Equity Debenture” means a debenture of the Corporation, described on its face as an “Equity Debenture”, issued, pursuant to the Agreement, to Her Majesty in right of Canada as represented by the Minister or to a cooperative;	«société coopérative de crédit centrale» Coopérative régie par une loi fédérale ou provinciale, dont les membres ou les actionnaires sont exclusivement ou surtout des sociétés coopératives de crédit locales et dont l’objet principal est de fournir des services à ses membres ou à ses actionnaires.
	“federation of cooperative credit societies” means a federation, league or corporation incorporated or organized by or pursuant to an Act of Parliament or of the legislature of a province, the membership or the	35 «société coopérative de crédit locale» Coopérative régie par une loi fédérale ou provinciale, dont les membres ou les actionnaires

“Corporation”
“Société”

“Development Corporation”
“Société de développement”

“Director”
“Directeur”

“Equity Debenture”
“débenture à participation”

“federation of cooperative credit societies”
“fédération...”

«fédération de sociétés coopératives de crédit»
“fédération ...”

«Ministre»
“Minister”

«Société»
“Corporation”

«société coopérative de crédit centrale»
“société coopérative de crédit centrale ...”

«société coopérative de crédit locale»
“société coopérative de crédit locale ...”

"local
cooperative
credit society"
«société
coopérative de
crédit locale»

"Minister"
«Ministre»

Words and
expressions

Cooperative
Energy
Corporation
incorporated

Dissolution of
Corporation

Express
authorization to
use word
"cooperative"

Authorization
to use word
"Société"

shareholders of which include two or more central cooperative credit societies;

"local cooperative credit society" means a cooperative organization incorporated or organized by or pursuant to an Act of Parliament or of the legislature of a province, the membership or the shareholders of which consist wholly or substantially of natural persons and the principal purpose of which is to receive deposits from its members or shareholders and make loans to its members or shareholders;

"Minister" means the Minister of Energy, Mines and Resources.

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Canada Business Corporations Act*.

PART I

COOPERATIVE ENERGY CORPORATION

3. (1) A corporation is hereby incorporated, to be known as the "Cooperative Energy Corporation" in English and "Société coopérative de l'énergie" in French.

(2) The Corporation may be dissolved under the *Canada Business Corporations Act*.

4. (1) The Corporation may use the words "cooperative" and "co-op" or either of them or any abbreviation or derivation of either of them as part of its corporate name or in any other manner in connection with the conduct of its business during such period of time as there are no holders of any class of shares of the Corporation, other than

(a) cooperatives; or

(b) cooperatives and Her Majesty in right of Canada as represented by the Minister.

(2) The word "Société" or the abbreviation "S." may be part of the name of the Corporation in its French form instead of any other word or abbreviation mentioned in subsection 10(1) of the *Canada Business Corporations Act*.

sont exclusivement ou surtout des personnes physiques et dont l'objet principal est d'accepter des dépôts de fonds de ses membres ou actionnaires et de leur consentir des prêts.

5
«Société de développement» La société constituée par la partie II.

5
«Société de développement,
"Develop-
ment..."

15
(2) Sauf indication contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*. 10

Terminologie

PARTIE I

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE L'ÉNERGIE

15
3. (1) Est constituée une société, dotée de la personnalité morale, désignée, en français, sous la dénomination de «Société coopérative de l'énergie» et, en anglais, sous celle de «Cooperative Energy Corporation». 15

(2) La dissolution de la Société peut s'effectuer en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.

Constitution

Dissolution

20
4. (1) La Société peut, tant que ses seuls actionnaires sont des coopératives et Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Ministre, ou uniquement des coopératives, employer, ensemble ou séparément, le terme «coopérative» ou tous dérivés ou abréviations de ce terme, notamment «coop» ou «co-op», 25 dans sa dénomination sociale ou, d'une façon générale, pour l'exercice de son activité.

Emploi de
"coopérative"

30
(2) Le terme «Société» ou son abréviation «S» peuvent s'employer dans la dénomination de la Société au lieu des autres termes ou abréviations mentionnés au paragraphe 10(1) de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.

Emploi de
«Société»

Capitalization

5. The classes of shares that the Corporation is authorized to issue and the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to each such class of shares are set out in the schedule.

Partly paid shares permitted

6. Shares of a class of the Corporation may be issued as partly paid or with no payment having been made thereon, on the terms of payment determined by the directors of the Corporation, if the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to the shares of that class so provide.

First directors

7. (1) The first directors of the Corporation shall be such persons as may be appointed by the Governor in Council.

Idem

(2) Each director appointed pursuant to subsection (1) holds office until the first meeting of shareholders of the Corporation.

Application of Canada Business Corporations Act

8. (1) Except where inconsistent with this Act, the *Canada Business Corporations Act* and any regulations made thereunder apply to the Corporation, with such modifications as the circumstances require, as if it were a corporation incorporated under that Act.

Articles of incorporation

(2) Where a provision of the *Canada Business Corporations Act* or any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province or any regulation made under any such Act that applies in respect of the Corporation makes reference or has application to articles of incorporation, the provision shall be construed in relation to the Corporation as a reference to the schedule.

Agreement is unanimous shareholder agreement

(3) In the application of this Act and the *Canada Business Corporations Act* and any regulations made thereunder to the Corporation, the Agreement is deemed to be a unanimous shareholder agreement within the meaning of the *Canada Business Corporations Act*.

Issue of certain certificates conditional on Act of Parliament

9. No certificate of amendment, restated certificate of incorporation or certificate of amalgamation, in relation to the Corporation, shall be issued by the Director pursuant to the *Canada Business Corporations Act*, unless an Act of Parliament expressly

5. L'annexe énumère les catégories d'actions que la Société peut émettre ainsi que les droits, priviléges, conditions et restrictions attachés à chacune d'elles.

5

6. La Société peut émettre des actions, non ou partiellement libérées, de chaque catégorie, sous réserve des droits, priviléges, conditions et restrictions attachés à la catégorie et selon les modalités de libération fixées par les administrateurs.

5 Actions partiellement libérées

10

7. (1) Le gouverneur en conseil nomme les premiers administrateurs de la Société.

15

(2) Les administrateurs nommés en application du paragraphe (1) occupent leur poste jusqu'à la première assemblée des actionnaires de la Société.

Premiers administrateurs

Idem

8. (1) Sauf incompatibilité avec la présente loi et compte tenu des adaptations de circonstance, la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, avec ses règlements, s'applique à la Société comme si elle en était la loi constitutive.

Application de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*

(2) Les dispositions de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, de toute autre loi fédérale ou provinciale ou de leurs règlements qui sont applicables à la Société en matière de statuts constitutifs sont considérées comme s'appliquant à l'annexe.

Statuts constitutifs

(3) Pour l'application à la Société de la présente loi, de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* et de leurs règlements, l'Entente est réputée être une convention unanime des actionnaires au sens de la loi mentionnée en second.

Convention unanime des actionnaires

9. Le Directeur ne peut délivrer, à l'égard de la Société, les certificats de modification, de constitution à jour ou de fusion, prévus à la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, que si une loi fédérale le lui permet expressément.

Délivrance de certains certificats assujettie à la loi fédérale

40

Canada
Corporations
Act not
applicable

Not agent of
Her Majesty

Cooperative
Energy
Development
Corporation
incorporated

Dissolution of
Development
Corporation

Express
authorization to
use word
"cooperative"

Authorization
to use word
"Société"

authorizes the Director to issue the certificate.

10. Part IV of the Canada Corporations Act does not apply to the Corporation.

11. The Corporation is not an agent of Her Majesty, or a Crown Corporation within the meaning of the Financial Administration Act, and its officers and employees are not part of the public service of Canada.

PART II

COOPERATIVE ENERGY DEVELOPMENT CORPORATION

12. (1) A corporation is hereby incorporated, to be known as the "Cooperative Energy Development Corporation" in English and "Société coopérative de développement énergétique" in French.

(2) The Development Corporation may be dissolved under the *Canada Business Corporations Act*.

13. (1) The Development Corporation may use the words "cooperative" and "co-op" or either of them or any abbreviation or derivation of either of them as part of its corporate name or in any other manner in connection with the conduct of its business during such period of time as the Corporation is

(a) authorized pursuant to this Act to use those words as part of its corporate name; and

(b) the sole holder of all of the issued and outstanding shares of the Development Corporation of the class referred to in subparagraph 14(4)(b)(i).

(2) The word "Société" or the abbreviation "S." may be part of the name of the Development Corporation in its French form instead of any other word or abbreviation mentioned in subsection 10(1) of the *Canada Business Corporations Act*.

10. La partie IV de la Loi sur les corporations canadiennes ne s'applique pas à la Société.

11. La Société n'est ni mandataire de Sa Majesté ni une corporation de la Couronne au sens de la Loi sur l'administration financière; ses dirigeants et ses employés ne font pas partie de la fonction publique du Canada.

Non-application
de la Loi
sur les
corporations
canadiennes

Non-mandat

5

PARTIE II

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE

12. (1) Est constituée une société, dotée de la personnalité morale, désignée, en français, sous la dénomination de «Société coopérative de développement énergétique» et, en anglais, sous celle de «Cooperative Energy Development Corporation».

(2) La dissolution de la Société de développement peut s'effectuer en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.

15 Dissolution

13. (1) La Société de développement peut employer, ensemble ou séparément, le terme «coopérative», ou tous dérivés ou abréviations de ce terme, notamment «coop» ou «co-op», dans sa dénomination sociale ou, d'une façon générale, pour l'exercice de son activité :

a) d'une part, tant que la Société a la même autorisation en application de la présente loi;

b) d'autre part, tant que ses actions en circulation de la catégorie visée à l'alinéa 14(4)b) sont détenues par la Société.

20 Emploi de
"coopérative"

30

(2) Le terme «Société» ou son abréviation «S» peuvent s'employer dans la dénomination de la Société de développement au lieu des autres termes ou abréviations mentionnés au paragraphe 10(1) de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.

35 Emploi de
«Société»

Filing of
articles of
incorporation

Effect of
articles of
incorporation

Idem

Mandatory
rights,
privileges,
restrictions and
conditions

Constraints on
shares

14. (1) Any two of the first directors of the Corporation shall, within one hundred and eighty days after this Part comes into force, sign and send to the Director, in respect of the Development Corporation, articles of incorporation in accordance with subsection (4) and section 6 of the *Canada Business Corporations Act*.

(2) On receipt of articles of incorporation, the Director shall not issue a certificate of incorporation and sections 8 and 9 of the *Canada Business Corporations Act* do not apply to the Development Corporation.

(3) Where articles of incorporation are sent to the Director pursuant to subsection (1) within the period of time set out therein, the articles shall have effect from the date this Part comes into force.

(4) The articles of incorporation in relation to the Development Corporation that are sent to the Director pursuant to subsection (1) shall, in respect of the classes of shares that the Development Corporation is authorized to issue,

- (a) provide for the restrictions that are permitted under paragraphs 15(1)(a) and (b); and
- (b) provide

(i) that one of the classes of shares shall not be issued to, transferred to or registered on the books of the Development Corporation in the name of, or owned or held legally or beneficially by any person other than the Corporation, and

(ii) that the Corporation, as the holder of the class of shares referred to in subparagraph (i), has the exclusive right, voting separately as a class, to elect a majority of the directors of the Development Corporation.

40

15. (1) Whether or not any of the issued shares of the Development Corporation are or were part of a distribution to the public and remain outstanding and are held by more than one person, the Development Corporation may have a restriction on the issue, transfer or ownership of its shares of any class or series by way of a constraint permit-

14. (1) Deux des premiers administrateurs de la Société doivent signer et envoyer au Directeur dans les cent quatre-vingt jours suivant l'entrée en vigueur de la présente partie, les statuts constitutifs de la Société de développement, conformément au paragraphe (4) et à l'article 6 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.

(2) Sur réception des statuts constitutifs, le Directeur ne peut délivrer de certificat de constitution et les articles 8 et 9 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* ne s'appliquent pas à la Société de développement.

(3) Lorsqu'ils sont envoyés au Directeur conformément au paragraphe (1) et dans le délai qui y est prévu, les statuts constitutifs prennent effet à l'entrée en vigueur de la présente partie.

(4) Les statuts constitutifs de la Société de développement envoyés au Directeur en application du paragraphe (1) doivent, relativement aux catégories d'actions qu'elle peut émettre :

- a) prévoir les restrictions permises par les alinéas 15(1)a) et b);
- b) prévoir que l'émission, le transfert et l'inscription, dans les livres de la Société de développement, des actions d'une catégorie ne peuvent se faire qu'au profit de la Société, que seule la Société peut être la propriétaire ou la détentrice légale ou effective de ces actions, et que la Société, en qualité de détentrice des mêmes actions, a le droit exclusif d'élire séparément la majorité des administrateurs de la Société de développement.

b) d'autre part, tant que les actions en circulation de la catégorie visée à l'alinéa 15(1)b) sont détenues par la Société

Dépôt des
statuts
constitutifs

Effet des
statuts
constitutifs

Idem

Droits,
priviléges, etc.

15. (1) Indépendamment du fait que des actions en circulation et détenues par plusieurs personnes sont ou ont été émises par voie de souscription publique, la Société de développement peut imposer des restrictions à l'émission, au transfert ou à l'appartenance de toute catégorie ou série de ses actions, à condition qu'elles soient autorisées sous le

Restrictions
concernant les
actions

ted under section 168 of the *Canada Business Corporations Act* or by way of a constraint on the issue, transfer or ownership of shares of any class or series in order to

- (a) limit the maximum aggregate number of shares of any class or series of voting shares of the Development Corporation that may be beneficially owned or controlled, directly or indirectly, by any person and by any person who is an affiliate or associate of that person to such percentage, not lower than three per cent, as is specified in its articles, of the aggregate number of issued and outstanding voting shares of that class or series; or
- (b) assist the Development Corporation or any of its affiliates or associates to qualify under

(i) any law of Canada or a province prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, or

(ii) a law of Canada respecting petroleum incentives prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph or, where no such law is so prescribed, a document entitled "Proposed Outline For Regulations Respecting The Petroleum Incentives Program", published under the authority of the Minister in April, 1982,

to receive licences, permits, grants, payments or other benefits by reason of attaining or maintaining a specified level of Canadian ownership or control.

(2) Paragraph (1)(a) or (b) does not permit a constraint on the issue, transfer or ownership of shares of any class or series of which any shares are outstanding unless

- (a) in the case of a constraint in respect of a class, the shares of the class, or
- (b) in the case of a constraint in respect of a series, the shares of the series

are already subject to a constraint permitted under that paragraph.

(3) The Development Corporation may, pursuant to paragraph (1)(b), limit the number of shares of the Development Corporation that may be owned, or prohibit the ownership of shares, by any person whose

régime de l'article 168 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* ou qu'elles visent l'une des fins suivantes :

- a) limiter, sous réserve de ne pas descendre sous trois pour cent, au pourcentage prévu dans ses statuts, par rapport au total des actions d'une catégorie ou série en circulation assorties du droit de vote qu'elle a émises, le nombre maximal de ces actions dont une personne peut, seule ou avec les sociétés de son groupe ou celles qui ont un lien avec elle, avoir la propriété effective ou le contrôle direct ou indirect;
- b) être, ou rendre les sociétés de son groupe ou celles qui ont un lien avec elle, mieux à même de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens ouvrant droit à des licences, permis, subventions, paiements ou autres avantages :

(i) soit sous le régime des lois fédérales ou provinciales dont l'application au présent alinéa est prévue par les règlements,

(ii) soit sous le régime d'une loi fédérale relative à l'encouragement du secteur pétrolier dont l'application au présent alinéa est prévue par les règlements ou, à défaut d'une telle loi, sous celui d'un document intitulé «Projet de règlement sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier» publié avec l'autorisation du Ministre en avril 1982.

Exception in
respect of
paragraph (1)
(a) or (b)

35

(2) L'alinéa (1)a) ou b) n'autorise les restrictions à l'émission, au transfert ou à l'appartenance d'actions en circulation d'une catégorie ou série, que si font déjà l'objet de restrictions autorisées à cet alinéa

40

a) soit les actions d'une catégorie dans le cas où ces restrictions s'appliquent à celle-ci;

b) soit les actions d'une série dans le cas où ces restrictions s'appliquent à celle-ci.

Exception
relative à
l'alinéa (1)a)
ou b)

40

(3) La Société de développement peut, en application de l'alinéa (1)b), limiter le nombre d'actions qui peuvent appartenir à une personne ou interdire à celle-ci l'appartenance d'actions si l'appartenance compromet

Limitation on
ownership of
shares

Restrictions
concernant
l'appartenance

ownership would adversely affect the ability of the Development Corporation or any of its affiliates or associates to attain or maintain a level of Canadian ownership or control specified in its articles that equals or exceeds a specified level referred to in paragraph (1)(b).

Application of subsections (2) and (3), paragraph (1)(b) and section 16

(4) Paragraph (1)(b), subsections (2) and (3) and section 16 apply to the Development Corporation, subject to any provisions of the *Canada Business Corporations Act*, in respect of constraints on the issue, transfer or ownership of shares of any class or series, for the purpose of assisting a corporation or any of its affiliates or associates to qualify under any law of Canada or a province prescribed pursuant to the *Canada Business Corporations Act* to receive licences, permits, grants, payments or other benefits by reason of attaining or maintaining a specified level of Canadian ownership or control.

Sale of constrained shares

(5) Where the Development Corporation has constraints on the issue, transfer or ownership of its shares of any class or series for a purpose referred to in paragraph (1)(a) or (b), the Development Corporation may,

(a) for that purpose, or, in the case of a constraint permitted under paragraph (1)(b), for the purpose of attaining or maintaining a level of Canadian ownership or control specified in its articles, and
 (b) under such conditions and after giving such notice, in respect of the sale of constrained shares, as may be prescribed pursuant to the *Canada Business Corporations Act* or, where no such condition or notice is so prescribed, after giving the notice referred to in its articles and on the condition that the constrained shares are not disposed of in accordance with the notice,

sell, as if it were the owner thereof, any of such constrained shares that are owned, or that the directors determine in such manner as may be prescribed pursuant to the *Canada Business Corporations Act* may be owned, contrary to the constraints.

la possibilité pour la Société de développement, les sociétés de son groupe ou celles qui ont un lien avec elle, de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens prévues dans ses statuts dans une mesure au moins égale à celle déterminée en application de l'alinéa (1)b).

(4) L'alinéa (1)b), les paragraphes (2) et (3) et l'article 16 s'appliquent à la Société de développement, sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* relatives aux restrictions imposées à l'émission, au transfert ou à l'appartenance d'actions de toute catégorie ou série en vue de rendre une société, les sociétés de son groupe ou celles qui ont un lien avec elle, mieux à même de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens ouvrant droit, aux termes de toute loi fédérale ou provinciale prévue par règlement d'application de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, à des licences, permis, subventions, paiements ou autres avantages.

Application de l'alinéa (1)b), des paragraphes (2) et (3) et de l'article 16

(5) La Société de développement peut vendre, comme si elle en avait la propriété, les actions de toute catégorie ou série dont l'émission, le transfert ou l'appartenance sont assujettis à des restrictions lorsque les propriétaires les détiennent, ou que les administrateurs estiment selon les modalités prévues par les règlements d'application de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* que ceux-ci les détiennent, en dépit de ces restrictions. Cette faculté ne peut s'exercer d'une part qu'à l'une ou l'autre des fins visées aux alinéas (1)a) ou b), et, dans le cas de la restriction prévue à l'alinéa (1)b), que pour remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens prévues dans ses statuts, d'autre part qu'aux conditions et après envoi de l'avis éventuellement prévus par règlement d'application de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* relativement à la vente d'actions assujetties à des restrictions ou, à défaut, qu'après envoi de l'avis prévu dans ses statuts et que dans les cas où les actions en cause ne sont pas aliénées conformément à l'avis.

Vente d'actions assujetties à des restrictions

Obligations of
directors in sale

(6) Where shares are to be sold by the Development Corporation pursuant to subsection (5), the directors of the Development Corporation shall select the shares for sale in good faith and, where applicable, in a manner that is not unfairly prejudicial to, and does not unfairly disregard the interests of, the holders of the shares in the constrained class or series taken as a whole.

Effect of sale

(7) Where shares are sold by the Development Corporation under subsection (5), the owner of the shares immediately prior to the sale shall by that sale be divested of any interest in the shares, and the person who, but for the sale, would be the registered owner of the shares or a person who satisfies the Development Corporation that, but for the sale, that person could properly be treated as the registered owner or registered holder of the shares under section 47 of the *Canada Business Corporations Act* shall, from the time of the sale, be entitled to receive only the net proceeds of the sale, together with any income earned thereon from the beginning of the month next following the date of the receipt by the Development Corporation of the proceeds of the sale, less any taxes thereon and any costs of administration of a trust fund constituted under subsection (9) in relation thereto.

Subsections
47(4) to (6) of
the Canada
Business
Corporations
Act apply

(8) Subsections 47(4) to (6) of the *Canada Business Corporations Act* apply in respect of the person who is entitled under subsection (7) to receive the proceeds of a sale of shares under subsection (5) as if the proceeds were a security and the person were a registered holder or owner of the security.

Proceeds of sale
to be trust fund

(9) The proceeds of a sale by the Development Corporation under subsection (5) constitute a trust fund in the hands of the Development Corporation for the benefit of the person entitled under subsection (7) to receive the proceeds of the sale, and any such trust fund may be commingled by the Development Corporation with other such trust funds and shall be invested in such manner as may be prescribed by the regulations.

(6) Les administrateurs de la Société de développement doivent choisir de bonne foi les actions qu'elle peut vendre en application du paragraphe (5) et, le cas échéant, de 5 manière à ne pas nuire injustement aux autres détentrices d'actions de la catégorie ou de la série ni à leurs intérêts.

Obligations des
administrateurs

(7) La personne qui était propriétaire des actions vendues par la Société de développement conformément au paragraphe (5) perd 10 tout droit sur ces actions. Celle qui, sans la vente, en serait la propriétaire inscrite ou qui convainc la Société de développement que, sans la vente, elle pourrait à juste titre être considérée comme la propriétaire ou détentrice inscrite aux termes de l'article 47 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* a, à compter de la vente, droit uniquement au produit net de celle-ci, majoré du revenu qui en découle à compter du début du 20 mois suivant la date de réception du produit par la Société de développement, déduction 25 faite des taxes afférentes et des frais de gestion du fonds de fiducie mentionné au paragraphe (9).

Effet de la
vente

30

(8) Les paragraphes 47(4) à (6) de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* s'appliquent aux personnes qui ont droit, aux termes du paragraphe (7), au produit de la vente d'actions visée au paragraphe (5), 30 comme s'il s'agissait d'une valeur mobilière dont elles auraient été les propriétaires ou détentrices inscrites.

Application des
paragraphes
47(4) à (6) de
la *Loi sur les
sociétés
commerciales
canadiennes*

(9) Le produit de la vente visée au paragraphe (5) constitue, auprès de la Société de 35 développement, un fonds de fiducie au profit de la personne dont le droit est prévu au paragraphe (7); ce fonds, qui peut être fusionné avec des fonds similaires, est à investir conformément aux modalités prévues 40 par les règlements.

Constitution
d'un fonds de
fiducie

Costs of administration

(10) Reasonable costs of administration of a trust fund referred to in subsection (9) may be deducted from the trust fund and any income earned thereon.

Appointment of trust company

(11) Subject to this section, the Development Corporation may transfer any trust fund referred to in subsection (9), and the administration thereof, to a trust company in Canada registered as such under the laws of Canada or a province, and the Development Corporation is thereupon discharged of all further liability in respect of the trust fund.

Discharge of corporation and trust company

(12) A receipt signed by a person entitled under subsection (7) to receive the proceeds of a sale that constitute a trust fund under subsection (9) shall be a complete discharge of the Development Corporation and of any trust company to which a trust fund is transferred under subsection (11), in respect of the trust fund and income earned thereon paid to such person.

Vesting in Crown

(13) A trust fund described in subsection (9), together with any income earned thereon, less any taxes thereon and costs of administration, that has not been claimed by a person entitled under subsection (7) to receive the proceeds of a sale that constitute the trust fund for a period of ten years after the date of the sale vests in Her Majesty in right of Canada.

Escheats Act applies

(14) Sections 3 to 5 of the *Escheats Act* apply in respect of a trust fund that vests in Her Majesty in right of Canada under subsection (13).

Application of subsections (6) to (14)

(15) Subsections (6) to (14) apply to
 (a) a sale of shares pursuant to subsection (5), and
 (b) the proceeds of such sale
 subject to any provisions in respect of the sale of constrained shares set out in, or prescribed pursuant to, the *Canada Business Corporations Act*.

Amendments to articles relating to constraints on shares

16. Whether or not any of the issued shares of the Development Corporation are or were part of a distribution to the public and remain outstanding and are held by more than one person, the Development Cor-

(10) Des frais de gestion raisonnables peuvent être déduits du fonds de fiducie visé au paragraphe (9) et du revenu qui en découle.

Frais de gestion

5 (11) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la Société de développement peut transférer le fonds de fiducie visé au paragraphe (9) et en confier la gestion à une société de fiducie du Canada inscrite à 10 ce titre sous le régime des lois fédérales ou provinciales; le cas échéant, elle est relevée 10 de toute responsabilité ultérieure à l'égard du fonds.

Transfert à une société de fiducie

(12) Le reçu signé par la personne qui a droit, aux termes du paragraphe (7), au produit de la vente qui constitue le fonds de fiducie visé au paragraphe (9) libère définitivement la Société de développement, ainsi que toute société de fiducie à qui le fonds a été transféré en vertu du paragraphe (11), à 20 l'égard du fonds et du revenu qui en découle. 20

Liberation de la Société et de la société de fiducie

(13) Le fonds de fiducie visé au paragraphe (9) et le revenu qui en découle, déduction faite des taxes afférentes et des frais de gestion, sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada s'ils ne sont pas réclamés par la 25 personne qui, selon le paragraphe (7), y a droit dans les dix ans qui suivent la date de la vente. 30

Dévolution à Sa Majesté

(14) Les articles 3 à 5 de la *Loi sur les biens en déshérence* s'appliquent au fonds de fiducie qui est dévolu à Sa Majesté du chef du Canada en vertu du paragraphe (13). 30

Application de la Loi sur les biens en déshérence

35 (15) Sous réserve des dispositions relatives à la vente d'actions assujetties à des restrictions de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* et de ses règlements, les paragraphes (6) à (14) s'appliquent à la vente d'actions visée au paragraphe (5) et au produit de cette vente.

Application des paragraphes (6) à (14)

40 16. Indépendamment du fait qu'un 40 nombre quelconque de ses actions en circulation et détenues par plusieurs personnes sont ou ont été émises par voie de souscription publique, la Société de développement peut,

Modifications des statuts concernant les restrictions sur les actions

poration may, by special resolution, amend its articles to constrain the issue, transfer or ownership of its shares of any class or series as permitted under

- (a) section 168 of the *Canada Business Corporations Act*; or
- (b) section 15.

First directors

17. (1) The first directors of the Development Corporation shall be such persons as may be appointed by the directors of the Corporation.

Idem

(2) Each director appointed pursuant to subsection (1) holds office until the first meeting of shareholders of the Development Corporation.

Application of
Canada Business Corporations Act

18. Except to the extent that they are inconsistent with or excluded by this Act, the provisions of the *Canada Business Corporations Act* and any regulations made thereunder apply to the Development Corporation, with such modifications as the circumstances require, as if it were a corporation incorporated under that Act.

Act continues to apply on amalgamation, etc.

19. For greater certainty, where a certificate of amendment, restated certificate of incorporation, certificate of amalgamation or certificate of revival, in relation to the Development Corporation, is issued by the Director pursuant to the *Canada Business Corporations Act*, this Part,

(a) in the case of a certificate of amalgamation, applies to the amalgamated corporation as if it were the Development Corporation; and

(b) in the case of any certificate referred to in this section, other than a certificate of amalgamation, continues to apply to the Development Corporation.

Canada Corporations Act not applicable

20. Part IV of the *Canada Corporations Act* does not apply to the Development Corporation.

Not agent of Her Majesty

21. The Development Corporation is not an agent of Her Majesty, or a Crown Corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, and its officers and

par résolution spéciale, modifier ses statuts pour imposer des restrictions à l'émission, au transfert ou à l'appartenance de toute catégorie ou série de ses actions, dans la mesure autorisée sous le régime :

- a) de l'article 168 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*;
- b) de l'article 15.

17. (1) Les administrateurs de la Société nomment les premiers administrateurs de la Société de développement.

Premiers administrateurs

(2) Les administrateurs nommés en application du paragraphe (1) occupent leur poste jusqu'à la première assemblée des actionnaires de la Société de développement.

Idem

15

Application de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*

18. Dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la présente loi et si elles ne sont pas écartées par celle-ci, les dispositions de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, avec ses règlements, s'appliquent à la Société de développement, compte tenu des adaptations de circonstance, comme si elle en était la loi constitutive.

Application de la loi lors de la fusion, etc.

19. Il est entendu que, lorsque le Directeur délivre à l'égard de la Société de développement, en application de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, un certificat de modification, un certificat de constitution à jour ou un certificat de reconstitution, la présente partie continue de s'appliquer à celle-ci; lorsqu'il délivre, à l'égard de la même société et en application de la même loi, un certificat de fusion, cette partie s'applique à la société issue de la fusion comme si elle était la Société de développement.

Non-application de la *Loi sur les corporations canadiennes*

20. La partie IV de la *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'applique pas à la Société de développement.

21. La Société de développement n'est ni mandataire de Sa Majesté ni une corporation de la Couronne au sens de la *Loi sur l'administration financière*; ses dirigeants et ses

Non-mandat

employees are not part of the public service of Canada.

employés ne font pas partie de la fonction publique du Canada.

PART III GENERAL

Corporation and Development Corporation qualified as members of cooperative associations

Application to Crown

Acquisition of shares by Her Majesty

Regulations

Amendments to Agreement referred to Committee of House of Commons

Coming into force

22. Notwithstanding the *Cooperative Credit Associations Act*, the Corporation and the Development Corporation are qualified to become members of an association to which the *Cooperative Credit Associations Act* applies.

23. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada and any agent thereof.

24. The Minister, on behalf of her Majesty in right of Canada, may subscribe for, acquire and hold shares and Equity Debentures of the Corporation in accordance with the Agreement and may, for that purpose, make payments out of the Consolidated Revenue Fund in an amount not exceeding in the aggregate one hundred million dollars.

25. The Governor in Council may make regulations prescribing anything that is by this Act to be prescribed by the regulations.

26. Any amendment to the Agreement shall be deemed to be referred, for review and report, to the first sitting of the Committee of the House of Commons that normally considers oil and gas matters, following the day on which the amendment is made.

27. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

employés ne font pas partie de la fonction publique du Canada.

PARTIE III DISPOSITIONS GÉNÉRALES

22. Par dérogation à la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, la Société et 5 la Société de développement peuvent adhérer aux associations régies par cette loi.

23. La présente loi lie Sa Majesté du chef 10 du Canada et ses mandataires.

24. Le Ministre peut, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, souscrire des 10 actions et des débentures à participation de la Société, les acquérir et les détenir conformément à l'Entente, et, à cette fin, procéder, sur le Fonds du revenu consolidé, à des prélevements ne dépassant pas au total cent millions de dollars.

25. Le gouverneur en conseil peut prendre 20 par règlement toute mesure qui doit être ainsi prise aux termes de la présente loi.

26. Le comité de la Chambre des communes habituellement chargé des questions relatives au pétrole et au gaz est saisi d'office, pour examen et rapport, de toute modification de l'Entente, à la première séance qu'il tient suivant le jour de cette modification. 25

27. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates 30 fixées par proclamation.

Adhésion aux associations coopératives

Application à Sa Majesté

Achat d'actions par Sa Majesté

Règlements

Renvoi en comité

Entrée en vigueur

28. Part IV of the Cooperative Associations Act does not apply to the Development Corporation.

29. The Development Corporation is not subject to the requirements of the Cooperative Associations Act relating to the financial administration, and

SCHEDULE

(Section 5)

ARTICLES OF INCORPORATION OF
THE CORPORATIONName of the
Corporation

1. The name of the Corporation is the "Cooperative Energy Corporation" in English and "Société coopérative de l'énergie" in French.

PART I

ATTRIBUTES OF SHARES OF THE
CORPORATIONUnlimited
number of
authorized
shares

2. The Corporation is authorized to issue an unlimited number of Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares and Class D Shares.

Class A Shares

Restrictions

3. (1) The right to issue, transfer or own Class A Shares is restricted in the manner set out in this schedule.

Idem

(2) Class A Shares shall not be issued to, transferred to or registered on the books of the Corporation in the name of, or owned or held legally or beneficially by, any person other than a cooperative.

Idem

(3) No transfer, sale or assignment of a Class A Share is valid unless it is approved by the directors of the Corporation.

Voting rights

4. (1) Each holder of a Class A Share is entitled to receive notice of and to attend all meetings of shareholders of the Corporation, except class meetings of other classes of shareholders.

Idem

(2) Each Class A Share entitles the holder thereof to three votes at a meeting of shareholders.

Representatives

(3) Each holder of a Class A Share may appoint, in accordance with the by-laws of the Corporation, one or more representatives,

Coopératives de l'énergie

ANNEXE de la fraction

(Article 5)

STATUTS CONSTITUTIFS DE LA
SOCIÉTÉDénomination
sociale

1. La dénomination sociale de la Société est, en français, «Société coopérative de l'énergie» et, en anglais, «Cooperative Energy Corporation».

PARTIE I

ATTRIBUTS DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

5 Nombre illimité
d'actions

2. La Société peut émettre un nombre illimité d'actions de catégorie A, B, C ou D.

Actions de catégorie A

Restrictions

3. (1) Le droit d'émettre ou de transférer des actions de catégorie A, ou d'en être propriétaire, est limité selon les modalités de la présente annexe.

(2) L'émission, le transfert et l'inscription, dans les livres de la Société, d'actions de catégorie A ne peuvent se faire qu'au profit d'une coopérative qui peut seule être la propriétaire ou la détentrice légale ou effective de ces actions.

(3) La cession, la vente ou le transfert d'actions de catégorie A sont assujettis à l'approbation des administrateurs de la Société.

10

Idem

20

Idem

Droit de vote

4. (1) Les détentrices d'actions de catégorie A ont le droit d'être avisées des assemblées d'actionnaires de la Société et d'y assister, sauf pour ce qui est des assemblées qui concernent uniquement les détentrices d'actions de catégories différentes.

(2) Elles disposent de trois voix par action aux assemblées d'actionnaires.

Idem

Représentation

(3) Elles peuvent nommer, en conformité avec le règlement intérieur de la Société, jusqu'à cinq personnes pour représenter chacune d'elles aux assemblées d'actionnaires.

not exceeding five, to represent it at meetings of shareholders of the Corporation.

Issuance as
fully paid

5. (1) Subject to subsection (2), a Class A Share shall not be issued until the consideration for the share is fully paid.

Partly paid
converted
shares

(2) Class A Shares issued on the conversion of Class C Shares, Class D Shares or Equity Debentures of the Corporation (in this section referred to as "converted securities"), to the extent that such converted securities were not fully paid at the time of conversion, may be issued as partly paid shares.

Application of
section 24

(3) Class A Shares issued as partly paid shares pursuant to subsection (2) are issued subject to section 24 of this schedule and payment therefor shall be made on the same terms as would apply if the Class A Shares were the converted securities.

Rights to
participate

6. Except as otherwise provided in this schedule, in all respects, whether as to dividends, distribution of assets on dissolution or otherwise, Class A Shares rank equally, share for share, with Class B Shares.

Special
provisions on
dissolution

7. The rights of the holders of Class A Shares in the circumstances described in section 28 of this schedule are as stipulated in that section.

First lien on
shares

8. (1) The Corporation has a first and preferential lien on all Class A Shares, whether fully paid or partly paid, registered in the name of a shareholder or the legal representative of that shareholder for any amount unpaid by that shareholder to the Corporation in respect of partly paid shares or Equity Debentures issued by the Corporation.

Enforcement of
lien

(2) The lien referred to in subsection (1) may be enforced in accordance with section 24 of this schedule.

Restrictions

9. (1) The right to issue, transfer or own Class B Shares is restricted in the manner set out in this schedule.

Class B Shares

ANNEXE

5. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les actions de catégorie A ne peuvent être émises avant d'avoir été entièrement libérées.

(2) Les actions de catégorie A émises lors de la conversion d'actions de catégorie C ou D ou de débentures à participation de la Société — désignées ci-après dans le présent article par «valeurs mobilières converties» — peuvent être émises comme actions partiellement libérées dans la mesure où les valeurs mobilières ainsi converties étaient, lors de leur conversion, partiellement libérées.

(3) L'émission des actions de catégorie A visées au paragraphe (2) est assujettie à l'article 24 de la présente annexe; leur paiement se fait comme s'il s'agissait des valeurs mobilières converties.

Libération

Libération
partielle
d'actions
converties

Application de
l'article 24

6. Sauf disposition contraire de la présente annexe, les actions de catégorie A sont à tout point de vue, qu'il s'agisse notamment de dividendes ou de répartition d'actifs lors de la dissolution, assorties des mêmes droits, action pour action, que celles de catégorie B.

Égalité de rang

7. Les droits des détentrices d'actions de catégorie A, dans les circonstances prévues à l'article 28 de la présente annexe, sont énoncés à cet article.

Cas de
dissolution

8. (1) La Société a une charge préférentielle sur toutes les actions de catégorie A, entièrement ou partiellement libérées, inscrites au nom d'une actionnaire ou de son représentant légal pour le montant dû à la Société par l'actionnaire à l'égard d'actions partiellement libérées ou de débentures à participation émises par la Société.

Charge
préférentielle

(2) L'exécution de la charge mentionnée au paragraphe (1) peut se faire conformément à l'article 24 de la présente annexe.

Exécution de la
charge

Actions de catégorie B

9. (1) Le droit d'émettre ou de transférer des actions de catégorie B, ou d'en être propriétaire, est limité selon les modalités de la présente annexe.

Restrictions

Idem	(2) Class B Shares shall not be issued except to Her Majesty in right of Canada as represented by the Minister and shall not be transferred to any person, other than a cooperative or registered on the books of the Corporation in the name of, or owned or held legally or beneficially by, any person other than a cooperative or Her Majesty in right of Canada.	(2) L'émission d'actions de catégorie B ne peut se faire qu'au profit de Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Ministre; leur transfert ne peut se faire qu'au profit 5 d'une coopérative, et leur inscription, dans les livres de la Société, qu'au nom de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une coopérative, qui peuvent seules être les propriétaires ou les détentrices légales ou effectives de ces actions.	Idem
Voting rights	10. (1) Each holder of a Class B Share is entitled to receive notice of and to attend all meetings of shareholders of the Corporation, except class meetings of other classes of shareholders.	10. (1) Les détentrices d'actions de catégorie B ont le droit d'être avisées des assemblées d'actionnaires de la Société et d'y assister, sauf pour ce qui est des assemblées qui concernent uniquement les détentrices d'actions de catégories différentes.	Droit de vote
Idem	(2) Each Class B Share entitles the holder thereof to one vote at a meeting of shareholders.	(2) Elles disposent d'une voix par action aux assemblées d'actionnaires.	Idem
Representatives	(3) Each holder of Class B Shares may appoint, in accordance with the by-laws of the Corporation, one or more representatives, not exceeding ten, to represent the holder at meetings of shareholders of the Corporation.	(3) Elles peuvent nommer, en conformité avec le règlement intérieur de la Société, jusqu'à dix personnes pour représenter chacune d'elles aux assemblées d'actionnaires.	Représentation
Issuance as fully paid	11. A Class B Share shall not be issued until the consideration for the share is fully paid.	11. Les actions de catégorie B ne peuvent être émises avant d'avoir été entièrement libérées.	Libération
Rights to participate	12. Except as otherwise provided in this schedule, in all respects, whether as to dividends, distribution of assets on dissolution or otherwise, Class B Shares rank equally, share for share, with Class A Shares.	12. Sauf disposition contraire de la présente annexe, les actions de catégorie B sont à tout point de vue, qu'il s'agisse notamment de dividendes ou de répartition d'actifs lors 30 de la dissolution, assorties des mêmes droits, 30 action pour action, que celles de catégorie A.	Égalité de rang
Special provisions on dissolution	13. The rights of the holders of Class B Shares in the circumstances described in section 28 of this schedule are as stipulated in that section.	13. Les droits des détentrices d'actions de catégorie B, dans les circonstances prévues à l'article 28 de la présente annexe, sont énoncés à cet article.	Cas de dissolution
Restrictions	Class C Shares		
Issuance	14. The right to issue, transfer or own Class C Shares is restricted in the manner set out in this schedule.	14. Le droit d'émettre ou de transférer des actions de catégorie C, ou d'en être propriétaire, est limité selon les modalités de la présente annexe.	Restrictions
	15. Class C Shares may only be issued instead of payment of interest on outstanding Equity Debentures and shall be issued in such numbers and at such times as the direc-	15. Les actions de catégorie C ne peuvent être émises qu'à titre de paiement des intérêts sur les débentures à participation en circulation; les administrateurs de la Société	Émission

tors of the Corporation may determine to be required to satisfy the obligations of the Corporation in respect of interest on its outstanding Equity Debentures.

Ownership

16. Class C Shares shall not be issued to, transferred to or registered on the books of the Corporation in the name of, or owned or held legally or beneficially by, any person other than a cooperative or Her Majesty in right of Canada as represented by the Minister.

Voting rights

17. Except as otherwise specifically provided in the *Canada Business Corporations Act*, Class C Shares do not carry any voting rights and the holders thereof, as such, are not entitled to receive notice of or to attend any meetings of the shareholders of the Corporation.

Rights to participate

18. Class C Shares do not carry any rights to dividends or to any distribution of assets (whether by way of return of capital or otherwise) on liquidation, dissolution, winding-up, insolvency, bankruptcy or in any other case.

Conversion

19. Class C Shares are subject to the automatic conversion described in section 29 of this schedule.

First lien on shares

20. (1) The Corporation has a first and preferential lien on all Class C Shares, registered in the name of a shareholder that is a cooperative or the legal representative of that shareholder for any amount unpaid by that shareholder to the Corporation in respect of partly paid shares or Equity Debentures issued by the Corporation.

Enforcement of lien

(2) The lien referred to in subsection (1) may be enforced in accordance with section 24 of this schedule.

Class D Shares

Restrictions

21. The right to issue, transfer or own Class D Shares is restricted in the manner set out in this schedule.

Idem

22. Class D Shares shall not be issued to, transferred to or registered on the books of

estiment le nombre d'actions nécessaires pour acquitter les intérêts payables à cet égard et prévoient en conséquence les dates d'émission.

5. **16.** L'émission, le transfert et l'inscription, dans les livres de la Société, d'actions de catégorie C ne peuvent se faire qu'au profit de Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Ministre, ou d'une coopérative qui peuvent seules être les propriétaires ou les détentrices légales ou effectives de ces actions.

17. Sauf disposition contraire de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, les actions de catégorie C ne sont pas assises du droit de vote; les détentrices de ces actions n'ont pas le droit, à ce titre, d'être avisées des assemblées des actionnaires de la Société ni d'y assister.

18. Les actions de catégorie C ne donnent droit ni à dividendes ni à répartition d'actifs — par remboursement de capital ou autrement — en cas de liquidation, dissolution, insolvenabilité, faillite, ou autre circonstance.

19. Les actions de catégorie C sont assujetties à la conversion automatique prévue à l'article 29 de la présente annexe.

20. (1) La Société a une charge préférentielle sur toutes les actions de catégorie C inscrites au nom d'une actionnaire qui est une coopérative ou de son représentant légal, pour le montant dû à la Société par l'actionnaire à l'égard d'actions partiellement libérées ou de débentures à participation émises par la Société.

(2) L'exécution de la charge mentionnée au paragraphe (1) peut se faire conformément à l'article 24 de la présente annexe.

Actions de catégorie D

Restrictions

21. Le droit d'émettre ou de transférer des actions de catégorie D, ou d'en être propriétaire, est limité selon les modalités de la présente annexe.

22. L'émission, le transfert et l'inscription, dans les livres de la Société, d'actions de

Idem

the Corporation in the name of, or owned or held legally or beneficially by, any person other than a cooperative or Her Majesty in right of Canada as represented by the Minister.

Voting rights

23. Except as otherwise specifically provided in the *Canada Business Corporations Act*, Class D Shares do not carry any voting rights and the holders thereof, as such, are not entitled to receive notice of or to attend any meeting of the shareholders of the Corporation.

Issuance as Partly Paid

24. (1) Class D Shares may be issued as fully paid or as partly paid or with no payment having been made thereon, in the discretion of the directors of the Corporation, on the terms of payment determined by the directors of the Corporation.

Demand for payment

(2) The directors of the Corporation may demand that the shareholders pay the whole or any part of the amount unpaid on shares held by them, at such times and places, and in such payments or instalments, as the terms of issue of such shares require or allow.

Idem

(3) A demand for payment shall state that if the demand is not paid in accordance with its terms, all of the securities whether fully paid or partly paid, of the holder of the shares in respect of which the demand is made are liable to be forfeited.

Interest

(4) Where a shareholder fails to make a payment in accordance with a demand therefore on or before the day appointed for the payment, the shareholder is liable to pay interest on the amount thereof at a rate established by the directors of the Corporation from the day appointed for payment to the day of payment.

Forfeiture of unpaid securities

(5) Where a demand for payment is not paid in accordance with its terms, the directors of the Corporation may declare forfeited all of the securities, whether fully paid or partly paid, of the holder of the shares in respect of which the demand is made.

catégorie D ne peuvent se faire qu'au profit de Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Ministre, ou d'une coopérative qui peuvent seules être les propriétaires ou les 5 détentrices légales ou effectives de ces 5 actions.

23. Sauf disposition contraire de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, les actions de catégorie D ne sont pas assorties du droit de vote; les détentrices de ces 10 actions n'ont pas le droit, à ce titre, d'être avisées des assemblées des actionnaires de la Société ni d'y assister.

Droit de vote

24. (1) Les actions de catégorie D peuvent, à l'appréciation des administrateurs de 15 la Société et conformément aux modalités de paiement fixées par eux, être émises entièrement, partiellement ou non libérées.

Libération

(2) Les administrateurs de la Société peuvent mettre en demeure les actionnaires d'ac- 20 quitter tout ou partie du montant impayé de leurs actions, selon les modalités de temps, de lieu et de versement prévues lors de l'émission.

Mise en demeure

(3) Il doit être précisé dans la mise en 25 Idem demeure qu'à défaut de paiement selon ses modalités, toutes les valeurs mobilières de la détentrice des actions visées, indépendamment du fait qu'elles sont entièrement ou partiellement libérées, sont susceptibles de 30 confiscation.

Confiscation

(4) L'actionnaire qui ne s'est pas acquittée du paiement à la date d'échéance mentionnée dans la mise en demeure peut être tenue des intérêts sur le montant impayé, calculés, au 35 taux fixé par les administrateurs de la Société, depuis cette date jusqu'à celle du paiement.

Intérêts

(5) Lorsque le paiement réclamé n'est pas effectué, les administrateurs de la Société 40 peuvent déclarer la confiscation de toutes les valeurs mobilières de la détentrice des actions visées indépendamment du fait qu'elles sont entièrement ou partiellement libérées.

Confiscation

45

Disposition of
unpaid
securities

(6) Any securities declared forfeited pursuant to subsection (5) become the property of the Corporation on the forfeiture, and may be cancelled, sold or otherwise dealt with as determined by the directors of the Corporation.

Liability of
shareholders

(7) Notwithstanding the forfeiture of any securities, the holder of the shares in respect of which the demand is made continues to be liable for the full amount unpaid on the securities at that time, less any amounts that are subsequently received by the Corporation in respect thereof.

Excess on sale
of forfeited
securities

(8) Where the Corporation receives on the sale of forfeited securities an amount in excess of the full amount unpaid thereon at the time of forfeiture together with interest, the person who, immediately prior to the forfeiture, was the registered owner of the securities or a person who satisfies the Corporation that, immediately prior to the forfeiture, that person could properly have been treated as the registered owner or holder of the securities under section 47 of the *Canada Business Corporations Act* shall, from the time of the sale, be entitled to receive the net proceeds of the sale, together with any income earned thereon from the beginning of the month next following the date of the receipt by the Corporation of the proceeds of the sale, less

(a) the full amount unpaid on the securities at the time of forfeiture together with interest thereon calculated in accordance with subsection (4); and

(b) any taxes thereon and any costs of administration of a trust fund constituted in relation thereto.

Application of
certain
subsections

(9) Subsection (8) and subsections 15(8) to (14) of this Act apply, with such modifications as the circumstances require,

(a) in respect of a person who is entitled under subsection (8) to receive a portion of the proceeds of a sale of securities of the Corporation under subsection (6), and

(b) to such portion of the proceeds,

subject to any provisions in respect of the sale of constrained shares set out in, or pre-

(6) Les valeurs mobilières confisquées sont acquises à la Société; il peut dès lors en être disposé, notamment par annulation ou vente, selon la décision des administrateurs de la

5 Société.

Transfert à la
Société

(7) Indépendamment de la confiscation de ses valeurs mobilières, l'actionnaire visée reste redevable du montant impayé, déduction faite des sommes qu'elles peuvent rapporter ultérieurement à la Société.

Responsabilité
des actionnaires

(8) Lorsque le produit de la vente des 15 valeurs mobilières confisquées, majoré des intérêts courus, est supérieur au montant impayé, la personne qui était, lors de la confiscation, la propriétaire inscrite des 15 valeurs mobilières ou celle qui convainc la 20 Société que, lors de la confiscation, elle pouvait à juste titre être considérée comme la propriétaire ou détentrice inscrite des valeurs mobilières aux termes de l'article 47 de la 20 *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* a droit au produit net de la vente majoré du revenu qui en découle à compter du début du mois suivant la date de réception du produit par la Société, déduction faite : 25

a) du montant impayé lors de la confiscation, majoré des intérêts calculés conformément au paragraphe (4);

b) des taxes afférentes et des frais de gestion du fonds de fiducie constitué à cet égard.

35

Information

(3) L'actionnaire qui ne s'est pas acquitté du paiement à la date d'échéance mentionnée dans la présente loi de la somme due au profit sur la vente des valeurs mobilières confisquées

(9) Le paragraphe (8) et les paragraphes 40 15(8) à (14) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance et sous réserve des dispositions relatives à la vente d'actions 35 assujetties à des restrictions de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* et de ses règlements :

a) aux personnes qui, aux termes du paragraphe (8), ont droit à une fraction du 40 produit de la vente de valeurs mobilières de la Société effectuée en application du paragraphe (6);

Application de
certains
paragraphes

	scribed pursuant to, the <i>Canada Business Corporations Act</i> .	b) à cette fraction du produit de la vente.	
Right of action	(10) The directors of the Corporation may, in addition to declaring forfeited any securities, enforce payment of all demands and interest thereon by action in any court of competent jurisdiction.	(10) Les administrateurs de la Société peuvent, en plus de la confiscation des valeurs mobilières, poursuivre en justice le paiement du montant impayé et des intérêts qui en découlent.	Droit d'action en justice
Definition	(11) In this section, "security" means a share of any class of shares of the Corporation or an Equity Debenture.	(11) Dans le présent article, «valeur mobilière» désigne une action de toute catégorie émise par la Société, de même qu'une débenture à participation.	Définition de «valeur mobilière»
Rights to participate	25. Class D Shares do not carry any rights to dividends or to any distribution of assets (whether by way of return of capital or otherwise) on liquidation, dissolution, winding-up, insolvency, bankruptcy or in any other case.	25. Les actions de catégorie D ne donnent droit ni à dividendes ni à répartition d'actifs — par remboursement de capital ou autrement — en cas de liquidation, dissolution, insolvabilité, faillite, ou autre circonstance.	Absence de droits
Conversion	26. Class D Shares are subject to the automatic conversion described in section 29 of this schedule.	26. Les actions de catégorie D sont assujetties à la conversion automatique prévue à l'article 29 de la présente annexe.	Conversion
First lien on shares	27. (1) The Corporation has a first and preferential lien on all Class D Shares, whether fully paid or partly paid, registered in the name of a shareholder that is a cooperative or the legal representative of that shareholder for any amount unpaid by that shareholder to the Corporation in respect of partly paid shares or Equity Debentures issued by the Corporation.	27. (1) La Société a une charge préférentielle sur toutes les actions de catégorie D, partiellement ou entièrement libérées, inscrites au nom d'une actionnaire qui est une coopérative ou de son représentant légal, pour le montant dû à la Société par l'actionnaire à l'égard d'actions partiellement libérées ou de débentures à participation émises par la Société.	Charge préférentielle
Enforcement of lien	(2) The lien referred to in subsection (1) may be enforced in accordance with section 24 of this schedule.	(2) L'exécution de la charge mentionnée au paragraphe (1) peut se faire conformément à l'article 24 de la présente annexe.	Exécution de la charge
Definition of "insolvency"	28. (1) In this section and section 29 of this schedule, "insolvency" means, in relation to the Corporation, that <ul style="list-style-type: none"> (a) the liabilities of the Corporation exceed the realizable value of its assets; or (b) the Corporation is unable to pay its debts as they become due. (2) Subject to subsection (4), if the commencement of a liquidation, dissolution or winding-up of the Corporation, whether voluntary or involuntary, or if the insolvency or bankruptcy of the Corporation occurs at	28. (1) Pour l'application du présent article et de l'article 29 de la présente annexe, la Société est en situation d'insolvabilité dans l'un des cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) son passif dépasse la part réalisable de son actif; b) elle ne peut payer ses dettes à l'échéance. (2) Sous réserve du paragraphe (4), lors que le début de la liquidation ou dissolution (volontaire ou involontaire) de la Société, ou que son insolvabilité ou sa faillite, survient dans les trois ans suivant sa première émis-	Situation d'insolvabilité
Special provisions on dissolution			Cas de dissolution

any time prior to the expiration of three years from the first issuance by the Corporation of any of its shares, any distribution of capital to holders of Class A Shares or Class B Shares of the Corporation shall be effected as follows:

(a) first, fifty per cent of the aggregate amount subscribed, except premiums, by holders of Class A Shares or their predecessors in title in respect of their Class A Shares, for shares of all classes and Equity Debentures of the Corporation shall be returned to holders of Class A Shares from the capital of the Corporation as and when the capital is paid in and available for distribution and regardless of the class of shares or Equity Debentures in respect of which, or by whom, it has been paid,

- (i) prorated among such holders on the basis of the percentage of Class A Shares held by each such holder, and
- (ii) in amounts not exceeding a maximum returned amount of fifty per cent of the aggregate amount so subscribed by such holders,

25

but no such holder shall receive an amount in excess of the aggregate amount it has paid in respect of its subscriptions for shares of all classes and Equity Debentures of the Corporation;

30

(b) secondly, after the payment in full of fifty per cent of the aggregate amount subscribed by holders of Class A Shares is made in accordance with paragraph (a), thirty-five per cent of the aggregate amount subscribed by holders of Class B Shares for shares of all classes and Equity Debentures of the Corporation shall be returned to the holders of Class B Shares from the capital of the Corporation as and when the capital is paid in and available for distribution and regardless of the class of shares or Equity Debentures in respect of which, or by whom, it has been paid, in amounts not exceeding a maximum returned amount of thirty-five per cent of the aggregate amount so subscribed by such holders;

(c) thirdly, after the payment in full of thirty-five per cent of the aggregate

5 sion d'actions, les règles suivantes régissent la répartition du capital entre les détentrices d'actions de catégorie A ou B :

a) Premièrement, cinquante pour cent du total souscrit, à l'exclusion des primes, par les détentrices d'actions de catégorie A — ou par leurs prédecesseurs en titre à l'égard de leurs actions de catégorie A — en actions de toutes catégories et en débentures à participation de la Société doit leur être remis sur le capital de celle-ci à mesure qu'il est versé et prêt à être réparti, indépendamment et de la catégorie d'actions ou des débentures à participation pour lesquelles il a été versé, et de l'origine du versement. Cette remise s'effectue au prorata du pourcentage d'actions de catégorie A de chaque détentrice jusqu'à concurrence de cinquante pour cent du total souscrit par ces détentrices. De plus, le montant reçu par chacune d'elles ne doit pas être supérieur au total qu'elle a versé pour les actions de toutes catégories et pour les débentures à participation de la Société.

25

b) Deuxièmement, après le paiement entier prévu à l'alinéa a), trente-cinq pour cent du total souscrit par les détentrices d'actions de catégorie B pour les actions de toutes catégories et les débentures à participation de la Société doit leur être remis sur le capital de celle-ci à mesure qu'il est versé et prêt à être réparti, indépendamment et de la catégorie d'actions ou des débentures à participation pour lesquelles il a été versé, et de l'origine du versement. Le total de la remise ainsi effectuée ne doit pas être supérieur à trente-cinq pour cent du montant global souscrit par ces détentrices.

40

c) Troisièmement, le solde disponible, le cas échéant, après le paiement entier prévu à l'alinéa b) est réparti comme il suit :

(i) d'abord, action pour action, pour les actions de catégorie A ou B, comme si ces catégories étaient identiques à tout point de vue, la répartition s'effectuant concurremment entre ces deux catégories, à mesure du paiement des actions de catégorie A, jusqu'à réception par toutes les détentrices d'actions de caté-

50

amount subscribed by holders of Class B Shares is made in accordance with paragraph (b), any balance then or from time to time subsequently available for distribution to shareholders shall be distributed in 5 the following manner:

(i) on a share for share basis, in respect of Class A Shares and Class B Shares, as if such classes were the same in all respects, with distributions being made 10 concurrently on Class A Shares and Class B Shares as payments are made in respect of Class A Shares, until such time as all of the holders of Class A shares have received the aggregate 15 amount subscribed by them or their predecessors in title for shares of all classes and Equity Debentures of the Corporation, except premiums,

(ii) subsequently, to Her Majesty in 20 right of Canada as represented by the Minister, until such time as the aggregate amount subscribed by Her Majesty in right of Canada for shares of all 25 classes and Equity Debentures of the Corporation has been received, and

(iii) finally, on a share for share basis, in respect of Class A Shares and Class B Shares of the Corporation as if such classes were the same in all respects. 30

Idem

(3) Subject to subsection (4), if any of the circumstances described in subsection (2) occurs on or after the expiration of three years from the first issuance by the Corporation of any of its shares, the Class A Shares 35 and Class B Shares of the Corporation shall, as to their respective entitlement to return of capital, be treated as if such classes were the same in all respects and distributions shall be made concurrently on Class A Shares and 40 Class B Shares of the Corporation as payments are made in respect of Class A Shares.

Exceptions

(4) Subsections (2) and (3) do not apply to the extent otherwise provided in the Agreement.

Conversion of
Class C and
Class D Shares
and Equity
Debentures

29. (1) On the earlier of

(a) the expiration of five years from the first issuance by the Corporation of any of its shares, and

gorie A et leurs prédecesseurs en titre du total qu'ils ont souscrit pour les actions de toutes catégories et les débentures à participation de la Société, à l'exception des primes d'émission, 5

(ii) ensuite au profit de Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Ministre, jusqu'à réception par elle du total qu'elle a souscrit pour les actions de toutes catégories et les débentures à 10 participation de la Société,

(iii) finalement, action pour action, pour les actions de catégorie A ou B de la Société, comme si ces catégories étaient identiques à tout point de vue. 15

précédemps au profit de la catégorie A de chaque détenteur jusqu'à concurrence de cinquante pour cent du total remis par ces détenteurs. De plus, le 20 montant reçu par chacune d'elles ne doit pas être supérieur au total qu'elle a versé pour les actions de toutes catégories et pour les débentures à participation de la Société.

3) Après l'émission, après le paiement des primes à l'Article 6), trente-cinq pour cent du total souscrit par les détenteurs d'actions de catégorie B pour les actions de toutes catégories et les débentures à participation de la Société dont leur être remis

(3) Sous réserve du paragraphe (4), si l'une des circonstances visées au paragraphe (2) survient à compter de l'expiration de trois ans suivant la première émission d'actions de la Société, les actions de catégorie A ou B 20 sont à considérer, quant au droit à remboursement de capital dont chacune d'elles est assortie, comme si elles étaient identiques à tout point de vue, la répartition s'effectuant concurremment entre elles à mesure du paiement des actions de catégorie A. 25

Idem

(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent pas en cas d'incompatibilité avec 45 l'Entente.

Exception

29. (1) A la date d'expiration de cinq ans 30 suivant la première émission d'actions de la Société, ou, s'il est antérieur, au jour marquant le début de la liquidation ou dissolu-

Conversion des actions de catégorie C ou D et des débentures à participation

(b) the commencement of a liquidation, dissolution or winding-up of the Corporation, whether voluntary or involuntary, or the occurrence of the insolvency or bankruptcy of the Corporation,

(in this section, referred to as the "conversion date") all issued and outstanding Class C Shares, Class D Shares and Equity Debentures of the Corporation held by holders of Class A Shares of the Corporation shall be automatically converted into Class A Shares and all issued and outstanding Class C Shares, Class D Shares and Equity Debentures of the Corporation held by holders of Class B Shares of the Corporation shall be automatically converted into Class B Shares in accordance with subsection (2).

Number of shares to be issued on conversion

(2) The number of Class A Shares or Class B Shares of the Corporation, as the case may be, issued on conversion to each holder of Class C Shares, Class D Shares or Equity Debentures of the Corporation shall be such number as results in an aggregate holding by each holder of Class A Shares or Class B Shares, as the case may be, equal to the number of Class A Shares or Class B Shares, as the case may be, that such holder would have held had such holder, or in the case of a Class A holder, its predecessors in title in respect of its Class A Shares, subscribed for and been issued, Class A Shares or Class B Shares, as the case may be, rather than Class D Shares and Equity Debentures.

Surrender of share certificates

(3) On the conversion date, each holder of a Class C Share, a Class D Share or an Equity Debenture shall deliver to the Corporation or its transfer agent, for surrender, the certificate representing the Class C Share, Class D Share or Equity Debenture, whereupon the Corporation or its transfer agent shall, if it receives certificates representing all Class C Shares, Class D Shares and Equity Debentures of such holder, issue to such holder a certificate representing the appropriate number of Class A Shares or Class B Shares, as the case may be, determined in accordance with subsection (2).

Automatic conversion

(4) Notwithstanding the failure of any holder of a Class C Share, a Class D Share or an Equity Debenture to deliver and sur-

tion (volontaire ou involontaire) de la Société, ou son insolvabilité ou sa faillite — date ou jour désigné par «jour de conversion» au présent article —, toutes les actions de 5 catégories C ou D et toutes les débentures à participation de la Société en circulation des détentrices d'actions de catégorie A sont automatiquement converties en actions de catégorie A, et toutes les actions de catégorie 10 C ou D et toutes les débentures à participation en circulation des détentrices d'actions de catégorie B sont automatiquement converties en actions de catégorie B, conformément au paragraphe (2).

(2) Le nombre d'actions de catégorie A ou 15 Émission à la B de la Société, émises à la conversion au profit de chaque détentrice d'actions de catégorie C ou D ou de débentures à participation de la Société doit correspondre au total d'actions de chaque détentrice d'actions de 20 catégorie A ou B que celle-ci aurait détenu — ou dans le cas d'une détentrice d'actions de catégorie A, ses prédecesseurs en titre pour ses actions de catégorie A — si elle avait souscrit et reçu des actions de catégorie 25 A ou B, au lieu d'actions de catégorie D et de 30 débentures à participation.

(3) Le jour de conversion, chaque détentrice d'actions de catégorie C ou D ou de débentures à participation remet pour annulation à la Société, ou à son agent de transfert, le certificat correspondant; en échange, la Société, ou son agent de transfert, lui délivre un certificat représentant le nombre indiqué d'actions de catégorie A ou B, calculé conformément au paragraphe (2). Remise des titres d'actions

(4) Malgré le défaut par la détentrice visée au paragraphe (3) de remettre son certificat pour annulation, au jour de conversion, ses

Conversion automatique

render its certificate pursuant to subsection (3), on the conversion date, all Class C Shares, Class D Shares and Equity Debentures of that holder are automatically converted pursuant to subsection (1) and the holder thereof shall cease to have any rights in respect thereof, except the right to receive certificates for Class A Shares or Class B Shares, as the case may be, on complying with subsection (3).

actions de catégorie C ou D et ses débentures à participation sont automatiquement converties comme il est prévu au paragraphe (1). La détentrice perd tous droits à leur égard mais acquiert celui de recevoir le certificat 5 représentant les nouvelles actions dès qu'elle se conforme au paragraphe (3).

PART II

GENERAL

Directors

30. There shall be a minimum of twelve and a maximum of thirteen directors of the Corporation.

Registered Office

31. The registered office of the Corporation shall be situated in the city of Calgary in 15 (Alberta), the Province of Alberta.

PARTIE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Administrateurs

30. La Société se compose de douze ou treize administrateurs.

31. La Société a son siège social à Calgary 10 (Alberta).

Le siège social de la Société est situé dans la province d'Alberta. Les administrateurs de la Société doivent être au moins 18 ans et être résidents du Canada. Le nombre d'administrateurs peut varier de 12 à 13. Si une personne possède plus de 10% des actions de la Société, elle correspondra au total d'actions de chaque détenteur d'actions de 20 % ou plus. Si une personne possède moins de 10% des actions de la Société, elle sera titulaire d'actions de catégorie A — si elle possède moins de 50% de l'A — ou de 25% A ou B, ou 50% d'actions de catégorie B et de 30% débentures à participation.

(3) Le jour de conversion, chaque détenteur d'actions de catégorie C ou D ou de débentures à participation sera tenu pour compte 30 de la Société, ou à son agent de transfert, le certificat correspondant, en échange, à la Société, ou son agent de transfert, lui 40 dollars, un certificat représentant le nombre indiqué d'actions de catégorie A ou B, calculé conformément au paragraphe (2).

C-117

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-117

An Act to amend the Criminal Code

First reading, June 10, 1982

THE MINISTER OF JUSTICE

C-117

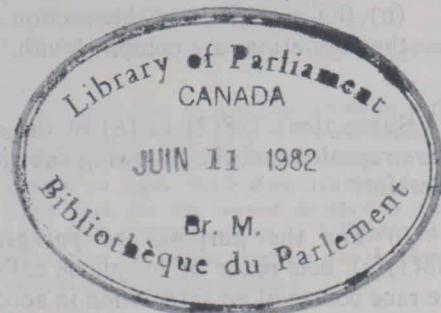
Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-117

Loi modifiant le Code criminel

Première lecture le 10 juin 1982



LE MINISTRE DE LA JUSTICE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-117

An Act to amend the Criminal Code

R.S. c. C-34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Paragraph 188(1)(c) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

“(c) bets made or records of bets made through the agency of a pari-mutuel system on running, trotting or pacing horse races if

(i) the bets or records of bets are made on the race course of an association in respect of races conducted at that race course or another race course, and
(ii) the provisions of this section and the regulations are complied with.”

(2) Subsections 188(2) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(2) For the purposes of paragraph 188(1)(c), bets made by telephone calls to the race course of an association in accordance with the regulations are deemed to be made on the race course of an association.

(3) No person or association shall use a pari-mutuel system of betting in respect of a horse race unless the system has been approved by and its operation is carried on

PROJET DE LOI C-117

Loi modifiant le Code criminel

S.R., c. C-34

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. (1) L'alinéa 188(1)c) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

“(c) aux paris faits ou aux inscriptions de paris faites par l'intermédiaire d'un système de pari mutuel sur des courses de chevaux, des courses de chevaux au trot ou à l'amble

(i) si les paris ou les inscriptions de paris sont faits sur la piste de courses d'une association, relativement à une course tenue sur cette piste de courses ou sur une autre piste de courses; et

(ii) si les dispositions du présent article et des règlements sont respectées.”

(2) Les paragraphes 188(2) à (6) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(2) Pour l'application de l'alinéa 188(1)c), les paris faits par voie d'appel téléphonique à la piste de course d'une association en conformité des règlements sont réputés être faits sur la piste de courses d'une association.

(3) Aucune personne ou association ne doit utiliser un système de pari mutuel relativement à une course de chevaux, à moins que le système n'ait été approuvé

Exception

Operation of
pari-mutuel
system

Fonctionne-
ment du
système de pari
mutuel

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) This amendment would permit inter-track pari-mutuel betting on horse races, thereby enabling a person to make a bet, in person or by telephone, at one race course in respect of a race being run at another race course. The amendment would also remove the requirement that bets on horse races be made only during the actual progress of a race meeting, thereby permitting advance betting on horse races to be conducted in accordance with regulations made under subsection 188(7) of the *Criminal Code*.

Paragraph 188(1)(c) at present reads as follows:

“188. (1) Sections 185 and 186 do not apply to

(c) bets made or records of bets made through the agency of a pari-mutuel system *only as hereinafter in this section provided*, upon the race course of an association *during the actual progress of a race meeting conducted by an association* upon running, trotting or pacing horse races *being run thereon and if the provisions of this section and any regulations made thereunder are complied with.*”

(2) The new subsection 188(2) would clarify the meaning of the words “made on the race course of an association” in the amendment proposed by subclause (1).

The new subsection 188(6.2) would authorize the Minister of Agriculture to make regulations concerning administrative matters, which are at present dealt with in subsections 188(2), (4) and (5).

Subsections 188(2) to (6) at present read as follows:

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Autorise l'utilisation d'un système de pari mutuel entre pistes pour parier sur des courses de chevaux permettant ainsi à une personne de faire un pari soit en personne, soit par téléphone, sur une piste de courses à l'égard d'une course tenue sur une autre piste de courses. Supprime l'obligation de faire des paris sur les courses de chevaux pendant la durée réelle d'une réunion de courses permettant ainsi de faire à l'avance des paris sur des courses de chevaux tenues en conformité des règlements établis en application du paragraphe 188(7) du *Code criminel*.

Texte actuel de l'alinéa 188(1)c) :

“188. (1) Les articles 185 et 186 ne s'appliquent pas

c) aux paris faits ou aux inscriptions de paris faites par l'intermédiaire d'un système de pari mutuel *seulement comme le prévoit ci-dessous le présent article*, sur la piste de courses d'une association, *pendant la durée réelle d'une réunion de courses tenues par une association*, sur des courses de chevaux dites *running races*, des courses de chevaux au trot ou à l'amble qui y ont lieu, et si les dispositions du présent article et *des règlements établis en vertu du présent article* sont respectées.”

(2). — Le nouveau paragraphe 188(2) précise le sens des mots «faits sur la piste de courses d'une association» dans la modification proposée par l'article (1).

Le nouveau paragraphe 188(6.2) autorise le ministre de l'Agriculture à établir des règlements concernant des questions administratives dont traitent les paragraphes 188(2), (4) et (5).

Texte actuel des paragraphes 188(2) à (6) :

under the supervision of an officer appointed by the Minister of Agriculture.

Supervision of pari-mutuel system

(4) Every person or association conducting a race meeting shall pay to the Receiver General, in respect of each individual pool of each race run at the race meeting and each individual feature pool, one-half of one per cent or such greater fraction not exceeding one per cent as may be fixed from time to time by the Governor in Council, of the total amount of money that is bet through the agency of a pari-mutuel system operated in accordance with subsection (3).

Percentage that may be deducted and retained

(5) Where any person or association becomes a custodian or depository of any money, bet or stakes under a pari-mutuel system in respect of a horse race, that person or association shall not deduct or retain any amount from the total amount of money, bets or stakes unless it does so pursuant to subsection (6).

Idem

(6) An association conducting a race meeting, or any other association or person acting on its behalf, may deduct and retain from the total amount of money that is bet through the agency of a pari-mutuel system in accordance with this section, in respect of each individual pool of each race or each individual feature pool, a percentage not exceeding the percentage prescribed by the regulations plus any odd cents over any multiple of five cents in the amount calculated in accordance with the regulations to be payable in respect of each dollar bet.

Stopping of betting

(6.1) Where an officer appointed by the Minister of Agriculture is not satisfied that the provisions of this section and the regulations are being carried out in good faith by any person or association in relation to a race meeting, he may, at any time, order any betting in relation to the race meeting to be stopped for any period that he considers proper.

5

45

par un fonctionnaire nommé par le ministre de l'Agriculture et que ce système ne soit conduit sous la surveillance de ce fonctionnaire.

(4) Toute personne ou association qui tient une réunion de courses doit payer au receveur général, pour chaque cagnotte de chaque course tenue à la réunion et pour chaque cagnotte spéciale distincte, soit un demi pour cent, soit le pourcentage supérieur fixé le cas échéant, à concurrence de un pour cent, fixé par le gouverneur en conseil, du montant total des paris faits par l'entremise d'un système de pari mutuel conduit conformément au paragraphe (3).

5 Surveillance du système de pari mutuel

Pourcentage qui peut être déduit ou retenu

(5) Lorsqu'une personne ou une association devient gardienne ou dépositaire de quelque argent, pari ou mise en jeu en vertu d'un système de pari mutuel, relativement à une course de chevaux, cette personne ou association ne doit déduire ni retenir aucun montant à même le total de l'argent, des paris ou des mises en jeu à moins qu'elle ne le fasse conformément au paragraphe (6).

Idem

(6) Une association qui tient une réunion de courses, ou toute autre association ou personne qui agit en son nom, peut déduire et retenir sur le montant total qui est parié par l'intermédiaire d'un système de pari mutuel conformément au présent article, pour chaque cagnotte distincte de chaque course, ou pour chaque cagnotte spéciale distincte, un pourcentage qui ne dépasse pas celui que prescrivent les règlements plus tout cent ou cents qui dépassent tout multiple de cinq cents compris dans le montant payable pour chaque dollar de pari selon les calculs effectués conformément aux règlements.

Idem

(6.1) Lorsqu'un fonctionnaire nommé par le ministre de l'Agriculture n'est pas convaincu qu'une personne ou une association observe de bonne foi les dispositions du présent article ou des règlements relativement à une réunion de courses, il peut en tout temps ordonner l'arrêt des paris relatifs à cette réunion de courses pour toute période qu'il juge à propos.

50

"(2) No pari-mutuel system of betting shall be used during a race meeting conducted upon any race course in respect of more than ten races on any one calendar day, unless the Minister of Agriculture or a person designated by him for that purpose approves of the use of such system in respect of additional races upon that race course on that day and

(a) each such additional race is run to make up for a race that was previously scheduled to be run during that race meeting on that race course and that was cancelled due to inclement weather or other unforeseen circumstances, or

(b) there are two cards of races run upon that race course on that day, each card having a minimum of eight and a maximum of ten races with the second card commencing not sooner than two hours following the completion of the last race on the first card.

(3) No pari-mutuel system of betting shall be used upon any race course unless the system has been approved by and its operation is carried on under the supervision of an officer appointed by the Minister of Agriculture and the person or association conducting a race meeting shall pay to the Receiver General one-half of one per cent or such greater fraction not exceeding one per cent as may be fixed from time to time by the Governor in Council of the total amount of bets, made through the agency of a pari-mutuel system operated under such supervision, on any race run at such meeting.

(4) Where any person or association becomes a custodian or depository of any money, bet or stakes under a pari-mutuel system during the actual progress of a race meeting conducted by and on the race course of an association in accordance with this section, upon races being run thereon, the percentage that may be deducted and retained by the person or association in respect of each individual pool of each race or each individual feature pool from the total amount of money so deposited, or of which the person or association becomes the custodian, shall not exceed

(a) 12%, if the average amount wagered per race at that race course during the calendar year immediately preceding the running of the race (hereinafter in this subsection called the "average amount wagered") did not exceed ten thousand dollars;

(b) 11.5%, if the average amount wagered exceeded ten thousand dollars and did not exceed fifteen thousand dollars;

(c) 11%, if the average amount wagered exceeded fifteen thousand dollars and did not exceed twenty thousand dollars;

(d) 10.5%, if the average amount wagered exceeded twenty thousand dollars and did not exceed twenty-five thousand dollars;

(e) 10%, if the average amount wagered exceeded twenty-five thousand dollars and did not exceed thirty thousand dollars; or

(f) 9.5%, if the average amount wagered exceeded thirty thousand dollars;

plus any odd cents over any multiple of five cents in the amount calculated in accordance with the regulations to be payable in respect of each dollar wagered.

(5) Where no race meeting was conducted upon a race course in accordance with this section during the calendar year referred to in subsection (4), the average amount that shall be deemed to have been wagered per race at that race course during that year shall be an amount specified by the Minister of Agriculture.

(6) Where an officer referred to in subsection (3) is not satisfied that the provisions of this section and any regulations made thereunder are being carried out in good faith by the association conducting the race meeting, he may at any time order the betting to be stopped for any period that he considers proper."

"(2) Aucun système de pari mutuel ne doit, en un même jour, être utilisé pour plus de dix courses pendant une réunion de courses tenue sur une piste de courses, à moins que le ministre de l'Agriculture ou une personne désignée par lui à cette fin n'apprécie l'utilisation de ce système pour des courses supplémentaires tenues ce jour-là sur cette piste de courses et

a) à moins que chacune de ces courses supplémentaires n'ait lieu pour suppléer à une course qui avait antérieurement été inscrite au programme des courses devant avoir lieu pendant cette réunion de courses sur cette piste de courses et qui a été annulée par suite d'intempéries ou d'autres circonstances imprévues, ou

b) à moins que deux programmes de courses n'aient lieu ce jour-là sur cette piste de courses, chaque programme comprenant au moins huit courses et au plus dix courses, et le second programme ne commençant pas moins de deux heures après la fin de la dernière course du premier programme.

(3) Aucun système de pari mutuel ne doit être utilisé sur une piste de courses, à moins que le système n'ait été approuvé par un fonctionnaire nommé par le ministre de l'Agriculture, ni à moins que ce système ne soit conduit sous la surveillance de ce fonctionnaire et la personne ou l'association qui tient une réunion de courses doit payer au receveur général un demi pour cent, ou telle fraction plus grande, ne dépassant pas un pour cent, qui peut être fixée à l'occasion par le gouverneur en conseil, du montant total des paris faits par l'entremise d'un système de pari mutuel conduit sous une telle surveillance, lors de toute course tenue à une semblable réunion.

(4) Lorsqu'une personne ou une association devient gardienne ou dépositaire de quelque argent, pari ou mise en jeu d'après un système de pari mutuel, pendant la durée réelle d'une réunion de courses tenue par une association et sur sa piste, conformément au présent article, sur des courses qui y ont lieu, le pourcentage qui peut être déduit et retenu par la personne ou l'association, pour chaque cagnotte distincte de chaque course, ou pour chaque cagnotte spéciale distincte sur le montant total de l'argent ainsi déposé ou dont la personne ou l'association devient la gardienne, ne doit pas dépasser

a) 12%, si la moyenne globale des paris par course sur cette piste durant l'année civile précédant la date où cette course a lieu (ci-après appelée au présent paragraphe la "moyenne globale des paris") n'a pas dépassé dix mille dollars;

b) 11.5%, si la moyenne globale des paris a dépassé dix mille dollars et n'a pas dépassé quinze mille dollars;

c) 11%, si la moyenne globale des paris a dépassé quinze mille dollars et n'a pas dépassé vingt mille dollars;

d) 10.5%, si la moyenne globale des paris a dépassé vingt mille dollars et n'a pas dépassé vingt-cinq mille dollars;

e) 10%, si la moyenne globale des paris a dépassé vingt-cinq mille dollars et n'a pas dépassé trente mille dollars; ou

f) 9.5%, si la moyenne globale des paris a dépassé trente mille dollars;

plus, lorsque le montant payable pour chaque dollar de pari selon les calculs effectués conformément aux règlements n'est pas un multiple de cinq cents, le ou les cents de ce montant qui sont en sus du plus grand multiple de cinq cents inférieur audit montant.

(5) Lorsque aucune réunion de courses n'a été tenue sur une piste de courses en conformité du présent article durant l'année civile mentionnée au paragraphe (4), le montant qui est censé avoir été la moyenne globale des paris par course sur cette piste durant cette année-là est un montant spécifié par le ministre de l'Agriculture.

(6) Lorsqu'un fonctionnaire mentionné au paragraphe (3) n'est pas convaincu que les dispositions du présent article et de règlements établis en vertu du présent article sont observées de bonne foi par l'association tenant la réunion de courses, il peut à tout moment ordonner l'arrêt des paris durant toute période qu'il juge à propos.*

Regulations

(6.2) The Minister of Agriculture may make regulations

(a) prescribing the maximum number of races for each race course on which a race meeting is conducted, in respect of which a pari-mutuel system of betting may be used for the race meeting or on any one calendar day during the race meeting, and the circumstances in which the Minister of Agriculture or a person designated by him for that purpose may approve of the use of such system in respect of additional races on any race course for a particular race meeting or on a particular day during the race meeting;

(b) prohibiting any person or association from using a pari-mutuel system of betting for any race course on which a race meeting is conducted in respect of more than the maximum number of races prescribed pursuant to paragraph (a) and such additional races, if any, in respect of which the use of a pari-mutuel system of betting has been approved pursuant to that paragraph; and

(c) prescribing the percentage that may be deducted and retained pursuant to subsection (6) by or on behalf of an association conducting a race meeting on a race course, which percentage shall be determined by reference to

(i) the average amount of money that is bet in respect of each race run at that race course during the calendar year immediately preceding the running of the race, or

(ii) where no race meeting was conducted on that race course in accordance with this section during the calendar year referred to in subparagraph (i), an amount specified by the Minister of Agriculture or a person designated by him for that purpose."

45

(6.2) Le ministre de l'Agriculture peut, par règlement,

a) prescrire le nombre maximal de courses pour chaque piste de courses sur laquelle se tient une réunion de courses, pour lequel un système de pari mutuel peut être utilisé pendant ladite réunion ou en un même jour au cours de cette réunion, et les circonstances dans lesquelles le ministre de l'Agriculture ou une personne désignée par lui à cette fin peut approuver l'utilisation de ce système pour des courses supplémentaires tenues sur toute piste de courses pendant une réunion de courses déterminée ou au cours d'un jour donné pendant la réunion de courses;

b) interdire à toute personne ou association d'utiliser un système de pari mutuel pour toute piste de courses sur laquelle se tient une réunion de courses, à l'égard d'une course qui est en sus du nombre maximum de courses prescrit en conformité de l'alinéa a) et de toute course supplémentaire, s'il en est, à l'égard de laquelle l'utilisation d'un système de pari mutuel a été approuvée en conformité de cet alinéa; et

c) prescrire le pourcentage qu'une association ou une personne agissant en son nom qui tient une réunion de courses sur une piste de courses peut déduire ou retenir conformément au paragraphe (6), ce pourcentage devant être déterminé en fonction

35

(i) de la moyenne des sommes pariées relativement à chaque course tenue sur ladite piste de courses pendant l'année civile qui précède la tenue de la course en question, ou

(ii) du montant spécifié par le ministre de l'Agriculture ou une personne qu'il a désignée à cette fin, lorsque aucune réunion de courses n'a été tenue sur ladite piste de courses conformément au présent article au cours de l'année civile visée au sous-alinéa (i).»

40

45

(3) Paragraph 188(7)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the method of calculating the amount payable in respect of each dollar bet;”

(4) Paragraph 188(7)(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e) the provision, equipment and maintenance of accommodation, services or other facilities for the proper supervision and operation of pari-mutuel systems related to race meetings, by associations conducting such meetings or by other associations.”

Coming into force

2. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

(3) L’alinéa 188(7)b de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) le mode de calcul du montant payable pour chaque dollar parié;»

(4) L’alinéa 188(7)e de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) la fourniture, l’équipement et l’entretien de locaux, services ou autres installations pour la surveillance et la conduite convenables de systèmes de pari mutuel en rapport avec des réunions de courses par des associations tenant ces réunions ou par d’autres associations.»

2. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en vigueur
15

pour toute partie de course sur laquelle se tient une réunion de courses, à l’égard d’une course qui est en jeu du nombre maximum de courses pratiquées conformément à l’article 15 et de toute course autre que celle qui est en jeu à l’égard de laquelle la réunion d’courses énumérée plus haut est pratiquée en conformité de l’article 15.

à préciser le pourcentage qu’une association ou une personne agissant en son nom qui tient une réunion de courses sur une partie de courses peut déduire ou octroyer conformément au paragraphe (b), ce pourcentage devant être déterminé en fonction

(i) de la proportion des sommes parisiées relativement à chaque course tenue sur ladite partie de courses pendant l’année civile qui précède la tenue de la course en question,

(ii) du montant spécifié par le ministre de l’Agriculture ou une personne qu’il a désignée à cette fin lorsque aucune réunion de courses ne est tenue sur ladite partie de courses,

formément au présent article au cours de l’année civile précédente dans cette partie.

(3) This amendment would clarify the provision by stating that it is the method of calculation, and not the calculation, of an amount that is set out in the regulations.

Paragraph 188(7)(b) at present reads as follows:

“(7) The Minister of Agriculture may make regulations respecting

(b) the *calculation for the purposes of subsection (4)* of the amount payable in respect of each dollar wagered;”

(4) This amendment, which would add the underlined words, is consequential on the amendment to permit inter-track betting proposed by subclause (1).

(3) Cette modification clarifie la rédaction en précisant que c'est le mode de calcul et non le calcul d'un montant qui est établi dans les règlements.

Texte actuel de l'alinéa 188(7)b :

«(7) Le ministre de l'Agriculture peut établir des règlements concernant

b) le *calcul, aux fins du paragraphe (4)*, du montant payable pour chaque dollar *de pari*;»

(4) Cette modification qui ajoute les mots soulignés découle de la modification proposée à l'article (1) qui autorise les paris entre pistes.

BILL C-118

An Act to amend certain Acts dealing with the retention of racing documents

First reading, June 10, 2002

PROJET DE LOI C-118

Loi modifiant la législation sur la conservation des documents

Première lecture le 10 juin 2002

The President of the Treasury Board

Le président du conseil du Trésor

C-118

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-118

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-118

An Act to amend certain Acts that provide for the
retention of records

First reading, June 10, 1982

THE PRESIDENT OF THE TREASURY BOARD

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-118

Loi modifiant la législation sur la conservation des
documents

Première lecture le 10 juin 1982

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-118

An Act to amend certain Acts that provide
for the retention of records

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S. c. C-5

CANADA PENSION PLAN

1. Subsection 25(2) of the *Canada Pen-
sion Plan* is repealed and the following sub-
stituted therefor:

“(2) Every employer required by this
section to keep records and books of
account shall retain those records and
books of account and every account and
voucher necessary to verify the informa-
tion contained therein until the expiration
of six years from the end of the year in
respect of which those records and books
of account are kept or until written per-
mission for their prior disposal is given by
the Minister.”

Keeping of
records and
books of
account

R.S. c. D-2

DEFENCE PRODUCTION ACT

2. Subsection 19(1) of the *Defence Pro-
duction Act* is repealed and the following
substituted therefor:

“19. (1) A person who has entered into
a defence contract shall
(a) keep detailed accounts and records
of the cost of carrying out the contract
and retain those accounts and records 25
until the expiration of six years from the
end of the calendar year in which the
contract is terminated or completed; and

Keeping of
accounts and
records

Loi modifiant la législation sur la
conservation des documents

RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

S.R., c. C-5

1. Le paragraphe 25(2) du *Régime de
pensions du Canada* est abrogé et remplacé 5
par ce qui suit :

«(2) Tout employeur requis, selon le
présent article, de tenir des registres et
livres de comptes doit conserver ces regis-
tres et livres ainsi que les comptes et les 10
pièces justificatives nécessaires à la vérifi-
cation des renseignements qu'ils contien-
nent pendant six ans suivant la fin de
l'année à l'égard de laquelle les documents
en cause ont été tenus sauf autorisation 15
écrite du Ministre de s'en départir avant la
fin de cette période.»

Conservation

LOI SUR LA PRODUCTION DE DÉFENSE

2. Le paragraphe 19(1) de la *Loi sur la
production de défense* est abrogé et remplacé
20 par ce qui suit :

S.R., c. D-2

«19. (1) Quiconque a passé un contrat
de défense doit:

a) tenir des comptes et registres détaillés
du coût de l'exécution du contrat et
conserver ces comptes et registres pen- 25
dant six ans suivant la fin de l'année
civile pendant laquelle le contrat prend
fin; et

Tenue de
registres et
conservation

EXPLANATORY NOTES

This Bill would amend certain Acts to provide time limits for the retention of records required to be kept by the private sector.

Clause 1: Subsection 25(2) of the Canada Pension Plan at present reads as follows:

"(2) Every employer required by this section to keep records and books of account shall, until written permission for their disposal is obtained from the Minister, retain every such record or book of account and every account or voucher necessary to verify the information contained therein."

Clause 2: Subsection 19(1) of the Defence Production Act at present reads as follows:

"19. (1) A person who has entered into a defence contract shall keep detailed accounts and records of the cost of carrying out the contract and *shall*, on demand, produce to any person thereunto authorized by the Minister every account, record or document of any description with respect to the contract and with respect to his other business that may be required by the person so authorized and *shall* permit him to examine, audit and take copies of and extracts from the accounts, records or documents."

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie plusieurs lois en fixant des périodes de conservation obligatoires pour les livres, registres et autres documents qui doivent être tenus par le secteur privé.

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 25(2) du Régime de pensions du Canada :

«(2) Tout employeur requis, selon le présent article, de tenir des registres et livres de compte doit conserver ces registres ou livres ainsi que les comptes ou les pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements qu'ils contiennent, jusqu'à ce que permission écrite d'en disposer ait été obtenue du Ministre.»

Article 2. — Texte actuel du paragraphe 19(1) de la Loi sur la production de défense :

«19. (1) Quiconque a passé un contrat de défense doit tenir des comptes et registres détaillés du coût de l'exécution du contrat et *doit*, sur demande, produire, à toute personne y autorisée par le Ministre, les comptes, registres ou documents de toute nature relatifs au contrat et à ses autres affaires que peut exiger la personne ainsi autorisée, et doit permettre à cette personne d'examiner et vérifier ces comptes, registres ou documents et d'en tirer des copies et extraits.»

(b) on demand, produce to any person thereunto authorized by the Minister every account, record or document of any description with respect to the contract and with respect to his other business that may be required by the person so authorized and permit him to examine, audit and take copies of and extracts from the accounts, records or documents."

10

b) produire, sur demande, à toute personne y autorisée par le Ministre, les comptes, registres ou documents de toute nature relatifs au contrat et à ses autres affaires que peut exiger la personne ainsi autorisée, et doit permettre à cette personne d'examiner et vérifier ces comptes, registres ou documents et d'en tirer des copies et extraits.»

5

R.S. c. E-12

R.S. c. 15 (1st Supp.), s. 6

Keeping of books

R.S. c. E-13

Keeping of records and books of account

EXCISE ACT

3. Section 31 of the *Excise Act* is repealed and the following substituted therefor:

“**31.** Every one who carries on a business subject to excise shall

(a) keep, within the licensed premises in which such business is carried on by him, stock books and other books in a form and manner prescribed by departmental regulations and retain those books until the expiration of six years from the end of the calendar year in respect of which they are kept or until written permission for their prior disposal is given by the Minister; and

(b) clearly record in the books referred to in paragraph (a), day by day and on the same day on which the circumstance, thing or act to be recorded is done or occurs, such particulars as are required by any departmental regulation in that behalf.”

EXCISE TAX ACT

4. Subsection 57(2) of the *Excise Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(2) Every person required by subsection (1) to keep records and books of account shall keep those records and books of account and every account and voucher necessary to verify the information contained therein until the expiration of six years from the end of the calendar year in respect of which those records and books of account are kept or until written permission for their prior disposal is given by the Minister.”

45

LOI SUR L'ACCISE

S.R., c. E-12

3. L'article 31 de la *Loi sur l'accise* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**31.** Quiconque exerce des opérations sujettes à l'accise doit:

Tenue de livres et conservation

a) tenir, dans l'établissement visé par une licence où il exerce ces opérations, les livres de magasin et autres livres, selon la formule et de la manière que prescrivent les règlements ministériels et conserver ces livres pendant six ans suivant la fin de l'année civile à l'égard de laquelle les documents en cause ont été tenus sauf autorisation écrite du Ministre de s'en départir avant la fin de cette période; et

b) consigner clairement dans les livres mentionnés à l'alinéa a), au jour le jour et le jour même où la circonstance, la chose ou le fait à inscrire se produit, les détails requis sous ce rapport par quelque règlement ministériel.»

30

LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

S.R., c. E-13

4. Le paragraphe 57(2) de la *Loi sur la taxe d'accise* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Quiconque est requis, aux termes du paragraphe (1), de tenir des registres et livres de comptes doit conserver tous les registres et livres de comptes de ce genre ainsi que tout compte et toute pièce justificative nécessaire à la vérification des renseignements contenus dans tout semblable registre et livre de comptes pendant six ans suivant la fin de l'année civile à l'égard de laquelle les documents en cause ont été tenus sauf autorisation écrite du Ministre

Conservation

Clause 3: *Section 31 of the Excise Act at present reads as follows:*

"**31.** Every one who carries on a business subject to excise shall keep, within the licensed premises in which such business is carried on by him, stock books and other books in a form and manner prescribed by departmental regulations, and *shall* clearly record *therein* day by day and on the same day on which the circumstance, thing or act to be recorded is done or occurs, such particulars as are required by any departmental regulation in that behalf."

Clause 4: *Subsection 57(2) of the Excise Tax Act at present reads as follows:*

"**(2)** Every person required by subsection (1) to keep records or books of account shall, until written permission for their disposal is obtained from the Minister, keep every such record or book of account and every account or voucher necessary to verify the information in any such record or book of account."

ARTICLE 31

Article 3. — Texte actuel de l'article 31 de la Loi sur l'accise.

"**31.** Quiconque exerce des opérations sujettes à l'accise doit tenir, dans l'établissement visé par une licence où il exerce ces opérations, les livres de magasin et autres livres, selon la formule et de la manière que prescrivent les règlements ministériels, et *doit* y consigner clairement, jour *par* jour et le jour même où la circonstance, la chose ou le fait à inscrire se produit, les détails requis sous ce rapport par quelque règlement ministériel."

Article 4. — Texte actuel du paragraphe 57(2) de la Loi sur la taxe d'accise :

"**(2)** Quiconque est requis, aux termes du paragraphe (1), de tenir des registres ou livres de compte doit, *tant qu'il n'a pas obtenu* du Ministre la permission écrite *d'en disposer*, garder tous les registres ou livres de compte de ce genre ainsi que tout compte ou toute pièce justificative nécessaire à la vérification des renseignements contenus dans tout semblable registre ou livre de compte."

R.S. 1952, c.
148

INCOME TAX ACT

5. (1) Subsection 230(4) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(4) Every person required by this section to keep records and books of account shall retain

(a) the records and books of account referred to in this section in respect of which a period is prescribed, together with every account and voucher necessary to verify the information contained therein, for such period as is prescribed; and

(b) all other records and books of account referred to in this section, together with every account and voucher necessary to verify the information contained therein, until the expiration of six years from the end of the last taxation year to which the records and books of account relate.

(5) Where, in respect of any taxation year, a person referred to in subsection (1) has not filed a return with the Minister as and when required by section 150, that person shall retain every record and book of account that is required by this section to be kept and that relates to that taxation year, together with every account and voucher necessary to verify the information contained therein, until the expiration of six years from the day the return for that taxation year is filed.

(6) Where a person required by this section to keep records and books of account serves a notice of objection or where that person is a party to an appeal to the Tax Review Board or the Federal Court of Canada under this Act, that person shall retain every record, book of account, account and voucher necessary for dealing with the objection or appeal until, in the case of the serving of a notice

de s'en départir avant la fin de cette période.»

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

S.R. de 1952, c.
148

5. (1) Le paragraphe 230(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(4) Quiconque est requis, sous le régime du présent article, de tenir des registres et livres de comptes doit conserver:

a) les registres et livres de comptes, de même que les comptes et pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements contenus dans ces registres et livres de comptes, dont les règlements prévoient la conservation pour une période déterminée; et

b) tous les autres registres et livres de comptes mentionnés au présent article de même que les comptes et pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements contenus dans ces registres et livres de comptes pendant six ans suivant la fin de la dernière année d'imposition à laquelle les documents se rapportent.

25

Keeping of
records and
books of
account

Conservation

Exception

Exception

(5) Lorsqu'une personne visée au paragraphe (1) n'a pas adressé au Ministre, pour une année d'imposition, la déclaration du revenu prévue par l'article 150, au plus tard à la date prévue audit article ou fixée en application de celui-ci, elle doit conserver les documents visés au présent article et qui se rapportent à ladite année pendant six ans suivant la date à laquelle la déclaration de revenu pour ladite année est adressée au Ministre.

Opposition et
appel

(6) Lorsqu'une personne visée par le présent article a signifié un avis d'opposition à une cotisation ou lorsqu'elle est partie à un appel interjeté en application de la présente loi auprès de la Commission de révision de l'impôt ou de la Cour fédérale du Canada, cette personne doit conserver les registres, livres de comptes, les comptes et pièces justificatives nécessaires à l'examen de l'opposition ou de l'appel

Objection or
appeal

whereas before being disposed of under section 23(1) of the Income Tax Act, it is necessary to obtain written permission from the Minister.

Clause 5: (1) Subsection 230(4) of the *Income Tax Act* at present reads as follows:

“(4) Every person required by this section to keep records and books of account shall, until written permission for their disposal is obtained from the Minister, retain every such record or book of account and every account or voucher necessary to verify the information in any such record or books of account.”

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

(2) This amendment of section 230(4) is consequential on the amendment proposed in subsection (1).

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Clause 6: Subsection 23(1) of the *Income Tax Act* at present provides that,

“(1) Every person required by subsection (1) to keep records and books of account shall, until written permission for their disposal is obtained from the Minister, retain every such record or book of account and every account or voucher necessary to verify the information in any such record or book of account.”

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Article 5, (1). — Texte actuel du paragraphe 230(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*:

“(4) Quiconque est requis, sous le régime du présent article, de tenir des registres et livres de comptes doit conserver tout semblable registre ou livre de comptes et tout compte ou pièce justificative nécessaire à la vérification des renseignements contenus dans ce registre ou livre de comptes jusqu'à ce que permission écrite d'en disposer ait été obtenue du Ministre.”

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

Lequel est au contraire de l'ordre de la chose et à l'inverse de l'intention du législateur qui a fait ce qu'il a fait pour que l'impôt sur le revenu soit abordable et abordable et abordable pour l'économie et l'industrie.

of objection, the time provided by sections 169 and 172 to appeal has elapsed or, in the case of an appeal, until the appeal is disposed of and any further appeal therefrom is disposed of or the time for filing 5 any such further appeal has expired.

Demand by Minister

(7) Where the Minister is of the opinion that it is necessary for the administration of this Act, he may, by registered letter or by a demand served personally, require 10 any person required by this section to keep records and books of account to retain those records and books of account, together with every account and voucher necessary to verify the information contained therein, for such period as is specified in the letter or demand.

Permission for earlier disposal

(8) A person required by this section to keep records and books of account may dispose of the records and books of account referred to in this section, together with every account and voucher necessary to verify the information contained therein, before the expiration of the period in respect of which those records and books 25 of account are required to be kept if written permission for their disposal is given by the Minister."

(2) Subsection 230.1(3) of the said Act is repealed and the following substituted 30 est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25 therefor:

Application of subsections 230(3) to (8)

"(3) Subsections 230(3) to (8) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the records and books of account required by subsection (1) to be kept and in respect of the persons thereby required to keep them."

1974-75-76,
c. 47

PETROLEUM ADMINISTRATION ACT

6. Subsection 16(2) of the *Petroleum Administration Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(2) Every person required by subsection (1) to keep records and books of account shall retain those records and books of account and every account and voucher necessary to verify the information contained therein until the expiration 45

Keeping of records and books of account

jusqu'à l'expiration du délai d'appel prévu par les articles 169 et 172 et jusqu'au prononcé du jugement sur cet appel et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de tout autre délai d'appel et jusqu'au prononcé 5 du jugement y relatif.

Demande du Ministre

(7) Le Ministre peut exiger, par demande signifiée à la personne visée au paragraphe (4) ou par lettre recommandée, la conservation des registres et livres 10 de comptes de même que des comptes et pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements contenus dans ces registres et livres de comptes, pour la période y prévue, lorsqu'il est d'avis que 15 cela est nécessaire pour l'application de la présente loi.

Autorisation de se départir des documents

(8) Nonobstant les dispositions du paragraphe 230(4), le Ministre peut autoriser par écrit une personne à se départir des 20 documents qu'elle doit conserver avant la fin de la période déterminée en application de ce paragraphe ou prévue par celui-ci.»

(2) Le paragraphe 230.1(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

Application des paragraphes 230(3) à (8)

"(3) Les paragraphes 230(3) à (8) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux livres et registres de comptes dont le paragraphe (1) exige la tenue et aux personnes que ledit paragraphe requiert de les tenir.»

LOI SUR L'ADMINISTRATION DU PÉTROLE

1974-75-76,
c. 47

6. Le paragraphe 16(2) de la *Loi sur l'administration du pétrole* est abrogé et remplace par ce qui suit :

"(2) Quiconque est obligé par le paragraphe (1) de tenir des écritures et des livres de comptes les conserve, avec les factures et pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements qu'ils contiennent, pendant six ans suivant la fin 40 Conservation

(2) This amendment, which would substitute for the reference "230(3) and (4)" the reference "230(3) to (8)", is consequential on the amendment proposed in subclause (1).

(2). — Substitue la mention «230(3) à (8)» à la mention «230(3) et (4)». Découle de la modification proposée au paragraphe (1).

Clause 6: Subsection 16(2) of the Petroleum Administration Act at present reads as follows:

"(2) Every person required by subsection (1) to keep records and books of account shall, until written permission for their disposal is obtained from the Board, keep every such record and book of account and every account or voucher necessary to verify the information in any such record and book of account."

Article 6. — Texte actuel du paragraphe 16(2) de la Loi sur l'administration du pétrole :

«(2) Quiconque est obligé par le paragraphe (1) de tenir des écritures et des livres de comptes les conserve, avec les factures ou pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements qu'ils contiennent, jusqu'à ce que l'Office lui permette par écrit de s'en désaire.»

of six years from the end of the calendar year in respect of which those records and books of account are kept."

1970-71-72,
c. 48

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT, 1971

7. Subsection 72(2) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

Keeping of records and books of account

"(2) Every employer required by this section to keep records and books of account shall retain those records and books of account and every account and 10 voucher necessary to verify the information contained therein until the expiration of six years from the end of the year in respect of which those records and books of account are kept or until written permission for their prior disposal is given by the Minister."

COMING INTO FORCE

Coming into force

8. This Act shall come into force ninety days after the day on which this Act is assented to. 20

20

de l'année civile à l'égard de laquelle les documents en cause ont été tenus.»

1970-71-72,
c. 48

LOI DE 1971 SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

7. Le paragraphe 72(2) de la *Loi de 1971* sur l'assurance-chômage est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Conservation

«(2) Tout employeur requis aux termes du présent article de tenir des registres et livres de comptabilité doit conserver l'ensemble de ces registres et livres de comptabilité et des comptes et pièces justificatives nécessaires à leur contrôle pendant six ans suivant la fin de l'année à l'égard de laquelle les documents en cause ont été tenus sauf autorisation écrite du Ministre de s'en départir avant la fin de cette période.»

ENTRÉE EN VIGUEUR

8. La présente loi entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après sa sanction.

Entrée en vigueur

BILL C-119

Bill C-119, Unemployment Insurance Act, 1971

Clause 7: Subsection 72(2) of the Unemployment Insurance Act, 1971 at present reads as follows:

"(2) Every employer required by this section to keep records and books of account shall, until written permission for their disposal is obtained from the Minister, retain *every such record or book of account and every account or voucher necessary to verify the information contained therein.*"

Première lecture. Première lecture de la partie
72-72(2) Énoncé 11.

Article 7. — Texte actuel du paragraphe 72(2) de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage :

«(2) Tout employeur requis aux termes du présent article de tenir des registres et livres de comptabilité doit, *tant qu'il n'a pas obtenu du Ministre la permission écrite de s'en départir, conserver l'ensemble de ces registres et livres de comptabilité et des comptes et pièces justificatives nécessaires à leur contrôle.*»

BILL C-119

PROJET DE LOI C-119

An Act to repeal certain Statutes that have ceased to be in force or have become unnecessary

— éplacant abrogation de certains lois qui ne sont plus en vigueur ou qui sont devenues inutiles

First reading June 10, 1982

Première lecture le 10 juin 1982

The Parliament of the Canadian Board

La législature du Conseil du Trésor

C-119

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-119

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-119

An Act to repeal certain Statutes that have ceased to be in
force or have become unnecessary

First reading, June 10, 1982

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-119

Loi portant abrogation de certaines lois qui ne sont plus en
vigueur ou qui sont devenues inutiles

Première lecture le 10 juin 1982

THE PRESIDENT OF THE TREASURY BOARD

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-119

PROJET DE LOI C-119

An Act to repeal certain Statutes that have ceased to be in force or have become unnecessary

Loi portant abrogation de certaines lois qui ne sont plus en vigueur ou qui sont devenues inutiles

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

Short title

1. This Act may be cited as the *Miscellaneous Statute Repeal Act*.

Titre abrégé

Repeal of Acts

2. The Acts set out in the schedule shall be repealed on a day or days to be fixed by proclamation.

5

1. *Loi d'abrogation générale.*

2. Les lois figurant à l'annexe sont abrogées à la date ou aux dates fixées par proclamation.

5 Abrogation

SCHEDULE

Item	Citation	Act
DEPARTMENT OF AGRICULTURE		
1.	1926-27, c. 9	The Royal Agricultural Winter Fair Association Act
2.	1934, c. 57	The Natural Products Marketing Act, 1934
3.	1942-43, c. 10	The Wheat Acreage Reduction Act, 1942
4.	1952, c. 1	An Act for the Control and Extermination of Foot and Mouth Disease
5.	R.S.C. 1970, c. C-17	Cheese and Cheese Factory Improvement Act
6.	R.S.C. 1970, c. C-22	Cold Storage Act
7.	R.S.C. 1970, c. D-1	Canada Dairy Products Act
8.	R.S.C. 1970, c. I-14	Inspection and Sale Act
9.	R.S.C. 1970, c. M-2	Maple Products Industry Act
10.	R.S.C. 1970, c. M-13	Milk Test Act
11.	R.S.C. 1970, c. W-9	Wheat Cooperative Marketing Act
DEPARTMENT OF CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS		
12.	R.S.C. 1970, c. P-5	Pawnbrokers Act
DEPARTMENT OF ENERGY, MINES AND RESOURCES		
13.	1907-08, c. 67	The Volunteer Bounty Act, 1908
14.	1910, c. 60	An Act to amend the Volunteer Bounty Act, 1908
15.	1912, c. 52	The Volunteer Bounty Act, 1912
16.	1913, c. 55	The Volunteer Bounty Act, 1913
17.	1932, c. 35	The Refunds (Natural Resources) Act
DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT		
18.	1947, c. 59	The Eastern Rocky Mountain Forest Conservation Act
19.	1952, c. 41	An Act to amend The Eastern Rocky Mountain Forest Conservation Act
20.	1957, c. 23	An Act to amend The Eastern Rocky Mountain Forest Conservation Act
DEPARTMENT OF FINANCE		
21.	1919, c. 33	The Demobilization Appropriation Act, 1919
22.	1920, c. 45	An Act to confirm certain borrowings under The Demobilization Appropriation Act, 1919

ANNEXE

Numéro	Référence	Titre
DÉPARTEMENT DES ASSURANCES		
1.	1916, c. 18	Loi des Placements des compagnies d'assurance sur la Vie, 1916
2.	1931, c. 32	Loi concernant la «Dominion Agricultural Credit Company, Limited»
MINISTÈRE DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
3.	1936, c. 47 1932, c. 41	Loi sur la Commission d'assistance aux anciens combattants, 1936
MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
4.	1907-08, c. 42	Loi autorisant le paiement aux provinces de la Saskatchewan et d'Alberta d'une partie du fonds d'assurance existant sous le régime de la Loi des titres de bien-fonds, 1894
5.	1926-27, c. 51	Loi concernant certaines créances de la Couronne
6.	S.R.C. 1927, c. 87	Loi des grains de semence
7.	S.R.C. 1927, c. 88	Loi des cautions des graines de semence
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE		
8.	1926-27, c. 9	Loi de la Royal Agricultural Winter Fair Association
9.	1934, c. 57	Loi sur l'organisation du marché des produits naturels, 1934
10.	1942-43, c. 10	Loi de 1942 sur la réduction des emblavures
11.	1952, c. 1	Loi sur la prophylaxie et l'extirpation de la fièvre aphteuse
12.	S.R.C. 1970, c. C-17	Loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries
13.	S.R.C. 1970, c. C-22	Loi sur les installations frigorifiques
14.	S.R.C. 1970, c. D-1	Loi sur les produits laitiers du Canada
15.	S.R.C. 1970, c. I-14	Loi sur l'inspection et la vente
16.	S.R.C. 1970, c. M-2	Loi sur l'industrie des produits de l'érabile
17.	S.R.C. 1970, c. M-13	Loi sur l'essai du lait
18.	S.R.C. 1970, c. W-9	Loi sur la vente coopérative du blé
MINISTÈRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
19.	S.R.C. 1952, c. 64	Loi sur les approvisionnements de défense
MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS		
20.	S.R.C. 1970, c. P-5	Loi sur les prêteurs sur gage
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES		
21.	1907-08, c. 67	Loi récompensant certains volontaires, 1908
22.	1910, c. 60	Loi modifiant la Loi récompensant certains volontaires, 1908

SCHEDULE—Continued

Item	Citation	Act
23.	1926, c. 16	The West Indies Trade Agreement Act, 1926
24.	1942-43, c. 35	The War Risk Insurance Act, 1942
25.	1945, c. 17	The Dominion-Alberta Supplementary Taxation Agreement Act, 1945
26.	1950-51, c. 3	The Consumer Credit (Temporary Provisions) Act
27.	1963, c. 13	Municipal Development and Loan Act
28.	R.S.C. 1970, c. F-11	Fire Losses Replacement Account Act
29.	R.S.C. 1970, c. G-4	Gold Clauses Act
30.	R.S.C. 1970, c. G-5	Gold Export Act
31.	R.S.C. 1970, c. M-16	Municipal Improvements Assistance Act
DEPARTMENT OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT		
32.	1907-08, c. 42	An Act to authorize the payment to the Provinces of Saskatchewan and Alberta of part of the Assurance Fund under the Land Titles Act, 1894
33.	1926-27, c. 51	An Act respecting certain debts due the Crown
34.	R.S.C. 1927, c. 87	Seed Grain Act
35.	R.S.C. 1927, c. 88	Seed Grain Sureties Act
DEPARTMENT OF INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE		
36.	1923, c. 50	The Hemp Bounties Act, 1923
37.	1936, c. 12	The 1930 Wheat Crop Equalization Payments Act
38.	1969-70, c. 1	Expo Winding-up Act
DEPARTMENT OF INSURANCE		
39.	1916, c. 18	The Life Insurance Companies Investment Act, 1916
40.	1931, c. 32	An Act respecting Dominion Agricultural Credit Company, Limited
DEPARTMENT OF LABOUR		
41.	R.S.C. 1927, c. 110	Conciliation and Labour Act
42.	1935, c. 14	The Weekly Rest in Industrial Undertakings Act
43.	1935, c. 44	The Minimum Wages Act
44.	1935, c. 63	The Limitation of Hours of Work Act
45.	1936, c. 15	The Unemployment Relief and Assistance Act, 1936

ANNEXE—Suite

Numéro	Référence	Titre
23.	1912, c. 52	Loi récompensant certains volontaires, 1912
24.	1913, c. 55	Loi récompensant certains volontaires, 1913
25.	1932, c. 35	Loi des remboursements (ressources naturelles)
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		
26.	1947, c. 59	Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales
27.	1952, c. 41	Loi modifiant la Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales
28.	1957, c. 23	Loi modifiant la Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales
MINISTÈRE DES FINANCES		
29.	1919, c. 33	Loi des crédits de démobilisation, 1919
30.	1920, c. 45	Loi portant ratification de certains emprunts en vertu de la Loi des crédits de démobilisation, 1919
31.	1926, c. 16	Loi du traité de commerce avec les Antilles, 1926
32.	1942-43, c. 35	Loi de 1942 sur l'assurance contre les risques de guerre
33.	1945, c. 17	Loi de 1945 sur un accord fiscal supplémentaire entre le Dominion et l'Alberta
34.	1950-51, c. 3	Loi sur le crédit aux consommateurs (Dispositions temporaires)
35.	1963, c. 13	Loi sur le développement et les prêts municipaux
36.	S.R.C. 1970, c. F-11	Loi sur le Compte de remplacement des biens endommagés par l'incendie
37.	S.R.C. 1970, c. G-4	Loi sur les clauses-or
38.	S.R.C. 1970, c. G-5	Loi sur l'exportation de l'or
39.	S.R.C. 1970, c. M-16	Loi sur l'aide aux améliorations municipales
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		
40.	1923, c. 50	Loi des primes sur le chanvre, 1923
41.	1936, c. 12	Loi sur l'égalisation des payements de la récolte de blé de 1930
42.	1969-70, c. 1	Loi sur la liquidation de l'Expo
MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL		
43.	1916, c. 11	Loi taxant les Profits d'affaires pour la guerre, 1916
44.	1924, c. 10	Loi concernant la Loi taxant les profits d'affaires pour la guerre, 1916
45.	1937, c. 19	Loi pour remettre en vigueur et modifier la Loi taxant les Profits d'affaires pour la guerre, 1916

SCHEDULE—Continued

Item	Citation	Act
46.	1940, c. 23	The Unemployment and Agricultural Assistance Act, 1940
47.	R.S.C. 1952, c. 295	White Phosphorous Matches Act
48.	1958, c. 7	British Columbia Coast Steamship Service Act
49.	1960-61, c. 2	Railway Operation Continuation Act
50.	1966-67, c. 50	Maintenance of Railway Operation Act, 1966
51.	1973-74, c. 32	Maintenance of Railway Operations Act, 1973
DEPARTMENT OF NATIONAL HEALTH AND WELFARE		
52.	R.S.C. 1970, c. B-7	Blind Persons Act
53.	R.S.C. 1970, c. D-6	Disabled Persons Act
DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE		
54.	1916, c. 11	The Business Profits War Tax Act, 1916
55.	1924, c. 10	An Act respecting The Business Profits War Tax Act, 1916
56.	1937, c. 19	An Act to revive and amend The Business Profits War Tax Act, 1916
DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS		
57.	1912, c. 17	An Act to authorize the payment of a subsidy to the Collingwood Shipbuilding Company, Limited
58.	1934, c. 59	The Public Works Construction Act, 1934
59.	1935, c. 34	The Supplementary Public Works Construction Act, 1935
DEPARTMENT OF INSURANCE		
SECRETARY OF STATE OF CANADA		
60.	1926-27, c. 6	The Diamond Jubilee of Confederation Act, 1927
61.	1929, c. 55	The Reparation Payment Act, 1929
62.	1960-61, c. 60	Centennial of Canadian Confederation Act
63.	1963, c. 36	An Act to amend the National Centennial Act
DEPARTMENT OF SUPPLY AND SERVICES		
64.	R.S.C. 1952, c. 64	Defence Supplies Act

ANNEXE—Suite

Numéro	Référence	Titre
MINISTÈRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL		
46.	S.R.C. 1970, c. B-7	Loi sur les aveugles
47.	S.R.C. 1970, c. D-6	Loi sur les invalides
SECRÉTARIAT D'ÉTAT DU CANADA		
48.	1926-27, c. 6	Loi du Jubilé de diamant de la Confédération, 1927
49.	1929, c. 55	Loi du paiement des réparations, 1929
50.	1960-61, c. 60	Loi sur le centenaire de la Confédération canadienne
51.	1963, c. 36	Loi modifiant la Loi sur le centenaire de la nation
MINISTÈRE DU TRAVAIL		
52.	S.R.C. 1927, c. 110	Loi de la conciliation et du travail
53.	1935, c. 14	Loi sur le repos hebdomadaire dans les établissements industriels
54.	1935, c. 44	Loi sur les salaires minima
55.	1935, c. 63	Loi sur la limitation des heures de travail
56.	1936, c. 15	Loi sur le soulagement du chômage et sur les secours, 1936
57.	1940, c. 23	Loi de 1940 sur le soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture
58.	S.R.C. 1952, c. 295	Loi sur les allumettes à phosphore blanc
59.	1958, c. 7	Loi relative à un service de navigation sur la côte de la Colombie-Britannique
60.	1960-61, c. 2	Loi sur la continuation de l'exploitation des chemins de fer
61.	1966-67, c. 50	Loi de 1966 sur le maintien de l'exploitation des chemins de fer
62.	1973-74, c. 32	Loi de 1973 sur le maintien de l'exploitation des chemins de fer
MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
63.	1924, c. 14	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada depuis l'extrémité de l'embranchement de China-Clay jusqu'à Saint-Rémi-d'Amherst, dans la province de Québec
64.	1924, c. 30	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, qui doit être une section mixte, depuis Rosedale, vers le sud-est, dans la province de l'Alberta
65.	1924, c. 31	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada sur un parcours de 21 milles vers le sud-est à partir de Saint-Paul, province de l'Alberta

SCHEDULE—Continued

Item	Citation	Act
DEPARTMENT OF TRANSPORT		
65.	1924, c. 14	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from the end of the China Clay Branch to St. Rémi d'Amherst, in the Province of Quebec
66.	1924, c. 30	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line, being a joint section from Rosedale southeasterly in the Province of Alberta
67.	1924, c. 31	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from St. Paul, in the Province of Alberta, southeasterly 21 miles
68.	1924, c. 32	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line extending the Ste. Rose du Lac Branch to Rorketon in the Province of Manitoba
69.	1925, c. 5	An Act respecting the Construction of a line of railway forming part of the Canadian National Railways between Bengough and a point at or near Willowbunch, in the province of Saskatchewan
70.	1925, c. 7	An Act respecting the Construction of a line of railway forming part of the Canadian National Railways between Turtleford and a point in Township 48, Range 12, West of the Third Meridian, in the Province of Saskatchewan
71.	1926-27, c. 12	An Act respecting the Construction of Canadian National Railway Lines between St. Félicien and Mistassini River and between Hebertville and Savanne Falls, both in the Province of Quebec
72.	1926-27, c. 13	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line between Grand Mere and East Burrills, in the Province of Quebec
73.	1926-27, c. 14	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line between Pilkington and Niagara Junction in the Province of Ontario
74.	1926-27, c. 15	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line between Weyburn and Radville, in the Province of Saskatchewan
75.	1926-27, c. 16	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Willowbrook North Westerly, in the Province of Saskatchewan
76.	1926-27, c. 17	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line between Sturgis and Pee-sane, in the Province of Saskatchewan

ANNEXE—Suite

Numéro	Référence	Titre
66.	1924, c. 32	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada prolongeant l'embranchement de Sainte-Rose-du-Lac jusqu'à Roretton, dans la province du Manitoba
67.	1925, c. 5	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada entre Bengough et un point à ou près Willowbunch, dans la Province de la Saskatchewan
68.	1925, c. 7	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada entre Turtleford et un point du township 48, rang 12, à l'ouest du troisième méridien, dans la province de la Saskatchewan
69.	1926-27, c. 12	Loi concernant la construction de lignes des Chemins de fer nationaux du Canada entre St-Félicien et la rivière Mistassini, et entre Hébertville et les chutes de la Savanne, les deux dans la province de Québec
70.	1926-27, c. 13	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada entre Grand-Mère et East Burrills dans la province de Québec
71.	1926-27, c. 14	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada entre Pilkington et Niagara Junction, dans la province d'Ontario
72.	1926-27, c. 15	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada entre Weyburn et Radville, dans la province de la Saskatchewan
73.	1926-27, c. 16	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada de Willowbrook vers le nord-ouest, dans la province de la Saskatchewan
74.	1926-27, c. 17	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada entre Sturgis et Peesane, dans la province de la Saskatchewan
75.	1926-27, c. 18	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, de Peesane vers le nord, dans la province de la Saskatchewan
76.	1926-27, c. 19	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, de près Shellbrook vers l'ouest, dans la province de la Saskatchewan
77.	1926-27, c. 20	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, étant un prolongement de l'embranchement de Turtleford, direction sud-est, jusqu'à un point situé entre Hafford et Richard, dans la province de la Saskatchewan
78.	1926-27, c. 21	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada entre Kindersley et Glidden, dans la province de la Saskatchewan

SCHEDULE—Continued

Item	Citation	Act
77.	1926-27, c. 18	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Peesane Northerly, in the Province of Saskatchewan
78.	1926-27, c. 19	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from near Shellbrook Westerly in the Province of Saskatchewan
79.	1926-27, c. 20	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line, being an extension of the Turtleford South-Easterly Branch to a point between Hafford and Richard, in the Province of Saskatchewan
80.	1926-27, c. 21	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line between Kindersley and Glidden, in the Province of Saskatchewan
81.	1926-27, c. 22	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from near Spruce Lake Westerly, in the Province of Saskatchewan
82.	1926-27, c. 23	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Hudson Bay Junction Southerly, in the Province of Saskatchewan
83.	1926-27, c. 24	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Elk Point Easterly, in the Province of Alberta
84.	1926-27, c. 25	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line between Ashmont and Bonnyville, in the Province of Alberta
85.	1926-27, c. 26	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line between Bretona and Clover Bar, in the Province of Alberta
86.	1929, c. 18	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Alliance to a point near Youngstown or Dobson, in the Province of Alberta
87.	1929, c. 19	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point at or near Bulwark to a point in Township 38 or 39, Range 8, West of the Fourth Meridian, in the Province of Alberta
88.	1929, c. 20	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point near Central Butte or Mawer to a point in Township 18 or 19, Range 10, 11 or 12, West of the Third Meridian in the Province of Saskatchewan

ANNEXE—Suite

Numéro	Référence	Titre
79.	1926-27, c. 22	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, de près Spruce Lake vers l'ouest, dans la province de la Saskatchewan
80.	1926-27, c. 23	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, de la Jonction de la Baie d'Hudson vers le sud, dans la province de la Saskatchewan
81.	1926-27, c. 24	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, de Elk Point vers l'est, dans la province d'Alberta
82.	1926-27, c. 25	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, entre Ashmont et Bonnyville, dans la province d'Alberta
83.	1926-27, c. 26	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer nationaux du Canada, entre Bretona et Clover Bar, dans la province d'Alberta
84.	1929, c. 18	Loi concernant la construction d'une ligne des Chemins de fer Nationaux du Canada de Alliance à un point situé près de Youngstown ou Dobson, dans la province d'Alberta
85.	1929, c. 19	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé à ou près Bulwark à un point situé dans le township 38 ou 39, rang 8, à l'ouest du quatrième méridien, dans la province d'Alberta
86.	1929, c. 20	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé près Central-Butte ou Mawer à un point situé dans le township 18 ou 19, rang 10, 11 ou 12, à l'ouest du troisième méridien, dans la province de la Saskatchewan
87.	1929, c. 21	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé dans la subdivision de Dundas, près Brantford, à un point situé dans la subdivision de Dunnville, près Cainsville, dans la province d'Ontario
88.	1929, c. 22	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé sur l'embranchement de Garson à Falconbridge Mine, dans la province d'Ontario
89.	1929, c. 24	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé près Hamlin à un point situé près Glenbush, Medstead ou Robin-Hood, dans la province de la Saskatchewan

SCHEDULE—Continued

Item	Citation	Act
89.	1929, c. 21	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point on the Dundas Subdivision near Brantford to a point on the Dunnville Subdivision near Cainsville, in the Province of Ontario
90.	1929, c. 22	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point on the Garson Branch to the Falconbridge Mine, in the Province of Ontario
91.	1929, c. 24	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point near Hamlin to a point near Glenbush, Medstead or Robin Hood, in the Province of Saskatchewan
92.	1929, c. 25	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Hemaruka to Scapa, in the Province of Alberta
93.	1929, c. 26	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point near Melfort to a point near Aberdeen, in the Province of Saskatchewan
94.	1929, c. 27	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point on the Murray Harbour Branch to a point on the Georgetown Subdivision of the Canadian Government Railways, in the Province of Prince Edward Island
95.	1929, c. 28	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Neidpath to a point on the Canadian Pacific Railway near Swift Current, in the Province of Saskatchewan
96.	1929, c. 29	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from New Westminster to a point on Lulu Island, in the Province of British Columbia, with Branches therefrom
97.	1929, c. 30	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Ridgedale, in the Province of Saskatchewan, thirty miles toward The Pas, in the Province of Manitoba
98.	1929, c. 32	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from St. Walburg, in the Province of Saskatchewan, to Bonnyville, in the Province of Alberta
99.	1929, c. 33	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point on the Sudbury Branch to a point in the Township of Fairbank, in the Province of Ontario

ANNEXE—Suite

Numéro	Référence	Titre
90.	1929, c. 25	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada de Hemaruka à Scapa, dans la province d'Alberta
91.	1929, c. 26	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé près Melfort à un point situé près Aberdeen, dans la province de la Saskatchewan
92.	1929, c. 27	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé sur l'embranchement de Murray Harbour à un point situé dans la subdivision de Georgetown des Chemins de fer du gouvernement canadien, dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard
93.	1929, c. 28	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada de Neidpath à un point situé sur le chemin de fer Canadien du Pacifique près Swift-Current, dans la province de la Saskatchewan
94.	1929, c. 29	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada de New-Westminster à un point situé sur l'île Lulu, dans la province de la Colombie-Britannique, avec embranchements qui s'en détachent
95.	1929, c. 30	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada de Ridgedale, dans la province de la Saskatchewan, à trente milles vers Le Pas, dans la province du Manitoba
96.	1929, c. 32	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada de St-Walburg, dans la province de la Saskatchewan, à Bonnyville, dans la province d'Alberta
97.	1929, c. 33	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé sur l'embranchement de Sudbury à un point situé dans le township de Fairbank, dans la province d'Ontario
98.	1929, c. 34	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada de Sunny-Brae à Guysborough, dans la province de la Nouvelle-Écosse
99.	1929, c. 35	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé près Swift-Creek à un point situé près Tête-Jaune, dans la province de la Colombie-Britannique
100.	1929, c. 36	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada d'un point situé près Unity à un point situé près la frontière provinciale dans le township 36 ou 37, dans la province de la Saskatchewan

SCHEDULE—Continued

Item	Citation	Act
100.	1929, c. 34	An Act respecting the construction of a Canadian National Railway Line from Sunnybrae to Guysborough, in the Province of Nova Scotia
101.	1929, c. 35	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point near Swift Creek to a point near Tête Jaune, in the Province of British Columbia
102.	1929, c. 36	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from a point near Unity to a point near the Provincial Boundary in Township 36 or 37, in the Province of Saskatchewan
103.	1932, c. 24	An Act respecting the Canadian National Railways and to provide for an extension of the time for the construction or completion of certain lines of railway
104.	1936, c. 26	An Act respecting the Construction of a Canadian National Railway Line from Senneterre to Rouyn, in the Province of Quebec
105.	1946, c. 41	An Act respecting the construction of a line of railway by Canadian National Railway Company from Barraute to Kiask Falls on the Bell River, in the Province of Quebec
106.	1952, c. 20	An Act respecting the construction of a line of railway by Canadian National Railway Company from Terrace to Kitimat, in the Province of British Columbia
107.	1953-54, c. 49	An Act respecting the construction of lines of railway by Canadian National Railway Company from St. Felicien to Chibougamau and from Chibougamau to Beattyville, all in the Province of Quebec, and from Hillsport on the main line of the Canadian National Railways to Manitowadge Lake, both in the Province of Ontario
108.	1956, c. 19	An Act respecting the Construction of a line of railway in the Province of New Brunswick by Canadian National Railway Company from a point at or near Bartibog in a westerly direction to the Tomogonops River in the vicinity of Little River Lakes
109.	1957-58, c. 13	An Act respecting the Construction of a line of railway by Canadian National Railway Company from Optic Lake to Chisel Lake, and the Purchase by Canadian National Railway Company from The International Nickel Company of Canada, Limited, of a line of railway from Sipiwek to a point on Burntwood River near Mystery Lake, all in the Province of Manitoba

ANNEXE—Suite

Numéro	Référence	Titre
101.	1932, c. 24	Loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et portant prorogation de délai pour la construction ou l'achèvement de certaines lignes de chemin de fer
102.	1936, c. 26	Loi concernant la construction d'une ligne des chemins de fer Nationaux du Canada de Senneterre à Rouyn, dans la province de Québec
103.	1946, c. 41	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne de chemin de fer depuis Barraute jusqu'aux chutes Kiask, sur la rivière Bell, dans la province de Québec
104.	1952, c. 20	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne de chemin de fer depuis Terrace jusqu'à Kitimat, dans la province de la Colombie-Britannique
105.	1953-54, c. 49	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, de lignes ferroviaires depuis Saint-Félicien jusqu'à Chibougamau et depuis Chibougamau jusqu'à Beattyville, dans la province de Québec, et depuis Hillsport, sur la voie principale des Chemins de fer nationaux du Canada, jusqu'à Manitowadge-Lake, dans la province d'Ontario
106.	1956, c. 19	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis un point à ou près Bartibog, vers l'ouest, jusqu'à la rivière Tomogonops dans le voisinage des lacs de Little River
107.	1957-58, c. 13	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'International Nickel Company of Canada, Limited, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba
108.	1960-61, c. 7	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province de Québec depuis un point à ou près la borne indiquant le 72 ^e mille de la subdivision de Kiask Falls vers le nord-ouest, jusqu'à un point dans le voisinage du Lac Mattagami
109.	1962, c. 9	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province d'Alberta depuis White-

SCHEDULE—Continued

Item	Citation	Act
110.	1960-61, c. 7	An Act respecting the Construction of a line of railway in the Province of Quebec by Canadian National Railway Company from a point at or near mile 72 of the Kiask Falls Subdivision in a northwesterly direction to a point in the vicinity of Mattagami Lake
111.	1962, c. 9	An Act respecting the Construction of a line of railway in the Province of Alberta by Canadian National Railway Company from Whitecourt, Alberta, in a westerly direction for a distance of approximately 23.2 miles to the property of Pan American Petroleum Corporation
112.	1962-63, c. 11	An Act respecting the Construction of a line of railway in the Province of New Brunswick by Canadian National Railway Company from Nepisiguit Junction on the Bathurst Subdivision of the Canadian National Railway in a southerly and westerly direction for a distance of approximately 15 miles to the property of Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited
113.	1965, c. 14	An Act respecting the construction of a line of railway in the Province of Ontario by Canadian National Railway Company from a point at or near mileage 3.2 of the Froomfield Spur of the Canadian National Railway near Sarnia in a southerly direction for a distance of approximately 12 miles to the property of Canadian Industries Limited in Sombra Township in the County of Lambton
114.	1966-67, c. 15	An Act respecting the construction of a line of railway in the Province of Ontario by Canadian National Railway Company from the vicinity of Amesdale on the Redditt Subdivision of the Canadian National Railway in a north northwesterly direction for a distance of approximately 68 miles to a point in the vicinity of Bruce Lake, in the District of Kenora
115.	1966-67, c. 35	An Act respecting the construction by Canadian National Railway Company of a line of railway in the Province of Manitoba from the vicinity of Stall Lake on the Chisel Lake Subdivision of Canadian National Railways in a northeasterly direction for a distance of approximately 12 miles to a point in the vicinity of Osborne Lake in The Pas Mining District of that Province, and of a line of railway in the Province of Saskatchewan from the vicinity of Watrous on the Watrous Subdivision of the said Railways in a northeasterly direction for a distance

ANNEXE—Suite

Numéro	Référence	Titre
110.	1962-63, c. 11	court, Alberta, vers l'ouest, sur une distance d'environ 23.2 milles, jusqu'à la propriété de la Pan American Petroleum Corporation
111.	1965, c. 14	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis Nepisiguit Junction, dans la subdivision de Bathurst du réseau Canadian National vers le sud et l'ouest sur une distance d'environ 15 milles, jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited
112.	1966-67, c. 15	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province d'Ontario partant du point qui marque les 3.2 milles de l'embranchement Froomfield du Chemin de fer du Canadien National près de Sarnia, ou à proximité de ce point, et allant vers le sud sur une distance d'environ 12 milles jusqu'à la propriété de la Canadian Industries Limited, dans le township de Sombra, comté de Lambton
113.	1966-67, c. 35	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province d'Ontario depuis le voisinage d'Amesdale, sur la subdivision de Redditt des chemins de fer nationaux du Canada, en direction nord-nord-ouest, sur une distance d'environ 68 milles jusqu'à un point situé dans le voisinage du lac Bruce, dans le district de Kenora
114.	1968-69, c. 3	Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Manitoba depuis le voisinage du lac Stall, sur la subdivision du lac Chisel des chemins de fer nationaux du Canada, en direction nord-est, sur une distance d'environ 12 milles jusqu'à un point situé dans le voisinage du lac Osborne, dans le district minier de Le Pas de cette province, et d'une ligne ferroviaire dans la province de la Saskatchewan depuis le voisinage de Watrous, sur la subdivision de Watrous desdits chemins de fer, en direction nord-est, sur une distance d'environ 18 milles jusqu'à un point situé dans le voisinage de Guernsey dans le district minier de Regina de cette province
		Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne de chemin de fer dans la province d'Alberta depuis les

SCHEDULE—Concluded

Item	Citation	Act
116.	1968-69, c. 3	of approximately 18 miles to a point in the vicinity of Guernsey in the Regina Mining District of that Province
117.	1949, c. 32	An Act respecting the construction of a line of railway in the Province of Alberta by Canadian National Railway Company from the vicinity of Windfall on the Windfall Extension to the Sangudo Subdivision of the Canadian National Railway in a westerly direction for a distance of approximately 51 miles to the Bigstone property of Pan American Petroleum Corporation and of a connecting spur extending in a northerly direction for a distance of approximately 9 miles to the South Kaybob property of Hudson's Bay Oil & Gas Company Limited and its associates
118.	1959, c. 27	The Pacific Great Eastern Railway Aid Act
119.	1960, c. 42	Freight Rates Reduction Act
120.	1960-61, c. 29	An Act to amend the Freight Rates Reduction Act
121.	R.S.C. 1970, c. F-8	An Act to amend the Freight Rates Reduction Act
122.	R.S.C. 1970, c. F-28	Ferries Act
123.	1976-77, c. 57	Foreign Aircraft Third Party Damage Act
		Air Traffic Control Services Continuation Act
DEPARTMENT OF VETERANS AFFAIRS		
124.	1936, c. 47	The Veteran's Assistance Commission Act, 1936
		An Act respecting the construction of a line of railway in the Province of Ontario by Canadian National Railway Company from the vicinity of Ainsdale on the Timiskaming Subdivision of the Canadian National Railway in a north-northwesterly direction for a distance of approximately 68 miles to a point in the vicinity of Bruce Lake, in the District of Kenora
		An Act respecting the construction by Canadian National Railway Company of a line of railway in the Province of Manitoba from the vicinity of Stell Lake on the Chisel Lake Subdivision of Canadian National Railways in a northeasterly direction for a distance of approximately 10 miles to a point in the vicinity of Odore Lake in The Pas Mining District

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ANNEXE—*Fin*

Numéro	Référence	Titre
115.	1949, c. 32	environs de Windfall sur le prolongement de Windfall jusqu'à la subdivision de Sangudo des Chemins de fer nationaux du Canada, vers l'ouest, sur une distance d'environ 51 milles, jusqu'à la propriété de Bigstone de la Pan American Petroleum Corporation, ainsi que d'un embranchement de raccordement se prolongeant vers le nord, sur une distance d'environ 9 milles, jusqu'à la propriété de South Kaybob de la Hudson's Bay Oil & Gas Company Limited et de ses associés
116.	1959, c. 27	Loi sur le Pacific Great Eastern Railway (Subvention)
117.	1960, c. 42	Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises
118.	1960-61, c. 29	Loi modifiant la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises
119.	S.R.C. 1970, c. F-8	Loi modifiant la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises
120.	S.R.C. 1970, c. F-28	Loi sur les passages d'eau
121.	1976-77, c. 57	Loi sur les dommages causés aux tiers par les aéronefs étrangers
		Loi sur le maintien des services du contrôle de la circulation aérienne

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

122.	1912, c. 17	Loi autorisant le paiement d'une subvention à la Collingwood Shipbuilding Company, Limited
123.	1934, c. 59	Loi sur la construction d'ouvrages publics, 1934
124.	1935, c. 34	Loi sur la construction d'ouvrages publics supplémentaires, 1935

APPENDIX—C

Item	Title	Reference	Date
166	Bill respecting the construction of a railway from the village of Wainwright to the village of Leduc, and for the better protection of the Indians in the vicinity of Edmonton.	121	1883
167	Bill respecting the construction of a line of railway in the Province of Alberta by Canadian National Railway Company from the vicinity of Wainwright to the Great Extension to the Sandoe Subdivision of the Canadian National Railway in a westerly direction for a distance of approximately 20 miles to the property of the American Petroleum Corporation and of a branch of 20 miles leading in a northerly direction for a distance of approximately 10 miles to the South Kaybob property of Rockwood Bay Oil & Gas Company Limited and 20 branches to the Pacific Great Eastern Railway. <i>See 121</i>	121	1883
168	Bill respecting the reduction of freight rates.	121	1883
169	Bill respecting the amendment of the Freight Rates Reduction Act to extend the Freight Rates Reduction Act to the less favourable circumstances than those of the original act.	121	1883
170	Bill respecting the amendment of the Freight Rates Reduction Act to amend the Freight Rates Reduction Act.	121	1883
171	Bill respecting the continuation of the Air Traffic Control Services Continuation Act.	121	1883
	MINISTER DES TRANSACTIONS PUBLIQUES		
	MINISTER OF TRANSAKS AFFAIRS		
172	Bill respecting the continuation of the Veterans' Assistance Committee.	121	1883
173	Bill respecting the continuation of the Public Works Development Fund.	121	1883

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-120

An Act to amend the Supplementary Retirement Benefits
Act

First reading, June 15, 1982

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-120

Loi modifiant la Loi sur les prestations de retraite
supplémentaires

Première lecture le 15 juin 1982

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

THE PRESIDENT OF THE TREASURY BOARD

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-120

An Act to amend the Supplementary Retirement Benefits Act

R.S., c.43 (1st Supp.); c.30 (2nd Supp.); 1973-74, c.36; 1974-75-76, cc.73, 81, 99; 1980-81-82, c.64

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Section 4 of the *Supplementary Retirement Benefits Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsections:

Exception for first year benefits received

“(2.1) Notwithstanding subsection (1), the supplementary retirement benefit payable to a recipient whose retirement year is 1982 or a later year for a month in the year immediately following his retirement year is the amount obtained by multiplying

(a) the amount of the supplementary retirement benefit that would, but for this subsection, be payable to the recipient for that month

by

(b) the ratio that the number of complete months that remained in the retirement year after the retirement month bears to twelve.

(2.2) For the purposes of calculating the supplementary retirement benefit payable under subsection (1) to a recipient whose retirement year is 1982 or a later year for a month in any year following the year immediately following his retirement year,

(a) the amount of the pension payable to the recipient for that month referred

Exception for subsequent years

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-120

Loi modifiant la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires

S.R., c. 43 (1^{er} suppl.); c. 30 (2^e suppl.); 1973-74, c. 36; 1974-75-76, c. 73, 81, 99; 1980-81-82, c. 64

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. (1) L'article 4 de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

«(2.1) Nonobstant le paragraphe (1), la prestation de retraite supplémentaire payable à un prestataire, dont l'année de retraite est postérieure à 1981, pour un mois de l'année suivant immédiatement l'année de sa retraite est le montant obtenu en multipliant

a) le montant de la prestation de retraite supplémentaire qui, sans le présent paragraphe, serait payable au prestataire pour ce mois

par

b) la proportion que représente le nombre de mois entiers de l'année de la retraite qui reste après le mois de la retraite par rapport à douze.

(2.2) Aux fins du calcul de la prestation de retraite supplémentaire payable en vertu du paragraphe (1) à un prestataire, dont l'année de retraite est postérieure à 1981, pour un mois d'une année quelconque suivant l'année qui suit immédiatement l'année de sa retraite,

Exception visant les prestations reçues au cours de la première année

Exception visant les années subséquentes

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) New. This amendment would limit supplementary retirement benefits payable to recipients with retirement years of 1982 or later, for the first year for which the benefits are payable, to a pro-rated amount based on the number of complete months remaining in the retirement year after retirement.

(2) and (3) These amendments are consequential on the amendment contained in subclause (1).

Subsections 4(3) and (5) at present read as follows:

"(3) For the purposes of subsection (1), the retirement year of a person to or in respect of whom or in respect of whose service a pension is payable is the year in which, for the purposes of the enactment pursuant to which the pension is payable, that person ceased to hold office, to be a member of the Senate or House of Commons, to be employed or to be a member of the Royal Canadian Mounted Police or a member of the regular force of the Canadian Forces, as the case may be."

"(5) Notwithstanding subsections (1) and (4), but subject to section 5, the amount of the supplementary retirement benefit that may be paid for a month in any year to a recipient in respect of whom the retirement year determined pursuant to subsection (3) is 1976 or a later year shall be not less than the difference obtained by subtracting the amount of the pension that may be paid to him for that month in that year from the aggregate of the supplementary retirement benefit and maximum pension that would have been payable to that recipient for that month in that year, other than pursuant to this subsection, if the retirement year of the recipient had been such *earlier* year, being a year after 1974, as is determined to be his retirement year by

(a) the Governor in Council, in the case of a person to or in respect of whom the pension is payable on ceasing to hold an office to which he was appointed by the Governor in Council; and

(b) the Treasury Board, in the case of a person other than a person described in paragraph (a)."

NOTES EXPLICATIVES

Article 1, (1). — Nouveau. Modification qui, pour la première année de prestations, limite les prestations de retraite supplémentaires payables aux prestataires qui prennent leur retraite après 1981 à un montant proportionnel au nombre de mois entiers restant dans cette année après la retraite.

(2) et (3). — Modifications qui découlent des modifications proposées par le paragraphe (1).

Texte actuel des paragraphes 4(3) et (5) :

«(3) Aux fins du *paragraphe (1)*, l'année de retraite d'une personne à laquelle, relativement à laquelle ou relativement au service de laquelle une pension est payable est l'année au cours de laquelle, aux fins du texte législatif en conformité *duquel* la pension est payable, cette personne a cessé de remplir ses fonctions, d'être *un membre* du Sénat ou de la Chambre des communes, d'être employée ou d'être *un membre* de la Gendarmerie royale du Canada ou de la force régulière des Forces canadiennes, selon le cas.

(5) Nonobstant les paragraphes (1) et (4) mais sous réserve de l'article 5, la prestation de retraite supplémentaire payable, pour un mois *quelconque*, au prestataire dont l'année de retraite tombe, en application du paragraphe (3), après 1975 ne doit pas être inférieure à la différence entre la pension qui lui est payable pour ce mois et le total de prestation de retraite supplémentaire et de la pension maximale qui lui auraient été payables pour ce mois autrement qu'en vertu du présent paragraphe si son année de retraite postérieure à 1974, avait été toute année *antérieure* déterminée comme telle

a) par le gouverneur en conseil dans le cas de toute personne qui, ayant droit à la pension, quitte les fonctions auxquelles il l'avait nommée;

b) par le conseil du Trésor, dans le cas de toute personne non visée à l'alinéa a).»

to in paragraph (1)(a) shall be deemed to be the aggregate of the amount of the pension payable to the recipient for that month and the amount of the supplementary retirement benefit for a month in the year immediately following his retirement year calculated pursuant to subsection (2.1), whether or not that amount was paid; and

(b) the Benefit Index for the retirement year shall be deemed to be the Benefit Index for the year immediately following his retirement year."

(2) Subsection 4(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) For the purposes of this section,

(a) the retirement year or retirement month of a person to or in respect of whom or in respect of whose service a pension is payable, other than a person referred to in paragraph (b), is the year or month, as the case may be, in which, for the purposes of the enactment pursuant to which the pension is payable, that person most recently ceased to be employed, to hold office, to be a member of the Senate or House of Commons or to be a member of the regular force of the Canadian Forces or the Royal Canadian Mounted Police, as the case may be; and

(b) the retirement year or retirement month of a person who is in receipt of a pension by virtue of being a surviving spouse, child or orphan, is the retirement year or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable."

(3) All that portion of subsection 4(5) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(5) Notwithstanding subsections (1), (2.1), (2.2) and (4), but subject to section 5, the amount of the supplementary retirement benefit that may be paid for a month

a) le montant de la pension payable au prestataire pour ce mois visé à l'alinéa (1)a) est réputé être le total du montant de la pension payable au prestataire pour ce mois et du montant de la prestation de retraite supplémentaire pour un mois de l'année suivant immédiatement l'année de sa retraite calculé selon le paragraphe (2.1), que ce montant ait été payé ou non; et

b) l'indice de prestation pour l'année de retraite est réputé être l'indice de prestation pour l'année suivant immédiatement l'année de sa retraite."

(2) Le paragraphe 4(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(3) Aux fins du présent article,

a) l'année ou le mois de retraite d'une personne à laquelle, relativement à laquelle ou relativement au service de laquelle une pension est payable, à l'exclusion d'une personne visée à l'alinéa b), est l'année au cours de laquelle, ou le mois au cours duquel, selon le cas, aux fins du texte législatif en conformité avec lequel la pension est payable, cette personne a, en dernier lieu, cessé d'être employée, de remplir ses fonctions, d'être membre du Sénat ou de la Chambre des communes ou d'être membre de la force régulière des Forces canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas; et

b) l'année ou le mois de retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de conjoint survivant, d'enfant ou d'orphelin est l'année ou le mois de retraite, selon le cas, de la personne relativement à laquelle ou relativement au service de laquelle la pension est payable."

Détermination de l'année ou du mois de retraite

(3) La partie du paragraphe 4(5) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1974-75-76, c.
81, art. 104

"(5) Nonobstant les paragraphes (1), (2.1), (2.2) et (4) mais sous réserve de l'article 5, la prestation de retraite supplémentaire payable pour un mois d'une

Prestataires dont l'année de retraite tombe après 1975

Determination of retirement year or retirement month

1974-75-76,
c.81, s.104

Recipients for whom
retirement year
is 1976 or later

in any year to a recipient in respect of whom the retirement year determined pursuant to subsection (3) is 1976 or a later year shall be not less than the difference obtained by subtracting the amount of the pension that may be paid to him for that month in that year from the aggregate of the supplementary retirement benefit and maximum pension that would have been payable to that recipient for that month in that year, other than pursuant to this subsection, if the retirement month of the retirement year of the recipient had been such month in such year, being a year after 1974, as is determined by" 15

année quelconque au prestataire dont l'année de retraite tombe, en application du paragraphe (3), après 1975 ne doit pas être inférieure à la différence entre la pension qui lui est payable pour ce mois et le total de la prestation de retraite supplémentaire et de la pension maximale qui lui auraient été payables pour ce mois autrement qu'en vertu du présent paragraphe, si le mois de retraite de l'année de retraite du prestataire avait été le mois de retraite d'une année postérieure à 1974 déterminé»

Section pour l'amendement introduisant l'annexe de la loi.

(2) Le paragraphe 4(3) de ladite loi est 15
modifié et remplacé par ce qui suit:

a) deux types de pensions annuelles;

*a) l'année où le mois de retraite d'une personne à laquelle, conformément à laquelle son relativement au service de 20
laquelle une pension est payable, à l'ex-
ception d'une personne dont le taux de
taux de pension dépend de la date, aux
mains de cette dernière, soit le cas, aux
titres de toute fonction ou fonctionne 25
soit jusqu'à la pension est payable, cette
personne à, en dernier lieu, cesse d'être
employée, de remplir ses fonctions,
d'être membre du Sénat ou de la Chambre
des communes ou d'être membre de 30
la force régulière des Forces canadien-
nes ou de la Gendarmerie royale du
Canada, selon le cas; et*

*b) l'année où le mois de retraite d'une
personne qui a quitté sa position à titre
de conseiller suivant, à moins qu'il n'ap-
plique est l'année où le mois de retraite,
soit le cas, de la personne relativement
à laquelle ou relativement au service de
laquelle la pension est payable.*

(3) La partie du paragraphe 4(5) de ladite
loi qui prévoit l'alinéa a) est abrogée et
remplacée par ce qui suit:

a) Néanmoins les paragraphes 1)

2), 3), 3(2) et 4) sont sans rapport avec

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des
communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

PROJET DE LOI C-121

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-121

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money
for the Government of Canada for the financial year
ending the 31st March, 1983

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 21, 1982

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-121

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent
pour le gouvernement du Canada pendant l'année
financière se terminant le 31 mars 1983

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 21 JUIN 1982

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-121

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the Government of Canada for the financial year ending the 31st March 1983

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

Preamble

Whereas it appears by messages from His Excellency, the Right Honourable Edward Schreyer, Governor General of Canada, and from the Deputy to His Excellency, and by the Estimates accompanying the said messages, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1983, and for other purposes connected with the public service; May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada that:

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 2, 1982-83*.

\$21,998,610,-
673.92 granted
for 1982-83

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole twenty one billion, nine hundred and ninety-eight million, six hundred and ten thousand, six hundred and seventy-three dollars and ninety-two cents toward defraying the several charges and expenses of the public service of Canada, from the 1st day of April, 1982 to the 31st day of March, 1983 not otherwise provided for and being the aggregate of

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-121

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le gouvernement du Canada pendant l'année financière se terminant le 31 mars 1983

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Considérant qu'il appert, des messages de Son Excellence le très honorable Edward Schreyer, Gouverneur général du Canada, et du député de Son Excellence, et des budgets des dépenses qui accompagnent lesdits messages, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses du service public du Canada, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 1983, et pour d'autres objets se rattachant au service public: Plaïse en conséquence à Votre Majesté que soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit:

Préambule

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi n^o 2 de 1982-83 portant affectation de crédits*. Titre abrégé

2. Sur le Fonds du revenu consolidé, il peut être payé et affecté une somme n'excédant pas en tout vingt et un milliards neuf cent quatre-vingt-dix-huit millions six cent dix mille six cent soixante-treize dollars quatre-vingt-douze cents pour subvenir aux diverses charges et dépenses du service public du Canada depuis le 1^{er} avril 1982 jusqu'au 31 mars 1983, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

\$21,998,610,-
673.92 accordés
pour 1982-83

30 a) du total des montants des postes contenus à l'annexe A de la présente loi et

(a) the total of the amounts of the items set forth in the Main Estimates now before the House for the fiscal year ending the 31st day of March, 1983 as contained in Schedule A to this Act less the amounts voted by *Appropriation Act No. 1, 1982-83*.....\$21,884,514,671.92

and

(b) the total of the amounts of the items set forth in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending the 31st day of March, 1983 as contained in Schedule B to this Act.....\$114,096,002.00

Purpose and effect of each item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

(2) The provisions of each item in the Schedules shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1982.

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2) if the deputy head or other person charged with the administration of a service certifies that the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

(2) Where an item in the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or

5

énoncés au budget principal de l'année financière se terminant le 31 mars 1983 qui est actuellement devant la Chambre, moins les montants votés par la *Loi n° 1 de 1982-83 portant affectation de crédits*.....\$21,884,514,671.92

et

b) du total des montants des postes contenus à l'annexe B de la présente loi et énoncés au budget supplémentaire (A) de l'année financière se terminant le 31 mars 1983.....\$114,096,002.00

comme d'urgence pour le gouvernement

3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation au titre d'un poste ne peut être versé ou affecté qu'aux fins et conditions spécifiées dans le poste et le paiement ou l'affectation de tout montant aux termes du poste ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou indiqués.

(2) Les dispositions de chaque poste des annexes sont réputées avoir été édictées par le Parlement le 1^{er} avril 1982.

25

4. (1) Lorsqu'un poste du budget mentionné à l'article 2 implique qu'il confère l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant y énoncé ou augmente le montant limite des engagements pouvant être pris en vertu d'une autre loi ou lorsqu'on se propose de prendre un engagement en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de ce poste ou conformément au paragraphe (2), si le sous-chef ou autre personne chargée de l'administration d'un service certifie que le total de l'engagement qu'on se propose de prendre et de tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu de cette loi n'excède pas le total de l'autorisation d'engagement énoncé dans ce poste ou calculé conformément au paragraphe (2).

(2) Lorsqu'un poste du budget mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi est censé conférer l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris conformément aux conditions de ce poste ou

Objet et effet de chaque poste

Engagements

provision up to an amount equal to the aggregate of

- (a) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and

(b) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such items, whichever is the greater.

Appropriation charged

5. At any time prior to the date on which 10
the Public Accounts for a fiscal year are
tabled in Parliament, an appropriation grant-
ed by this or any other Act may be charged
after the end of the fiscal year for which the
appropriation is granted for the purpose of 15
making adjustments in the accounts of
Canada for the said fiscal year that do not
require payments for the Consolidated Reve-
nue Fund.

Accounts to be
rendered R.S.,
c. E-10

6. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 55 of the *Financial Administration Act*.

cette disposition jusqu'à concurrence d'un montant égal à l'ensemble

- a) du montant éventuellement affecté au titre de ce poste ou cette disposition; et

b) du montant des recettes effectivement perçues ou, dans le cas d'un poste contenu audit budget, des recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à ce poste, en prenant le plus élevé des deux.

5. A toute date antérieure à celle du dépôt 10 Imputation de
des comptes publics pour une année finan- crédit
cière au Parlement, un crédit accordé par la
présente loi ou toute autre loi peut être
imputé après l'expiration de l'année finan- 15
cière pour laquelle il est accordé en vue d'apporter aux comptes du Canada pour
l'année financière en question des rectifica-
tions qui ne requièrent aucun paiement à
prélever sur le Fonds du revenu consolidé.

6. Il doit être rendu compte des montants 2 payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 55 de la *Loi sur l'administration financière*.

○ Comptes à rendre S.R., c. F. 10

SCHEDULE A

Based on the Main Estimates, 1982-83. The amount hereby granted is \$21,884,514,671.92 being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule less the amounts voted on account of the said items by *Appropriation Act No. 1, 1982-83*.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1983, and the purposes for which they are granted.

No. of Vote	Service	Amount	Total
	AGRICULTURE		\$
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures	40,809,000	
	AGRI-FOOD DEVELOPMENT PROGRAM		
5	Agri-Food Development—Operating expenditures, including the costs of publishing departmental research papers as supplements to the "Canadian Entomologist" and to authorize the payment of commissions for services provided in accordance with the <i>Western Grain Stabilization Act</i>	184,455,000	
10	Agri-Food Development—Capital expenditures	19,347,000	
15	Agri-Food Development—The grants listed in the Estimates and contributions	321,244,700	
	AGRI-FOOD REGULATION AND INSPECTION PROGRAM		
20	Agri-Food Regulation and Inspection—Operating expenditures	154,336,000	
25	Agri-Food Regulation and Inspection—Capital expenditures	8,614,000	
30	Agri-Food Regulation and Inspection—Contributions	5,754,000	
	CANADIAN GRAIN COMMISSION PROGRAM		
35	Canadian Grain Commission—Program expenditures and contributions	32,056,400	766,616,100
	B—CANADIAN DAIRY COMMISSION		
40	Canadian Dairy Commission—Program expenditures	5,623,000	
	C—CANADIAN LIVESTOCK FEED BOARD		
45	Canadian Livestock Feed Board—Operating expenditures	1,208,000	
50	Canadian Livestock Feed Board—Contributions	18,200,000	19,408,000

ANNEXE A

D'après le budget principal de 1982-83. Le montant accordé par les présentes est de \$21,884,514,671.92 soit le total des postes dudit budget que contient la présente annexe, moins les montants affectés au compte desdits postes par la *Loi n° 1 de 1982-83 portant affectation de crédits*.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année se terminant le 31 mars 1983 et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	AGRICULTURE		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	40,809,000	
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE		
5	Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement, y compris les frais de publication des Travaux de recherches du Ministère comme suppléments du «Canadian Entomologist» et autorisation de verser des commissions pour services rendus conformément à la <i>Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest</i>	184,455,000	
10	Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses en capital	19,347,000	
15	Développement du secteur agro-alimentaire—Subventions inscrites au Budget et contributions	321,244,700	
	PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRE		
20	Réglementation et inspection agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement	154,336,000	
25	Réglementation et inspection agro-alimentaire—Dépenses en capital	8,614,000	
30	Réglementation et inspection agro-alimentaire—Contributions	5,754,000	
	PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
35	Commission canadienne des grains—Dépenses du programme et contributions	32,056,400	
			766,616,100
	B—COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
40	Commission canadienne du lait—Dépenses du programme	5,623,000	
	C—OFFICE CANADIEN DES PROVENDES		
45	Office canadien des provendes—Dépenses de fonctionnement	1,208,000	
50	Office canadien des provendes—Contributions	18,200,000	
			19,408,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	COMMUNICATIONS	\$	\$
	A—DEPARTMENT		
	COMMUNICATIONS PROGRAM		
1	Communications—Operating expenditures, the grant listed in the Estimates, contributions and authority to spend revenue received during the year	97,961,000	
5	Communications—Capital expenditures.....	19,347,000	
	ARTS AND CULTURE PROGRAM		
10	Arts and Culture—Operating expenditures.....	5,416,000	
15	Arts and Culture—The grants listed in the Estimates and contributions.....	12,010,000	
20	Arts and Culture—Payments to the Canada Post Corporation for costs associated with cultural publication mailings.....	220,000,000	
L25	Non-Budgetary Loans to institutions and public authorities in Canada in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purposes of Section 29 of the <i>Cultural Property Export and Import Act</i>	10,000	354,744,000
	B—CANADA COUNCIL		
30	Payment to the Canada Council within the meaning of Section 20 of the <i>Canada Council Act</i> , to be used for the general purposes set out in Section 8 of the Act		59,883,000
	C—CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
35	Payment to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service	673,669,000	
40	Payment to the Canadian Broadcasting Corporation for capital expenditures in providing a broadcasting service	63,700,000	
	D—CANADIAN FILM DEVELOPMENT CORPORATION		
45	Payments to the Canadian Film Development Corporation to be used for the purposes set out in the <i>Canadian Film Development Corporation Act</i>		4,466,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
COMMUNICATIONS			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS			
1	Communications—Dépenses de fonctionnement, subvention inscrite au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	97,961,000	
5	Communications—Dépenses en capital	19,347,000	
PROGRAMME DES ARTS ET DE LA CULTURE			
10	Arts et culture—Dépenses de fonctionnement	5,416,000	
15	Arts et culture—Subventions inscrites au Budget et contributions	12,010,000	
20	Arts et culture—Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts reliés aux envois de livres, journaux et périodiques à caractère culturel	220,000,000	
Non-budgétaire			
L25	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouvernement en conseil, aux fins de l'article 29 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10,000	
			354,744,000
B—CONSEIL DES ARTS DU CANADA			
30	Paiement au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi		59,883,000
C—SOCIÉTÉ RADIO-CANADA			
35	Paiement à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	673,669,000	
40	Paiement à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	63,700,000	
			737,369,000
D—SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE			
45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>		4,466,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
COMMUNICATIONS (Concluded)			
E—CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION			
50	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission—Program expenditures and the grants listed in the Estimates	20,430,000	
F—NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION			
55	Payments to the National Arts Centre Corporation	15,797,000	
G—NATIONAL FILM BOARD			
60	National Film Board Revolving Fund—Operating loss, capital, the grants listed in the Estimates and contributions	52,758,000	
H—NATIONAL LIBRARY			
65	National Library—Program expenditures and the grants listed in the Estimates	24,087,000	
I—NATIONAL MUSEUMS OF CANADA			
70	National Museums of Canada—Operating expenditures, including an amount of \$2,045,000 for the purchase of objects for the collection of the Corporation in the 1982-83 and 1983-84 fiscal years and authority to spend revenue received during the year from the sale to the public of books, pamphlets, replicas and other material related to the purposes of the Corporation.....	49,093,000	
75	National Museums of Canada—The grants listed in the Estimates	8,852,700	57,945,700
J—PUBLIC ARCHIVES			
80	Public Archives—Program expenditures and authority to spend revenues received during the year	30,090,000	
K—SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL			
85	Social Sciences and Humanities Research Council—Operating expenditures.....	4,936,000	
90	Social Sciences and Humanities Research Council—The grants listed in the Estimates	51,348,000	56,284,000

ANNEXE A—Suite 82

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
COMMUNICATIONS (Fin)			
E—CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES			
50	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget.....		20,430,000
F—CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS			
55	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts		15,797,000
G—OFFICE NATIONAL DU FILM			
60	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions		52,758,000
H—BIBLIOTHÈQUE NATIONALE			
65	Bibliothèque nationale—Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget		24,087,000
I—MUSÉES NATIONAUX DU CANADA			
70	Musées nationaux du Canada—Dépenses de fonctionnement, y compris une somme \$2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des années financières 1982-1983 et 1983-1984 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation	49,093,000	
75	Musées nationaux du Canada—Subventions inscrites au Budget	8,852,700	57,945,700
J—ARCHIVES PUBLIQUES			
80	Archives publiques—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année		30,090,000
K—CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES			
85	Conseil de recherches en sciences humaines—Dépenses de fonctionnement.....	4,936,000	
90	Conseil de recherches en sciences humaines—Subventions inscrites au Budget	51,348,000	56,284,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS			
A—DEPARTMENT			
1	Consumer and Corporate Affairs—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	94,142,000	
B—RESTRICTIVE TRADE PRACTICES COMMISSION			
5	Restrictive Trade Practices Commission—Program expenditures	1,802,000	
ECONOMIC DEVELOPMENT			
A—MINISTRY OF STATE			
1	Economic Development—Program expenditures and contributions	5,861,800	
B—NORTHERN PIPELINE AGENCY			
5	Northern Pipeline Agency—Program expenditures.....	8,871,000	
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION			
A—DEPARTMENT			
DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM			
1	Departmental Administration—Program expenditures.....	4,893,000	
B—CANADA EMPLOYMENT AND IMMIGRATION COMMISSION			
ADMINISTRATION PROGRAM			
5	Administration—Program expenditures	18,612,000	
EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM			
10	Employment and Insurance—Operating expenditures, and:		
	(a) payments to a province in respect of any necessary administrative support and inspection services supplied by the province in connection with training provided to adult employees under Section 6 of the <i>Adult Operational Training Act</i> ; and		
	(b) payments to provinces pursuant to contracts entered into under Section 5 of the <i>Adult Occupational Training Act</i> in respect of innovative, developmental or experimental activities undertaken by the provinces to improve manpower training.....	464,267,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
CONSOMMATION ET CORPORATIONS			
A—MINISTÈRE			
1	Consommation et Corporations—Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions.....		94,142,000
B—COMMISSION SUR LES PRATIQUES RESTRICTIVES DU COMMERCE			
5	Commission sur les pratiques restrictives du commerce—Dépenses du programme		1,802,000
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE			
A—DÉPARTEMENT D'ÉTAT			
1	Développement économique—Dépenses du programme et contributions.....		5,861,800
B—ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD			
5	Administration du pipe-line du Nord—Dépenses du programme		8,871,000
EMPLOI ET IMMIGRATION			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
1	Administration centrale—Dépenses du programme		4,893,000
B—COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
5	Administration—Dépenses du programme.....		18,612,000
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE			
10	Emploi et assurance—Dépenses de fonctionnement et		
	a) paiements fait à une province à l'égard des services de soutien administratif et d'inspection que la province doit fournir relativement à la formation dispensée aux employés adultes, aux termes de l'article 6 de la <i>Loi sur la formation professionnelle des adultes</i> ; et		
	b) paiements aux provinces, en vertu de marchés conclus aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur la formation professionnelle des adultes</i> , à l'égard des activités d'innovation, de développement ou des activités expérimentales qu'elles ont entreprises dans le but d'améliorer la formation de la main-d'œuvre		464,267,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION (Concluded)	\$	\$
	B—CANADA EMPLOYMENT AND IMMIGRATION COMMISSION (Concluded)		
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM (Concluded)		
15	Employment and Insurance—The grants listed in the Estimates, contributions and payments to provinces, municipalities, other public bodies, community organizations, private groups, corporations, partnerships and individuals, in accordance with agreements entered into between the Minister and such bodies in respect of projects undertaken by them for the purposes of providing employment to unemployed workers and contributing to the betterment of the community.....	523,178,000	
20	Immigration—Program expenditures and contributions.....	76,295,000	
25	Annuities—Program expenditures.....	3,062,000	1,085,414,000
	C—IMMIGRATION APPEAL BOARD		
30	Immigration Appeal Board—Program expenditures.....	2,882,000	
	ENERGY, MINES AND RESOURCES		
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year.....	17,529,000	
	ENERGY PROGRAM		
5	Energy—Operating expenditures	113,944,000	
10	Energy—The grants listed in the Estimates and contributions.....	198,858,000	
15	Payments to refiners and other importers of crude oil and petroleum products for the purposes of Part IV of the <i>Petroleum Administration Act</i>	2,974,800,000	
20	Uranium Canada Limited—Operating expenditures	35,000	
25	Canadian Home Insulation Program—Payments for the purposes of the <i>Canadian Home Insulation Program Act</i>	262,000,000	
30	Canada Oil Substitution Program—Payments for the purposes of the <i>Oil Substitution and Conservation Act</i>	245,758,000	
	Non-Budgetary		
L35	Loans in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council to assist in financing regional electrical interconnections	9,000,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
EMPLOI ET IMMIGRATION (Fin)			
B—COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA (Fin)			
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE (Fin)			
15	Emploi et assurance—Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, corporations, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	523,178,000	
20	Immigration—Dépenses de programme et contributions	76,295,000	
25	Rentes sur l'État—Dépenses du programme	3,062,000	1,085,414,000
C—COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION			
30	Commission d'appel de l'immigration—Dépenses du programme		2,882,000
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
1	Administration—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	17,529,000	
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE			
5	Énergie—Dépenses de fonctionnement	113,944,000	
10	Énergie—Subventions inscrites au Budget et contributions	198,858,000	
15	Paiements à des raffineurs et à d'autres importateurs de pétrole brut et de produits pétroliers aux fins de la partie IV de la <i>Loi sur l'administration du pétrole</i>	2,974,800,000	
20	Uranium Canada, Limitée—Dépenses de fonctionnement	35,000	
25	Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—Paiements aux fins de la <i>Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes</i>	262,000,000	
30	Programme canadien de remplacement du pétrole—Paiements aux fins de la <i>Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout</i>	245,758,000	
Non-budgétaire			
L35	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	9,000,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	ENERGY, MINES AND RESOURCES (Concluded)	\$	\$
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	MINERALS AND EARTH SCIENCES PROGRAM		
40	Minerals and Earth Sciences—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	178,685,000	
45	Minerals and Earth Sciences—Capital expenditures	31,117,000	4,031,726,000
	B—ATOMIC ENERGY CONTROL BOARD		
50	Atomic Energy Control Board—Program expenditures and the grants listed in the Estimates		15,745,000
	C—ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED		
55	Atomic Energy of Canada Limited—Operating expenditures	283,232,000	
60	Atomic Energy of Canada Limited—Capital expenditures	34,386,000	
	Non-Budgetary		
L65	Loans to Atomic Energy of Canada Limited in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council to finance construction of new buildings	10,200,000	
L70	Loans to Atomic Energy of Canada Limited in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purchase of new equipment	3,800,000	331,618,000
	D—NATIONAL ENERGY BOARD		
75	National Energy Board—Program expenditures		19,209,000
	ENVIRONMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	36,348,840	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES (Fin)			
A—MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE			
40	Minéraux et sciences de la Terre—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	178,685,000	
45	Minéraux et sciences de la Terre—Dépenses en capital	31,117,000	4,031,726,000
B—COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE			
50	Commission de contrôle de l'énergie atomique—Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget		15,745,000
C—ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE			
55	Énergie atomique du Canada, Limitée—Dépenses de fonctionnement	283,232,000	
60	Énergie atomique du Canada, Limitée—Dépenses en capital	34,386,000	
Non-budgétaire			
L65	Prêts accordés à l'Énergie atomique du Canada, Limitée, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour financer la construction de nouveaux bâtiments	10,200,000	
L70	Prêts accordés à l'Énergie atomique du Canada, Limitée, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour acheter de nouveaux équipements	3,800,000	331,618,000
D—OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE			
75	Office national de l'énergie—Dépenses du programme		19,209,000
ENVIRONNEMENT			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
1	Administration—Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	36,348,840	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
ENVIRONMENT (Concluded)			
ENVIRONMENTAL SERVICES PROGRAM			
5	Environmental Services—Operating expenditures including recoverable expenditures incurred in respect of the Prairie Provinces Water Board, the Qu'Appelle Basin Study Board, the St. John River Basin Board, and authority for the Minister to engage such consultants as may be required by the above Boards at such remunerations as the Boards may determine; recoverable expenditures incurred in respect of Regional Water Resources Planning Investigations and Water Resources Inventories, authority to make recoverable advances not exceeding the aggregate of the amount of the shares of the Provinces of Manitoba and Ontario of the cost of regulating the levels of Lake of the Woods and Lac Seul and the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of hydrometric surveys, and authority to spend revenue received during the year.....	299,538,000	
10	Environmental Services—Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property.....	32,857,000	
15	Environmental Services—The grants listed in the Estimates and contributions.....	51,332,200	
PARKS CANADA PROGRAM			
20	Parks Canada—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions; expenditures on other than federal property; expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance.....	160,679,000	
25	Parks Canada—Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions toward the cost of undertakings carried out by those bodies; expenditures on other than federal property; and expenditures in respect of proposed new national parks, historic and scenic travel routes, and areas of natural or historic significance.....	101,027,000	
30	Payments to the National Battlefields Commission for the purposes and subject to the provisions of an act respecting the National Battlefields at Quebec	1,575,000	683,357,040

ANNEXE A—Suite

Nº du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
ENVIRONNEMENT (Fin)			
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT			
5	Services de l'environnement—Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagés à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	299,538,000	
10	Services de l'environnement—Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	32,857,000	
15	Services de l'environnement—Subventions inscrites au Budget et contributions	51,332,200	
PROGRAMME PARCS CANADA			
20	Parcs Canada—Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions naturel ou historique	160,679,000	
25	Parcs Canada—Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	101,027,000	
30	Paiements à la Commission des champs de bataille nationaux aux fins et sous réserve des dispositions d'une loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec.....	1,575,000	683,357,040

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
EXTERNAL AFFAIRS			
A—DEPARTMENT			
CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM			
1	Canadian Interests Abroad—Operating expenditures, including the payment of remuneration and other expenditures subject to the approval of the Governor in Council in connection with the assignment by the Canadian Government of Canadians to the staffs of international organizations, and authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the amounts of the shares of such organizations of such expenses; authority for the appointment and fixing of salaries by the Governor in Council of High Commissioners, Ambassadors, Ministers Plenipotentiary, Consuls, Representatives on International Commissions, the staff of such officials and other persons to represent Canada in another country; expenditures in respect of the provision of office accommodation for the International Civil Aviation Organization; recoverable expenditures for assistance to and repatriation of distressed Canadian citizens and persons of Canadian domicile abroad, including their dependents; cultural relations and academic exchange programs with other countries.....	346,830,000	
5	Canadian Interests Abroad—Capital expenditures	51,780,000	
10	Canadian Interests Abroad—The grants listed in the Estimates, contributions and authority to pay assessments in the amounts and in the currencies in which they are levied, and authority to pay other amounts specified in the currencies of the countries indicated, notwithstanding that the total of such payments may exceed the equivalent in Canadian dollars, estimated as of October, 1981 which is	113,159,508	
Non-Budgetary			
L15	Advance to the Working Capital Fund of the Berne Union of the World Intellectual Property Organization in the amount of 9,363 Swiss Francs, notwithstanding that payment may exceed the equivalent in Canadian dollars, estimated as of October, 1981 which is	6,730	
L20	Advance to the Working Capital Fund of the Paris Union of the World Intellectual Property Organization in the amount of 11,297 Swiss Francs notwithstanding that payment may exceed the equivalent in Canadian dollars, estimated as of October, 1981 which is	8,125	
WORLD EXHIBITIONS PROGRAM			
25	World Exhibitions—Program expenditures and contributions	1,409,000	
			513,193,363
B—CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY			
30	Canadian International Development Agency—Operating expenditures and authority: (a) to engage persons for service in developing countries; and (b) to provide education or training for persons from developing countries;		

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service		Montant	Total
			\$	\$
AFFAIRES EXTÉRIEURES				
A—MINISTÈRE				
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER				
1	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer les hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables pour fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays		346,830,000	
5	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses en capital		51,780,000	
10	Intérêt du Canada à l'étranger—Subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en octobre 1981 à		113,159,508	
Non-budgétaire				
L15	Avance d'un montant de 9,363 (francs suisses) accordée au fonds de roulement de l'Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, même si le paiement est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en octobre 1981 à ...		6,730	
L20	Avance d'un montant de 11,297 (francs suisses) accordée au fonds de roulement de l'Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, même si le paiement est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en octobre 1981 à ...		8,125	
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES				
25	Expositions internationales—Dépenses du programme et contributions		1,409,000	513,193,363
B—AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL				
30	Agence canadienne de développement international—Dépenses de fonctionnement et autorisation			
	a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en voie de développement; et			
	b) de dispenser instruction et formation à des personnes des pays en voie de développement;			

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
EXTERNAL AFFAIRS (Concluded)			
B—CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY (Concluded)			
30	(Concluded) in accordance with the Technical Assistance Regulations made by Order in Council P.C. 1978-1268 of 20th April, 1978, as may be amended or any other regulations that may be made by the Governor in Council with respect to: (c) the remuneration payable to persons for service in developing countries, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; (d) the maintenance of persons from developing countries who are undergoing education or training, and the payment of their expenses or of allowances in respect thereto; and (e) the payment of special expenses directly or indirectly related to the service of persons in developing countries or the education or training of persons from developing countries	43,500,000	
35	Canadian International Development Agency—The grants and contributions listed in the Estimates, provided that the amounts listed for contributions may be increased or decreased with the approval of the Treasury Board, for international development assistance, international humanitarian assistance and other specified purposes, in the form of cash payments or the provision of goods, commodities or services.....	896,000,000	
Non-Budgetary			
L40	Loans, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council, to developing countries, and international development institutions for international development assistance	299,100,000	1,238,600,000
C—INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE			
45	Payments to the International Development Research Centre	59,200,000	
D—INTERNATIONAL JOINT COMMISSION			
50	International Joint Commission—Salaries and expenses of the Canadian Section, expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References and expenses of the Commission under the Canada-United States Agreement on Great Lakes Water Quality.....	2,788,000	

ANNEXE A—Suite

Nº du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES EXTÉRIEURES (Fin)			
B—AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (Fin)			
30	(Fin)		
	conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil C.P. 1978-1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne		
	c) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en voie de développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard;		
	d) le soutien de personnes des pays en voie de développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et		
	e) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en voie de développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en voie de développement ..		
35	Agence canadienne de développement international—Subventions et contributions inscrites au Budget, à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'aide humanitaire internationale et à d'autres fins précisées sous forme de versements en argent et de fourniture de biens, denrées et services	43,500,000	
L40	Non-budgétaire		
	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux pays en voie de développement et aux institutions de développement international aux fins de l'aide au développement international	299,100,000	1,238,600,000
C—CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL			
45	Versements au Centre de recherches pour le développement international		59,200,000
D—COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE			
50	Commission mixte internationale—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	76,630,000 10,310,000	2,788,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
FINANCE			
A—DEPARTMENT			
FINANCIAL AND ECONOMIC POLICIES PROGRAM			
1	Financial and Economic Policies—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year	33,513,000	
ANTI-DUMPING TRIBUNAL PROGRAM			
5	Anti-Dumping Tribunal—Program expenditures	1,323,000	
INSPECTOR GENERAL OF BANKS PROGRAM			
10	Inspector General of Banks—Program expenditures	1,119,000	35,955,000
B—AUDITOR GENERAL			
15	Auditor General—Program expenditures and contribution	32,610,000	
C—INSURANCE			
20	Insurance—Program expenditures	11,094,000	
D—TARIFF BOARD			
25	Tariff Board—Program expenditures	1,501,000	
FISHERIES AND OCEANS			
1	Fisheries and Oceans—Operating expenditures, Canada's share of expenses of the International Fisheries Commissions, authority to provide free accommodation for the International Fisheries Commissions, authority to make recoverable advances in the amounts of the shares of the International Fisheries Commissions of joint cost projects	341,811,000	
5	Fisheries and Oceans—Capital expenditures and authority to make payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies and authority for the purchase and disposal of commercial fishing vessels	76,656,000	
10	Fisheries and Oceans—The grants listed in the Estimates and contributions	10,210,000	428,677,000

ANNEXE A—Suite

Nº du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
FINANCES			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES			
1	Politiques financières et économiques—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	33,513,000	
PROGRAMME DU TRIBUNAL ANTIDUMPING			
5	Tribunal antidumping—Dépenses du programme	1,323,000	
PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES			
10	Inspecteur général des banques—Dépenses du programme	1,119,000	35,955,000
B—VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL			
15	Vérificateur général—Dépenses du programme et contribution	32,610,000	
C—ASSURANCES			
20	Assurances—Dépenses du programme	11,094,000	
D—COMMISSION DU TARIF			
25	Commission du tarif—Dépenses du programme	1,501,000	
PÊCHES ET OCÉANS			
1	Pêches et Océans—Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés	341,811,000	
5	Pêches et Océans—Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	76,656,000	
10	Pêches et Océans—Subventions inscrites au Budget et contributions	10,210,000	428,677,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
GOVERNOR GENERAL			
1	Governor General—Program expenditures; expenditures incurred on behalf of former Governors General, including those incurred on behalf of their spouses, during their lifetimes and for a period of six months following their decease, in respect of the performance of activities which devolve upon them as a result of their having occupied the office of Governor General.....		3,799,040
INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT			
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures	43,532,000	
INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM			
5	Indian and Inuit Affairs—Operating expenditures, and		
	(a) expenditures on works, buildings and equipment on other than federal property;		
	(b) recoverable expenditures under agreements entered into with the approval of the Governor in Council with provincial governments and local school boards in respect of social assistance to non-Indians residing on Indian reserves and the education in Indian schools of non-Indians;		
	(c) authority for the Minister to enter into agreements with provincial governments, school boards and charitable and other organizations for the provision of support and maintenance of children;		
	(d) authority to provide in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the instruction and supervision of Indians and Inuit, the furnishing of materials and equipment, the purchase of finished goods and the sale of such finished goods; and		
	(e) authority to sell electric power, fuel oil and services incidental thereto together with usual municipal services to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council and to provide the same to departments and agencies of the Government of Canada operating in Arctic Quebec.....	367,219,000	
10	Indian and Inuit Affairs—Capital expenditures, and		
	(a) expenditures on buildings, works, land and equipment, the operation, control and ownership of which may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council, or to Indian bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister, and such expenditures on other than federal property;		

ANNEXE A—Suite

Nº du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES I GOUVERNEUR GÉNÉRAL			
1	Gouverneur général—Dépenses du programme; dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	3,799,040
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN			
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme.....	43,532,000	
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
5	Affaires indiennes et inuit—Dépenses de fonctionnement et		
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes;		
	c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants;		
	d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; et		
	e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y attachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec		
		367,219,000	
10	Affaires indiennes et inuit—Dépenses en capital et		
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
		1,564,017,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Continued)			
A—DEPARTMENT (Concluded)			
INDIAN AND INUIT AFFAIRS PROGRAM (Concluded)			
10	(Concluded)		
	(b) authority to make recoverable expenditures in amounts not exceeding the shares of provincial governments and local school boards of expenditures on roads and related works and on education, including the education in Indian schools of non-Indians; and		
	(c) authority for the construction and acquisition of housing for Indians and Inuit, for its occupation by Indians and Inuit, in return for such payments, if any as the Minister may fix, for its sale or rental to Indians and Inuit on terms and conditions and at cost or any lesser amount approved by the Governor in Council and for payment to Indians and Indian bands in the construction of housing and other buildings.....	54,477,000	
15	Indian and Inuit Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions.....	624,843,000	
NORTHERN AFFAIRS PROGRAM			
20	Northern Affairs—Operating expenditures and authority to make recoverable advances for services performed on behalf of the Government of the Northwest Territories	51,638,000	
25	Northern Affairs—Capital expenditures including authority to make expenditures and recoverable advances in respect of services provided and work performed on other than federal property; authority to make contributions towards construction done by local or private authorities	22,437,000	
30	Northern Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions.....	18,781,000	
35	Northern Affairs—Transfer payments to the Government of the Yukon Territory listed in the Estimates	67,526,000	
40	Northern Affairs—Transfer payments to the Government of the Northwest Territories listed in the Estimates	302,236,000	
NATIVE CLAIMS PROGRAM			
45	Native Claims—The grants listed in the Estimates and contributions	2,229,000	
Non-Budgetary			
L50	Loans to native claimants in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of defraying costs related to research, development and negotiation of claims	8,400,000	
L55	Loans to the Council of Yukon Indians for interim benefits to the Yukon Elders during the pre-settlement period	699,000	
			1,564,017,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Suite)			
A—MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT (Fin)			
10 L60 000,770, (Fin)	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; et c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments		
15	Affaires indiennes et inuit—Subventions inscrites au Budget et contributions	54,477,000 624,843,000	
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD			
20	Affaires du Nord—Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom de l'Administration des Territoires du Nord-Ouest	51,638,000	
25	Affaires du Nord—Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	22,437,000	
30	Affaires du Nord—Subventions inscrites au Budget et contributions	18,781,000	
35	Affaires du Nord—Paiements de transfert à l'Administration du Yukon inscrits au Budget	67,526,000	
40	Affaires du Nord—Paiements de transfert à l'Administration des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget	302,236,000	
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES			
45	Revendications des autochtones—Subventions inscrites au Budget et contributions	2,229,000	
Non-budgetaire			
L50	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	8,400,000	
L55	Prêts aux Conseil des Indiens du Yukon pour des indemnités provisoires aux anciens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement	699,000	
			1,564,017,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Concluded)			
B—NORTHERN CANADA POWER COMMISSION			
Non-Budgetary			
L60	Loans to the Northern Canada Power Commission for the purpose of capital expenditures in accordance with Section 15 of the <i>Northern Canada Power Commission Act</i>		23,047,000
INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE			
A—DEPARTMENT			
TRADE-INDUSTRIAL PROGRAM			
1	Trade-Industrial—Operating expenditures	147,266,603	
5	Trade-Industrial—Metric Commission—Operating expenditures and contributions	9,094,106	
10	Trade-Industrial—The grants listed in the Estimates, contributions and authority to make commitments for the current fiscal year not exceeding \$480,375,000 for the purposes of this Vote	383,300,000	
15	Trade-Industrial—Textile and Clothing Board—Operating expenditures	1,020,291	
20	Payment to Canadian Patents and Development Limited	350,000	
25	Trade-Industrial—Payments in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council to companies engaged in ship repair on the Canadian East and West coasts for the construction or extension of dry docks, and for the purchase and construction of supporting facilities	8,100,000	
Non-Budgetary			
L30	Advances to assist Canadian defence industry with plant modernization in amounts not to exceed one-half of the cost of the acquisition of new equipment to defence industry, such advances to be recovered on sale of the equipment to defence industry	3,500,000	
L35	Loans in accordance with terms and conditions prescribed by regulations of the Governor in Council, (a) for the purpose of promoting the establishment, growth, efficiency or international competitiveness of Canadian industry and to foster the expansion of Canadian trade to a person engaged or about to engage in a manufacturing, processing or other commercial activity; or (b) to a person who has previously obtained assistance under a program of assistance to industry or any trustee or receiver authorized by law to carry on the business of such person for the purpose of protecting the Crown's interest resulting therefrom	5,000,000	

ANNEXE A—Suite

Nº du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Fin)			
B—COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN			
Non-budgétaire			
L60	Prêts à la Commission d'énergie du Nord canadien pour des dépenses en capital conformément à l'article 15 de la <i>Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien</i>		23,047,000
INDUSTRIE ET COMMERCE			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME COMMERCIAL ET INDUSTRIEL			
1	Commercial et industriel—Dépenses de fonctionnement	147,266,603	
5	Commercial et industriel—Commission du système métrique—Dépenses de fonctionnement et contributions	9,094,106	
10	Commercial et industriel—Subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de contracter durant l'année financière en cours, des engagements ne dépassant pas \$480,375,000 aux fins du présent crédit	383,300,000	
15	Commercial et industriel—Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement	1,020,291	
20	Paiement à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	350,000	
25	Commercial et industriel—Paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux compagnies qui se livrent à la réparation de navires sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique pour fins de construction ou de prolongement de cales sèches, et pour l'achat et la construction d'installations connexes	8,100,000	
Non-budgétaire			
L30	Avances à l'industrie canadienne de la défense pour l'aider à moderniser ses usines, avances ne dépassant pas la moitié du coût de l'acquisition du nouveau matériel et recouvrées par la vente du matériel à l'industrie de la défense	3,500,000	
L35	Prêts, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil, a) destinés à favoriser la mise sur pied, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne, et pour encourager l'expansion du commerce canadien en aidant toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer à une activité de fabrication, de transformation ou à toute autre activité commerciale; ou b) destinés à une personne qui a obtenu antérieurement de l'aide dans le cadre d'un programme d'aide à l'industrie ou à tout syndic ou receveur que la loi autorise à poursuivre les affaires de cette personne pour protéger les fonds de la Couronne qui en découlent	5,000,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE (Continued)			
A—DEPARTMENT (Concluded)			
TRADE-INDUSTRIAL PROGRAM (Concluded)			
Non-Budgetary (Concluded)			
L40	Authority, in accordance with terms and conditions prescribed by regulations of the Governor in Council,		2,047,000
	(a) to purchase, on behalf of Her Majesty in Right of Canada, capital stock of a company in order to exercise a stock option in such company that has been taken on behalf of Her Majesty in Right of Canada in connection with the provision of a loan, insurance of a loan, or contribution made to the company in accordance with the General Adjustment Assistance Regulations, the Automotive Manufacturing Assistance Regulations, or under the Enterprise Development Program, where, in the opinion of a Board established pursuant to Section 7 of the <i>Department of Industry, Trade and Commerce Act</i>		
	(i) the stock option should be exercised in order to permit Her Majesty in Right of Canada to benefit from the purchase; or		
	(ii) the stock option should be exercised to protect the Crown's interest in respect of the loan made or insured, or contribution made; and		
	(b) to authorize the sale or other disposition of any capital stock so acquired.....	300,000	
TOURISM PROGRAM			
45	Tourism—Program expenditures and contributions	41,898,000	
GRAINS AND OILSEEDS PROGRAM			
50	Grains and Oilseeds—Operating expenditures.....	3,087,000	
55	Grains and Oilseeds—The grant listed in the Estimates and contributions	24,445,000	
			627,361,000
B—CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION			
60	Canadian Commercial Corporation—Program expenditures		15,338,000
C—EXPORT DEVELOPMENT CORPORATION			
65	Payment to the Export Development Corporation for operating losses		58,000,000
D—FEDERAL BUSINESS DEVELOPMENT BANK			
70	Payments to the Federal Business Development Bank for the purposes of Sections 21, 22 and 23 of the <i>Federal Business Development Bank Act</i>		20,127,000
E—FOREIGN INVESTMENT REVIEW AGENCY			
75	Foreign Investment Review Agency—Program expenditures.....		5,284,000

ANNEXE A—Suite

Nº du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
INDUSTRIE ET COMMERCE (Suite)			
A—MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME COMMERCIAL ET INDUSTRIEL (Fin)			
Non-budgétaire (Fin)			
L40	Pour autoriser, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil,		
	a) l'achat, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, d'actions d'une société afin d'y exercer un droit d'option pris au nom de Sa Majesté du chef du Canada relativement à un prêt ou à l'assurance d'un prêt consenti ou à une contribution à la société aux termes du Règlement sur l'aide général de transition, du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, ou du programme d'expansion des entreprises lorsque, de l'avis d'un Conseil établi en vertu de l'article 7 de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce</i> ,		
	(i) le droit d'option devrait être exercé afin de faire bénéficier Sa Majesté du chef du Canada de l'achat; ou		
	(ii) le droit d'option devrait être exercé pour protéger les fonds de la Couronne à l'égard d'un prêt consenti ou assuré ou d'une contribution faite; et		
	b) la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis	300,000	
PROGRAMME DU TOURISME			
000 45	Tourisme—Dépenses du programme	41,898,000	
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES			
50	Céréales et graines oléagineuses—Dépenses de fonctionnement	3,087,000	
55	Céréales et graines oléagineuses—Subvention inscrite au Budget et contributions	24,445,000	
			627,361,000
B—CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE			
60	Corporation commerciale canadienne—Dépenses du programme		15,338,000
C—SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS			
65	Paiement à la Société pour l'expansion des exportations pour les pertes subies en cours d'exploitation		58,000,000
D—BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT			
70	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la <i>Loi sur la Banque fédérale de développement</i>		20,127,000
E—AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER			
75	Agence d'examen de l'investissement étranger—Dépenses du programme		5,284,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote		Service		Amount	Total
INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE (Concluded)					
F—STANDARDS COUNCIL OF CANADA					
80	Payment to the Standards Council of Canada within the meaning of Section 17 of the <i>Standards Council of Canada Act</i> to be used for the general purposes of Section 5 of the Act.....				5,762,000
JUSTICE					
A—DEPARTMENT					
ADMINISTRATION OF JUSTICE PROGRAM					
1	Administration of Justice—Operating expenditures.....			53,874,000	
5	Administration of Justice—The grants listed in the Estimates and contributions.....			37,476,400	
CANADIAN UNITY INFORMATION OFFICE PROGRAM					
10	Canadian Unity Information Office—Program expenditures			25,073,000	116,423,400
B—CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION					
15	Canadian Human Rights Commission—Program expenditures				5,885,000
C—COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS					
ADMINISTRATION OF FEDERAL COURT OF CANADA PROGRAM					
20	Administration of Federal Court of Canada—Program expenditures			5,272,000	
ADMINISTRATION OF FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS PROGRAM					
25	Administration of Federal Judicial Affairs—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, remuneration, allowances and expenses for judges, including deputy judges of the Supreme Court of the Yukon Territory and the Supreme Court of the Northwest Territories, not provided for by the <i>Judges Act</i>			1,953,000	
30	Administration of Federal Judicial Affairs—Canadian Judicial Council—Operating expenditures			250,000	7,475,000
D—LAW REFORM COMMISSION OF CANADA					
35	Law Reform Commission of Canada—Program expenditures.....				4,572,000
E—SUPREME COURT OF CANADA					
40	Supreme Court of Canada—Program expenditures				3,172,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
INDUSTRIE ET COMMERCE (Fin)			
F—CONSEIL CANADIEN DES NORMES			
80	Paiement versé au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> , à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi	5,762,000	
JUSTICE			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE			
1	Administration de la justice—Dépenses de fonctionnement	53,874,000	
5	Administration de la justice—Subventions inscrites au Budget et contributions	37,476,400	
PROGRAMME DU CENTRE D'INFORMATION SUR L'UNITÉ CANADIENNE			
10	Centre d'information sur l'unité canadienne—Dépenses du programme.....	25,073,000	116,423,400
B—COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE			
15	Commission canadienne des droits de la personne—Dépenses du programme	5,885,000	
C—COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA COUR FÉDÉRALE DU CANADA			
20	Administration de la Cour fédérale du Canada—Dépenses du programme.....	5,272,000	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE			
25	Administration des affaires de la magistrature fédérale—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i> ..	1,953,000	
30	Administration des affaires de la magistrature fédérale—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	250,000	7,475,000
D—COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA			
35	Commission de réforme du droit du Canada—Dépenses du programme	4,572,000	
E—COUR SUPRÊME DU CANADA			
40	Cour suprême du Canada—Dépenses du programme	3,172,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Amount	Service	Amount	Total
		JUSTICE (Concluded)	\$	\$
		F—TAX REVIEW BOARD		
45		Tax Review Board—Program expenditures		1,445,000
		LABOUR		
		A—DEPARTMENT		
1	36,194,000	Labour—Operating expenditures and the expenses of delegates engaged in activities related to Canada's role in international labour affairs.....		
5	5,991,000	Labour—The grants listed in the Estimates and contributions		
	42,185,000			
		B—CANADA LABOUR RELATIONS BOARD		
10		Canada Labour Relations Board—Program expenditures		4,388,000
		C—CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY		
15		Payment to Canadian Centre for Occupational Health and Safety		4,537,000
		NATIONAL DEFENCE		
		DEFENCE SERVICES PROGRAM		
1	4,780,103,000	Defence Services—Operating expenditures and authority for total commitments, subject to allotment by the Treasury Board, of \$20,163,717,000 for the purposes of Votes 1, 5, 10 and 15 of the Department regardless of the year in which such commitments will come in course of payment (of which it is estimated that \$13,370,422,055 will come due for payment in future years), authority to make payments from any of the said Votes to provinces or municipalities as contributions toward construction done by those bodies, authority, subject to the direction of the Treasury Board, to make recoverable expenditures or advances from any of the said Votes in respect of materiels supplied to or services performed on behalf of individuals, corporations, outside agencies, other government departments and agencies and other governments and authority to spend revenue, as authorized by Treasury Board, received during the year for the purposes of any of the said Votes.....		
5	1,510,575,000	Defence Services—Capital expenditures.....		

ANNEXE A—*Suite*

Nº du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	JUSTICE (Fin)		
	F—COMMISSION DE RÉVISION DE L'IMPÔT		
45	Commission de révision de l'impôt—Dépenses du programme.....		1,445,000
	TRAVAIL		
	A—MINISTÈRE		
1	Travail—Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	36,194,000	
5	Travail—Subventions inscrites au Budget et contributions	5,991,000	
			42,185,000
	B—CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
10	Conseil canadien des relations du travail—Dépenses du programme		4,388,000
	C—CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
15	Paiement au Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....		4,537,000
	DÉFENSE NATIONALE		
	PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE		
1	Services de défense—Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affection par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant \$20,163,717,000 aux fins des crédits 1 ^{er} , 5, 10 et 15 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de \$13,370,422,055 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un quelconque desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel desdits crédits		
5	Services de défense—Dépenses en capital.....	4,780,103,000 1,510,575,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
NATIONAL DEFENCE (Concluded)			
DEFENCE SERVICES PROGRAM (Concluded)			
10	Defence Services—The grants listed in the Estimates, contributions for Emergency Preparedness purposes and contributions to the North Atlantic Treaty Organization military budgets, common infrastructure program and airborne early warning and control systems and, in accordance with Section 3 of the <i>Defence Appropriation Act, 1950</i> , the transfer of defence equipment and supplies and the provision of services and facilities for defence purposes	196,076,945	
15	Defence Construction (1951) Limited—Expenses incurred in procuring the construction and maintenance of defence projects on behalf of the Department of National Defence and in procuring the construction of such other projects as are approved by Treasury Board	11,750,000	
			6,498,504,945
NATIONAL HEALTH AND WELFARE			
A—DEPARTMENT			
DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM			
1	Departmental Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions including recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i>	35,120,000	
HEALTH AND SOCIAL SERVICES PROGRAM			
5	Health and Social Services—Operating expenditures	28,832,000	
10	Health and Social Services—The grants listed in the Estimates and contributions; payments to provinces in accordance with agreements, approved by the Governor in Council, to be entered into between Canada and the provinces, and subject to such regulations as may be made in respect of payments by the Governor in Council, such payments being contributions towards the cost of services provided in the provinces to young offenders under the jurisdiction of correctional authorities instead of child welfare authorities and under the care or custody of child welfare authorities but not subject to an order of the provincial secretary ordering that the young offenders be dealt with under the child welfare law of the province; payments to provinces in accordance with agreements, approved by the Governor in Council, to be entered into between Canada and the provinces, and subject to such regulations as may be made in respect of payments by the Governor in Council, such payments being to replace <i>Canada Assistance Plan</i> revenues lost by the provinces due to the operation of universal nursing home care benefit programs	103,448,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
DÉFENSE NATIONALE (Fin)			
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE (Fin)			
10	Services de défense—Subventions inscrites au Budget, contributions aux fins de la préparation d'urgence et contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	196,076,945	
15	Construction de Défense (1951) Limitée—Dépenses engagées en vue d'assurer l'exécution de travaux de construction et d'entretien, pour le compte du ministère de la Défense nationale, et pour assurer l'exécution d'autres travaux de construction approuvés par le Conseil du Trésor	11,750,000	6,498,504,945
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
1	Administration centrale—Dépenses du programme, les subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	35,120,000	
PROGRAMME DES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX			
5	Services sanitaires et sociaux—Dépenses de fonctionnement	28,832,000	
10	Services sanitaires et sociaux—Subventions inscrites au Budget et contributions; autorisation d'effectuer des paiements aux provinces aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil, lesdits paiements permettant d'assumer le coût des services offerts dans les provinces à l'intention des jeunes délinquants qui relèvent d'une autorité correctionnelle plutôt que de celle de l'aide à l'enfance et de ceux qui relèvent ou qui sont sous la garde d'une autorité de l'aide à l'enfance mais qui ne sont pas assujettis à un décret du secrétaire provincial ordonnant que les jeunes délinquants soient traités en vertu de la loi de l'aide à l'enfance de la province; paiements aux provinces aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil, lesdits paiements devant remplacer les recettes du <i>Régime d'assistance publique du Canada</i> perdues par les provinces qui instituent des programmes universels de prestations pour soins en maisons de repos	103,448,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
NATIONAL HEALTH AND WELFARE (Concluded)			
A—DEPARTMENT (Concluded)			
MEDICAL SERVICES PROGRAM			
15	Medical Services—Operating expenditures and contributions	217,861,000	
20	Medical Services—Capital expenditures	15,328,000	
HEALTH PROTECTION PROGRAM			
25	Health Protection—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	78,156,000	
30	Health Protection—Capital expenditures	6,870,000	
INCOME SECURITY PROGRAM			
35	Income Security—Program expenditures, including recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i>	49,121,000	
			534,736,000
B—MEDICAL RESEARCH COUNCIL			
40	Medical Research Council—Operating expenditures.....	1,826,000	
45	Medical Research Council—The grants listed in the Estimates.....	110,908,000	
			112,734,000
NATIONAL REVENUE			
A—CUSTOMS AND EXCISE			
1	Customs and Excise—Program expenditures		313,677,000
B—TAXATION			
5	Taxation—Program expenditures, contributions and recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i> and <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i>		481,013,000
PARLIAMENT			
A—THE SENATE			
1	The Senate—Program expenditures including an allowance in lieu of residence to the Speaker of the Senate, the grants listed in the Estimates and contributions		14,238,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL (Fin)			
A—MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX			
15	Services médicaux—Dépenses de fonctionnement et contributions	217,861,000	
20	Services médicaux—Dépenses en capital.....	15,328,000	
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ			
25	Protection de la santé—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	78,156,000	
30	Protection de la santé—Dépenses en capital.....	6,870,000	
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU			
35	Sécurité du revenu—Dépenses du programme, y compris des dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	49,121,000	
534,736,000			
B—CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES			
40	Conseil de recherches médicales—Dépenses de fonctionnement	1,826,000	
45	Conseil de recherches médicales—Subventions inscrites au Budget	110,908,000	
112,734,000			
REVENU NATIONAL			
A—DOUANES ET ACCISE			
1	Douanes et Accise—Dépenses du programme.....		313,677,000
B—IMPÔT			
5	Impôt—Dépenses du programme, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i>		481,013,000
PARLEMENT			
A—SÉNAT			
1	Sénat—Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, subventions inscrites au Budget et Contributions		14,238,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
2	PARLIAMENT (Concluded)	\$	\$
5	B—HOUSE OF COMMONS		
5	House of Commons—Program expenditures including allowances in lieu of residence to the Speaker of the House of Commons, and in lieu of apartments to the Deputy Speaker of the House of Commons, payments in respect of the cost of operating Members' constituency offices, the grants listed in the Estimates and contributions.....		98,665,746
10	C—LIBRARY OF PARLIAMENT		
10	Library of Parliament—Program expenditures.....		8,053,000
15	PRIVY COUNCIL		
1	A—PRIVY COUNCIL		
1	Privy Council—Program expenditures, including the operation of the Prime Minister's residence; the payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a Minister without Portfolio or a Minister of State who does not preside over a Ministry of State of a salary equal to the salary paid to Ministers of State who preside over Ministries of State under the <i>Salaries Act</i> , as adjusted pursuant to the <i>Senate and House of Commons Act</i> and pro rata for any period less than a year; the grants listed in the Estimates and contributions.....		28,639,667
5	B—CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT		
5	Canadian Intergovernmental Conference Secretariat—Program expenditures.....		1,779,000
10	C—CHIEF ELECTORAL OFFICER		
10	Chief Electoral Officer—Program expenditures.....		1,631,000
15	D—COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES		
15	Commissioner of Official Languages—Program expenditures.....		6,548,000
20	E—ECONOMIC COUNCIL OF CANADA		
20	Economic Council of Canada—Program expenditures.....		7,150,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
PARLEMENT (Fin)			
B—CHAMBRE DES COMMUNES			
5	Chambre des communes—Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour l'Orateur de la Chambre des communes et d'un appartement pour l'Orateur suppléant, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contribution		98,665,746
C—BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT			
10	Bibliothèque du Parlement—Dépenses du programme		8,053,000
CONSEIL PRIVÉ			
A—CONSEIL PRIVÉ			
1	Conseil privé—Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Sénat et la Chambre des communes et au prorata</i> , pour toute période inférieure à un an; versement des subventions inscrites au Budget et contributions		28,639,667
B—SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES			
5	Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes—Dépenses du programme.....		1,779,000
C—DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS			
10	Directeur général des élections—Dépenses du programme.....		1,631,000
D—COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES			
15	Commissaire aux langues officielles—Dépenses du programme		6,548,000
E—CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA			
20	Conseil économique du Canada—Dépenses du programme		7,150,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
PRIVY COUNCIL (Concluded)			
F—PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS BOARD			
25	Public Service Staff Relations Board—Program expenditures.....		7,521,000
PUBLIC WORKS			
A—DEPARTMENT			
ADMINISTRATION PROGRAM			
1	Administration—Program expenditures	47,511,000	
PROFESSIONAL AND TECHNICAL SERVICES PROGRAM			
5	Professional and Technical Services—Program expenditures, the grants listed in the Estimates.....	48,697,000	
ACCOMMODATION PROGRAM			
10	Accommodation—Operating expenditures, the provision on a recoverable basis of accommodation and related services for <i>Canada Pension Plan</i> and <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i> purposes, and assistance to the Ottawa Civil Service Recreation Association in the form of maintenance services in respect of the W. Clifford Clark Memorial Center in Ottawa and authority to spend revenue received during the year.	323,625,000	
15	Accommodation—Capital expenditures including expenditures on works on other than Federal property and authority to reimburse tenants of Federal property for improvements authorized by the Minister; and payments to Crown Corporations for solar heating equipment purchases.....	141,453,000	
MARINE PROGRAM			
20	Marine—Operating expenditures	46,093,000	
25	Marine—Capital expenditures including expenditures on works on other than Federal property	18,360,000	
TRANSPORTATION AND OTHER ENGINEERING PROGRAM			
30	Transportation and Other Engineering—Operating expenditures including authority to make advances in amounts not exceeding in the aggregate the amount of the operating expenses of the New Westminster Bridge	25,320,000	
35	Transportation and Other Engineering—Capital expenditures including expenditures on works on other than Federal property	32,472,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
	CONSEIL PRIVÉ (Fin)		
	F—COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
25	Commission des relations de travail dans la Fonction publique—Dépenses du programme.	7,521,000	
	TRAVAUX PUBLICS		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme.....	47,511,000	
	PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES		
5	Services professionnels et techniques—Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget	48,697,000	
	PROGRAMME DU LOGEMENT		
10	Logement—Dépenses de fonctionnement, fourniture de locaux et prestation de services connexes, sur une base de recouvrement des frais, aux fins du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i> ; aide à l'Association récréative du service civil d'Ottawa, sous forme de services d'entretien au Centre commémoratif W. Clifford Clark, à Ottawa, et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année	323,625,000	
15	Logement—Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre; et paiements aux corporations de la Couronne pour fins d'achats d'équipement solaire ..	141,453,000	
	PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES		
20	Travaux maritimes—Dépenses de fonctionnement	46,093,000	
25	Travaux maritimes—Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	18,360,000	
	PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE		
30	Voirie et autres travaux de génie—Dépenses de fonctionnement, y compris l'autorisation de faire des avances jusqu'à concurrence de l'ensemble des frais d'exploitation du pont de New Westminster	25,320,000	
35	Voirie et autres travaux de génie—Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	32,472,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
PUBLIC WORKS (Continued)			
A—DEPARTMENT (Concluded)			
LAND MANAGEMENT AND DEVELOPMENT PROGRAM			
40	Land Management and Development—Program expenditures, contributions and authority for Toronto Harbourfront Corporation to spend revenues received during the year in respect of Toronto Harbourfront properties owned by Her Majesty and payments to a corporation to be established for the purposes of developing the port properties of Chicoutimi owned by Her Majesty	17,489,000	
45	Municipal Grants—Operating expenditures	1,538,000	
50	Municipal Grants—Grants to municipalities in accordance with the <i>Municipal Grants Act</i> in respect of taxation years ending on or before December 31, 1980; and		
	(a) subject to terms and conditions approved by the Governor in Council, grants to municipalities in lieu of development and redevelopment taxes of general application that are imposed or levied by a municipality for financing the capital cost of services, where a benefit is derived by federal property;		
	(b) grants to provinces, to be calculated in the same manner as grants to municipalities under the <i>Municipal Grants Act</i> , in respect of federal property situated therein, where a real estate tax has been imposed or levied on property by a province for a taxation year ending on or before December 31, 1979 to finance services that are ordinarily provided throughout Canada by municipalities; and		
	(c) to authorize payments in respect of certain property prescribed as federal property for the 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 and 1979 tax years of municipalities.....	3,000,000	
			705,558,000
B—CANADA LANDS COMPANY LIMITED			
55	Canada Lands Company Limited—Payments to Canada Lands Company (Mirabel) Limited, Canada Lands Company (Le Vieux-Port de Québec) Inc., and Canada Lands Company (Le Vieux-Port de Montréal) Limited for operating and capital expenditures		27,374,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
TRAVAUX PUBLICS (Suite)			
A—MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS			
40	Gestion et aménagement fonciers—Dépenses du programme, contributions et autorisation à la société Toronto Harbourfront de dépenser les recettes perçues pendant l'année concernant les propriétés portuaires de Toronto appartenant à Sa Majesté et paiements à une corporation qui sera mise sur pied en vue de l'aménagement des propriétés portuaires de Chicoutimi qui appartiennent à Sa Majesté	17,489,000	
PROGRAMME DES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS			
45	Subventions aux municipalités—Dépenses de fonctionnement.....	1,538,000	
50	Subventions aux municipalités—Subventions aux municipalités prévues par la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i> relativement aux années de taxation se terminant le ou avant le 31 décembre 1980;		
	a) sous réserve des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, subventions aux municipalités en remplacement des impôts d'application générale d'aménagement et de réaménagement qu'une municipalité impose ou prélève afin de financer le coût en capital des services, lorsque des biens du gouvernement fédéral en bénéficient;		
	b) subventions aux provinces, devant être calculées de la même manière que les subventions aux municipalités aux termes de la <i>Loi sur les subventions aux municipalités</i> , à l'égard de biens du gouvernement fédéral situés dans ces provinces, lorsqu'une taxe sur les biens immobiliers a été imposée ou prélevée sur des biens par une province relativement à une année de taxation se terminant le ou avant le 31 décembre 1979 pour financer des services que les municipalités assurent ordinairement dans tout le Canada; et		
	c) pour autoriser des paiements relativement à certains biens établis comme étant des biens fédéraux pour les années de taxation des municipalités 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979	3,000,000	
			705,558,000
REGIONAL ECONOMIC EXPANSION			
B—SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE			
55	La Société immobilière du Canada Limitée—Versements à la Société immobilière Canada (Mirabel) Limitée, la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc., et la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	27,374,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
PUBLIC WORKS (Concluded)			
C—CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION			
60	To reimburse Canada Mortgage and Housing Corporation for the amounts of loans forgiven, grants, contributions and expenditures made, and losses, costs and expenses incurred under the provisions of the <i>National Housing Act</i> or in respect of the exercise of powers or the carrying out of duties or functions conferred on the Corporation pursuant to the authority of any Act of the Parliament of Canada other than the <i>National Housing Act</i> , in accordance with the Corporation's authority under the <i>Canada Mortgage and Housing Corporation Act</i>	936,135,000	
Non-Budgetary			
L65	Advances to Canada Mortgage and Housing Corporation for the acquisition, servicing, development, construction or improvement of land or buildings as provided by Section 55 of the <i>National Housing Act</i>	20,500,000	956,635,000
D—NATIONAL CAPITAL COMMISSION			
70	Payment to the National Capital Commission for operating expenditures	42,114,000	
75	Payment to the National Capital Commission for capital expenditures and for contributions to local municipalities and other authorities in respect of the cost of projects of those municipalities or authorities	31,420,000	
80	Payment to the National Capital Commission for grants and contributions including contributions to local municipalities or authorities and other organizations to encourage bilingualism in the National Capital Region.....	8,325,000	
Non-Budgetary			
L85	Loans to the National Capital Commission in accordance with Section 16 of the <i>National Capital Act</i> for the purpose of acquiring property in the National Capital Region	1,200,000	83,059,000
REGIONAL ECONOMIC EXPANSION			
A—DEPARTMENT			
1	Regional Economic Expansion—Operating expenditures	87,869,000	
5	Regional Economic Expansion—Capital expenditures and authority to make expenditures on works, land, buildings and equipment on other than Federal property for community infrastructure and on projects for the benefit of Indians and non-Indians	11,628,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
TRAVAUX PUBLICS (Fin)			
C—SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT			
60	Pour rembourser la Société canadienne d'hypothèques et de logement du montant des remises accordées sur les prêts consentis, des subventions et contributions versées et des dépenses faites, ainsi que des pertes, frais et dépenses subis en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard de l'exercice de ses pouvoirs ou de celui de ses devoirs ou fonctions qui lui sont assignés en vertu des pouvoirs de toute loi du Parlement du Canada autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , conformément au pouvoir qui est conféré à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	936,135,000	
L65	Non-budgétaire Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vue de l'acquisition, de la viabilisation, de l'aménagement, de la construction ou de l'amélioration de terrains ou de bâtiments, conformément à l'article 55 de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	20,500,000	956,635,000
D—COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE			
70	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement	42,114,000	
75	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités	31,420,000	
80	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la capitale nationale	8,325,000	
L85	Non-budgétaire Prêts à la Commission de la Capitale nationale, en conformité avec l'article 16 de la <i>Loi sur la Capitale nationale</i> , aux fins d'acquérir des propriétés dans la région de la capitale nationale.....	1,200,000	83,059,000
EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE			
A—MINISTÈRE			
1	Expansion économique régionale—Dépenses de fonctionnement	87,869,000	
5	Expansion économique régionale—Dépenses en capital et autorisation de faire des dépenses ayant trait aux ouvrages, terrains, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral, pour des infrastructures communautaires et des travaux faits à l'intention des Indiens et des non-Indiens	11,628,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	REGIONAL ECONOMIC EXPANSION (Concluded)	\$	\$
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
10	Regional Economic Expansion—The grants listed in the Estimates, contributions, including contributions as set out in subsidiary agreements made, in accordance with such directions as the Governor in Council may prescribe, pursuant to general development agreements entered into, with the approval of the Governor in Council, between Canada and the provinces and authority to forgive payment of such portion of the amounts owing under agreements entered into between Canada and the provinces and Provincial Water Authorities covering unused capacity of water system as is determined under those agreements.....	663,403,000	
L15	Non-Budgetary Loans in accordance with agreements entered into with the provinces with the approval of the Governor in Council, for the development of community and industrial infrastructure.....	1,100,000	
L20	Loans to Newfoundland and Labrador Development Corporation Limited subject to the terms and conditions set out in the agreement between Canada and Newfoundland entered into, pursuant to Regional Economic Expansion, Vote L25, <i>Appropriation Act No. 4, 1973</i>	500,000	764,500,000
	B—CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
25	Payment to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation in payment of losses incurred in the operation and maintenance in the fiscal year 1982-83 of the coal mining and related works and undertakings acquired by the Corporation under Section 9 of the <i>Cape Breton Development Corporation Act</i> , including administrative expenses chargeable to the Coal Division	12,816,000	
30	Payment to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation for capital expenditures, rehabilitating and developing its coal and railway operations	77,246,000	
35	Payment to the Cape Breton Development Corporation for the purposes of Sections 22 and 23 of the <i>Cape Breton Development Corporation Act</i>	9,070,000	99,132,000
	SCIENCE AND TECHNOLOGY		
	A—MINISTRY OF STATE		
1	Science and Technology—Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions		10,014,000
	B—NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
	SCIENTIFIC AND INDUSTRIAL RESEARCH PROGRAM		
5	Scientific and Industrial Research—Operating expenditures.....	185,383,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE (Fin)			
A—MINISTÈRE (Fin)			
10	Expansion économique régionale—Subventions inscrites au Budget, contributions, y compris les contributions établies par les ententes auxiliaires passées conformément aux ententes-cadres de développement conclues, avec l'approbation du gouverneur en conseil et conformément à toute directive que ce dernier pourra donner, entre le Canada et les provinces; et autorisation d'annuler le paiement de la partie, convenue dans ces ententes, des sommes dues en raison d'ententes conclues entre le Canada et les provinces et les régies des eaux provinciales concernant le potentiel inutilisé de réseaux hydrauliques	663,403,000	
L15	Prêts aux termes d'ententes conclues avec les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour l'aménagement d'infrastructures communautaires et industriels	1,100,000	
L20	Prêts consentis à la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador Limitée, sous réserve des conditions établies par l'entente conclue entre le Canada et Terre-Neuve, conformément au crédit L25 (Expansion économique régionale) de la <i>Loi n° 4 de 1973 portant affectation de crédits</i>	500,000	
			764,500,000
B—SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON			
25	Paiement à la Société de développement du Cap-Breton à affecter à la récupération des pertes subies durant l'année financière 1982-1983, dans l'exploitation et l'entretien des houillères et entreprises connexes, acquises par la Société conformément à l'article 9 de la <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , y compris les dépenses d'administration imputables à la Division des charbonnages	12,816,000	
30	Paiement à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	77,246,000	
35	Paiement à la Société de développement du Cap-Breton aux fins des articles 22 et 23 de la <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i>	9,070,000	
			99,132,000
SCIENCES ET TECHNOLOGIE			
A—DÉPARTEMENT D'ÉTAT			
1	Sciences et Technologie—Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions	10,014,000	
B—CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA			
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES			
5	Recherches scientifiques et industrielles—Dépenses de fonctionnement	185,383,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
SCIENCE AND TECHNOLOGY (Concluded)			
B—NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA (Concluded)			
SCIENTIFIC AND INDUSTRIAL RESEARCH PROGRAM (Concluded)			
10	Scientific and Industrial Research—Capital expenditures	58,240,000	
15	Scientific and Industrial Research—The grants listed in the Estimates, contributions and authority to make commitments for the current fiscal year for assistance toward applied research and improvements in technology to Canadian industry of \$36,200,000.....	74,357,000	
SCIENTIFIC AND TECHNICAL INFORMATION PROGRAM			
20	Scientific and Technical Information—Program expenditures and contributions.....	17,647,000	335,627,000
C—NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL			
25	Natural Sciences and Engineering Research Council—Operating expenditures.....	5,334,000	
30	Natural Sciences and Engineering Research Council—The grants listed in the Estimates..	220,851,000	226,185,000
D—SCIENCE COUNCIL OF CANADA			
35	Science Council of Canada—Program expenditures	3,763,000	
SECRETARY OF STATE			
A—DEPARTMENT			
ADMINISTRATION PROGRAM			
1	Administration—Program expenditures and the grants listed in the Estimates	23,234,000	
OFFICIAL LANGUAGES PROGRAM			
5	Official Languages—Operating expenditures	2,957,000	
10	Official Languages—The grants listed in the Estimates and contributions	198,994,000	
EDUCATION SUPPORT PROGRAM			
15	Education Support—Program expenditures and contributions	6,766,000	
TRANSLATION PROGRAM			
20	Translation—Program expenditures	69,597,000	
CITIZENSHIP PROGRAM			
25	Citizenship—Operating expenditures	30,307,000	
30	Citizenship—The grants listed in the Estimates and contributions	66,393,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SCIENCES ET TECHNOLOGIE (Fin)			
B—CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA (Fin)			
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES (Fin)			
10	Recherches scientifiques et industrielles—Dépenses en capital	58,240,000	
15	Recherches scientifiques et industrielles—Subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de prendre, pour l'année financière en cours, des engagements pour l'aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique de \$36,200,000	74,357,000	
20	PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE Information scientifique et technique—Dépenses du programme et contributions	17,647,000	335,627,000
C—CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE			
25	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Dépenses de fonctionnement	5,334,000	
30	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Subventions inscrites au Budget	220,851,000	226,185,000
D—CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA			
35	Conseil des sciences du Canada—Dépenses du programme	3,763,000	
SECRETARIAT D'ÉTAT			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
1	Administration—Dépenses du programme et les subventions inscrites au Budget	23,234,000	
PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES			
5	Langues officielles—Dépenses de fonctionnement	2,957,000	
10	Langues officielles—Subventions inscrites au Budget et contributions	198,994,000	
PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION			
15	Aide à l'éducation—Dépenses du programme et contributions	6,766,000	
PROGRAMME DE LA TRADUCTION			
20	Traduction—Dépenses du programme	69,597,000	
PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ			
25	Citoyenneté—Dépenses de fonctionnement	30,307,000	
30	Citoyenneté—Subventions inscrites au Budget et contributions	66,393,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
SECRETARY OF STATE (Concluded)			
A—DEPARTMENT (Concluded)			
FITNESS AND AMATEUR SPORT PROGRAM			
35	Fitness and Amateur Sport—Operating expenditures.....	7,045,000	
40	Fitness and Amateur Sport—Contributions, and authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund and to charge said payments to the National Lottery Account, for the purpose of physical fitness, amateur sport and recreation programs in accordance with terms and conditions prescribed by order of the Governor in Council, the aggregate of said payments and payments made pursuant to paragraph (d) of Treasury Board Vote L27a, <i>Appropriation Act No. 4, 1976</i> , not to exceed at any time 5 percent of the aggregate of the amounts credited to the National Lottery Account	42,780,000	448,073,000
B—ADVISORY COUNCIL ON THE STATUS OF WOMEN			
45	Advisory Council on the Status of Women—Program expenditures		1,739,000
C—PUBLIC SERVICE COMMISSION			
50	Public Service Commission—Program expenditures		96,273,000
D—STATUS OF WOMEN—OFFICE OF THE CO-ORDINATOR			
55	Status of Women—Office of the Co-ordinator—Program expenditures.....		1,192,000
SOCIAL DEVELOPMENT			
61	Social Development—Program expenditures		3,882,000
SOLICITOR GENERAL			
A—DEPARTMENT			
ADMINISTRATION PROGRAM			
61	Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions		17,865,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SECRÉTARIAT D'ÉTAT (Fin)			
A—MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DU SPORT AMATEUR			
35	Santé et sport amateur—Dépenses de fonctionnement.....	7,045,000	
40	Santé et sport amateur—Contributions, et autorisation d'effectuer des versements puisés dans le Fonds du revenu consolidé et d'imputer lesdits versements au Compte de la loterie nationale, aux fins des programmes de la santé physique, du sport amateur et des loisirs conformément aux conditions prescrites par décret du gouverneur en conseil, le total desdits versements et des versements effectués conformément à l'alinéa d) du crédit L27a (Conseil du Trésor) de la <i>Loi n° 4 de 1976 portant affectation de crédits</i> ne devant à aucun moment dépasser 5% du total des sommes portées au Compte de la loterie nationale	42,780,000	448,073,000
B—CONSEIL CONSULTATIF DE LA SITUATION DE LA FEMME			
45	Conseil consultatif de la situation de la femme—Dépenses du programme		1,739,000
C—COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE			
50	Commission de la Fonction publique—Dépenses du programme		96,273,000
D—SITUATION DE LA FEMME—BUREAU DE LA COORDONNATRICE			
55	Situation de la femme—Bureau de la coordonnatrice—Dépenses du programme		1,192,000
DÉVELOPPEMENT SOCIAL			
60	Développement social—Dépenses du programme		3,882,000
SOLICITEUR GÉNÉRAL			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
65	Administration—Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions		17,865,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	SOLICITOR GENERAL (Concluded)	\$	\$
	B—CORRECTIONAL SERVICES PROGRAM		
5	Correctional Services—Penitentiary Service and National Parole Service—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions; and		
	(a) authority to pay into the Inmate Welfare Fund revenue derived during the year from projects operated by inmates and financed by the said Fund;		
	(b) authority to operate canteens in federal institutions and to deposit revenue from sales into the Inmate Welfare Fund;		
	(c) payments in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, to or on behalf of discharged inmates who suffer physical disability caused by participation in normal program activity in federal institutions, and to dependents of deceased inmates and ex-inmates whose death resulted from participation in normal program activity in federal institutions; and		
	(d) authority for the Minister, subject to the approval of the Governor in Council, to enter into an agreement with any province for the confinement in institutions of that province of any persons sentenced or committed to a penitentiary, for compensation for the maintenance of such persons and for payment in respect of the construction and related costs of such institutions.....	427,557,000	
10	Correctional Services—Penitentiary Service and National Parole Service—Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies	75,132,000	502,689,000
	C—NATIONAL PAROLE BOARD		
15	National Parole Board—Program expenditures.....		10,645,000
	D—ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
	LAW ENFORCEMENT PROGRAM		
20	Law Enforcement—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and authority to spend revenue received during the year.....	563,975,000	
25	Law Enforcement—Capital expenditures.....	78,935,000	642,910,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
SOLICITEUR GÉNÉRAL (Fin)			
B—PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS			
5	Services correctionnels—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et		
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite caisse;		
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et		
	d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	427,557,000	
10	Services correctionnels—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	75,132,000	502,689,000
C—COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES			
15	Commission nationale des libérations conditionnelles—Dépenses du programme.....		10,645,000
D—GENDARMERIE ROYALE DU CANADA			
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI			
20	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et autorisation de dépenser les recettes de l'année	563,975,000	
25	Application de la loi—Dépenses en capital.....	78,935,000	642,910,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	SUPPLY AND SERVICES	\$	\$
	A—DEPARTMENT		
	SERVICES PROGRAM		
1	Services—Program expenditures including recoverable expenditures on behalf of the <i>Canada Pension Plan</i> , the <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i> , the Supply Revolving Fund and authority to spend revenue received during the year	156,387,000	
5	Services—Payment to Canadian Arsenals Limited for Off-Oil Conversion.....	250,000	
	SUPPLY PROGRAM		
10	Supply—Program expenditures including expenditures on behalf of government departments and agencies for unsolicited research and development proposals and authority to make commitments during the current fiscal year of \$18,000,000 in respect of such proposals	28,159,000	184,796,000
	B—STATISTICS CANADA		
15	Statistics Canada—Program expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions and authority to spend revenue received during the year		162,871,000
	TRANSPORT		
	A—DEPARTMENT		
	DEPARTMENTAL ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Departmental Administration—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions and authority to spend revenue received during the year	86,329,000	
5	Departmental Administration—Capital expenditures.....	11,224,000	
	MARINE TRANSPORTATION PROGRAM		
10	Marine Transportation—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions, the payment of excepted expenses incurred in respect of Canadian distressed seamen as defined in Section 306 of the <i>Canada Shipping Act</i> , authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed on behalf of individuals, outside agencies and other governments and authority to spend revenue received during the year	334,832,000	
15	Marine Transportation—Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies.....	113,889,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME DES SERVICES			
1	Services—Dépenses du programme, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i> , du fonds renouvelable des approvisionnements, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	156,387,000	
5	Service—Paiement aux Arsenaux canadiens, Limitée pour la conversion à une source énergétique non pétrolière	250,000	
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS			
10	Approvisionnements—Dépenses du programme, y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soumissions R & D spontanées, et autorisation de prendre des engagements durant l'année financière en cours d'un montant de \$18,000,000 à l'égard desdites soumissions	28,159,000	184,796,000
B—STATISTIQUE CANADA			
15	Statistique Canada—Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année		162,871,000
TRANSPORTS			
A—MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
1	Administration centrale—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	86,329,000	
5	Administration centrale—Dépenses en capital.....	11,224,000	
PROGRAMME DES TRANSPORTS PAR EAU			
10	Transports par eau—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions, paiement des dépenses réservées faites à l'égard de marins canadiens en détresse aux termes de l'article 306 de la <i>Loi sur la marine marchande du Canada</i> , autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	334,832,000	
15	Transports par eau—Dépenses en capital, y compris les paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions à l'égard des travaux de construction exécutés par ces organismes	113,889,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
TRANSPORT (Continued)			
A—DEPARTMENT (Continued)			
MARINE TRANSPORTATION PROGRAM (Concluded)			
20	Payment to the Canarctic Shipping Company, Limited to be applied by the Company in the payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company during the calendar year 1982.....	4,532,000	
25	Payment to the Hamilton Harbour Commission to assist in the cost of redevelopment of Piers 12 and 13 in the Hamilton Harbour	956,000	
30	Payment to the Jacques-Cartier and Champlain Bridges Inc. to be applied in payment of the excess of the expenditures over the revenues of the Company (exclusive of interest on advances authorized by Parliament, depreciation on capital structures and reserves) in the operation of the Jacques-Cartier and Champlain Bridges, Montreal.....	4,205,000	
35	Payment to the National Harbours Board for: (a) improvements to the grain elevator at the Port of Halifax, Nova Scotia; (b) the partial construction of a container terminal at the Port of Halifax, Nova Scotia; (c) expenditures made either by the Board, or on behalf of or in co-operation with others, for the construction of wharves of retaining walls along the St. Lawrence River in the Port of Québec; (d) construction of infrastructure for grain handling facilities at the Port of Prince Rupert, British Columbia; (e) construction of infrastructure for coal handling facilities at the Port of Prince Rupert, British Columbia; and (f) repairs and modifications to the dock at Digby Island, Prince Rupert, British Columbia.....	57,543,000	
Non-Budgetary			
L40	Loans to the National Harbours Board, subject to the provisions of Section 29 of the <i>National Harbours Board Act</i> , to meet capital expenditures applicable to the calendar year 1982	15,000,000	
AIR TRANSPORTATION PROGRAM			
45	Air Transportation—Operating expenditures including expenditures on other than Federal property and authority to spend revenue received during the year including the spending of an amount equal, in the opinion of the Minister of National Revenue, to the net amount received during the year from the air transportation tax payable under Part II of the <i>Excise Tax Act</i> minus the portion thereof credited to the Airports Revolving Fund; and to authorize the payment of commissions for revenue collection pursuant to the <i>Aeronautics Act</i>	249,431,000	
50	Air Transportation—Capital expenditures including contributions towards construction done by local or private authorities.....	100,411,000	
55	Air Transportation—The grants listed in the Estimates and contributions.....	24,068,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
TRANSPORTS (Suite)			
A—MINISTÈRE (Suite)			
PROGRAMME DES TRANSPORTS PAR EAU (Fin)			
20	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1982	4,532,000	
25	Paiement à la Commission du port de Hamilton en vue de contribuer aux coûts entraînés par la rénovation des jetées 12 et 13 dans le port de Hamilton	956,000	
30	Paiement à la société Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'intérêt sur les avances, de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain à Montréal	4,205,000	
35	Paiement au Conseil des ports nationaux concernant:		
	a) les améliorations apportées à l'élévateur à grain du port de Halifax (Nouvelle-Écosse);		
	b) une partie des coûts de construction d'un terminal à conteneurs au port de Halifax, (Nouvelle-Écosse);		
	c) les dépenses faites soit par le Conseil, ou au nom ou conjointement avec d'autres, en vue de la construction de quais ou de murs de soutènement le long du Saint-Laurent dans le port de Québec;		
	d) la construction d'une infrastructure pour les installations de manutention des grains dans le port de Prince Rupert (Colombie-Britannique);		
	e) la construction d'une infrastructure pour les installations de manutention du charbon dans le port de Prince Rupert (Colombie-Britannique); et		
	f) les réparations et modifications au quai à l'île Digby, Prince Rupert (Colombie-Britannique)	57,543,000	
Non-budgétaire			
L40	Prêts au Conseil des ports nationaux, sous réserve des dispositions de l'article 29 de la <i>Loi sur le Conseil des ports nationaux</i> , afin de couvrir les dépenses en capital applicables à l'année civile 1982	15,000,000	
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS			
45	Transports aériens—Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés qui n'appartiennent pas au gouvernement fédéral, et autorisation de dépenser les recettes de l'année, y compris une somme égale, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net perçu au cours de l'année au titre de la taxe sur le transport aérien exigible aux termes de la partie II de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , diminuée de la partie de cette somme créditez au fonds renouvelable des aéroports; et autorisation de verser des commissions à l'égard de la perception des recettes, conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i>	249,431,000	
50	Transports aériens—Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par les autorités locales ou des entrepreneurs privés	100,411,000	
55	Transports aériens—Subventions inscrites au Budget et contributions	24,068,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
		\$	\$
TRANSPORT (Continued)			
A—DEPARTMENT (Continued)			
SURFACE TRANSPORTATION PROGRAM			
60	Surface Transportation—Operating expenditures	22,424,000	00
65	Surface Transportation—The grants listed in the Estimates and contributions including:		
	(a) payments to cover commitments made or approved prior to September 1, 1977 pursuant to Parts I and II of the <i>Railway Relocation and Crossing Act</i> and authority to make payments in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council under a program for urban transportation assistance, and pursuant to Parts I and II of the <i>Railway Relocation and Crossing Act</i> ;		
	(b) payments for purposes described in paragraphs 20(1)(a) and (b) and subsection 20(6) of the <i>Railway Relocation and Crossing Act</i> , in respect of the construction, reconstruction and improvement of grade separations where recommended by the Canadian Transport Commission on or after September 1, 1977; and		
	(c) payments to supplement pension allowances under the <i>Intercolonial and Prince Edward Island Railway Employees' Provident Fund Act</i> so as to make the minimum allowance payable in the calendar year 1982 \$50 per month instead of \$20 per month as fixed by the said Act	188,220,000	00
70	Payments to CN Marine Inc. and Canadian National Railway Company pursuant to contracts with Her Majesty:		
	(a) for the operation of the following subsidized water transportation services: Newfoundland ferries and terminals; Newfoundland coastal service and terminals; Prince Edward Island ferries and terminals; Yarmouth, N.S.—The New England States, U.S.A. ferries and terminals; Digby—Saint John ferries and terminals, and		
	(b) to pay the cost of rail/water and narrow gauge/standard gauge interface, ferries and terminals	152,872,000	00
75	Payments to the Northern Transportation Company Limited pursuant to contracts with Her Majesty for water transportation services in respect of the Keewatin Resupply operation	400,000	00
80	Payments to VIA Rail Canada Inc. in respect of the costs of the management of the Company, payments for capital purposes and payments for the provision of rail passenger services in Canada in accordance with contracts entered into pursuant to subparagraph (c)(i) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i> , and payments to a railway company for the prescribed portion of the costs incurred by the Company for the provision of income maintenance benefits, layoff benefits, relocation expenses, early retirement benefits, severance benefits and other benefits to its employees where such costs are incurred as a result of the implementation of the provisions of the contract or discontinuance of a rail passenger service pursuant to subparagraph (c)(ii) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i>	506,000,000	00

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
TRANSPORTS (Suite)			
A—MINISTÈRE (Suite)			
PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE			
60	Transports de surface—Dépenses de fonctionnement.....	22,424,000	
65	Transports de surface—Subventions inscrites au Budget et contributions, y compris:		
	a) les paiements destinés à couvrir les engagements pris ou approuvés avant le 1 ^{er} septembre 1977, conformément aux parties I et II de la <i>Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer</i> et l'autorisation d'effectuer des paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vertu d'un programme d'aide aux transports urbains et conformément aux parties I et II de la <i>Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer</i> ;		
	b) les paiements effectués en vertu des fins décrites aux alinéas 20(1)a), b) et au paragraphe 20(6) de la <i>Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer</i> , à l'égard des travaux de construction, de reconstruction et d'amélioration de croisements étagés si la Commission canadienne des transports en fait la recommandation le 1 ^{er} septembre 1977 ou après cette date; et		
	c) les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévues par la <i>Loi sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer</i> de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard, de façon à porter le versement minimum, au cours de l'année civile 1982, à \$50 par mois au lieu de \$20 comme le prévoit ladite loi	188,220,000	
70	Paiements à CN Marine Inc. et à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté:		
	a) relativement aux services subventionnés de transport maritime suivants: traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N.-É.) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint-John et terminus, et		
	b) afin de payer les frais de jonction de transports ferroviaires et maritimes et de jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, ainsi que les frais de traversiers et de terminus	152,872,000	
75	Paiements à la Société des transports du Nord Limitée conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté relativement à des services de transport maritime à l'égard de la mission de ravitaillement du district de Keewatin.....	400,000	
80	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire de voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus au sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> , et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service de transport ferroviaire de passagers, conformément au sous-alinéa c)(ii) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	506,000,000	

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	TRANSPORT (Concluded)	\$	\$
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	SURFACE TRANSPORTATION PROGRAM (Concluded)		
85	Payments to reimburse, in accordance with regulations prescribed by the Governor in Council, Canadian National Railway Company and CN Marine Inc., for the prescribed portion of the costs incurred by them for benefits provided to their adversely affected employees in respect of changes of a permanent nature arising from the rationalization of railway operations provided by the Terra Transport Division of Canadian National Railway Company, in Newfoundland and implemented in accordance with government approved plans for the provision of Newfoundland transportation services	4,000,000	
90	Payments to the Canadian National Railway Company (CNR) in accordance with terms and conditions approved by Treasury Board to conduct a program of testing and evaluation of railway operations in Newfoundland consistent with the objectives of the Government of Canada and with the principles of the <i>National Transportation Act</i> and to reimburse CN, from the program, for wage and wage-related costs incurred by CN at the request of the Minister during the testing and evaluation period	25,000,000	
L95	Non-Budgetary To authorize the Minister to acquire in trust for Her Majesty on such terms and conditions as may be negotiated with Canadian National Railway Company (CNR) and approved by the Governor in Council, in respect of the East Coast ferry and coastal services no par value shares in the capital stock of CNR which shares CNR shall issue	38,400,000	1,939,736,000
	C—CANADIAN TRANSPORT COMMISSION		
100	Canadian Transport Commission—Operating expenditures	32,472,000	
105	Canadian Transport Commission—Contributions, including contributions for the purposes set out in Subsection 20(1) of the <i>Railway Relocation and Crossing Act</i> except those related to the construction, reconstruction and improvement of a grade separation where payment was not ordered prior to September 1, 1977.....	24,200,000	56,672,000

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
TRANSPORTS (Fin)			
A—MINISTÈRE (Fin)			
PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE (Fin)			
85	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et le CN Marine Inc. d'une proportion déterminée des frais engagés par eux relativement aux avantages accordés à leurs employés qui sont affectés de façon défavorable par des changements permanents découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve	4,000,000	
90	Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (Compagnie) conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour mener un programme d'essai et d'évaluation du fonctionnement des services ferroviaires à Terre-Neuve, en accord avec les objectifs du gouvernement du Canada et selon les principes de la <i>Loi nationale sur les transports</i> , et rembourser la Compagnie, à même les fonds du programme, des frais de salaires et des coûts relatifs aux salaires qui sont subis par la Compagnie à la demande du Ministre pendant la période d'essai et d'évaluation	25,000,000	
L95	Pour autoriser le ministre à acheter en fiducie au nom de Sa Majesté et selon les conditions négociées avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) et approuvées par le gouverneur en conseil, relativement aux services de traversier et de cabotage sur la côte Est, des actions sans valeur au pair du capital-actions du CN lesquelles seront émises par le CN	38,400,000	1,939,736,000
C—COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS			
100	Commission canadienne des transports—Dépenses de fonctionnement.....	32,472,000	
105	Commission canadienne des transports—Contributions, y compris les contributions versées aux fins énoncées au paragraphe 20(1) de la <i>Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer</i> à l'exception des fins associées à la construction, la reconstruction et l'amélioration d'un croisement étagé lorsque le versement n'a pas été demandé avant le 1 ^{er} septembre 1977	24,200,000	56,672,000

SCHEDULE A—Continued

No. of Vote	Service	Amount	Total
	TREASURY BOARD	\$	\$
	A—SECRETARIAT		
	CENTRAL ADMINISTRATION OF THE PUBLIC SERVICE PROGRAM		
1	Central Administration of the Public Service—Program expenditures including payments to retired public servants and the estates of deceased public servants where awards for suggestions or meritorious contributions are approved, payments in accordance with the Incentive Award Plan of the Public Service of Canada and the grants listed in the Estimates	44,339,000	
	GOVERNMENT CONTINGENCIES AND CENTRALLY FINANCED PROGRAMS		
5	Government Contingencies—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for paylist and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the <i>Public Servants Inventions Act</i> and authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations.....	315,000,000	
10	Student Summer and Youth Employment—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes to cover costs in connection with the employment of persons and the summer employment of and summer activities for students	100,000,000	
	EMPLOYER CONTRIBUTIONS TO INSURANCE PLANS PROGRAM		
15	Government's contributions to surgical-medical and other insurance payments, premiums and taxes determined on such bases and paid in respect of such persons and their dependents as Treasury Board prescribes who are described in Finance Vote 124, <i>Appropriation Act No. 6, 1960</i> , Finance Vote 85a, <i>Appropriation Act No. 5, 1963</i> and Finance Vote 20b, <i>Appropriation Act No. 10, 1964</i> and Government's contribution to pension plans, death benefit plans, and social security programs, health and other insurance plans for employees engaged locally outside Canada and to the Hospital Insurance (outside Canada) Plan, and to permit the payment to employees of their share of the premium reduction under subsection 64(4) of the <i>Unemployment Insurance Act, 1971</i>	194,318,000	
	TEMPORARY ASSIGNMENTS PROGRAM		
20	Temporary Assignments—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year.....	303,000	653,960,000
	B—COMPTROLLER GENERAL		
	MANAGEMENT PRACTICES AND CONTROLS PROGRAM		
25	Management Practices and Controls—Program expenditures and the grant listed in the Estimates	10,716,000	

ANNEXE A—Suite

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
CONSEIL DU TRÉSOR			
A—SÉCRÉTARIAT			
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE			
1	Administration centrale de la Fonction publique—Dépenses du programme, y compris les paiements aux fonctionnaires retraités et à la succession des fonctionnaires décédés lorsqu'une prime à l'initiative ou au mérite a été approuvée, paiements accordés en vertu du Régime des primes d'encouragement de la Fonction publique du Canada et subventions inscrites au Budget	44,339,000	
PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCIÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE			
5	Éventualité du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	315,000,000	
10	Emplois d'été des étudiants et placement des jeunes—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	100,000,000	
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE			
15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 6 de 1960</i> , au crédit 85a (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , et au crédit 20b (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 10 de 1964</i> , et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger et au régime d'assurance-hospitalisation (hors du Canada), et autoriser le paiement aux employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la <i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i>	194,318,000	
PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES			
20	Affectations temporaires—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	303,000	653,960,000
B—CONTRÔLEUR GÉNÉRAL			
PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION			
25	Pratiques et contrôles de gestion—Dépenses du programme et subvention inscrite au Budget	10,716,000	

SCHEDULE A—Concluded

No. of Vote	Service	Amount	Total
	TREASURY BOARD (Concluded)	\$	\$
	B—COMPTROLLER GENERAL (Concluded)		
	IMPLEMENTATION ASSISTANCE PROGRAM		
30	Implementation Assistance—To supplement other votes for the purpose of assisting departments with the implementation of plans to improve management practices and controls	7,400,000	18,116,000
	VETERANS AFFAIRS		
	VETERANS AFFAIRS PROGRAM		
1	Veterans Affairs—Operating expenditures; upkeep of property, including engineering and other investigatory planning expenses that do not add tangible value to real property, taxes, insurance and maintenance of public utilities; to authorize, subject to the approval of the Governor in Council, necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the <i>Veterans' Land Act</i> , to correct defects for which neither the veteran nor the contractor can be held financially responsible, and such other work on other properties as may be required to protect the interest of the Director therein	225,496,000	
5	Veterans Affairs—The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of the Treasury Board	432,420,000	
	WAR VETERANS ALLOWANCE BOARD PROGRAM		
10	War Veterans Allowance Board—Program expenditures	1,304,000	
	PENSIONS PROGRAM		
15	Pensions—Pension Review Board—Operating expenditures	968,000	
20	Pensions—Canadian Pension Commission—Operating expenditures	13,548,000	
25	Pensions—The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of the Treasury Board	597,926,000	
	BUREAU OF PENSIONS ADVOCATES PROGRAM		
30	Bureau of Pensions Advocates—Program expenditures	3,677,000	1,275,339,000
			30,670,952,801

ANNEXE A—Fin

N° du crédit	Service	Montant	Total
		\$	\$
CONSEIL DU TRÉSOR (Fin)			
B—CONTRÔLEUR GÉNÉRAL (Fin)			
PROGRAMME D'AIDE À LA MISE EN ŒUVRE			
30	Aide à la mise en œuvre—Pour ajouter à d'autres crédits afin d'aider les ministères à mettre en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion	7,400,000	18,116,000
COMMISSION DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS			
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS			
1	Affaires des anciens combattants—Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services d'utilité publique; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	225,496,000	
5	Affaires des anciens combattants—Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	432,420,000	
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS			
10	Commission des allocations aux anciens combattants—Dépenses du programme	1,304,000	
PROGRAMME DES PENSIONS			
15	Pensions—Conseil de révision des pensions—Dépenses de fonctionnement	968,000	
20	Pensions—Commission canadienne des pensions—Dépenses de fonctionnement	13,548,000	
25	Pensions—Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor ...	597,926,000	
PROGRAMME DU BUREAU DES SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS			
30	Bureau des services juridiques des pensions—Dépenses du programme	3,677,000	1,275,339,000
			30,670,952,801

SCHEDULE B

Based on the Supplementary Estimates (A), 1982-83. The amount hereby granted is \$114,096,002. being the total of the items in the said Estimates as contained in this Schedule.

SUMS granted to Her Majesty by this Act for the financial year ending 31st March, 1983, and the purposes for which they are granted.

No. of Vote	Service	Amount	Total
	EMPLOYMENT AND IMMIGRATION		\$
	B—CANADA EMPLOYMENT AND IMMIGRATION COMMISSION		
	EMPLOYMENT AND INSURANCE PROGRAM		
15a	Employment and Insurance—Contributions	95,096,000	
20a	Immigration—Program expenditures and contributions.....	19,000,000	114,096,000
	EXTERNAL AFFAIRS		
	A—DEPARTMENT		
	CANADIAN INTERESTS ABROAD PROGRAM		
1a	Canadian Interests Abroad—Operating expenditures—To authorize the transfer of \$71,933,999 from Industry, Trade and Commerce Vote 1 and \$4,500,000 from Industry, Trade and Commerce Vote 10, of the Main Estimates 1982-83 for the purposes of this Vote		1
10a	Canadian Interests Abroad—The grants listed in the Estimates and contributions—To extend the purposes of External Affairs Vote 10, of the Main Estimates, 1982-83 to make commitments for the current fiscal year not exceeding \$30,000,000 in respect of contributions to persons, groups of persons, councils and associations to promote the development of Canadian export sales; and to authorize the transfer of \$14,798,999 from Industry, Trade and Commerce Vote 10, of the Main Estimates 1982-83 for the purposes of this Vote		1
			2
			114,096,002

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ANNEXE B

D'après le budget supplémentaire (A) de 1982-1983. Le montant accordé par les présentes et de \$114,096,002, soit le total des montants des postes dudit budget que contient la présente annexe.

SOMMES accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983 et fins auxquelles elles sont accordées.

Nº du crédit	Service	Montant	Total
	EMPLOI ET IMMIGRATION	\$	\$
	B—COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA		
	PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
15a	Emploi et assurance—Contributions	95,096,000	
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
20	Immigration—Dépenses du programme et contributions.....	19,000,000	
			114,096,000
	AFFAIRES EXTÉRIEURES		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
1a	Intérêts du Canada à l'étranger—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de \$71,933,999 provenant du crédit 1 ^{er} (Industrie et Commerce) et de \$4,500,000 provenant du crédit 10 (Industrie et Commerce) du Budget des dépenses principal de 1982-1983		1
10a	Intérêts du Canada à l'étranger—Subvention inscrite au Budget et contributions—Pour étendre la partie du crédit 10 (Affaires extérieures) du Budget des dépenses principal de 1982-1983 et obtenir l'autorisation de contracter, durant l'année financière en cours, des engagements ne dépassant pas \$30,000,000 aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et pour autoriser le virement au présent crédit de \$14,798,999 provenant du crédit 10 (Industrie et Commerce) du Budget des dépenses principal de 1982-1983		1
			2
			114,096,002

Document 15
C-122
First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-122

An Act to amend the Small Businesses Loans Act (No. 3)

First reading, June 23, 1982

THE MINISTER OF STATE (SMALL BUSINESSES AND
TOURISM)

Document 15
C-122
Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-122

Loi n° 3 modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises

Première lecture le 23 juin 1982

LE MINISTRE D'ÉTAT (PETITES ENTREPRISES ET
TOURISME)

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-122

An Act to amend the Small Businesses
Loans Act (No. 3)

R.S., c.S-10;
c.40 (1st
Supp.); c.28
(2nd Supp.);
1974, c. 10;
1976-77, c.23;
1980-81-82;
cc.6, 83

1980-81-82,
c.6, s.4, c.83,
s.1

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

1. Paragraphs 6(h) and (i) of the *Small
Businesses Loans Act* are repealed and the
following substituted therefor:

“(h) made during the period commen-
cing on July 1, 1980 and ending on
March 31, 1983, after the aggregate
principal amount of the guaranteed 10
business improvement loans made by all
banks during that period exceeds one
billion five hundred million dollars; or

(i) made after March 31, 1983.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-122

Loi n^o 3 modifiant la Loi sur les prêts aux
petites entreprises

Sa Majesté, sur l'avis et avec le conseil-
ement du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

S.R., c. S-10; c.
40 (1^{er} suppl.);
c. 28 (2^e
suppl.); 1974,
c. 10; 1976-77,
c. 23; 1980-
81-82, c. 6, 83

1980-81-82, c.
6, art. 4; c. 83,
5 art. 1

1. Les alinéas 6h) et i) de la *Loi sur les
prêts aux petites entreprises* sont abrogés et
remplacés par ce qui suit :

«h) effectué durant la période du 1^{er}
juillet 1980 au 31 mars 1983, après que
le principal global des prêts garantis
destinés à l'amélioration d'entreprises 10
consentis par toutes les banques durant
cette période a dépassé un milliard cinq
cents millions de dollars; ou

i) effectué après le 31 mars 1983.»

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and amounts and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Small Businesses Loans Act (No. 3.)".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière, selon les montants prescrits et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi n° 3 modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises».

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-123**PROJET DE LOI C-123****An Act respecting the organization of the Government of Canada and EXPLANATORY NOTE****La loi sur l'organisation du gouvernement du Canada et la NOTE EXPLICATIVE**

Clause 1: This amendment would extend the termination date for loans to be guaranteed from June 30, 1982 to March 31, 1983.

Article 1. — Cette modification reporte du 30 juin 1982 au 31 mars 1983 la date limite au-delà de laquelle des prêts ne pourront plus être garantis.

First reading, June 28, 1982

Première lecture le 28 juin 1982

THE PRIME MINISTER

LE PREMIER MINISTRE

Le 1er mai 1982, le Gouvernement du Québec a dévoilé son plan pour l'avenir de la ville de Québec. Le plan prévoit une augmentation de 10% dans les investissements dans les infrastructures et dans les services sociaux. Il vise à assurer une meilleure qualité de vie pour tous les Québécois.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le Gouvernement du Québec a dévoilé son plan pour l'avenir de la ville de Québec. Le plan prévoit une augmentation de 10% dans les investissements dans les infrastructures et dans les services sociaux. Il vise à assurer une meilleure qualité de vie pour tous les Québécois.

PROJET DE LOI C-122

Le 1er mai 1982, le Gouvernement du Québec a dévoilé son plan pour l'avenir de la ville de Québec. Le plan prévoit une augmentation de 10% dans les investissements dans les infrastructures et dans les services sociaux. Il vise à assurer une meilleure qualité de vie pour tous les Québécois.

Le 1er mai 1982, le Gouvernement du Québec a dévoilé son plan pour l'avenir de la ville de Québec. Le plan prévoit une augmentation de 10% dans les investissements dans les infrastructures et dans les services sociaux. Il vise à assurer une meilleure qualité de vie pour tous les Québécois.

Le 1er mai 1982, le Gouvernement du Québec a dévoilé son plan pour l'avenir de la ville de Québec. Le plan prévoit une augmentation de 10% dans les investissements dans les infrastructures et dans les services sociaux. Il vise à assurer une meilleure qualité de vie pour tous les Québécois.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le 1er mai 1982, le Gouvernement du Québec a dévoilé son plan pour l'avenir de la ville de Québec. Le plan prévoit une augmentation de 10% dans les investissements dans les infrastructures et dans les services sociaux. Il vise à assurer une meilleure qualité de vie pour tous les Québécois.

Le 1er mai 1982, le Gouvernement du Québec a dévoilé son plan pour l'avenir de la ville de Québec. Le plan prévoit une augmentation de 10% dans les investissements dans les infrastructures et dans les services sociaux. Il vise à assurer une meilleure qualité de vie pour tous les Québécois.

C-123

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

PROJET DE LOI C-123

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-123

An Act respecting the organization of the Government of Canada and matters related or incidental thereto and to amend the Regional Development Incentives Act

First reading, June 30, 1982

C-123

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-123

Loi concernant l'organisation du gouvernement du Canada et des questions connexes, et modifiant en outre la Loi sur les subventions au développement régional

Première lecture le 30 juin 1982

THE PRIME MINISTER

LE PREMIER MINISTRE

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-123

An Act respecting the organization of the Government of Canada and matters related or incidental thereto and to amend the Regional Development Incentives Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Government Organization Act, 1982.*

5

PART I

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

Short Title

Short title

2. This Part may be cited as the *Department of External Affairs Act.*

Department of External Affairs

Department established

3. (1) There shall be a department of the Government of Canada called the Department of External Affairs over which the Secretary of State for External Affairs, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

Minister

(2) The Secretary of State for External Affairs (in this Part referred to as the "Minister") holds office during pleasure and has the management and direction of the Depart-

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-123

Loi concernant l'organisation du gouvernement du Canada et des questions connexes, et modifiant en outre la Loi sur les subventions au développement régional

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi organique de 1982.*

Titre abrégé

5

PARTIE I

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Titre abrégé

2. *Loi sur le ministère des Affaires extérieures.*

Titre abrégé

Ministère des Affaires extérieures

3. (1) Est constitué le ministère des Affaires extérieures, placé sous l'autorité du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

Constitution

(2) Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (appelé «Ministre» dans la présente partie) occupe sa charge à titre amovible. Il assure, au Canada comme à l'étranger, la

Ministre

15

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the organization of the Government of Canada and matters related or incidental thereto and to amend the Regional Development Incentives Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant l'organisation du gouvernement du Canada et des questions connexes, et modifiant en outre la Loi sur les subventions au développement régional».

10

À l'heure actuelle, il existe plusieurs types de commissions régionales qui ont pour rôle de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales.

11

À l'heure actuelle, il existe plusieurs types de commissions régionales qui ont pour rôle de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales.

Conseils

12

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

Conseillers

13

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

Conseil d'administration

14

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

15

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

16

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

17

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

Le Gouvernement du Québec a décidé de créer une nouvelle commission régionale qui sera chargée de conseiller les ministres et les députés sur les questions régionales. La nouvelle commission régionale sera créée par décret et sera nommée Commission régionale de l'énergie et du développement régional.

ment of External Affairs in Canada and abroad.

Additional Ministers

Minister for International Trade

Minister for External Relations

Use of departmental services and facilities

Committees to advise and assist

Deputy head

Additional deputy heads

Deputy Ministers for International Trade and for Foreign Policy

4. A Minister for International Trade shall be appointed by commission under the Great Seal.

5. A Minister for External Relations may be appointed by commission under the Great Seal to assist the Minister in carrying out his responsibilities relating to the conduct of Canada's international relations.

6. A Minister appointed pursuant to section 4 or 5 shall act with the concurrence of the Minister in carrying out his responsibilities and make use of the services and facilities of the Department of External Affairs.

Committees

7. The Governor in Council may establish advisory and other committees to advise or assist the Minister or to perform such duties and exercise such powers as the Governor in Council may specify, and may fix the remuneration and expenses to be paid to the members of the committees so established.

Officers of the Department

8. The Governor in Council may appoint an officer called the Under-Secretary of State for External Affairs to be the deputy head of the Department of External Affairs.

9. (1) The Governor in Council may appoint three Associate Under-Secretaries of State for External Affairs, each of whom shall have the rank and status of a deputy head of a department and shall, under the Under-Secretary of State for External Affairs, exercise and perform such powers, duties and functions as deputies of the Minister and otherwise as the Minister may specify.

(2) The Governor in Council may designate one of the Associate Under-Secretaries of State appointed under subsection (1) to be Deputy Minister for International Trade and one to be Deputy Minister for Foreign Policy.

direction et la gestion du ministère des Affaires extérieures.

Ministres auxiliaires

4. Est nommé par commission sous le grand sceau un ministre du Commerce extérieur.

5. Il peut être nommé par commission sous le grand sceau un ministre des Relations extérieures, chargé d'assister le Ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de relations internationales.

6. Les ministres nommés en application des articles 4 et 5 exercent leurs attributions avec l'accord du Ministre et sont tenus de faire usage des services et installations du ministère des Affaires extérieures.

Comités

7. Le gouverneur en conseil peut créer des comités consultatifs ou autres, chargés de conseiller ou d'assister le Ministre, ou d'exercer les pouvoirs et fonctions qu'il leur attribue; il peut en outre fixer la rémunération et les indemnités de leurs membres.

Personnel de direction

8. Le gouverneur en conseil peut nommer un haut fonctionnaire au poste de sous-chef du ministère, avec titre de sous-sécrétaire d'État aux Affaires extérieures.

9. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer trois sous-sécrétaires d'État associés aux Affaires extérieures, avec rang et statut de sous-chefs de ministère. Placés sous l'autorité du sous-sécrétaire d'État aux Affaires extérieures, ils exercent, à titre de délégués du Ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci leur attribue.

(2) Le gouverneur en conseil peut, parmi les sous-sécrétaires d'État associés, désigner un sous-ministre du Commerce extérieur et un sous-ministre de la Politique étrangère.

Ministre du Commerce extérieur

Ministre des Relations extérieures

10

Utilisation des services et installations du ministère

15

Conseils et assistance

Administrateur général

25

Administrateurs généraux associés

Sous-ministre du Commerce extérieur et sous-ministre de la Politique étrangère

Coordinator,
International
Economic
Relations

10. The Governor in Council may designate or appoint a person in the public service of Canada as the Co-ordinator, International Economic Relations who shall have the rank and status of a deputy head of a department and shall, subject to the direction of the Governor in Council, exercise and perform such powers, duties and functions as a deputy of the Minister and otherwise as the Minister may specify.

10. Le gouverneur en conseil peut affecter un membre de la fonction publique du Canada au poste de coordonnateur des Relations économiques extérieures, avec rang et statut de sous-chef de ministère. Sous réserve des orientations données par le gouverneur en conseil, le coordonnateur exerce, à titre de délégué du Ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci lui attribue.

Coordonnateur
des Relations
économiques
extérieures

Duties of
Minister

Powers, Duties and Functions of the Minister

11. (1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which the Parliament of Canada has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to the conduct of the external affairs of Canada, including international trade and commerce and international development.

(2) In exercising his powers and carrying out his duties and functions under this Part, the Minister shall

- (a) conduct all diplomatic and consular relations on behalf of Canada;
- (b) conduct all official communication between the Government of Canada and the government of any other country and between the Government of Canada and any international organization;
- (c) conduct and manage international negotiations as they relate to Canada;
- (d) coordinate Canada's international economic relations;
- (e) foster the expansion of Canada's international trade and commerce;
- (f) have the control and supervision of the Canadian International Development Agency;
- (g) coordinate the direction given by the Government of Canada to the heads of Canada's diplomatic and consular missions;
- (h) have the management of Canada's diplomatic and consular missions;
- (i) administer the foreign service of Canada;

10

Pouvoirs et fonctions du Ministre

11. (1) Les pouvoirs et fonctions du Ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.

(2) Dans le cadre des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente partie, le Ministre :

- a) dirige les relations diplomatiques et consulaires du Canada;
- b) est chargé des communications officielles entre d'une part le gouvernement du Canada, d'autre part les gouvernements étrangers et les organisations internationales;
- c) mène les négociations internationales auxquelles le Canada participe;
- d) coordonne les relations économiques extérieures du Canada;
- e) stimule le commerce extérieur du Canada;
- f) a la tutelle de l'Agence canadienne de développement international;
- g) coordonne les orientations données par le gouvernement du Canada aux chefs des missions diplomatiques et consulaires du Canada;
- h) assure la gestion des missions diplomatiques et consulaires du Canada;
- i) assure la gestion du service extérieur;

Idem

20

Idem

25

Idem

30

Idem

35

Idem

40

Idem

45

Idem

50

Idem

55

Idem

Agreements	(j) foster the development of international law and its application in Canada's external relations; and	j) encourage le développement du droit international et son application aux relations extérieures du Canada;	5
Programs	(3) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into agreements with the government of any province or any agency thereof respecting the carrying out of programs related to the Minister's powers, duties and functions.	k) exerce tous autres pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués de droit.	Accords
Duties of Minister	(4) The Minister may develop and carry out programs related to his powers, duties and functions for the promotion of Canada's interests abroad, including the fostering of the expansion of Canada's international trade and commerce and the provision of assistance for developing countries.	(3) Le Ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec les gouvernements des provinces ou leurs organismes des accords relatifs à la réalisation de programmes relevant de ses pouvoirs et 10 fonctions.	Programmes
Definition of "head of mission"	<p>12. The Minister for International Trade shall promote the expansion of Canada's international trade and commerce by</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) assisting Canadian exporters in their international marketing initiatives and by promoting Canadian export sales; (b) improving the access of Canadian produce, products and services into external markets through trade negotiations; (c) fostering trade relations with other countries; and (d) contributing to the improvement of world trading conditions. 	<p>12. Le ministre du Commerce extérieur favorise le commerce extérieur du Canada :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) en aidant les exportateurs canadiens dans leurs initiatives de commercialisation sur les marchés extérieurs et en favorisant l'accroissement des exportations; b) en facilitant, par voie de négociations, la pénétration des denrées, produits et services canadiens dans les marchés extérieurs; c) en stimulant les relations commerciales avec les autres pays; d) en concourant à l'amélioration de la situation du commerce mondial. 	Attributions
	<p>13. (1) In this section, "head of mission" means</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) an ambassador, high commissioner or consul-general of Canada; or (b) any other person appointed to represent Canada in another country or a portion of another country or at an international organization or diplomatic conference and designated head of mission by the Governor in Council. 	<p>13. (1) Pour l'application du présent article, sont considérés comme chefs de mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les ambassadeurs, haut-commissaires et consuls généraux du Canada; b) les autres personnes accréditées à titre de représentants du Canada auprès d'autres pays, de divisions d'autres pays ou d'organisations internationales, ou à des conférences diplomatiques, et désignées en cette qualité par le gouverneur en conseil. 	Qualité de chef de mission

Duties of head of mission

(2) Except as otherwise instructed by the Governor in Council, a head of mission shall have the management and direction of his mission and its activities and the supervision of the official activities of the various departments and agencies of the Canadian Government in the country, or portion of the country or at the international organization to which he is appointed.

General

Annual report

14. The Minister shall, on or before the 31st day of January next following the end of each fiscal year or, on any of the first five days next thereafter that either House of Parliament is sitting, submit to Parliament a report showing the operations of the Department of External Affairs for that fiscal year.

PART II**DEPARTMENT OF REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION**

R.S. c. I-11

15. The long title and sections 1 to 5 of the *Department of Industry, Trade and Commerce Act* are repealed and the following substituted therefor:

“An Act respecting the Department of Regional Industrial Expansion”

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Department of Regional Industrial Expansion Act.

25

INTERPRETATION

Definitions

“Minister”

“region”

2. In this Act,

“Minister” means the Minister of Regional Industrial Expansion;

“region” means a province, a portion of a province, two or more provinces or adjoining portions of two or more provinces.

DEPARTMENT OF REGIONAL INDUSTRIAL EXPANSION

Department established

3. (1) There shall be a department of the Government of Canada called the

(2) Sauf instruction contraire du gouverneur en conseil, le chef de mission assure la direction et la gestion du poste pour lequel il est accrédité et contrôle l'activité officielle des ministères et organismes fédéraux dans le pays, la division de pays ou l'organisation internationale auprès desquels il est accrédité.

Fonctions

Disposition générale

Rapport annuel

14. Au plus tard le 31 janvier suivant la fin de chaque exercice ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou l'autre chambre, le Ministre dépose devant le Parlement le rapport d'activité de son ministère pour l'exercice précédent.

15

PARTIE II**MINISTÈRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE**

S.R. c. I-11

15. Le titre intégral et les articles 1 à 5 de la *Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«Loi concernant le ministère de l'Expansion industrielle régionale»

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le ministère de l'Expansion industrielle régionale.*

Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Ministre» Le ministre de l'Expansion industrielle régionale.

«région» Province, partie de province, groupe de provinces ou parties contigües de provinces.

Définitions

25

«Ministre»

«région»

30

MINISTÈRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

Constitution

3. (1) Est constitué le ministère de l'Expansion industrielle régionale, placé sous

l'autorité du ministre de l'Expansion
industriel et régional à nommer un membre
du conseil d'administration à son avis.

(2) Le Ministre octroie au conseiller de la
ministrie II le pouvoir de délivrer et de faire
exécuter des arrêts de l'expansion nationale
dans les termes ci-dessous.

ARTICLE II - DE LA DÉPARTEMENT

(1) Le Ministre nomme au poste de
conseiller au poste fonctionnaire au poste de
secrétaire général au ministère, avec l'accord
unanime de l'Assemblée législative, une
personne de son choix.

(2) Le Ministre nomme au poste de
conseiller au poste fonctionnaire au poste de
secrétaire général au ministère, avec l'accord
unanime de l'Assemblée législative, une
personne de son choix.

EXPLANATORY NOTES

PART II

These amendments would establish a new Department of Regional Industrial Expansion by amending the Department of Industry, Trade and Commerce Act to change the name of the Department of Industry, Trade and Commerce, provide for the appointment of an Associate Deputy Minister in the new Department and assign additional powers, duties and functions to the Minister.

Des élections au sein de l'Assemblée
législative pour élire les membres du conseil
d'administration de la nouvelle agence de l'État
seront organisées dans le plus court délai.

(2) Des ministres possèdent quelques
pouvoirs qui leur sont réservés, mais
d'après la disposition de la Déclaration de
l'indépendance de la Nouvelle-Angleterre.

OFFICERS OF THE DEPARTMENT

(1) Le Gouverneur en Conseil nomme
au poste de fonctionnaire au poste de
secrétaire général au ministère, avec l'accord
unanime de l'Assemblée législative, une
personne de son choix.

(2) Le Gouverneur en Conseil nomme
au poste de fonctionnaire au poste de
secrétaire général au ministère, avec l'accord
unanime de l'Assemblée législative, une
personne de son choix.

NOTES EXPLICATIVES

PARTIE II

Les modifications proposées constituent le ministère de l'Expansion industrielle régionale, changent le nom du ministère de l'Industrie et du Commerce, prévoient la nomination d'un sous-ministre associé pour le nouveau ministère et confèrent au Ministre des pouvoirs et fonctions supplémentaires.

MINISTER

Le ministre nomme au poste de
conseiller au poste fonctionnaire au poste de
secrétaire général au ministère, avec l'accord
unanime de l'Assemblée législative, une
personne de son choix.

(1) Les modifications proposées
confèrent au Gouverneur en Conseil
le pouvoir de nommer un conseiller
au poste fonctionnaire au poste de
secrétaire général au ministère, avec l'accord
unanime de l'Assemblée législative, une
personne de son choix.

(2) Les modifications proposées
confèrent au Gouverneur en Conseil
le pouvoir de nommer un conseiller
au poste fonctionnaire au poste de
secrétaire général au ministère, avec l'accord
unanime de l'Assemblée législative, une
personne de son choix.

(3) Les modifications proposées
confèrent au Gouverneur en Conseil
le pouvoir de nommer un conseiller
au poste fonctionnaire au poste de
secrétaire général au ministère, avec l'accord
unanime de l'Assemblée législative, une
personne de son choix.

Department of Regional Industrial Expansion over which the Minister of Regional Industrial Expansion, appointed by commission under the Great Seal shall preside.

Minister

(2) The Minister holds office during pleasure and has the management and direction of the Department of Regional Industrial Expansion. 5

Deputy Minister

4. (1) The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Regional Industrial Expansion to be the deputy head of the Department of Regional Industrial Expansion. 10

Associate Deputy Minister

(2) The Governor in Council may appoint an Associate Deputy Minister of Regional Industrial Expansion who shall have the rank and status of a deputy head of a department and shall, under the Deputy Minister of Regional Industrial Expansion, exercise and perform such powers, duties and functions as deputy of the Minister and otherwise as the Minister may specify. 15

Duties of Minister

5. (1) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which the Parliament of Canada has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada, relating to 25

- (a) manufacturing, processing and service industries in Canada;
- (b) regional industrial development;
- (c) tourism; and
- (d) trade and commerce within Canada. 35

Idem

(2) The Minister shall exercise the powers and carry out the duties and functions assigned to him under subsection (1) in a manner that will 40

- (a) enhance the national economy and achieve economic development in all regions in Canada;

l'autorité du ministre de l'Expansion industrielle régionale. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

(2) Le Ministre occupe sa charge à titre amovible. Il assure la direction et la gestion du ministère de l'Expansion industrielle régionale. 5

Ministre

OFFICERS OF THE DEPARTMENT

4. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un haut fonctionnaire au poste de sous-chef du ministère, avec titre de sous-ministre de l'Expansion industrielle régionale. 10

Administrateur général

(2) Le gouverneur en conseil peut nommer un sous-ministre associé de l'Expansion industrielle régionale, avec rang et statut de sous-chef de ministère. Placé sous l'autorité du sous-ministre de l'Expansion industrielle régionale, il exerce, à titre de délégué du Ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci lui attribue. 15

Administrateur général associé

POUVOIRS ET FONCTIONS DU MINISTRE

5. (1) Les pouvoirs et fonctions du Ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux et liés : 25

Attributions

- a) aux industries manufacturières, ainsi qu'au secteur des services;
- b) au développement industriel régional; 30
- c) au tourisme;
- d) au commerce intérieur.

(2) Dans le cadre particulier des pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe (1), le Ministre veille à : 35

Idem

- a) valoriser l'économie nationale et à mener à bien le développement économique de toutes les régions du pays;

(v) en av de viktigste målsettingene var
at lønnsomhet og et bærekraftig økonomisk
utvikling ikke skal være i konfliktsituasjon
med miljøet.

Av lønnsomhet er spesielt viktig at
det ikke blir gjort at mye av den
av dannelsesverdiene ikke kan kommersialisere
utenfor landet.

10 (vi) Det er også viktig at både
de internasjonale og de nasjonale
tilrettelegger for utviklingen til
en bærekraftig utvikling.

15 (vii) Lønnsomhet innebefatter at
det ikke skal være et konfliktsituasjon
hvor det er nødvendig med et stort
overskudd av eksport over inn-
taket til å få tilstrekkelig
tillit fra de internasjonale
markeder.

20 (viii) Det er også viktig at
det ikke skal være et konfliktsituasjon
hvor det er nødvendig med et stort
overskudd av eksport over inn-
taket til å få tilstrekkelig
tillit fra de internasjonale
markeder.

25 (ix) Det er også viktig at
det ikke skal være et konfliktsituasjon
hvor det ikke er mulig
at utnytte et landets
geografiske posisjon
til å få tilstrekkelig
tillit fra de internasjonale
markeder.

30 (x) Det er også viktig at
det ikke skal være et konfliktsituasjon
hvor det ikke er mulig
at utnytte et landets
geografiske posisjon
til å få tilstrekkelig
tillit fra de internasjonale
markeder.

35 (xi) Det er også viktig at
det ikke skal være et konfliktsituasjon
hvor det ikke er mulig
at utnytte et landets
geografiske posisjon
til å få tilstrekkelig
tillit fra de internasjonale
markeder.

40 (xii) Det er også viktig at
det ikke skal være et konfliktsituasjon
hvor det ikke er mulig
at utnytte et landets
geografiske posisjon
til å få tilstrekkelig
tillit fra de internasjonale
markeder.

45 (xiii) Det er også viktig at
det ikke skal være et konfliktsituasjon
hvor det ikke er mulig
at utnytte et landets
geografiske posisjon
til å få tilstrekkelig
tillit fra de internasjonale
markeder.

50 (xiv) Det er også viktig at
det ikke skal være et konfliktsituasjon
hvor det ikke er mulig
at utnytte et landets
geografiske posisjon
til å få tilstrekkelig
tillit fra de internasjonale
markeder.

(v) Imponerende dokumentasjon for
tak tilbuerne fra 1989 til 1990
og en god rekke av teknologi
og teknologi.

55 (vi) Imponerende dokumentasjon
for tak tilbuerne fra 1989 til 1990
og teknologi.

60 (vii) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

65 (viii) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

70 (ix) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

75 (x) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

80 (xi) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

85 (xii) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

90 (xiii) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

95 (xiv) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

100 (xv) Imponerende dokumentasjon
for teknologi.

- (b) improve opportunities for productive economic expansion in all regions of Canada and access to those opportunities; and
- (c) promote economic development in those regions in Canada in which opportunities for productive employment are exceptionally inadequate.

Further duties

5.1 In exercising his powers and carrying out his duties and functions under this Act, the Minister shall

- (a) promote the establishment, growth and efficiency of manufacturing, processing, service and tourist industries in all regions of Canada, contribute to the sound development and productivity of Canadian industries generally and foster the expansion of trade in Canada;
- (b) assist investors in the location of industries in a manner that is consistent with the needs of the investors and federal regional and industrial development policies;
- (c) promote industrial development and employment opportunities in regions of slow economic growth;
- (d) develop and carry out programs related to his powers, duties and functions, of a national and regional character, including programs and projects to
- (i) promote and assist product and process development and increased productivity, the greater use of research, the application of advanced technology and modern management techniques, the modernization of equipment and the utilization of improved industrial design and standards;
- (ii) assist manufacturing, processing and service industries to adapt to changes in technology and to changing conditions in domestic and export markets, and
- (iii) assist manufacturing, processing and service industries to develop their unrealized potential, to rationalize and restructure their productive facilities and corporate organization

b) ouvrir de nouvelles perspectives pour l'expansion de la productivité économique de toutes les régions du pays et à améliorer l'accès aux possibilités ainsi offertes;

c) favoriser le développement économique des régions du pays où les perspectives d'emplois productifs sont particulièrement faibles.

5.1 Dans le cadre général des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, le Ministre

a) favorise l'implantation, la croissance et l'efficacité des industries manufacturières, du secteur des services et du tourisme dans toutes les régions du pays, contribue au renforcement de l'industrie canadienne en général et à l'amélioration de sa productivité et stimule l'expansion du commerce intérieur;

b) aide les investisseurs dans l'implantation d'industries de manière à concilier les besoins de ceux-ci et la politique fédérale de développement industriel et régional;

c) encourage le développement industriel et les perspectives d'emploi dans les régions à croissance économique faible;

d) élabore et met en œuvre des programmes à caractère national et régional ayant notamment pour objet :

(i) d'apporter aide et encouragement à la mise au point de produits et de procédés nouveaux, à l'accroissement de la productivité, à la valorisation de la recherche, à l'emploi des techniques de pointe et des méthodes modernes de gestion, à la modernisation de l'équipement et à l'exploitation de techniques d'études et de normes industrielles améliorées,

(ii) d'aider les industries manufacturières et le secteur des services à s'adapter aux changements technologiques et à l'évolution des marchés intérieurs et extérieurs,

(iii) d'aider les industries manufacturières et le secteur des services à réaliser tout leur potentiel, à rationaliser et restructurer leurs équipements de

and to cope with exceptional problems of adjustment;

(e) provide support services for industrial and trade development, including information, import analysis and traffic services; 5

(f) analyze the implications for industry and trade in Canada, and for tourism, of government policies related thereto in order to contribute to the formulation 10 and review of those policies;

(g) compile and keep up to date detailed information in respect of manufacturing, processing and service industries in all regions of Canada and of 15 trends and developments relating to Canadian industrial development and trade;

(h) promote the enhancement of regional 20 industrial benefits associated with major development undertakings;

(i) promote the optimum development of income from tourism in all regions of Canada and compile and keep up to date detailed information in respect of 25 the tourist industry; and

(j) carry out such other functions and duties as are by law assigned to him.”

production et leur organisation sociale et à faire face à tous problèmes exceptionnels d'adaptation;

e) fournit son appui au développement industriel et commercial, notamment en matière d'information, d'analyse des importations et de transports; 5

f) analyse la portée, pour l'industrie et le commerce canadiens de même que pour le tourisme, de la politique gouvernementale dans ces domaines, de manière à pouvoir participer à sa formulation et à sa révision; 10

g) recueille et tient à jour une documentation détaillée sur les industries manufacturières et le secteur des services dans toutes les régions du pays, de même que sur les tendances et l'évolution de l'industrie et du commerce canadiens; 15

h) vise à accroître pour les régions le profit des grandes entreprises de développement industriel;

i) vise à optimiser les revenus du tourisme dans toutes les régions du pays, 25 recueille et tient à jour une documentation détaillée sur ce domaine;

j) exerce tous autres pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués de droit.” 20

References

16. Wherever the expression “Minister of Industry Trade and Commerce,” or “Department of Industry, Trade and Commerce” appears in the said Act there shall be substituted therefor the expression “Minister of Regional Industrial Expansion” or “Department of Regional Industrial Expansion”, as 35 the case may be.

PART III

SPECIAL AREAS ACT

Definition of “former Act”

17. In this Part, “former Act” means the Department of Regional Economic Expansion Act.

R.S. c. R-4

18. The long title of the former Act is 40 repealed and the following substituted therefor:

16. Ladite loi est en outre modifiée par 30 substitution, aux expressions «ministre de l'Industrie et du Commerce» et «ministère de l'Industrie et du Commerce», des expressions «ministre de l'Expansion industrielle régionale» et «ministère de l'Expansion industrielle 35 régionale».

Nouvelle terminologie

PARTIE III

LOI SUR LES ZONES SPÉCIALES

Définition d’ancienne loi

17. Dans la présente partie, «ancienne loi» s'entend de la Loi sur le ministère de l'Expansion économique régionale.

18. Le titre intégral de l'ancienne loi est 40 S.R., c. R-4 abrogé et remplacé par ce qui suit :

PART III

These amendments would repeal those provisions of the *Department of Regional Economic Expansion Act* that established the Department and set out the powers, duties and functions of the Minister of Regional Economic Expansion, and establish the remaining provisions of the Act as a separate Act.

PARTIE III

Abrogation des dispositions de la *Loi sur le ministère de l'Expansion économique régionale* qui constituent le ministère et confèrent les pouvoirs et fonctions de son ministre, et constitution en loi distincte des autres dispositions de la même loi.

"An Act to provide for assistance to areas of Canada requiring special measures to facilitate economic expansion and social adjustment"

19. Sections 1 to 5 of the former Act are repealed and the following substituted therefor:

"**1.** This Act may be cited as the Special Areas Act.

INTERPRETATION

2. In this Act, "Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act."

20. All that portion of subsection 7(1) of the former Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"**7.** (1) The Minister shall"

21. Sections 11 to 20 of the former Act are repealed.

22. Section 22 of the former Act is repealed and the following substituted therefor:

"**22.** The Minister shall, on or before 25 the 31st day of January next following the end of each fiscal year or, on any of the first five days next thereafter that either House of Parliament is sitting, submit a report to Parliament respecting the 30 administration of this Act for that fiscal year."

PART IV

REGIONAL DEVELOPMENT INCENTIVES ACT

R.S. c. R-3
1980-81-82, c.
14, s. 1

23. Subsection 9(3) of the *Regional Development Incentives Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(3) No primary development incentive or secondary development incentive may be provided under this Act

«Loi portant aide aux régions du Canada où s'imposent des mesures spéciales en vue d'en favoriser l'expansion économique et le relèvement social»

5 19. Les articles 1 à 5 de l'ancienne loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"**1.** *Loi sur les zones spéciales.*

Titre abrégé

DÉFINITION

2. Dans la présente loi, «Ministre» s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.»

20. Le passage du paragraphe 7(1) de l'ancienne loi précédant l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"**7.** (1) Le Ministre doit,"

Plans d'expansion économique

21. Les articles 11 à 20 de l'ancienne loi sont abrogés.

22. L'article 22 de l'ancienne loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

20

"**22.** Au plus tard le 31 janvier suivant la fin de chaque exercice ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séances ultérieures de l'une ou l'autre chambre, le Ministre dépose devant le Parlement un rapport sur l'application de la présente loi." Rapport annuel

PARTIE IV

LOI SUR LES SUBVENTIONS AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

S.R., c. R-3

1980-81-82, c.
14, art. 1

23. Le paragraphe 9(3) de la *Loi sur les subventions au développement régional* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30

"(3) L'attribution d'une subvention principale ou d'une subvention secondaire n'est pas permise en vertu de la présente loi

Délai

(b) In the case of financial institutions, until 1987 (the reported or prospective date being the date of incorporation or the date of incorporation of the institution);

1982.

(c) For each of the days of the year in which there is no date incorporated or a date established by law, if the corporation has been incorporated or established on or before December 31 of the year preceding the day in question;

1982. For the days of the year in which there is no date incorporated or a date established by law, if the corporation has been incorporated or established on or before December 31 of the year preceding the day in question;

1982. (d) For each day of the year in which there is no date incorporated or established by law, if the corporation has been incorporated or established on or before December 31 of the year preceding the day in question;

1982. For the days of the year in which there is no date incorporated or established by law, if the corporation has been incorporated or established on or before December 31 of the year preceding the day in question;

1982. (e) For each day of the year in which there is no date incorporated or established by law, if the corporation has been incorporated or established on or before December 31 of the year preceding the day in question;

1982. For the days of the year in which there is no date incorporated or established by law, if the corporation has been incorporated or established on or before December 31 of the year preceding the day in question;

1982. For the days of the year in which there is no date incorporated or established by law, if the corporation has been incorporated or established on or before December 31 of the year preceding the day in question;

PART IV

Clause 23: This amendment, which substitutes "1987" for "1984", would extend the time limited for the provision of development incentives under the Act.

Subsection 9(3) at present reads as follows:

"(3) No primary development incentive or secondary development incentive may be provided under this Act

"(a) for the establishment of a facility that is not brought into commercial production until after the 31st day of December, 1984; or

Article 23. — La présente clause modifie la partie IV de la loi en remplaçant l'année 1984 par l'année 1987.

Décret du 19 juillet 1982.

2. (b) au titre des lois établies ou améliorées par la loi 10 de l'Assemblée nationale le 1er octobre 1982, il n'est autorisé à l'exploitation commerciale jusqu'à ce que la production soit commencée jusqu'à deux ans après le 31 décembre 1982."

1982. *Article 23. — La présente loi modifie la partie IV de la loi 10 de l'Assemblée nationale le 1er octobre 1982.*

Interprétation:

"(3) La condition préconisée par cette section servira de critère pour la décision judiciaire sur la légalité du rôle que l'Assemblée nationale jouera dans le développement futur de l'économie et sociale de l'ordre 31 de l'Assemblée nationale, lorsque la loi sera appliquée à l'après le 31 décembre 1982."

1982. *Article 23. — La présente loi modifie la partie IV de la loi 10 de l'Assemblée nationale le 1er octobre 1982.*

Interprétation:

"(3) si la cause de la subvention principale est la mise en œuvre d'un programme d'investissement dans une entreprise dans le secteur manufacturier ou dans un secteur industriel autre que l'agroalimentaire, il sera permis à l'Assemblée nationale d'autoriser la mise en œuvre de la subvention principale pour la période jusqu'au 31 décembre 1982, dans le cas où la mise en œuvre de la subvention principale est nécessaire pour assurer la mise en œuvre de la subvention principale pour la période jusqu'au 31 décembre 1982."

1982. *Article 23. — La présente loi modifie la partie IV de la loi 10 de l'Assemblée nationale le 1er octobre 1982.*

1982. *Article 23. — La présente loi modifie la partie IV de la loi 10 de l'Assemblée nationale le 1er octobre 1982.*

PARTIE IV

Article 23. — Cette modification, qui remplace «1984» par «1987», prolonge la période pendant laquelle des subventions peuvent être accordées en vertu de la loi.

Texte actuel du paragraphe 9(3) :

«(3) L'attribution d'une subvention principale ou d'une subvention secondaire n'est pas permise en vertu de la présente loi

a) pour l'implantation d'un établissement qui n'est mis en exploitation commerciale qu'après le 31 décembre 1984; ou

(a) for the establishment of a facility that is not brought into commercial production until after the 31st day of December, 1987; or

(b) in the case of the expansion or modernization of a facility, if the expanded or modernized facility is not brought into commercial production until after the 31st day of December, 1987.⁵

24. Subsection 13(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(2) The condition prescribed by this section shall be effective for the period ending on the day the final payment on account of the development incentive is made or the 31st day of December, 1987 whichever is later.”¹⁵

25. (1) Subparagraph 13.1(2)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) in the case of the establishment of a new facility, it will be brought into commercial production on or before the 31st day of December, 1987 and, in the case of the expansion or modernization of a facility, the expanded or modernized facility will be brought into commercial production on or before that date.”³⁰

(2) Subparagraph 13.1(3)(b)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) the commercial facility will be brought into commercial operation on or before the 31st day of December, 1987.³⁵”

PART V

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

R.S.C.F-10

26. Subsection 66(1) of the *Financial Administration Act* is amended by adding

a) soit pour l'implantation d'un établissement qui n'est mis en exploitation commerciale qu'après le 31 décembre 1987;

b) soit dans le cas d'un agrandissement ou d'une modernisation d'un établissement, si l'établissement agrandi ou modernisé n'est mis en exploitation commerciale qu'après le 31 décembre 1987.⁵

24. Le paragraphe 13(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) La condition prescrite par le présent article s'applique à une période qui se termine le jour du dernier paiement à valoir sur la subvention au développement ou le 31 décembre 1987 en prenant celle des deux dates qui est postérieure à l'autre.»¹⁵

25. (1) Le sous-alinéa 13.1(2)b)(ii) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) dans le cas de l'implantation d'un nouvel établissement, que ce dernier sera mis en exploitation commerciale au plus tard le 31 décembre 1989 et, dans le cas de l'agrandissement ou de la modernisation d'un établissement, que l'établissement agrandi ou modernisé sera mis en exploitation commerciale au plus tard 30 à cette date.»³⁰

(2) Le sous-alinéa 13.1(3)b)(iv) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iv) que l'établissement commercial sera mis en exploitation commerciale au plus tard le 31 décembre 1987.³⁵»

PARTIE V

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

S.R., c. F-10

26. Le paragraphe 66(1) de la *Loi sur l'administration financière* est modifié par

1980-81-82, c.
14, s. 2Duration of
condition1980-81-82, c.
14, s. 3(1)1980-81-82, c.
14, s. 3(2)Durée de la
condition1980-81-82, c.
14, par. 21980-81-82, c.
14, par. 3(2)

(b) in the case of the expansion or modernization of a facility, if the expanded or modernized facility is not brought into commercial production until after the 31st day of December, 1984."

Clauses 24 and 25: These amendments, which substitute "1987" for "1984", are consequential on the amendment proposed by clause 23.

b) dans le cas d'un agrandissement ou d'une modernisation d'un établissement, si l'établissement agrandi ou modernisé n'est mis en exploitation commerciale qu'après le 31 décembre 1984.»

Articles 24 et 25. — Ces modifications, qui remplacent «1984» par «1987», découlent de celle qu'énonce l'article 23.

PART V

This Part would enact, as part of the *Financial Administration Act*, a number of new provisions and make related and consequential amendments concerning Crown corporations and certain other corporations in which Her Majesty has or may acquire an interest.

Clauses 26, 27 and 28: New.

PARTIE V

La présente partie a pour objet de modifier la *Loi sur l'administration financière* par un certain nombre de dispositions nouvelles et de modifications connexes concernant les sociétés de la Couronne et certaines sociétés dans lesquelles Sa Majesté détient ou pourrait acquérir un intérêt.

Articles 26, 27 et 28. — Nouveaux.

thereto, immediately after the definition "proprietary corporation", the following definition:

"wholly-owned corporation"
"corporation possédée"

"wholly-owned corporation" means a Crown corporation and includes any other corporation

(a) all of the issued and outstanding shares of which are held directly or indirectly by or on behalf of Her Majesty in right of Canada,

(b) all of the capital of which is owned directly or indirectly by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, or

(c) all of the directors of which are appointed by a Minister or the Governor in Council."

27. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 66 thereof, the following sections:

Application of certain provisions

66.1 The provisions of sections 66.11 to 66.13 and sections 67.1, 70 and 70.1 prevail in the event of any inconsistency between any of those provisions and the provisions of any other Act of Parliament.

Rights and powers of Governor in Council

66.11 The Governor in Council has, in respect of a wholly-owned corporation, the same rights and powers as a person who is the only shareholder of a corporation incorporated under the *Canada Business Corporations Act* and, where the Governor in Council makes a declaration pursuant to subsection 140(2.1) of that Act, the chief executive officer of the corporation, by whatever name called, shall take such steps as are necessary to implement the declaration.

Restriction on incorporation, etc.

66.12 (1) No person shall, without the approval of the Governor in Council,

- (a) procure the incorporation of a corporation in which Her Majesty in right of Canada has a proprietary interest; or
- (b) acquire, other than by way of security only, shares of a corporation if, as a result of such acquisition, Her Majesty

insertion, après la définition de «corporation de propriétaire», de ce qui suit :

"corporation possédée en propriété exclusive"
"wholly-owned..."

«corporation possédée en propriété exclusive» signifie une corporation de la Couronne et comprend toute autre corporation

a) dont la totalité des actions en circulation est détenue, directement ou indirectement, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte,

b) dont la totalité du capital est possédée, directement ou indirectement, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte,

c) dont les administrateurs sont nommés par le Ministre ou le gouverneur en conseil,

27. Ladite loi est en outre modifiée par insertion, après l'article 66, de ce qui suit :

66.1 Les dispositions des articles 66.11 à 66.13 et des articles 67.1, 70 et 70.1 l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi du Parlement.

Droits et pouvoirs du gouverneur en conseil

66.11 Le gouverneur en conseil a, à l'égard d'une corporation possédée en propriété exclusive, les mêmes droits et pouvoirs que la personne qui est l'actionnaire unique d'une société constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* et, lorsqu'il produit la déclaration que prévoit le paragraphe 140(2.1) de cette loi, le premier dirigeant de la corporation, quel qu'en soit le nom, prend les mesures nécessaires pour l'application de cette déclaration.

Restrictions relatives à la constitution, etc.

66.12 (1) Nul ne peut, à moins d'y être autorisé par le gouverneur en conseil,

a) soit constituer une corporation dans laquelle Sa Majesté du chef du Canada a un intérêt à titre de propriétaire;

b) soit acquérir, autrement qu'à titre de garantie seulement, des actions d'une corporation si cette acquisition confère à

to withdraw the right of the Central govt. to grant a dispensation
to any or all of the State governments under Article 243.

(5) The legislature may make laws for
the better regulation of the administration of
any of the functions of the State governments
or of the local self government bodies in
so far as they relate to the welfare of the
citizens of the State.

(6) The legislature may make laws for
the better regulation of the administration of
any of the functions of the State governments
or of the local self government bodies in
so far as they relate to the welfare of the
citizens of the State.

(7) The legislature may make laws for
the better regulation of the administration of
any of the functions of the State governments
or of the local self government bodies in
so far as they relate to the welfare of the
citizens of the State.

(8) The legislature may make laws for
the better regulation of the administration of
any of the functions of the State governments
or of the local self government bodies in
so far as they relate to the welfare of the
citizens of the State.

(9) The legislature may make laws for
the better regulation of the administration of
any of the functions of the State governments
or of the local self government bodies in
so far as they relate to the welfare of the
citizens of the State.

(10) The legislature may make laws for
the better regulation of the administration of
any of the functions of the State governments
or of the local self government bodies in
so far as they relate to the welfare of the
citizens of the State.

(11) The legislature may make laws for
the better regulation of the administration of
any of the functions of the State governments
or of the local self government bodies in
so far as they relate to the welfare of the
citizens of the State.

to itself or to Central govt. for a dispensation
in respect of the administration of

(12) And whenever such a request is made
by reason of the Government of Council,
(a) becomes the responsibility of a State
Governor unless the Central Governor
considers it to be necessary and suitable
for making a resolution under the Act.

(13) An application by the Governor in
Council under subsection (1) or (5) may
be made subject to such terms and conditions
as the Governor in Council deems
necessary in the circumstances.

(14) No application mentioned by a Governor
in Council under subsection (1) or (5) shall
be made except at which the Governor
consists to subsection (1) in a majority of
Held Majority in respect of the Government
of Council gives notice on the Consideration
of the application of the Governor in Council
to the Governor in Council.

(15) If the Governor in Council gives notice
of the application of the Governor in Council

(16) All or any part of the application
is withdrawn by the Governor in Council
before the Governor in Council gives notice
of the application of the Governor in Council
to the Governor in Council, the Governor in
Council gives notice of the application of the
Governor in Council to the Governor in Council
to the Governor in Council.

(17) Suspension (1) shall not be one
year as between the Government of Council
and a dispensation of powers of a dispensation
under the dispensation of the Government of Council

(18) Suspension (1) does not affect in
any way the continuation of a dispensation
under the dispensation of the Government of Council
unless the dispensation has been suspended
by the Governor in Council.

Authority to incorporate,
etc.

in right of Canada has a proprietary interest in the corporation.

Terms and conditions of approval

- (2) Any Minister may, subject to the approval of the Governor in Council,
- (a) procure the incorporation of a corporation under the *Canada Business Corporations Act*; and
 - (b) acquire all of the issued and outstanding shares of any corporation incorporated or continued under that Act.
- (3) An approval of the Governor in Council under subsection (1) or (2) may be issued subject to such terms and conditions as the Governor in Council deems necessary in the circumstances.

5
10
15

No liability for certain corporations

- (4) No liability incurred by a corporation incorporated contrary to subsection (1) or the shares of which are acquired contrary to subsection (1) is a liability of Her Majesty in right of Canada or a direct or contingent charge on the Consolidated Revenue Fund.

Restriction on disposal

- 66.13** (1) No person shall, without the approval of the Governor in Council,
- (a) sell or otherwise dispose of shares of a corporation that are held by the person on behalf of Her Majesty in right of Canada; or
 - (b) other than in the ordinary course of business of the person, sell or otherwise dispose of all or substantially all of the assets or the business or undertaking of a wholly-owned corporation.

Certain dispositions not affected

- (2) Subsection (1) shall not be construed as preventing or otherwise restricting a disposal of shares of a corporation held by the corporation by way of security only.

Idem

- (3) Subsection (1) does not apply in respect of a corporation established by an Act of Parliament where the transfer of shares of such corporation or the winding up of the corporation and its affairs or undertakings is subject to the approval of Parliament.

45

Sa Majesté du chef du Canada un intérêt à titre de propriétaire dans cette corporation.

- (2) Un ministre peut, sous réserve de l'autorisation du gouverneur en conseil,
- a) constituer une corporation en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*;
 - b) acquérir la totalité des actions en circulation d'une corporation constituée ou prorogée en vertu de cette loi.

Pouvoir de constituer une corporation

- (3) L'autorisation du gouverneur en conseil visée au paragraphe (1) ou (2) peut être donnée sous réserve des modalités qu'il estime nécessaires dans les circonsances.

Modalités de l'autorisation

- (4) Les dettes d'une corporation constituée contrairement au paragraphe (1) ou dont les actions sont acquises contrairement à ce paragraphe ne sont pas des dettes de Sa Majesté du chef du Canada et ne sont pas imputables directement ou indirectement sur le Fonds du revenu consolidé.

Immunité

- 66.13** (1) Nul ne peut, sauf approbation du gouverneur en conseil,

- a) ni vendre ou autrement aliéner les actions d'une corporation qu'il détient pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada;
- b) ni vendre, sauf dans le cadre de son activité commerciale normale, la totalité ou la quasi-totalité des actifs ou des activités de l'entreprise d'une corporation possédée en propriété exclusive, ni les aliéner de toute autre manière.

30

- (2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher ou de restreindre la disposition des actions d'une corporation que celle-ci détient à titre de garantie seulement.

40

- (3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une corporation constituée par une loi du Parlement si le transfert des actions de cette corporation ou sa liquidation et la liquidation de ses activités ou entreprises est assujettie à l'approbation du Parlement.

Idem

Tabling order

66.14 (1) A Minister in respect of whom an order of approval of the Governor in Council has been made under subsection 66.12(2) shall cause the order to be laid before Parliament not later than the fifteenth sitting day of Parliament after it is made.

Coming into force of order

(2) An order referred to in subsection (1) shall come into force on the twentieth sitting day of Parliament after it has been laid before Parliament pursuant to that subsection unless, before that time,

- (a) a motion for the consideration of the House of Commons to the effect that the order be confirmed, signed by a Minister of the Crown, is filed with the Speaker of the House of Commons; or
- (b) if no motion has been filed under paragraph (a), a motion for the consideration of the House of Commons to the effect that the order be revoked signed by not less than thirty members of the House of Commons is filed with the Speaker of the House of Commons.

Consideration of motion by the House of Commons

(3) Where a motion for the consideration of the House of Commons is filed as provided in subsection (2), the House of Commons shall, not later than the sixth sitting day of Parliament following the filing of the motion, take up and consider the motion.

Time for disposition of motion

(4) A motion taken up and considered in accordance with subsection (3) shall be debated without interruption for not more than three hours and, on the conclusion of such debate or at the expiration of the third such hour, the Speaker of the House of Commons shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary for the disposition of the motion.

If affirmative motion is not adopted by the House of Commons

66.15 If a motion described in paragraph 66.14(2)(a) is taken up and considered by the House of Commons in accordance with subsection 66.14(3) but is not adopted by that House, the particular order to which the motion relates shall stand revoked.

66.14 (1) Le ministre visé par le décret du gouverneur en conseil pris conformément au paragraphe 66.12(2) fait déposer ce décret devant le Parlement dans les quinze premiers jours de séance suivant la date où ce décret a été pris.

Dépôt du décret

(2) Le décret déposé dans les conditions prévues au paragraphe (1) entre en vigueur le vingtîème jour de séance suivant son dépôt, sauf si, avant ce jour, l'une des conditions suivantes se réalise :

- a) une motion adressée à la Chambre des communes en vue de la ratification du décret et signée par un ministre de la Couronne est remise au président de cette chambre;
- b) à défaut de remise d'une motion conformément à l'alinéa a), une motion adressée à la Chambre des communes en vue du rejet du décret et signée par au moins trente députés est remise au président de cette chambre.

(3) La Chambre des communes saisie d'une motion visée au paragraphe (2) étudie celle-ci dans les six jours de séance suivant sa remise.

Étude de la motion par la Chambre des communes

(4) La motion mise à l'étude conformément au paragraphe (3) fait l'objet d'un débat ininterrompu, d'une durée maximale de trois heures; le débat terminé, le président de la chambre met immédiatement aux voix toute question nécessaire pour décider de la motion.

Durée maximale du débat

66.15 Le décret qui a fait l'objet d'une motion de ratification visée à l'alinéa 66.14(2)a) et étudiée conformément au paragraphe 66.14(3) mais non adoptée est annulé.

Non-adoption d'une motion de ratification

If negative motion is adopted by the House of Commons

If affirmative motion is adopted by the House of Commons

Consideration of motion by the Senate

Time for disposition of motion

If motion is concurred in

If motion is not concurred in

If negative motion is not adopted by the House of Commons

66.16 If a motion described in paragraph 66.14(2)(b) is adopted by the House of Commons, the particular order to which the motion relates shall stand revoked.

66.17 (1) If a motion described in paragraph 66.14(2)(a) is taken up and considered by the House of Commons in accordance with subsection 66.14(3) and is adopted by that House, a message shall be sent from the House of Commons informing the Senate that the motion has been so adopted and requesting that the motion be concurred in by the Senate. 5

(2) Where a request for concurrence in a motion is made to the Senate pursuant to subsection (1), the Senate shall, not later than the fifth sitting day of Parliament following the receipt by the Senate of the request, take up and consider the motion. 15

(3) A motion taken up and considered in accordance with subsection (2) shall be debated without interruption for not more than three hours and, on the conclusion of such debate or at the expiration of the third such hour, the Speaker of the Senate shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary to determine whether or not the motion in question is concurred in. 20

(4) If a motion taken up and considered in accordance with subsection (2) is concurred in by the Senate, the particular order to which the motion relates comes into force immediately on the concurrence therein. 30

(5) If a motion taken up and considered in accordance with subsection (2) is not concurred in by the Senate, the particular order to which the motion relates shall stand revoked. 40

66.18 (1) If a motion described in paragraph 66.14(2)(b) is taken up and considered by the House of Commons in accordance with subsection 66.14(3) but is not adopted by that House, the particular order to which the motion relates shall come into force on the fifth sitting day of Parliament after the failure of the House of Commons to adopt the motion unless 45

66.16 Le décret qui a fait l'objet d'une motion de rejet visée à l'alinéa 66.14(2)b) et adoptée est annulé.

66.17 (1) En cas d'adoption d'une motion de ratification visée à l'alinéa 66.14(2)a) et étudiée conformément au paragraphe 66.14(3), la Chambre des communes adresse un message au Sénat pour l'en informer et requérir son agrément. 10

(2) Le Sénat étudie la motion déjà adoptée par la Chambre des communes dans les cinq jours de séance suivant la réception du message visé au paragraphe (1). 15

(3) La motion mise à l'étude conformément au paragraphe (2) fait l'objet d'un débat ininterrompu, d'une durée maximale de trois heures; le débat terminé, le président du Sénat met immédiatement aux 20 voix toute question nécessaire pour décider de l'agrément.

(4) Le décret qui a fait l'objet d'une motion de ratification étudiée et agréée par le Sénat conformément au paragraphe 25 (2) entre en vigueur dès l'agrément. 30

(5) Le décret qui a fait l'objet d'une motion de ratification étudiée par le Sénat conformément au paragraphe (2) mais non agréée est annulé. 30

66.18 (1) En cas de non-adoption d'une motion de rejet visée à l'alinéa 66.14(2)b) et étudiée conformément au paragraphe 66.14(3), le décret qui a fait l'objet de la motion entre en vigueur le cinquième jour 35 de séance suivant le défaut par la Chambre des communes d'adopter la motion, sauf si, avant ce jour, une motion en vue du rejet du décret signée par au moins

Adoption d'une motion de rejet

Suites de l'adoption d'une motion de ratification

Étude au Sénat

Durée maximale du débat

Agrément

Refus d'agrément

Suites de la non-adoption d'une motion de rejet

mentionné au cours des dernières années par

les tribunaux et dans le droit régional et local en Europe, et qui sont les principaux éléments de la législation sur les émissions de gaz à effet de serre.

On peut noter que les deux types de (1) et (2) sont très similaires, mais qu'il existe une différence importante entre les deux types de (1).

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Le type de (1) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et du secteur résidentiel, alors que le type de (2) concerne les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'énergie renouvelable.

Consideration
of motion by
the SenateTime for
disposition of
motionIf motion
adoptedIf motion not
adoptedRevocation on
prorogation or
dissolution of
ParliamentDefinition of
“sitting day of
Parliament”Information to
be provided to
Board

before that day a motion to the effect that the order be revoked, signed by not less than fifteen members of the Senate, is filed with the Speaker of the Senate.

(2) Where a motion for the consideration of the Senate is filed as provided in subsection (1), the Senate shall, not later than the sixth sitting day of Parliament following the filing of the motion, take up and consider the motion. 5

(3) A motion taken up and considered in accordance with subsection (2) shall be debated without interruption for not more than three hours and, on the conclusion of such debate or at the expiration of the third such hour, the Speaker of the Senate shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary for the disposition of the motion.

(4) If a motion taken up and considered in accordance with subsection (2) is adopted by the Senate, the particular order to which the motion relates shall stand revoked. 20

(5) If a motion taken up and considered in accordance with subsection (2) is not adopted by the Senate, the particular order to which the motion relates comes into force immediately on the failure of the Senate to adopt the motion. 30

66.19 An order of the Governor in Council referred to in subsection 66.14(1) that has been laid before Parliament but has not come into force shall stand revoked on the dissolution or prorogation of Parliament. 35

66.2 For the purposes of this Part, “sitting day of Parliament” means a day on which either House of Parliament sits.”

28. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 67 thereof, the following section: 40

“**67.1** Every wholly-owned corporation shall, when requested to do so by the Treasury Board, provide the Board with such accounts, returns, statements, documents, reports and other information

quinze sénateurs est remise au président du Sénat.

(2) Le Sénat saisi de la motion visée au paragraphe (1) étudie celle-ci dans les six jours de séance suivant sa remise. 5

(3) La motion mise à l'étude conformément au paragraphe (2) fait l'objet d'un débat ininterrompu, d'une durée maximale de trois heures; le débat terminé, le président du Sénat met immédiatement aux voix toute question nécessaire pour décider de la motion. 10

(4) Le décret qui fait l'objet d'une motion étudiée conformément au paragraphe (2) et adoptée par le Sénat est annulé. 15

(5) Le décret qui fait l'objet d'une motion étudiée conformément au paragraphe (2) mais non adoptée par le Sénat entre en vigueur dès le défaut d'adoption. 20

66.19 Le décret visé au paragraphe 66.14(1) et déposé devant le Parlement mais qui n'est pas en vigueur est annulé par la dissolution ou la prorogation du Parlement. 25

66.2 Pour l'application de la présente Partie, tout jour où l'une ou l'autre chambre du Parlement siège est un jour de séance.» 30

28. Ladite loi est en outre modifiée par insertion, après l'article 67, de ce qui suit : 30

“**67.1** Sur demande du conseil du Trésor, une corporation possédée en propriété exclusive est tenue de fournir à celui-ci les comptes, déclarations, états, documents, rapports et autres renseigne- 35

Etude par le
SénatDurée
maximale du
débat

Adoption

Non-adoption

Annulation en
cas de
dissolution du
ParlementDéfinition de
«jour de séance»Renseigne-
ments à fournir
au conseil du
Trésor

specified in the request as the Board considers necessary for the due performance of its duties."

29. Sections 68 to 70 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"**68.** (1) Sections 71 to 78 apply only in respect of agency corporations and proprietary corporations but in the event of any inconsistency between the provisions thereof and the provisions of any other Act, the provisions of such other Act prevail.

(2) This Part does not apply to departmental corporations except as provided in section 66.

69. The financial year of an agency corporation or proprietary corporation is the calendar year unless the Governor in Council otherwise directs.

70. (1) Each agency corporation shall annually submit to the appropriate Minister an operating budget for the next following financial year of the corporation for the approval of the appropriate Minister and the President of the Treasury Board.

(2) Each agency corporation and proprietary corporation shall annually submit to the appropriate Minister the capital budget of the corporation for its next following financial year and the Minister shall cause the budget to be laid before Parliament after it is approved by the Governor in Council on the recommendation of the appropriate Minister, the President of the Treasury Board and the Minister of Finance.

(3) Each agency corporation and proprietary corporation shall annually submit to the appropriate Minister for approval of the Governor in Council, a corporate plan for the corporation.

(4) The Governor in Council may, by order,

(a) require a wholly-owned corporation that is not otherwise required to comply

ments précisés dans la demande que le conseil estime nécessaires à l'exécution de ses fonctions.»

29. Les articles 68 à 70 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

5

"**68.** (1) Les articles 71 à 78 s'appliquent seulement à l'égard des corporations de mandataire et des corporations de propriétaire, mais, en cas d'incompatibilité entre leurs dispositions et celles de toute autre loi, les dispositions de celle-ci l'emportent.

(2) La présente Partie, sauf les dispositions de l'article 66, ne s'applique pas aux corporations de département.

15

69. Sauf ordre contraire du gouverneur en conseil, l'exercice d'une corporation de mandataire et d'une corporation de propriétaire est l'année civile.

70. (1) Chaque corporation de mandataire est tenue de présenter annuellement au ministre compétent un budget d'exploitation pour son prochain exercice en vue de l'approbation du ministre compétent et du président du conseil du Trésor.

25

(2) Chaque corporation de mandataire et chaque corporation de propriétaire sont tenues de présenter annuellement au ministre compétent un budget d'investissement pour leur prochain exercice. Le ministre le fait déposer devant le Parlement après approbation par le gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre compétent, du président du conseil du Trésor et du ministre des Finances.

35

(3) Chaque corporation de mandataire et chaque corporation de propriétaire sont tenues de présenter annuellement au ministre compétent un programme en vue de l'approbation du gouverneur en conseil.

40

(4) Le gouverneur en conseil peut, par décret,

a) soit exiger d'une corporation possédée en propriété exclusive qui n'est pas

Application

Exception

Financial year

Operating budget

Capital budget

Corporate plans

Compliance by wholly-owned corporations required or exempted

Application

Exception

Année financière

Budget d'exploitation

Budget d'investissement

Programmes

Application et exemption

Clause 29: Sections 68 to 70 of the Financial Administration Act at present read as follows:

68. (1) Sections 69 to 78 apply to agency corporations and proprietary corporations but in the event of any inconsistency between the provisions thereof and the provisions of any other Act, the provisions of such other Act prevail.

(2) This Part does not apply to departmental corporations except as provided in section 66.

69. The financial year of a corporation is the calendar year, unless the Governor in Council otherwise directs.

70. (1) Each agency corporation shall annually submit to the appropriate Minister an operating budget for the next following financial year of the corporation for the approval of the appropriate Minister and the President of the Treasury Board.

(2) For each corporation the appropriate Minister shall annually lay before Parliament the capital budget for its financial year approved by the Governor in Council on the recommendation of the appropriate Minister, the President of the Treasury Board and the Minister of Finance.

(3) The Treasury Board, on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the appropriate Minister, may by regulation prescribe the form in which budgets required by this section shall be prepared."

Article 29. — Texte actuel des articles 68 à 70 de la Loi sur l'administration financière :

68. (1) Les articles 69 à 78 s'appliquent aux corporations de mandataire et aux corporations de propriétaire, mais, en cas d'incompatibilité entre leurs dispositions et celles de toute autre loi, les dispositions de cette dernière l'emportent.

(2) Sauf les dispositions de l'article 66, la présente Partie ne s'applique pas aux corporations de département.

69. Sauf ordre contraire du gouverneur en conseil, l'année financière d'une corporation est l'année civile.

70. (1) Chaque corporation de mandataire doit soumettre tous les ans, au ministre compétent, un budget d'exploitation pour l'année financière suivante de la corporation en vue de l'approbation du ministre compétent et du président du conseil du Trésor.

(2) Le ministre compétent doit tous les ans, à l'égard de chaque corporation, soumettre au Parlement le budget d'établissement pour son année financière, approuvé par le gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre compétent, du président du conseil du Trésor et du ministre des Finances.

(3) Le conseil du Trésor peut, sur la recommandation conjointe du président du conseil du Trésor et du ministre compétent, prescrire par règlement la forme en laquelle les budgets requis par le présent article doivent être préparés."

PARTIE IV

LOI SUR LES SECRÉTARIERIES PARLEMENTAIRES

PARLIAMENTARY SECRETARIES ACT

This Act, which may be cited as the Parliamentary Secretaries Act, is made and passed by the Legislative Assembly of Ontario, and assented to in this其目的為之，於一九八五年十二月二日，由議會通過，並由總理簽署，此為議會秘書處法。

此法規於一九八五年十二月二日，由議會通過，並由總理簽署，此為議會秘書處法。

Form, etc. of budgets and plans

with subsection (1), (2) or (3) to comply with that subsection; or

(b) exempt a wholly-owned corporation from the requirements of subsection (1), (2) or (3).

(5) The Treasury Board may by regulation prescribe the form in which budgets and corporate plans required under this section shall be prepared, the information required to be contained therein and the 10 times at or before which they shall be submitted pursuant to this section.

Terms and conditions of certain approvals

(6) A corporation in respect of which an approval referred to in subsection (2) or (3) has been issued shall comply with such 15 terms and conditions, if any, as may be specified in the approval.

Authority to borrow

70.1 (1) Each wholly-owned corporation shall, through its appropriate Minister, obtain the approval of the Minister of Finance before it borrows money.

Regulations

(2) The Governor in Council may make regulations

(a) exempting a wholly-owned corporation from the requirement of subsection 25 (1);

(b) providing that a wholly-owned corporation shall not be required to comply with subsection (1) in respect of any specified class of borrowing by the corporation; and

(c) specifying the manner of granting approvals under subsection (1) and the circumstances in which an approval under that subsection shall be deemed to have been granted in respect of borrowing by wholly-owned corporations."

tenue de le faire qu'elle se conforme au paragraphe (1), (2) ou (3);

b) soit exempter une corporation possédée en propriété exclusive de l'obligation de se conformer à ces paragraphes.

5

Forme et contenu des budgets et programmes

(5) Le conseil du Trésor peut, par règlement, fixer la forme des budgets et programmes requis en vertu du présent article, les renseignements qu'ils doivent contenir et les délais de présentation conformément au présent article.

Modalités

(6) La corporation visée au paragraphe (2) ou (3) est tenue d'observer les modalités dont est assortie l'approbation prévue par ces paragraphes.

15

70.1 (1) Chaque corporation possédée en propriété exclusive doit obtenir par l'intermédiaire du ministre compétent, avant de contracter un emprunt, l'approbation du ministre des Finances.

20

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements

Règlements

a) exemptant une corporation possédée en propriété exclusive de l'obligation de se conformer au paragraphe (1);

25

b) prévoyant qu'une corporation possédée en propriété exclusive soit exemptée de l'obligation de se conformer au paragraphe (1) en rapport avec une catégorie déterminée d'emprunts de cette corporation;

c) déterminant les modalités de l'approbation visée au paragraphe (1) et les circonstances où cette approbation est réputée avoir été donnée à l'égard d'emprunts par des corporations possédées en propriété exclusive.»

Propriétés

PART VI

R.S. c. P-1

PARLIAMENTARY SECRETARIES ACT

1978-79, c. 13,
s. 31

30. Section 2 of the *Parliamentary Secretaries Act* is repealed and the following substituted therefor:

PARTIE VI

LOI SUR LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

S.R., c. P-1

30. L'article 2 de la *Loi sur les secrétaires parlementaires* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1978-79, c. 13,
art. 31

40

sections 10(1) et 10(2) de la partie II du bill C-10, lequel ne doit pas être déposé au Parlement avant que l'Assemblée législative de la province de l'Alberta n'ait approuvé l'amendement à l'article 2(1).

Section 26. — Amendement à l'article 2(1). Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

(1) La partie II reconnaît à tout le sénateur de la Chambre des communes le droit de faire partie à la fois de la Chambre des communes et de la Chambre des communes.

(2) Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

(3) A l'exception de l'article 2(1), il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

PARTIE VI

DÉPARTEMENTS GÉNÉRAUX

Gouvernement canadien

Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

PARTIE VI

Clause 30: The amendment to subsection 2(1) would permit the appointment of a Senator as a Parliamentary Secretary to a Minister. The amendment to subsection 2(2) would provide that the maximum number of Parliamentary

secretaire du Conseil du Trésor (qui ne doit pas être déposé au Parlement avant que l'Assemblée législative de la province de l'Alberta n'ait approuvé l'amendement à l'article 4 et 5) devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

Section 27. — Amendement à l'article 2(1). Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

(1) Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

(2) Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

(3) A l'exception de l'article 2(1), il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

PARTIE VII

GENERAL

Transitional

Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

Il est proposé d'ajouter une disposition à l'article 2(1) de la partie II du bill C-10, laquelle devrait être adoptée par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta.

PARTIE VI

Article 30. — Les modifications du paragraphe 2(1) permettent la nomination d'un sénateur à titre de secrétaire parlementaire d'un ministre. Les modifications du paragraphe 2(2) prévoient que le nombre maximal de secrétaires

Appointment

"**2.** (1) The Governor in Council may appoint one or more members of the Senate and House of Commons to be Parliamentary Secretary or Secretaries to a Minister.

5

Maximum number

(2) There shall not be appointed more Parliamentary Secretaries than the number of Ministers who hold offices for which salaries are provided in sections 4 and 5 of the *Salaries Act*.

10

Tenure

(3) A Parliamentary Secretary shall be appointed to hold office for a period not exceeding twelve months from the date of his appointment, and he ceases to hold office as such when he ceases to be a member of the Senate or House of Commons."

2. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un ou plusieurs sénateurs ou députés à titre de secrétaires parlementaires d'un ministre.

Nomination

(2) Le nombre des secrétaires parlementaires qui sont nommés ne peut excéder le nombre de ministres exerçant une charge pour laquelle est prévu un traitement aux articles 4 et 5 de la *Loi sur les traitements*.

5 Nombre maximal

(3) Les secrétaires parlementaires sont nommés pour un mandat d'au plus douze mois à compter de la date de leur nomination. Leur mandat expire s'ils cessent d'être sénateurs ou députés."

PART VII

GENERAL

Transitional

Appropriations based on 1982-83 Estimates

31. The provisions made by any *Appropriation Act* for the fiscal year ending March 31, 1983, based on the Estimates 1982-83 to 20 defray the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Industry, Trade and Commerce in relation to any matter to which the powers, duties or functions of the Secretary of State for External Affairs extend by law, shall be applied to such classifications of the public service within the Department of External Affairs as the Governor in Council may determine.

Idem

32. The provisions made by any Appropriation Act for the fiscal year ending March 31, 1983, based on the Estimates 1982-83 to defray the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Industry, Trade and Commerce in relation to any matter to which the powers, duties or functions of the Minister of Regional Industrial Expansion extend by law, shall be applied to such classifications of the public service within the Department of Regional Industrial Expansion as the Governor in Council may determine.

31. Les sommes allouées, pour l'exercice 15 se terminant le 31 mars 1983, par toute loi portant affectation de crédits consécutifs aux prévisions budgétaires de 1982-83, à la prise en charge des frais et dépenses de fonction publique du ministère de l'Industrie et du Commerce dans des domaines relevant de droit du secrétaire d'État aux Affaires extérieures sont transférées, dans la mesure déterminée par le gouverneur en conseil, à la prise en charge des frais et dépenses de fonction publique du ministère des Affaires extérieures.

Transfert des crédits consécutifs aux prévisions budgétaires de 1982-83

32. Les sommes allouées, pour l'exercice 30 se terminant le 31 mars 1983, par toute loi portant affectation de crédits consécutifs aux prévisions budgétaires de 1982-83, à la prise en charge des frais et dépenses de fonction publique du ministère de l'Industrie et du Commerce dans des domaines relevant de droit du ministre de l'Expansion industrielle régionale sont transférées, dans la mesure déterminée par le gouverneur en conseil, à la prise en charge des frais et dépenses de fonction publique du ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Idem

40

Secretaries that may be appointed is not to exceed the number of Ministers who hold offices for which salaries are provided in sections 4 and 5 of the *Salaries Act*. The amendment to subsection 2(3) is consequential on the amendment to subsections 2(1) and 2(2).

Section 2 of the *Parliamentary Secretaries Act* at present reads as follows:

"2. (1) The Governor in Council may appoint one or more members of the House of Commons to be Parliamentary Secretary or Secretaries to a Minister.

(2) There shall not be appointed more Parliamentary Secretaries than the number of Ministers who hold offices for which salaries are provided in section 4 of the *Salaries Act*.

(3) A Parliamentary Secretary shall be appointed to hold office for a period not exceeding twelve months from the date of his appointment, and he ceases to hold office as such when he ceases to be a member of the House of Commons."

parlementaires qui peuvent être nommés ne doit pas dépasser le nombre de ministres exerçant une charge pour laquelle est prévu un traitement en vertu des articles 4 et 5 de la *Loi sur les traitements*. La modification du paragraphe 2(3) découle des modifications proposées aux paragraphes 2(1) et 2(2).

Texte actuel de l'article 2 de la *Loi sur les traitements*:

«2. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un député ou plus d'un député au poste de secrétaire parlementaire de ministre.

(2) Le nombre des secrétaires parlementaires qui sont nommés ne peut excéder le nombre de Ministres exerçant une charge pour laquelle est prévu un traitement à l'article 4 de la *Loi sur les traitements*.

(3) Tout secrétaire parlementaire est nommé à ladite charge pour une période d'au plus douze mois à compter de la date de sa nomination, et il cesse d'occuper cette charge dès qu'il n'est plus député.»

Idem

33. The provisions made by any *Appropriation Act* for the fiscal year ending March 31, 1983, based on the Estimates 1982-83 to defray the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of Regional Economic Expansion in relation to any matter to which the powers, duties or functions of the Minister of Regional Industrial Expansion extend by law, shall be applied to such classifications of the public service within the Department of Regional Industrial Expansion as the Governor in Council may determine.

References elsewhere

34. Wherever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by the Minister of Industry, Trade and Commerce, the Deputy Minister of Industry, Trade and Commerce or any other officer of the Department of Industry, Trade and Commerce in relation to any matter to which the powers, duties or functions of the Secretary of State for External Affairs extend by law, the power, duty or function is vested in and shall be exercised by the Secretary of State for External Affairs, the Under-Secretary of State for External Affairs or the appropriate officer of the Department of External Affairs, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, deputy minister or officer of a department or a portion of the public service of Canada to exercise such power, duty or function.

Idem

35. Wherever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by the Minister of Regional Economic Expansion, the Deputy Minister of Regional Economic Expansion or any other officer of the Department of Regional Economic Expansion in relation to any matter to which the powers, duties or functions of the Minister of Regional Industrial Expansion extend by law, the power, duty or function is vested in and shall be exercised by the Minister of Regional Industrial Expansion, the Deputy Minister of Regional Industrial Expansion or the appro-

33. Les sommes allouées, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1983, par toute loi portant affectation de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de 1982-83, à la prise en charge des frais et dépenses de fonction publique du ministère de l'Expansion économique régionale dans des domaines relevant de droit du ministre de l'Expansion industrielle régionale sont transférées, dans la mesure déterminée par le gouverneur en conseil, à la prise en charge des frais et dépenses de fonction publique du ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Idem

34. Les attributions conférées, dans des domaines relevant de droit du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance, d'une règle ou d'un règlement, ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre ou sous-ministre de l'Industrie et du Commerce, ou à un fonctionnaire de ce ministère, sont transférées, selon le cas, au secrétaire ou sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ou au fonctionnaire compétent de ce ministère, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant de ces attributions un autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un autre ministère ou secteur de la fonction publique du Canada.

Transfert d'attributions

35

35. Les attributions conférées, dans des domaines relevant de droit du ministre de l'Expansion industrielle régionale, en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance, d'une règle ou d'un règlement, ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre ou sous-ministre de l'Expansion économique régionale, ou à un fonctionnaire de ce ministère, sont transférées, selon le cas, au ministre ou sous-ministre de l'Expansion industrielle régionale, ou au fonctionnaire compétent de ce ministère, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant de ces attributions un autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un

Idem

priate officer of the Department of Regional Industrial Expansion, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, deputy minister or officer of a department or a portion of the public service of Canada to exercise such power, duty or function.

36. Whenever under any Act, order, rule or regulation, or any contract, lease, licence or other document, any power, duty or function is vested in or exercisable by the Minister of Industry, Trade and Commerce, the Deputy Minister of Industry, Trade and Commerce or any other officer of the Department of Industry, Trade and Commerce in relation to any matter to which the powers, duties or functions of the Minister of Regional Industrial Expansion extend by law, the power, duty or function is vested in and shall be exercised by the Minister of Regional Industrial Expansion, the Deputy Minister of Regional Industrial Expansion or the appropriate officer of the Department of Regional Industrial Expansion, as the case may be, unless the Governor in Council by order designates another Minister, deputy minister or officer of a department or a portion of the public service of Canada to exercise such power, duty or function.

37. (1) In this section,

(a) "economic and regional development agreement" means an agreement with the government of a province to provide a framework within which measures for economic development may be taken in the province and entered into pursuant to paragraph (e) of the Proclamation establishing the Ministry of State for Economic Development, as enacted by section 5 of Schedule II to this Act; and

(b) "general development agreement" means an agreement with the government of a province to provide measures for economic expansion and social adjustments in areas in Canada entered into pursuant to Regional Economic Expansion Vote 11a in *Appropriation Act No. 5, 1973.*

Idem

autre ministère ou secteur de la fonction publique du Canada.

5

36. Les attributions conférées, dans des domaines relevant de droit du ministre de l'Expansion industrielle régionale, en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une ordonnance, d'une règle ou d'un règlement, ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au ministre ou sous-ministre de l'Industrie et du Commerce, ou à un fonctionnaire de ce ministère, sont transférées, selon le cas, au ministre ou sous-ministre de l'Expansion industrielle régionale, ou au fonctionnaire compétent de ce ministère, sauf décret du gouverneur en conseil chargeant ces attributions un autre ministre ou sous-ministre, ou un fonctionnaire d'un autre ministère ou secteur de la fonction publique du Canada.

Idem

5

10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95 100 105 110 115 120 125 130 135 140 145 150 155 160 165 170 175 180 185 190 195 200 205 210 215 220 225 230 235 240 245 250 255 260 265 270 275 280 285 290 295 300 305 310 315 320 325 330 335 340 345 350 355 360 365 370 375 380 385 390 395 400 405 410 415 420 425 430 435 440 445 450 455 460 465 470 475 480 485 490 495 500 505 510 515 520 525 530 535 540 545 550 555 560 565 570 575 580 585 590 595 600 605 610 615 620 625 630 635 640 645 650 655 660 665 670 675 680 685 690 695 700 705 710 715 720 725 730 735 740 745 750 755 760 765 770 775 780 785 790 795 800 805 810 815 820 825 830 835 840 845 850 855 860 865 870 875 880 885 890 895 900 905 910 915 920 925 930 935 940 945 950 955 960 965 970 975 980 985 990 995 1000

Definition

30

37. (1) Dans le présent article :

20 Définitions

a) «accord de développement économique et régional» s'entend d'un accord conclu avec le gouvernement d'une province en vertu de l'alinéa e) de la proclamation constituant le département d'État au développement économique, dans sa version édictée par l'article 5 de l'annexe II de la présente loi, en vue de permettre, dans le cadre de cet accord, la mise en œuvre, dans la province, de mesures visant à son développement économique;

b) «accord-cadre de développement» s'entend d'un accord conclu avec le gouvernement d'une province en vue de mettre en œuvre des mesures d'expansion économique et de relèvement social dans des régions du Canada, au titre du crédit 11a de la Loi n° 5 de 1973 portant affectation de crédits relatif au ministère de l'Expansion économique régionale.

40

Autre bonnes

(3) Dans le cas où le fonctionnement du
Gouvernement dépend d'un accord entre les deux partis, il est dans l'intérêt des deux partis de faire en sorte que ce
dernier soit établi dans un délai raisonnable et dans les meilleures
conditions possibles.

10. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

(3) Même si le fonctionnement du Gouvernement peut entraîner une crise économique et sociale, il est dans l'intérêt des deux partis de faire en sorte que ce dernier soit établi dans un délai raisonnable et dans les meilleures conditions possibles.

11. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

Chapitre 4. Conditions générales

12. Les deux partis doivent faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

13. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

14. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

15. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

Chapitre 5. Conditions générales

16. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

Chapitre 6. Conditions générales

17. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

18. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

19. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

20. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

Chapitre 7. Conditions générales

21. Les deux partis doivent également faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer la stabilité du Gouvernement.

Additional powers to carry out agreements

(2) Where the government of Canada has entered into an economic and regional development agreement or a general development agreement with the government of a province, each Minister having the management and direction of a department has such additional powers as are necessary for him to undertake and carry out any program under that agreement that is related to any matter over which the Minister has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the government of Canada.

Expiry

(3) This section shall expire three years after the day it comes into force.

Consequential Amendments

Amendments and repeals

38. The Acts mentioned in Schedule I are repealed or amended in the manner and to the extent indicated therein.

Proclamation amended

39. (1) The Proclamation establishing the Ministry of State for Economic Development is amended in the manner and to the extent indicated in Schedule II.

Power of Governor in Council not affected

(2) Subsection (1) shall not be construed as limiting the power of the Governor in Council under the *Ministries and Ministers of State Act* by proclamation to change the name of the Ministry or vary any matter set out in the Proclamation, as amended, or to terminate the existence of the Ministry.

References

(3) Wherever the expression "Minister of State for Economic Development" or "Ministry of State for Economic Development" appears in any order, regulation, contract, lease or other document, there shall be substituted therefor the expression "Minister of State for Economic and Regional Development" and "Ministry of State for Economic and Regional Development", as the case may be.

Coming into force

40. This Act or any Part or provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

40

(2) Dans le cas où le gouvernement du Canada a conclu un accord de développement économique et régional ou un accord-cadre de développement avec le gouvernement d'une province, chaque ministre titulaire de portefeuille a les pouvoirs supplémentaires qui lui sont nécessaires pour entreprendre et exécuter tout programme découlant de l'accord et lié à un domaine de sa compétence non attribué de droit à un autre ministère ou organisme fédéral.

Autres pouvoirs

5

(3) La durée d'application du présent article est de trois ans.

Durée d'application

Modifications corrélatives

38. Les lois qui figurent à l'annexe I sont abrogées ou modifiées conformément à ses termes.

Modifications et abrogations

15

39. (1) La proclamation constituant le département d'État au développement économique est modifiée de la manière et dans la mesure indiquée à l'annexe II.

Modification de la proclamation

20

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de restreindre le pouvoir conféré au gouverneur en conseil en vertu de la *Loi sur les départements et ministres d'État* de prendre une proclamation en vue de modifier le nom du département ou toute disposition de la proclamation en sa version modifiée, ou de supprimer le département.

Maintien du pouvoir du gouverneur en conseil

(3) Dans les décrets, arrêtés, règlements, contrats, baux ou autres documents, les expressions «ministre d'État au développement économique» et «département d'État au développement économique» sont remplacées par les expressions «ministre d'État au développement économique et régional» et «département d'État au développement économique et régional».

Nouvelle terminologie

30

35

40

Entrée en vigueur

40. La présente loi ou telle de ses parties ou dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en vigueur

40

SCHEDULE I

(Section 38)

Item	Column I Act Affected	Column II Repeal or Amendment
1.	Atlantic Provinces Power Development Act R.S. c. A-17	Repealed
2.	Canada Development Corporation Act 1970-71-72, c. 49	Section 41 is repealed and the following substituted therefor: <p>“41. (1) During any period when the total number of voting shares of the company held by Her Majesty in Right of Canada exceeds fifty per cent of the total number of issued and outstanding voting shares of the company, the Governor in Council may appoint two persons as members of the Board without affecting the membership of the Board.</p> <p>(2) The Governor in Council may appoint two persons to be alternate members for the members appointed under subsection (1) and each alternate member so appointed shall act as a member of the Board during any period in which the member for whom he is an alternate is, by reason of absence or incapacity, unable to act.</p> <p>(3) A member or alternate member appointed under this section is not entitled to vote at meetings of the Board and shall serve without remuneration but may be paid reasonable travelling and other expenses incurred in attending meetings of the Board.”</p>
3.	Canadian Commercial Corporation Act R.S. c. C-6	The definition “Minister” in section 2 is repealed and the following substituted therefor: <p>““Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;”</p>
4.	Canadian Human Rights Act 1976-77, c. 33	The Schedule to the Act is amended <p>(a) by adding the “Department of Regional Industrial Expansion”;</p>

ANNEXE I
(Article 38)

N°	Colonne I Loi concernée	Colonne II Abrogation ou modification
1.	Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique S.R., c. A-17	Abrogée
2.	Loi sur la Corporation de développement du Canada 1970-71-72, c. 49	L'article 41 est abrogé et remplacé par ce qui suit :
3.	Loi sur le ministère des Affaires étrangères S.R., c. E-20	<p>«41. (1) Pendant toute période où le nombre des actions donnant droit de vote de la compagnie détenues par Sa Majesté du chef du Canada dépasse cinquante pour cent du total des actions donnant droit de vote de la compagnie qui sont en circulation, le <u>gouverneur en conseil peut nommer deux personnes à titre de membres du conseil d'administration sans qu'il soit touché à la composition du conseil.</u></p> <p>(2) Le <u>gouverneur en conseil peut nommer deux personnes à titre de suppléants des membres du conseil nommés en vertu du paragraphe (1).</u> Ils agissent à titre de membres du conseil durant toute période d'absence ou d'empêchement des titulaires.</p> <p>(3) Les <u>membres du conseil ou leurs suppléants, nommés en vertu du présent article, n'ont pas droit de vote aux réunions du conseil et ne reçoivent pas de rémunération, mais ils ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par leur présence aux réunions.»</u></p>
4.	Loi sur la Corporation commerciale canadienne S.R., c. C-6	<p>La définition de «Ministre», à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit :</p> <p>«Ministre» s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;»</p> <p>L'annexe de la loi est modifiée par :</p> <p>a) adjonction de «Ministère de l'Expansion industrielle régionale»;</p>

SCHEDULE I—Continued

Item	Column I Act Affected	Column II Repeal or Amendment
5.	Cultural Property Export and Import Act 1974-75-76, c. 50	(b) by deleting the “Department of Industry, Trade and Commerce”, the “Department of Regional Economic Expansion” and the “Ministry of State for Urban Affairs”; and (c) by adding the “Ministry of State for Economic and Regional Development” and the “Ministry of State for Social Development”. Sections 3, 14 and 33 are amended by substituting the “Secretary of State for External Affairs” for the “Minister of Industry, Trade and Commerce”.
6.	Department of External Affairs Act R.S. c. E-20	Repealed
7.	Export and Import Permits Act R.S. c. E-17	(1) The definition “Minister” in section 2 is repealed and the following substituted therefor: <u>“Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;”</u> (2) The Act is further amended by adding thereto, immediately after section 25, the following section: “25.1 All persons employed in the administration of this Act shall be deemed to be officers as defined in subsection 2(1) of the <i>Customs Act</i> .’
8.	Federal Business Development Bank Act 1974-75-76, c. 14	(1) The definition “Minister” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor: <u>“Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;”</u> (2) Section 18 is repealed and the following substituted therefor: “18. (1) The Minister may, without affecting the membership of any Council, designate any Assistant Deputy Minister of his department to be an <i>ex officio</i> member of one or more of the Councils.

ANNEXE I—Suite

N°	Colonne I Loi concernée	Colonne II Abrogation ou modification
5.	Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels 1974-75-76, c. 50	b) suppression de «Ministère de l'Industrie et du Commerce», de «Ministère de l'Expansion économique régionale» et de «Département d'État chargé des Affaires urbaines»;
6.	Loi sur le ministère des Affaires extérieures S.R., c. E-20	c) adjonction de «Département d'État au développement économique et régional» et de «Département d'État au développement social».
7.	Loi sur les licences d'exportation et d'importation S.R., c. E-17	Les articles 3, 14 et 33 sont modifiés par substitution, à «ministre de l'Industrie et du Commerce», de «secrétaire d'État aux Affaires extérieures». Abrogée (1) La définition de «Ministre», à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit : « <u>Ministre</u> s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;» (2) Ladite loi est en outre modifiée par insertion, après l'article 25, de ce qui suit : «25.1 Toute personne affectée à l'application de la présente loi est réputée être un préposé au sens donné à ce terme au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les douanes</i> .» (1) La définition de «Ministre», au paragraphe 2(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit : « <u>Ministre</u> s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;» (2) L'article 18 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «18. (1) Le Ministre peut, sans modifier la composition d'un comité régional, nommer un sous-ministre adjoint de son ministère membre d'office d'un ou plusieurs comités régionaux.
8.	Loi sur la Banque fédérale de développement 1974-75-76, c. 14	

SCHEDULE I—Continued

Item	Column I Act Affected	Column II Repeal or Amendment
9.	Financial Administration Act R.S. c. F-10	(2) If an Assistant Deputy Minister designated under subsection (1) is absent or unable to act or if the office is vacant, such other officer of his department as the Minister may designate shall substitute as <i>ex officio</i> member for that Assistant Deputy Minister.”
10.	High Commissioner in the United Kingdom Act R.S. c. H-5	Schedule A is amended (a) by adding the “Department of Regional Industrial Expansion”; and (b) by deleting the “Department of Industry, Trade and Commerce” and the “Department of Regional Economic Expansion”.
11.	Income Tax Act R.S. 1952, c. 148	Repealed (1) Section 13 is amended by substituting the “Minister of Regional Industrial Expansion” for the “Minister of Industry, Trade and Commerce”. (2) Section 37 is amended by substituting the “Department of Regional Industrial Expansion” for the “Department of Industry, Trade and Commerce”. The definition “Minister” in subsection 2(1) is repealed and the following substituted therefor: “Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;”
12.	Industrial Research and Development Incentives Act R.S. c. I-10	Repealed (2) Section 18 is repealed and the following substituted therefor: Section 3 is amended by substituting the expression “Secretary of State for External Affairs” for the expression “Minister of Industry Trade and Commerce”, wherever the latter expression occurs therein.
13.	Maritime Marshland Rehabilitation Act R.S. c. M-4	
14.	Meat Import Act 1980-81-82, c. 82	

ANNEXE I—Suite

Nº	Colonne I Loi concernée	Colonne II Abrogation ou modification
9.	Loi sur l'administration financière S.R., c. F-10	(2) En cas d'absence ou d' <u>empêchement</u> d'un sous-ministre adjoint nommé en vertu du paragraphe (1), ou de vacance de <u>son poste</u> , le fonctionnaire du ministère <u>que le Ministre désigne comme suppléant le remplace comme membre d'office.</u>
10.	Loi sur le haut commissaire du Canada au Royaume-Uni S.R., c. H-5	L'annexe A est modifiée par :
11.	Loi de l'impôt sur le revenu S.R. de 1952, c. 148	a) adjonction de «Ministère de l'Expansion industrielle régionale»; b) suppression de «Ministère de l'Industrie et du Commerce» et de «Ministère de l'Expansion économique régionale».
12.	Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques S.R., c. I-10	Abrogée (1) L'article 14 est abrogé et remplacé par ce qui suit : (2) L'article 13 est modifié par substitution, à «ministre de l'Industrie et du Commerce», de «ministre de l'Expansion industrielle régionale».
13.	Loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes S.R., c. M-4	(2) L'article 37 est modifié par substitution, à «ministre de l'Industrie et du Commerce», de «ministère de l'Expansion industrielle régionale».
14.	Loi sur l'importation de la viande 1980-81-82, c. 82	La définition de «Ministre», au paragraphe 2(1), est abrogée et remplacée par ce qui suit : « <u>Ministre</u> s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;»
		Abrogée L'article 3 est modifié par substitution, à «ministre de l'Industrie et du Commerce», de «secrétaire d'État aux Affaires extérieures».

SCHEDULE I—Continued

Item	Column I Act Affected	Column II Repeal or Amendment
15.	National Design Council Act R.S. c. N-5	<p>(1) The definition "Minister" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>"<u>“Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act.”</u></p> <p>(2) Subsection 12(1) is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>“12. (1) In order to carry out its objects the Council shall utilize the services of such officers and employees employed in his department as the Minister may designate for the purpose."</p> <p>(3) Section 14 is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>“14. Expenditures for the purposes of this Act shall be paid out of moneys appropriated by Parliament to defray the charges and expenses of the public service of Canada within the Department of <u>Regional Industrial Expansion.</u>"</p> <p>Section 2 is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>“2. In this Act, "Minister" means <u>such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act.”</u></p> <p>(1) The definition "Minister" in section 2 is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>"<u>“Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;”</u></p>
16.	Prairie Farm Rehabilitation Act R.S. c. P-17	
17.	Regional Development Incentives Act R.S. c. R-3	

ANNEXE I—Suite 2

N°	Colonne I Loi concernée	Colonne II Abrogation ou modification
15.	Loi sur le Conseil national de l'esthétique industrielle S.R., c. N-5	(1) La définition de «Ministre», à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit : « <u>Ministre</u> s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.»
16.	Loi sur le rétablissement agricole des Prairies S.R., c. P-17	(2) Le paragraphe 12(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit : «12. (1) En vue de la réalisation de ses objets, le Conseil doit utiliser les services des fonctionnaires et employés du ministère que le Ministre peut désigner à cette fin.»
17.	Loi sur les subventions au développement régional S.R., c. R-3	(3) L'article 14 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «14. Les frais qu'occasionne l'application de la présente loi doivent être payés sur les montants votés par le Parlement pour subvenir aux charges et dépenses de la fonction publique du Canada dans le cadre des crédits du ministère de l' <u>Expansion industrielle régionale</u> .»
		L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «2. Dans la présente loi, «Ministre» s'entend du membre du conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.»
		(1) La définition de «Ministre», à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit : « <u>Ministre</u> s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;»

SCHEDULE I—Continued

Item	Column I Act Affected	Column II Repeal or Amendment
18.	Salaries Act R.S. c. S-2; 1980-81-82, c. 77, s. 6	(2) All that portion of section 14 preceding paragraph (a) is repealed and the following substituted therefor:
		“14. Where, in the opinion of the Minister, a development incentive could be provided under this Act in respect of an undertaking referred to in subsection 10(1) of the <i>Special Areas Act</i> , notwithstanding anything in section 10 of that Act,”
		Section 4 is amended
		(a) by deleting
		“The Minister of Industry, Trade and Commerce \$30,800” “The Minister of Regional Economic Expansion 30,800”; and
		(b) by adding the following:
		“The Minister of Regional Industrial Expansion 30,800” “The Minister for International Trade 30,800” “The Minister for External Relations 30,800”
19.	Small Businesses Loans Act R.S. c. S-10; 1980-81-82, c. 6, s. 1	The definition “Minister” in section 2 is repealed and the following substituted therefor:
		““Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;”
20.	Textile and Clothing Board Act 1970-71-72, c. 39	Paragraph 2(e) is repealed and the following substituted therefor:
		““(e) “Minister” means such member of the Queen’s Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;”
21.	Appropriation Act No. 1, 1980-81 1980-81-82, c. 3	Industry, Trade and Commerce Vote 1a is amended by adding after the expression “Governor in Council”, wherever it occurs therein, the words “on the recommendation of the Minister of Regional Industrial Expansion”.

ANNEXE I—Suite

N°	Colonne I Loi concernée	Colonne II Abrogation ou modification
18.	Loi sur les traitements S.R., c. S-2; 1980-81-82, c. 77, art. 6	(2) Le passage de l'article 14 qui précède l'alinéa <i>a</i>) est abrogé et remplacé par ce qui suit : «14. Lorsque, de l'avis du Ministre, une subvention au développement pourrait être attribuée en vertu de la présente loi pour une entreprise mentionnée au paragraphe 10(1) de la <i>Loi sur les zones spéciales</i> , nonobstant toute disposition de l'article 10 de cette loi,» L'article 4 est modifié par : <i>a)</i> suppression de : «Le ministre de l'Industrie et du Commerce....\$30,800» «Le ministre de l'Expansion économique régionale\$30,800»; <i>b)</i> adjonction de : «Le ministre de l'Expansion industrielle régionale\$30,800» «Le ministre du Commerce extérieur\$30,800» «Le ministre des Relations extérieures\$30,800». La définition de «Ministre», à l'article 2, est abrogée et remplacée par ce qui suit : ««Ministre» s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;»
19.	Loi sur les prêts aux petites entreprises S.R., c. S-10; 1980-81-82, c. 6, art. 1	L'alinéa 2 <i>e</i>) est abrogé et remplacé par ce qui suit : « <i>e)</i> «Ministre» s'entend du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi;»
20.	Loi sur la Commission du textile et du vêtement 1970-71-72, c. 39	Le crédit 1a du ministère de l'Industrie et du Commerce est modifié par adjonction, après «gouverneur en conseil», aux passages où cette expression revient, du membre de phrase «sur recommandation du ministre de l'Expansion industrielle régionale».
21.	Loi n° 1 de 1980-81 portant affectation de crédits 1980-81-82, c. 3	

SCHEDULE I—Concluded

Item	Column I Act Affected	Column II Repeal or Amendment
22.	Appropriation Act No. 2, 1980-81 1980-81-82, c. 41	Industry, Trade and Commerce Votes L 35 and L 40 are amended by adding after the expression "Governor in Council", wherever it occurs in those Votes, the words "on the recommendation of the Minister of Regional Industrial Expansion".
23.	Appropriation Act No. 2, 1973 1973-74, c. 4	Industry, Trade and Commerce Vote 11b is amended by deleting the word "Minister" wherever it occurs therein and by substituting therefor the words "Minister of Regional Industrial Expansion".

ANNEXE I—Fin

N°	Colonne I Loi concernée	Colonne II Abrogation ou modification
22.	Loi n° 2 de 1980-81 portant affectation de crédits 1980-81-82, c. 41	Les crédits L35 et L40 du ministère de l'Industrie et du Commerce sont modifiés par adjonction, après «gouverneur en conseil», aux passages où cette expression revient, du membre de phrase «sur recommandation du ministre de l'Expansion industrielle régionale».
23.	Loi n° 2 de 1973 portant affectation de crédits 1973-74, c. 4	Le crédit 11b du ministère de l'Industrie et du Commerce est modifié par substitution, à «Ministre», aux passages où ce mot revient, de «ministre de l'Expansion industrielle régionale».
24.	pour les Créditaines	Le crédit 11b du ministère de l'Industrie et du Commerce est modifié par substitution, à «Ministre», aux passages où ce mot revient, de «ministre de l'Expansion industrielle régionale».

SCHEDULE II

(Section 39)

Amendments to the Proclamation establishing the Ministry of State for Economic Development

- 1.** The first paragraph of the Proclamation is repealed and the following substituted therefor:

“Whereas the expansion of the economy through the development of productive enterprise in every region of Canada is fundamental to the well-being of Canadians and to the future of Canadian society as a whole;”

- 2.** The third and fourth paragraphs of the Proclamation are repealed and the following substituted therefor:

“Whereas the close cooperation of departments and agencies of the Government of Canada and coordination of their activities at the national, provincial, regional and local levels is required to ensure that the structure of industry in Canada may develop in a manner beneficial to all Canadians that allows the economic potential of each region, and in particular those regions in which opportunities for productive employment are exceptionally inadequate, to be realized;

Whereas the development and implementation of policies to support such economic activity require the concerted action of the Government of Canada, the governments of the provinces, business, labour and of all Canadians;”

- 3.** The sixth paragraph of the Proclamation is amended by striking out the words “industry, including secondary manufacture, resource and service industries,” and substituting therefor the words “the various economic sectors and regions of Canada.”

- 4.** The first paragraph lettered “(c)” of the Proclamation is repealed and the following substituted therefor:

ANNEXE II

(Article 39)

Modifications de la proclamation constituant le département d'État au développement économique

- 1.** Le premier alinéa de la proclamation est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«Vu que l'expansion de l'économie par le biais du développement d'entreprises productives dans chacune des régions du Canada est essentielle au bien-être des Canadiens et à l'avenir de la société canadienne dans son ensemble;»

- 2.** Les troisième et quatrième alinéas de la proclamation sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«Vu qu'il est indispensable que les ministères et les organismes du gouvernement du Canada travaillent en étroite collaboration et qu'ils coordonnent leurs activités aux niveaux national, provincial, régional et local pour garantir que les structures de l'industrie canadienne se développent de manière à profiter à tous les Canadiens et à permettre à chaque région d'actualiser tout son potentiel économique, notamment celles où les perspectives d'emplois productifs sont particulièrement faibles;

Vu que l'élaboration et la mise en œuvre de telles politiques, destinées à soutenir ces activités économiques, nécessitent une action concertée du gouvernement du Canada, du gouvernement des provinces, du monde des affaires, des ouvriers et de tous les Canadiens;»

30 30

- 3.** Le sixième alinéa de la proclamation est modifié par substitution, au membre de phrase «de l'industrie des secteurs primaire, secondaire et tertiaire», du membre de phrase «des divers secteurs économiques et des régions du Canada.»

- 4.** Le premier alinéa portant la désignation «c» de la proclamation est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) the fostering of cooperative relationships with respect to economic and regional development with the provinces, with business and labour and with other public and private organizations.” 5

5. The second paragraph lettered “(a)” of the Proclamation and paragraphs (b) to (d) that follow that paragraph are repealed and the following substituted therefor:

- “(a) he shall, in concert with other Ministers,
 - (i) define an integrated federal approach to the provision of direct support to economic development in Canada both by economic sector and by region,
 - (ii) review and concert proposals by departments prior to their consideration by Treasury Board or by the Governor in Council,
 - (iii) develop mechanisms to improve and to integrate program delivery at the local or regional level,
 - (iv) coordinate the activities of the several departments of the Government of Canada affecting economic development at the national, provincial, regional and local levels in Canada, and
 - (v) initiate and coordinate plans for economic development that cannot be initiated or implemented by one department;
- (b) he shall advise the Treasury Board on the allocation of financial, personnel and other resources to federal programs that provide direct support to the development of economic enterprise in Canada;
- (c) he shall lead and coordinate the efforts of the Government of Canada to establish cooperative relationships with the provinces, business, labour and other public and private organizations, for the development of the various economic sectors and regions of Canada;
- (d) in respect of research and policy development, he may

«c)» l’entretien avec les provinces, avec les organisations du monde des affaires, les organisations ouvrières et avec les autres organisations des secteurs privé et public, de relations destinées à susciter 5 la coopération en vue du développement économique et régional.»

5. Le deuxième alinéa portant la désignation «a» de la proclamation et les alinéas b) à d) qui suivent sont abrogés et remplacés 10 par ce qui suit :

- «a) de concert avec d’autres ministres,
 - (i) à définir une façon d’envisager rationnellement, à l’échelle fédérale, la prestation d’une aide directe au développement de l’industrie et de l’économie canadiennes à la fois par secteur économique et par région,
 - (ii) à étudier et faire concorder les propositions faites par les ministères avant 20 de les soumettre à l’examen du conseil du Trésor ou du gouverneur en conseil,
 - (iii) à élaborer des mécanismes pour améliorer et intégrer l’application des programmes à l’échelle locale ou régionale,
 - (iv) à coordonner l’activité des divers ministères fédéraux touchant le développement économique aux niveaux national, provincial, régional et local au 30 Canada,
 - (v) à lancer et coordonner des plans de développement économique dont un seul ministère ne peut prendre seul l’initiative ou assurer l’exécution; 35
- b) à conseiller le conseil du Trésor relativement à l’affectation des ressources financières, humaines et autres aux programmes fédéraux destinés à soutenir directement le développement des entreprises d’ordre économique au Canada;
- c) à diriger et coordonner les initiatives que déploie le gouvernement du Canada pour nouer des relations avec les provinces, avec les organisations du monde des affaires, les organisations ouvrières et avec les autres organisations des secteurs privé et public en vue de s’assurer leur collabora- 45

- (i) obtain from other departments of the Government of Canada detailed information the disclosure of which is not prohibited by law,
- (ii) initiate and coordinate research and policy studies, 5
- (iii) initiate proposals for new policies, programs and activities, and
- (iv) monitor and evaluate existing and proposed policies, programs and activities to ensure their consistency with federal economic and regional development policies and recommended changes therein; and
- (e) he may, with the approval of the Governor in Council, enter into economic and regional development agreements with the governments of the provinces that will
- (i) provide a framework within which measures for economic development 20 may be taken in the provinces,
- (ii) identify development opportunities for implementation under subsidiary agreements and provide for the general coordination of all such agreements, 25
- (iii) provide that measures for economic development will, wherever possible, be taken by the federal or provincial governments through their respective programs and departments, 30
- (iv) ensure effective consultation and coordination between the federal and provincial governments in carrying out programs for economic development,
- (v) provide, when required, for the joint 35 undertaking with the government of a province of programs for economic development in areas requiring such programs, and specify the measures to be taken by each government in a manner 40 that provides for a clear and appropriate division of responsibility for implementation of the programs between the governments, and
- (vi) provide for the development of a 45 public information program that will provide, wherever possible and in a manner satisfactory to the Minister, for the permanent recognition of the contri-
- tion au développement des divers secteurs économiques et des régions du Canada;
- d) relativement au développement des politiques et de la recherche :
- (i) à obtenir d'autres ministères fédéraux des renseignements détaillés dont la communication n'est pas interdite par la loi, 5
- (ii) à mettre en marche et à coordonner des études en matière de recherche et de 10 politiques,
- (iii) à prendre l'initiative de proposer des politiques, des activités et des programmes nouveaux,
- (iv) à surveiller et apprécier les politiques, les activités et les programmes actuels et projetés afin de faire en sorte qu'ils respectent bien les politiques fédérales relatives au développement économique et régional et à recommander les 20 modifications qui s'imposent;
- (e) sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, à conclure avec les gouvernements des provinces des accords de développement économique et régional 25 en vue
- (i) de permettre la mise en œuvre dans les provinces de mesures visant à leur développement économique,
- (ii) de déterminer les possibilités de 30 développement à réaliser en vertu d'un accord-cadre de développement et de prévoir la coordination d'ensemble de ces accords,
- (iii) de prévoir que les mesures de développement économique soient, dans la mesure du possible, mises en œuvre par les gouvernements fédéral ou provinciaux dans le cadre de leurs programmes ou par leurs ministères respectifs, 40
- (iv) de veiller à ce qu'il y ait des consultations et une coordination efficaces entre les gouvernements fédéral et provinciaux dans la mise en œuvre de programmes de développement économique, 45
- (v) de prévoir au besoin la mise en œuvre, en commun avec le gouvernement d'une province, de programmes de

bution of the federal government under the agreement or any subsidiary agreement,

but detailed negotiations of any draft of such agreements or of any subsidiary agreement shall not be undertaken by or on his behalf unless a plan for economic development to which the draft agreements relate has first been approved by the Minister in concert with other Ministers." 10

développement économique dans des régions où ceux-ci s'imposent et de préciser les mesures à prendre par chaque gouvernement en vue d'une répartition nette et judicieuse des attributions de 5 mise en œuvre entre les parties,

(vi) de prévoir la mise au point d'un programme d'information publique propre à faire reconnaître en permanence, dans la mesure du possible et 10 selon les modalités qui conviennent au Ministre, la contribution apportée par le gouvernement fédéral dans le cadre des accords en question ou de leurs accords complémentaires. 15

Toutefois, la négociation détaillée de projets d'accord ne peut être entreprise par le Ministre ou pour son compte qu'après l'approbation par le Ministre, de concert avec d'autres ministres, du plan de développement économique visé par ces projets.» 20

6. The expressions "Ministry of State for Economic Development" and "Minister of State for Economic Development" where they appear in the Proclamation are repealed and the expressions "Ministry of State for Economic and Regional Development" and "Minister of State for Economic and Regional Development", as the case may be, are substituted therefor.

6. Ladite proclamation est en outre modifiée par substitution, à «ministre d'État au développement économique» et «département d'État au développement économique», aux 25 passages où ces expressions reviennent, de «ministre d'État au développement économique et régional» et «département d'État au développement économique et régional».

C-124

First Session, Thirty-second Parliament,

29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-124

Première session, trente-deuxième législature,

29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-124

An Act respecting compensation in the public sector of Canada

First reading, June 30, 1982

Première lecture le 30 juin 1982

THE PRESIDENT OF THE TREASURY BOAR

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-124

An Act respecting compensation in the
public sector of Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Public
Sector Compensation Restraint Act*.

PART I

INTERPRETATION

Definitions

“compensation”
“rémunération”

2. (1) In this Part,

“compensation” means all forms of pay, ben-
efits and perquisites paid or provided,
directly or indirectly, by or on behalf of an
employer to or for the benefit of an 10
employee;

“compensation
plan”
“régime ...”

“compensation plan” means the provisions,
however established, for the determination
and administration of compensation, and
includes such provisions contained in col- 15
lective agreements or arbitral awards or
established bilaterally between an employ-
er and an employee, unilaterally by an
employer or by or pursuant to any Act of
Parliament;

“employee”
“salarié”

“employee” means any person who performs
duties and functions that entitle that
person to a fixed or ascertainable amount
or rate of pay;

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-124

Loi concernant les rémunérations dans le
secteur public du Canada

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les restrictions salariales du
secteur public.*

Titre abrégé

5

PARTIE I

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

«régime de rémunération» Ensemble de dis-
positions, quel que soit leur mode d'établis-
sement, régissant la détermination et la 10
gestion des rémunérations; constituent
notamment des régimes de rémunération
les dispositions de cette nature figurant
dans les conventions collectives et les déci-
sions arbitrales ou établies soit par accord 15
entre un employeur et un salarié, soit par
l'employeur seul, soit conformément à une
loi du Parlement.

«régime de
rémunération»
“compensa-
tion plan”

«rémunération» Toute forme de salaire ou de
gratification versée, ou d'avantage 20
accordé, directement ou indirectement, par
un employeur ou en son nom à un salarié
ou à son profit.

«rémunération»
“compensa-
tion”

20

"wage rates"
"taux de
salaire"

"wage rates" means single rates of pay or ranges of rates of pay, including cost-of-living adjustments, or, where no such rates or ranges exist, any fixed or ascertainable amounts of pay.

Expiration of
compensation
plans

(2) For the purposes of this Part, where a compensation plan does not provide for an expiration date, the plan shall be deemed to expire on the day prior to the day on which wage rates under the plan would normally be revised.

Application

3. (1) This Part applies to employees employed in or by
 (a) departments or ministries of state of the Government of Canada set out in Schedule I or other portions of the public service set out therein;
 (b) boards, commissions or corporations set out in Schedule II or wholly-owned subsidiaries of such corporations; 20
 (c) the Canadian Forces;
 (d) the Royal Canadian Mounted Police; or
 (e) the Senate and the House of Commons. 25

Idem

(2) This Part applies to
 (a) staffs of Ministers of the Crown and of members of the Senate and the House of Commons, and
 (b) directors of corporations set out in Schedule II or of wholly-owned subsidiaries of such corporations 30

who shall, for the purposes of this Part, be deemed to be employees.

Idem

(3) This Part applies to persons appointed by the Governor in Council to a position in a portion of the public service set out in Schedule I, to a board, commission or corporation set out in Schedule II or to a wholly-owned subsidiary of such corporation, and any persons so appointed shall, for the purposes of this Part, be deemed to be employees. 35 40 45

«salarié» Personne qui a droit à une rétribution ou à un taux de salaire fixe ou vérifiable pour les fonctions dont elle s'acquitte.

5 «taux de salaire» Taux uniques de salaire ou fourchettes salariales, y compris les rajustements de coût de vie, ou, à défaut de ces taux ou fourchettes, les montants fixes ou vérifiables de salaire.

«salarié»
"employee"

«taux de
salaire»
"wage rates"

Expiration des
régimes de
rémunération

(2) A moins qu'il ne comporte une date d'expiration, un régime de rémunération est, 10 pour l'application de la présente partie, réputé expirer la veille du jour où les taux de salaire qu'il prévoit seraient normalement révisés.

APPLICATION

CHAMP D'APPLICATION

3. (1) La présente partie s'applique aux 15 Champ salariés employés : d'application

- a) dans les ministères, départements d'État et administrations mentionnés à l'annexe I;
- b) dans les sociétés, corporations et organismes mentionnés à l'annexe II et dans les filiales à cent pour cent de ces sociétés et corporations;
- c) dans les Forces canadiennes;
- d) dans la Gendarmerie royale du Canada;
- e) par le Sénat et par la Chambre des communes.

(2) La présente partie s'applique :

- a) au personnel des ministres de la Couronne, des sénateurs et des députés de la Chambre des communes;
- b) aux administrateurs des sociétés et corporations mentionnées à l'annexe II et à ceux de leurs filiales à cent pour cent. 35

Ces personnes sont, pour l'application de la présente partie, assimilées à des salariés.

Idem

(3) La présente partie s'applique aux personnes nommées par le gouverneur en conseil dans les administrations mentionnées à l'annexe I, dans les sociétés, corporations ou organismes mentionnés à l'annexe II ou dans les filiales à cent pour cent de ces sociétés ou corporations; ces personnes sont, pour l'application de la présente partie, assimilées à des salariés. 40 45

Idem

Binding on Her Majesty

(4) This Part is binding on Her Majesty in right of Canada.

Sa Majesté est liée

Extension of compensation plans

4. (1) Every compensation plan that is in effect on June 28, 1982 for employees to whom this Part applies, including every compensation plan extended under section 5, shall be extended for the period of twenty-four months

(a) from the day on which the first increase in wage rates on or after June 28, 1982 would, but for section 8, occur under the compensation plan; or

(b) where no increase in wage rates is to occur under the compensation plan on or after June 28, 1982, from the day immediately following the day on which the compensation plan would, but for this section, expire.

Where prior undertaking to implement compensation plan

(2) For the purposes of subsection (1), a compensation plan shall be deemed to be in effect on June 28, 1982 if parties to the plan have, prior to that date, agreed in writing to establish the plan to have effect on the expiration of the previous compensation plan and the plan is established on or after June 28, 1982 without change.

Idem

(3) For the purposes of paragraph (1)(a), the first increase in wage rates on or after June 28, 1982 that would, but for section 8, occur under a compensation plan that is deemed under subsection (2) to be in effect on that date shall be deemed to be the first increase in wage rates that occurs after any increase in wage rates that occurs on the day the plan comes into effect.

Extension of compensation plan already expired

5. (1) Subject to subsection (2), where a compensation plan for employees to whom this Part applies would, but for this subsection, have expired before June 28, 1982 and no new compensation plan was established before that date, or on or after that date in accordance with subsection 4(2), the compensation plan shall be extended

(a) where the compensation plan would have expired on or after June 28, 1981, for the twelve month period immediately fol-

(4) La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada.

PROROGATION DES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION

Prorogation

4. (1) Le régime de rémunération en vigueur le 28 juin 1982 pour des salariés visés par la présente partie, notamment tout régime de rémunération prorogé en vertu de l'article 5, est prorogé de deux ans à compter de l'une des dates suivantes :

- a) celle de la première augmentation des taux de salaire qui, en l'absence de l'article 10 8, surviendrait au plus tôt le 28 juin 1982;
- b) celle prévue, en l'absence du présent article, pour son expiration, s'il ne comporte aucune augmentation de salaire le 28 juin 1982 au plus tôt.

5

15

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un régime de rémunération est réputé en vigueur le 28 juin 1982, s'il est établi au plus tôt à cette date par la ratification écrite, sans modification, d'une entente antérieure conclue entre les parties prévoyant qu'il entrera en vigueur à l'expiration du régime de rémunération précédent.

Entente antérieure

(3) Pour l'application de l'alinéa (1)a) au régime de rémunération visé au paragraphe (2), l'augmentation de taux de salaire qui suit celle qui survient à la date d'entrée en vigueur du régime est réputée celle que vise cet alinéa.

Idem

5. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le régime de rémunération de salariés visés par la présente partie qui, en l'absence du présent paragraphe, aurait expiré avant le 28 juin 1982 et qui n'a pas été remplacé avant cette date, ou à cette date au plus tôt en conformité avec le paragraphe 4(2), est prorogé :

Prorogation des régimes de rémunération expirés

- a) s'il s'agit d'un régime dont la date d'expiration est prévue pour le 28 juin 1981 au plus tôt, d'une année à compter de cette date d'expiration;

40

lowing the day the plan would have expired; or

(b) where the compensation plan would have expired before June 28, 1981, until June 28, 1982.

Extension of compensation plan for management employees

Definition of "management employees"

(2) A compensation plan for management employees that would, but for this subsection, have expired before June 28, 1982 shall be extended until June 30, 1982.

(3) For the purposes of subsection (2), "management employees" means

- (a) persons referred to in subsection 3(3);
- (b) persons paid as former senior executive officers (SX) or as senior executive officer equivalents (SXE);
- (c) legal officers, levels 2B, 3A and 3B;
- (d) the executive group of the management category;
- (e) senior military personnel with the rank of Lieutenant General, Major General, Brigadier General, Brigadier General (legal), Colonel (legal) and Lieutenant Colonel (legal); or
- (f) senior Royal Canadian Mounted Police personnel with the rank of Deputy Commissioner, Assistant Deputy Commissioner and Chief Superintendent.

Terms and conditions extended

6. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament, but subject to subsection (2), the terms and conditions of every compensation plan that is extended under section 4 or 5, other than wage rates, shall continue in force without change for the period for which the compensation plan is extended.

Exception

(2) The Treasury Board may, where it deems it appropriate, authorize any change to any terms and conditions, other than wage rates, of a compensation plan that would, but for section 5, have expired before June 28, 1982.

Collective agreements and arbitral awards extended

7. Every collective agreement or arbitral award that includes a compensation plan that is extended under section 4 or 5 shall, subject to this Part, continue in force without

b) s'il s'agit d'un régime dont la date prévue d'expiration est antérieure au 28 juin 1981, jusqu'au 28 juin 1982.

5

(2) Le régime de rémunération de cadres de direction qui, en l'absence du présent paragraphe, aurait expiré avant le 28 juin 1982 est prorogé jusqu'au 30 juin 1982.

Prorogation du régime de rémunération de cadres de direction

(3) Pour l'application du paragraphe (2), sont des cadres de direction ou leur sont assimilés :

a) les personnes visées au paragraphe 3(3);

b) les personnes rémunérées comme anciens cadres supérieurs (SX) ou équivalents (SXE);

c) les conseillers juridiques de niveau 2B, 3A et 3B;

d) le groupe de direction de la catégorie de la gestion;

e) le personnel militaire supérieur du rang 20 de lieutenant-général, major-général, brigadier-général, brigadier-général (avocat), colonel (avocat) et lieutenant-colonel (avocat);

f) le personnel supérieur de la Gendarmerie royale du Canada du rang de sous-commissaire, de sous-commissaire adjoint et de surintendant principal.

Définition de «cadres de direction»

10

15

20

25

6. (1) Par dérogation à toute autre loi du Parlement et sous réserve du paragraphe (2), les dispositions, sauf les taux de salaire, d'un régime de rémunération prorogé en vertu des articles 4 ou 5 demeurent en vigueur sans modification pendant la période de prorogation.

Prorogation des dispositions

30

Exception

(2) Le conseil du Trésor peut, à son appréciation, autoriser la modification des dispositions, sauf les taux de salaire, d'un régime de rémunération qui, en l'absence de l'article 5, aurait expiré avant le 28 juin 1982.

40

7. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les conventions collectives et les décisions arbitrales qui comportent un régime de rémunération prorogé en vertu des

Prorogation des conventions collectives et des décisions arbitrales

strategic & do a government to aligns with
mobilization bandwagon in the case of the
latter.

TAXES ON SALARIES

8. (1) The legislation to take effect for the
Parliament, now set to be introduced in
legislative assembly of salaries above
Rs. 10,000/- per month and
below the rate of tax of 25% will
be effective from 1st July 1987.

(2) The legislature (1) to applicable for
10,000/- onwards of the salary of the
agent & to date of entry to revenue or
as recommended by the legislature (2).

9. (1) The legislation to take effect for the
Parliament, to bring the remuneration of
salaries above Rs. 10,000/- per month
and below the rate of 25% will
be effective from 1st July 1987.

(a) the rates of taxation on income will be as
given in the following table for the year 1987
which is being set out in the table below
according to the date of entry of the
recommendation letter, now, from the date of entry to
the date of entry of the recommendation letter:

(i) rates to the extent of 25% on maximum
income of the person concerned
(ii) rates to the extent of 25% on maximum
income of the person concerned.

(iii) rates to the extent of 25% on maximum
income of the person concerned.
The rates of taxation on maximum
income of the person concerned
will be as follows:

(2) Post legislation of section (1)(a)-
relating to remuneration being as follows:

changes for the benefit of which the commun-
action has to be made.

TAXES ON CAPITAL

8. (1) The legislation to take effect for the
Parliament, now set to be introduced in
legislative assembly of a new Bill will affect
from the date of entry to revenue or
as recommended by the legislature (2) to be
effective from 1st July 1987.

(2) The legislation to take effect for the
Parliament, now set to be introduced in
legislative assembly of a new Bill will affect
from the date of entry to revenue or
as recommended by the legislature (2) to be
effective from 1st July 1987.

9. (1) The legislation to take effect for the
Parliament, to bring the remuneration of
salaries of employees below the date of entry to
the date of entry of the recommendation letter
and below the rate of 25% will be effective from
1st July 1987.

(a) rates of taxation on maximum
income of the person concerned for
the date of entry of the recommendation letter
will be as follows:

(i) the date of entry of the recommendation letter
will be as follows:

(ii) the date of entry of the recommendation letter
will be as follows:

(iii) the date of entry of the recommendation letter
will be as follows:

(iv) the date of entry of the recommendation letter
will be as follows:

(v) the date of entry of the recommendation letter
will be as follows:

change for the period for which the compensation plan is extended.

WAGE RATES

Override

8. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament, any provision of a compensation plan for employees to whom this Part applies that provides for an increase in wage rates for the employees on or after June 28, 1982 shall be of no effect.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of any increase in wage rates that occurs on the day a compensation plan that is deemed under subsection 4(2) to be in effect on June 28, 1982 comes into effect.

Increase in wage rates

9. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament, every compensation plan for employees to whom this Part applies shall be deemed to include a provision to the effect that

(a) wage rates in effect under the plan

(i) on the day the plan would, but for section 4, expire, or

(ii) on the day immediately prior to the day on which the first increase in wage rates on or after June 28, 1982 would, but for section 8, occur under the plan,

as the case may be, shall be increased for the twelve month period immediately following that day

(iii) in the case of a collective agreement or an arbitral award, by six per cent, and

(iv) in any other case, by not more than six per cent;

and

(b) wage rates in effect under paragraph (a) shall be increased for the twelve month period immediately following the period referred to in that paragraph

(i) in the case of a collective agreement or an arbitral award, by five per cent, and

(ii) in any other case, by not more than five per cent.

(2) For the purposes of subparagraph (1)(a)(ii), the first increase in wage rates on

Where prior undertaking to implement compensation plan

articles 4 ou 5 demeurent en vigueur sans modification pendant la période de prorogation.

TAUX DE SALAIRE

8. (1) Par dérogation à toute autre loi du Parlement, sont sans effet les dispositions du régime de rémunération de salariés visés par la présente partie qui prévoient des augmentations des taux de salaire pour le 28 juin 1982 au plus tôt.

Suspension

5

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'augmentation de taux de salaire qui survient à la date d'entrée en vigueur du régime de rémunération visé au paragraphe 4(2).

Exception

9. (1) Par dérogation à toute autre loi du Parlement, le régime de rémunération de salariés visés par la présente partie est réputé comporter les dispositions suivantes :

Augmentation des taux de salaire

a) les taux de salaire en vigueur soit à la date où le régime, en l'absence de l'article 4, aurait expiré, soit à la date précédant le jour, prévu pour le 28 juin 1982 au plus tôt, où ils auraient été, en l'absence de l'article 8, augmentés pour la première fois, sont, pour l'année suivant la date applicable, augmentés :

25

(i) dans le cas d'une convention collective ou d'une décision arbitrale, de six pour cent,

(ii) dans les autres cas, d'un maximum de six pour cent;

30

b) les taux de salaire en vigueur conformément à l'alinéa a) sont, pour l'année qui suit celle visée à cet alinéa, augmentés :

(i) dans le cas d'une convention collective ou d'une décision arbitrale, de cinq pour cent,

(ii) dans les autres cas, d'un maximum de cinq pour cent.

35

7. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les conventions collectives

Fréquence des conventions collectives

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a) au régime de rémunération visé au paragraphe 40

Entente antérieure

40

or after June 28, 1982 that would, but for section 8, occur under a compensation plan that is deemed under subsection 4(2) to be in effect on that date shall be deemed to be the first increase in wage rates that occurs after any increase in wage rates that occurs on the day the plan comes into effect.

Retroactive increase in rates of pay

10. A compensation plan that is extended under subsection 5(1) shall be deemed to include a provision to the effect that wage rates in effect under the plan on the day the plan would, but for subsection 5(1), have expired shall be increased

(a) in the case of a compensation plan referred to in paragraph 5(1)(a), for the twelve month period referred to in that paragraph by not more than nine per cent; and

(b) in the case of a compensation plan referred to in paragraph 5(1)(b),

(i) for the period immediately preceding June 28, 1981, by such amounts as the Treasury Board may authorize, and

(ii) for the period commencing on June 29, 1981 and ending on June 28, 1982, by not more than nine per cent.

ADMINISTRATION

Powers, duties and functions of Treasury Board

11. (1) The Treasury Board has such powers and shall perform such duties and functions in relation to this Part as are necessary to enable it to determine whether an employer of employees to whom this Part applies is complying with this Part.

Information and documentation

(2) The Treasury Board may require from an employer of employees to whom this Part applies such information and documentation as it considers necessary to enable it to make a determination as to whether or not the employer is complying with this Part.

Treasury Board directive

(3) Where the Treasury Board determines pursuant to this section that this Part is not being complied with, it may issue such directive as it deems appropriate to rectify the situation.

Provision of compensation plans of no force or effect

12. A provision of a compensation plan for employees to whom this Part applies entered into or established at any time is of no force

4(2), l'augmentation de taux de salaire qui suit celle qui survient à la date d'entrée en vigueur du régime est réputée celle que vise cet alinéa.

5

TAUX DE SALAIRE

10. Un régime de rémunération prorogé en vertu du paragraphe 5(1) est réputé comporter une disposition prévoyant que les taux de salaire en vigueur à la date où le régime aurait, en l'absence du paragraphe 5(1), expiré sont augmentés :

a) pour l'année mentionnée à l'alinéa 5(1)a), dans le cas d'un régime visé à cet alinéa, d'un maximum de neuf pour cent;

b) dans le cas d'un régime visé à l'alinéa 5(1)b) :

(i) pour la période précédant le 28 juin 1981, du montant autorisé par le conseil du Trésor,

(ii) pour la période allant du 29 juin 1981 au 28 juin 1982, d'un maximum de 20 neuf pour cent.

5 Augmentation avec effet rétroactif

10

15

20

25

Attributions du conseil du Trésor

11. (1) Le conseil du Trésor a les pouvoirs et fonctions nécessaires pour lui permettre de déterminer si l'employeur de salariés visés par la présente partie s'y conforme.

30

Renseignements et documents

(2) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe (1), le conseil du Trésor peut exiger de l'employeur visé à ce paragraphe les renseignements et les documents qu'il estime nécessaires.

30

Directives du conseil du Trésor

(3) Le conseil du Trésor peut donner les instructions qu'il juge à propos pour remédier à la situation dans les cas où il constate l'inobservation de la présente partie.

30

Invalidité de certaines dispositions

12. Indépendamment de sa date d'établissement, est nulle la disposition du régime de rémunération de salariés visés par la présente

REVIEW OF THE CHAMBERS ACT

l'apport des élites au
développement du territoire et de l'économie.

DÉFINITION

19. La "chambre de commerce" ou "chambre de commerce et d'industrie" est le
conseil syndicalisé qui œuvre au niveau local pour la

10. L'élite régionale joue un rôle dans le fonctionnement
de la société en tant que catalyseur de celle-ci. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le développement
local et peuvent être définies comme celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la société.

(d) élites et familles à fort influence

11. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

PARTIE II

TO THE HOUSE OF COMMONS

12. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

13. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

14. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

15. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

16. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

DÉFINITION

17. La chambre de commerce ou la chambre de commerce et d'industrie

(a) représentant un secteur ou un sous-secteur
qui joue un rôle dans le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

(b) ayant des responsabilités dans le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

(c) ayant des responsabilités dans le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

(d) ayant des responsabilités dans le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

PARTIE II

SENATE AND HOUSE OF COMMONS ACT

18. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

19. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

20. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

21. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

22. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

23. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

24. Les élites régionales sont celles qui ont une influence sur le fonctionnement de la
société, mais pas nécessairement sur le développement local ou régional.

or effect to the extent that it provides for an increase in wage rates that would bring wage rates to a level that they would, but for this Part, have reached.

ORDERS

Orders

13. The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, by order,

- (a) substitute, in respect of a compensation plan or a class of compensation plans, a percentage different from that set out in paragraph 9(1)(b), where he considers it to be in the public interest to do so on grounds of labour shortages;
- (b) amend Schedule I by adding thereto any department or ministry of state of the Government of Canada or other portion of the public service; or
- (c) amend Schedule II by adding thereto any board or commission or any corporation not less than 90 per cent of the shares or capital of which is owned by Her Majesty in right of Canada.

PART II

R.S. c. S-8

SENATE AND HOUSE OF COMMONS ACT

1974-75-76, c.
44, s. 2;
1980-81-82, c.
77, s. 2

14. (1) Subsections 34(5) and (6) of the *Senate and House of Commons Act* are repealed and the following substituted therefor:

“(4.1) Notwithstanding subsection (3), there shall be paid to every member of the Senate and House of Commons

(a) for the period commencing July 1, 1982 and terminating on December 31, 1982, a sessional allowance at the rate per annum that is obtained by multiplying

(i) the sessional allowance payable to each such member for the twelve month period immediately preceding January 1, 1982

by

(ii) one hundred and six per cent;

40

Override as of
July 1, 1982

partie qui a pour effet de porter les taux de salaire au niveau qu'ils auraient atteint en l'absence de celle-ci.

DÉCRETS

13. Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du conseil du Trésor, par décret :

- a) substituer dans un régime de rémunération ou une catégorie de régimes un pourcentage différent de celui que prévoit l'alinéa 9(1)b), s'il le juge d'intérêt public pour des motifs de pénurie de main-d'œuvre;
- b) ajouter à l'annexe I tout ministère, département d'État ou administration;
- c) ajouter à l'annexe II tout organisme, ou toute société ou corporation dont au moins 90 pour cent des actions ou du capital appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada.

Décrets

5

PARTIE II

LOI SUR LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES COMMUNES

S.R., c. S-8

14. (1) Les paragraphes 34(5) et (6) de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(4.1) Par dérogation au paragraphe (3), les sénateurs et députés reçoivent chacun :

Nouvelle
formule à partir
du 1^{er} juillet
1982

a) pour la période allant du 1^{er} juillet 1982 au 31 décembre 1982, une indemnité de session dont le montant annuel est égal au produit de leur indemnité de 1981 par cent six pour cent;

b) pour 1983, une indemnité de session dont le montant annuel est :

(i) soit celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé en vertu du paragraphe (3),

(ii) soit égal au produit, si celui-ci est inférieur, de l'indemnité moyenne

EXPLANATORY NOTES

Clause 14: The proposed subsection 34(4.1) of the Senate and House of Commons Act would limit the increase in the sessional allowances for members of the Senate and House of Commons to a maximum of 6 per cent commencing July 1, 1982 and January 1, 1983 and a maximum of 5 per cent commencing January 1, 1984.

The proposed subsection 34(4.2) would ensure that increases in sessional allowances commencing January 1, 1985 are calculated on the basis of the sessional allowances calculated under the proposed subsection 34(4.1).

The amendments to subsections 34(5) and (6), which would add the underlined references, are consequential on the proposed subsection 34(4.1).

NOTES EXPLICATIVES

Article 14. — Le nouveau paragraphe 34(4.1) de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes limite l'augmentation de l'indemnité de session payable aux sénateurs et députés à 6 pour cent à compter du 1^{er} juillet 1982 puis du 1^{er} janvier 1983 et à 5 pour cent à compter de janvier 1984.

Le nouveau paragraphe 34(4.2) précise que les rajustements de l'indemnité de session à compter de l'année civile 1985 seront basés sur celle qui aura été calculée conformément au paragraphe 34(4.1).

Les modifications des paragraphes 34(5) et (6) ajoutent les renvois soulignés et découlent de l'insertion du nouveau paragraphe 34(4.1).

(b) for the twelve month period commencing January 1, 1983, a sessional allowance at the rate per annum that is the lesser of

- (i) the rate per annum that would, but for this subsection, be determined under subsection (3), and
- (ii) the rate per annum that is obtained by multiplying

(A) the average of the rates per 10 annum at which a sessional allowance was payable to each such member for the twelve month period commencing January 1, 1982

15

by

(B) one hundred and six per cent; and

(c) for the twelve month period commencing January 1, 1984, a sessional allowance at the rate per annum that is the lesser of

- (i) the rate per annum that would, but for this subsection, be determined under subsection (3), and
- (ii) the rate per annum that is obtained by multiplying

(A) the sessional allowance payable to each such member under paragraph (b)

25

by

(B) one hundred and five per cent.

(4.2) For the purposes of calculating a sessional allowance under subsection (3) for the twelve month period commencing January 1, 1985, the sessional allowance payable for the twelve month period immediately preceding that twelve month period shall be deemed to be the sessional allowance payable under paragraph 40 (4.1)(c).

(5) The salaries and allowances payable to members of the Senate and House of Commons, pursuant to sections 33, 41 and 42 and subsection 43(3) of this Act, sections 4 and 5 of the *Salaries Act* and subsection 4(1) of the *Parliamentary Secretaries Act* shall, for the twelve month period commencing January 1, 1981 and for each twelve month period thereafter,

50

payable pour 1982 par cent six pour cent;

c) pour 1984, une indemnité de session dont le montant annuel est :

- (i) soit celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé en vertu du paragraphe (3),
- (ii) soit égal au produit, si celui-ci est inférieur, de l'indemnité payable en vertu de l'alinéa b) par cent cinq pour 10 cent.

Calculation of
allowance after
January 1, 1985

Adjustment of
certain other
allowances and
salaries for
Ministers,
Senators and
members

(4.2) Dans le calcul de l'indemnité de session payable en vertu du paragraphe (3) pour 1985, le montant à prendre en compte est celui qui aura été établi en 15 vertu de l'alinéa (4.1)c) pour 1984.

Calcul de
l'indemnité de
session après le
1er janvier 1985

(5) Les traitements et indemnités que les sénateurs et les députés reçoivent en application des articles 33, 41, 42 et du paragraphe 43(3) de la présente loi, des articles 4 et 5 de la *Loi sur les traitements* et du paragraphe 4(1) de la *Loi sur les secrétaires parlementaires* sont, pour 1981 et les années suivantes, assimilés aux indemnités de session et rajustés selon les 25

Rajustement
annuel d'autres
indemnités et
traitements des
ministres,
sénateurs et
députés

be adjusted in the manner provided by subsection (3) or (4.1), as the case may be, as if they were sessional allowances.

Rounding of amounts

(6) A sessional allowance or other allowance determined for a twelve month period pursuant to subsection (3), (4.1) or (5) that is not a multiple of one hundred dollars shall be rounded to the closest multiple of one hundred dollars that is lower than the sessional allowance or other allowance so determined."

R.S. c. J-1

1980-81-82, c.
50, s. 12

Override as of
April 1, 1983

15. Subsection 19.2(3) of the *Judges Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(2.1) Notwithstanding subsection (1),
the salary annexed to an office of judge
(a) for the twelve month period com-
mencing April 1, 1983 shall be the lesser
of
(i) the amount that would, but for 20
this subsection, be determined under
subsection (1), and
(ii) the amount obtained by multiply-
ing
(A) the salary annexed to that 25
office for the twelve month period
commencing April 1, 1982
by
(B) one hundred and six per cent;
and
(b) for the twelve month period com-
mencing April 1, 1984 shall be the lesser
of
(i) the amount that would, but for 35
this subsection, be determined under
subsection (1), and
(ii) the amount obtained by multiply-
ing
(A) the salary annexed to that
office under paragraph (a)
by
(B) one hundred and five per cent.

(2.2) For the purposes of determining
the salary annexed to an office of judge
under subsection (1) for the twelve month 45
period commencing April 1, 1985, the
salary annexed to that office for the twelve

modalités prévues aux paragraphes (3) ou (4.1).

Arrondissement des sommes

(6) Les indemnités, notamment celles de session, calculées pour une année conformément aux paragraphes (3), (4.1) ou (5) sont arrondies à la centaine de dollars inférieure."

S.R., c. J-1

1980-81-82, c.
50, art. 12

Nouvelle
formule à partir
du 1^{er} avril
1983

15. Le paragraphe 19.2(3) de la *Loi sur les juges* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(2.1) Par dérogation au paragraphe (1), le traitement des juges se calcule de la façon suivante:

- a) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1983, il est égal :
 (i) soit à celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé conformément au paragraphe (1),
 (ii) soit au produit, si celui-ci est inférieur, du traitement payable pour 20 l'année qui commence le 1^{er} avril 1982 par cent six pour cent;
- b) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1984, il est égal;
 (i) soit à celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé conformément au paragraphe (1),
 (ii) soit au produit, si celui-ci est inférieur, du traitement calculé conformément à l'alinéa a) par cent cinq pour 30 cent.

Calcul du
traitement
après le 1^{er} avril
1985

(2.2) Dans le calcul du traitement payable aux juges en vertu du paragraphe (1) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1985, le montant a prendre en compte est 35 celui qui aura été établi en vertu de l'ali-

month period immediately preceding that twelve month period shall be deemed to be the salary determined under paragraph (2.1)(b).

Rounding of amounts

(3) A salary determined for a twelve month period pursuant to subsection (1) or (2.1) that is not a multiple of one hundred dollars shall be rounded to the closest multiple of one hundred dollars that is lower than the salary so determined." 10

néa (2.1)b) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1984.

(3) Les traitements calculés pour une année conformément aux paragraphes (1) ou (2.1) sont arrondis à la centaine de 5 dollars inférieure.»

Arrondissement des sommes

PART III

COMMENCEMENT

Coming into force

16. This Act shall be deemed to have come into force on June 28, 1982.

PARTIE III

ENTRÉE EN VIGUEUR

16. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 28 juin 1982.

Entrée en vigueur

the salary amount in that 25 office for the twelve month period commencing April 1, 1982,

(b) one hundred and six per cent and

before the twelve month period commencing April 1, 1982 will be the lesser of

(i) the amount first stated, but for the subsection, so determined under subsection (1), and

(ii) the amount obtained by multiplying

(A) the salary amount in that office under paragraph (a)

by

(iii) one hundred and five per cent.

(2) For the purpose of determining the salary linked to the office of judge under section (1) for the twelve month period commencing April 1, 1982, the amount referred to that section for the twelve

(2.1) Dans le cas où le traitement payable aux juges en vertu de paragraphe (1) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1984, le ministre a procédé au montant de celui qui aura été établi au cours de l'an-

SCHEDULE I

(Paragraph 3(1)(a))

<i>Departments and Ministries of State</i>
Department of Agriculture <i>Ministère de l'Agriculture</i>
Department of Communications <i>Ministère des Communications</i>
Department of Consumer and Corporate Affairs <i>Ministère de la Consommation et des Corporations</i>
Ministry of State for Economic Development <i>Département d'État au Développement économique</i>
Department of Employment and Immigration <i>Ministère de l'Emploi et de l'Immigration</i>
Department of Energy, Mines and Resources <i>Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources</i>
Department of the Environment <i>Ministère de l'Environnement</i>
Department of External Affairs <i>Ministère des Affaires extérieures</i>
Department of Finance <i>Ministère des Finances</i>
Department of Fisheries and Oceans <i>Ministère des Pêches et des Océans</i>
Department of Indian Affairs and Northern Development <i>Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien</i>
Department of Industry, Trade and Commerce <i>Ministère de l'Industrie et du Commerce</i>
Department of Insurance <i>Département des assurances</i>
Department of Justice <i>Ministère de la Justice</i>
Department of Labour <i>Ministère du Travail</i>
Department of National Defence (<i>including the Canadian Forces</i>) <i>Ministère de la Défense nationale (y compris les Forces canadiennes)</i>
Department of National Health and Welfare <i>Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social</i>
Department of National Revenue <i>Ministère du Revenu national</i>

ANNEXE I

(Paragraphe 3(1)a))

<i>Ministères et départements d'État</i>
Département des assurances <i>Department of Insurance</i>
Département d'État au Développement économique <i>Ministry of State for Economic Development</i>
Département d'État au Développement social <i>Ministry of State for Social Development</i>
Département d'État des Sciences et de la Technologie <i>Ministry of State for Science and Technology</i>
Ministère des Affaires des anciens combattants <i>Department of Veterans Affairs</i>
Ministère des Affaires extérieures <i>Department of External Affairs</i>
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien <i>Department of Indian Affairs and Northern Development</i>
Ministère de l'Agriculture <i>Department of Agriculture</i>
Ministère des Approvisionnements et Services <i>Department of Supply and Services</i>
Ministère des Communications <i>Department of Communications</i>
Ministère de la Consommation et des Corporations <i>Department of Consumer and Corporate Affairs</i>
Ministère de la Défense nationale (<i>y compris les Forces canadiennes</i>) <i>Department of National Defence (including the Canadian Forces)</i>
Ministère de l'Emploi et de l'Immigration <i>Department of Employment and Immigration</i>
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources <i>Department of Energy, Mines and Resources</i>
Ministère de l'Environnement <i>Department of the Environment</i>
Ministère de l'Expansion économique régionale <i>Department of Regional Economic Expansion</i>
Ministère des Finances <i>Department of Finance</i>
Ministère de l'Industrie et du Commerce <i>Department of Industry, Trade and Commerce</i>

Department of Public Works <i>Ministère des Travaux publics</i>	Ministère de la Justice <i>Department of Justice</i>
Department of Regional Economic Expansion <i>Ministère de l'Expansion économique régionale</i>	Ministère des Pêches et des Océans <i>Department of Fisheries and Oceans</i>
Ministry of State for Science and Technology <i>Département d'État des Sciences et de la Technologie</i>	Ministère du Revenu national <i>Department of National Revenue</i>
Department of the Secretary of State <i>Secrétariat d'État du Canada</i>	Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social <i>Department of National Health and Welfare</i>
Ministry of State for Social Development <i>Département d'État au Développement social</i>	Ministère du Solliciteur général <i>Department of the Solicitor General</i>
Department of the Solicitor General <i>Ministère du Solliciteur général</i>	Ministère des Transports <i>Department of Transport</i>
Department of Supply and Services <i>Ministère des Approvisionnements et Services</i>	Ministère du Travail <i>Department of Labour</i>
Department of Transport <i>Ministère des Transports</i>	Ministère des Travaux publics <i>Department of Public Works</i>
Department of Veterans Affairs <i>Ministère des Affaires des anciens combattants</i>	Secrétariat d'État du Canada <i>Department of the Secretary of State</i>
<i>Other portions of the public service</i>	
Advisory Council on the Status of Women <i>Conseil consultatif de la situation de la femme</i>	<i>Autres</i>
Agricultural Stabilization Board <i>Office de stabilisation des prix agricoles</i>	Administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies <i>Prairie Farm Assistance Administration</i>
Atlantic Development Council <i>Conseil de développement de la région de l'Atlantique</i>	Administration du rétablissement agricole des Prairies <i>Prairie Farm Rehabilitation Administration</i>
Atomic Energy Control Board <i>Commission de contrôle de l'Énergie atomique</i>	Agence canadienne de développement international <i>Canadian International Development Agency</i>
Bureau of Pension Advocates <i>Bureau de services juridiques des pensions</i>	Archives publiques <i>Public Archives</i>
Canada Employment and Immigration Commission <i>Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada</i>	Bibliothèque nationale <i>National Library</i>
Canada Labour Relations Board <i>Conseil canadien des relations de travail</i>	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale <i>Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs</i>
Canadian Dairy Commission <i>Commission canadienne du lait</i>	Bureau du Commissaire aux langues officielles <i>Office of the Commissioner of Official Languages</i>
Canadian Grain Commission <i>Commission canadienne des grains</i>	Bureau du Conseil privé <i>Privy Council Office</i>
Canadian Human Rights Commission <i>Commission canadienne des droits de la personne</i>	Bureau du contrôleur général du Canada <i>Office of the Comptroller General</i>
Canadian Intergovernmental Conference Secretariat <i>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</i>	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme <i>Office of the Co-ordinator, Status of Women</i>
	Bureau du Directeur général des élections <i>Office of the Chief Electoral Officer</i>

Canadian International Development Agency <i>Agence canadienne de développement international</i>	Bureau de services juridiques des pensions <i>Bureau of Pension Advocates</i>
Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i>	Bureau du surintendant des faillites <i>Office of the Superintendent of Bankruptcy</i>
Canadian Penitentiary Service <i>Service canadien des pénitenciers</i>	Bureau du vérificateur général <i>Office of the Auditor General</i>
Canadian Pension Commission <i>Commission canadienne des pensions</i>	Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale <i>Communications Security Establishment, Department of National Defence</i>
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission <i>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</i>	Comité consultatif sur le statut de réfugié <i>Refugee Status Advisory Committee</i>
Canadian Transport Commission <i>Commission canadienne des transports</i>	Commission des allocations aux anciens combattants <i>War Veterans Allowance Board</i>
Communications Security Establishment, Department of National Defence <i>Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale</i>	Commission d'appel de l'immigration <i>Immigration Appeal Board</i>
The Correctional Service of Canada <i>Le Service correctionnel du Canada</i>	Commission d'assurance-chômage <i>Unemployment Insurance Commission</i>
Defence Research Board <i>Conseil de recherches pour la défense</i>	Commission canadienne des droits de la personne <i>Canadian Human Rights Commission</i>
The Director of Soldier Settlement <i>Directeur de l'établissement de soldats</i>	Commission canadienne des grains <i>Canadian Grain Commission</i>
The Director, The Veterans' Land Act <i>Directeur des terres destinées aux anciens combattants</i>	Commission canadienne du lait <i>Canadian Dairy Commission</i>
Economic Council of Canada <i>Conseil économique du Canada</i>	Commission canadienne des pensions <i>Canadian Pension Commission</i>
Emergency Planning Canada <i>Planification d'urgence Canada</i>	Commission canadienne des transports <i>Canadian Transport Commission</i>
Energy Supplies Allocation Board <i>Office de répartition des approvisionnements d'énergie</i>	Commission de la Capitale nationale <i>National Capital Commission</i>
Federal Court of Canada, Staff of <i>Cour fédérale du Canada, Personnel de la</i>	Commission de contrôle de l'énergie atomique <i>Atomic Energy Control Board</i>
Federal-Provincial Relations Office <i>Secrétariat des relations fédérales-provinciales</i>	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada <i>Canada Employment and Immigration Commission</i>
Fisheries Prices Support Board <i>Office des prix des produits de la pêche</i>	Commission d'énergie du Nord canadien <i>Northern Canada Power Commission</i>
The Fisheries Research Board of Canada <i>Office des recherches sur les pêcheries du Canada</i>	Commission de la Fonction publique <i>Public Service Commission</i>
Government Printing Bureau <i>Imprimerie du gouvernement canadien</i>	Commission mixte internationale (Section canadienne) <i>International Joint Commission (Canadian Section)</i>
Immigration Appeal Board <i>Commission d'appel de l'immigration</i>	Commission nationale des libérations conditionnelles <i>National Parole Board</i>
	Commission sur les pratiques restrictives du commerce <i>Restrictive Trade Practices Commission</i>
	Commission de réforme du droit du Canada <i>Law Reform Commission of Canada</i>

International Joint Commission (Canadian Section)	Commission des relations de travail dans la Fonction publique
<i>Commission mixte internationale (Section canadienne)</i>	<i>Public Service Staff Relations Board</i>
Law Reform Commission of Canada	Commission de révision de l'impôt
<i>Commission de réforme du droit du Canada</i>	<i>Tax Review Board</i>
Medical Research Council of Canada	Commission de révision des lois
<i>Conseil de recherches médicales du Canada</i>	<i>Statute Revision Commission</i>
Municipal Development and Loan Board	Commission du tarif
<i>Office du développement municipal et des prêts aux municipalités</i>	<i>Tariff Board</i>
National Capital Commission	Conseil canadien des relations de travail
<i>Commission de la Capitale nationale</i>	<i>Canadian Labour Relations Board</i>
National Energy Board	Conseil consultatif de la situation de la femme
<i>Office national de l'énergie</i>	<i>Advisory Council on the Status of Women</i>
National Farm Product Marketing Council	Conseil de développement de la région de l'Atlantique
<i>Conseil national de la commercialisation des produits de ferme</i>	<i>Atlantic Development Council</i>
National Film Board	Conseil économique du Canada
<i>Office national du film</i>	<i>Economic Council of Canada</i>
National Library	Conseil national de la commercialisation des produits de ferme
<i>Bibliothèque nationale</i>	<i>National Farm Product Marketing Council</i>
National Museums of Canada	Conseil national de recherches du Canada
<i>Musées nationaux du Canada</i>	<i>National Research Council of Canada</i>
National Parole Board	Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
<i>Commission nationale des libérations conditionnelles</i>	<i>Canadian Radio-television and Telecommunications</i>
National Research Council of Canada	Conseil de recherches pour la défense
<i>Conseil national de recherches du Canada</i>	<i>Defence Research Board</i>
Natural Sciences and Engineering Research Council	Conseil de recherches médicales du Canada
<i>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	<i>Medical Research Council of Canada</i>
Non-Public Funds, Canadian Forces, Staff of	Conseil de recherches en sciences humaines
<i>Fonds non-publics, Forces Canadiennes, personnel des</i>	<i>Social Sciences and Humanities Research Council</i>
Northern Canada Power Commission	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
<i>Commission d'énergie du Nord canadien</i>	<i>Natural Sciences and Engineering Research Council</i>
Office of the Auditor General	Conseil de révision des pensions
<i>Bureau du vérificateur général</i>	<i>Pension Review Board</i>
Office of the Chief Electoral Officer	Conseil des sciences du Canada
<i>Bureau du Directeur général des élections</i>	<i>Science Council of Canada</i>
Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs	Cour fédérale du Canada, Personnel de la
<i>Bureau du commissaire à la magistrature fédérale</i>	<i>Federal Court of Canada, Staff of</i>
Office of the Commissioner of Official Languages	Cour suprême du Canada, Personnel de la
<i>Bureau du Commissaire aux langues officielles</i>	<i>Supreme Court of Canada, Staff of</i>
Office of the Comptroller General	Directeur de l'établissement de soldats
<i>Bureau du contrôleur général du Canada</i>	<i>The Director of Soldier Settlement</i>
	Directeur des terres destinées aux anciens combattants
	<i>The Director, The Veteran's Land Act</i>

Office of the Co-ordinator, Status of Women <i>Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme</i>	Fonds non-publics, Forces canadiennes, personnel des <i>Non-Public Funds, Canadian Forces, Staff of</i>
Office of the Governor-General's Secretary <i>Secrétariat du gouverneur général</i>	Imprimerie du gouvernement canadien <i>Government Printing Bureau</i>
Office of the Superintendent of Bankruptcy <i>Bureau du surintendant des faillites</i>	Musées nationaux du Canada <i>National Museums of Canada</i>
Pension Review Board <i>Conseil de révision des pensions</i>	Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i>
Prairie Farm Assistance Administration <i>Administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies</i>	Office du développement municipal et des prêts aux municipalités <i>Municipal Development and Loan Board</i>
Prairie Farm Rehabilitation Administration <i>Administration du rétablissement agricole des Prairies</i>	Office national de l'énergie <i>National Energy Board</i>
Privy Council Office <i>Bureau du Conseil privé</i>	Office national du film <i>National Film Board</i>
Public Archives <i>Archives publiques</i>	Office des prix des produits de la pêche <i>Fisheries Prices Support Board</i>
Public Service Commission <i>Commission de la Fonction publique</i>	Office des recherches sur les pêcheries du Canada <i>The Fisheries Research Board of Canada</i>
Public Service Staff Relations Board <i>Commission des relations de travail dans la Fonction publique</i>	Office de répartition des approvisionnements d'énergie <i>Energy Supplies Allocation Board</i>
Refugee Status Advisory Committee <i>Comité consultatif sur le statut de réfugié</i>	Office de stabilisation des prix agricoles <i>Agricultural Stabilization Board</i>
Restrictive Trade Practices Commission <i>Commission sur les pratiques restrictives du commerce</i>	Planification d'urgence Canada <i>Emergency Planning Canada</i>
Science Council of Canada <i>Conseil des Sciences du Canada</i>	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes <i>Canadian Intergovernmental Conference Secretariat</i>
Social Sciences and Humanities Research Council <i>Conseil de recherches en sciences humaines</i>	Secrétariat du conseil du Trésor <i>Treasury Board Secretariat</i>
Statistics Canada <i>Statistique Canada</i>	Secrétariat du gouverneur général <i>Office of the Governor-General's Secretary</i>
Statute Revision Commission <i>Commission de révision des lois</i>	Secrétariat des relations fédérales-provinciales <i>Federal-Provincial Relations Office</i>
Supreme Court of Canada, Staff of <i>Cour suprême du Canada, Personnel de la</i>	Service canadien des pénitenciers <i>Canadian Penitentiary Service</i>
Tariff Board <i>Commission du tarif</i>	Le Service correctionnel du Canada <i>The Correctional Service of Canada</i>
Tax Review Board <i>Commission de révision de l'impôt</i>	Statistique Canada <i>Statistics Canada</i>
Treasury Board Secretariat <i>Secrétariat du conseil du Trésor</i>	
Unemployment Insurance Commission <i>Commission d'assurance-chômage</i>	
War Veterans Allowance Board <i>Commission des allocations aux anciens combattants</i>	

SCHEDULE II

(Paragraph 3(1)(b))

Agricultural Products Board
Office des produits agricoles

Air Canada
Air Canada

Airport Inquiry Commission
Commission d'enquête sur les aéroports

Allied War Supplies Corporation
Allied War Supplies Corporation

Anti-Dumping Tribunal
Tribunal antidumping

Associate Committees of the National Research Council
Comités associés du Conseil national de recherches

Atlantic Pilotage Authority
Administration de pilotage de l'Atlantique

Atomic Energy of Canada Limited
Énergie atomique du Canada, Limitée

Bank of Canada
Banque du Canada

Bilingual Districts Advisory Board
Conseil consultatif des districts bilingues

Biological Board of Canada
Conseil biologique du Canada

Blue Water Bridge Authority
Administration du Pont Blue Water

Board of Trustees of the Queen Elizabeth II Canadian Fund to Aid in Research on the Diseases of Children
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance

Canada Council
Conseil des Arts du Canada

Canada Deposit Insurance Corporation
Société d'assurance-dépôt du Canada

Canada Lands Company (Mirabel) Limited
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée

Canada Mortgage and Housing Corporation
Société canadienne d'hypothèques et de logement

Canada Post Corporation
Société canadienne des postes

The Canada Registration Board
Bureau de l'enregistrement national

ANNEXE II

(Alinéa 3 (1)b))

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent
St. Lawrence Seaway Authority

Administration de pilotage de l'Atlantique
Atlantic Pilotage Authority

Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée
Great Lakes Pilotage Authority

Administration de pilotage des Laurentides
Laurentian Pilotage Authority

Administration de pilotage du Pacifique
Pacific Pilotage Authority

Administration du pipe-line du Nord
Northern Pipeline Agency

Administration du Pont Blue Water
Blue Water Bridge Administration

Agence d'examen de l'investissement étranger
Foreign Investment Review Agency

Agence de surveillance du secteur pétrolier
Petroleum Monitoring Agency

Agence fédérale de Syndic en matière d'insolvabilité
Federal Insolvency Trustee Agency

Air Canada
Air Canada

Allied War Supplies Corporation
Allied War Supplies Corporation

Les Arsenaux canadiens, Limitée
Canadian Arsenals Limited

Banque du Canada
Bank of Canada

Banque fédérale développement
Federal Business Development Bank

Bibliothèque du Parlement
Library of Parliament

Bourse fédérale d'hypothèques
Federal Mortgage Exchange Corporation

Bureau du commissaire des pénitenciers
Office of Commissioner of Penitentiaries

Bureau de l'enquêteur correctionnel
Office of the Correctional Investigator

Bureau de l'enregistrement national
The Canada Registration Board

Canadian Arsenals Limited <i>Les Arsenaux canadiens, Limitée</i>	Bureau du juge-arbitre <i>Office of the Umpire</i>
Canadian Battlefields Memorial Commission <i>Commission canadienne des monuments et des champs de bataille</i>	Bureau du séquestré (biens ennemis) <i>Office of the Custodian of Enemy Property</i>
Canadian Broadcasting Corporation <i>Société Radio-Canada</i>	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail <i>Canadian Centre for Occupational Health and Safety</i>
Canadian Centre for Occupational Health and Safety <i>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	Centre d'information sur l'unité canadienne <i>Canadian Unity Information Office</i>
Canadian Commercial Corporation <i>Corporation commerciale canadienne</i>	Centre de photographie du gouvernement canadien <i>Canadian Government Photo Centre</i>
Canadian Cultural Property Export Review Board <i>Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels</i>	Centre de recherches pour le développement international <i>International Development Research Centre</i>
Canadian Export Board <i>Commission canadienne des exportations</i>	Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur <i>Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade</i>
Canadian Farm Loan Board <i>Commission canadienne du prêt agricole</i>	Chemins de fer nationaux du Canada, au sens de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada <i>Canadian National Railways, as defined in the Canadian National Railways Act</i>
Canadian Film Development Corporation <i>Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>	Citadel Merchandising Co. Ltd. <i>Citadel Merchandising Co. Ltd.</i>
Canadian Government Photo Centre <i>Centre de photographie du gouvernement canadien</i>	Comité de surveillance des contrats du gouvernement <i>Government Contracts Supervision Committee</i>
Canadian Government Specifications Board <i>Office des normes du gouvernement canadien</i>	Comités associés du Conseil national de recherches <i>Associate Committees of the National Research Council</i>
Canadian International Grain Institute <i>L'institut international du Canada pour le grain</i>	Commissaires du port de Hamilton <i>Hamilton Harbour Commissioners</i>
Canadian Judicial Council <i>Conseil canadien de la magistrature</i>	Commissaires du port de Toronto <i>Toronto Harbour Commissioners</i>
Canadian Maritime Commission <i>Commission maritime canadienne</i>	Commission canadienne du blé <i>Canadian Wheat Board</i>
Canadian National Railways, as defined in the Canadian National Railways Act <i>Chemins de fer nationaux du Canada, au sens de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada</i>	Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels <i>Canadian Cultural Property Export Review Board</i>
Canadian Patents and Development Limited <i>Société canadienne des brevets et d'exploitation Ltée</i>	Commission canadienne des exportations <i>Canadian Export Board</i>
Canadian Saltfish Corporation <i>Office canadien du poisson salé</i>	Commission canadienne de la marine marchande <i>Canadian Shipping Board</i>
Canadian Shipping Board <i>Commission canadienne de la marine marchande</i>	Commission canadienne des monuments et des champs de bataille <i>Canadian Battlefields Memorial Commission</i>
Canadian Sugar Stabilization Corporations, Ltd. <i>Corporation canadienne de stabilisation du sucre, limitée</i>	Commission canadienne du prêt agricole <i>Canadian Farm Loan Board</i>
Canadian Unity Information Office <i>Centre d'information sur l'unité canadienne</i>	

Canadian Wheat Board <i>Commission canadienne du blé</i>	Commission d'appel de l'impôt <i>Tax Appeal Board</i>
Cape Breton Development Corporation <i>Société de développement du Cap-Breton</i>	Commission d'appel des pensions <i>Pension Appeals Board</i>
Citadel Merchandising Co. Limited <i>Citadel Merchandising Co. Limited</i>	Commission de contrôle du change étranger <i>Foreign Exchange Control Board</i>
Commission on Pacific Fisheries Policy <i>Commission sur la politique des pêches du Pacifique</i>	Commission d'enquête industrielle <i>Industrial Inquiry Commission</i>
Commodity Prices Stabilization Corporation <i>Commodity Prices Stabilization Corporation</i>	Commission d'enquête sur les aéroports <i>Airport Enquiry Commission</i>
Cornwall International Bridge Company Limited <i>Cornwall International Bridge Company Limited</i>	La Commission d'étude des revendications des Indiens <i>Indian Claims Commission</i>
Crown Assets Disposal Corporation <i>Corporation de disposition des biens de la Couronne</i>	Commission d'indemnisation des marins marchands <i>Merchant Seamen Compensation Board</i>
Cutting Tools and Gauges Limited <i>Cutting Tools and Gauges Limited</i>	Commission d'inspection du Royaume-Uni et du Canada <i>Inspection Board of the United Kingdom and Canada</i>
Defence Construction (1951) Limited <i>Construction de défense (1951) Limitée</i>	Commission des achats du Canada <i>Purchasing Commission of Canada</i>
Defence Industries Limited <i>Defence Industries Limited</i>	Commission des champs de bataille nationaux <i>The National Battlefields Commission</i>
Defence Purchasing Board <i>Conseil des achats de la défense</i>	Commission des hôpitaux militaires <i>Military Hospital Commission</i>
Eldorado Aviation Limited <i>Eldorado Aviation Limitée</i>	Commission des réclamations étrangères <i>Foreign Claims Commission</i>
Eldorado Nuclear Limited <i>Eldorado Nucléaire Limitée</i>	Commission du Chemin de fer national transcontinental <i>National Transcontinental Railway Commission</i>
Export Credits Insurance Corporation <i>Société d'assurance des crédits à l'exportation</i>	Commission du port du fleuve Fraser <i>Fraser River Harbour Commission</i>
Export Development Corporation <i>Société pour l'expansion des exportations</i>	Commission du port de Lakehead <i>Lakehead Harbour Commission</i>
Farm Credit Corporation <i>Société de crédit agricole</i>	Commission du port de Nanaimo <i>Nanaimo Harbour Commission</i>
Federal Aircraft Limited <i>Federal Aircraft Limited</i>	Commission du port de North Fraser <i>North Fraser Harbour Commission</i>
Federal Business Development Bank <i>Banque fédérale de développement</i>	Commission du port d'Oshawa <i>Oshawa Harbour Commission</i>
Federal Insolvency Trustee Agency <i>Agence fédérale de Syndic en matière d'insolvabilité</i>	Commission du port de Port Alberni <i>Port Alberni Harbour Commission</i>
Federal Mortgage Exchange Corporation <i>Bourse fédérale d'hypothèques</i>	Commission du port de Windsor <i>Windsor Harbour Commission</i>
Fisheries and Oceans Research Advisory Council <i>Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans</i>	Commission du système métrique <i>Metric Commission</i>
Foreign Claims Commission <i>Commission des réclamations étrangères</i>	Commission du textile et du vêtement <i>Textile and Clothing Board</i>

Foreign Exchange Control Board <i>Commission de contrôle du change étranger</i>	Commission maritime canadienne <i>Canadian Maritime Commission</i>
Foreign Investment Review Agency <i>Agence d'examen de l'investissement étranger</i>	Commission royale d'enquête sur l'«Ocean Ranger» <i>Royal Commission on the "Ocean Ranger"</i>
Fraser River Harbour Commission <i>Commission du port du fleuve Fraser</i>	Commission sur la politique des pêches du Pacifique <i>Commission on Pacific Fisheries Policy</i>
Freshwater Fish Marketing Corporation <i>Office de commercialisation du poisson d'eau douce</i>	Commodity Prices Stabilization Corporation <i>Commodity Prices Stabilization Corporation</i>
Government Contracts Supervision Committee <i>Comité de surveillance des contrats du gouvernement</i>	Conseil biologique du Canada <i>Biological Board of Canada</i>
Government House (Staff paid by the Governor General from his salary or allowance) <i>Résidence de son Excellence le Gouverneur général (Personnel rémunéré sur le traitement ou les allocations du gouverneur général)</i>	Conseil canadien de la Magistrature <i>Canadian Judicial Council</i>
Great Lakes Pilotage Authority <i>Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée</i>	Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans <i>Fisheries and Oceans Research Advisory Council</i>
Hamilton Harbour Commissioners <i>Commissaires du port de Hamilton</i>	Conseil consultatif des districts bilingues <i>Bilingual Districts Advisory Board</i>
Harbourfront Corporation <i>Harbourfront Corporation</i>	Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance <i>Board of Trustees of the Queen Elizabeth II Canadian Fund to Aid in Research on the Diseases of Children</i>
Heritage Canada Foundation <i>La Société Héritage Canada</i>	Conseil des achats de la défense <i>Defence Purchasing Board</i>
Indian Claims Commission <i>La Commission d'étude des revendications des Indiens</i>	Conseil des Arts du Canada <i>Canada Council</i>
Industrial Inquiry Commission <i>Commission d'enquête industrielle</i>	Conseil des ports nationaux <i>National Harbours Board</i>
Inspection Board of the United Kingdom and Canada <i>Commission d'inspection du Royaume-Uni et du Canada</i>	Conseil des subventions au développement régional <i>Regional Development Incentives Board</i>
International Development Research Centre <i>Centre de recherches pour le développement international</i>	Conseil du service militaire <i>Military Service Council</i>
Lakehead Harbour Commission <i>Commission du port de Lakehead</i>	Conseil national de commercialisation des produits de ferme <i>National Farm Products Marketing Council</i>
Laurentian Pilotage Authority <i>Administration de pilotage des Laurentides</i>	Conseil national de l'esthétique industrielle <i>National Design Council</i>
Library of Parliament <i>Bibliothèque du Parlement</i>	Construction de défense (1951) Limitée <i>Defence Construction (1951) Limited</i>
Loto Canada Inc. <i>Loto Canada Inc.</i>	Cornwall International Bridge Company Limited <i>Cornwall International Bridge Company Limited</i>
Merchant Seamen Compensation Board <i>Commission d'indemnisation des marins marchands</i>	Corporation canadienne de stabilisation du sucre, limitée <i>Canadian Sugar Stabilization Corporations, Ltd.</i>
Metric Commission <i>Commission du système métrique</i>	Corporation commerciale canadienne <i>Canadian Commercial Corporation</i>

Military Hospital Commission <i>Commission des hôpitaux militaires</i>	Corporation de disposition des biens de la Couronne <i>Crown Assets Disposal Corporation</i>
Military Service Council <i>Conseil du service militaire</i>	Corporation du Centre national des Arts <i>National Arts Centre Corporation</i>
Nanaimo Harbour Commission <i>Commission du port de Nanaimo</i>	La Corporation du pont international de la voie maritime Ltée <i>Seaway International Bridge Corporation Limited</i>
National Arts Centre Corporation <i>Corporation du Centre national des Arts</i>	Cutting Tools and Gauges Limited <i>Cutting Tools and Gauges Limited</i>
The National Battlefields Commission <i>Commission des champs de bataille nationaux</i>	Defence Industries Limited <i>Defence Industries Limited</i>
National Design Council <i>Conseil national de l'esthétique industrielle</i>	Eldorado Aviation Limitée <i>Eldorado Aviation Limited</i>
National Farm Products Marketing Council <i>Conseil national de commercialisation des produits de ferme</i>	Eldorado Nucléaire Limitée <i>Eldorado Nuclear Limited</i>
National Gallery of Canada <i>Galerie nationale du Canada</i>	Énergie atomique du Canada, Limitée <i>Atomic Energy of Canada Limited</i>
National Harbours Board <i>Conseil des ports nationaux</i>	Federal Aircraft Limited <i>Federal Aircraft Limited</i>
National Transcontinental Railway Commission <i>Commission du Chemin de fer national transcontinental</i>	Galerie nationale du Canada <i>National Gallery of Canada</i>
Newfoundland and Labrador Development Corporations Limited <i>Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador Limitée</i>	Harbourfront Corporation <i>Harbourfront Corporation</i>
North Fraser Harbour Commission <i>Commission du port de North Fraser</i>	L'Institut international du Canada pour le grain <i>Canadian International Grain Institute</i>
Northern Pipeline Agency <i>Administration du pipe-line du Nord</i>	Loto Canada Inc. <i>Loto Canada Inc.</i>
Northern Transportation Company Limited <i>Société des transports du nord Ltée</i>	Monnaie royale canadienne <i>Royal Canadian Mint</i>
Northwest Territories Water Board <i>Office des eaux des territoires du Nord-Ouest</i>	Office canadien du poisson salé <i>Canadian Saltfish Corporation</i>
Office of Commissioner of Penitentiaries <i>Bureau du commissaire des pénitenciers</i>	Office de commercialisation du poisson d'eau douce <i>Freshwater Fish Marketing Corporation</i>
Office of the Correctional Investigator <i>Bureau de l'enquêteur correctionnel</i>	Office des eaux des territoires du Nord-Ouest <i>Northwest Territories Water Board</i>
Office of the Custodian of Enemy Property <i>Bureau du séquestre (biens ennemis)</i>	Office des eaux du territoire du Yukon <i>Yukon Territory Water Board</i>
Office of the Umpire <i>Bureau du juge-arbitre</i>	Office des indemnisations pétrolières <i>Petroleum Compensation Board</i>
Oshawa Harbour Commission <i>Commission du port d'Oshawa</i>	Office des normes du gouvernement canadien <i>Canadian Government Specifications Board</i>
Pacific Pilotage Authority <i>Administration de pilotage du Pacifique</i>	Office des produits agricoles <i>Agricultural Products Board</i>
	Petro-Canada <i>Petro-Canada</i>

Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade	Quebec Shipyards Limited <i>Quebec Shipyards Limited</i>
<i>Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur</i>	<i>Research Enterprises Limited</i>
Pension Appeals Board <i>Commission d'appel des pensions</i>	Résidence de son Excellence le Gouverneur général (Personnel rémunéré sur le traitement ou les allocations du gouverneur général)
Petro-Canada <i>Petro-Canada</i>	<i>Government House (Staff paid by the Governor General from his salary or allowance)</i>
Petroleum Compensation Board <i>Office des indemnisations pétrolières</i>	Small Arms Limited <i>Small Arms Limited</i>
Petroleum Monitoring Agency <i>Agence de surveillance du secteur pétrolier</i>	Société d'assurance des crédits à l'exploration <i>Export Credits Insurance Corporation</i>
Port Alberni Harbour Commission <i>Commission du port de Port Alberni</i>	Société d'assurance dépôt du Canada <i>Canada Deposit Insurance Corporation</i>
Public Works Land Company Limited <i>Société immobilière des travaux publics limitée</i>	Société canadienne des brevets et d'exploitation Ltée <i>Canadian Patents and Development Limited</i>
Purchasing Commission of Canada <i>Commission des achats du Canada</i>	Société canadienne d'hypothèques et de logement <i>Canada Mortgage and Housing Corporation</i>
Quebec Shipyards Limited <i>Quebec Shipyards Limited</i>	Société canadienne des postes <i>Canada Post Corporation</i>
Regional Development Incentives Board <i>Conseil des subventions au développement régional</i>	Société de crédit agricole <i>Farm Credit Corporation</i>
Research Enterprises Limited <i>Research Enterprises Limited</i>	Société de développement du Cap-Breton <i>Cape Breton Development Corporation</i>
Royal Canadian Mint <i>Monnaie royale canadienne</i>	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne <i>Canadian Film Development Corporation</i>
Royal Commission on the "Ocean Ranger" <i>Commission royale d'enquête sur l'«Ocean Ranger»</i>	Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador Limitée <i>Newfoundland and Labrador Development Corporations Limited</i>
St. Lawrence Seaway Authority <i>Administration de la voie maritime du Saint-Laurent</i>	Société pour l'expansion des exportations <i>Export Development Corporation</i>
Seaway International Bridge Corporation Limited <i>La Corporation du pont international de la voie maritime Ltée</i>	La Société Héritage Canada <i>Heritage Canada Foundation</i>
Small Arms Limited <i>Small Arms Limited</i>	Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée <i>Canada Lands Company (Mirabel) Limited</i>
Standards Council of Canada <i>Conseil canadien des normes</i>	Société immobilière des travaux publics limitée <i>Public Works Land Company Limited</i>
Tax Appeal Board <i>Commission d'appel de l'impôt</i>	Société Radio-Canada <i>Canadian Broadcasting Corporation</i>
Teleglobe Canada <i>Téléglobe Canada</i>	Société des transports du nord Ltée <i>Northern Transportation Company Limited</i>
Textile and Clothing Board <i>Commission du textile et du vêtement</i>	
Toronto Harbour Commissioners <i>Commissaires du port de Toronto</i>	

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

Available from Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

C-124

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-124

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-124

An Act respecting compensation in the public sector of
Canada

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-124

Loi concernant les rémunérations dans le secteur public du
Canada

REPRINTED AS AMENDED AND REPORTED JULY 28, 1982
BY THE STANDING COMMITTEE ON MISCELLANEOUS
ESTIMATES

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ ET PRÉSENTÉ LE 28 JUILLET 1982 PAR LE COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL



THE PRESIDENT OF THE TREASURY BOARD

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-124

An Act respecting compensation in the
public sector of Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Public
Sector Compensation Restraint Act*.

PART I

INTERPRETATION

Definitions

“compensation”
“rémunération”

2. (1) In this Part,

“compensation” means all forms of pay, ben-
efits and perquisites paid or provided,
directly or indirectly, by or on behalf of an
employer to or for the benefit of an 10
employee;

“compensation
plan”
“régime ...”

“compensation plan” means the provisions,
however established, for the determination
and administration of compensation, and
includes such provisions contained in col-15
lective agreements or arbitral awards or
established bilaterally between an employ-
er and an employee, unilaterally by an
employer or by or pursuant to any Act of
Parliament;

“employee”
“salarié”

“employee” means any person who performs
duties and functions that entitle that
person to a fixed or ascertainable amount
or rate of pay;

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-124

Loi concernant les rémunérations dans le
secteur public du Canada

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les restrictions salariales du
secteur public.*

Titre abrégé

5

PARTIE I

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«régime de rémunération» Ensemble de dis-
positions, quel que soit leur mode d'établis-
sement, régissant la détermination et la 10
gestion des rémunérations; constituent
notamment des régimes de rémunération
les dispositions de cette nature figurant
dans les conventions collectives et les déci-
sions arbitrales ou établies soit par accord 15
entre un employeur et un salarié, soit par
l'employeur seul, soit conformément à une
loi du Parlement.

«rémunération» Toute forme de salaire ou de
gratification versée, ou d'avantage 20
accordé, directement ou indirectement, par
un employeur ou en son nom à un salarié
ou à son profit.

Définitions

«régime de
rémunération»
“compensa-
tion plan”

“rémunéra-
tion”

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting compensation in the public sector of Canada".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant les rémunérations dans le secteur public du Canada».

EXPLANATORY NOTE FOR REPRINT

The amendments made in the Standing Committee on Miscellaneous Estimates are indicated by underlining and vertical lines. The Bill as distributed in First Reading Form may be used for purposes of comparison.

NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT LA RÉIMPRESSION

Les modifications apportées par le Comité permanent des prévisions budgétaires sont indiquées par des soulignements et les lignes verticales. Aux fins de comparaison on peut se reporter au bill tel qu'il a été distribué en première lecture.

“wage rates”
“taux de salaires”

“wage rates” means single rates of pay or ranges of rates of pay, including cost-of-living adjustments, or, where no such rates or ranges exist, any fixed or ascertainable amounts of pay.

Expiration of compensation plans

(2) For the purposes of this Part, where a compensation plan does not provide for an expiration date, the plan shall be deemed to expire on the day prior to the day on which wage rates under the plan would normally be revised.

Application

3. (1) This Part applies to employees employed in or by
 (a) departments or ministries of state of the Government of Canada set out in Schedule I or other portions of the public service set out therein;
 (b) boards, commissions or corporations set out in Schedule II;
 (c) wholly-owned subsidiaries of corporations set out in Schedule II, where the employees are employed upon or in connection with the operation of any federal work, undertaking or business within the meaning of the *Canada Labour Code*; 25
 (d) the Canadian Forces;
 (e) the Royal Canadian Mounted Police; or
 (f) the Senate and the House of Commons. 30

Idem

(2) This Part applies to
 (a) staffs of Ministers of the Crown and of members of the Senate and the House of Commons, and
 (b) directors of corporations set out in Schedule II or of wholly-owned subsidiaries of such corporations

who shall, for the purposes of this Part, be deemed to be employees.

Idem

(3) This Part applies to persons appointed by the Governor in Council to a position in a portion of the public service set out in Schedule I, to a board, commission or corpo-

«salarié» Personne qui a droit à une rétribution ou à un taux de salaire fixe ou vérifiable pour les fonctions dont elle s'acquitte.

«taux de salaire» Taux uniques de salaire ou fourchettes salariales, y compris les rajustements de coût de vie, ou, à défaut de ces taux ou fourchettes, les montants fixes ou vérifiables de salaire.

«salarié»
“employée”

«taux de salaire»
“wage rates”

Expiration des régimes de rémunération

(2) A moins qu'il ne comporte une date d'expiration, un régime de rémunération est, 10 pour l'application de la présente partie, réputé expirer la veille du jour où les taux de salaire qu'il prévoit seraient normalement révisés.

APPLICATION

CHAMP D'APPLICATION

3. (1) La présente partie s'applique aux 15 Champ d'application salariés employés :

- a) dans les ministères, départements d'État et administrations mentionnés à l'annexe I;
- b) dans les sociétés, corporations et organismes mentionnés à l'annexe II;
- c) les filiales à cent pour cent des sociétés et corporations mentionnées à l'annexe II dans le cas où leurs salariés sont employés dans une entreprise fédérale au sens du 25 *Code canadien du travail*;
- d) dans les Forces canadiennes;
- e) dans la Gendarmerie royale du Canada;
- f) par le Sénat et par la Chambre des 30 communes.

Idem

(2) La présente partie s'applique :

- a) au personnel des ministres de la Couronne, des sénateurs et des députés de la Chambre des communes; 35
- b) aux administrateurs des sociétés et corporations mentionnées à l'annexe II et à ceux de leurs filiales à cent pour cent.

Ces personnes sont, pour l'application de la présente partie, assimilées à des salariés. 40

Idem

(3) La présente partie s'applique aux personnes nommées par le gouverneur en conseil dans les administrations mentionnées à l'annexe I, dans les sociétés, corporations ou

ration set out in Schedule II or to a wholly-owned subsidiary of such corporation, and any persons so appointed shall, for the purposes of this Part, be deemed to be employees.

Idem

(4) This Part applies to employees of Canadian Pacific Limited and its subsidiaries who are employed in the operation of a railway and to the employees of the following:

- (a) Ontario Northland Railway;
- (b) Algoma Central Railway Company;
- (c) Toronto Terminals Railway Company; and
- (d) Shawinigan Falls Terminal Railway Company.

Binding on Her Majesty

(5) This Part is binding on Her Majesty in right of Canada.

Extension of compensation plans

4. (1) Every compensation plan that is in effect on June 29, 1982 for employees to whom this Part applies, including every compensation plan extended under section 5, shall be extended for the period of twenty-four months

- (a) from the day on which the first increase in wage rates on or after June 29, 1982 would, but for section 8, occur under the compensation plan; or
- (b) where no increase in wage rates is to occur under the compensation plan on or after June 29, 1982, from the day immediately following the day on which the compensation plan would, but for this section, expire.

Where prior undertaking to implement compensation plan

(2) For the purposes of subsection (1), a compensation plan shall be deemed to be in effect on June 29, 1982 if parties to the plan have, prior to that date, agreed in writing to establish the plan to have effect on the expiration of the previous compensation plan and the plan is established on or after June 29, 1982 without change.

Idem

(3) For the purposes of paragraph (1)(a), the first increase in wage rates on or after June 29, 1982 that would, but for section 8, occur under a compensation plan that is

organismes mentionnés à l'annexe II ou dans les filiales à cent pour cent de ces sociétés ou corporations; ces personnes sont, pour l'application de la présente partie, assimilées à des salariés.

5

Idem

(4) La présente partie s'applique aux salariés du Canadien Pacifique Limitée et de ses filiales affectés à l'exploitation des chemins de fer et à ceux des sociétés suivantes :

- a) Ontario Northland Railway;
- b) Algoma Central Railway Company;
- c) Toronto Terminals Railway Company;
- d) Shawinigan Falls Terminal Railway Company.

10

(5) La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada.

15

Sa Majesté est liée

EXTENSION OF COMPENSATION PLANS

PROROGATION DES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION

4. (1) Le régime de rémunération en vigueur le 29 juin 1982 pour des salariés visés par la présente partie, notamment tout régime de rémunération prorogé en vertu de l'article 5, est prorogé de deux ans à compter de l'une des dates suivantes :

Prorogation

- a) celle de la première augmentation des taux de salaire qui, en l'absence de l'article 8, surviendrait au plus tôt le 29 juin 1982;
- b) celle prévue, en l'absence du présent article, pour son expiration, s'il ne comporte aucune augmentation de salaire le 29 juin 1982 au plus tôt.

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

70

75

80

85

90

95

100

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un régime de rémunération est réputé en vigueur le 29 juin 1982, si les parties sont auparavant convenues par écrit de l'établir de façon qu'il entre en vigueur à l'expiration du régime de rémunération précédent et s'il est établi au plus tôt à cette date sans modification.

Entente

antérieure

(3) Pour l'application de l'alinéa (1)a) au régime de rémunération visé au paragraphe (2), l'augmentation de taux de salaire qui suit celle qui survient à la date d'entrée en

Idem

deemed under subsection (2) to be in effect on that date shall be deemed to be the first increase in wage rates that occurs after any increase in wage rates that occurs on the day the plan comes into effect.

Extension of compensation plan already expired

5. (1) Subject to subsection (2), where a compensation plan for employees to whom this Part applies would, but for this subsection, have expired before June 29, 1982 and no new compensation plan was established before that date, or on or after that date in accordance with subsection 4(2), the compensation plan shall be extended

(a) where the compensation plan would have expired on or after June 29, 1981, for 15 the twelve month period immediately following the day the plan would have expired; or

(b) where the compensation plan would have expired before June 29, 1981, until 20 June 29, 1982.

Extension of compensation plan for management employees

(2) A compensation plan for management employees that would, but for this subsection, have expired before June 29, 1982 shall be extended until June 30, 1982.

Definition of "management employees"

(3) For the purposes of subsection (2), "management employees" means

(a) persons referred to in subsection 3(3);

(b) persons paid as former senior executive officers (SX) or as senior executive 30 officer equivalents (SXE);

(c) legal officers, levels 2B, 3A and 3B;

(d) the executive group of the management category;

(e) senior military personnel with the rank 35 of Lieutenant General, Major General, Brigadier General, Major General (legal), Brigadier General (legal), Colonel (legal) and Lieutenant Colonel (legal); or

(f) senior Royal Canadian Mounted 40 Police personnel with the rank of Deputy Commissioner, Assistant Commissioner and Chief Superintendent and civilian Royal Canadian Mounted Police personnel paid at an equivalent rate.

vigueur du régime est réputée celle que vise cet alinéa.

5

5. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le régime de rémunération de salariés visés par la présente partie qui, en l'absence du présent paragraphe, aurait expiré avant le 29 juin 1982 et qui n'a pas été remplacé avant cette date, ou à cette date au plus tôt en conformité avec le paragraphe 4(2), est prorogé :

a) s'il s'agit d'un régime dont la date d'expiration est prévue pour le 29 juin 1981 au plus tôt, d'une année à compter de cette date d'expiration;

b) s'il s'agit d'un régime dont la date prévue d'expiration est antérieure au 29 juin 1981, jusqu'au 29 juin 1982.

Prorogation des régimes de rémunération 5 expirés

(2) Le régime de rémunération de cadres de direction qui, en l'absence du présent paragraphe, aurait expiré avant le 29 juin 25 1982 est prorogé jusqu'au 30 juin 1982.

20

Prorogation du régime de rémunération de cadres de direction

(3) Pour l'application du paragraphe (2), sont des cadres de direction ou leur sont assimilés :

a) les personnes visées au paragraphe 3(3);

b) les personnes rémunérées comme anciens cadres supérieurs (SX) ou équivalents (SXE);

c) les conseillers juridiques de niveau 2B, 3A et 3B;

d) le groupe de direction de la catégorie de la gestion;

e) le personnel militaire supérieur du rang de lieutenant-général, major-général, brigadier-général, major-général (avocat), brigadier-général (avocat), colonel (avocat) et lieutenant-colonel (avocat);

f) le personnel supérieur de la Gendarmerie royale du Canada du rang de sous-commissaire, de commissaire adjoint et de surintendant principal ainsi que le personnel civil de la Gendarmerie royale du Canada payé à un taux équivalent.

Définition de «cadres de direction»

Terms and conditions

6. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament except the Canadian Human Rights Act but subject to this section and section 7, the terms and conditions of

(a) every compensation plan that is extended under section 4 or 5, and

(b) every collective agreement or arbitral award that includes such a compensation plan,

shall, subject to this Part, continue in force 10 without change for the period for which the compensation plan is extended.

Authorized changes

(2) The Treasury Board may authorize any change to any terms and conditions, including any increase in wage rates of not more than nine per cent,

(a) of a compensation plan that would, but for section 5, have expired before June 29, 1982; or

(b) of a collective agreement or arbitral award that includes such a compensation plan.

Where parties fail to agree

(3) The Treasury Board may change any terms and conditions, including any increase in wage rates of not more than nine per cent, 25

(a) of a compensation plan that would, but for section 5, have expired before June 29, 1982; or

(b) of a collective agreement or arbitral award that includes such a compensation plan,

where the parties to the plan fail to agree to change those terms and conditions.

Work sharing agreement

(4) Nothing in this section affects any work sharing agreement that has been 35 approved for the purposes of section 37 of the *Unemployment Insurance Act, 1971*.

Exclusion

(5) Employees or groups of employees whose salary range as of June 29, 1982 has a maximum that equals or exceeds forty nine thousand five hundred dollars shall not, for the twenty-four month period during which their compensation plan is extended under section 4, be entitled to the merit increases or performance awards that would, but for this 45 subsection, form part of their compensation plan.

6. (1) Par dérogation à toute autre loi du Parlement, à l'exception de la Loi canadienne sur les droits de la personne, mais sous réserve du présent article et de l'article 5 7, les dispositions d'un régime de rémunération prorogé en vertu des articles 4 ou 5 ou d'une convention collective ou décision arbitrale qui comporte un pareil régime demeurent en vigueur sans modification, sous réserve de la présente partie, pendant la 10 période de prorogation.

Prorogation des dispositions

(2) Le conseil du Trésor peut autoriser la modification des dispositions, y compris une augmentation des taux de salaire d'un maximum de neuf pour cent, d'un régime de rémunération qui, en l'absence de l'article 5, aurait expiré avant le 29 juin 1982 ou d'une convention collective ou décision arbitrale qui comporte pareil régime.

Modifications autorisées

(3) Le conseil du Trésor peut modifier les 20 dispositions, notamment en augmentant d'un maximum de neuf pour cent les taux de salaire d'un régime de rémunération qui, en l'absence de l'article 5, aurait expiré avant le 29 juin 1982 ou d'une convention collective 25 ou décision arbitrale qui comporte un pareil régime, lorsque les parties au régime ne parviennent pas à s'entendre sur les modifications à y apporter.

Désaccord entre les parties

(4) Le présent article ne porte nullement 30 Travail partagé atteinte aux accords de partage de travail qui ont été approuvés dans le cadre de l'article 37 de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage*.

(5) Les salariés et groupes de salariés dont 35 Exclusion l'échelle de salaire atteint, le 29 juin 1982, un maximum égal ou supérieur à quarante-neuf mille cinq cents dollars n'ont pas droit pendant les deux ans de la prorogation de leur régime de rémunération en vertu de 40 l'article 4, aux augmentations au mérite et aux primes au rendement que, en l'absence du présent paragraphe, comporterait leur régime de rémunération.

Amendment to
collective
agreements and
arbitral awards

7. The parties to a collective agreement, or the persons bound by an arbitral award, that includes a compensation plan that is extended under section 4 may, by agreement, amend any terms and conditions of the collective agreement or arbitral award other than wage rates or other terms and conditions of the compensation plan.

Modification de
conventions
collectives et
des décisions
arbitrales

Override

WAGE RATES

8. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament, any provision of a compensation plan for employees to whom this Part applies that provides for an increase in wage rates for the employees on or after June 29, 1982 shall be of no effect.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of any increase in wage rates that occurs on the day a compensation plan that is deemed under subsection 4(2) to be in effect on June 29, 1982 comes into effect.

(3) Subsection (1) does not apply in respect of the first increase in wage rates for employees on or after June 29, 1982 if the increase, calculated on an annual basis, does not, in the opinion of the Treasury Board, exceed six per cent.

9. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament, every compensation plan for employees to whom this Part applies shall be deemed to include a provision to the effect that

- (a) wage rates in effect under the plan
 - (i) on the day the plan would, but for section 4, expire, or
 - (ii) on the day immediately prior to the day on which the first increase in wage rates on or after June 29, 1982 would, but for section 8, occur under the plan, as the case may be, shall be increased for the twelve month period immediately following that day
 - (iii) in the case of a collective agreement or an arbitral award, by six per cent, and
 - (iv) in any other case, by not more than six per cent;

Idem

Increase in
wage rates

7. Les parties à une convention collective, ou les personnes visées par une décision arbitrale, qui comporte un régime de rémunération prorogé en vertu de l'article 4 peuvent s'entendre pour modifier les dispositions de la convention ou de la décision, à l'exception des taux de salaire et des autres dispositions du régime.

5

TAUX DE SALAIRE

8. (1) Par dérogation à toute autre loi du Parlement, sont sans effet les dispositions du régime de rémunération de salariés visés par la présente partie qui prévoient des augmentations des taux de salaire pour le 29 juin 1982 au plus tôt.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'augmentation de taux de salaire qui survient à la date d'entrée en vigueur du régime de rémunération visé au paragraphe 4(2).

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la première augmentation des taux de salaire à survenir le 29 juin 1982 au plus tôt si, calculée sur une base annuelle, elle ne dépasse pas six pour cent, de l'avis du conseil du Trésor.

9. (1) Par dérogation à toute autre loi du Parlement, le régime de rémunération de salariés visés par la présente partie est réputé comporter les dispositions suivantes :

a) les taux de salaire en vigueur soit à la date où le régime, en l'absence de l'article 4, aurait expiré, soit à la date précédent le jour, prévu pour le 29 juin 1982 au plus tôt, où ils auraient été, en l'absence de l'article 8, augmentés pour la première fois, sont, pour l'année suivant la date applicable, augmentés :

- (i) dans le cas d'une convention collective ou d'une décision arbitrale, de six pour cent,
- (ii) dans les autres cas, d'un maximum de six pour cent;
- b) les taux de salaire en vigueur conformément à l'alinéa a) sont, pour l'année qui suit celle visée à cet alinéa, augmentés :

Suspension

Idem

Augmentation
des taux de
salaire

and

(b) wage rates in effect under paragraph (a) shall be increased for the twelve month period immediately following the period referred to in that paragraph

- 5 (i) in the case of a collective agreement or an arbitral award, by five per cent, and
- (ii) in any other case, by not more than five per cent.

10

Where prior
undertaking to
implement
compensation
plan

(2) For the purposes of subparagraph (1)(a)(ii), the first increase in wage rates on or after June 29, 1982 that would, but for section 8, occur under a compensation plan that is deemed under subsection 4(2) to be in effect on that date shall be deemed to be the first increase in wage rates that occurs after any increase in wage rates that occurs on the day the plan comes into effect.

Retroactive
increase in rates
of pay

10. A compensation plan that is extended under subsection 5(1) shall be deemed to include a provision to the effect that wage rates in effect under the plan on the day the plan would, but for subsection 5(1), have expired shall be increased

(a) in the case of a compensation plan referred to in paragraph 5(1)(a), for the twelve month period referred to in that paragraph by not more than nine per cent; and

30

(b) in the case of a compensation plan referred to in paragraph 5(1)(b),

(i) for the period immediately preceding June 29, 1981, by such amounts as the Treasury Board may authorize, and

35

(ii) for the period commencing on June 30, 1981 and ending on June 29, 1982, by not more than nine per cent.

Powers, duties
and functions of
Treasury Board

11. (1) The Treasury Board has such powers and shall perform such duties and functions in relation to this Part as are necessary to enable it to determine whether an employer of employees to whom this Part applies is complying with this Part.

(2) The Treasury Board may require from

Information
and documenta-
tion

- (i) dans le cas d'une convention collective ou d'une décision arbitrale, de cinq pour cent,
- (ii) dans les autres cas, d'un maximum de cinq pour cent.

5

10

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a) au régime de rémunération visé au paragraphe 4(2), l'augmentation de taux de salaire qui suit celle qui survient à la date d'entrée en vigueur du régime est réputée celle que vise cet alinéa.

Entente
antérieure

10. Un régime de rémunération prorogé en vertu du paragraphe 5(1) est réputé comporter une disposition prévoyant que les taux de salaire en vigueur à la date où le régime aurait, en l'absence du paragraphe 5(1), expiré sont augmentés :

a) pour l'année mentionnée à l'alinéa 5(1)a), dans le cas d'un régime visé à cet alinéa, d'un maximum de neuf pour cent;

30

b) dans le cas d'un régime visé à l'alinéa 5(1)b) :

(i) pour la période précédant le 29 juin 1981, du montant autorisé par le conseil du Trésor,

(ii) pour la période allant du 30 juin 1981 au 29 juin 1982, d'un maximum de neuf pour cent.

25

Attributions du
conseil du
Trésor

11. (1) Le conseil du Trésor a les pouvoirs et fonctions nécessaires pour lui permettre de déterminer si l'employeur de salariés visés par la présente partie s'y conforme.

(2) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confère le paragraphe (1), le

Renseigne-
ments et
documents

applies such information and documentation as it considers necessary to enable it to make a determination as to whether or not the employer is complying with this Part.

Treasury Board directive

(3) Where the Treasury Board determines pursuant to this section that this Part is not being complied with, it may issue such directive as it deems appropriate to rectify the situation.

Provision of compensation plans of no force or effect

12. A provision of a compensation plan for employees to whom this Part applies entered into or established at any time is of no force or effect to the extent that it provides for an increase in wage rates that would bring wage rates to a level that they would, but for this Part, have reached.

Orders

13. The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, by order,

- (a) substitute, in respect of a compensation plan or a class of compensation plans, a percentage different from that set out in paragraph 9(1)(b), where he considers it to be in the public interest to do so on grounds of labour shortages; 20
- (b) amend Schedule I by adding thereto any department or ministry of state of the Government of Canada or other portion of the public service; or
- (c) amend Schedule II by adding thereto 30 any board or commission or any corporation not less than ninety per cent of the shares or capital of which is owned by Her Majesty in right of Canada.

13.1 The President of the Privy Council shall have tabled each year in both House of Parliament a report containing the names and ranges of compensation of persons appointed by the Governor in Council to a position described in subsection 3(3). 35

conseil du Trésor peut exiger de l'employeur visé à ce paragraphe les renseignements et les documents qu'il estime nécessaires.

5 (3) Le conseil du Trésor peut donner les instructions qu'il juge à propos pour remédier à la situation dans les cas où il constate l'inobservation de la présente partie.

Directives du conseil du Trésor

ORDERS

DÉCRETS

13. Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du conseil du Trésor, par 15 décret :

Décrets

- a) substituer dans un régime de rémunération ou une catégorie de régimes un pourcentage différent de celui que prévoit l'alinéa 9(1)b), s'il le juge d'intérêt public 20 pour des motifs de pénurie de main-d'œuvre;
- b) ajouter à l'annexe I tout ministère, département d'État ou administration;
- c) ajouter à l'annexe II tout organisme, ou 25 toute société ou corporation dont au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions ou du capital appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada.

13.1 Le président du Conseil privé dépose 30 chaque année aux deux chambres du Parlement un rapport donnant le nom et l'échelle de traitement des personnes nommées par le gouverneur en conseil à un poste visé au paragraphe 3(3). 35

35

Invalidité de certaines dispositions

R.S. c. S-8

SENATE AND HOUSE OF COMMONS ACT

1974-75-76, c.
44, s. 2;
1980-81-82, c.
77, s. 2

Override as of
July 1, 1982

PART II

14. (1) Subsections 34(5) and (6) of the *Senate and House of Commons Act* are repealed and the following substituted therefor:

"(4.1) Notwithstanding subsection (3), there shall be paid to every member of the Senate and House of Commons

(a) for the period commencing July 1, 1982 and terminating on December 31, 1982, a sessional allowance at the rate 10 per annum that is obtained by multiplying

(i) the sessional allowance payable to each such member for the twelve month period immediately preceding 15 January 1, 1982

by

(ii) one hundred and six per cent;

(b) for the twelve month period commencing January 1, 1983, a sessional allowance at the rate per annum that is the lesser of

(i) the rate per annum that would, but for this subsection, be determined under subsection (3), and

(ii) the rate per annum that is obtained by multiplying

(A) the average of the rates per annum at which a sessional allowance was payable to each such 30 member for the twelve month period commencing January 1, 1982

by

(B) one hundred and six per cent; 35 and

(c) for the twelve month period commencing January 1, 1984, a sessional allowance at the rate per annum that is the lesser of

(i) the rate per annum that would, but for this subsection, be determined under subsection (3), and

(ii) the rate per annum that is obtained by multiplying

5

25

25

40

45

PARTIE II

LOI SUR LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES COMMUNES

S.R., c. S-8

1974-75-76, c.
44, art. 2;
1980-81-82, c.
77, art. 2

5 Nouvelle
formule à partir
du 1^{er} juillet
1982

14. (1) Les paragraphes 34(5) et (6) de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"(4.1) Par dérogation au paragraphe (3), les sénateurs et députés reçoivent chacun :

a) pour la période allant du 1^{er} juillet 1982 au 31 décembre 1982, une indemnité de session dont le montant annuel 10 est égal au produit de leur indemnité de 1981 par cent six pour cent;

b) pour 1983, une indemnité de session dont le montant annuel est :

(i) soit celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé en vertu du paragraphe (3),

(ii) soit égal au produit, si celui-ci est inférieur, de l'indemnité moyenne payable pour 1982 par cent six pour 20 cent;

c) pour 1984, une indemnité de session dont le montant annuel est :

(i) soit celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé en vertu du paragraphe (3),

(ii) soit égal au produit, si celui-ci est inférieur, de l'indemnité payable en vertu de l'alinéa b) par cent cinq pour cent.

30

toute socle de corporation dont au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions ou du capital appartiennent à Sa Majesté le chef du Canada

1. Le ministre du Trésor peut déposer à l'Assemblée législative aux deux chambres du Parlement un rapport concernant le nom et l'élection éventuelle des personnes nommées par le ministre en conseil à un poste visé au paragraphe 1(1).

(A) the sessional allowance payable to each such member under paragraph (b)
by
(B) one hundred and five per cent. 5

Calculation of allowance after January 1, 1985

Adjustment of certain other allowances and salaries for Ministers, Senators and members

Rounding of amounts

R.S. c. J-1

1980-81-82, c.
50, s. 12

Override as of April 1, 1983

(4.2) For the purposes of calculating a sessional allowance under subsection (3) for the twelve month period commencing January 1, 1985, the sessional allowance payable for the twelve month period immediately preceding that twelve month period shall be deemed to be the sessional allowance payable under paragraph (4.1)(c).

(5) The salaries and allowances payable to members of the Senate and House of Commons, pursuant to sections 33, 41 and 42 and subsection 43(3) of this Act, sections 4 and 5 of the *Salaries Act* and subsection 4(1) of the *Parliamentary Secretaries Act* shall, for the twelve month period commencing January 1, 1981 and for each twelve month period thereafter, be adjusted in the manner provided by subsection (3) or (4.1), as the case may be, 25 as if they were sessional allowances.

(6) A sessional allowance or other allowance determined for a twelve month period pursuant to subsection (3), (4.1) or (5) that is not a multiple of one hundred dollars shall be rounded to the closest multiple of one hundred dollars that is lower than the sessional allowance or other allowance so determined."

JUDGES ACT

15. Subsection 19.2(3) of the *Judges Act* 35 is repealed and the following substituted therefor:

"(2.1) Notwithstanding subsection (1), the salary annexed to an office of judge
(a) for the twelve month period commencing April 1, 1983 shall be the lesser of
(i) the amount that would, but for this subsection, be determined under subsection (1), and 45
(ii) the amount obtained by multiplying

(4.2) Dans le calcul de l'indemnité de session payable en vertu du paragraphe (3) pour 1985, le montant à prendre en compte est celui qui aura été établi en vertu de l'alinéa (4.1)c) pour 1984.

Calcul de l'indemnité de session après le 1^{er} janvier 1985

(5) Les traitements et indemnités que les sénateurs et les députés reçoivent en application des articles 33, 41, 42 et du paragraphe 43(3) de la présente loi, des articles 4 et 5 de la *Loi sur les traitements* 10 et du paragraphe 4(1) de la *Loi sur les secrétaires parlementaires* sont, pour 1981 et les années suivantes, assimilés aux indemnités de session et rajustés selon les modalités prévues aux paragraphes (3) ou 15 (4.1).

Rajustement annuel d'autres indemnités et traitements des ministres, sénateurs et députés

(6) Les indemnités, notamment celles de session, calculées pour une année conformément aux paragraphes (3), (4.1) ou (5) sont arrondies à la centaine de dollars 20 inférieur.."

Arrondissement des sommes

LOI SUR LES JUGES

S.R. c. J-1

15. Le paragraphe 19.2(3) de la *Loi sur les juges* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1980-81-82, c.
50, art. 12

«(2.1) Par dérogation au paragraphe 25 Nouvelle formule à partir du 1^{er} avril 1983
(1), le traitement des juges se calcule de la façon suivante:

a) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1983, il est égal :

(i) soit à celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé conformément au paragraphe (1),
(ii) soit au produit, si celui-ci est inférieur, du traitement payable pour

- (A) the salary annexed to that office for the twelve month period commencing April 1, 1982 by
 (B) one hundred and six per cent; 5 and
 (b) for the twelve month period commencing April 1, 1984 shall be the lesser of
 (i) the amount that would, but for this subsection, be determined under subsection (1), and
 (ii) the amount obtained by multiplying
 (A) the salary annexed to that office under paragraph (a) by
 (B) one hundred and five per cent.

Calculation of salary after April 1, 1985

(2.2) For the purposes of determining the salary annexed to an office of judge under subsection (1) for the twelve month period commencing April 1, 1985, the salary annexed to that office for the twelve month period immediately preceding that twelve month period shall be deemed to be the salary determined under paragraph (2.1)(b).

Rounding of amounts

(3) A salary determined for a twelve month period pursuant to subsection (1) or (2.1) that is not a multiple of one hundred dollars shall be rounded to the closest multiple of one hundred dollars that is lower than the salary so determined."

PART III

COMMENCEMENT

Coming into force

16. This Act shall be deemed to have come into force on June 29, 1982.

- (1.1) Notwithstanding subsection (1), the salary annexed to an office of judge
 (a) for the twelve month period commencing April 1, 1983 shall be the lesser of
 (i) the amount that would, but for this subsection, be determined under subsection (1); and
 (ii) the amount obtained by multiplying

l'année qui commence le 1^{er} avril 1982 par cent six pour cent;

b) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1984, il est égal;

- (i) soit à celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé conformément au paragraphe (1),
 (ii) soit au produit, si celui-ci est inférieur, du traitement calculé conformément à l'alinéa a) par cent cinq pour cent.

Calcul du traitement après le 1^{er} avril 1985

(2.2) Dans le calcul du traitement payable aux juges en vertu du paragraphe (1) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1985, le montant a prendre en compte est celui qui aura été établi en vertu de l'alinéa (2.1)b) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1984.

Arrondissement des sommes

(3) Les traitements calculés pour une année conformément aux paragraphes (1) ou (2.1) sont arrondis à la centaine de dollars inférieure.»

PARTIE III

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

16. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 29 juin 1982.

(1.1) Par dérogation au paragraphe (1), le traitement des juges se calcule de la façon suivante:

- a) pour l'année qui commence le 1^{er} avril 1983, il est égal
 (i) soit à celui qui, en l'absence du présent paragraphe, serait calculé conformément au paragraphe (1),
 (ii) soit au produit, si celui-ci est inférieur, du traitement payable pour

SCHEDULE I

ANNEXE I

(Paragraph 3(1)(a))

Departments and Ministries of State

Department of Agriculture <i>Ministère de l'Agriculture</i>	(Paragraph 3(1)(a))	<i>Ministères et départements d'État</i>
Department of Communications <i>Ministère des Communications</i>		Département des assurances <i>Department of Insurance</i>
Department of Consumer and Corporate Affairs <i>Ministère de la Consommation et des Corporations</i>		Département d'État au Développement économique <i>Ministry of State for Economic Development</i>
Ministry of State for Economic Development <i>Département d'État au Développement économique</i>		Département d'État au Développement social <i>Ministry of State for Social Development</i>
Department of Employment and Immigration <i>Ministère de l'Emploi et de l'Immigration</i>		Département d'État des Sciences et de la Technologie <i>Ministry of State for Science and Technology</i>
Department of Energy, Mines and Resources <i>Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources</i>		Ministère des Affaires des anciens combattants <i>Department of Veterans Affairs</i>
Department of the Environment <i>Ministère de l'Environnement</i>		Ministère des Affaires extérieures <i>Department of External Affairs</i>
Department of External Affairs <i>Ministère des Affaires extérieures</i>		Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien <i>Department of Indian Affairs and Northern Development</i>
Department of Finance <i>Ministère des Finances</i>		Ministère de l'Agriculture <i>Department of Agriculture</i>
Department of Fisheries and Oceans <i>Ministère des Pêches et des Océans</i>		Ministère des Approvisionnements et Services <i>Department of Supply and Services</i>
Department of Indian Affairs and Northern Development <i>Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien</i>		Ministère des Communications <i>Department of Communications</i>
Department of Industry, Trade and Commerce <i>Ministère de l'Industrie et du Commerce</i>		Ministère de la Consommation et des Corporations <i>Department of Consumer and Corporate Affairs</i>
Department of Insurance <i>Département des assurances</i>		Ministère de la Défense nationale (<i>y compris les Forces canadiennes</i>) <i>Department of National Defence (including the Canadian Forces)</i>
Department of Justice <i>Ministère de la Justice</i>		Ministère de l'Emploi et de l'Immigration <i>Department of Employment and Immigration</i>
Department of Labour <i>Ministère du Travail</i>		Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources <i>Department of Energy, Mines and Resources</i>
Department of National Defence (<i>including the Canadian Forces</i>) <i>Ministère de la Défense nationale (y compris les Forces canadiennes)</i>		Ministère de l'Environnement <i>Department of the Environment</i>
Department of National Health and Welfare <i>Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social</i>		Ministère de l'Expansion économique régionale <i>Department of Regional Economic Expansion</i>
Department of National Revenue <i>Ministère du Revenu national</i>		Ministère des Finances <i>Department of Finance</i>
Department of Public Works <i>Ministère des Travaux publics</i>		Ministère de l'Industrie et du Commerce <i>Department of Industry, Trade and Commerce</i>
		Ministère de la Justice <i>Department of Justice</i>

Debt repayment of rural households is often difficult due to lack of access to formal financial services. This is particularly true in rural areas where there is a lack of infrastructure and limited access to markets. In addition, rural households often have limited assets and income, making it difficult to meet debt obligations. This can lead to a cycle of poverty and debt, where households are unable to escape from a downward spiral of debt and poverty.

Rural households also face challenges related to land degradation and soil erosion. Deforestation, overgrazing, and agricultural practices can lead to soil loss and degradation, which can reduce crop yields and increase the risk of flooding. This can further exacerbate poverty and debt, as households are unable to support themselves through agriculture.

Access to credit is another challenge faced by rural households. While there are some formal lending institutions, such as banks and microfinance organizations, they often do not have the capacity or willingness to lend to rural households. This can lead to a lack of access to capital, which is essential for investment in agriculture and other economic activities.

In conclusion, rural households in developing countries face significant challenges related to poverty, debt, and environmental degradation. These challenges are interconnected and require a holistic approach to address them effectively. This may involve providing access to formal financial services, promoting sustainable agricultural practices, and investing in infrastructure and education to improve the lives of rural populations.

Department of Regional Economic Expansion <i>Ministère de l'Expansion économique régionale</i>	Ministère des Pêches et des Océans <i>Department of Fisheries and Oceans</i>
Ministry of State for Science and Technology <i>Département d'État des Sciences et de la Technologie</i>	Ministère du Revenu national <i>Department of National Revenue</i>
Department of the Secretary of State <i>Secrétariat d'État du Canada</i>	Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social <i>Department of National Health and Welfare</i>
Ministry of State for Social Development <i>Département d'État au Développement social</i>	Ministère du Solliciteur général <i>Department of the Solicitor General</i>
Department of the Solicitor General <i>Ministère du Solliciteur général</i>	Ministère des Transports <i>Department of Transport</i>
Department of Supply and Services <i>Ministère des Approvisionnements et Services</i>	Ministère du Travail <i>Department of Labour</i>
Department of Transport <i>Ministère des Transports</i>	Ministère des Travaux publics <i>Department of Public Works</i>
Department of Veterans Affairs <i>Ministère des Affaires des anciens combattants</i>	Secrétariat d'État du Canada <i>Department of the Secretary of State</i>
<i>Other portions of the public service</i>	
Advisory Council on the Status of Women <i>Conseil consultatif de la situation de la femme</i>	Autres
Agricultural Stabilization Board <i>Office de stabilisation des prix agricoles</i>	Administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies <i>Prairie Farm Assistance Administration</i>
Atlantic Development Council <i>Conseil de développement de la région de l'Atlantique</i>	Administration du pipe-line du Nord <i>Northern Pipeline Agency</i>
Atomic Energy Control Board <i>Commission de contrôle de l'Énergie atomique</i>	Administration du rétablissement agricole des Prairies <i>Prairie Farm Rehabilitation Administration</i>
Bureau of Pension Advocates <i>Bureau de services juridiques des pensions</i>	Agence canadienne de développement international <i>Canadian International Development Agency</i>
Canada Employment and Immigration Commission <i>Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada</i>	Archives publiques <i>Public Archives</i>
Canada Labour Relations Board <i>Conseil canadien des relations de travail</i>	Bibliothèque nationale <i>National Library</i>
Canadian Dairy Commission <i>Commission canadienne du lait</i>	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale <i>Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs</i>
Canadian Government Photo Centre <i>Centre de photographie du gouvernement canadien</i>	Bureau du Commissaire aux langues officielles <i>Office of the Commissioner of Official Languages</i>
Canadian Grain Commission <i>Commission canadienne des grains</i>	Bureau du Conseil privé <i>Privy Council Office</i>
Canadian Human Rights Commission <i>Commission canadienne des droits de la personne</i>	Bureau du contrôleur général du Canada <i>Office of the Comptroller General</i>
Canadian Intergovernmental Conference Secretariat <i>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</i>	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme <i>Office of the Co-ordinator, Status of Women</i>
	Bureau du Directeur général des élections <i>Office of the Chief Electoral Officer</i>

Canadian International Development Agency <i>Agence canadienne de développement international</i>	Bureau de services juridiques des pensions <i>Bureau of Pension Advocates</i>
Canadian Livestock Feed Board <i>Office canadien des provendes</i>	Bureau du surintendant des faillites <i>Office of the Superintendent of Bankruptcy</i>
Canadian Penitentiary Service <i>Service canadien des pénitenciers</i>	Bureau du vérificateur général <i>Office of the Auditor General</i>
Canadian Pension Commission <i>Commission canadienne des pensions</i>	Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale <i>Communications Security Establishment, Department of National Defence</i>
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission <i>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</i>	Centre de photographie du gouvernement canadien <i>Canadian Government Photo Centre</i>
Canadian Transport Commission <i>Commission canadienne des transports</i>	Centre d'information sur l'unité canadienne <i>Canadian Unity Information Office</i>
Canadian Unity Information Office <i>Centre d'information sur l'unité canadienne</i>	Comité consultatif sur le statut de réfugié <i>Refugee Status Advisory Committee</i>
Communications Security Establishment, Department of National Defence <i>Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale</i>	Commission des allocations aux anciens combattants <i>War Veterans Allowance Board</i>
The Correctional Service of Canada <i>Le Service correctionnel du Canada</i>	Commission d'appel de l'immigration <i>Immigration Appeal Board</i>
Defence Research Board <i>Conseil de recherches pour la défense</i>	Commission d'assurance-chômage <i>Unemployment Insurance Commission</i>
The Director of Soldier Settlement <i>Directeur de l'établissement de soldats</i>	Commission canadienne des droits de la personne <i>Canadian Human Rights Commission</i>
The Director, The Veterans' Land Act <i>Directeur des terres destinées aux anciens combattants</i>	Commission canadienne des grains <i>Canadian Grain Commission</i>
Economic Council of Canada <i>Conseil économique du Canada</i>	Commission canadienne du lait <i>Canadian Dairy Commission</i>
Emergency Planning Canada <i>Planification d'urgence Canada</i>	Commission canadienne des pensions <i>Canadian Pension Commission</i>
Energy Supplies Allocation Board <i>Office de répartition des approvisionnements d'énergie</i>	Commission canadienne des transports <i>Canadian Transport Commission</i>
Federal Court of Canada, Staff of <i>Cour fédérale du Canada, Personnel de la</i>	Commission de la Capitale nationale <i>National Capital Commission</i>
Federal-Provincial Relations Office <i>Secrétariat des relations fédérales-provinciales</i>	Commission de contrôle de l'énergie atomique <i>Atomic Energy Control Board</i>
Fisheries and Oceans Research Advisory Council <i>Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans</i>	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada <i>Canada Employment and Immigration Commission</i>
Fisheries Prices Support Board <i>Office des prix des produits de la pêche</i>	Commission d'énergie du Nord canadien <i>Northern Canada Power Commission</i>
Government Printing Bureau <i>Imprimerie du gouvernement canadien</i>	Commission de la Fonction publique <i>Public Service Commission</i>
	Commission mixte internationale (Section canadienne) <i>International Joint Commission (Canadian Section)</i>
	Commission nationale des libérations conditionnelles <i>National Parole Board</i>

Immigration Appeal Board <i>Commission d'appel de l'immigration</i>	Commission sur les pratiques restrictives du commerce <i>Restrictive Trade Practices Commission</i>
International Joint Commission (Canadian Section) <i>Commission mixte internationale (Section canadienne)</i>	Commission de réforme du droit du Canada <i>Law Reform Commission of Canada</i>
Law Reform Commission of Canada <i>Commission de réforme du droit du Canada</i>	Commission des relations de travail dans la Fonction publique <i>Public Service Staff Relations Board</i>
Medical Research Council of Canada <i>Conseil de recherches médicales du Canada</i>	Commission de révision de l'impôt <i>Tax Review Board</i>
National Capital Commission <i>Commission de la Capitale nationale</i>	Commission de révision des lois <i>Statute Revision Commission</i>
National Energy Board <i>Office national de l'énergie</i>	Commission du tarif <i>Tariff Board</i>
National Film Board <i>Office national du film</i>	Conseil canadien des relations de travail <i>Canadian Labour Relations Board</i>
National Library <i>Bibliothèque nationale</i>	Conseil consultatif de la situation de la femme <i>Advisory Council on the Status of Women</i>
National Museums of Canada <i>Musées nationaux du Canada</i>	Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans <i>Fisheries and Oceans Research Advisory Council</i>
National Parole Board <i>Commission nationale des libérations conditionnelles</i>	Conseil de développement de la région de l'Atlantique <i>Atlantic Development Council</i>
National Research Council of Canada <i>Conseil national de recherches du Canada</i>	Conseil économique du Canada <i>Economic Council of Canada</i>
Natural Sciences and Engineering Research Council <i>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	Conseil national de recherches du Canada <i>National Research Council of Canada</i>
Non-Public Funds, Canadian Forces, Staff of <i>Fonds non-publics, Forces Canadiennes, personnel des</i>	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes <i>Canadian Radio-television and Telecommunications</i>
Northern Canada Power Commission <i>Commission d'énergie du Nord canadien</i>	Conseil de recherches pour la défense <i>Defence Research Board</i>
Northern Pipeline Agency <i>Administration du pipe-line du Nord</i>	Conseil de recherches médicales du Canada <i>Medical Research Council of Canada</i>
Office of the Auditor General <i>Bureau du vérificateur général</i>	Conseil de recherches en sciences humaines <i>Social Sciences and Humanities Research Council</i>
Office of the Chief Electoral Officer <i>Bureau du Directeur général des élections</i>	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie <i>Natural Sciences and Engineering Research Council</i>
Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs <i>Bureau du commissaire à la magistrature fédérale</i>	Conseil de revision des pensions <i>Pension Review Board</i>
Office of the Commissioner of Official Languages <i>Bureau du Commissaire aux langues officielles</i>	Conseil des sciences du Canada <i>Science Council of Canada</i>
Office of the Comptroller General <i>Bureau du contrôleur général du Canada</i>	Cour fédérale du Canada, Personnel de la <i>Federal Court of Canada, Staff of</i>
Office of the Co-ordinator, Status of Women <i>Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme</i>	Cour suprême du Canada, Personnel de la <i>Supreme Court of Canada, Staff of</i>

Office of the Governor-General's Secretary <i>Secrétariat du gouverneur général</i>	Directeur de l'établissement de soldats <i>The Director of Soldier Settlement</i>
Office of the Superintendent of Bankruptcy <i>Bureau du surintendant des faillites</i>	Directeur des terres destinées aux anciens combattants <i>The Director, The Veteran's Land Act</i>
Pension Review Board <i>Conseil de révision des pensions</i>	Fonds non-publics, Forces canadiennes, personnel des Forces canadiennes <i>Non-Public Funds, Canadian Forces, Staff of Canadian Forces</i>
Prairie Farm Rehabilitation Administration <i>Administration du rétablissement agricole des Prairies</i>	Imprimerie du gouvernement canadien <i>Government Printing Bureau</i>
Privy Council Office <i>Bureau du Conseil privé</i>	Musées nationaux du Canada <i>National Museums of Canada</i>
Public Archives <i>Archives publiques</i>	Office canadien des provendes <i>Canadian Livestock Feed Board</i>
Public Service Commission <i>Commission de la Fonction publique</i>	Office national de l'énergie <i>National Energy Board</i>
Public Service Staff Relations Board <i>Commission des relations de travail dans la Fonction publique</i>	Office national du film <i>National Film Board</i>
Refugee Status Advisory Committee <i>Comité consultatif sur le statut de réfugié</i>	Office des prix des produits de la pêche <i>Fisheries Prices Support Board</i>
Restrictive Trade Practices Commission <i>Commission sur les pratiques restrictives du commerce</i>	Office de répartition des approvisionnements d'énergie <i>Energy Supplies Allocation Board</i>
Science Council of Canada <i>Conseil des Sciences du Canada</i>	Office de stabilisation des prix agricoles <i>Agricultural Stabilization Board</i>
Social Sciences and Humanities Research Council <i>Conseil de recherches en sciences humaines</i>	Planification d'urgence Canada <i>Emergency Planning Canada</i>
Statistics Canada <i>Statistique Canada</i>	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes <i>Canadian Intergovernmental Conference Secretariat</i>
Statute Revision Commission <i>Commission de révision des lois</i>	Secrétariat du conseil du Trésor <i>Treasury Board Secretariat</i>
Supreme Court of Canada, Staff of <i>Cour suprême du Canada, Personnel de la</i>	Secrétariat du gouverneur général <i>Office of the Governor-General's Secretary</i>
Tariff Board <i>Commission du tarif</i>	Secrétariat des relations fédérales-provinciales <i>Federal-Provincial Relations Office</i>
Tax Review Board <i>Commission de révision de l'impôt</i>	Service canadien des pénitenciers <i>Canadian Penitentiary Service</i>
Treasury Board Secretariat <i>Secrétariat du conseil du Trésor</i>	Le Service correctionnel du Canada <i>The Correctional Service of Canada</i>
War Veterans Allowance Board <i>Commission des allocations aux anciens combattants</i>	Statistique Canada <i>Statistics Canada</i>

SCHEDULE II

(Paragraph 3(1)(b))

Air Canada	<i>Air Canada</i>
Anti-Dumping Tribunal	<i>Tribunal antidumping</i>
Atlantic Pilotage Authority	<i>Administration de pilotage de l'Atlantique</i>
Atomic Energy of Canada Limited	<i>Énergie atomique du Canada, Limitée</i>
Bank of Canada	<i>Banque du Canada</i>
Canada Council	<i>Conseil des Arts du Canada</i>
Canada Deposit Insurance Corporation	<i>Société d'assurance-dépôt du Canada</i>
Canada Lands Company Limited	<i>Société immobilière du Canada Limitée</i>
Canada Mortgage and Housing Corporation	<i>Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>
Canada Post Corporation	<i>Société canadienne des postes</i>
Canadian Arsenals Limited	<i>Les Arsenaux canadiens, Limitée</i>
Canadian Broadcasting Corporation	<i>Société Radio-Canada</i>
Canadian Centre for Occupational Health and Safety	<i>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>
Canadian Commercial Corporation	<i>Corporation commerciale canadienne</i>
Canadian Cultural Property Export Review Board	<i>Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels</i>
Canadian Film Development Corporation	<i>Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>
Canadian International Grain Institute	<i>L'institut international du Canada pour le grain</i>
Canadian Judicial Council	<i>Conseil canadien de la magistrature</i>
Canadian National Railways, as defined in the Canadian National Railways Act	<i>Chemins de fer nationaux du Canada, au sens de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada</i>

ANNEXE II

(Alinéa 3 (1)b))

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	<i>St. Lawrence Seaway Authority</i>
Administration de pilotage de l'Atlantique	<i>Atlantic Pilotage Authority</i>
Administration de pilotage des Laurentides	<i>Laurentian Pilotage Authority</i>
Administration de pilotage du Pacifique	<i>Pacific Pilotage Authority</i>
Agence d'examen de l'investissement étranger	<i>Foreign Investment Review Agency</i>
Agence de surveillance du secteur pétrolier	<i>Petroleum Monitoring Agency</i>
Air Canada	<i>Air Canada</i>
Les Arsenaux canadiens, Limitée	<i>Canadian Arsenals Limited</i>
Banque du Canada	<i>Bank of Canada</i>
Banque fédérale développement	<i>Federal Business Development Bank</i>
Bibliothèque du Parlement	<i>Library of Parliament</i>
Bureau du commissaire des pénitenciers	<i>Office of Commissioner of Penitentiaries</i>
Bureau de l'enquêteur correctionnel	<i>Office of the Correctional Investigator</i>
Bureau du juge-arbitre	<i>Office of the Umpire</i>
Bureau du séquestre (biens ennemis)	<i>Office of the Custodian of Enemy Property</i>
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	<i>Canadian Centre for Occupational Health and Safety</i>
Centre de recherches pour le développement international	<i>International Development Research Centre</i>
Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur	<i>Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade</i>
Chemins de fer nationaux du Canada, au sens de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada	<i>Canadian National Railways, as defined in the Canadian National Railways Act</i>

Scenario	Policy	Impact
Counterfactual Scenario I: Unregulated Growth	None	Business as usual. Population grows by 1.8% per year.
Counterfactual Scenario II: Sustainable Growth	Population growth is limited to 1.0% per year.	Population growth is limited to 1.0% per year. This scenario is the baseline for all other scenarios.
Counterfactual Scenario III: Sustainable Growth + Climate Policy	Population growth is limited to 1.0% per year. Climate policy limits greenhouse gas emissions to 2010 levels by 2050.	Population growth is limited to 1.0% per year. Climate policy limits greenhouse gas emissions to 2010 levels by 2050. This scenario is the baseline for all other scenarios.
Counterfactual Scenario IV: Sustainable Growth + Climate Policy + Resource Efficiency	Population growth is limited to 1.0% per year. Climate policy limits greenhouse gas emissions to 2010 levels by 2050. Resource efficiency policies limit economic growth to 1.5% per year.	Population growth is limited to 1.0% per year. Climate policy limits greenhouse gas emissions to 2010 levels by 2050. Resource efficiency policies limit economic growth to 1.5% per year. This scenario is the baseline for all other scenarios.

Canadian Patents and Development Limited <i>Société canadienne des brevets et d'exploitation Ltée</i>	Commissaires du port de Hamilton <i>Hamilton Harbour Commissioners</i>
Canadian Saltfish Corporation <i>Office canadien du poisson salé</i>	Commissaires du port de Toronto <i>Toronto Harbour Commissioners</i>
Canadian Wheat Board <i>Commission canadienne du blé</i>	Commission canadienne du blé <i>Canadian Wheat Board</i>
Cape Breton Development Corporation <i>Société de développement du Cap-Breton</i>	Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels <i>Canadian Cultural Property Export Review Board</i>
Commission on Pacific Fisheries Policy <i>Commission sur la politique des pêches du Pacifique</i>	Commission des champs de bataille nationaux <i>The National Battlefields Commission</i>
Crown Assets Disposal Corporation <i>Corporation de disposition des biens de la Couronne</i>	Commission des réclamations étrangères <i>Foreign Claims Commission</i>
Defence Construction (1951) Limited <i>Construction de défense (1951) Limitée</i>	Commission du port du fleuve Fraser <i>Fraser River Harbour Commission</i>
Eldorado Nuclear Limited <i>Eldorado Nucléaire Limitée</i>	Commission du port de Lakehead <i>Lakehead Harbour Commission</i>
Export Development Corporation <i>Société pour l'expansion des exportations</i>	Commission du port de Nanaïmo <i>Nanaimo Harbour Commission</i>
Farm Credit Corporation <i>Société de crédit agricole</i>	Commission du port de North Fraser <i>North Fraser Harbour Commission</i>
Federal Business Development Bank <i>Banque fédérale de développement</i>	Commission du port d'Oshawa <i>Oshawa Harbour Commission</i>
Foreign Claims Commission <i>Commission des réclamations étrangères</i>	Commission du port de Port Alberni <i>Port Alberni Harbour Commission</i>
Foreign Investment Review Agency <i>Agence d'examen de l'investissement étranger</i>	Commission du port de Windsor <i>Windsor Harbour Commission</i>
Fraser River Harbour Commission <i>Commission du port du fleuve Fraser</i>	Commission du système métrique <i>Metric Commission</i>
Freshwater Fish Marketing Corporation <i>Office de commercialisation du poisson d'eau douce</i>	Commission du textile et du vêtement <i>Textile and Clothing Board</i>
Government House (Staff paid by the Governor General from his salary or allowance) <i>Résidence de son Excellence le Gouverneur général (Personnel rémunéré sur le traitement ou les allocations du gouverneur général)</i>	Commission royale d'enquête sur l'«Ocean Ranger» <i>Royal Commission on the "Ocean Ranger"</i>
Hamilton Harbour Commissioners <i>Commissaires du port de Hamilton</i>	Commission sur la politique des pêches du Pacifique <i>Commission on Pacific Fisheries Policy</i>
Harbourfront Corporation <i>Harbourfront Corporation</i>	Conseil canadien de la Magistrature <i>Canadian Judicial Council</i>
Heritage Canada Foundation <i>La Société Héritage Canada</i>	Conseil des Arts du Canada <i>Canada Council</i>
International Development Research Centre <i>Centre de recherches pour le développement international</i>	Conseil des ports nationaux <i>National Harbours Board</i>
Lakehead Harbour Commission <i>Commission du port de Lakehead</i>	Conseil national de commercialisation des produits de ferme <i>National Farm Products Marketing Council</i>
	Conseil national de l'esthétique industrielle <i>National Design Council</i>

Laurentian Pilotage Authority <i>Administration de pilotage des Laurentides</i>	Construction de défense (1951) Limitée <i>Defence Construction (1951) Limited</i>
Library of Parliament <i>Bibliothèque du Parlement</i>	Corporation commerciale canadienne <i>Canadian Commercial Corporation</i>
Loto Canada Inc. <i>Loto Canada Inc.</i>	Corporation de disposition des biens de la Couronne <i>Crown Assets Disposal Corporation</i>
Metric Commission <i>Commission du système métrique</i>	Corporation du Centre national des Arts <i>National Arts Centre Corporation</i>
Nanaimo Harbour Commission <i>Commission du port de Nanaimo</i>	Eldorado Nucléaire Limitée <i>Eldorado Nuclear Limited</i>
National Arts Centre Corporation <i>Corporation du Centre national des Arts</i>	Énergie atomique du Canada, Limitée <i>Atomic Energy of Canada Limited</i>
The National Battlefields Commission <i>Commission des champs de bataille nationaux</i>	Harbourfront Corporation <i>Harbourfront Corporation</i>
National Design Council <i>Conseil national de l'esthétique industrielle</i>	L'Institut international du Canada pour le grain <i>Canadian International Grain Institute</i>
National Farm Products Marketing Council <i>Conseil national de commercialisation des produits de ferme</i>	Loto Canada Inc. <i>Loto Canada Inc.</i>
National Harbours Board <i>Conseil des ports nationaux</i>	Monnaie royale canadienne <i>Royal Canadian Mint</i>
North Fraser Harbour Commission <i>Commission du port de North Fraser</i>	Office canadien du poisson salé <i>Canadian Saltfish Corporation</i>
Northern Transportation Company Limited <i>Société des transports du nord Ltée</i>	Office de commercialisation du poisson d'eau douce <i>Freshwater Fish Marketing Corporation</i>
Office of Commissioner of Penitentiaries <i>Bureau du commissaire des pénitenciers</i>	Office des indemnisations pétrolières <i>Petroleum Compensation Board</i>
Office of the Correctional Investigator <i>Bureau de l'enquêteur correctionnel</i>	Petro-Canada <i>Petro-Canada</i>
Office of the Custodian of Enemy Property <i>Bureau du séquestre (biens ennemis)</i>	Résidence de son Excellence le Gouverneur général (Personnel rémunéré sur le traitement ou les allocations du gouverneur général) <i>Government House (Staff paid by the Governor General from his salary or allowance)</i>
Office of the Umpire <i>Bureau du juge-arbitre</i>	Société d'assurance dépôt du Canada <i>Canada Deposit Insurance Corporation</i>
Oshawa Harbour Commission <i>Commission du port d'Oshawa</i>	Société canadienne des brevets et d'exploitation Ltée <i>Canadian Patents and Development Limited</i>
Pacific Pilotage Authority <i>Administration de pilotage du Pacifique</i>	Société canadienne d'hypothèques et de logement <i>Canada Mortgage and Housing Corporation</i>
Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade <i>Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur</i>	Société canadienne des postes <i>Canada Post Corporation</i>
Petro-Canada <i>Petro-Canada</i>	Société de crédit agricole <i>Farm Credit Corporation</i>
Petroleum Compensation Board <i>Office des indemnisations pétrolières</i>	Société de développement du Cap-Breton <i>Cape Breton Development Corporation</i>

Petroleum Monitoring Agency <i>Agence de surveillance du secteur pétrolier</i>	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne <i>Canadian Film Development Corporation</i>
Port Alberni Harbour Commission <i>Commission du port de Port Alberni</i>	Société pour l'expansion des exportations <i>Export Development Corporation</i>
Royal Canadian Mint <i>Monnaie royale canadienne</i>	La Société Héritage Canada <i>Heritage Canada Foundation</i>
Royal Commission on the "Ocean Ranger" <i>Commission royale d'enquête sur l'«Ocean Ranger»</i>	Société immobilière du Canada Limitée <i>Canada Lands Company Limited</i>
St. Lawrence Seaway Authority <i>Administration de la voie maritime du Saint-Laurent</i>	Société Radio-Canada <i>Canadian Broadcasting Corporation</i>
Standards Council of Canada <i>Conseil canadien des normes</i>	Société des transports du nord Ltée <i>Northern Transportation Company Limited</i>
Teleglobe Canada <i>Téléglobe Canada</i>	Téléglobe Canada <i>Teleglobe Canada</i>
Textile and Clothing Board <i>Commission du textile et du vêtement</i>	Tribunal antidumping <i>Anti-Dumping Tribunal</i>
Toronto Harbour Commissioners <i>Commissaires du port de Toronto</i>	Tribunal central d'appel <i>Central Appeal Tribunal</i>
Uranium Canada Limited <i>Uranium Canada Limitée</i>	Uranium Canada Limitée <i>Uranium Canada Limited</i>
VIA Rail Canada Inc. <i>VIA Rail Canada Inc.</i>	VIA Rail Canada, Inc. <i>VIA Rail Canada, Inc.</i>
Windsor Harbour Commission <i>Commission du port de Windsor</i>	Freshwater Fish Marketing Corporation <i>Freshwater Fish Marketing Corporation</i>
Office des propriétaires d'entreprises <i>Office of the owners of enterprises</i>	Office des indemnités particulières <i>Paroleum Compensation Board</i>
Office of the Comptroller of Patents <i>Office of the Comptroller of Patents</i>	Poste-Canada <i>Poste-Canada</i>
Office of the Comptroller of Patents and Trademarks <i>Office of the Comptroller of Patents and Trademarks</i>	Ministère de son Excellence le Gouverneur général <i>(Ministry of His Excellency the Governor General)</i>
Office of the Comptroller of Patents and Trademarks <i>Office of the Comptroller of Patents and Trademarks</i>	Government House (Staff paid by the Government general from his salary or allowance) <i>Government House (Staff paid by the Government general from his salary or allowance)</i>
Office of the Comptroller of Patents and Trademarks <i>Office of the Comptroller of Patents and Trademarks</i>	Société d'assurance dépôt du Canada <i>Canada Deposit Insurance Corporation</i>
Pacific Fisheries Commission <i>Commission des pêches du Pacifique</i>	Société canadienne des brevets et d'exploitation Ltée <i>Canadian Patent and Development Limited</i>
Department of Canadian Forces, Department of National Defence <i>Department of Canadian Forces, Department of National Defence</i>	Société canadienne d'hypothèques et de logement <i>Canada Mortgage and Housing Corporation</i>
Centre national des études étrangères et de coopération internationale <i>Centre national des études étrangères et de coopération internationale</i>	Société canadienne des routes <i>Canada Post Corporation</i>
Office of the Comptroller of Patents and Trademarks <i>Office of the Comptroller of Patents and Trademarks</i>	Banque de crédit agricole <i>Agricultural Credit Corporation</i>
Office of the Comptroller of Patents and Trademarks <i>Office of the Comptroller of Patents and Trademarks</i>	Société de développement du Capital <i>Capital Development Corporation</i>

C-125

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-125

An Act to provide supplementary borrowing authority

First reading, July 6, 1982

Y (1) Avez l'au
au Conseil, le ministre des Finances peut, en
ce qui concerne les emprunts émis par le
gouvernement du Canada, faire ce qui suit:
10 Il peut délivrer des emprunts supplémentaires, soit à la suite d'une
émission de la loi sur l'autorisation
parlementaire, les sommes nécessaires à la
continuance de cette utilisation si celle-ci est
nécessaire de manière temporaire à la fin de
l'émission. Ces sommes sont utilisées pour
les dépenses de l'usage du Canada qui sont
de nature à accroître

15 Y (2) Le ministre (1) peut faire l'emprunt de
bien meublé autorisé par la section 70
supérieure à dix millions de dollars si
les dépenses de fonctionnement au cours d'un
bien meublé dans une année donnée ne
atteignent pas l'équivalent de 10% de

20 l'emprunt de la section 32 de la loi sur l'autorisation
supplémentaire. L'emprunt de la section 32 de la loi sur l'autorisation
supplémentaire de la section 32 de la loi sur l'autorisation supplémentaire
peut être délivré pour l'acquisition de

25 les immobilisations et au chapitre 8 de l'annexe de
la loi sur l'autorisation supplémentaire à la section 32 de la loi sur l'autorisation supplémentaire.

THE MINISTER OF STATE (FINANCE) à titre de
LE MINISTRE D'ÉTAT (FINANCES) à titre de

C-125

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

LA CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-125

Loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire

Première lecture le 6 juillet 1982

(1) A l'avis du
Conseil, le ministre des Finances peut, en
ce qui concerne les emprunts émis par le
gouvernement du Canada, faire ce qui suit:
10 Il peut délivrer des emprunts supplémentaires, soit à la suite d'une
émission de la loi sur l'autorisation
parlementaire, les sommes nécessaires à la
continuance de cette utilisation si celle-ci est
nécessaire de manière temporaire à la fin de
l'émission. Ces sommes sont utilisées pour
les dépenses de l'usage du Canada qui sont
de nature à accroître

15 (2) Le ministre (1) peut faire l'emprunt de
bien meublé autorisé par la section 70
supérieure à dix millions de dollars si
les dépenses de fonctionnement au cours d'un
bien meublé dans une année donnée ne
atteignent pas l'équivalent de 10% de

20 l'emprunt de la section 32 de la loi sur l'autorisation
supplémentaire. L'emprunt de la section 32 de la loi sur l'autorisation
supplémentaire de la section 32 de la loi sur l'autorisation supplémentaire
peut être délivré pour l'acquisition de

25 les immobilisations et au chapitre 8 de l'annexe de
la loi sur l'autorisation supplémentaire à la section 32 de la loi sur l'autorisation supplémentaire.

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-125

An Act to provide supplementary borrowing authority

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Supplementary Borrowing Authority Act, 1982-83*.

Borrowing authority

2. (1) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, in addition to the sums now remaining unborrowed and negotiable of the loans authorized by any Act of Parliament heretofore passed, borrow, under the *Financial Administration Act*, by the issue and sale of securities of Canada, such sum or sums of money, not exceeding in the whole, eleven billion dollars, as may be required for public works and general purposes.

Expiration

(2) All borrowing authority conferred by subsection (1) that remains unused and in respect of which no action has been taken by the Governor in Council pursuant to section 37 of the *Financial Administration Act* shall expire on March 31, 1983 to the extent that the unused authority exceeds four billion dollars.

Idem

(3) All borrowing powers that are authorized by section 5 of chapter 8 of the Statutes of 1976-77, section 5 of chapter 7 of the Statutes of 1977-78 and section 2 of chapter 53 of the Statutes of 1980-81-82 and are outstanding and unused and in respect of

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-125

Loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. Titre abrégé : «*Loi de 1982-83 sur le pouvoir d'emprunt supplémentaire*».

Titre abrégé
5

2. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut, en sus de la fraction non encore placée des emprunts autorisés par toute loi du Parlement déjà adoptée, emprunter, selon les dispositions de la *Loi sur l'administration financière*, les sommes nécessaires, jusqu'à concurrence de onze milliards de dollars, à la réalisation de travaux publics et à des fins diverses. Ces emprunts sont effectués par voie d'émissions de titres du Canada destinés à la vente.

Pouvoir d'emprunt

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet le 31 mars 1983 pour toute fraction de l'emprunt maximal autorisé par ce paragraphe supérieure à quatre milliards de dollars et pour laquelle le gouverneur en conseil n'a pris aucune mesure dans le cadre de l'article 37 de la *Loi sur l'administration financière*.

Cessation d'effet
25

(3) Tous les pouvoirs d'emprunt autorisés par l'article 5 du chapitre 8 des Statuts de 1976-77, par l'article 5 du chapitre 7 des Statuts de 1977-78 et par l'article 2 du chapitre 53 des Statuts de 1980-81-82 qui ne sont ni retirés ni utilisés et à l'égard desquels

Idem

which no action has been taken by the Governor in Council pursuant to section 37 of the *Financial Administration Act* shall expire on the date of the coming into force of this Act.

Currency

(4) For greater certainty, any amount borrowed under this section or any other authority conferred by Parliament before the coming into force of this section may be borrowed in a currency other than that of Canada and may be repaid in the currency in which it was borrowed.

aucune initiative n'a été prise par le gouverneur en conseil dans le cadre de l'article 37 de la *Loi sur l'administration financière* prennent fin à la date d'entrée en vigueur de 5 la présente loi.

5

(4) Les emprunts autorisés en vertu du présent article ou de tout autre pouvoir conféré par le Parlement avant l'entrée en vigueur de cet article peuvent s'effectuer en 10 devises étrangères et être remboursés dans 10 ces devises.

Devises étrangères

Section 37 of the Financial Administration Act, 1982-83

37. In the exercise of its powers under section 37 of the *Financial Administration Act*, 1982-83, the Governor in Council may, in accordance with the recommendations of the Auditor General, borrow from the *Financial Administration Fund* the sum of \$1 billion and make available to the Auditor General the sum of \$100 million for the audit and evaluation of the financial management of the public service, and for amounts in the order of \$100 million dollars, which may be required for public audits and investigations.

(3) An borrowing authority conferred by subsection (1) that remains unused and in respect of which no action has been taken by the Governor in Council pursuant to section 37 of the *Financial Administration Act* comes into force on March 31, 1983, so the amount that the Governor in Council may draw from the *Financial Management Fund* for the audit and evaluation of the financial management of the public service, and for amounts in the order of \$100 million dollars, which may be required for public audits and investigations, is \$1 billion.

(4) An borrowing authority conferred and unused by the Governor in Council pursuant to section 37 of the *Financial Administration Act* comes into force on March 31, 1983, so the amount that the Governor in Council may draw from the *Financial Management Fund* for the audit and evaluation of the financial management of the public service, and for amounts in the order of \$100 million dollars, which may be required for public audits and investigations, is \$1 billion.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

Available from Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

37. Au-delà de l'entrée en vigueur de l'article 37 de la *Loi sur l'administration financière*, le montant de l'emprunt et de la Chambre des communes peut être dépassé.

(3) L'autorité d'emprunt de l'Orateur de la Chambre des communes pour l'année financière 1982-83, qui n'a pas été utilisée, n'importe quelle somme de la *Loi sur l'Administration financière* peut être utilisée pour l'audit et l'évaluation des finances administratives, jusqu'à concurrence de trois milliards de dollars, et la dépense de travail public et à des fins diverses. Ces emprunts sont effectués par 15 voies d'exécution de l'Orateur de la Chambre des communes à la fois.

(4) La paragraphne (3) continue d'avoir effet le 31 mars 1983 pour toute partie de l'autorité d'emprunt non utilisée par ce paragraphe, 20 pour laquelle le montant de l'emprunt auquel le gouverneur en conseil n'a pas accès, sauf dans les termes de l'article 37 de la *Loi sur l'Administration financière*.

(5) Tous les autres cas d'emprunt autorisés par l'article 37 de l'article 3 des Statuts de 1982-83, par l'article 3 du chapitre 7 des Statuts de 1982-83 et par l'article 2 de l'acte principal de l'Orateur de la Chambre des communes.

(6) Tous les autres cas d'emprunt autorisés par l'article 37 de l'article 3 des Statuts de 1982-83, par l'article 3 du chapitre 7 des Statuts de 1982-83 et par l'article 2 de l'acte principal de l'Orateur de la Chambre des communes.

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

C-126

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-126

An Act to amend the Financial Administration Act (No. 2)

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
AUGUST 4, 1982

C-126

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-126

Loi no 2 modifiant la Loi sur l'administration financière

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 4 AOÛT 1982

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-126

An Act to amend the Financial
Administration Act (No. 2)

R.S. c. F-10; cc.
11, 14(2nd
Supp.);
1974-75-76, cc.
14, 33, 61, 77;
1976-77, cc. 18,
34; 1977-78, c.
33; 1978-79, c.
4, 9, 13;
1980-81-82, cc.
40, 54

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 11(2) of the *Financial Administration Act* is repealed and the following substituted therefor:

Establishment
of accounts

“(2) The Receiver General may establish, in the name of the Receiver General, accounts for the deposit of public money with

10

- (a) any member of the Canadian Payments Association;
- (b) any local cooperative credit society that is a member of a central cooperative credit society having membership in the Canadian Payments Association;
- (c) any fiscal agent that the Minister may designate; and
- (d) any financial institution outside Canada that the Minister may designate.”

2. Subsection 71(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Bank accounts

“**71.** (1) A corporation may, with the approval of the Minister of Finance, maintain in its own name one or more accounts with

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-126

Loi n^o 2 modifiant la Loi sur l’administration financière

S.R., c. F-10; c.
11, 14(2^e
suppl.);
1974-75-76, c.
14, 33, 61, 77;
1976-77, c. 18,
34; 1977-78, c.
33; 1978-79, c.
4, 9, 13;
1980-81-82, c.
40, 54

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. Le paragraphe 11(2) de la *Loi sur l’administration financière* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5

“(2) Le receveur général peut, pour le dépôt des deniers publics, établir au nom du receveur général des comptes auprès de

Établissement
de comptes

a) tout membre de l’Association canadienne des paiements;

b) toute société coopérative de crédit locale membre d’une société coopérative de crédit centrale qui est membre de l’Association canadienne des paiements;

c) tout agent financier que le Ministre peut désigner; et

d) toute institution financière située à l’extérieur du Canada que le Ministre peut désigner.”

20

2. Le paragraphe 71(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**71.** (1) Avec l’assentiment du ministre des Finances, une corporation peut maintenir en son propre nom un ou plusieurs comptes auprès de

Comptes en
banque

PROJET DE LOI C127

10 CHAMBRE DES COMPTES
Cet article, qui, par l'intermédiaire de la Chambre des Comptes, vise à assurer la sécurité sociale et à établir une nouvelle forme de protection sociale, est destiné à être voté par la Chambre des Comptes.

Il s'agit d'un projet de loi qui vise à assurer la sécurité sociale et à établir une nouvelle forme de protection sociale, destiné à être voté par la Chambre des Comptes.

Le projet de loi C127, intitulé « Projet de loi sur la sécurité sociale et la protection sociale », a été déposé au Parlement le 1er juillet 2019. Il a été adopté par la Chambre des Comptes le 15 juillet 2019.

Le projet de loi C127, intitulé « Projet de loi sur la sécurité sociale et la protection sociale », a été déposé au Parlement le 1er juillet 2019. Il a été adopté par la Chambre des Comptes le 15 juillet 2019.

Le projet de loi C127, intitulé « Projet de loi sur la sécurité sociale et la protection sociale », a été déposé au Parlement le 1er juillet 2019. Il a été adopté par la Chambre des Comptes le 15 juillet 2019.

Le projet de loi C127, intitulé « Projet de loi sur la sécurité sociale et la protection sociale », a été déposé au Parlement le 1er juillet 2019. Il a été adopté par la Chambre des Comptes le 15 juillet 2019.

- | | |
|--|--|
| <p>(a) any member of the Canadian Payments Association;</p> <p>(b) any local cooperative credit society that is a member of a central cooperative credit society having membership in the Canadian Payments Association; and</p> <p>(c) any financial institution outside Canada that the Minister of Finance may designate." 10</p> | <p>a) tout membre de l'Association canadienne des paiements;</p> <p>b) toute société coopérative de crédit locale membre d'une société coopérative de crédit centrale qui est membre de l'Association canadienne des paiements; et</p> <p>c) toute institution financière hors du Canada que le ministre des Finances peut désigner.» 10</p> |
|--|--|

Section 11(2) de la Loi sur l'administration financière

Par l'avis du Travaux sociaux et avec le consentement du secrétaire de la Chambre des communes du Canada, il est décreté au Canada,

1. Le paragraphe 11(2) de la Loi sur l'administration financière est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- (2) Le receveur général peut faire le dépôt des deniers publics, malgré au moins un receveur général des domaines auprès de
- un membre de l'Association canadienne des paiements;
 - toute société coopérative de crédit locale membre d'une société coopérative de crédit centrale qui est membre de l'Association canadienne des paiements;
 - un agent financier que le Ministre peut désigner; et
 - toute institution financière située à l'extérieur du Canada que le Ministre peut désigner.

Le paragraphe 7(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

C-127

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

PROJET DE LOI C-127

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-127

An Act to amend the Criminal Code in relation to sexual offences and other offences against the person and to amend certain other Acts in relation thereto or in consequence thereof

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
AUGUST 4, 1982**

C-127

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-127

Loi modifiant le Code criminel en matière d'infractions sexuelles et d'autres infractions contre la personne et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

CRIMINAL CODE

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 4 AOÛT 1982**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-127

An Act to amend the Criminal Code in relation to sexual offences and other offences against the person and to amend certain other Acts in relation thereto or in consequence thereof

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-34

CRIMINAL CODE

1. Section 2 of the *Criminal Code* is amended by adding thereto, immediately after the definition "clerk of the court", the following definition:

"complainant"
"plaintenant"

"complainant" means the victim of the alleged offence;"

2. Subsection 3(1) of the said Act is repealed.

3. All that portion of subsection 6(1.2) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1974-75-76, c.
93, s. 3(1)

Offence against
internationally
protected
person

"(1.2) Notwithstanding anything in this Act or any other Act, every one who, outside Canada, commits an act or omission against the person of an internationally protected person or against any property referred to in section 387.1 (attack on official premises, etc.) used by him that if committed in Canada would be an offence against that section or section 218 (murder), 219 (manslaughter), 245 (assault), 245.1 (assault with a weapon or

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-127

Loi modifiant le Code criminel en matière d'infractions sexuelles et d'autres infractions contre la personne et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

CODE CRIMINEL

S.R., c. C-34

1. L'article 2 du *Code criminel* est modifié par insertion, après la définition de «personne jouissant d'une protection internationale», de ce qui suit :

« «plaintain» désigne la victime de l'infraction présumée; »

2. Le paragraphe 3(1) de ladite loi est abrogé.

3. Le passage du paragraphe 6(1.2) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15
1974-75-76, c.
93, par. 3(1)
Infraction
contre une
personne
jouissant d'une
protection
internationale

“(1.2) Nonobstant la présente loi et toute autre loi, tout acte commis par action ou omission, à l'extérieur du Canada, contre une personne jouissant d'une protection internationale ou contre un bien qu'elle utilise, visé à l'article 387.1, (attaque contre les locaux officiels, etc.) et qui, commis au Canada, constituerait une infraction à cet article ou aux articles 218 (meurtre), 219 (homicide involontaire coupable), 245 (voies de fait), 25

causing bodily harm), 245.2 (aggravated assault), 245.3 (unlawfully causing bodily harm), 246.1 (sexual assault), 246.2 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm), 246.3 (aggravated sexual assault), 247 (kidnapping), 249 to 250.2 (abduction and detention of young persons) or 381.1 (threats against internationally protected persons) shall be deemed to commit that act or 10 omission in Canada if"

1974-75-76, c.
105, s.29

4. Sections 17 and 18 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Compulsion by
threats

"**17.** A person who commits an offence 15 under compulsion by threats of immediate death or bodily harm from a person who is present when the offence is committed is excused for committing the offence if he believes that the threats will be carried out 20 and if he is not a party to a conspiracy or association whereby he is subject to compulsion, but this section does not apply where the offence that is committed is high treason or treason, murder, piracy, 25 attempted murder, sexual assault, sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm, aggravated sexual assault, forcible abduction, robbery, assault with a weapon or causing bodily 30 harm, aggravated assault, unlawfully causing bodily harm, arson or an offence under sections 249 to 250.2 (abduction and detention of young persons).

Compulsion of
spouse

18. No presumption arises that a married person who commits an offence does so under compulsion by reason only that the offence is committed in the presence of the spouse of that married person."

5. Sections 139 and 140 of the said Act 40 are repealed and the following substituted therefor:

245.1 (agression armée ou infliction de lésions corporelles), 245.2 (voies de fait graves), 245.3 (infliction illégale de lésions corporelles), 246.1 (agression sexuelle), 246.2 (agression sexuelle armée, menaces 5 à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), 246.3 (agression sexuelle grave), 247 (enlèvement), 249 à 250.2 (enlèvement et séquestration d'une jeune personne) ou 381.1 (menaces contre 10 une personne jouissant d'une protection internationale) est réputée commis au Canada»

4. Les articles 17 et 18 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1974-75-76, c.
105, art. 29

Contrainte par
menaces

"**17.** Une personne qui commet une infraction, sous l'effet de la contrainte exercée par des menaces de mort immédiate ou de lésions corporelles de la part d'une personne présente lorsque l'infraction est commise, est excusée d'avoir commis l'infraction si elle croit que les menaces seront mises à exécution et si elle n'est partie à aucun complot ou aucune association par laquelle elle est soumise à 25 la contrainte; mais le présent article ne s'applique pas si l'infraction commise est la haute trahison ou la trahison, le meurtre, la piraterie, la tentative de meurtre, l'agression sexuelle, l'agression sexuelle 30 armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles, l'agression sexuelle grave, le rapt, le vol qualifié, l'agression armée ou infliction de lésions corporelles, les voies de fait graves, l'infraction illégale de lésions corporelles, le crime 35 d'incendie ou une infraction visée aux articles 249 à 250.2 (enlèvement et séquestration d'une jeune personne).

18. Il n'y a aucune présomption qu'une 40 personne mariée commettant une infraction agit ainsi par contrainte du seul fait qu'elle la commet en présence de son conjoint.»

Contrainte d'un
conjoint

5. Les articles 139 et 140 de ladite loi sont 45 abrogés et remplacés par ce qui suit :

Consent of
child under
fourteen no
defence

1972, c. 13, s.
70; 1974-75-76,
c. 93, s. 8

Age

1972, c. 13,
s. 70

1972, c. 13,
s. 70

1976-77, c. 53,
s. 7(1)

"prostitute"
"prostitué"

1972, c. 13,
s. 14

"140. Where an accused is charged with an offence under section 146 in respect of a person under the age of fourteen years, the fact that the person consented to the commission of the offence is not a defence to the charge."

6. Sections 142 to 145 of the said Act are repealed.

7. Section 147 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"147. No male person shall be deemed to commit an offence under section 146 or 150 while he is under the age of fourteen years."

8. Sections 148 and 149 of the said Act are repealed.

9. Section 156 of the said Act is repealed.

10. The definition "offence" in section 178.1 of the said Act is amended by striking out the reference to "79 (causing injury with intent)" where it occurs therein and substituting a reference to "79 (using explosives)", by striking out the reference to "144 (rape)" and "245(2) (assault causing bodily harm)", where it occurs therein and by adding, immediately after the reference to "218 (murder)", a reference to "245.1 (assault with a weapon or causing bodily harm), 245.2 (aggravated assault), 245.3 (unlawfully causing bodily harm), 246.1 (sexual assault), 246.2 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm), 246.3 (aggravated sexual assault)."

11. Subsection 179(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after the definition "place", the following definition:

" "prostitute" means a person of either sex who engages in prostitution;"

12. Sections 182 and 183 of the said Act are repealed.

13. Subsections 195(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"140. Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction visée par l'article 146 à l'égard d'une personne de moins de quatorze ans, le fait que la personne a consenti à la perpétration de l'infraction ne constitue pas une défense contre l'inculpation."

6. Les articles 142 à 145 de ladite loi sont abrogés.

7. L'article 147 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"147. Aucune personne du sexe masculin n'est réputée commettre une infraction visée par l'article 146 ou 150 quand elle est âgée de moins de quatorze ans."

8. Les articles 148 et 149 de ladite loi sont abrogés.

9. L'article 156 de ladite loi est abrogé.

10. La définition d'"infraction" à l'article 178.1 de ladite loi est modifiée en abrogeant le renvoi à «79 (intention de causer des blessures ou des dommages)» et en le remplaçant par «79 (usage d'explosifs)», en abrogeant le renvoi à «144 (viol)» et «245(2) (coups et blessures)» et en ajoutant, après le renvoi à «218 (meurtre)», un renvoi à «245.1 (agression armée ou infliction de lésions corporelles), 245.2 (voies de fait graves), 245.3 (infliction illégale de lésions corporelles), 246.1 (agression sexuelle), 246.2 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), 246.3 (agression sexuelle grave)».

11. Le paragraphe 179(1) de ladite loi est modifié par insertion, après la définition de «pari», de ce qui suit :

" «prostitué» désigne une personne de l'un ou l'autre sexe qui se livre à la prostitution;"

12. Les articles 182 et 183 de ladite loi sont abrogés.

13. Les paragraphes 195(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Le consentement d'un enfant de moins de 14 ans ne constitue pas une défense

5

1972, c. 13, art.
70; 1974-75-76,
c. 93, art. 8

Âge

1972, c. 13,
art. 70

1976-77, c. 53,
par. 7(1)

"prostitué"
"prostitué"

1972, c. 13,
art. 14

Procuring

"195. (1) Every one who

- (a) procures, attempts to procure or solicits a person to have illicit sexual intercourse with another person, whether in or out of Canada,
- (b) inveigles or entices a person who is not a prostitute or a person of known immoral character to a common bawdy-house or house of assignation for the purpose of illicit sexual intercourse or 10 prostitution,
- (c) knowingly conceals a person in a common bawdy-house or house of assignation,
- (d) procures or attempts to procure a 15 person to become, whether in or out of Canada, a prostitute,
- (e) procures or attempts to procure a person to leave the usual place of abode of that person in Canada, if that place is 20 not a common bawdy-house, with intent that the person may become an inmate or frequenter of a common bawdy-house, whether in or out of Canada,
- (f) on the arrival of a person in Canada, 25 directs or causes that person to be directed or takes or causes that person to be taken, to a common bawdy-house or house of assignation,
- (g) procures a person to enter or leave 30 Canada, for the purpose of prostitution,
- (h) for the purposes of gain, exercises control, direction or influence over the movements of a person in such manner as to show that he is aiding, abetting or 35 compelling that person to engage in or carry on prostitution with any person or generally,
- (i) applies or administers to a person or causes that person to take any drug, 40 intoxicating liquor, matter or thing with intent to stupefy or overpower that person in order thereby to enable any person to have illicit sexual intercourse with that person, or
- (j) lives wholly or in part on the avails of prostitution of another person,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for ten years.

195. (1) Est coupable d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de dix ans, quiconque

- a) induit, tente d'induire ou sollicite une personne à avoir des rapports sexuels illicites avec une autre personne, soit au Canada, soit hors du Canada;
- b) attire ou entraîne une personne qui n'est pas prostituée ou une personne reconnue de mauvaises mœurs vers une 10 maison de débauche ou une maison de rendez-vous aux fins de rapports sexuels illicites ou de prostitution;
- c) sciemment cache une personne dans une maison de débauche ou une maison 15 de rendez-vous;
- d) induit ou tente d'induire une personne à se prostituer, soit au Canada, soit hors du Canada;
- e) induit ou tente d'induire une per-20 sonne à abandonner son lieu ordinaire de résidence au Canada, lorsque ce lieu n'est pas une maison de débauche, avec l'intention de lui faire habiter une maison de débauche ou pour qu'elle fré-25 quente une maison de débauche, au Canada ou hors du Canada;
- f) à l'arrivée d'une personne au Canada, la dirige ou la fait diriger vers une maison de débauche ou une maison 30 de rendez-vous, ou l'y amène ou l'y fait conduire;
- g) induit une personne à venir au Canada ou à quitter le Canada pour se livrer à la prostitution;
- h) aux fins de lucre, exerce un contrôle, une direction ou une influence sur les mouvements d'une personne de façon à démontrer qu'il l'aide, l'encourage ou la force à s'adonner ou à se livrer à la 40 prostitution avec quelque personne en particulier ou d'une manière générale;
- i) applique ou administre, ou fait prendre, à une personne, quelque drogue, liqueur envirante, matière ou chose, 45 avec l'intention de la stupéfier ou de la subjuger de manière à permettre à quelqu'un d'avoir avec elle des rapports sexuels illicites; ou

Proxénétisme

189-2

Presumption

(2) Evidence that a person lives with or is habitually in the company of prostitutes, or lives in a common bawdy-house or house of assignation is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person lives on the avails of prostitution." 5

14. Section 201 of the said Act is repealed.

1974-75-76, c.
93, s. 13

15. All that portion of section 213 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is 10 repealed and the following substituted therefor:

"213. Culpable homicide is murder where a person causes the death of a human being while committing or 15 attempting to commit high treason or treason or an offence mentioned in section 52 (sabotage), 76 (piratical acts), 76.1 (hijacking an aircraft), 132 or subsection 133(1) or sections 134 to 136 (escape or 20 rescue from prison or lawful custody), section 246 (assaulting a peace officer), section 246.1 (sexual assault), 246.2 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm), 246.3 25 (aggravated sexual assault), 247 (kidnapping and forcible confinement), 302 (robbery), 306 (breaking and entering) or 389 or 390 (arson), whether or not the person means to cause death to any human being 30 and whether or not he knows that death is likely to be caused to any human being, if"

Murder in
commission of
offences

1974-75-76, c.
105, s. 4

16. Subsection 214(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Hijacking,
sexual assault
or kidnapping

"5. Irrespective of whether a murder is planned and deliberate on the part of any person, murder is first degree murder in respect of a person when the death is caused by that person while committing or 40

j) vit entièrement ou en partie des produits de la prostitution d'une autre personne.

(2) La preuve qu'une personne vit ou se trouve habituellement en compagnie de prostitués, ou vit dans une maison de débauche ou une maison de rendez-vous, constitue, en l'absence de preuve contraire, une preuve qu'elle vit des produits de la 10 prostitution.»

Présomption

14. L'article 201 de ladite loi est abrogé.

15. Le passage de l'article 213 de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1974-75-76, c.
93, art. 13

15

"213. L'homicide coupable est un meurtre lorsqu'une personne cause la mort d'un être humain pendant qu'elle commet ou tente de commettre une haute trahison, une trahison ou une infraction mentionnée 20 aux articles 52 (sabotage), 76 (actes de piraterie), 76.1 (détournement d'aéronef), 132 ou au paragraphe 133(1) ou aux articles 134 à 136 (évasion ou délivrance d'une garde légale), 246 (voies de fait sur 25 un agent de la paix), 246.1 (agression sexuelle), 246.2 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), 246.3 (agression sexuelle grave), 247 (enlèvement et 30 séquestration), 302 (vol qualifié), 306 (introduction par effraction) ou 389 ou 390 (crime d'incendie), qu'elle ait ou non l'intention de causer la mort d'un être humain et qu'elle sache ou non qu'il en résultera vraisemblablement la mort d'un être humain»

Infraction
accompagnée
d'un meurtre

16. Le paragraphe 214(5) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1974-75-76, c.
105, art. 4

"5. Indépendamment de toute préméditation, commet un meurtre au premier degré quiconque cause la mort d'une personne en commettant ou tentant de commettre une infraction prévue à l'un des articles suivants:

Détournement,
agression
sexuelle ou
enlèvement

45

attempting to commit an offence under one of the following sections:

- (a) section 76.1 (hijacking an aircraft);
- (b) section 246.1 (sexual assault);
- (c) section 246.2 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm);
- (d) section 246.3 (aggravated sexual assault); or
- (e) section 247 (kidnapping and forcible confinement)."

17. All that portion of section 228 of the said Act following paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"discharges a firearm, air gun or air pistol at any person, whether or not that person is the one mentioned in paragraph (a), (b) or (c), is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for fourteen years."

18. Paragraph 242(3)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) is guilty of an offence under section 245.3, if bodily harm to any person results therefrom; or"

19. Sections 244 to 246 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“244. (1) A person commits an assault when

- (a) without the consent of another person, he applies force intentionally to that other person, directly or indirectly;
- (b) he attempts or threatens, by an act or gesture, to apply force to another person, if he has, or causes that other person to believe upon reasonable grounds that he has, present ability to effect his purpose; or
- (c) while openly wearing or carrying a weapon or an imitation thereof, he accosts or impedes another person or begs.

1972, c. 13, ss.
21, 22;
1974-75-76 c.
93, ss. 21, 22

Assault

45

- a) article 76.1 (détournement d'aéro-nef);
- b) article 246.1 (agression sexuelle);
- c) article 246.2 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles);
- d) article 246.3 (agression sexuelle grave); ou
- e) article 247 (enlèvement et séquestration).»

10

17. Le passage de l'article 228 de ladite loi qui suit l'alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

15

«décharge une arme à feu, un fusil à vent ou un pistolet à vent contre quelqu'un, que cette personne soit ou non celle qui est mentionnée à l'alinéa a), b) ou c).»

18. L'alinéa 242(3)b) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) est coupable de l'infraction prévue à l'article 245.3, s'il en résulte des lésions corporelles à une personne; ou»

19. Les articles 244 à 246 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1972, c. 13, art.
21, 22;
1974-75-76, c.
93, art. 21, 22

“244. (1) Commet des voies de fait, ou 25 Voies de fait se livre à une attaque ou une agression, quiconque

- a) d'une manière intentionnelle, emploie la force, directement ou indirectement, contre une autre personne sans son consentement;
- b) tente ou menace, par un acte ou un geste, d'employer la force contre une autre personne, s'il est en mesure actuelle, ou s'il porte cette personne à croire, pour des motifs raisonnables, qu'il est alors en mesure actuelle d'accomplir son dessein; ou

c) au bénéfice d'un enseignement qui n'a rien à faire avec l'objectif de l'école

(5) La personne dirigeante a appris à faire faire

- 2 a) les exercices de logique de fait et de compréhension
- b) les exercices de logique de compréhension et de raisonnement
- c) les exercices de logique de raisonnement et de compréhension

(3) Pour l'application du principe difficile, l'objectif

de l'enseignant est que les élèves comprennent le fait que l'objectif de l'école

est de faire des exercices de logique de compréhension

et de faire des exercices de logique de raisonnement

pour atteindre l'objectif de l'école

et de faire des exercices de logique de raisonnement

pour atteindre l'objectif de l'école

- 61 a) que le résultat de l'enseignement
- b) que l'enseignement est difficile

(4) Lorsque l'enseignant fait

ce qu'il a promis, il encourage les élèves à faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

- 62 a) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire
- b) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

- 63 a) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire
- b) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

- 64 a) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire
- b) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

- 65 a) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire
- b) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

- 66 a) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire
- b) faire ce qu'il a promis, mais il ne leur demande pas de faire

(1) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(2) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(3) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(4) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(5) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(6) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(7) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(8) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(9) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(10) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(11) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(12) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(13) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(14) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

(15) L'enseignant applique le principe difficile, mais il ne comprend pas pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Il se demande pourquoi certains élèves n'arrivent pas à faire ce qu'il a promis.

Application

(2) This section applies to all forms of assault, including sexual assault, sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm and aggravated sexual assault.

5

c) en portant ostensiblement une arme ou une imitation, aborde ou importune une autre personne ou mendie.

(2) Le présent article s'applique à toutes les espèces de voies de fait, y compris les agressions sexuelles, les agressions sexuelles armées, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles et les agressions sexuelles graves.

Consent

(3) For the purposes of this section, no consent is obtained where the complainant submits or does not resist by reason of

- (a) the application of force to the complainant or to a person other than the complainant;
- (b) threats or fear of the application of force to the complainant or to a person other than the complainant;
- (c) fraud; or
- (d) the exercise of authority.

15

(3) Pour l'application du présent article, ne constitue pas un consentement le fait pour le plaignant de se soumettre ou de ne pas résister en raison:

- a) de l'emploi de la force envers le plaignant ou une autre personne;
- b) des menaces d'emploi de la force ou de la crainte de cet emploi envers le plaignant ou une autre personne;
- c) de la fraude; ou
- d) de l'exercice de l'autorité.

15

20

Accused's belief as to consent

(4) Where an accused alleges that he believed that the complainant consented to the conduct that is the subject-matter of the charge, a judge, if satisfied that there is sufficient evidence and that, if believed by the jury, the evidence would constitute a defence, shall instruct the jury, when reviewing all the evidence relating to the determination of the honesty of the accused's belief, to consider the presence or absence of reasonable grounds for that belief.

(4) Lorsque l'accusé allège qu'il croyait que le plaignant a consenti aux actes sur lesquels l'accusation est fondée, le juge doit, s'il est convaincu qu'il y a une preuve suffisante et que cette preuve constituerait une défense si elle était acceptée par le jury, demander à ce dernier de prendre en considération, en évaluant l'ensemble de la preuve qui concerne la détermination de la sincérité de la croyance de l'accusé, la présence ou l'absence de motifs raisonnables pour celle-ci.

Croyance de l'accusé quant au consentement

Assault

245. Every one who commits an assault is guilty of

30

245. Quiconque se livre à des voies de fait est coupable

Voies de fait

- a) d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de cinq ans; ou
- b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

Assault with a weapon or causing bodily harm

245.1 (1) Every one who, in committing an assault,

35

245.1 (1) Est coupable d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de dix ans quiconque, en se livrant à des voies de fait,

Agression armée ou infliction de lésions corporelles

- a) porte, utilise ou menace d'utiliser une arme ou une imitation d'arme; ou
- b) inflige des lésions corporelles au plaignant.

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for ten years.

40

45

Definition of
"bodily harm"

(2) For the purposes of this section and sections 245.3 and 246.2, "bodily harm" means any hurt or injury to the complainant that interferes with his or her health or comfort and that is more than merely transient or trifling in nature.

5

(2) Pour l'application du présent article et des articles 245.3 et 246.2, «lésions corporelles» désigne une blessure qui nuit à la santé ou au bien-être du plaignant et qui n'est pas de nature passagère ou sans importance.

Définition de
«lésions
corporelles»

Aggravated
assault

245.2 (1) Every one commits an aggravated assault who wounds, maims, disfigures or endangers the life of the complainant.

10

245.2 (1) Commet des voies de fait graves quiconque blesse, mutilé ou défigure le plaignant ou met sa vie en danger.

Voies de fait
graves

Punishment

(2) Every one who commits an aggravated assault is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for fourteen years.

10

(2) Quiconque se livre à des voies de fait graves est coupable d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de quatorze ans.

Unlawfully
causing bodily
harm

245.3 Every one who unlawfully causes bodily harm to any person is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for ten years.

15

245.3 Quiconque cause illégalement des lésions corporelles à une personne est coupable d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de dix ans.

Infraction
illégale de
lésions
corporelles

Assaulting a
peace officer

246. (1) Every one commits an offence who

20

246. (1) Commet une infraction quiconque exerce des voies de fait contre

Voies de fait
contre un agent
de la paix

- (a) assaults a public officer or peace officer engaged in the execution of his duty or a person acting in aid of such an officer;
- (b) assaults a person with intent to resist or prevent the lawful arrest or detention of himself or another person; or
- (c) assaults a person
 - (i) who is engaged in the lawful execution of a process against lands or goods or in making a lawful distress or seizure, or
 - (ii) with intent to rescue anything taken under lawful process, distress or seizure.

a) un fonctionnaire public ou un agent de la paix agissant dans l'exercice de leurs fonctions ou contre une personne qui leur prête main-forte;

b) une personne dans l'intention de résister à une arrestation ou détention légale, la sienne ou celle d'un autre, ou de les empêcher; ou

c) une personne

- (i) agissant dans l'exécution légale d'un acte judiciaire contre des terres ou des effets mobiliers, ou d'une saisie, ou
- (ii) avec l'intention de reprendre une chose saisie ou prise en vertu d'un acte judiciaire.

35

Punishment

(2) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of

(2) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable

Peine

- (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for five years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.

a) d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de cinq ans; ou

b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

246.1 (1) Quiconque commet une agression sexuelle est coupable

Agression
sexuelle

a) d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de dix ans; ou

45

Sexual assault

246.1 (1) Every one who commits a sexual assault is guilty of

- (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for ten years; or

No defence

(b) an offence punishable on summary conviction.

(2) Where an accused is charged with an offence under subsection (1) or section 246.2 or 246.3 in respect of a person under the age of fourteen years, it is not a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge unless the accused is less than three years older than the complainant. 10

b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(2) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction visée au paragraphe (1) ou aux articles 246.2 ou 246.3 à l'égard d'une personne âgée de moins de quatorze ans, ne constitue pas une défense le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation sauf si l'accusé est de moins de trois ans son aîné. 10

Défense irrecevable

Sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm

246.2 Every one who, in committing a sexual assault,

- (a) carries, uses or threatens to use a weapon or an imitation thereof, 15
- (b) threatens to cause bodily harm to a person other than the complainant,
- (c) causes bodily harm to the complainant, or
- (d) is a party to the offence with any other person,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for fourteen years.

246.2 Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de quatorze ans, quiconque, en commettant une agression sexuelle,

- a) porte, utilise ou menace d'utiliser une arme ou une imitation d'arme;
- b) menace d'infliger des lésions corporelles à une autre personne que le plaignant;
- c) inflige des lésions corporelles au plaignant; ou
- d) a commis l'infraction avec la complicité d'une autre personne.

Agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles

246.3 (1) Commet une agression sexuelle grave quiconque, en commettant une agression sexuelle, blesse, mutilé ou défigure le plaignant ou met sa vie en danger.

Agression sexuelle grave

(2) Quiconque commet une agression sexuelle grave est coupable d'un acte criminel et possible de l'emprisonnement à perpétuité.

Peine

246.4 La corroboration n'est pas nécessaire pour déclarer coupable une personne accusée d'une infraction prévue aux articles 150 (inceste), 157 (grossière indécence), 246.1 (agression sexuelle), 246.2 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles) ou 246.3 (agression sexuelle grave). Le juge ne doit pas informer le jury qu'il n'est pas prudent de déclarer l'accusé coupable en l'absence de corroboration.

La corroboration n'est pas exigée

Punishment

(2) Every one who commits an aggravated sexual assault is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life.

246.3 (1) Commet une agression sexuelle grave quiconque, en commettant une agression sexuelle, blesse, mutilé ou défigure le plaignant ou met sa vie en danger.

Corroboration not required

246.4 Where an accused is charged with an offence under section 150 (incest), 157 (gross indecency), 246.1 (sexual assault), 246.2 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm) or 246.3 (aggravated sexual assault), no corroboration is required for a conviction and the judge shall not instruct the jury that it is unsafe to find the accused guilty in the absence of corroboration.

246.3 (1) Commet une agression sexuelle grave quiconque, en commettant une agression sexuelle, blesse, mutilé ou défigure le plaignant ou met sa vie en danger.

Rules respecting recent complaint abrogated

246.5 The rules relating to evidence of recent complaint in sexual assault cases are hereby abrogated.

246.5 Sont abolies, dans les cas d'agression sexuelle, les règles de preuve qui concernent la plainte spontanée.

Abolition des règles relatives à la plainte spontanée

No evidence
concerning
sexual activity

246.6 (1) In proceedings in respect of an offence under section 246.1, 246.2 or 246.3, no evidence shall be adduced by or on behalf of the accused concerning the sexual activity of the complainant with 5 any person other than the accused unless

- (a) it is evidence that rebuts evidence of the complainant's sexual activity or absence thereof that was previously adduced by the prosecution; 10
- (b) it is evidence of specific instances of the complainant's sexual activity tending to establish the identity of the person who had sexual contact with the complainant on the occasion set out in 15 the charge; or
- (c) it is evidence of sexual activity that took place on the same occasion as the sexual activity that forms the subject-matter of the charge, where that evidence relates to the consent that the accused alleges he believed was given by 20 the complainant.

Notice

(2) No evidence is admissible under paragraph (1)(c) unless 25

- (a) reasonable notice in writing has been given to the prosecutor by or on behalf of the accused of his intention to adduce the evidence together with particulars of the evidence sought to be 30 adduced; and
- (b) a copy of the notice has been filed with the clerk of the court.

Hearing
required

(3) No evidence is admissible under subsection (1) unless the judge, magistrate or 35 justice, after holding a hearing in which the jury and the members of the public are excluded and in which the complainant is not a compellable witness, is satisfied that the requirements of this section are met. 40

Publication
prohibited

(4) The notice given under subsection (2) and the evidence taken, the information given or the representations made at a hearing referred to in subsection (3) shall not be published in any newspaper or 45 broadcast.

246.6 (1) Dans des procédures à l'égard d'une infraction prévue aux articles 246.1, 246.2 ou 246.3 l'accusé ou son représentant ne peuvent présenter une preuve concernant le comportement sexuel du plaignant avec qui que ce soit d'autre que l'accusé à moins qu'il ne s'agisse 5

- a) d'une preuve qui repousse une preuve préalablement présentée par la poursuite et portant sur le comportement ou l'absence de comportement sexuel du plaignant;
- b) de la preuve d'un rapport sexuel du plaignant présentée dans le but d'établir l'identité de la personne qui a eu avec le plaignant des rapports sexuels lors de l'événement mentionné dans l'accusation; ou
- c) d'une preuve d'actes de conduite sexuelle qui ont eu lieu en même temps que ceux qui sont à l'origine de l'accusation dans les cas où la preuve porte sur le consentement que l'accusé croyait que le plaignant avait donné.

(2) Aucune preuve n'est admissible en 25 Avis vertu de l'alinéa (1)c) à moins

- a) qu'un avis raisonnable n'ait été donné par écrit au poursuivant par l'accusé ou en son nom, de son intention de produire cette preuve, et faisant état des 30 détails qui s'y rapportent; et
- b) qu'une copie de cet avis n'ait été déposée auprès du greffier de la cour.

(3) Aucune preuve n'est admissible en 35 Audition vertu du paragraphe (1) à moins que le juge, le magistrat ou le juge de paix, après tenue d'une audition à huis clos en l'absence du jury et lors de laquelle le plaignant n'est pas un témoin contrainable, ne soit convaincu que les exigences énumérées au présent article ont été respectées. 40

(4) Il est interdit de diffuser dans un journal, à la radio ou à la télévision, l'avis donné conformément au paragraphe (2) et la preuve soumise, les renseignements donnés ou les observations faites au cours 45 d'une audition mentionnée au paragraphe (3).

Pas de preuve
sur le
comportement
sexuel du
plaintain

Diffusion
interdite

Offence	(5) Every one who, without lawful excuse the proof of which lies upon him, contravenes subsection (4) is guilty of an offence punishable on summary conviction.	5	(5) Quiconque, sans excuse légitime dont la preuve lui incombe, enfreint les dispositions du paragraphe (4) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.	5
Definition of "newspaper"	(6) In this section, "newspaper" has the same meaning as in section 261.		(6) Au présent article, «journal» a le sens que lui donne l'article 261.	Définition de «journal»
Reputation evidence	246.7 In proceedings in respect of an offence under section 246.1, 246.2 or 246.3, evidence of sexual reputation, whether general or specific, is not admissible for the purpose of challenging or supporting the credibility of the complainant.	10	246.7 Dans des procédures à l'égard d'une infraction prévue aux articles 246.1, 246.2 ou 246.3, une preuve de réputation sexuelle visant à attaquer ou à défendre la crédibilité du plaignant est inadmissible.	Preuve de réputation
Spouse may be charged	246.8 A husband or wife may be charged with an offence under section 246.1, 246.2 or 246.3 in respect of his or her spouse whether or not the spouses were living together at the time the activity that forms the subject-matter of the charge occurred.	15	246.8 Un conjoint peut être inculpé en vertu de l'article 246.1, 246.2 ou 246.3 pour une infraction contre l'autre conjoint, peu importe s'ils cohabitaient ou non au moment où a eu lieu l'activité qui est à l'origine de l'inculpation.	Inculpation du conjoint
Abduction of person under sixteen	20. Sections 248 to 250 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:	20	20. Les articles 248 à 250 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	20
Definition of "guardian"	249. (1) Every one who, without lawful authority, takes or causes to be taken an unmarried person under the age of sixteen years out of the possession of and against the will of the parent or guardian of that person or of any other person who has the lawful care or charge of that person is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years.	25	249. (1) Quiconque, sans autorisation légitime, enlève ou fait enlever une personne non mariée, âgée de moins de seize ans, de la possession et contre la volonté de son père ou de sa mère, d'un tuteur ou de toute autre personne qui en a la garde ou la charge légale est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans.	Enlèvement d'une personne de moins de seize ans
Abduction of person under fourteen	(2) In this section and sections 250 to 250.2, "guardian" includes any person who has in law or in fact the custody or control of another person.	30	(2) Au présent article et aux articles 250 à 250.2, «tuteur» comprend toute personne qui en droit ou de fait a la garde ou la charge d'une autre personne.	Définition de «tuteur»
	250. Every one who, not being the parent, guardian or person having the lawful care or charge of a person under the age of fourteen years, unlawfully takes, entices away, conceals, detains, receives or harbours that person with intent to deprive a parent or guardian or any other person who has the lawful care or charge of that person of the possession of that person is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for ten years.	35	250. Quiconque, n'étant pas le père, la mère, le tuteur ou une personne ayant la garde ou la charge légale d'une personne âgée de moins de quatorze ans enlève, entraîne, retient, reçoit, cache ou héberge cette personne avec l'intention de priver de la possession de celle-ci le père, la mère, le tuteur ou une autre personne ayant la garde ou la charge légale de cette personne est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de dix ans.	Enlèvement d'une personne de moins de quatorze ans

Abduction in
contravention
of custody
order

250.1 Every one who, being the parent, guardian or person having the lawful care or charge of a person under the age of fourteen years, takes, entices away, conceals, detains, receives or harbours that person in contravention of the custody provisions of a custody order in relation to that person made by a court anywhere in Canada with intent to deprive a parent or guardian or any other person who has the lawful care or charge of that person of the possession of that person is guilty of

- 5 (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for ten years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.

Abduction
where no
custody order

250.2 (1) Every one who, being the parent, guardian or person having the lawful care or charge of a person under the age of fourteen years, takes, entices away, 20 conceals, detains, receives or harbours that person, in relation to whom no custody order has been made by a court anywhere in Canada, with intent to deprive a parent or guardian, or any other person who has 25 the lawful care or charge of that person, of the possession of that person, is guilty of

- (a) an indictable offence and is liable to imprisonment for ten years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction.

Consent
required

(2) No proceedings may be commenced under subsection (1) without the consent of the Attorney General or counsel instructed by him for that purpose.

35

Defence

250.3 No one shall be found guilty of an offence under sections 250 to 250.2 if he establishes that the taking, enticing away, concealing, detaining, receiving or harbouring of any young person was done 40 with the consent of the parent, guardian or other person having the lawful possession, care or charge of that young person.

Defence

250.4 No one shall be found guilty of an offence under sections 249 to 250.2 if 45 the court is satisfied that the taking, entic-

250.1 Quiconque, étant le père, la mère, le tuteur ou une personne ayant la garde ou la charge légale d'une personne âgée de moins de quatorze ans enlève, entraîne, retient, reçoit, cache ou héberge cette personne contrairement aux dispositions d'une ordonnance rendue par un tribunal au Canada relativement à la garde de cette personne, avec l'intention de priver de la possession de celle-ci le père, la mère, le 10 tuteur ou une autre personne ayant la garde ou la charge légale de cette personne, est coupable

- a) d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de dix ans; ou
- b) d'un infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

250.2 (1) Quiconque, étant le père, la mère, le tuteur ou une personne ayant la garde ou la charge légale d'une personne âgée de moins de quatorze ans enlève, entraîne, retient, reçoit, cache ou héberge cette personne sans qu'une ordonnance n'ait été rendue par un tribunal au Canada relativement à la garde de cette personne, 25 avec l'intention de priver de la possession de celle-ci le père, la mère, le tuteur ou une autre personne ayant la garde ou la charge légale de cette personne est coupable

- a) d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de dix ans; ou
- b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(2) Des procédures ne peuvent être 35 intentées en vertu du paragraphe (1) sans le consentement du procureur général ou d'un avocat qu'il mandate à cette fin.

250.3 Nul ne doit être déclaré coupable d'une infraction prévue aux articles 250 à 40 250.2 s'il démontre que le père, la mère, le tuteur ou l'autre personne qui avait la garde ou la charge légale de la personne âgée de moins de quatorze ans en question a consenti aux actes reprochés.

35 Consentement
du procureur
général

Défense

250.4 Nul ne doit être déclaré coupable d'une infraction prévue aux articles 249 à 250.2 si le tribunal est convaincu que les

Défense

Enlèvement en
contravention
d'une
ordonnance de
garde

5

15

Enlèvement en
l'absence d'une
ordonnance de
garde

20

30

35

Consentement
du procureur
général

Défense

40

45

case before the court, he was not present in the courtroom when the trial began.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

On the other hand, if the trial had been held in another courtroom, it would have been held in the same courtroom as the trial of the accused.

ing away, concealing, detaining, receiving or harbouring of any young person was necessary to protect the young person from danger of imminent harm.

No defence

250.5 In proceedings in respect of an offence under sections 249 to 250.2, it is not a defence to any charge that a young person consented to or suggested any conduct of the accused."

21. Subsection 256(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"**256.** (1) Every person who procures or knowingly aids in procuring a feigned marriage between himself and another person is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years."

22. Paragraph 381(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) uses violence or threats of violence to that person or his spouse or children, or injures his property,"

23. Paragraph 423(1)(c) of the said Act is repealed.

24. (1) Subparagraphs 429.1(a)(ii) and (iii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(ii) section 246.1, 246.2 or 246.3,"

(2) Paragraph 429.1(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) the offence of attempting to commit any offence referred to in paragraph (a), other than an offence under section 222, or"

25. Subsections 442(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(2) Where an accused is charged with an offence mentioned in section 246.4 and the prosecutor or the accused makes an application for an order under subsection (1), the presiding judge, magistrate or jus-

actes reprochés étaient nécessaires pour protéger la jeune personne en question d'un danger imminent.

Défense
irrecevable

250.5 Dans les procédures intentées à l'égard d'une infraction visée aux articles 249 à 250.2, ne constitue pas une défense le fait que la jeune personne a consenti aux actes posés par l'accusé ou les a suggérés."

21. Le paragraphe 256(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"**256.** (1) Quiconque obtient ou sciemment aide à obtenir un mariage feint entre lui-même et une autre personne est coupable d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement de cinq ans."

Mariage feint

22. L'alinéa 381(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(a) use de violence ou de menaces de violence envers cette personne, ou envers son conjoint ou ses enfants, ou endomage ses biens;"

23. L'alinéa 423(1)c) de ladite loi est abrogé.

24. (1) Les sous-alinéas 429.1a)(ii) et (iii) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"(ii) article 246.1, 246.2 ou 246.3,"

(2) L'alinéa 429.1b) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(b) de l'infraction de tentative de commettre une infraction visée à l'alinéa a), autre qu'une infraction visée à l'article 222, ou"

25. Les paragraphes 442(2) et (3) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"(2) Lorsque l'inculpé est accusé d'une infraction visée à l'article 246.4 et que le poursuivant ou le prévenu en fait la demande en vertu du paragraphe (1), le juge qui préside le procès, le magistrat ou

Motifs

Procuring
feigned
marriage

1974-75-76, c.
93, s. 38

1974-75-76, c.
93, s. 38

1974-75-76, c.
93, s. 44

Reasons to be
stated

Order
restricting
publication

tice, as the case may be, shall, if no such order is made, state, by reference to the circumstances of the case, the reason for not making an order.

(3) Where an accused is charged with an offence mentioned in section 246.4, the presiding judge, magistrate or justice may, or if application is made by the complainant or prosecutor, shall, make an order directing that the identity of the complainant and any information that could disclose the identity of the complainant shall not be published in any newspaper or broadcast.

Right of
complainant

(3.1) The presiding judge, magistrate or justice shall, at the first reasonable opportunity, inform the complainant of the right to make an application for an order under subsection (3)."

1976-77, c. 53,
s. 14

26. Paragraph (b) of the definition "serious personal injury offence" in section 687 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) an offence or attempt to commit an offence mentioned in section 246.1 (sexual assault), 246.2 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm) or 246.3 (aggravated sexual assault)."

27. Section 727 of the said Act is repealed.

28. Subsection 745(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

745. (1) Any person who fears that another person will cause personal injury to him or his spouse or child or will damage his property may lay an information before a justice."

Where injury or
damage feared

R.S., c. E-10

CANADA EVIDENCE ACT

29. (1) Subsection 4(2) of the *Canada Evidence Act* is repealed and the following substituted therefor:

le juge de paix doit, si aucune ordonnance n'a été rendue à la suite de cette demande, en exposer les motifs en faisant appel aux circonstances de l'espèce.

(3) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction visée à l'article 246.4, le juge qui préside le procès, le magistrat ou le juge de paix peut, ou si le plaignant ou le poursuivant lui en fait la demande, doit rendre une ordonnance enjoignant de ne pas publier dans un journal ou de ne pas diffuser à la radio ou à la télévision l'identité du plaignant ou des renseignements qui permettraient de la découvrir.

(3.1) Le juge qui préside le procès, le magistrat ou le juge de paix doit, à la première occasion raisonnable, aviser le plaignant de son droit de demander une ordonnance en vertu du paragraphe (3)."

26. L'alinéa b) de la définition de «sévices graves à la personne» à l'article 687 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) les infractions ou tentatives de perpétration de l'une des infractions prévues aux articles 246.1 (agression sexuelle), 246.2 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles) ou 246.3 (agression sexuelle grave).»

27. L'article 727 de ladite loi est abrogé.

28. Le paragraphe 745(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

745. (1) Quiconque craint qu'une autre personne ne cause des lésions personnelles à lui-même, à son conjoint ou à son enfant, ou n'endommage sa propriété, peut déposer une dénonciation devant un juge de paix."

En cas de
crainte de
blessures ou
dommages

LOI SUR LA PREUVE AU CANADA

S.R., c. E-10

29. (1) Le paragraphe 4(2) de la *Loi sur la preuve au Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem "(2) The wife or husband of a person charged with an offence or attempt to commit an offence against section 33 or 34 of the *Juvenile Delinquents Act* or with an offence against any of sections 146, 148, 150 to 155, 157, 166 to 169, 175, 195, 197, 200, 246.1, 246.2, 246.3, 249 to 250.2, 255 to 258 or 289 of the *Criminal Code*, is a competent and compellable witness for the prosecution without the consent of the person charged."

(2) Section 4 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

15

«(2) La femme ou le mari d'une personne accusée soit d'une infraction aux articles 33 ou 34 de la *Loi sur les jeunes délinquants*, ou à l'un des articles 146, 148, 150 à 155, 157, 166 à 169, 175, 195, 197, 200, 246.1, 246.2, 246.3, 249 à 250.2, 255 à 258 ou 289 du *Code criminel*, soit de la tentative d'une telle infraction, est un témoin compétent et contraignable pour la poursuite sans le consentement de la personne accusée..»

(2) L'article 4 de ladite loi est en outre modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Offences
against young
persons

"(3.1) The wife or husband of a person charged with an offence against any of sections 203, 204, 218, 219, 220, 222, 223, 245, 245.1, 245.2 or 245.3 of the *Criminal Code* where the complainant or victim is under the age of fourteen years is a competent and compellable witness for the prosecution without the consent of the person charged."

R.S., c. D-8

DIVORCE ACT

30. Paragraph 3(b) of the *Divorce Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(b) has committed an assault involving sexual intercourse, an act of sodomy or bestiality or has engaged in a homosexual act;"

R.S., c. E-21

EXTRADITION ACT

31. (1) Item 10 of Schedule I to the *Extradition Act* is repealed and the following substituted therefor:

“10. Sexual assault, sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm or aggravated sexual assault;"

(2) Paragraph (a) of item 24 of Schedule I to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) sections 52, 58, 59, 77 to 79, 146, 147, 174, 249 to 250.2, 343 to 349, 351 to 354, subsection 355(1), sections 356,

Idem

«(3.1) La femme ou le mari d'une personne accusée d'une infraction visée à l'un des articles 203, 204, 218, 219, 220, 222, 223, 245, 245.1, 245.2 ou 245.3 du *Code criminel*, lorsque le plaignant ou la victime est âgée de moins de quatorze ans, est un témoin compétent et contraignable pour la poursuite sans le consentement de la personne qui est accusée..»

S.R., c. D-8

LOI SUR LE DIVORCE

30. L'alinéa 3b) de la *Loi sur le divorce* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) a commis des voies de fait comportant des relations sexuelles, un acte de sodomie ou de bestialité, ou s'est livré à un acte d'homosexualité;»

S.R., c. E-21

LOI SUR L'EXTRADITION

31. (1) Le numéro 10 de l'annexe I de la *Loi sur l'extradition* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“10. Agression sexuelle, agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles ou agression sexuelle grave;»

(2) L'alinéa a) du numéro 24 de l'annexe I de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) les articles 52, 58, 59, 77 à 79, 146, 147, 174, 249 à 250.2, 343 à 349, 351 à 354, le paragraphe 355(1), les articles

358, 359, 363 and paragraph 423(1)(a) of the *Criminal Code*;"

(3) Items 8 and 9 of Schedule III to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"8. Sexual assault, sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm or aggravated sexual assault;

9. Abduction;"

R.S., c. N-4

NATIONAL DEFENCE ACT

32. Section 60 of the *National Defence Act* is repealed and the following substituted therefor:

"60. A service tribunal shall not try any person charged with any of the following offences committed in Canada:

- (a) murder;
- (b) manslaughter;
- (c) sexual assault;
- (d) sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm;
- (e) aggravated sexual assault; or
- (f) an offence under sections 249 to 250.2 of the *Criminal Code*."

15

356, 358, 359, 363 et l'alinéa 423(1)a) du *Code criminel*;"

(3) Les numéros 8 et 9 de l'annexe III de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

"8. Agression sexuelle, agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles ou agression sexuelle grave;

9. Enlèvement;"

10

LOI SUR LA DÉFENSE NATIONALE

S.R., c. N-4

32. L'article 60 de la *Loi sur la défense nationale* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"60. Un tribunal militaire ne doit juger aucune personne accusée de l'une des 15 infractions suivantes:

- a) le meurtre;
- b) l'homicide involontaire coupable;
- c) l'agression sexuelle;
- d) l'agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles;
- e) l'agression sexuelle grave; ou
- f) une infraction visée aux articles 249 à 250.2 du *Code criminel*."

25

TRANSITIONAL AND COMMENCEMENT

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

33. An offence committed prior to the coming into force of this Act against any provision of law affected by this Act shall be dealt with in all respects as if this Act had not come into force.

25

33. La présente loi ne s'applique pas aux infractions commises avant son entrée en vigueur.

34. For the purposes of paragraph 3(b) of the *Divorce Act*, as enacted by section 30 of this Act, a person who is found to have committed rape, as it was known prior to the coming into force of this Act, shall be deemed to have committed an assault involving sexual intercourse.

30

34. Pour l'application de l'alinéa 3b) de la *Loi sur le divorce* édicté par l'article 30 de la présente loi, une personne qui a commis un viol au sens de la loi avant l'entrée en vigueur de la présente loi, est réputée avoir commis des voies de fait comportant des relations sexuelles.

35

35. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

35

35. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

15

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

C-128

Fifth Session, Thirty-second Parliament
29-30-31 Elizabeth II, 29th-30-31 Oct.

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-128

An Act to provide supplementary borrowing authority
(No. 2)

First reading, October 27, 1982

C-128

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 octobre 1982

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-128

Loi n° 2 attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire

Première lecture le 27 octobre 1982

The Minister of Finance

LE MINISTRE DES FINANCES

C-128

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-128

An Act to provide supplementary borrowing authority
(No. 2)

First reading, October 27, 1982

It is hereby enacted by the Queen, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons, as follows:

THE MINISTER OF FINANCE

C-128

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-128

Loi n° 2 attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire

Première lecture le 27 octobre 1982

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-128

An Act to provide supplementary borrowing authority (No. 2)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Supplementary Borrowing Authority Act, 1982-83* (No.2).

Borrowing authority

2. (1) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, in addition to the sums now remaining unborrowed and negotiable of the loans authorized by any Act of Parliament heretofore passed, borrow, under the *Financial Administration Act*, by the issue and sale of securities of Canada, such sum or sums of money, not exceeding in the whole, four billion dollars, as may be required for public works and general purposes.

Expiration

(2) All borrowing authority conferred by subsection (1) that remains unused and in respect of which no action has been taken by the Governor in Council pursuant to section 37 of the *Financial Administration Act* shall expire on March 31, 1983.

Currency

(3) For greater certainty, any amount borrowed under this section or any other authority conferred by Parliament before the coming into force of this section may be borrowed in a currency other than that of Canada and may be repaid in the currency in which it was borrowed.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-128

Loi n^o 2 attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. Titre abrégé : «*Loi n^o 2 de 1982-83 sur le pouvoir d'emprunt supplémentaire*».

Titre abrégé
5

2. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut, en sus de la fraction non encore placée des emprunts autorisés par toute loi du Parlement déjà adoptée, emprunter, selon les dispositions de la *Loi sur l'administration financière*, les sommes nécessaires, jusqu'à concurrence de quatre milliards de dollars, à 15 la réalisation de travaux publics et à des fins diverses. Ces emprunts sont effectués par 15 voie d'émissions de titres du Canada destinés à la vente.

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet le 31 mars 1983 pour toute fraction de l'emprunt maximal autorisé pour laquelle le gouverneur en conseil n'a pris aucune mesure dans le cadre de l'article 37 de la *Loi sur l'administration financière*.

Cessation d'effet

(3) Les emprunts autorisés en vertu du présent article ou de tout autre pouvoir conféré par le Parlement avant l'entrée en vigueur de cet article peuvent s'effectuer en devises étrangères et être remboursés dans ces devises.

Devises étrangères

→ ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~
 → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~

→ ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~
 → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~

→ ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~

→ ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~

→ ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-129

PROJET DE LOI C-129

An Act to amend the Bretton Woods Agreement Act and
the International Development Association Act

Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et la
Loi sur l'Association internationale de développement

First reading, October 18, 1981

Première lecture le 18 octobre 1981

LE MINISTÈRE DES FINANCES

→ ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~

→ ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~ → ~~Bill C-129~~

Coming into force

3. This Act shall be deemed to have come into force on November 1, 1982.

3. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1982.

Entrée en vigueur

Supplementary Borrowing Authority Act, (No. 2)

Supplementary Borrowing Authority Act, (No. 2)

BILL C-129

PROJET DE LOI C-129

Loi sur l'élargissement du pouvoir d'emprunt supplémentaire

the Majority in the House of Commons and
of the Senate of Canada, the Queen in Council,
as follows:

In This Supplementary Borrowing Authority Act, (No. 2) (hereinafter referred to as the "Supplementary Borrowing Authority Act, (No. 2)")

3. (1) The government may make the following borrowing arrangements, which may be made by the Minister of Finance, or by the Governor General in Council, such amounts of money, and in such terms and conditions as may be necessary to the amount of \$10 billion dollars, for the purpose of the purposes and objects specified.

**3. (2) All borrowing arrangements entered by subsection (1) shall commence and to
which no limit has been set by the
Speaker in Council pursuant to section
37 of the Financial Administration Act shall
cease on March 31, 1983.**

3. (3) The greater certainty any amount borrowed under this supplementary other authority conferred by Parliament before the coming into force of this section may be borrowed in a currency other than that of Canada and may be repaid in the currency in

la Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, de la façon suivante:

3. (1) Titre élargissant le pouvoir d'emprunt supplémentaire

3. (1) Lorsque l'assemblée législative du gouvernement ou lorsque le ministre des Finances peut, au nom de la Couronne non encadré par le budget, l'autorise généralement par toute loi, du présent droit unique emprunté, telles les dispositions de la loi sur l'Administration financière, les sommes nécessaires, pour la conclusion de quatre milliards de dollars à la réalisation de travaux publics et à des fins diverses, ces emprunts sont effectués par une voie d'emprunt de l'Etat du Canada destinés à la vente.

3. (2) Le paragraphe (1) sera en vigueur après le 31 mars 1983 pour toute fonction de l'emprunt mentionnée ci-dessus pour laquelle le gouvernement en conseil n'a pas donné mandat dans le cadre de l'avis et de la loi sur l'Administration financière.

3. (3) Les emprunts susvisés en vertu de présent article ou de tout autre pouvoir conféré par le Parlement avant l'entrée en vigueur de cet autre pouvoir s'effectueront dans les circonstances et sur les conditions déterminées.

C-129

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-129

An Act to amend the Bretton Woods Agreements Act and
the International Development Association Act

First reading, October 28, 1982

THE MINISTER OF FINANCE

C-129

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-129

Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et la
Loi sur l'Association internationale de développement

Première lecture le 28 octobre 1982

LE MINISTRE DES FINANCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-129

An Act to amend the Bretton Woods Agreements Act and the International Development Association Act

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-129

Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et la Loi sur l'Association internationale de développement

R.S., c. B-9;
1976-77, c. 37;
1980-81-82,
c. 20

BRETTON WOODS AGREEMENTS ACT

1. Subsection 2(2) of the *Bretton Woods Agreements Act* is repealed and the following substituted therefor:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

LOI SUR LES ACCORDS DE BRETTON WOODS

S.R., c. B-9;
1976-77, c. 37;
1980-81-82,
c. 20

1. Le paragraphe 2(2) de la *Loi sur les accords de Bretton Woods* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Le gouverneur en conseil peut autoriser l'acceptation desdits accords, au nom du Canada; il peut faire les nominations, accomplir et autoriser les actes et 10 choses, de même qu'édicter les décrets et règlements, nécessaires à cette fin et à l'accomplissement des obligations du Canada ou à l'exercice de ses droits aux termes des accords en questions. Sans res-15 treindre la généralité de ce qui précède et nonobstant toute autre loi, le gouverneur en conseil peut prendre les mesures qui semblent indispensables pour établir, aux fins et en conformité de l'accord relatif au 20 Fonds monétaire international, la valeur au pair du dollar canadien.»

2. Le paragraphe 5(2) de ladite loi est

1976-77, c. 37,
art. 1

«(2) Le ministre des Finances peut pour-25 Idem voir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à la Banque internationale pour

Acceptance
authorized

1976-77, c. 37,
s. 1

Idem

“(2) The Governor in Council may authorize the acceptance on behalf of Canada of the said Agreements and may make such appointments, do and authorize 10 such acts and things and make such orders and regulations as are necessary for that purpose and for carrying out the obligations and exercising any rights of Canada under the said Agreements and, without 15 restricting the generality of the foregoing and notwithstanding any other statute or law, may take such measures as may be deemed necessary to establish, for the purposes and in accordance with the terms of 20 the Agreement for an International Monetary Fund, the par value of the Canadian dollar.”

2. Subsection 5(2) of the said Act is repealed and the following substituted 25 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(2) The Minister of Finance may provide for payment out of the Consolidated Revenue Fund to the International Bank

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and amounts and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Bretton Woods Agreements Act and the International Development Association Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière, selon les montants prescrits et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et la Loi sur l'Association internationale de développement».

LOI SUR LES ACCORDS DE BRETON WOODS DE DEVELOPPEMENT

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: This amendment would add the underlined words.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Adjonction d'«ou à l'exercice de ses droits» et remplacement de «prévues par les» par «aux termes des».

Clause 2: Subsection 5(2) of the *Bretton Woods Agreements Act* at present reads as follows:

“(2) The Minister of Finance may provide for payment out of the Consolidated Revenue Fund to the International Bank for Reconstruction and Development in the manner and at the times provided for by the Agreement therefor set out in the Second Schedule, of a sum or

Article 2. — Texte actuel du paragraphe 5(2) de la *Loi sur les accords de Bretton Woods* :

«(2) Le ministre des Finances peut pourvoir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la manière et aux époques prévues par l'accord reproduit à la seconde annexe, d'une somme ou de sommes

for Reconstruction and Development in the manner and at the times provided for by the Agreement therefor set out in the Second Schedule, of a sum or sums of money, not exceeding in the whole an amount equivalent to the subscriptions required or permitted from Canada, that is to say, two billion, one hundred and seventy-eight million, two hundred thousand United States dollars of the weight and 10 fineness in effect on July 1, 1944."

la reconstruction et le développement, de la manière et aux époques prévues par l'accord reproduit à la seconde annexe, d'une somme ou de sommes d'argent, jusqu'à concurrence d'un montant équivalent aux souscriptions qui sont requises du Canada ou qui lui sont permises, soit deux milliards cent soixante-dix-huit millions deux cent mille dollars des États-Unis, du poids et du titre en vigueur le 1^{er} juillet 10 1944.»

R.S., c. I-21;
1980-81-82,
c. 70

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION ACT

S.R., c. I-21;
1980-81-82,
c. 70

3. Subsection 2(2) of the *International Development Association Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(2) The Governor in Council may by 15 order authorize the acceptance on behalf of Canada of membership in the International Development Association and may make such orders and regulations as are deemed necessary for the purpose of carrying out the obligations and exercising any rights of Canada under the Articles of Agreement or for giving effect to any of the provisions thereof."

LOI SUR L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

3. Le paragraphe 2(2) de la *Loi sur l'Association internationale de développement* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Le gouverneur en conseil peut, par 15 ordonnance, autoriser l'acceptation, au nom du Canada, de l'affiliation à l'Association internationale de développement. Il peut édicter les décrets et règlements jugés nécessaires à l'accomplissement des obligations du Canada ou à l'exercice de ses droits aux termes du projet de convention, ou à la mise en application de ses dispositions.»

Acceptance of
membership,
orders and
regulations

1980-81-82, c.
70, s. 1

Minister may
issue demand
notes

4. Section 4 of the said Act is repealed 25 and the following substituted therefor:

“4. The Minister of Finance may issue to the International Development Association, in such form as he may determine, non-interest bearing, non-negotiable 30 demand notes

(a) in an amount not exceeding in the aggregate six hundred and one million, eight hundred and ten thousand dollars for the purpose of honouring Canada's 35 commitments in respect of the Sixth Replenishment of the resources of the International Development Association; and

(b) in an amount not exceeding in the aggregate two hundred million, six hundred thousand dollars for the purpose of honouring Canada's commitment for supplementing the resources available to the International Development Association." 45

4. L'article 4 de ladite loi est abrogé et 25 1980-81-82, c. 70 art. 1 remplacé par ce qui suit :

“4. Le ministre des Finances peut, selon les modalités qu'il fixe, émettre des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables au profit de l'Association 30 internationale de développement :

a) pour un montant global de six cent un millions huit cent dix mille dollars, afin d'honorer les engagements financiers du Canada dans le cadre du 35 sixième réapprovisionnement des ressources de l'association;

b) pour un montant global de deux cent millions six cent mille dollars, à titre de supplément aux ressources de l'association.»

Le ministre
peut émettre
des billets à vue

sums of money, not exceeding in the whole an amount equivalent to the subscription required from Canada, that is to say, *one billion, one hundred and twelve million, two hundred thousand United States dollars* of the weight and fineness in effect on July 1, 1944.”

d’argent, jusqu’à concurrence d’un montant équivalent à *la souscription requise* du Canada, soit *un milliard cent douze millions, deux cent milles dollars* des États-Unis, du poids et du titre en vigueur le 1^{er} juillet 1944.»

Clause 3: This amendment would add the underlined words.

Article 3. — Adjonction d’«ou à l’exercice de ses droits» et remplacement de «prévues par le» par «aux termes du».

Clause 4: Section 4 of the *International Development Association Act* at present reads as follows:

“4. The Minister of Finance may issue to the International Development Association, in such form as he may determine, non-interest bearing, non-negotiable demand notes in an amount not exceeding in the aggregate *one hundred and sixty-four million, six hundred thousand dollars* for the purpose of honouring Canada’s commitments in respect of the Sixth Replenishment of the resources of the International Development Association.”

Article 4. — Texte actuel de l’article 4 de la *Loi sur l’Association internationale de développement*:

«4. Le ministre des Finances peut, selon les modalités qu’il fixe et pour un montant global de cent *soixante-quatre millions six cent mille dollars*, émettre des billets à vue non productifs d’intérêts et non négociables au profit de l’Association internationale de développement afin d’honorer les engagements financiers du Canada dans le cadre du sixième réapprovisionnement des ressources de celle-ci.»

C-130

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

BILL C-130

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-130

An Act to authorize continuing financial assistance to be provided to certain international financial institutions

First reading, October 28, 1982

THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS

C-130

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-130

Loi autorisant la fourniture d'une aide financière permanente à certaines institutions financières internationales

Première lecture le 28 octobre 1982

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-130

An Act to authorize continuing financial assistance to be provided to certain international financial institutions

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *International Development (Financial Institutions) Continuing Assistance Act*.

Definition of "institution"

2. In this Act, "institution" means any international financial institution named in the schedule.

Assistance

3. The Secretary of State for External Affairs may, for the purpose of promoting the social and economic development of developing countries, provide financial assistance to an institution by way of

- (a) direct payments to the institution;
- (b) the issuance to the institution of non-interest bearing, non-negotiable demand notes in a form determined by the Minister of Finance; and
- (c) the purchase on behalf of Her Majesty in right of Canada of shares of the institution.

Amendment of schedule

4. The Governor in Council may, by order, amend the schedule

- (a) by adding thereto the name of any international financial institution that is recognized by the Governor in Council as being a financial institution through which

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-130

Loi autorisant la fourniture d'une aide financière permanente à certaines institutions financières internationales

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. Titre abrégé : *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*. 5

Titre abrégé

2. Dans la présente loi, «institution» s'entend de toute institution financière internationale mentionnée en annexe.

Définition d'«institution»

3. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut, dans le but de stimuler le développement économique et social des pays en voie de développement, fournir une aide financière à une institution :

- 15 a) en lui faisant des paiements;
- b) en émettant à son profit, en la forme fixée par le ministre des Finances, des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables;
- c) en acquérant auprès d'elle, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, des actions.

4. Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe :

- a) en y inscrivant toute institution financière internationale qu'il estime être en mesure de servir à la réalisation du but mentionné à l'article 3;

Modification de l'annexe

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to authorize continuing financial assistance to be provided to certain international financial institutions".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi autorisant la fourniture d'une aide financière permanente à certaines institutions financières internationales».

the purpose referred to in section 3 can be carried out;

(b) by deleting therefrom the name of any international financial institution that has been changed and substituting therefor its new name; or

(c) by deleting therefrom the name of any international financial institution that has ceased to exist or is no longer recognized by the Governor in Council as being a financial institution through which the purpose referred to in section 3 can be carried out.

Moneys

5. (1) Sums required for the purposes of this Act shall be paid out of moneys appropriated by Parliament for the purpose.

Limitation

(2) The amount of financial assistance provided to institutions pursuant to paragraph 3(b) in any period shall not exceed such equivalent amount as is specified for the purpose in respect of that period in an appropriation by Parliament.

Transitional interim appropriation and limitation

6. In respect of the period between the date this Act comes into force and March 31, 1983,

(a) there is hereby appropriated for the purposes of paragraph 3(a), the sum of four hundred and forty-two thousand dollars to be paid out of the Consolidated Revenue Fund from time to time as required; and

(b) the amount of financial assistance provided to institutions pursuant to paragraph 3(b) shall not exceed the equivalent of one hundred and seventeen million, forty thousand dollars.

4. The Governor in Council may, by order among the creditors:

(a) by adding thereto the name of any international financial institution that is recognized by the Governor in Council as being a financial institution through which

b) en procédant, en cas de changement du titre d'une institution, à la substitution indiquée;

c) en radiant toute institution qu'il estime ne plus être en mesure de servir à la réalisation du but mentionné à l'article 3, ou toute institution qui a cessé d'exister.

EXEMPT DE LOI C-130

5. (1) Les sommes d'argent nécessaires à l'application de la présente loi sont prélevées sur les crédits que le Parlement affecte à cette fin.

(2) Le montant de l'aide financière fournie aux institutions en vertu de l'alinéa 3b) au cours d'une période donnée ne peut dépasser le montant équivalent prévu à cette fin, pour cette période, par une affectation de crédits du Parlement.

6. Pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et le 31 mars 1983,

a) est affectée à l'application de l'alinéa 3a) la somme de quatre cent quarante-deux mille dollars prélevée, selon les besoins, sur le Fonds du revenu consolidé;

b) le montant de l'aide financière fournie aux institutions en vertu de l'alinéa 3b) ne peut dépasser l'équivalent de cent dix-sept millions quarante mille dollars.

20
Mesures transitoires concernant l'affectation de crédits et la restriction provisoire

- a) en ajoutant le nom précédent à la forme fixée par le ministre des Finances des billets à vue et à portée d'échéance et non négociable;
- b) en acquérir des actions pour le compte de la Majesté de tout ou partie du Canada des actions;

4. Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'ordre:

a) en y inscrivant toute institution financière internationale qu'il estime être en mesure de servir à la réalisation du but mentionné à l'article 3;

C-136
INSTITUTIONS FINANCIÈRES
INTERNATIONALES

Le rôle des institutions internationales dans la promotion du développement économique et social
 Finances publiques et décentralisation
 Forces militaires et décentralisation
 Gouvernance et décentralisation
 Standardisation et décentralisation
 Pouvoirs des élus locaux (municipalités)
 Institutions financières de développement
 Partage des responsabilités entre les deux niveaux (local et régional)

SCHEFFERT
C-137
INSTITUTIONS FINANCIÈRES
INTERNATIONALES

Yves Schefter, Directeur général
 African Development Fund
 Asian Development Fund
 Inter-American Development Bank
 World Bank (Société financière internationale)

AVANTAGE
 Capital Development Fund
 Development Bank of Central Africa, Afrique équatoriale
 Development Bank of Central Africa, République centrale d'Afrique

PROJET DE LOI C-131
 Commission pour les Commissaires

Amendements au projet de loi C-131

Loi sur l'ISF (modèle 1) : mise en œuvre dans les collectivités

Proposed by Senator G. L. H. 1980

Bill introduced 28 March 1982

The Minister of Finance, Her Excellency the Queen, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons in each session, may make regulations respecting

the application of section 1 of the Act, and the manner in which the provisions of the Act are to be applied.

These regulations may provide for the following purposes:

l'application du titre II de la loi sur l'ISF dans les collectivités

LAISSEZ

l'application des dispositions de la loi sur l'ISF dans les collectivités

LAISSEZ

l'application de la partie II de la loi sur l'ISF dans les collectivités

LAISSEZ

SCHEDULE

INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS

- African Development Fund
- African Development Bank
- Asian Development Fund
- Asian Development Bank
- InterAmerican Development Bank
- Fund for Special Operations (InterAmerican Development Bank)
- Carribean Development Bank and the Special Development Fund
- International Fund for Agricultural Development
- Common Fund for Commodities

ANNEXE

INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Fonds africain de développement	
Banque africaine de développement	
Fonds asiatique de développement	
Banque asiatique de développement	
5 Banque interaméricaine de développement	5
Fonds des opérations spéciales (Banque interaméricaine de développement)	
Banque de développement des Caraïbes et	
Fonds spécial de développement	
10 Fonds international pour le développement agricole	10
Fonds commun pour les produits de base	

1st Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

1^{re} session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-131

An Act to amend the Old Age Security Act (No. 2)

First reading, October 28, 1982

THE MINISTER OF NATIONAL HEALTH AND WELFARE

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-131

Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse

Première lecture le 28 octobre 1982

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-131

PROJET DE LOI C-131

An Act to amend the Old Age Security Act
(No. 2)

Loi n° 2 modifiant la Loi sur la sécurité de la
vieillesse

R.S., c. O-6; c.
21 (2nd Supp.);
1970-71-72, cc.
43, 62, 63;
1972, c. 10;
1973-74, cc. 8,
35; 1974-75-76,
c. 58; 1976-77,
cc. 9, 28, 54;
1977-78, c. 1;
1978-79, c. 3;
1979, c. 4;
1980-81-82, cc.
4, 47, 48

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le conseil-
ement du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

1. Section 4 of the *Old Age Security Act*
is amended by adding thereto the following
subsections:

1. L'article 4 de la *Loi sur la sécurité de
la vieillesse* est modifié par adjonction de ce 5
qui suit :

“(5) Notwithstanding anything in this
section, the amount of the full monthly
pension that may be paid to any person for
a month in 1983 shall be the lesser of 10

“(5) Nonobstant les dispositions du pré-
sent article, le montant de la pension com-
plète qui peut être payé à toute personne
pour tout mois de l'année 1983 doit être le 10
moindre:

(a) the amount that, but for this sub-
section, might have been paid for that
month,

a) du montant qui aurait pu être payé
pour ce mois en l'absence du présent
paragraphe,

and

ou

(b) the following amount: 15

b) du montant suivant: 15

(i) for any month in the payment
quarter commencing on January 1,
1983, 101.5 per cent of the amount of
such pension payable for the month of 20

(i) pour tout mois compris dans un
trimestre de paiement qui commence
le 1^{er} janvier 1983, 101.5 pour cent du
montant de la pension payable pour le
mois de décembre 1982,

(ii) for any month in the payment
quarter commencing on April 1, 1983,
103 per cent of the amount of such 25
pension payable for the month of
December 1982,

(ii) pour tout mois compris dans le
trimestre de paiement qui commence
le 1^{er} avril 1983, 103 pour cent du

Indexing
limited to
maximum of
6% in 1983

Limite
d'indexation:
6% pour 1983

10

15

20

25

15

20

25

20

25

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: New. This amendment would limit the indexation of the pension to a maximum of 6% in 1983 and 5% in 1984.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Nouveau. Limite l'indexation des pensions à un maximum de 6% en 1983 et de 5% en 1984.

- (iii) for any month in the payment quarter commencing on July 1, 1983, 104.5 per cent of the amount of such pension payable for the month of December 1982, or 5
 (iv) for any month in the payment quarter commencing on October 1, 1983, 106 per cent of the amount of such pension payable for the month of December 1982. 10

Indexing limited to maximum of 5% in 1984

- (6) Notwithstanding anything in this section, the amount of the full monthly pension that may be paid to any person for a month in 1984 shall be the lesser of
 (a) the amount that, but for this sub-section, might have been paid for that month, 15
 and
 (b) the following amount:
 (i) for any month in the payment quarter commencing on January 1, 1984, 101.25 per cent of the amount of such pension payable for the month of December 1983, 20
 (ii) for any month in the payment quarter commencing on April 1, 1984, 102.5 per cent of the amount of such pension payable for the month of December 1983, 25
 (iii) for any month in the payment quarter commencing on July 1, 1984, 103.75 per cent of the amount of such pension payable for the month of December 1983, or 30
 (iv) for any month in the payment quarter commencing on October 1, 1984, 105 per cent of the amount of such pension payable for the month of December 1983." 35

1976-77, c. 9, s.
6(1); 1980-81-
82, c. 4, s. 1

2. (1) Subsection 10(1) of the said Act is 40 repealed and the following substituted therefor:

Amount of supplement

- "10. (1) The amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month 45

- montant de la pension payable pour le mois de décembre 1982,
 (iii) pour tout mois compris dans le trimestre de paiement qui commence le 1^{er} juillet 1983, 104.5 pour cent du 5 montant de la pension payable pour le mois de décembre 1982, ou
 (iv) pour tout mois compris dans le trimestre de paiement qui commence le 1^{er} octobre 1983, 106 pour cent du 10 montant de la pension payable pour le mois de décembre 1982.

Limite d'indexation:
5% pour 1984

- (6) Nonobstant les dispositions du présent article, le montant de la pension complète qui peut être payé à toute personne 15 pour tout mois de l'année 1984 doit être le moindre:

- a) du montant qui aurait pu être payé pour ce mois en l'absence du présent paragraphe, 20

ou

- b) du montant suivant:

- (i) pour tout mois compris dans le trimestre de paiement qui commence le 1^{er} janvier 1984, 101.25 pour cent 25 du montant de la pension payable pour le mois de décembre 1983,

- (ii) pour tout mois compris dans le trimestre de paiement qui commence le 1^{er} avril 1984, 102.5 pour cent du 30 montant de la pension payable pour le mois de décembre 1983,

- (iii) pour tout mois compris dans le trimestre de paiement qui commence le 1^{er} juillet 1984, 103.75 pour cent du 35 montant de la pension payable pour le mois de décembre 1983, ou

- (iv) pour tout mois compris dans le trimestre de paiement qui commence le 1^{er} octobre 1984, 105 pour cent du 40 montant de la pension payable pour le mois de décembre 1983." 45

1976-77, c. 9,
par. 6(1);
1980-81-82, c.
4, art. 1

2. (1) Le paragraphe 10(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- "10. (1) Le montant du supplément qui 45 Montant du supplément peut être payé à un pensionné,

Clause 2: (1) This amendment, which is consequential on the amendment proposed in subclause (2), would reset the base amount of the guaranteed income supplement to take account of the \$35-per-household increase granted in 1980 and contained in the present subsection 10(1.3).

Subsection 10(1) at present reads as follows:

Article 2, (1). — Découle de la modification proposée au paragraphe (2). Ajuste le montant de base du supplément de revenu garanti pour tenir compte du montant de \$35 par famille accordé en 1980 et prévu au paragraphe 10(1.3) actuel.

Texte actuel du paragraphe 10(1) :

- (a) in a payment quarter commencing after September 30, 1981 is
- (i) in the case of a person other than an applicant described in subparagraph (ii), two hundred and twenty-two dollars and sixty-two cents, and 5
 - (ii) in the case of an applicant who, on the day next before that payment quarter, was a married person and to whose spouse a pension may be paid for any month in that payment quarter,
- (A) in respect of any month in that payment quarter before the first month for which a pension may be paid to his spouse, two hundred and twenty-two dollars and sixty-two cents, and
- (B) in respect of any month in that payment quarter commencing with the first month for which a pension may be paid to his spouse, one hundred and seventy-one dollars and sixty-four cents, and
- (b) in any payment quarter commencing after December 31, 1981, is, in lieu of the amount of supplement that may be paid to him under paragraph (a), the amount obtained by multiplying
- (i) the maximum amount of supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in the three-month period next before that payment quarter 30
 - by
 - (ii) the ratio that the Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that payment quarter, 40
- minus one dollar for each full two dollars of his monthly base income.”

- a) pour tout mois du trimestre de paiement commençant après le 30 septembre 1981 est,
- (i) dans le cas d'une personne autre qu'un requérant visé au sous-alinéa (ii), de deux cent vingt-deux dollars et soixante-deux cents, et 5
 - (ii) dans le cas d'un requérant qui, la veille du premier jour de ce trimestre de paiement, était une personne mariée et au conjoint de laquelle une pension peut être payée pour tout mois de ce trimestre de paiement,
- (A) relativement à tout mois de ce trimestre de paiement qui est antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, de deux cent vingt-deux dollars et soixante-deux cents, et 20
- (B) relativement à tout mois de ce trimestre de paiement qui n'est pas antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, de cent soixante et onze dollars et soixante-quatre cents, et 25
- b) pour tout mois du trimestre de paiement commençant après le 31 décembre 1981 est, au lieu du supplément payable en vertu de l'alinéa a), le produit obtenu en multipliant
- (i) le montant maximal du supplément qui aurait pu être payé à un tel pensionné pour tout mois de la période de trois mois précédant ce trimestre de paiement 35
 - par
 - (ii) la proportion que l'indice des prix à la consommation pour le premier trimestre de rajustement qui se rapporte à ce trimestre de paiement représente par rapport à l'indice des prix à la consommation pour le second trimestre de rajustement qui se rapporte à ce trimestre de paiement, 40
- moins un dollar pour chaque tranche entière de deux dollars de son revenu mensuel de base.”

"10. (1) The amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month

(a) in a payment quarter commencing after December 31, 1978 is

(i) in the case of a person other than an applicant described in subparagraph (ii), *one hundred and thirty-seven dollars and twenty-eight cents*, and

(ii) in the case of an applicant who, on the day next before that payment quarter, was a married person and to whose spouse a pension may be paid for any month in that payment quarter,

(A) in respect of any month in that payment quarter before the first month for which a pension may be paid to his spouse, *one hundred and thirty-seven dollars and twenty-eight cents*, and

(B) in respect of any month in that payment quarter commencing with the first month for which a pension may be paid to his spouse, *one hundred and fourteen dollars and fifteen cents*, and

(b) in any payment quarter commencing after March 31, 1979, is, in lieu of the amount of supplement that may be paid to him under paragraph (a), the amount obtained by multiplying

(i) the maximum amount of supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in the three-month period next before that payment quarter

by

(ii) the ratio that the Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that payment quarter,

minus one dollar for each full two dollars of his monthly base income."

"10. (1) Le montant du supplément qui peut être payé à un pensionné,

a) pour tout mois du trimestre de paiement commençant après le 31 décembre 1978 est,

(i) dans le cas d'une personne autre qu'un requérant visé au sous-alinéa (ii), de *cent trente-sept dollars et vingt-huit cents*, et

(ii) dans le cas d'un requérant qui, la veille du premier jour de ce trimestre de paiement, était une personne mariée et au conjoint de laquelle une pension peut être payée pour tout mois de ce trimestre de paiement,

(A) relativement à tout mois de ce trimestre de paiement qui est antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, de *cent trente-sept dollars et vingt-huit cents*, et

(B) relativement à tout mois de ce trimestre de paiement qui n'est pas antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, de *cent quatorze dollars et quinze cents*, et

b) pour tout mois du trimestre de paiement commençant après le 31 mars 1979 est, au lieu du supplément payable en vertu de l'alinéa a), le produit obtenu en multipliant

(i) le montant maximal du supplément qui aurait pu être payé à un tel pensionné pour tout mois de la période de trois mois précédant ce trimestre de paiement

par

(ii) la proportion que l'indice des prix à la consommation pour le premier trimestre de rajustement qui se rapporte à ce trimestre de paiement représente par rapport à l'indice des prix à la consommation pour le second trimestre de rajustement qui se rapporte à ce trimestre de paiement,

moins un dollar pour chaque tranche entière de deux dollars de son revenu mensuel de base.»

1978-79, c. 3,
s. 1; 1980-81-
82, c. 4, s. 2

(2) Subsection 10(1.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Amount of
supplement in
1983 and 1984

"(1.3) Notwithstanding subsection (1), the amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month in a payment quarter in 1983 or 1984 is the aggregate of

(a) the maximum amount of the supplement that, but for this subsection, might have been paid to such a pensioner for any month in that payment quarter and

(b) the difference, if any, between

(i) the amount of the full monthly pension that may be paid to a pensioner for that month under section 4

and
(ii) the amount of the full monthly pension that, but for subsections 4(5) and (6), might have been paid to a pensioner for that month under section 4,

minus one dollar for each full two dollars of his monthly base income."

1972, c. 10, s.
5(2); 1973-74,
c. 35, s. 3(3),
(4)

(3) Subsection 10(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Definition of
"monthly base
income"

"(2) In this section, "monthly base income" means, in relation to the calculation of the supplement for a month in any given payment quarter,

(a) in the case of a person other than an applicant described in paragraph (b) or (c), one twelfth of the income of that person for the base calendar year,

(b) in the case of an applicant who, on the day next before the current fiscal year, was a married person and to whose spouse no pension may be paid for any month in the current fiscal year, one twenty-fourth of the aggregate of the incomes of the applicant and his spouse for the base calendar year, minus one-half of the amount of the full monthly pension that, but for subsections 4(5)

1978-79, c. 3,
art. 1;
1980-81-82, c.
4, art. 2

(2) Le paragraphe 10(1.3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1.3) Nonobstant le paragraphe (1), le montant du supplément qui peut être payé à un pensionné pour tout mois d'un trimestre de paiement des années 1983 ou 1984 est l'ensemble

a) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois de ce trimestre de paiement en 10 l'absence du présent paragraphe

et

b) de la différence, le cas échéant, entre (i) le montant de la pension complète qui peut être payé à un pensionné pour ce mois en application de l'article 4

et

(ii) le montant de la pension complète qui aurait pu lui être payé pour ce mois, en application de l'article 4, en l'absence des paragraphes 4(5) et (6),

moins un dollar pour chaque tranche entière de deux dollars de son revenu mensuel de base.»

(3) Le paragraphe 10(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1972, c. 10, par.
5(2); 1973-74,
c. 35, par. 3(3),
(4)

(2) Au présent article, «revenu mensuel de base» désigne, relativement au calcul du supplément pour un mois d'un trimestre de paiement donné,

a) dans le cas d'une personne autre qu'un requérant visé à l'alinéa b) ou à l'alinéa c), un douzième du revenu de cette personne pour l'année civile de base,

b) dans le cas d'un requérant qui, à la date qui précède le début de l'année financière courante, était une personne mariée, au conjoint de laquelle il ne peut être payé de pension pour aucun mois de l'année financière courante, un vingt-quatrième de l'ensemble des revenus du requérant et de son conjoint pour l'année civile de base, moins la moitié du

Définition de
revenu
mensuel de
base

(2) This amendment would increase the guaranteed income supplement to fully offset the effect of the amendment proposed in clause 1.

Subsection 10(1.3) at present reads as follows:

"(1.3) Notwithstanding subsection (1), the amount of the supplement that may be paid to a pensioner for any month in the payment quarter commencing July 1, 1980 is

(a) in the case of a person other than an applicant described in paragraph (b), the aggregate of

(i) the maximum amount of the supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and

(ii) thirty-five dollars, and

(b) in the case of an applicant who, on the day next before that payment quarter, was a married person and to whose spouse a pension may be paid for any month in that payment quarter,

(i) in respect of any month in that payment quarter before the first month for which a pension may be paid to his spouse, the aggregate of

(A) the maximum amount of the supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and

(B) thirty-five dollars, and

(ii) in respect of any month in that payment quarter commencing with the first month for which a pension may be paid to his spouse, the aggregate of

(A) the maximum amount of the supplement that might have been paid to such a pensioner for any month in that payment quarter, determined without regard to this subsection, and

(B) seventeen dollars and fifty cents,

minus one dollar for each full two dollars of his monthly base income."

(3) This amendment would ensure that a pensioner who is married, but to whose spouse no pension is payable, does not receive a lower guaranteed income supplement as a result of the amendment proposed in clause 1. In addition, the wording of subsection 10(2) would be simplified by eliminating unnecessary repetition.

Subsection 10(2) at present reads as follows:

"(2) In this section,

"monthly base income" means

(a) in the case of a person other than an applicant described in paragraph (b) or (c), one-twelfth of the income of that person for the base calendar year,

(b) in the case of an applicant who, on the day next before the current fiscal year, was a married person and to whose spouse no pension may be paid for any month in the current fiscal year, one twenty-fourth of the aggregate of the incomes of the applicant and his spouse for the base calendar year, minus,

(i) for the purpose of calculating the amount of the supplement that may be paid to him for a month in the payment quarter commencing on April 1st of the fiscal year next following the base calendar year, one-half of the amount of the pension that may be paid to a pensioner for any month in that payment quarter,

(ii) for the purpose of calculating the amount of the supplement that may be paid to him for a month in the payment quarter

(2). — Augmente le supplément de revenu garanti pour équilibrer l'effet de la modification proposée à l'article 1.

Texte actuel du paragraphe 10(1.3) :

"(1.3) Nonobstant le paragraphe (1), le montant du supplément qui peut être payé à un pensionné pour tout mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} juillet 1980 est

a) dans le cas d'une personne autre qu'un requérant visé à l'alinéa b), le total

(i) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois de ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et

(ii) de trente-cinq dollars, et

b) dans le cas d'un requérant qui, la veille du premier jour de ce trimestre de paiement, était une personne mariée et au conjoint de laquelle une pension peut être payée pour tout mois de ce trimestre de paiement,

(i) relativement à tout mois de ce trimestre de paiement qui est antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, le total

(A) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois de ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et

(B) de trente-cinq dollars, et

(ii) relativement à tout mois dans ce trimestre de paiement qui n'est pas antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, le total

(A) du montant maximal du supplément qui aurait pu lui être payé pour tout mois dans ce trimestre de paiement, déterminé sans égard au présent paragraphe, et

(B) de dix-sept dollars et cinquante cents,

moins un dollar pour chaque tranche entière de deux dollars de son revenu mensuel de base.»

(3). — Vise à assurer que le supplément de revenu garanti d'un pensionné marié, dont l'épouse ne reçoit pas de pension, n'est pas diminué suite à la modification proposée à l'article 1. Simplifie le texte du paragraphe 10(2) en éliminant les répétitions inutiles.

Texte actuel du paragraphe 10(2) :

"(2) Au présent article

"revenu mensuel de base" désigne

a) dans le cas d'une personne autre qu'un requérant visé à l'alinéa b) ou à l'alinéa c), un douzième du revenu de cette personne pour l'année civile de base,

b) dans le cas d'un requérant qui, à la date qui précède le début de l'année financière courante, était une personne mariée, au conjoint de laquelle il ne peut être payé de pension pour aucun mois de l'année financière courante, un vingt-quatrième de l'ensemble des revenus du requérant et de son conjoint pour l'année civile de base, moins,

(i) aux fins du calcul du montant du supplément qui peut lui être payé pour un mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} avril de l'année financière qui suit l'année civile de base, la moitié du montant de la pension qui peut être payée à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement,

(ii) aux fins du calcul du montant du supplément qui peut lui être payé pour un mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} juillet de l'année financière qui suit l'année civile de base, la moitié

and (6), might have been paid to a pensioner for any month in that payment quarter, and

(c) in the case of an applicant who, on the day next before the current fiscal year, was a married person and to whose spouse a pension may be paid for any month in the current fiscal year.

(i) in respect of any month in that fiscal year before the first month for which a pension may be paid to his spouse, one twenty-fourth of the aggregate of the incomes of the applicant and his spouse for the base calendar year, minus one-half of the 15 amount of the full monthly pension that, but for subsections 4(5) and (6), might have been paid to a pensioner for any month in that payment quarter and

(ii) in respect of any month in that fiscal year commencing with the first month for which a pension may be paid to his spouse, one twenty-fourth of the aggregate of the incomes of the applicant and his spouse for the base calendar year."

montant de la pension complète qui aurait pu être payé à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement en l'absence des paragraphes 4(5) et (6), et

c) dans le cas d'un requérant qui, à la 5
date qui précède le début de l'année
financière courante, était une personne
mariée, au conjoint de laquelle une pen-
sion peut être payée pour tout mois de
l'année financière courante 10

(i) relativement à tout mois de cette année financière qui est antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, un vingt-quatrième de l'ensemble des 15 revenus du requérant et de son conjoint pour l'année civile de base, moins la moitié du montant de la pension complète qui aurait pu être payé à un pensionné pour tout mois de 20

ce trimestre de paiement en l'absence des paragraphes 4(5) et (6), et

(ii) relativement à tout mois de cette année financière qui n'est pas antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être versée à son conjoint, un vingt-quatrième de l'ensemble des revenus du requérant et de son conjoint pour l'année civile de base.»

commencing on July 1st of the fiscal year next following the base calendar year, one-half of the amount of the pension that may be paid to a pensioner for any month in that payment quarter,

(iii) for the purpose of calculating the amount of the supplement that may be paid to him for a month in the payment quarter commencing on October 1st of the fiscal year next following the base calendar year, one-half of the amount of the pension that may be paid to a pensioner for any month in that payment quarter, and
(iv) for the purpose of calculating the amount of the supplement that may be paid to him for a month in the payment quarter commencing on January 1st of the fiscal year next following the base calendar year, one-half of the amount of the pension that may be paid to a pensioner for any month in that payment quarter, and

(c) in the case of an applicant who, on the day next before the current fiscal year, was a married person and to whose spouse a pension may be paid for any month in the current fiscal year,

(i) in respect of any month in that fiscal year before the first month for which a pension may be paid to his spouse, one twenty-fourth of the aggregate of the incomes of the applicant and his spouse for the base calendar year, minus,

(A) for the purpose of calculating the amount of the supplement that may be paid to him for a month in the payment quarter commencing on April 1st of the fiscal year next following the base calendar year, one-half of the amount of the pension that may be paid to a pensioner for any month in that payment quarter,

(B) for the purpose of calculating the amount of the supplement that may be paid to him for a month in the payment quarter commencing on July 1st of the fiscal year next following the base calendar year, one-half of the amount of the pension that may be paid to a pensioner for any month in that payment quarter,

(C) for the purpose of calculating the amount of the supplement that may be paid to him for a month in the payment quarter commencing on October 1st of the fiscal year next following the base calendar year, one-half of the amount of the pension that may be paid to a pensioner for any month in that payment quarter, and

(D) for the purpose of calculating the amount of the supplement that may be paid to him for a month in the payment quarter commencing on January 1st of the fiscal year next following the base calendar year, one-half of the amount of the pension that may be paid to a pensioner for any month in that payment quarter, and

(ii) in respect of any month in that fiscal year commencing with the first month for which a pension may be paid to his spouse, one twenty-fourth of the aggregate of the incomes of the applicant and his spouse for the base calendar year."

du montant de la pension qui peut être payée à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement,

(iii) aux fins du calcul du montant du supplément qui peut lui être payé pour un mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} octobre de l'année financière qui suit l'année civile de base, la moitié du montant de la pension qui peut être payée à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement, et,

(iv) aux fins du calcul du montant du supplément qui peut lui être payé pour un mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} janvier de l'année financière qui suit l'année civile de base, la moitié du montant de la pension qui peut être payée à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement, et

c) dans le cas d'un requérant qui, à la date qui précède le début de l'année financière courante, était une personne mariée, au conjoint de laquelle une pension peut être payée pour tout mois de l'année financière courante,

(i) relativement à tout mois de cette année financière qui est antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être payée à son conjoint, un vingt-quatrième de l'ensemble des revenus du requérant et de son conjoint pour l'année civile de base, moins,

(A) aux fins du calcul du montant du supplément qui peut lui être payé pour un mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} avril de l'année financière qui suit l'année civile de base, la moitié du montant de la pension qui peut être payée à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement,

(B) aux fins du calcul du montant du supplément qui peut lui être payé pour un mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} juillet de l'année financière qui suit l'année civile de base, la moitié du montant de la pension qui peut être payée à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement,

(C) aux fins du calcul du montant du supplément qui peut lui être payé pour un mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} octobre de l'année financière qui suit l'année civile de base, la moitié du montant de la pension qui peut être payée à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement, et,

(D) aux fins du calcul du montant du supplément qui peut lui être payé pour un mois du trimestre de paiement commençant le 1^{er} janvier de l'année financière qui suit l'année civile de base, la moitié du montant de la pension qui peut être payée à un pensionné pour tout mois de ce trimestre de paiement, et

(ii) relativement à tout mois de cette année financière qui n'est pas antérieur au premier mois pour lequel une pension peut être versée à son conjoint, un vingt-quatrième de l'ensemble des revenus du requérant et de son conjoint pour l'année civile de base.»

C-132

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-132

An Act to amend the Family Allowances Act, 1973

First reading, October 28, 1982

C-132

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-132

Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales

Première lecture le 28 octobre 1982

THE MINISTER OF NATIONAL HEALTH AND WELFARE

LE MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE
SOCIAL

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-132

An Act to amend the Family Allowances
Act, 1973

1973-74, c. 44;
1976-77, c. 3,
52, 54;
1978-79, c. 5;
1980-81-82,
c. 47

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 13 of the *Family Allowances
Act, 1973* is amended by adding thereto,
immediately after subsection (1.1) thereof,
the following subsection:

Maximum
indexation of
family
allowance in
1983 and 1984

“(1.2) Notwithstanding subsection (1),
(a) the amount of family allowance to
be paid for a month in 1983 shall not 10
exceed 106 per cent of the amount of
family allowance for a month in 1982;
and
(b) the amount of family allowance to
be paid for a month in 1984 shall not 15
exceed 105 per cent of the amount of
family allowance for a month in 1983.”

1973-74, c. 44;
1976-77, c. 3,
52, 54;
1978-79, c. 5;
1980-81-82,
c. 47

Loi modifiant la Loi de 1973 sur les alloca-
tions familiales

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. L'article 13 de la *Loi de 1973 sur les
allocations familiales* est modifié par 5
ajonction, après le paragraphe (1.1), de ce
qui suit :

«(1.2) Nonobstant le paragraphe (1),
a) le montant de l'allocation familiale à
payer pour un mois de l'année 1983 ne 10
doit pas être supérieur à 106 pour cent
du montant de l'allocation familiale
pour un mois de l'année 1982; et
b) le montant de l'allocation familiale à
payer pour un mois de l'année 1984 ne 15
doit pas être supérieur à 105 pour cent
du montant de l'allocation familiale
pour un mois de l'année 1983.»

Maximum de
l'indexation
pour les
allocations
familiales pour
1983 et 1984

First Session Thirty-second Parliament
29-30-31 February 1983-84

Première session, trente-deuxième législature
29-30-31 Février 1983-84

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

ÉTATÉ DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-133

PROJET DE LOI C-133

to amend generally the Supplementary Retirement Benefits Act, 1972 (No. 2).

et au^r à amender la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

EXPLANATORY NOTE

Clause 1: New. This amendment would limit the indexation of the family allowance to a maximum of 6% in 1983 and 5% in 1984.

NOTE EXPLICATIVE

Article 1. — Nouveau. Limite d'indexation de l'allocation familiale à 6% pour 1983 et à 5% pour 1984.

C-133

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-133

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

PROJET DE LOI C-133**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA****BILL C-133**

An Act to amend the Supplementary Retirement Benefits Act (No. 2)

First reading, October 28, 1982

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**PROJET DE LOI C-133**

Loi n° 2 modifiant la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires

Première lecture le 28 octobre 1982

Chapitre II	Chapitre I	Chapitre III	Chapitre IV	Chapitre V
Verser au versant de l'assurance	Verser	Verser au versant de l'assurance	Verser	Verser
10,00	1023 au supplémentaire	10,00	1021 au supplémentaire	1091 au supplémentaire
11,25	1023	11,25	1021	1291
12,50	1024	12,50	1024	1391
13,75	1025	13,75	1022	1491
15,00	1026	15,00	1029	1591
16,25	1027	16,25	1021	1691
17,50	1028	17,50	1020	1791
18,75	1029	18,75	1019	1891
20,00	1030	20,00	1018	1991
21,25	1031	21,25	1017	2091
22,50	1032	22,50	1016	2191
23,75	1033	23,75	1015	2291
25,00	1034	25,00	1014	2391
26,25	1035	26,25	1013	2491
27,50	1036	27,50	1012	2591
28,75	1037	28,75	1011	2691
30,00	1038	30,00	1010	2791
31,25	1039	31,25	1009	2891
32,50	1040	32,50	1008	2991
33,75	1041	33,75	1007	3091
35,00	1042	35,00	1006	3191
36,25	1043	36,25	1005	3291
37,50	1044	37,50	1004	3391
38,75	1045	38,75	1003	3491
40,00	1046	40,00	1002	3591
41,25	1047	41,25	1001	3691
42,50	1048	42,50	1000	3791
43,75	1049	43,75	1009	3891
45,00	1050	45,00	1008	3991
46,25	1051	46,25	1007	4091
47,50	1052	47,50	1006	4191
48,75	1053	48,75	1005	4291
50,00	1054	50,00	1004	4391
51,25	1055	51,25	1003	4491
52,50	1056	52,50	1002	4591
53,75	1057	53,75	1001	4691
55,00	1058	55,00	1000	4791
56,25	1059	56,25	1009	4891
57,50	1060	57,50	1008	4991
58,75	1061	58,75	1007	5091
60,00	1062	60,00	1006	5191
61,25	1063	61,25	1005	5291
62,50	1064	62,50	1004	5391
63,75	1065	63,75	1003	5491
65,00	1066	65,00	1002	5591
66,25	1067	66,25	1001	5691
67,50	1068	67,50	1000	5791
68,75	1069	68,75	1009	5891
70,00	1070	70,00	1008	5991
71,25	1071	71,25	1007	6091
72,50	1072	72,50	1006	6191
73,75	1073	73,75	1005	6291
75,00	1074	75,00	1004	6391
76,25	1075	76,25	1003	6491
77,50	1076	77,50	1002	6591
78,75	1077	78,75	1001	6691
80,00	1078	80,00	1000	6791
81,25	1079	81,25	1009	6891
82,50	1080	82,50	1008	6991
83,75	1081	83,75	1007	7091
85,00	1082	85,00	1006	7191
86,25	1083	86,25	1005	7291
87,50	1084	87,50	1004	7391
88,75	1085	88,75	1003	7491
90,00	1086	90,00	1002	7591
91,25	1087	91,25	1001	7691
92,50	1088	92,50	1000	7791
93,75	1089	93,75	1009	7891
95,00	1090	95,00	1008	7991
96,25	1091	96,25	1007	8091
97,50	1092	97,50	1006	8191
98,75	1093	98,75	1005	8291
100,00	1094	100,00	1004	8391
101,25	1095	101,25	1003	8491
102,50	1096	102,50	1002	8591
103,75	1097	103,75	1001	8691
105,00	1098	105,00	1000	8791
106,25	1099	106,25	1009	8891
107,50	1100	107,50	1008	8991
108,75	1101	108,75	1007	9091
110,00	1102	110,00	1006	9191
111,25	1103	111,25	1005	9291
112,50	1104	112,50	1004	9391
113,75	1105	113,75	1003	9491
115,00	1106	115,00	1002	9591
116,25	1107	116,25	1001	9691
117,50	1108	117,50	1000	9791
118,75	1109	118,75	1009	9891
120,00	1110	120,00	1008	9991
121,25	1111	121,25	1007	0091
122,50	1112	122,50	1006	0191
123,75	1113	123,75	1005	0291
125,00	1114	125,00	1004	0391
126,25	1115	126,25	1003	0491
127,50	1116	127,50	1002	0591
128,75	1117	128,75	1001	0691
130,00	1118	130,00	1000	0791
131,25	1119	131,25	1009	0891
132,50	1120	132,50	1008	0991
133,75	1121	133,75	1007	1091
135,00	1122	135,00	1006	1191
136,25	1123	136,25	1005	1291
137,50	1124	137,50	1004	1391
138,75	1125	138,75	1003	1491
140,00	1126	140,00	1002	1591
141,25	1127	141,25	1001	1691
142,50	1128	142,50	1000	1791
143,75	1129	143,75	1009	1891
145,00	1130	145,00	1008	1991
146,25	1131	146,25	1007	2091
147,50	1132	147,50	1006	2191
148,75	1133	148,75	1005	2291
150,00	1134	150,00	1004	2391
151,25	1135	151,25	1003	2491
152,50	1136	152,50	1002	2591
153,75	1137	153,75	1001	2691
155,00	1138	155,00	1000	2791
156,25	1139	156,25	1009	2891
157,50	1140	157,50	1008	2991
158,75	1141	158,75	1007	3091
160,00	1142	160,00	1006	3191
161,25	1143	161,25	1005	3291
162,50	1144	162,50	1004	3391
163,75	1145	163,75	1003	3491
165,00	1146	165,00	1002	3591
166,25	1147	166,25	1001	3691
167,50	1148	167,50	1000	3791
168,75	1149	168,75	1009	3891
170,00	1150	170,00	1008	3991
171,25	1151	171,25	1007	4091
172,50	1152	172,50	1006	4191
173,75	1153	173,75	1005	4291
175,00	1154	175,00	1004	4391
176,25	1155	176,25	1003	4491
177,50	1156	177,50	1002	4591
178,75	1157	178,75	1001	4691
180,00	1158	180,00	1000	4791
181,25	1159	181,25	1009	4891
182,50	1160	182,50	1008	4991
183,75	1161	183,75	1007	5091
185,00	1162	185,00	1006	5191
186,25	1163	186,25	1005	5291
187,50	1164	187,50	1004	5391
188,75	1165	188,75	1003	5491
190,00	1166	190,00	1002	5591
191,25	1167	191,25	1001	5691
192,50	1168	192,50	1000	5791
193,75	1169	193,75	1009	5891
195,00	1170	195,00	1008	5991
196,25	1171	196,25	1007	6091
197,50	1172	197,50	1006	6191
198,75	1173	198,75	1005	6291
200,00	1174	200,00	1004	6391
201,25	1175	201,25	1003	6491
202,50	1176	202,50	1002	6591
203,75	1177	203,75	1001	6691
205,00	1178	205,00	1000	6791
206,25	1179	206,25	1009	6891
207,50	1180	207,50	1008	6991
208,75	1181	208,75	1007	7091
210,00	1182	210,00	1006	7191
211,25	1183	211,25	1005	7291
212,50	1184	212,50	1004	7391
213,75	1185	213,75	1003	7491
215,00	1186	215,00	1002	7591
216,25	1187	216,25	1001	7691
217,50	1188	217,50	1000	7791
218,75	1189	218,75	1009	7891
220,00	1190	220,00	1008	7991
221,25	1191	221,25	1007	8091
222,50	1192	222,50	1006	8191
223,75	1193	223,75	1005	8291
225,00	1194	225,00	1004	8391
226,25	1195	226,25	1003	8491
227,50	1196	227,50	1002	8591
228,75	1197	228,75	1001	8691
230,00	1198	230,00	1000	8791
231,25	1199	231,25	1009	8891
232,50	1200	232,50	1008	8991
233,75	1201	233,75	1007	9091
235,00	1202	235,00	1006	9191
236,25	1203	236,25	1005	9291
237,50	1204	237,50	1004	9391
238,75	1205	238,75	1003	9491
240,00	1206	240,00	1002	9591
241,25	1207	241,25	1001	9691
242,50	1208	242,50	1000	9791
243,75	1209	243,75	1009	9891
245,00	1210	245,00	1008	9991
246,25	1211	246,25	1007	0091
247,50	1212	247,50	1006	0191
248,75	1213	248,75	1005	0291
250,00	1214	250,00	1004	0391
251,25	1215	251,25	1003	0491
252,50	1216	252,50	1002	0591
253,75	1217	253,75	1001	0691
255,00	1218	255,00	1000	0791
256,25	1219	256,25	1009	0891
257,50	1220	257,50	1008	0991
258,75	1221	258,75	1007	1091
260,00	1222	260,00	1006	1191
261,25	1223	261,25	1005	1291
262,50	1224	262,50	1004	1391
263,75	1225	263,75	1003	1491
265,00	1226	265,00	1002	1591
266,25	1227	266,25	1001	1691
267,50	1228	267,50	1000	1791
268,				

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-133

An Act to amend the Supplementary Retirement Benefits Act (No. 2)

R.S. (1st Supp.), c. 43; c. 30 (2nd Supp.); 1973-74, c. 36; 1974-75-76, cc. 73, 81, 99; 1980-81-82, cc. 64, 101

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. All that portion of paragraph 4(2)(b) of the *Supplementary Retirement Benefits Act* preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) for the year 1985 and each following year, shall be calculated in prescribed manner by multiplying”

2. Schedule II to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“SCHEDULE II

<i>Column I</i>	<i>Column II</i>
<i>Year</i>	<i>Benefit Index</i>
1952 and earlier	70.03
1953	71.56
1954	72.62
1955	74.27
1956	76.00
1957	77.20
1958	79.06
1959	80.36
1960	81.70
1961	83.79

PROJET DE LOI C-133

Loi n^o 2 modifiant la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. Le passage de l'alinéa 4(2)b) de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) pour l'année 1985 et chaque année subséquente, est calculé de la manière prescrite en multipliant”

2. L'annexe II de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“ANNEXE II

<i>Colonne I</i>	<i>Colonne II</i>
<i>Année</i>	<i>Indice de prestation</i>
1952 et antérieurement	70.03
1953	71.56
1954	72.62
1955	74.27
1956	76.00
1957	77.20
1958	79.06
1959	80.36
1960	81.70
1961	83.79

S.R., c. 43 (1^{er} suppl.); c.30 (2^e suppl.); 1973-74, c. 36; 1974-75-76, c. 73, 81, 99; 1980-81-82, c. 64, 101

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and amounts and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Supplementary Retirement Benefits Act (No. 2)".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière, selon les montants prescrits et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi n° 2 modifiant la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires».

EXPLANATORY NOTES

The purpose of these amendments is to fix the Benefit Index increases for 1983 and 1984 at 6 and 5 per cent, respectively. The increase in the Benefit Index determines the supplementary retirement benefit payable each year.

Clause 1: This amendment, which substitutes the year "1985" for the year "1971", is consequential on the amendment proposed in clause 2.

Clause 2: This amendment, which adds the sidelined years and figures in Columns I and II, would bring the Schedule up to date by adding the indices for the years 1971 to 1982 and fix the 1983 Benefit Index increase at 6% and the 1984 Benefit Index increase at 5%.

NOTES EXPLICATIVES

Le but de ces modifications est de limiter à 6 et 5 pour cent respectivement pour 1983 et 1984 l'augmentation de l'indice de prestation. Les prestations de retraite supplémentaires payables pour une année sont déterminées sur la base de l'augmentation de l'indice de prestation.

Article 1. — Substitution de l'année 1985 à celle de 1971; découle de la modification proposée à l'article 2.

Article 2. — Adjonction des chiffres marqués d'un trait vertical dans les colonnes I et II; mise à jour des chiffres de l'annexe par adjonction des indices pour les années 1971 à 1982 et limitation de l'augmentation de l'indice de prestation pour 1983 à 6 pour cent et pour 1984 à 5 pour cent.

<i>Column I</i>	<i>Column II</i>	<i>Colonne I</i>	<i>Colonne II</i>
<i>Year</i>	<i>Benefit Index</i>	<i>Année</i>	<i>Indice de prestation</i>
1962	85.25	1962	85.25
1963	86.76	1963	86.76
1964	89.13	1964	89.13
1965	90.78	1965	90.78
1966	92.49	1966	92.49
1967	94.27	1967	94.27
1968	96.12	1968	96.12
1969	98.04	1969	98.04
1970	100.00	1970	100.00
1971	104.00	1971	104.00
1972	106.50	1972	106.50
1973	111.29	1973	111.29
1974	118.75	1974	118.75
1975	130.74	1975	130.74
1976	145.51	1976	145.51
1977	158.02	1977	158.02
1978	169.40	1978	169.40
1979	184.82	1979	184.82
1980	201.27	1980	201.27
1981	220.79	1981	220.79
1982	247.70	1982	247.70
1983	262.56	1983	262.56
1984	275.69"	1984	275.69"

<i>Column I</i>	<i>Column II</i>
<i>Year</i>	<i>Index</i>
1952 et antérieure	70.00
1953	71.36
1954	72.72
1955	74.08
1956	76.44
1957	77.80
1958	79.16
1959	80.52
1960	81.88
1961	83.24

C-134

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-134

An Act respecting rebates of interest on farm loans made
under the Farm Credit Act

First reading, October 28, 1982

THE MINISTER OF AGRICULTURE

C-134

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-134

Loi portant réduction du taux d'intérêt des prêts agricoles
consentis sous le régime de la Loi sur le crédit agricole

Première lecture le 28 octobre 1982

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-134

An Act respecting rebates of interest on farm loans made under the Farm Credit Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Farm Loans Interest Rebate Act* (No. 2).

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-134

Loi portant réduction du taux d'intérêt des prêts agricoles consentis sous le régime de la Loi sur le crédit agricole

INTERPRETATION

Definitions

"eligible farmer"

"farm loan"

2. (1) In this Act,
"eligible farmer" means a farmer who has received a farm loan;
"farm loan" means a loan made under the *Farm Credit Act* by the Corporation to a farmer where

(a) the loan was approved by the Corporation, during the period commencing on June 28, 1982 and ending on June 27, 1984, pursuant to a program to provide assistance to farmers in financial distress referred to in Order in Council P.C. 1982-3170, dated October 21, 1982 as the "special loans program", and

(b) the loan is secured by a mortgage on farm lands in respect of which the farmer has submitted to the Corporation a plan of farming operations that has been approved by the Corporation;

"loan payment period"

"loan payment period", in relation to a farm loan, means any period during the period

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi n° 2 sur les prêts agricoles bonifiés.*

Titre abrégé

5

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«agriculteur admissible» Agriculteur qui a reçu un prêt agricole.

«période de remboursement» Toute période, comprise dans la période de remboursement d'un prêt agricole, à l'expiration de laquelle l'agriculteur doit, en vertu de l'hypothèque, effectuer un versement — principal, intérêt ou les deux — à valoir sur le remboursement du prêt.

«prêt agricole» Prêt consenti par la Société sous le régime de la *Loi sur le crédit agricole* à un agriculteur dont le prêt :

a) a été approuvé par la Société pendant la période commençant le 28 juin 1982 et se terminant le 27 juin 1984, dans le cadre du programme d'aide aux agriculteurs en difficulté financière grave dénommé «programme de prêts spéciaux» dans le décret C.P. 1982-25 du 1982;

5 Définitions

«agriculteur admissible»

«période de remboursement»

10

15

«prêt agricole»

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting rebates of interest on farm loans made under the Farm Credit Act".

ESTATE JUDICIALE DU CANADA RECOMMANDATION

Il (S) recommande au parlement canadien (1) de faire la nomination à son avis du comité permanent chargé d'élaborer et de présenter une proposition de loi pour réduire le taux d'intérêt des prêts agricoles consentis sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

Il (S) recommande au parlement canadien (2) de faire la nomination à son avis du comité permanent chargé d'élaborer et de présenter une proposition de loi pour réduire le taux d'intérêt des prêts agricoles consentis sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

(1) Pour l'appropriation du fonds (S) au fonctionnement régulier d'un service public national ("service public") et pour faire la nomination à son avis du comité permanent chargé d'élaborer et de présenter une proposition de loi pour réduire le taux d'intérêt des prêts agricoles consentis sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi portant réduction du taux d'intérêt des prêts agricoles consentis sous le régime de la Loi sur le crédit agricole».

within which the loan is repayable, at the end of which a farmer is required by the mortgage that secures the farm loan to make a payment of principal or interest, or both, on the loan.

Words and
expressions
have the same
meaning as in
the *Farm
Credit Act*

(2) Subject to this section, all words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Farm Credit Act*.

Payments to
eligible farmers

PAYMENTS TO ELIGIBLE FARMERS

3. (1) Subject to subsection (2), the Minister may

(a) where a farm loan received by an eligible farmer is a farm loan that is secured by a mortgage that requires the farmer to make payments at the end of every six months during the period within which the loan is repayable, pay to the eligible farmer in relation to each of the first four loan payment periods an amount equal to two per cent of the principal amount on which interest for the period is required to be paid under the mortgage; and

(b) where a farm loan received by an eligible farmer is a farm loan that is secured by a mortgage that requires the farmer to make payments at the end of every twelve months during the period within which the loan is repayable, pay to the eligible farmer in relation to each of the first two loan payment periods an amount equal to four per cent of the principal amount on which interest for the period is required to be paid under the mortgage.

Initial
mortgage
payment period

(2) For the purposes of subsection (1), where a farm loan is secured by a mortgage that requires the farmer to make an initial payment on the loan at the end of other than the first six months or twelve months of the period within which the loan is repayable and payments thereafter on the loan either at the end of every six months or every twelve months of that period, such mortgage shall be deemed to be a mortgage that requires the farmer to make payments on the loan at the end of every six months or every twelve months, as the case may be, of that period. 45

b) est garanti par une hypothèque sur des terres à culture pour lesquelles l'agriculteur a présenté un plan d'exploitation agricole approuvé par la Société.

5

(2) Les autres mots et expressions de la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur le crédit agricole*. 5 Autres termes

VERSEMENTS AUX AGRICULTEURS ADMISSIBLES

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre peut verser à l'agriculteur admissible qui a reçu un prêt agricole :

a) pour chacune des quatre premières périodes de remboursement, si la périodicité prévue est de six mois, un montant égal à deux pour cent du principal sur lequel l'hypothèque prévoit, pendant chaque une de ces périodes, le paiement d'intérêts;

b) pour chacune des deux premières périodes de remboursement, si la périodicité prévue est de douze mois, un montant égal à quatre pour cent du principal sur lequel l'hypothèque prévoit, pendant chacune de ces périodes, le paiement d'intérêts.

10 Versements aux agriculteurs admissibles

(2) Pour l'application du paragraphe (1), si, en vertu d'une hypothèque garantissant un prêt agricole, les périodes à l'expiration desquelles l'agriculteur doit effectuer un versement à valoir sur le remboursement du prêt sont, à l'exception de la première, de six ou de douze mois, celle-ci, pour l'application de la définition «période de remboursement», est réputée être, en vertu de l'hypothèque, de six ou de douze mois. 25 Première période de remboursement

45

Where
payments shall
not be made

(3) Where, in or before any loan payment period in relation to which an eligible farmer may be paid pursuant to subsection (1), the eligible farmer

(a) ceases to be a farmer, or

(b) ceases to follow the plan of farming operations submitted by him to the Corporation,

before he has been paid pursuant to subsection (1), no payments shall be made to him 10 pursuant to that subsection in relation to that or any following loan payment period.

Payment in
loan payment
period

(4) Where an amount may be paid to an eligible farmer pursuant to subsection (1) in relation to a loan payment period, the Minister shall, where it is practicable to do so, make such payment in the loan payment period to which the payment relates.

Payment to
Corporation for
account of
farmer

(5) Where an amount may be paid to an eligible farmer pursuant to subsection (1), the Minister may, in lieu of paying that amount directly to the eligible farmer, pay it to him by paying it to the Corporation for his account.

Payments out
of moneys
appropriated by
Parliament

4. All payments by the Minister pursuant 25 to subsection 3(1) shall be made out of moneys appropriated by Parliament for that purpose.

(3) L'agriculteur admissible qui, avant ou pendant une période de remboursement pour laquelle il n'a pas encore reçu les versements prévus au paragraphe (1), cesse d'être agriculteur ou cesse d'observer le plan d'exploitation agricole qu'il a présenté à la Société perd son droit à ces versements pour la période en cause ou pour toute période ultérieure.

Non-versement

5

(4) Dans la mesure du possible, le ministre 10 verse pendant la période de remboursement aux agriculteurs admissibles les montants qui se rapportent à cette période.

Versement
pendant la
période de
remboursement

(5) Le ministre peut, plutôt que de verser à l'agriculteur admissible le montant qui lui est 20 payable au titre du paragraphe (1), remettre ce montant à la Société pour dépôt au compte de cet agriculteur.

Versements à la
Société pour le
compte de
l'agriculteur

4. Les versements effectués par le ministre en application du paragraphe 3(1) sont prélevés 20 sur les crédits affectés à cette fin par le Parlement.

Versements sur
les crédits
affectés par le
Parlement

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-135

An Act to amend the National Housing Act (No. 2)

First reading, October 28, 1982

THE MINISTER OF PUBLIC WORKS

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-135

Loi n° 2 modifiant la Loi nationale sur l'habitation

Première lecture le 28 octobre 1982

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-135

An Act to amend the National Housing Act
(No. 2)

R.S., c. N-10;
1970-71-72, c.
25; 1973-74, c.
18; 1974-75-76,
cc. 2, 38, 57,
82; 1976-77, c.
7; 1978-79, c.
16; 1980-81-82,
cc. 47, 71, 93

1980-81-82 c.
93, s. 25

Agreement for
guaranteeing
interest

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Subsection 34.4(1) of the *National Housing Act* is repealed and the following substituted therefor:

“34.4 (1) Where

(a) a home owner borrowed money for the purpose of the construction or acquisition of his home for a term that has 10 expired during the period commencing on the 1st day of September, 1981 and ending on the 28th day of June, 1982, and

(b) a loan to the home owner for that 15 purpose

(i) is for a term commencing on or after the date of expiry of the term referred to in paragraph (a), and
(ii) bears interest the payment of 20 which is, with the concurrence of the lender, deferred during a prescribed period not exceeding one year,

the Corporation may, under an agreement made between that lender and the Corporation, subject to this section and any regulation made pursuant to paragraph 34.7(1)(a) or (b), guarantee the payment,

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-135

Loi n^o 2 modifiant la Loi nationale sur
l'habitation

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. (1) Le paragraphe 34.4(1) de la *Loi nationale sur l'habitation* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«34.4 (1) Lorsque

a) un propriétaire, pour construire ou acheter sa demeure, a fait un emprunt dont le délai de remboursement échoit 10 entre le 1^{er} septembre 1981 inclus et le 28 juin 1982 inclus, et
b) un prêt consenti audit propriétaire pour la fin visée à l'alinéa a)

(i) est pour un délai de remboursement qui commence à courir au terme du délai de remboursement prévu à l'alinéa a) ou après celui-ci, et
(ii) produit des intérêts dont le paiement, avec le consentement du prêteur, est différé pour une période prévue par le règlement et ne dépassant pas un an,

la Société peut, conformément à une entente qu'elle conclut avec ce prêteur, sous réserve du présent article et des règlements établis en application des alinéas 34.7(1)a) ou b), garantir, à ce prêteur, le

S.R., c. N-10;
1970-71-72, c.
25; 1973-74, c.
18; 1974-75-76,
cc. 2, 38, 57, 82;
1976-77, c. 7;
1978-79, c. 16;
1980-81-82, c.
47, 71, 93

1980-81-82, c.
93, art. 25

Entente
garantissant le
paiement des
intérêts

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the National Housing Act (No. 2)".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi n° 2 modifiant la Loi nationale sur l'habitation».

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: (1) This amendment, which is consequential on the new subsection 34.4(3) proposed by subclause (2) and the new section 34.601 proposed by clause 2, would substitute the underlined date for the 12th day of November, 1982 and would add the other underlined words.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1, (1). — Découle du nouveau paragraphe 34.4(3) proposé par le paragraphe (2) et du nouvel article 34.601 proposé par l'article 2. Substitue la date soulignée à celle du 12 novembre 1982 et ajoute les autres mots soulignés.

1980-81-82, c.
93, s. 25

When interest
not guaranteed
but contribu-
tion provided

to that lender, of such interest respecting the period referred to in subparagraph (b)(ii) or any part thereof as may be determined in prescribed manner."

(2) Section 34.4 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

"(3) The payment of interest respecting any period or part thereof commencing after the 28th day of June, 1982 may not 10 be guaranteed under subsection (1) and no guarantee agreed to pursuant to that subsection prior to the date of the coming into force of this subsection shall be deemed to have effect on or after that date to such 15 extent as to guarantee the payment of any such interest but, where a guarantee so agreed to is prevented by this subsection from having effect respecting any interest, assistance by way of the contribution, for 20 credit to the interest, of an amount equal thereto shall be provided as if that assistance had been granted under section 34.601."

1980-81-82, c.
93, s. 25

Contribution
toward
payment of
interest

2. Section 34.61 of the said Act is 25 repealed and the following substituted therefor:

"34.601 Where

(a) a home owner borrowed money for the purpose of the construction or acquisition of his home for a term that has expired during the period commencing on the 29th day of June, 1982 and ending on the 31st day of December, 1983,

(b) a loan to the home owner for that purpose is for a term commencing on or after the date of expiry of the term referred to in paragraph (a), and

(c) the Corporation is satisfied that the 40 home owner's housing charges for the prescribed year during the term of the loan are in excess of thirty per cent of the home owner's household income for that year,

the Corporation may, subject to any regulation made pursuant to subparagraph 34.7(1)(a)(i) or (ii) or paragraph 34.7(1)(b), grant assistance to be provided

paiement des intérêts, déterminés de la façon prévue au règlement, à échoir pendant la période mentionnée au sous-alinéa b)(ii) ou une partie de celle-ci."

(2) L'article 34.4 de ladite loi est en outre 5 1980-81-82, c.
93, art. 25 modifié par adjonction de ce qui suit :

"(3) Le paragraphe (1) ne permet pas de garantir le paiement des intérêts relatifs à une période ou à une partie de celle-ci dont le commencement est postérieur au 10 28 juin 1982 et nulle garantie accordée en application de ce paragraphe avant la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe n'est réputée, à cette date ou postérieurement à celle-ci, être applicable à un tel 15 paiement; lorsqu'une garantie est ainsi écartée à l'égard d'un paiement d'intérêts, une aide financière, sous la forme d'une contribution égale au montant des intérêts, doit être accordée et portée au crédit de 20 ceux-ci comme s'il s'agissait d'une aide financière accordée en application de l'article 34.601."

Contribution au
lieu de la
garantie des
intérêts

2. L'article 34.61 de ladite loi est abrogé 1980-81-82, c.
et remplacé par ce qui suit : 93, art. 25 25

"34.601 Lorsque

a) un propriétaire, pour construire ou acheter sa demeure, a fait un emprunt dont le délai de remboursement échoit entre le 29 juin 1982 inclus et le 31 30 décembre 1983 inclus, et

b) un prêt consenti audit propriétaire pour la fin visée à l'alinéa a) est pour un délai de remboursement qui commence à courir au terme du délai de remboursement prévu à l'alinéa a) ou après celui-ci, et

c) la Société est convaincue que les frais d'habitation du propriétaire pour l'année prévue par le règlement, pendant le 40 délai de remboursement du prêt, s'élèvent à plus de trente pour cent du revenu du ménage pour ladite année,

la Société peut, sous réserve des règlements établis en application des sous-alinéas 34.7(1)a)(i) ou (ii) ou de l'alinéa 34.7(1)b), accorder une aide sous la forme

Contribution
applicable au
paiement des
intérêts

by the contribution of an amount, determined and payable in prescribed manner, to be credited to interest payable on the loan in respect of a prescribed period, which shall not exceed one year but without prejudice to the granting of any subsequent assistance to be provided as described in this section for credit to interest payable on the loan in respect of a further prescribed period not exceeding 10 one year.

When no
agreement or
grant to be
made

34.61 Notwithstanding the foregoing provisions of this Part, no agreement between the Corporation and a lender shall be made under subsection 34.4(1), and no assistance granted under section 34.5 or 34.601, except where

(a) the money referred to in paragraph 34.4(1)(a) or 34.601(a) was borrowed on the security of a mortgage and the loan referred to in paragraph 34.4(1)(b) or 34.601(b) is, in prescribed circumstances, secured by a mortgage; or

(b) the home owner referred to in subsection 34.4(1) or section 34.601 is an Indian as defined in the *Indian Act* and the loan referred to in paragraph 34.4(1)(b) or 34.601(b) is, in prescribed circumstances, unsecured by a mortgage.

1980-81-82, c.
93, s. 25

3. Section 34.8 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“34.8 The Minister shall, out of moneys from time to time appropriated by Parliament for the purpose, reimburse the Corporation for payments made by it in discharging its liability under guarantees pursuant to section 34.4 and making contributions pursuant to subsection 34.4(3) and sections 34.5 and 34.601 and pay to the Corporation the costs and expenses of the Corporation incurred in the administration of this Part.”

Financing
Corporation for
providing
guarantees and
contributions

d'une contribution, dont le montant est établi et payable en conformité avec le règlement et porté au crédit des intérêts produits par le prêt pendant la période, n'excédant pas un an, prévue par règlement; cette limite de temps n'empêche pas la Société d'accorder une autre aide financière, aux termes du présent article, relative aux intérêts du même prêt produits pendant une période ultérieure, n'excédant 10 pas un an, prévue par règlement.

34.61 Nonobstant les dispositions précédentes de la présente Partie, l'entente prévue au paragraphe 34.4(1), entre la Société et le prêteur, ne peut être conclue et l'aide prévue à l'article 34.5 ou 34.601 ne peut être accordée que si

a) l'emprunt visé par l'alinéa 34.4(1)a) ou 34.601a) était garanti par une hypothèque et que le prêt mentionné à l'alinéa 34.4(1)b) ou 34.601b) est, dans les circonstances prévues au règlement, garanti par une hypothèque; ou

b) le propriétaire visé par le paragraphe 34.4(1) ou l'article 34.601 est un Indien, au sens de la *Loi sur les Indiens*, et que dans les circonstances prévues au règlement, le prêt mentionné à l'alinéa 34.4(1)b) ou 34.601b) n'est pas garanti par une hypothèque.»

Restriction

1980-81-82, c.
93, art. 25

3. L'article 34.8 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“34.8 Le Ministre doit, sur les deniers appropriés par le Parlement à cette fin, rembourser la Société des paiements qu'elle a effectués pour s'acquitter de sa responsabilité aux termes de garanties données en vertu de l'article 34.4, de contributions qu'elle a versées en vertu du paragraphe 34.4(3) et des articles 34.5 et 34.601 et lui payer les frais qu'elle a subis et les dépenses qu'elle a faites dans l'application de la présente Partie.”

Financement de
la Société pour
permettre
garanties et
contributions

BILL C-136

Small Business Investment Grants Act

Document released under the Access to Information Act

Clause 3: This amendment is consequential on the new subsection 34.4(3) proposed by subclause 1(2) and the new section 34.601 proposed by clause 2.

Section 34.8 at present reads as follows:

“34.8 The Minister shall, out of moneys from time to time appropriated by Parliament for the purpose, reimburse the Corporation for payments made by it in discharging its liability under guarantees pursuant to section 34.4 and making contributions pursuant to section 34.5 and pay to the Corporation the costs and expenses of the Corporation incurred in the administration of this Part.”

The Minister of Small Business and Tourism
Government of Canada

C-136

Projet de loi sur la banification d'entreprises pour les entreprises

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-136

Loi sur la banification d'entreprises pour les entreprises

Première lecture le 26 octobre 1981

Article 3. — Découle du nouveau paragraphe 34.4(3) proposé par le paragraphe 1(2) et du nouvel article 34.601 proposé par l'article 2.

Texte actuel de l'article 34.8 :

“34.8 Le Ministre peut, sur les deniers appropriés par le Parlement à cette fin, rembourser la Société des paiements qu'elle a effectués pour s'acquitter de sa responsabilité aux termes de garanties données en vertu de l'article 34.4, de contributions qu'elle a versées en vertu de l'article 34.5 et lui payer les frais qu'elle a subis et les dépenses qu'elle a faites dans l'application de la présente Partie.»

Le ministre délégué (Parole accordée par
Tourisme)

C-136

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

C-136

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-136

Small Business Investment Grants Act

First reading, October 28, 1982

THE MINISTER OF STATE (SMALL BUSINESSES AND
TOURISM)

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-136

Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises

Première lecture le 28 octobre 1982

LE MINISTRE D'ÉTAT (PETITES ENTREPRISES ET
TOURISME)

1st Session, 32nd Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

1^{re} session, 32^e législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-136

Small Business Investment Grants Act

PROJET DE LOI C-136

Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Small Business Investment Grants Act*.

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

Definitions

2. In this Act,

Définitions

"Minister"

"Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"person"

"person" includes a partnership;

«ministre» Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.

«ministre»

"prescribed"

"prescribed" means prescribed by the regulations.

«personne» S'entend aussi d'une société de personnes.

«personne»

SMALL BUSINESS INVESTMENT GRANTS

BONIFICATION D'INTÉRÊTS AU PROFIT DES PETITES ENTREPRISES

Application for grant

3. (1) On application to the Minister by a person who establishes in the form and manner prescribed that he is, pursuant to the regulations, eligible to receive a grant in respect of interest payable by the person on a prescribed small business investment debt obligation owed by him, the Minister may, subject to the regulations, make a grant to the person or his agent of such amount, not exceeding four per cent per annum of the

3. (1) Le ministre, sur demande de la personne qui établit, selon les modalités réglementaires, qu'elle est admissible, aux termes des règlements, à une subvention de bonification d'intérêt sur la dette qu'elle a contractée au profit de son entreprise, peut verser à elle, ou à son mandataire, sous réserve des règlements, une subvention ne dépassant pas quatre pour cent par an du solde impayé de la dette visée, de façon à

Demande de subvention

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "Small Business Investment Grants Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises».

DISPOSITION GENERALE

GENERAL

(1) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(1) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(2) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(2) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(3) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(3) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(4) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(4) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(5) Pour des fins législatives, il convient de considérer que le montant total de deux millions de dollars canadiens est équivalent à deux millions de dollars canadiens.

(5) Pour des fins législatives, il convient de considérer que le montant total de deux millions de dollars canadiens est équivalent à deux millions de dollars canadiens.

(6) (1) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

(6) (1) Le Gouvernement du Canada peut percevoir et déverser à la Chambre des communes un montant total de deux millions de dollars canadiens par année pour l'application de la présente disposition.

principal balance outstanding from time to time of the debt obligation, as would reduce the effective rate of interest on the debt obligation for the period in respect of which the grant is made to not less than twelve per cent per annum.

Authorization
to pay agent

- (2) Where a person who is eligible to receive a grant under subsection (1) authorizes the Minister to make the grant to an agent of the person,
- (a) the Minister may make the grant to that agent; and
 - (b) the authorization in respect of which the grant is made may not be amended or revoked without the consent of the Minister.

Regulations

4. The Governor in Council may make regulations prescribing anything that by this Act is to be prescribed and providing for all other matters and things as he deems necessary to carry out the provisions of this Act.

Recovery of
grants

5. (1) Where a grant is made to a person under section 3 and for any reason
- (a) the person is not entitled to the grant,
 - (b) the amount of the grant exceeds the amount to which the person is entitled, or
 - (c) a term or condition to which the grant is subject has not been met or has been contravened,

the amount of the grant or excess, as the case may be, together with interest determined as prescribed and computed from the date the grant is made, is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from the person in any court of competent jurisdiction.

No recovery in
certain cases

- (2) Where a circumstance referred to in paragraph (1)(a), (b) or (c) occurs in respect of a grant made to a person under section 3 and the Minister has, under such conditions as are prescribed, advised the person in writing that the amount of the grant will not be recovered from the person in that circum-

ramener le taux effectif de l'intérêt sur cette dette pendant la période visée par la subvention à un pourcentage annuel égal ou supérieur à douze pour cent.

5

- (2) Le ministre peut, avec l'autorisation de la personne admissible à la subvention visée au paragraphe (1), verser la subvention au mandataire de cette personne. En outre, le consentement du ministre est obligatoire pour la modification ou l'annulation de l'autorisation.

5 Paiement au
mandataire

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4. Le gouverneur en conseil peut procéder à toute mesure à prendre par règlement aux termes de la présente loi et prendre par règlement toute autre mesure qu'il estime nécessaire à l'exécution de la présente loi.

Règlements

5. (1) Lorsqu'il y a octroi de la subvention visée à l'article 3 et que pour une raison quelconque :

Recouvrement
des subventions

- a) soit le bénéficiaire n'est pas admissible à recevoir cette subvention,
- b) soit la subvention est supérieure au montant que le bénéficiaire est admissible à recevoir,
- c) soit une condition à laquelle la subvention était assujettie n'a pas été remplie ou a été violée,

la subvention ou l'excédent de la subvention versée sur le montant admissible, selon le cas, de même que des intérêts déterminés selon les règlements et calculés à compter de la date où est accordée la subvention, sont une créance de Sa Majesté du chef du Canada et peuvent être recouvrés à ce titre du bénéficiaire devant tout tribunal compétent.

35

- (2) Lorsque le ministre, dans les conditions prévues par règlement, a avisé le bénéficiaire par écrit qu'il n'y aurait pas recouvrement du montant de sa subvention en raison d'une des circonstances visées au paragraphe (1), celui-ci cesse de s'appliquer dès que survient la circonstance.

Non-recouvre-
ment

stance, subsection (1) shall, effective on the date the circumstance occurred, cease to apply in respect of the grant.

Offence

(3) Everyone who, under this Act, submits any information or documentation, makes any statement or answers any question, whether in connection with an application for a grant or otherwise, knowing that the information, documentation, statement or answer is false or misleading or misrepresents or fails to disclose a material fact, is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Coming into force

6. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

(3) Quiconque, en vertu de la présente loi, 5 fournit des renseignements ou de la documentation, fait une déclaration ou répond à une question, que ce soit relativement à une demande de subvention ou autrement, sachant que les renseignements, la documentation, la déclaration ou la réponse sont faux ou trompeurs ou qu'ils ne révèlent pas ou présentent sous un faux jour des faits essentiels, est coupable :

- a) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité d'une amende de dix mille dollars et d'un emprisonnement d'un an ou de l'une de ces peines;
- b) d'un acte criminel et possible d'une amende de cent mille dollars et d'un emprisonnement de cinq ans ou de l'une de ces peines.

6. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Infraction

Entrée en vigueur

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-137

An Act to provide for the resumption and continuation of longshoring and related operations at ports on the west coast of Canada

First reading, November 2nd, 1982

THE MINISTER OF LABOUR

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-137

Loi portant reprise du débardage et des opérations connexes dans les ports de la côte ouest du Canada

Première lecture le 2 novembre 1982

LE MINISTRE DU TRAVAIL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-137

An Act to provide for the resumption and continuation of longshoring and related operations at ports on the west coast of Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *West Coast Ports Operations Act, 1982.*

INTERPRETATION

Definitions

“collective agreement to which this Act applies”
“convention...”

2. (1) In this Act,

“collective agreement to which this Act applies” means the collective agreement between the employers association, on its own behalf and on behalf of its members, and the Union, that expired on December 31, 1981, and, for the purposes of this Act, includes any related arrangements concerning contribution and benefit payments in respect of pensions;

“company”
“compagnie”

“company” means the employers association or any member of the employers association, including any corporation listed in Schedule I;

“employers association”
“association...”

“employers association” means the British Columbia Maritime Employers Association;

“lockout”
“lock-out”

“lockout” includes the closing of a place of employment, a suspension of work by an employer or a refusal by an employer to continue to employ a number of his

CHAMBRES DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-137

Loi portant reprise du débardeage et des opérations connexes dans les ports de la côte ouest du Canada

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi de 1982 sur les opérations portuaires sur la côte ouest.*

Titre abrégé

5

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«association patronale» La *British Columbia Maritime Employers Association.*

Définitions

«association patronale»
“employers...”

“compagnie» L’association patronale ou un membre de l’association patronale, y compris une société mentionnée à l’annexe I.

“convention collective visée par la présente loi» La convention collective intervenue entre l’association patronale, pour son propre compte et pour le compte de ses membres, et le Syndicat, et expirée le 31 décembre 1981, et comprend, pour l’application de la présente loi, les arrangements connexes concernant les versements au titre des cotisations et des prestations en matière de pension.

«grève» S’entend notamment :

a) d’une cessation du travail ou d’un refus de travailler ou de continuer à

“compagnie»
“company”

“convention collective visée par la présente loi»
“collective...”

“grève»
“strike”

25

employees, done to compel his employees, or to aid another employer to compel his employees, to agree to terms or conditions of employment;

"strike"
"grève"

"strike" includes

(a) a cessation of work or a refusal to work or to continue to work by employees, in combination or in concert or in accordance with a common understanding, and

(b) a slowdown of work or other concerted activity on the part of employees in relation to their work that is designed to restrict or limit output;

"union" and
"the Union"
"syndicat..."

"union" means the Union, any local thereof specified in Schedule II and any other local thereof that represents persons ordinarily employed in longshoring or related operations at any port on the west coast of Canada, and "the Union" means the International Longshoremen's and Warehousemen's Union - Canadian Area.

Words and
expressions

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in Part V of the *Canada Labour Code*.

travailler, de la part d'employés agissant conjointement, de concert ou de connivence;

5 b) d'un ralentissement du travail ou d'autres activités concertées de la part d'employés agissant ainsi en vue de limiter ou de réduire le rendement. 5

«lock-out» S'entend notamment de la fermeture d'un lieu de travail, de la suspension du travail par un employeur ou du refus 10 d'un employeur de continuer à employer un certain nombre de ses employés, dans le but de les contraindre ou d'aider à contraindre ceux d'un autre employeur à accepter des conditions d'emploi. 15

10 «syndicat» Le Syndicat ou une section de celui-ci que mentionne l'annexe II ainsi que toute section de celui-ci qui représente des personnes ordinairement employées au débordage ou à des opérations connexes 20 dans un port de la côte ouest du Canada et «le Syndicat» désigne l'*International Longshoremen's and Warehousemen's Union - Canadian Area*.

«lock-out»
"lockout"

«syndicat» et «le
Syndicat»
"Union..."

20 (2) Sauf disposition contraire, les mots et 25 Terminologie expressions employés dans la présente loi ont le sens que leur donne la Partie V du *Code canadien du travail*. 25

PART I

LONGSHORING OPERATIONS

Resumption of
operations and
work

3. (1) Forthwith, on the coming into force of this Act,

(a) each company shall resume longshoring and related operations at ports on the 30 west coast of Canada; and

(b) every person who is ordinarily employed in longshoring or related operations at a port on the west coast of Canada and who was bound by the collective 35 agreement to which this Act applies shall, when so required, return forthwith to the duties of his employment.

Terms and
conditions

(2) On resumption of longshoring and related operations at ports on the west coast 40 of Canada, the terms and conditions of

PARTIE I

DÉBARDAGE

3. (1) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi :

a) les compagnies doivent reprendre le débordage et les opérations connexes dans les ports de la côte ouest du Canada;

b) les personnes employées ordinairement au débordage ou à des opérations connexes 35 dans un port de la côte ouest du Canada, qui étaient liées par la convention collective visée par la présente loi, doivent reprendre immédiatement leur travail lorsqu'on le leur demande. 40

Reprise des
opérations

(2) Dès la reprise du débordage et des opérations connexes dans les ports de la côte ouest du Canada, les conditions d'emploi pré-

Conditions
d'emploi

employment under the collective agreement to which this Act applies shall apply until

(a) a revised collective agreement extending at least to December 31, 1983 is entered into by the employers association and the Union, or

(b) section 4 is proclaimed in force, whichever first occurs.

vues à la convention collective visée par la présente loi s'appliquent jusqu'à la première des éventualités suivantes qui survient :

- 5 a) une convention collective révisée, valide au moins jusqu'au 31 décembre 1983, est conclue entre l'association patronale et le Syndicat;
- b) l'article 4 est proclamé en vigueur.

Requirements for resumption of work

(3) A union and each officer and representative of a union

(a) shall forthwith, on the coming into force of this Act, give notice to the members of that union who are ordinarily employed in longshoring or related operations at a port on the west coast of Canada 15 that longshoring and related operations at ports on the west coast of Canada are to be resumed by reason of the coming into force of this Act;

(b) shall refrain from any conduct that 20 may encourage those members of that union not to comply with paragraph (1)(b);

(c) shall, in addition to the requirements of paragraph (a), take all reasonable steps 25 to ensure that those members of that union comply with paragraph (1)(b); and

(d) shall comply with any order or request made pursuant to the collective agreement to which this Act applies for the despatch 30 of persons to perform longshoring or related operations at a port on the west coast of Canada.

10 Les syndicats et leurs dirigeants et 10 Reprise du travail représentants doivent :

- a) dès l'entrée en vigueur de la présente loi, informer leurs membres qui sont ordinairement employés au débordage ou à des opérations connexes dans un port de la 15 côte ouest du Canada que le débordage et les opérations connexes doivent reprendre en raison de l'entrée en vigueur de la présente loi;
- b) s'abstenir de toute conduite pouvant 20 encourager leurs membres à désobéir à l'alinéa (1)b);
- c) prendre, en plus, toutes les mesures raisonnables pour assurer le respect de l'alinéa (1)b);
- d) se conformer aux ordres et demandes d'affectation de personnes au débordage ou à des opérations connexes dans un port de la côte ouest du Canada donnés ou faites en conformité avec la convention 30 collective visée par la présente loi.

Duties of company

(4) A company shall not in any manner impede any person referred to paragraph 35 (1)(b) from complying with that paragraph.

(4) Il est interdit aux compagnies d'empêcher une personne visée à l'alinéa (1)b) de s'y conformer.

Obligation des compagnies

1980-81-82, c. 122

Public Sector Compensation Restraint Act

1980-81-82, c. 122

4. (1) Section 3 of the *Public Sector Compensation Restraint Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

Loi sur les restrictions salariales du secteur public

40 4. (1) L'article 3 de la *Loi sur les restrictions salariales du secteur public* est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Idem

“(3.1) This Part applies to persons who were ordinarily employed under a collective agreement that expired on December 31, 1981 in non-supervisory longshoring or related operations at any port on the west 45

40 4. (3.1) La présente partie s'applique aux personnes qui étaient ordinairement employées en vertu d'une convention collective qui a expiré le 31 décembre 1981 au débordage sans fonction de surveillance

Idem

on a 9 month probationary period during which time he will receive the equivalent of his current salary plus an additional amount equal to 10% of his basic monthly salary. In addition, he will receive a lump sum payment of \$10,000.00 at the end of the probationary period.

10. **Employment Conditions** The term of employment shall begin on January 1, 1984, and shall end on December 31, 1985.

11. **Termination of Employment** A employee may resign at any time prior to termination.

PART II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Définitions

12. **Définitions** Les définitions qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

13. **Particularités** Les particularités qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

14. **Dispositions générales** Les dispositions générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

15. **Confidentialité** Le coupletions au sens de la loi sur la protection des renseignements personnels.

Fixations

16. **Fixations** Les fixations qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

17. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

18. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

19. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

20. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

21. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

22. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

23. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

24. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

25. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

26. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

27. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

28. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

29. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

30. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

31. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

32. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

33. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

34. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

35. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

36. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

37. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

38. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

39. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

40. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

41. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

42. **Fixations générales** Les fixations générales qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

43. **Fixations particulières** Les fixations particulières qui suivent sont appliquées à tout le présent document.

PART II

GENERAL

Definitions

44. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

45. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

46. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

47. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

48. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

49. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

50. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

51. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

52. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

53. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

54. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

55. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

56. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

57. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

58. **Definitions** "Definitions" means a broad word or expression

Transitional:
coming into
force

coast of Canada by any company that is, on the day this subsection comes into force, a member of the British Columbia Maritime Employers Association."

ou à des opérations connexes dans un port de la côte ouest du Canada par une compagnie qui, le jour de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, est membre de la *British Columbia Maritime Employers Association.*"

Coming into
force

(2) On the coming into force of this section, subsection 3(3.1) of the *Public Sector Compensation Restraint Act*, as enacted by subsection (1) of this section, shall be deemed to have come into force on June 29, 1982.

5 (2) Le jour de l'entrée en vigueur du présent article, le paragraphe 3(3.1) de la *Loi sur les restrictions salariales du secteur public* tel qu'édicté par le paragraphe (1) est 10 réputé être entré en vigueur le 29 juin 1982.

Disposition
transitoire;
entrée en
vigueur

5. Section 4 shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

10

5. L'article 4 entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

PART II

GENERAL

Interpretation

Definitions
"employee"

6. In this Part,
"employee" means a person who is ordinarily employed in longshoring or related operations at a port on the west coast of Canada and who is a member of a union within the meaning of Part I;

6. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions
15
«association d'employés»

"employee organization"

"employee organization" means a union within the meaning of Part I;

«association d'employés» Un syndicat au sens de la partie I;

«association
d'employés»
15
«employé»

"employer"

"employer" means a company within the meaning of Part I.

«employé» Une personne qui est ordinairement employée à des opérations de débarquement ou à des opérations connexes dans un port de la côte ouest du Canada et qui est membre d'un syndicat au sens de la partie I;

«employé»
20
«employeur»
20
«employeur»
25
«employeur»
25
«employeur»
25

Enforcement

Order to
comply

7. (1) On application made on behalf of Her Majesty in right of Canada, the Federal Court—Trial Division shall make an order directing any employer or employee organization named or described in the order that has failed or refused to comply with any provision of this Act forthwith to comply with that provision, and any employer or employee organization that fails or refuses to comply with any order made by the Court under this section that is directed to it may be cited and punished by the Court as for other contempts of court.

7. (1) Sur demande présentée au nom de Sa Majesté du chef du Canada à la division de première instance de la Cour fédérale, cette dernière rend une ordonnance requérant un employeur ou une association d'employés nommément ou autrement désigné dans l'ordonnance, qui a négligé ou refusé de se conformer à une disposition de la présente loi, de s'y conformer immédiatement; un employeur ou une association d'employés visé par une ordonnance rendue par la Cour en vertu du présent article qui néglige ou refuse de s'y conformer peut être condamné par elle pour outrage au tribunal.

Ordonnance
d'exécution

Appeals
relating to
citation for
contempt

(2) Any employer or employee organization cited and punished for contempt of court under subsection (1) may appeal from the conviction, or against the punishment imposed, to the Federal Court of Appeal in accordance with such directions, in lieu of the ordinary rules governing appeals to that Court, as may be given by that Court to ensure that the appeal is heard and disposed of as expeditiously as possible and in priority 10 to all other appeals.

Order against
employer

8. (1) On an application under section 7 for an order directed against an employer, it is sufficient proof that the employer has failed or refused to comply with a provision 15 of this Act to show that an officer, director or agent of the employer failed or refused to comply with the provision, whether or not the officer, director or agent is identified, unless the employer establishes that the failure or 20 refusal of the officer, director or agent was without its knowledge or consent and that it exercised all due diligence to prevent the failure or refusal.

Application for
order against
employee
organization

(2) For the purposes of section 7, an 25 employee organization shall be deemed to be a person.

Order against
employee
organization

(3) On an application under section 7 for an order directed against an employee organization, it is sufficient proof that the 30 employee organization has failed or refused to comply with a provision of this Act to show that an officer or representative thereof or a substantial number of the employees who are, or at the time of the alleged failure 35 or refusal were, members thereof, failed or refused to comply with the provision, whether or not the officer or representative or any of the employees is identified, unless the employee organization establishes that the 40 failure or refusal of the officer or representative or of the employees was without its knowledge or consent and that it exercised

(2) Un employeur ou une association d'employés condamné pour outrage au tribunal en vertu du paragraphe (1) peut interjeter appel de la déclaration de culpabilité ou 5 de la peine infligée devant la Cour d'appel fédérale conformément aux directives, tenant lieu des règles régissant ordinairement les appels devant cette Cour, que cette dernière pourra avoir formulées pour assurer que l'appel soit entendu et jugé le plus rapidement 10 possible et en priorité sur tous les autres appels.

Appel en cas de
citation pour
outrage au
tribunal

Ordonnance
visant un
employeur

8. (1) Dans une demande de délivrance d'une ordonnance visant un employeur, présentée en vertu de l'article 7, il suffit, pour 15 prouver que l'employeur a refusé ou négligé de se conformer à une disposition de la présente loi, d'établir qu'un dirigeant, un administrateur ou un mandataire de l'employeur a refusé ou a négligé de se conformer à cette 20 disposition, que ce dirigeant, cet administrateur ou ce mandataire ait été ou non identifié, à moins que l'employeur n'établisse que le refus ou la négligence du dirigeant, de l'administrateur ou du mandataire de se conformer à la disposition a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il a fait tout son 25 possible pour l'empêcher.

Demande de
délivrance
d'une
ordonnance
visant une
association
d'employés

(2) Pour l'application de l'article 7, une 30 association d'employés est réputée être une personne.

Ordonnance
visant une
association
d'employés

(3) Dans une demande de délivrance d'une ordonnance visant une association d'employés, présentée en vertu de l'article 7, il suffit, pour prouver que l'association d'employés a refusé ou négligé de se conformer à une disposition de la présente loi, d'établir qu'un dirigeant ou un représentant de l'association ou qu'un nombre considérable d'employés qui sont membres de l'association ou 40 qui l'étaient au moment où l'association aurait refusé ou négligé de se conformer à la disposition, ont refusé ou ont négligé de se 45 conformer à cette disposition, que ce dirigeant, ce représentant ou l'un quelconque des employés ait été ou non identifié, à moins que l'association d'employés n'établisse que

all due diligence to prevent the failure or refusal.

Under subsection 7(1) of section 7 of this Act, if it is established that the officer or representative has failed or refused to comply with a provision of this section and that either, director or agent of the employer, and is refused to comply with the provision whether or not the officer or representative is identified, unless the officer or representative has given notice or refusal of his or her refusal, the officer or representative or agent was without knowledge or consent and that it intended for the officer or representative to prevent the failure or refusal.

(3) On an application under section 7 for an order directing an officer or employee organization, if it is established that the employee organization has failed or refused to comply with a provision of this Act to show that an officer or representative thereof or a substantial member of the employees who are, or who he represents, the alleged failure or refusal were, members thereof, failed or refused to comply with the provision, whether or not the officer or representative or any of the employees is identified, unless the employee organization establishes that the officer or refusal of the officer or representative or of any employee was without knowledge or consent and that it intended

le refus ou la négligence du dirigeant, du représentant ou des employés de se conformer à la disposition a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'elle a fait tout son possible pour l'empêcher.

5

Under subsection 7(1) of section 7 of this Act, if it is established that the officer or representative has failed or refused to comply with a provision of this section and that either, director or agent of the employer, and is refused to comply with the provision whether or not the officer or representative is identified, unless the officer or representative has given notice or refusal of his or her refusal, the officer or representative or agent was without knowledge or consent and that it intended for the officer or representative to prevent the failure or refusal.

(3) Dans une demande de délivrance d'une ordonnance visant un employeur, présentez au cours de l'audience à laquelle, pour prouver que l'employeur a refus ou négligé de se conformer à une disposition de la présente loi, démontrez qu'il y a un dirigeant, un administrateur ou un représentant de l'employeur qui a refus ou négligé de se conformer à cette disposition, que ce dirigeant, tel administrateur ou ce représentant est en son identité, le moins que l'employeur n'indique que le refus ou la négligence du dirigeant, de l'administrateur ou du représentant de son association ou de son établissement à ce lieu à son insu ou sans son consentement, si qu'il a fait tout son possible pour l'empêcher.

15

(3) Pour démontrer que l'employeur a refus ou négligé de se conformer à une disposition de l'association ou de l'établissement à ce lieu à son insu ou sans son consentement, démontrez qu'il a fait tout son possible pour l'empêcher.

20

(3) Dans une demande de délivrance d'une ordonnance visant une association d'employés, présentez au cours de l'audience à laquelle, il suffit pour prouver que l'association d'employés a refus ou négligé de se conformer à une disposition de la présente loi, d'établir qu'un dirigeant ou un représentant de l'association ou qu'un membre considérable d'employés qui sont membres de l'association ou qui l'ont été au moment où l'association aurait refus ou négligé de se conformer à la disposition, ont refus ou ont négligé de se conformer à cette disposition, que ce dirigeant, ce représentant ou l'un quelconque des employés ait été ou non identifié, à moins que l'association d'employés n'établisse que

25

30

35

40

45

SCHEDULE I

(Subsection 2(1))

American President Lines Canada Ltd.
Anglo Canadian Shipping Ltd.
Annacis Marine Terminals Ltd.
Arrow Stevedoring Inc.
Associated Stevedoring Co. Ltd.
Balfour Guthrie Marine
Beaufort Navigation (Western) Ltd.
Bowkett Chartering Ltd.
Brinco Mining Limited
British Columbia Forest Products Limi
Stuart Channel Wharves Division
Canadian Pacific Limited (British Colum
Steamship Company (1975) Ltd.)
Canadian Stevedoring Company Limited
Canadian Stevedoring (Dock Operatio
Ltd.
Canadian Transport Company Limited
Casco Terminals Ltd.
Dingwall Cotts & Co. Ltd.
Dodwell of Canada Ltd. (Saguenay Shipp
Limited)
Dominion Shipping Company Ltd.
Eckert Overseas Agency (Canada) Ltd.
Empire Shipping Company Limited
Empire Stevedoring Co. Ltd. (V. &
Stevedoring Co. Ltd.)
Empire Stevedoring (Dock Operations) L
Fibreco Export Inc.
Fleetham Cargo Services Ltd.
Fraser Surrey Docks Ltd.
Gearbulk Shipping Canada Ltd.
Greer Shipping Ltd.
Interocean Steamship Corporation
Johnson, Walton Steamships Ltd.
Kerr Steamship Co. Ltd.
Kingsley Navigation 1970 Limited
Louis Wolfe & Sons (Vancouver) Ltd.
Maple Leaf Shipping Company Limited
Maple Shipping Company Limited

ANNEXE I

(Paragraphe 2(1))

American President Lines Canada Ltd.	
Anglo Canadian Shipping Ltd.	
Annacis Marine Terminals Ltd.	
Arrow Stevedoring Inc.	
5 Associated Stevedoring Co. Ltd.	5
Balfour Guthrie Marine	
Beaufort Navigation (Western) Ltd.	
Bowkett Chartering Ltd.	
Brinco Mining Limited	
10 British Columbia Forest Products Limited	10
Stuart Channel Wharves Division	
Canadian Pacific Limited (British Columbia	
Steamship Company (1975) Ltd.)	
Canadian Stevedoring Company Limited	
15 Canadian Stevedoring (Dock Operations)	15
Ltd.	
Canadian Transport Company Limited	
Casco Terminals Ltd.	
Dingwall Cotts & Co. Ltd.	
20 Dodwell of Canada Ltd. (Saguenay Shipping	20
Limited)	
Dominion Shipping Company Ltd.	
Eckert Overseas Agency (Canada) Ltd.	
Empire Shipping Company Limited	
25 Empire Stevedoring Co. Ltd. (V. & V.	25
Stevedoring Co. Ltd.)	
Empire Stevedoring (Dock Operations) Ltd.	
Fibreco Export Inc.	
Fleetham Cargo Services Ltd.	
30 Fraser Surrey Docks Ltd.	30
Gearbulk Shipping Canada Ltd.	
Greer Shipping Ltd.	
Interocean Steamship Corporation	
Johnson, Walton Steamships Ltd.	
35 Kerr Steamship Co. Ltd.	35
Kingsley Navigation 1970 Limited	
Louis Wolfe & Sons (Vancouver) Ltd.	
Maple Leaf Shipping Company Limited	
Maple Shipping Company Limited	

Maritime Agencies Ltd.	Maritime Agencies Ltd.
Montreal Shipping Inc.	Montreal Shipping Inc.
Morflot Freightliners Limited	Morflot Freightliners Limited
Neptune Bulk Terminals (Canada) Ltd.	Neptune Bulk Terminals (Canada) Ltd.
Nootka Shipping Ltd.	5 Nootka Shipping Ltd.
North Pacific Shipping Co. Ltd.	North Pacific Shipping Co. Ltd.
Numoor Equipment Ltd.	Numoor Equipment Ltd.
P.C.D.C. Canada Ltd.	P.C.D.C. Canada Ltd.
Pacific Coast Terminals Co. Ltd.	Pacific Coast Terminals Co. Ltd.
Pacific Export Lines Limited	10 Pacific Export Lines Limited
Pacific Stevedoring & Contracting Co. Ltd.	Pacific Stevedoring & Contracting Co. Ltd.
Seaboard Shipping Co. Ltd.	Seaboard Shipping Co. Ltd.
Seabridge International Shipping Inc.	Seabridge International Shipping Inc.
Squamish Terminals Ltd.	Squamish Terminals Ltd.
Star Shipping (Canada) Ltd.	15 Star Shipping (Canada) Ltd.
Terminal Dock Ltd.	Terminal Dock Ltd.
Trans-Oceanic Shipping Co. Ltd.	Trans-Oceanic Shipping Co. Ltd.
Transpacific Transportation Co. Ltd.	Transpacific Transportation Co. Ltd.
Vancouver Island Stevedoring Co. Ltd.	Vancouver Island Stevedoring Co. Ltd.
Vancouver Shipping Agencies Ltd.	20 Vancouver Shipping Agencies Ltd.
Vancouver Wharves Ltd.	Vancouver Wharves Ltd.
Vanport Shipping Agency Ltd.	Vanport Shipping Agency Ltd.
Westcan Stevedoring Ltd.	Westcan Stevedoring Ltd.
Westcan Terminals Ltd.	Westcan Terminals Ltd.
Western Overseas Shipping Limited	25 Western Overseas Shipping Limited
Western Stevedoring Co. Ltd.	Western Stevedoring Co. Ltd.
Westward Shipping Ltd.	Westward Shipping Ltd.
Weyerhaeuser Canada Ltd.	Weyerhaeuser Canada Ltd.
White Pass Transportation Limited	White Pass Transportation Limited

SCHEDULE II

(Subsection 2(1))

Locals 500, 502, 503, 504, 505, 506 and 508 of the International Longshoremen's and Warehousemen's Union - Canadian Area.

ANNEXE II

(Paragraphe 2(1))

30 Les sections 500, 502, 503, 504, 505, 506 et 30 508 de l'International Longshoremen's and Warehousemen's Union - Canadian Area.

First Session, Thirty-second Parliament,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

Première session, trente-deuxième législature,
29-30-31 Elizabeth II, 1980-81-82

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-138

An Act to amend An Act to amend the Excise Tax Act and
the Excise Act and to provide for a revenue tax in
respect of petroleum and gas

First reading, November 26, 1982

THE MINISTER OF STATE (FINANCE)

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-138

Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et
la Loi sur l'accise et prévoyant un impôt sur les
revenus pétroliers

Première lecture le 26 novembre 1982

LE MINISTRE D'ÉTAT (FINANCES)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-138

An Act to amend An Act to amend the Excise Tax Act and the Excise Act and to provide for a revenue tax in respect of petroleum and gas

1980-81-82, cc.
68, 104

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Subsection 79(1) of *An Act to amend the Excise Tax Act and the Excise Act and to provide for a revenue tax in respect of petroleum and gas* is amended by adding thereto, immediately after the definition "crude oil", the following definition:

"Federal Court" means the Federal Court—Trial Division;

(2) The definition "incremental Crown royalty" in subsection 79(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"incremental Crown royalty" of a person for a taxation year means the aggregate of all amounts, each of which is

(a) that proportion of his Crown royalty, if any, for the year in respect of a production royalty for the year that the portion of that production royalty that is an incremental production royalty for the year is of that production royalty for the year, or

(b) the amount, if any, by which his Crown royalty for the year in respect of his production of old oil in the year from a well or mineral resource exceeds that proportion of that Crown

"Federal
Court"
"Cour fédérale"

1980-81-82, c.
104, s. 16(2)

"incremental
Crown royalty"
"redevance
supplémentaire
à la Couronne"

Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur l'accise et prévoyant un impôt sur les revenus pétroliers

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

1. (1) Le paragraphe 79(1) de la *Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur l'accise et prévoyant un impôt sur les revenus pétroliers* est modifié par insertion, après la définition d'"année d'imposition", de ce qui suit :

"Cour fédérale" La Division de première instance de la Cour fédérale.

(2) La définition de «redevance supplémentaire à la Couronne» au paragraphe 79(1) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"redevance supplémentaire à la Couronne" ou «redevance supplémentaire en faveur de la Couronne» d'une personne pour une année d'imposition s'entend du total de tous les montants dont chacun représente :

a) soit la fraction de sa redevance éventuelle à la Couronne pour l'année relativement à sa redevance de production pour l'année représentée par le rapport existant entre la fraction de cette redevance de production qui est une redevance supplémentaire à la Couronne pour l'année et sa redevance de production pour l'année;

1980-81-82, c.
68, 104

"Cour fédérale"
"Federal
Court"

1980-81-82, c.
104, par. 16(2)

"redevance
supplémentaire
à la Couronne"
"incremental
Crown royalty"

EXPLANATORY NOTES

This Bill would implement the Notice of Ways and Means Motion to amend the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* that was tabled by the Minister of State (Finance) on November 17, 1982.

Clause 1: (1) New. This amendment would provide that appeals under the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* are taken to the same division of the Federal Court as appeals under the *Income Tax Act*.

(2) The definition "incremental Crown royalty" at present reads as follows:

“incremental Crown royalty” of a person for a taxation year, in respect of the production of old oil in the year from a well or mineral resource, means the amount, if any, by which his Crown royalty in respect thereof for the year exceeds that proportion of the Crown royalty that the amount that would have been his gross revenue for the year from the disposition of old oil from the well or resource, if that old oil had been disposed of at its old oil base price, is of his gross revenue for the year from the disposition of that old oil.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi donne effet à l'avis de Motion des voies et moyens visant à modifier la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* qui a été déposé par le ministre d'État (Finances) le 17 novembre 1982.

Article 1, (1). — Nouvelle. A pour effet de faire porter les appels, interjetés dans le cadre de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers, devant la même division de la Cour fédérale que les appels interjetés dans le cadre de la Loi de l'impôt sur le revenu.

(2). — Texte actuel de la définition de «redevance supplémentaire à la Couronne» :

«redevance supplémentaire à la Couronne» ou «redevance supplémentaire en faveur de la Couronne» d'une personne pour une année d'imposition, relativement à la production d'ancien pétrole dans l'année à partir d'un puits ou d'une ressource minérale, désigne l'excédent éventuel de sa redevance à la Couronne relativement à cette production pour l'année sur la fraction de cette redevance représentée par le rapport existant entre le montant de son revenu brut pour l'année provenant de la disposition de l'ancien pétrole tiré du puits ou de la ressource minérale, calculé à partir du prix de base de l'ancien pétrole, et le montant de son revenu brut pour l'année provenant de la disposition de ce pétrole.»

royalty that the amount that would have been his gross revenue for the year from the disposition of old oil from the well or resource, if that old oil had been disposed of at its old oil base price, is of his gross revenue for the year from the disposition of that old oil;”

1980-81-82, c.
104, s. 16(7)

(3) Paragraph (c) of the definition “old oil” in subsection 79(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) the incremental production of petroleum, determined in such manner as may be prescribed, that is recovered from a natural reservoir or portion thereof under a project that commenced operation after December 31, 1980, that is a prescribed tertiary oil recovery project,”

1980-81-82, c.
104, s. 16(7)

(4) The definition “old oil” in subsection 79(1) of the said Act is further amended by adding the word “or” at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

“(e) prescribed petroleum produced after May 31, 1983;”

1980-81-82, c.
104, s. 16(10)

(5) The definition “resource royalty” in subsection 79(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

““resource royalty” means an amount computed by reference to the amount or value of production after December 31, 1980 of petroleum or gas, including any minimum or advance royalty payment with respect to the amount or value of production, but does not include

(a) an amount to which paragraph 83(e) applies, paid to a person referred to therein, or

“resource
royalty”
“redevance
pétrolière”

b) soit l’excédent éventuel de sa redevance à la Couronne relativement à sa production d’ancien pétrole dans l’année provenant d’un puits ou d’une ressource minérale sur la fraction de cette redevance à la Couronne représentée par le rapport existant entre le montant de son revenu brut pour l’année tiré de la disposition de l’ancien pétrole provenant du puits ou de la ressource minérale, calculé selon le prix de base de l’ancien pétrole, et le montant de son revenu brut pour l’année tiré de la disposition de cet ancien pétrole.”

1980-81-82, c.
104, par. 16(7)

(3) L’alinéa c) de la définition d’«ancien pétrole» au paragraphe 79(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) la production supplémentaire de pétrole, établie en la manière prescrite, qui est extraite d’un réservoir naturel ou d’une partie de ce réservoir dans le cadre d’un projet entré en exploitation après le 31 décembre 1980 et prescrit comme projet de récupération tertiaire;”

1980-81-82, c.
104, par. 16(7)

(4) La définition d’«ancien pétrole» au paragraphe 79(1) de ladite loi est en outre modifiée par adjonction de ce qui suit :

“(e) le pétrole prescrit produit après le 31 mai 1983.”

30

(5) La définition de «redevance pétrolière» au paragraphe 79(1) de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1980-81-82, c.
104, par.
16(10)

“redevance pétrolière» Montant calculé par rapport à la quantité ou à la valeur de la production, après le 31 décembre 1980, de pétrole ou de gaz et, notamment tout paiement de redevance minimal ou paiement de redevance par anticipation relatif à la quantité ou à la valeur de la production, mais ne comprend pas :

a) un montant, auquel s’applique l’alinéa 83e), payé à une personne qui y est visée,

45

“redevance
pétrolière”
“resource
royalty”

40

(3) This amendment would substitute the underlined words for the words "certified by the Minister of Energy, Mines and Resources to be a qualified".

(4) New. This amendment would permit a regulation to be made prescribing types of petroleum that are excluded from the definition "old oil".

(5) The definition "resource royalty" at present reads as follows:

"resource royalty" means an amount (other than production revenue) computed by reference to the amount or value of production after December 31, 1980 of petroleum or gas, including any minimum or advance royalty payment with respect to the amount or value of production, but does not include

- (a) an amount to which paragraph 83(e) applies, paid to a person referred to therein, or
- (b) an amount in respect of production for which the recipient is subject to a Crown royalty;"

(3). — Substitution des mots soulignés aux mots : «que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a certifié acceptable».

(4). — Nouveau. Permet de soustraire à l'application de la définition d'«ancien pétrole» certaines sortes de pétrole identifiées par règlement.

(5). — Texte actuel de la définition de «redevance pétrolière» :

«redevance pétrolière» Montant (autre qu'un revenu de production) calculé par rapport à la quantité ou à la valeur de la production après le 31 décembre 1980, de pétrole ou de gaz et, notamment, tout paiement de redevance minimal ou paiement de redevance par anticipation, relatif à la quantité ou à la valeur de la production, mais ne comprend pas :

- a) un montant auquel s'applique l'alinéa 83e), payé à une personne qui y est visée,
- b) un montant relatif à la production à l'égard duquel le bénéficiaire est assujetti à une redevance à la Couronne.»

(b) an amount computed by reference to the amount or value of production of petroleum or gas where

- (i) the recipient of the amount so computed would have a Crown royalty in respect of such production if the definition "Crown royalty" in this subsection were read without reference to a taxation year and if the determination of the amount of 10 the Crown royalty under that definition were made only in respect of such production, or
- (ii) the recipient of the amount so computed does not have a Crown 15 royalty in respect of such production determined pursuant to subparagraph (i) solely by reason of an exemption or allowance that is provided by statute by a person 20 referred to in paragraph 83(e);"

b) un montant calculé par rapport à la quantité ou à la valeur de la production de pétrole ou gaz lorsque :

- (i) le bénéficiaire du montant calculé ainsi aurait une redevance à la Couronne relativement à cette production si la définition de «redevance à la Couronne» était interprétée sans la mention d'une année d'imposition et si la détermination 10 du montant de la redevance à la Couronne en vertu de cette définition était effectuée relativement à cette seule production,
- (ii) le bénéficiaire du montant cal-15 culé ainsi n'a pas de redevance à la Couronne relativement à la production déterminée en vertu du sous-alinéa (i) seulement à cause d'une exemption ou allocation prévue par 20 la loi par une personne visée à l'alinéa 83e).»

(6) Section 79 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

(6) L'article 79 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

Associated corporations

"(6) For the purposes of this Part, one 25 corporation is associated with another corporation in a taxation year if

«(6) Pour l'application de la présente 25 Corporations associées partie, une corporation est associée à une autre dans une année d'imposition si :

(a) the corporations are associated with each other in the year by virtue of a direction made under subsection 247(2) 30 of the *Income Tax Act*; or

a) les corporations sont associées dans l'année à la suite d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 247(2) 30 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

(b) the corporations would be associated with each other in the year by virtue of section 256 of the *Income Tax Act*, if the references in paragraphs (1)(c) to 35 (e) thereof to "capital stock thereof" were read as references to "capital stock thereof, or had an equity percentage (within the meaning of paragraph 95(4)(b)) in each corporation of not less 40 than 10%".

b) les corporations seraient associées entre elles dans l'année par l'application de l'article 256 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, si les mentions, dans les ali-35 néas (1)c) à e) de cet article, du «capital-actions de chaque corporation» s'interprétait comme la mention du «capital-actions de chaque corporation, ou avait un pourcentage d'intérêt (au 40 sens de l'alinéa 95(4)b)) dans chaque corporation d'au moins 10%».

Deeming of association

(7) Where, in the case of two or more corporations, the Minister is satisfied

(7) En ce qui concerne plusieurs corporations, lorsque le Ministre est convaincu :

(a) that

a) soit que, à la fois :

(i) the separate existence of the corporations in a taxation year is not solely for the purpose of carrying out

(i) l'existence séparée des corporations dans une année d'imposition n'a pas pour seul but l'exploitation de

Association présumée

(6) New.

the business of the corporations in the most effective manner, and
 (ii) one of the main reasons for such separate existence in the year is to reduce the amount of tax that would 5 be payable under this Part, or

(b) that the corporations have at any time entered into an agreement or transaction that lacks any substantial business purpose other than to increase the 10 aggregate deduction from tax allowed to the corporations under subsection 84.1(1) in a taxation year,

the corporations shall, if the Minister so directs, be deemed, for the purposes of this 15 Part, to be associated with each other in the year.

Idem

(8) Where two corporations are associated by virtue of subsection (6) or (7), or are deemed by this subsection to be 20 associated, with the same corporation at the same time, they shall, for the purposes of this Part, be deemed to be associated with each other.

Deeming of non-association

(9) Where shares of two or more corporations are owned directly or indirectly by one or more registered pension funds or plans and the corporations would, but for this subsection, be associated with each other in a taxation year under paragraph 30 (6)(b) by reason that the corporations are controlled by the same trustee or trustees, the corporations shall be deemed not to be associated with each other in the year if the trustee or trustees did not acquire control of the corporations by virtue of being trustee or trustees of the same registered pension fund or plan.

Appeal

(10) On an appeal from an assessment made pursuant to a direction of the Minister under subsection (7), the Tax Review Board or the Federal Court may

- (a) confirm the direction;
- (b) vacate the direction if
 - (i) in the case of a direction under 45 paragraph (7)(a), it determines that

l'entreprise de la corporation de la manière la plus efficace,
 (ii) une des principales justifications de cette existence séparée dans l'année est la réduction du montant d'impôt qui aurait dû être payé en vertu de la présente partie,

b) soit que les corporations ont, à une date quelconque, conclu un accord ou effectué une opération qui n'est pas nécessaire pour l'exploitation de l'entreprise, sauf pour l'augmentation de la déduction totale de l'impôt allouée aux corporations en vertu du paragraphe 84.1(1) dans une année d'imposition, 15

les corporations sont, si le Ministre l'ordonne, réputées associées entre elles dans l'année pour l'application de la présente partie.

(8) Lorsque deux corporations sont 20 Idem associées par l'application du paragraphe (6) ou (7), ou sont réputées associées en vertu du présent paragraphe, avec la même corporation à la même date, elles sont réputées associées entre elles pour l'application de la présente partie.

(9) Lorsque les actions de plusieurs corporations appartiennent directement ou indirectement à un ou plusieurs régimes ou caisses enregistrés de pensions et que les 30 corporations seraient, sans le présent paragraphe, associées entre elles dans une année d'imposition en application de l'alinea (6)b) parce que les corporations sont contrôlées par le même ou les mêmes fiduciaires, les corporations ne sont pas réputées associées entre elles dans l'année si le fiduciaire ou les fiduciaires n'ont pas acquis le contrôle des corporations en qualité de fiduciaire ou fiduciaires des mêmes 40 régime ou caisse enregistrés de pensions.

Non-association présumée

(10) Lorsqu'il en est appelé d'une cotisation faite en vertu d'une ordonnance du Ministre rendue en vertu du paragraphe (7), la Commission de révision de l'impôt 45 ou la Cour fédérale peut :

- a) soit confirmer l'ordonnance;
- b) soit annuler l'ordonnance, si :

Appel

none of the main reasons for the separate existence of the corporations was to reduce the amount of tax payable under this Part, or
 (ii) in the case of a direction under paragraph (7)(b), it determines that the agreement or transaction referred to in that paragraph had a substantial business purpose, other than to increase the aggregate deduction from 10 tax allowed under subsection 84.1(1); or
 (c) vary the direction and refer the matter back to the Minister for reassessment." 15

1980-81-82, c.
104, s. 20(2)

(7) Subsections (1) to (6) shall be deemed to have come into force on January 1, 1982.

2. (1) Subsection 84(2.1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by repealing paragraph (b) thereof and by substituting the following therefor:

"(b) 16% of that portion of the amount, if any, of his production revenue for the year that exceeds the portion determined under paragraph (a) and that may reasonably be attributed to that part of the period that is before June 1, 1982; and

(c) 14.67% of the amount, if any, by 30 which his production revenue for the year exceeds the aggregate of the portions determined under paragraphs (a) and (b)." 30

1980-81-82, c.
104, s. 20(2)

(2) Section 84 of the said Act is further 35 amended by adding thereto, immediately after subsection (2.1) thereof, the following subsection:

Production
revenue tax
1982-83

"(2.2) Notwithstanding paragraph (1)(a), where the production revenue of a 40 person for a taxation year that commenced after December 31, 1981 includes production revenue for a period commencing after May 31, 1982 and ending before June 1, 1983, the tax payable by him for 45

(i) dans le cas d'une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa 7a), elle établit qu'aucune des justifications de l'existence séparée des corporations n'avait pour but de réduire le montant 5 d'impôt payable en vertu de la présente partie,

(ii) dans le cas d'une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa 7b), elle établit que l'accord ou l'opération visée à ce paragraphe était nécessaire à l'exploitation de l'entreprise et ne visait pas seulement l'augmentation de la déduction totale d'impôt permise en vertu du paragraphe 84.1(1); 15

c) soit modifier l'ordonnance et renvoyer l'affaire au Ministre pour nouvelle cotisation.»

(7) Les paragraphes (1) à (6) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1982. 20

2. (1) L'alinéa 84(2.1)b) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1980-81-82, c.
104, par. 20(2)

"b) 16% de la fraction de l'excédent éventuel de son revenu de production pour l'année sur la fraction déterminée 25 en conformité avec l'alinéa a) que l'on peut raisonnablement attribuer à la partie de la période qui précède le 1^{er} juin 1982;

c) 14.67% de l'excédent éventuel de son 30 revenu de production pour l'année sur le total des fractions déterminées en conformité avec les alinéas a) et b).»

(2) L'article 84 de ladite loi est en outre 35 modifié par insertion, après le paragraphe 104, par. 20(2)

1980-81-82, c.
104, par. 20(2)

"(2.2) Par dérogation à l'alinéa (1)a), lorsque le revenu de production d'une personne pour une année d'imposition qui a commencé après le 31 décembre 1981 40 comprend un revenu de production pour une période qui commence après le 31 mai 1982 et qui finit avant le 1^{er} juin 1983,

Impôt sur le
revenu de
production,
1982-83

This is to substitute for section 84(2.1) of the wording of the corresponding section dealing with the taxation position of the production revenue of the winter portion of the year under the Income Tax Act.

Clause 2: (1) Subsection 84(2.1) at present reads as follows:

"(2.1) Notwithstanding paragraph (1)(a), where the production revenue of a person for a taxation year includes production revenue for a period part of which is before January 1, 1982 and part of which is after December 31, 1981, the tax payable by him for the year on the production revenue is the aggregate of

(a) 8% of that portion of the amount that would be his production revenue for the year if subsection 82(2) were read without reference to paragraph (e) thereof that may reasonably be attributed to that part of the period that is before January 1, 1982; and

(b) 16% of the amount, if any, by which his production revenue for the year exceeds the portion determined under paragraph (a)."

(2) New.

On the other hand, the new section 84(2.1) will provide for the production revenue of a person for a taxation year that includes a period part of which is before January 1, 1982 and part of which is after December 31, 1981, the tax payable by him for the year on the production revenue is the aggregate of the amounts determined under paragraphs (1) and (2).

This will be done by changing the word "aggregate" to "the aggregate of" in section 84(2.1) and by adding a new section 84(2.1A) which will provide for the production revenue of a person for a taxation year that includes a period part of which is before January 1, 1982 and part of which is after December 31, 1981, the tax payable by him for the year on the production revenue is the aggregate of the amounts determined under paragraphs (1) and (2).

It is recommended that section 84(2.1A) be added to the Income Tax Act.

Article 2, (1). — Texte actuel du paragraphe 84(2.1) :

«(2.1) Par dérogation à l'alinéa (1)a), lorsque le revenu de production d'une personne pour une année d'imposition comprend un revenu de production pour une période se situant en partie avant le 1^{er} janvier 1982 et en partie après le 31 décembre 1981, l'impôt que doit payer ladite personne sur son revenu de production pour l'année se compose du total des sommes suivantes :

- a) 8% de la fraction du montant qui constituerait son revenu de production pour l'année si l'on faisait abstraction au paragraphe 82(2) de tout renvoi à l'alinéa e), que l'on peut raisonnablement attribuer à la partie de ladite période située avant le 1^{er} janvier 1982;
- b) 16% de l'excédent éventuel de son revenu de production pour l'année sur la fraction déterminée en conformité avec l'alinéa a).»

(2). — Nouveau.

the year on his production revenue is the aggregate of

- (a) 16% of the amount, if any, by which his production revenue for the year exceeds the portion determined under paragraph (b); and
- (b) 14.67% of that portion of his production revenue for the year that may reasonably be attributed to a period in the year commencing after May 31, 1982 and ending before June 1, 1983."

(3) Subparagraph 84(4)(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(ii) has waived his entitlement to receive, in accordance with the applicable provisions of that program, on or before the date he is required to file a return of production revenue pursuant to section 85 for the taxation year"

(4) Section 84 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

Amalgamations

"(5) Where after 1980 there has been an amalgamation within the meaning of subsection 87(1) of the *Income Tax Act* and one or more of the predecessor corporations referred to in that subsection had an exploration and development expense tax credit for any taxation year, any portion of which was not deducted by it in computing its tax otherwise payable on its production revenue for any taxation year, for the purposes only of determining the exploration and development expense tax credit of the new corporation referred to in that subsection for any taxation year preceding any taxation year of the new corporation, the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each such predecessor corporation.

l'impôt qu'elle doit payer sur son revenu de production pour l'année se compose du total des sommes suivantes :

- a) 16% de l'excédent éventuel de son revenu de production pour l'année sur la fraction déterminée en vertu de l'alinéa b);
- b) 14.67% de la fraction de son revenu de production pour l'année qui peut raisonnablement être attribuée à une période de l'année qui commence après le 31 mai 1982 et qui finit avant le 1^{er} juin 1983.»

(3) Le sous-alinéa 84(4)a(ii) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

«(ii) a renoncé à son droit de recevoir, conformément aux dispositions applicables de ce programme, au plus tard à la date où il doit produire une déclaration de revenu en vertu de l'article 20 85 pour l'année»

(4) L'article 84 de ladite loi est en outre modifié par adjonction de ce qui suit :

«(5) Lors d'une fusion, au sens du paragraphe 87(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, qui a eu lieu après 1980 et où une ou plusieurs des corporations remplacées visées à ce paragraphe bénéficiaient d'un crédit d'impôt au titre des dépenses d'exploration et d'aménagement pour une année d'imposition quelconque, toute fraction de ce crédit qu'elles n'ont pas déduite dans le calcul de leur impôt qu'elles doivent par ailleurs payer sur leur revenu de production pour une année d'imposition quelconque, aux seules fins de déterminer le crédit d'impôt au titre des dépenses d'exploration et d'aménagement de la nouvelle corporation visée à ce paragraphe pour une année d'imposition quelconque précédant une année d'imposition quelconque de la nouvelle corporation, la corporation nouvelle est réputée la même corporation que chaque corporation remplacée et la continuation de chacune de celles-ci. 45

- (3) This is a technical amendment in order to make the wording of the subparagraph consistent with the wording of the waiver provision of the *Petroleum Incentives Program Act*.

(3). — Modification d'ordre technique visant à faire concorder le libellé du sous-alinéa avec celui de la *Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier*.

- (4). — Nouveaux. frere general de l'ordre

Winding-up

(6) Where after 1980 there has been a winding-up described in subsection 88(1) of the *Income Tax Act* and the subsidiary referred to in that subsection had an exploration and development expense tax credit for any taxation year any portion of which was not deducted by it in computing its tax otherwise payable on its production revenue for any taxation year, for the purposes only of determining the exploration and development expense tax credit of the parent referred to in that subsection for any taxation year preceding any taxation year of the parent, the parent shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, the subsidiary."

(5) Subsections (1) to (4) are applicable to the 1981 and subsequent taxation years.

3. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 84 thereof, the following section:

Credit deductions

"84.1 (1) Where a taxpayer is a corporation, there may be deducted from the tax otherwise payable by it on its production revenue for a taxation year, an amount equal to the lesser of

- (a) the tax that would otherwise be payable by the corporation under this Division on its production revenue for the year if the reference to "production revenue" in section 84 were read as "eligible production revenue"; and
- (b) the corporation's credit limit for the taxation year.

Definition of "credit limit"

(2) For the purposes of subsection (1), the "credit limit" of a corporation for a taxation year is that proportion of the corporation's allocated limit for the year that the number of days after May 31, 1982 in the year is of 365.

40

Taxe d'accise

Liquidation

(6) Lors d'une liquidation, au sens du paragraphe 88(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, où la filiale visée à ce paragraphe bénéficiait d'un crédit d'impôt au titre des dépenses d'exploration et d'aménagement pour une année d'imposition quelconque, toute fraction de ce crédit qu'elle n'a pas déduite dans le calcul de l'impôt qu'elle doit par ailleurs payer sur son revenu de production pour une année d'imposition quelconque, aux seules fins de déterminer le crédit d'impôt au titre des dépenses d'exploration et d'aménagement de la corporation mère visée à ce paragraphe pour une année d'imposition quelconque précédant une année d'imposition quelconque de la corporation mère, la corporation mère est réputée la même corporation que la filiale et la continuation de celle-ci.

5

20

(5) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent aux années d'imposition 1981 et suivantes.

3. (1) Ladite loi est en outre modifiée par insertion, après l'article 84, de ce qui suit :

"84.1 (1) Lorsque le contribuable est une corporation, il peut être déduit de l'impôt qu'elle doit par ailleurs payer sur son revenu de production pour une année d'imposition un montant égal à la moindre des sommes suivantes :

25

Déductions de crédits

a) l'impôt que la corporation devrait par ailleurs payer en vertu de la présente section sur son revenu de production pour l'année, si la mention de «revenu de production» à l'article 84 était interprétée comme la mention de «revenu admissible de production»;

b) la limite de crédit de la corporation pour l'année d'imposition.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la «limite de crédit» d'une corporation pour une année d'imposition est la fraction de la limite allouée de la corporation pour l'année représentée par le rapport existant entre le nombre de jours postérieurs au 31 mai 1982 et 365.

40

Définition de «limite de crédit»

45

Clause 3: New.

Article 3. — Nouveau.

Article 3. — Nouveau.

Definition of
"allocated
limit"

(3) For the purposes of subsection (2), the "allocated limit" of a corporation for a taxation year in which the corporation

- (a) is not associated with one or more other corporations is \$250,000; and
- (b) is associated with one or more other corporations is the amount allocated to the corporation under subsection (4) or (5).

Idem

(4) The corporations in a group that, in a taxation year, are associated with each other may file with the Minister in prescribed form an agreement whereby, for the purpose of this section, they allocate an amount to one or more of them for the year which amount or the aggregate of which amounts, as the case may be, is \$250,000.

Idem

(5) If any of the corporations in a group referred to in subsection (4) fails to file with the Minister an agreement as contemplated by that subsection within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purpose of any assessment of tax for a taxation year under this Division, the Minister shall, for the purpose of this section, allocate an amount to one or more of them for the year which amount or the aggregate of which amounts, as the case may be, is \$250,000.

Definition of
"eligible
production
revenue"

(6) For the purposes of this section, the "eligible production revenue" of a corporation for a taxation year is the aggregate of all amounts each of which is

(a) the amount that would be the production revenue for the year of the corporation (other than its production revenue by virtue of the corporation being a member of a partnership or a beneficiary of a trust) that may reasonably be attributed to the period in the year commencing after May 31, 1982, if

- (i) subsection 82(1) were read without reference to paragraph (b.1) thereof,
- (ii) the reference in paragraph 82(1)(c) to "paragraph (a), (b) or

(3) Pour l'application du paragraphe (2), la «limite allouée» d'une corporation pour une année d'imposition au cours de laquelle la corporation :

- a) n'est pas associée avec une ou plusieurs corporations, est de \$250,000;
- b) est associée avec une ou plusieurs corporations, est le montant alloué à la corporation en vertu du paragraphe (4) ou (5).

(4) Dans une année d'imposition, des corporations associées peuvent produire auprès du Ministre, selon la forme prescrite, un accord par lequel, pour l'application du présent article, elles allouent un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année, montant qui est de \$250,000 ou, selon le cas, montants dont le total est de \$250,000.

(5) Si une des corporations visées au paragraphe (4) omet de produire auprès du Ministre l'accord que prévoit ce paragraphe dans les 30 jours de l'expédition par le Ministre d'un avis écrit à l'une d'elles à l'effet qu'un tel accord est requis pour les fins d'une cotisation d'impôt pour une année d'imposition en vertu de la présente section, le Ministre alloue, pour l'application du présent article, un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année, montant qui est de \$250,000 ou, selon le cas, montants dont le total est de \$250,000.

(6) Pour l'application du présent article, le «revenu de production admissible» d'une corporation pour une année d'imposition s'entend du total de tous les montants dont chacun représente :

- a) soit le montant qui constituerait le revenu de production de la corporation pour l'année (à l'exception du revenu de production tiré par la corporation à titre de membre d'une société de personnes ou de bénéficiaire d'une fiducie) qui peut raisonnablement être attribué à la période de l'année qui commence après le 31 mai 1982 si, à la fois :
 - (i) le paragraphe 82(1) était interprété sans la mention de son alinéa b.1),

Définition de
«limite allouée»

Idem

Définition de
«revenu de
production
admissible»

50

(b.1)" were read as a reference to "paragraph (a) or (b)", and (iii) the reference to "a production royalty" in paragraph 82(1)(e) were read as a reference to "a production royalty in respect of production of petroleum or gas of the corporation";

(b) the amount that would be the production revenue included in the income for the year of the corporation by virtue of the corporation being a member of a partnership that may reasonably be attributed to the period in the year commencing after the later of May 31, 1982 and the date the corporation first became a member of the partnership, if

- (i) subsection 82(1) were read without reference to paragraph (b.1) thereof,
- (ii) the reference in paragraph 20 82(1)(c) to "paragraph (a), (b) or (b.1)" were read as a reference to "paragraph (a) or (b)", and
- (iii) the reference to "a production royalty" in paragraph 82(1)(e) were 25 read as a reference to "a production royalty in respect of production of petroleum or gas of the partnership"; or

(c) the amount that would be the production revenue included in the income for the year of the corporation by virtue of the corporation being a beneficiary of a trust that may reasonably be attributed to the period in the year commencing 35 after the later of May 31, 1982 and the date the corporation first became a beneficiary of the trust, if

- (i) subsection 82(1) were read without reference to paragraph (b.1) 40 thereof,
- (ii) the reference in paragraph 82(1)(c) to "paragraph (a), (b) or (b.1)" were read as a reference to "paragraph (a) or (b)", and
- (iii) the reference to "a production 45 royalty" in paragraph 82(1)(e) were read as a reference to "a production royalty in respect of production of petroleum or gas of the trust"."

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

(ii) la mention, dans l'alinéa 82(1)c, de l'«alinéa a), b) ou b.1» était interprétée comme la mention de l'«alinéa a) ou b)»,

(iii) la mention de «redevance de production» à l'alinéa 82(1)e était interprétée comme la mention d'une «redevance de production sur la production de pétrole ou de gaz de la corporation»;

10

b) soit le montant qui constituerait le revenu de production, inclus dans le revenu de la corporation pour l'année à titre de membre d'une société de personnes, qui peut raisonnablement être attribué à la période de l'année qui commence à la plus tardive des dates suivantes : le 31 mai 1982 ou la date à laquelle la corporation est devenue membre de la société de personnes pour la première fois si, à la fois :

(i) le paragraphe 82(1) était interprété sans la mention de son alinéa b.1),

(ii) la mention à l'alinéa 82(1)c de l'«alinéa a), b) ou b.1» était interprétée comme la mention de l'«alinéa a) ou b)»,

(iii) la mention de «redevance de production» à l'alinéa 82(1)e était interprétée comme la mention d'une «redevance de production sur la production de pétrole ou de gaz de la société de personnes»;

c) soit le montant qui constituerait le revenu de production, inclus dans le revenu de la corporation pour l'année à titre de bénéficiaire d'une fiducie, qui peut raisonnablement être attribué à la période de l'année qui commence à la plus tardive des dates suivantes : le 31 mai 1982 ou la date à laquelle la corporation est devenue bénéficiaire de la fiducie pour la première fois si, à la fois :

(i) le paragraphe 82(1) était interprété sans la mention de son alinéa b.1),

(ii) la mention à l'alinéa 82(1)c de l'«alinéa a), b) ou b.1» était interpré-

45

50

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on June 1, 1982.

1980-81-82, c.
104, s. 23(2)

4. (1) Paragraph 88(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) on or before the last day of each month in the year, an amount equal to 1/12 of the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3) or 84.1(1),”

1980-81-82, c.
104, s. 23(3)

(2) All that portion of subsection 88(2) of the said Act following paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“and shall, on or before the last day of the period, pay to the Receiver General the remainder of the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3) or 84.1(1).”

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on June 1, 1982.

1980-81-82, c.
104, s. 24(2)

5. (1) Paragraph 89(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the amount, if any, by which the tax payable by it on its production reve-

tée sans la mention de l’«alinéa a) ou b)»,

(iii) la mention d’une «redevance de production» à l’alinéa 82(1)e) était interprétée comme la mention d’une «redevance de production sur la production de pétrole ou de gaz de la fiducie».»

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juin 1982.

4. (1) L’alinéa 88(2)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1980-81-82, c.
104, par. 23(2)

“(a) au plus tard le dernier jour de chaque mois de l’année, un montant égal à 1/12 de l’excédent éventuel qu’elles estiment être l’impôt qu’elles doivent payer au titre de leur revenu de production pour l’année sur le total de tous les montants dont chacun représente le montant éventuel qu’elles estiment être déductible de l’impôt qu’elles doivent par ailleurs payer pour l’année conformément au paragraphe 84(3) ou 84.1(1),”

(2) Le passage du paragraphe 88(2) de ladite loi qui suit l’alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1980-81-82, c.
104, par. 23(3)

“et elles doivent, au plus tard le dernier jour de la période, verser au receveur général le solde de l’excédent éventuel du montant qu’elles estiment être l’impôt payable au titre de leur revenu de production pour l’année sur le total de tous les montants dont chacun représente le montant éventuel qu’elles estiment être déductible de l’impôt qu’elles doivent par ailleurs payer pour l’année conformément au paragraphe 84(3) ou 84.1(1).”

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} juin 1982.

1980-81-82, c.
104, par. 24(2)

5. (1) L’alinéa 89(4)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) sur l’excédent éventuel de l’impôt qu’elle doit payer au titre de son revenu

l'avis de la Commission des recouvrements et de l'imposition sur les revenus et le conseil en matière d'impôt sur le revenu (CIR) au 1er juillet de l'année à laquelle il est rendu, soit au plus tard le 1^{er} octobre de l'année à laquelle il est rendu.

Article 4 : (1) a) (2) (3)

Clause 4: The relevant portion of subsection 88(2) at present reads as follows:

“(2) Every corporation, commission and association shall, during the period commencing on the first day of a taxation year and ending two months after the end of the year, pay, in accordance with one of the following paragraphs, to the Receiver General:

(a) on or before the last day of each month in the year, an amount equal to 1/12 of the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the *amount* estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3),

(b)

(c)

and shall, on or before the last day of the period, pay to the Receiver General the remainder of the amount, if any, by which the amount estimated by it to be the tax payable on its production revenue for the year exceeds the *amount* estimated by it to be deductible from its tax otherwise payable for the year under subsection 84(3).”

Article 4 : (1) a) (2) (3)

Article 4. — Texte actuel des passages visés du paragraphe 88(2) :

“(2) Toute corporation, commission ou association doivent, pendant la période commençant le premier jour d'une année d'imposition et finissant deux mois après la fin de l'année, payer au receveur général, selon le cas :

a) au plus tard le dernier jour de chaque mois de l'année, un montant égal à 1/12 de l'excédent éventuel du montant qu'elles estiment être l'impôt qu'elles doivent payer au titre de leur revenu de production pour l'année, sur le montant qu'elles estiment être déductible de l'impôt qu'elles doivent par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3),

b)

c)

et elles doivent, au plus tard le dernier jour de la période, verser au receveur général le solde de l'excédent éventuel du montant qu'elles estiment être l'impôt payable au titre de leur revenu de production pour l'année sur le montant qu'elles estiment être déductible de l'impôt qu'elles doivent par ailleurs payer pour l'année conformément au paragraphe 84(3).»

Clause 5: The relevant portion of subsection 89(4) at present reads as follows:

“(4) For the purposes of subsection (2), where a corporation, commission or association is required to pay a part or an instalment of tax for a taxation year computed by reference to a method described in subsection 88(2), it shall be deemed to have been liable to pay a part or an instalment computed by reference to

Article 5. — Texte actuel du passage visé du paragraphe 89(4) :

“(4) Pour l'application du paragraphe (2), lorsqu'une corporation, commission ou association est tenue de payer, au titre d'une année d'imposition, un acompte provisionnel ou une fraction de l'impôt, calculés sur une méthode visée au paragraphe 88(2), elle est réputée

nue for the year exceeds the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, deducted under subsection 84(3) or 84.1(1) from its tax otherwise payable for the year,"

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on June 1, 1982.

1980-81-82, c.
104, s. 26

6. (1) Section 99 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1.2) thereof, the following subsection:

"(1.3) Notwithstanding subsection (1.1), the tax payable in respect of a resource royalty computed by reference to the amount or value of production after May 31, 1982 and before June 1, 1983 shall be 14.67% of the amount of such royalty."

1980-81-82, c.
104, s. 26

(2) Paragraph 99(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) for the purposes of subsections (1), (1.1), (1.2) and (1.3), the amount of the royalty received by the recipient shall be deemed to be the amount, if any, by which the amount thereof paid to him as a resource royalty exceeds the aggregate of all payouts by him in respect of the royalty;"

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on June 1, 1982.

de production pour l'année sur le total de tous les montants dont chacun représente le montant éventuel déduit, en vertu du paragraphe 84(3) ou 84.1(1), de l'impôt qu'elle doit par ailleurs payer,»

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juin 1982.

6. (1) L'article 99 de ladite loi est abrogé par insertion, après le paragraphe (1.2), de 10 ce qui suit :

1980-81-82, c.
104, art. 26

«(1.3) Par dérogation au paragraphe (1.1), l'impôt payable à l'égard d'une redevance pétrolière calculée par rapport à la quantité ou à la valeur de la production après le 31 mai 1982 et avant le 1^{er} juin 1983 correspond à 14.67% du montant de cette redevance.»

(2) L'alinéa 99(4)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1980-81-82, c.
104, art. 26

«a) pour l'application des paragraphes (1), (1.1), (1.2) et (1.3), le montant de la redevance reçue par le bénéficiaire est réputé être l'excédent éventuel du paiement qu'il a reçu à titre de redevance pétrolière sur la somme de tous les versements qu'il a effectués à l'égard de la redevance;»

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} juin 1982.

30

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} juin 1982.

(a) the amount, if any, by which the tax payable by it on its production revenue for the year exceeds the *amount* deducted under subsection 84(3) from its tax otherwise payable;”

avoir été tenue de payer un acompte provisionnel ou une fraction de l’impôt, calculés, selon le cas :

a) sur l’excédent éventuel de l’impôt qu’elle doit payer au titre de son revenu de production pour l’année sur le montant déduit en vertu du paragraphe 84(3) de l’impôt qu’elle doit par ailleurs payer;»

Clause 6: (1) New.

Article 6, (1). — Nouveau.

(2) Consequential on subclause (1).

(2). — Découle du paragraphe (1).



Vol
p30



